

4, I. 2. 2nd

2407

HISTOIRE
DES FRANÇAIS.

TOME DOUZIÈME.

IMPRIMERIE RUE DE BERLAIMONT, N° 30.



14.5.2011

HISTOIRE DES FRANÇAIS,

PAR

J. C. L. SIMONDE DE SISMONDI,

CORRESPONDANT DE L'INSTITUT DE FRANCE, DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DE SAINT-PÉTERSBOURG,
DE L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES DE PRUSSE;
DE L'ACADÉMIE ET DE LA SOCIÉTÉ DES ARTS DE GENÈVE, ETC., ETC.

TOME DOUZIÈME.



Bruxelles,
SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,
AD. WAHLEN ET C^{ie}.
LONDRES. DULAU ET COMP^{ie}.

1837.



HISTOIRE DES FRANÇAIS.

SUITE DE LA SEPTIÈME PARTIE.

LA FRANCE SOUS LE RÈGNE DE FRANÇOIS I^{er}.

CHAPITRE IX.

Dernière guerre de François I^{er}. Campagnes de Luxembourg et de Roussillon. Barberousse, appelé en Provence, assiège Nice avec les Français. Abandon du duc de Clèves. Défense de Landrecies. Victoire de Cérisoles. Danger de Paris, menacé par Charles V et Henri VIII. Paix de Crépy. — 1542-1544.

FRANÇOIS I^{er} était résolu à exposer de nouveau son royaume à toutes les horreurs de la guerre. Depuis la rupture des négociations des Pays-Bas, qui suivirent le passage de l'empereur au travers de la France, le renouvellement des hostilités était arrêté dans sa pensée : il voyait dans Charles-Quint son éternel ennemi ; il avait fait des vœux contre lui : il avait essayé de lui nuire ; il avait même en quelque sorte commencé les hostilités ; car la surprise de Marano, le massacre d'une partie de sa garnison, la captivité du reste et de son gouverneur, auraient pu à peine s'excuser au milieu de la guerre ; et si cet acte de brigandage n'avait pas fait plus de bruit, c'est qu'il fut commis loin de la France, dans un pays demi barbare, en sorte qu'on avait pu le voiler quelque temps par des mensonges officiels. C'était aussi par de semblables

mensonges que l'empereur voilait à son tour le crime pour lequel François affectait tant de ressentiment. Avoir fait dévaliser et assassiner Antonio Rincon était un grand acte de cruauté ; mais il y avait de l'absurdité à prétendre que c'était une violation des franchises des ambassadeurs, un outrage au droit des gens. Si Rincon se croyait sous la garantie de ce caractère sacré, ou même sous celle du droit public de tous les Français, que ne traversait-il la Lombardie publiquement et en annonçant ses titres ? Lorsqu'il entrait, au contraire, sans passeports dans le pays d'un souverain rival contre lequel il machinait une attaque, qu'il s'y glissait de nuit et furtivement, il ne pouvait prétendre à la garantie du gouvernement auquel il avait cherché à se dérober.

La guerre ne convenait point à l'empereur, qui se sentait à peine en mesure pour lutter avec son redoutable ennemi Soliman II, et qui voyait les États de son frère envahis par les Turcs et toutes les côtes de ses propres royaumes ravagées par les Barbaresques. En conséquence, il était forcé d'ajourner d'année en année ses grands projets pour le rétablissement de l'autorité impériale en Allemagne, tandis qu'il faisait la cour aux princes protestants, qu'il regardait secrètement comme des ennemis et des rebelles ; aussi dissimulait-il les outrages qu'il recevait des Français, ou les repoussait-il par les mêmes armes sans porter de plaintes et sans demander de réparations. Il aurait vivement désiré l'union intime des deux grandes monarchies contre toutes les puissances secondaires, et il s'était montré prêt à l'acheter par de grands sacrifices. François I^{er}, au contraire, n'avait jamais voulu comprendre le système de politique arrêté entre l'empereur et ses propres ministres ; il avait compté sur l'acquisition du Milanais, comme récompense de la galanterie avec laquelle il avait traité l'empereur à son passage en France et des fêtes qu'il lui avait données. Irrité d'être déçu des espérances déraisonnables qu'il avait formées, il avait boudé ensuite contre l'empereur et avait échangé avec dépit tout son ministère : cela ne suffisait point encore pour dissiper le sentiment d'humiliation qu'il éprouvait ; il avait besoin de conquêtes pour se relever, à ses propres yeux. Il

avait attendu le premier revers qu'éprouverait Charles-Quint pour en profiter ; et lorsque, dans la même année, le roi des Romains, Ferdinand, vit son armée détruite par Soliman devant Bude, et que l'empereur son frère perdit sa flotte et son armée devant Alger, François crut que le moment de la vengeance était arrivé. La marine de Charles V était presque anéantie, le matériel de guerre englouti par les flots, le trésor impérial épuisé, la confiance enfin du monarque en lui-même ébranlée ; car c'était en bravant les conseils de tous ses capitaines qu'il s'était exposé à un si grand revers.

Cependant François, qui avait l'expérience de la guerre, qui trois fois déjà, depuis le commencement de son règne, avait mis sa couronne et son royaume en danger par son ambition ou ses ressentiments, aurait dû mieux connaître la force de l'empereur et la sienne ; il aurait dû voir que, demeuré comme il l'était sans alliés, n'accordant que peu de confiance à l'infanterie française, et obligé de tirer des soldats d'Allemagne, éprouvant dans ses finances une gêne habituelle et ne sachant pas modérer ses dépenses, il pouvait tout au plus se défendre, mais qu'il ne devait pas songer à faire des conquêtes ; son rôle était donc de se préparer à repousser une agression s'il en était menacé, mais non de commencer lui-même les hostilités. Mais François, en se précipitant dans la guerre, sembla n'écouter que son dépit ou sa colère ; il est difficile de démêler, ou un but dans ses actions, ou un plan dans sa conduite.

L'empereur avait convoqué la diète de l'empire germanique, à Spire, pour le mois de janvier 1542 ; mais, débarqué en Espagne à son retour de l'expédition d'Alger, il ne put s'y rendre lui-même, et il la laissa présider par son frère Ferdinand. Celui-ci, dans son discours d'ouverture, le 8 février, parla uniquement des dangers que l'Allemagne entière courait de la part des Turcs, qui, maîtres de Bude et de Pest, et y ayant conduit un immense parc d'artillerie, avaient évidemment le dessein d'y réunir une nombreuse armée au printemps suivant, et de pousser leurs conquêtes en Allemagne, où ils ne trouveraient plus de forteresses qui arrêtaient leur marche.

Il suppliait donc les princes de l'empire de voter les secours d'hommes et d'argent nécessaires pour la défense de la patrie commune (1). A cette diète, le roi de France avait député François Olivier, qui fut depuis chancelier de France; celui-ci prit la parole, dans la séance du 14 février, pour affirmer que son maître, ayant appris l'intention de Soliman d'attaquer la Hongrie, lui avait envoyé son ambassadeur Rincon dans le seul but de l'en détourner; car il prenait autant d'intérêt à la patrie allemande que les Allemands eux-mêmes. L'arrestation, peut-être le massacre de cet envoyé par des soldats impériaux, était une violation non pas seulement de la trêve, mais du droit des gens; cependant il croyait encore devoir offrir à la nation allemande ses conseils. Il lui semblait que celle-ci ferait sagement d'éviter une guerre avec les Turcs, d'abandonner à leur sort les Hongrois, nation inconstante et déjà portée pour les Musulmans, et de se contenter de couvrir de forteresses les frontières orientales de la Bohême et de l'Autriche; puis de s'occuper d'apaiser dans l'intérieur de leur pays leurs dissensions religieuses. Ce discours ne servit qu'à décréditer la France et son roi auprès des Allemands; on le considéra comme une preuve de l'intelligence de François avec Soliman II (2).

En effet, François avait déjà dépêché auprès de Soliman un autre émissaire pour remplacer Rincon : c'était le capitaine Paulin, dont Langcy avait démêlé le talent, et qu'il avait fait accepter au roi comme négociateur. On dit que celui-ci, dont le vrai nom était Antoine Escalin, n'était qu'un pauvre paysan du village de la Garde en Dauphiné, qui s'était engagé à suivre comme valet un caporal logé dans son village. Arrivé à l'armée, il y avait fait son chemin par sa bravoure, son adresse dans les armes, et l'adresse plus grande encore de son esprit. Il était capitaine, lorsque Langcy le distingua en Piémont et le fit connaître à François I^{er} (3). Paulin se rendit à

(1) *Steidant*, L. XIV, f. 225, verso.

(2) *Ibid.*, f. 226. — *Belcarit*, L. XXIII, p. 725.

(3) Gaillard, T. V, p. 298 et 407. — Biogr. univ., T. XVI, p. 485.

Venise, d'où il traversa la Dalmatie pour arriver à Bude auprès de Soliman, qui, à la fin de la campagne, le ramena à Constantinople. Il était chargé de concerter avec ce prince le plan de la prochaine campagne; mais il le trouva dégoûté de l'alliance française, blessé de ce que le roi reniait son amitié, avait honte de ses secours, et se déclarait en toute occasion prêt à tourner ses armes contre les Turcs. Ce fut par son talent remarquable pour l'intrigue, par sa souplesse à se conformer aux mœurs étrangères, sa finesse et sa ruse pour connaître les hommes, et son adresse à les flatter, que Paulin gagna d'abord l'aga des janissaires, et qu'il fut introduit par lui à des conférences privées avec le sultan. Il y a lieu de croire qu'il lui proposa de faire attaquer par la flotte turque, commandée par le redoutable Cheir Eddyn Barberousse, les côtes de Catalogne, dans le temps même où François pénétrerait avec son armée dans le Roussillon; mais Soliman voulait auparavant détacher la république de Venise de l'empereur, et l'engager à concourir aux plans de la France. Le capitaine Paulin fut renvoyé à Paris par le sultan, pour faire connaître au conseil du roi ce qui avait été concerté; de là il retourna à Venise, où il fit de vains efforts pour engager cette république à s'allier aux Turcs, puis il alla de nouveau à Constantinople, où il éprouva de nouvelles lenteurs. L'été s'écoula ainsi, et la coopération des Turcs fut remise à l'année suivante (1).

François chercha aussi des alliances jusque dans la Scandinavie, qui jusqu'alors avait pris peu de part à la politique du midi de l'Europe, il envoya son ordre de Saint-Michel à Christiern III, roi protestant de Danemark, qui occupait le trône de Christiern II, le beau-frère de l'empereur, et qui retenait son prédécesseur dans une prison de Norwége. Le roi danois, en retour, envoya des ambassadeurs en France, avec lesquels François conclut, le 29 novembre 1541, à Fontainebleau, une alliance offensive et défensive. Christiern s'engageait à

(1) *Belcarit*, L. XXIII, p. 754. — *Pauli Jorit*, L. XII, p. 505. — *Flassan*, *Diplomat. franç.*, T. II, L. IV, p. 11. — *Brantôme*, T. III, Discours, 75, p. 138.

permettre à la France de lever des landsknechts dans son pays, et à fermer le Sund aux vaisseaux de ses ennemis. L'aide mutuelle promise en cas d'attaque était de douze vaisseaux de la part de la France, de six de la part du Danemark. Les négociateurs pour la France avaient été le cardinal de Tournon, le chancelier Poyet, l'amiral Chabot et le maréchal d'Annebault; c'étaient eux qui formaient, à cette époque, le conseil intime du roi, et qui dirigeaient toutes les affaires (1). L'empereur n'était point nommé dans ce traité, la France n'étant point encore en guerre avec lui, mais il n'est pas nommé non plus dans une ligue offensive et défensive signée à Ragny le 10 juillet 1542, avec Gustave I^{er}, roi de Suède, quoique, à cette époque, les hostilités fussent commencées (2).

François I^{er} se proposa enfin de se donner des alliés dans les îles Britanniques: mais, en négociant à la fois avec Henri VIII et avec Jacques V, roi d'Écosse, il ne fit que provoquer le ressentiment du premier. Henri VIII aurait voulu que son neveu Jacques V suivit son exemple, se déclarât le chef de l'Église écossaise, et s'emparât des biens du clergé. Il lui avait donné rendez-vous à York, et il était venu l'y attendre. Les agents français en Écosse, se concertant avec le parti des prêtres, représentèrent à Jacques qu'en allant se mettre, à York, entre les mains de son oncle, il alarmerait et l'Église et la France, et il aliénerait peut-être sa propre liberté. Jacques manqua au rendez-vous sans en prévenir Henri, et redoubla ses persécutions contre les réformés. Henri VIII sut bientôt que c'était à l'influence de la France qu'il était redevable de cet affront; il repoussa toutes les avances qui lui étaient faites par François I^{er}, et il laissa voir, au contraire, que tous ses vœux étaient pour Charles-Quint (3).

Malgré les espérances que donnaient le sultan et les rois de

(1) *Traité de Paix*, T. II, p. 221. — Mallet, *Histoire de Danemark*, T. VI, L. VIII, p. 561.

(2) *Traité de Paix*, T. II, p. 222. — Flasseau, *Diplom. franç.*, T. II, p. 6.

(3) Rapin Thoyras, T. VI, L. XV, p. 431 et 436. — Hume, T. VI, c. 32, p. 89. — *Buchanan's Rerum Scotic.*, L. XIV, p. 472.

Danemark et de Suède, les conseillers de François I^{er} ne pouvaient compter sur une coopération bien active de la part d'alliés si éloignés; mais ils fondaient plus d'espérance sur un petit prince d'Allemagne qui s'était donné à eux sans réserve : c'était Guillaume de La Marek, qui, le 6 février 1539, avait succédé à son père Jean III dans les duchés de Clèves, de Berg et de Juliers, où la religion protestante était établie depuis 1533. Déjà, le 27 janvier 1538, ce même Guillaume avait été appelé, par les états de Gueldre et de Zutphen assemblés à Nimègue, à recueillir la succession de leur vieux duc Charles d'Egmont, alors âgé de soixante et onze ans, et qui n'avait point d'enfants. Celui-ci mourut le 30 juin suivant. D'anciens contrats liaient les deux familles, et les peuples de Gueldre ne voulurent point reconnaître un traité que leur duc avait été forcé de faire pour transmettre son héritage à la maison d'Autriche (1). D'autre part, Charles V, qui prétendait aux duchés de Gueldre et de Zutphen, regardait Guillaume comme un usurpateur et un rebelle, et menaçait de le dépouiller par les armes. Le mariage de Guillaume, duc de Clèves, avec l'héritière de Navarre, le 15 juillet 1540, avait été le premier acte par lequel François s'était préparé à une nouvelle guerre contre l'empereur. Après le désastre de Charles V devant Alger, François fit passer de l'argent au duc de Clèves. Celui-ci avait à son service un vaillant capitaine, Martin Van Rossem, maréchal de Gueldre, qui, désireux de marcher sur les traces de François de Sickingen ou des condottieri italiens, résolut de faire en sorte que la guerre nourrit la guerre. Il eut bientôt rassemblé sous ses ordres douze mille landsknechts et deux mille reîtres, ou cavaliers allemands, auxquels il laissait commettre tous les excès, toutes les voleries, tous les crimes, dans les pays où il portait la guerre, en même temps qu'il les soumettait à une rigoureuse discipline envers leurs officiers (2). La reine de Hongrie gouvernante des Pays-Bas, effrayée de cette réunion de brigands sur les frontières de ses provinces, fit de-

(1) Art de vérifier les dates, T. III, p. 186. — *Steidani*, L. XIV, f. 222.

(2) *Pauli Jovii Histor.*, L. XLI, p. 496.

mander au duc de Clèves quel était son dessein : celui-ci assura que l'armée n'était point à lui, et qu'il croyait que ces soldats aventuriers ne s'étaient rassemblés que pour marcher contre les Turcs. De son côté, François donnait à la même reine l'assurance de ses intentions pacifiques, et la pria de faire évacuer Saint-Pol, qui, disait-il, ne devait, d'après la trêve, être occupé ni par les Français ni par les impériaux (1). Tout à coup Van Rossem se jeta sur le pays de Liège, et se présentant devant la ville, il demanda d'y passer la Meuse : les bourgeois lui fermèrent courageusement leurs portes. Son but était de surprendre Anvers, où il se flattait déjà de piller les magasins du commerce de l'Occident. Il lui fallut remonter quelque temps la Meuse avant de trouver des bateaux sur lesquels il pût la traverser. Il avançait cependant en pillant le pays, et en y exerçant d'atroces cruautés. A Hoch-Stract, il fut rencontré par René de Nassau, prince d'Orange qui avait rassemblé toutes les troupes des Pays-Bas pour l'arrêter. Le prince d'Orange fut défait; il y perdit quatorze cents hommes et six drapeaux : néanmoins, avec les débris de son armée, il mit Louvain et Anvers, où la terreur était extrême, en état de résister à cette bande de brigands (2).

La levée de boucliers du maréchal de Gueldre détermina le roi à commencer de son côté les hostilités. Le 10 mai, il écrivit au parlement de Paris d'ordonner, dans toutes les églises, des prières publiques pour obtenir de Dieu qu'il maintint en France la vraie religion, et y ramenât ceux qui s'égarèrent; pour qu'il inspirât à ses ennemis le désir de lui rendre, à des conditions équitables, les États qu'ils lui retenaient, ou, s'il était forcé de les répéter par la guerre, pour qu'il donnât à cette guerre une heureuse issue, et vengeât par la victoire le meurtre inique de ses envoyés. Plus tard seulement, et au mois de juillet, après qu'elle était commencée, il dénonça la guerre à l'empereur dans les termes les plus virulents (3).

(1) *Arnoldi Ferronii*, L. IX, p. 208.

(2) *Pauli Jovii Histor.*, L. XLI, p. 496-499. — *Arnoldi Ferronii*, L. IX, p. 209.

(3) *Belcarii*, L. XXIII, p. 729. — *Steidani*, L. XIV, f. 236, recto. — Pro-

Des troupes se rassemblaient de tous les côtés, pour laisser l'empereur incertain sur le point où il serait attaqué. Indépendamment de l'armée de Van Rossem, que Nicolas de Bossu, sieur de Longueval, alla joindre, pour le faire agir sous la direction française (1), et d'une autre armée, presque de même nature, que Pierre Strozzi, émigré florentin, alla lever à la Mirandole, Annebault et du Bellay-Langey avaient réuni en Piémont huit mille Suisses, six mille Français, six mille Italiens et deux mille quatre cents chevaux ; enfin on annonçait que le dauphin et le duc d'Orléans seraient mis à la tête de deux armées qui se rassemblaient, l'une dans le Midi, l'autre dans le Nord. Ces deux princes, Henri et Charles, l'un âgé de vingt-trois, l'autre de vingt et un ans, désiraient la guerre avec passion, pour y signaler leur bravoure, seul titre de gloire qu'ils connussent ou qui fût l'objet de leur ambition. Henri, dont le naturel était taciturne, le visage pâle et les yeux pesants, avait quelque ressemblance avec Louis XII, son aïeul maternel ; Charles ressemblait plus à son père par l'éclat de son teint de rose, la vigueur, la libéralité de son esprit, son instruction et ses manières ouvertes : il cherchait à se faire aimer plus qu'à se faire craindre (2). On remarquait déjà entre eux une profonde jalousie. La duchesse d'Étampes, favorite du roi, cherchait à faire valoir le duc d'Orléans, par opposition à son frère : elle comptait ainsi humilier la femme quelle haïssait le plus, Diane de Poitiers, maîtresse du dauphin. La jalousie de ces deux princes et la haine de ces deux femmes divisaient la cour en deux factions (3).

Le rassemblement d'une armée dans le Midi fit concevoir à Marguerite, sœur du roi, l'espoir que cette armée serait employée à reconquérir pour son mari le royaume de Navarre : elle sollicita vivement le roi de le permettre ; mais

clamation du 12 juillet, pour mettre en garde les sujets de France. Bouchet, *Annales d'Aquitaine*, P. IV, f. 290, verso. — Paradin, *Hist. de notre temps*, L. IV, p. 120, verso.

(1) Martin Du Bellay, L. IX, p. 374.

(2) *Pauli Jortii Histor.*, L. XLI, p. 494, 495.

(3) *Belcarii*, L. XXIV p. 762.

Montpesat, lieutenant au gouvernement de Guienne, consulté sur les chances que pourrait espérer une division de dix mille hommes destinée à cette expédition, y fit renoncer, par le souvenir du mauvais succès du sire de l'Esparre (1). Il fut résolu, dans le conseil du roi, que le dauphin, avec l'armée du Midi, attaquerait le Roussillon, d'autant qu'on supposait que l'empereur, ne s'y attendant point, réunirait toutes ses forces dans le Milanez (2). C'était plutôt, en effet, dans le Milanez qu'il eût convenu à l'armée française de porter la guerre, pour profiter de la possession du Piémont, dont on n'avait encore tiré aucun parti; de l'impatience qu'excitait chez les peuples la domination espagnole, de l'armée que Pierre Strozzi avait levée à la Mirandole, et de la supériorité qu'Annebault avait déjà sur le marquis del Guasto, qui lui était opposé; car ce dernier avait à peine dix mille hommes, qui même n'étaient pas payés. Mais François I^{er} se flatta de surprendre son adversaire; et cependant il ne sut ni presser ses mouvements, ni cacher ses desseins. Ce ne fut pas avant le milieu d'août que son armée entra en Roussillon, et, depuis deux mois, la France et l'Italie savaient que cette province était menacée (3).

Le due d'Orléans avait été plus tôt prêt à entrer en campagne : dès le 10 juin, il avait pris congé du roi à Ligny en Barrois, et dès lors il cessait d'être exposé aux lenteurs et aux incertitudes de la cour. Le roi lui avait donné pour le diriger le cinquième fils de René II, due de Lorraine, Claude, due de Guise, alors âgé de quarante-six ans, et l'un des meilleurs généraux qu'eût la France : mais Gaspard de Tavannes, âgé seulement de trente-trois ans, et qui s'était donné tout entier au due d'Orléans, eut plus de part aux décisions de ce jeune prince, et se plut souvent à contrarier Guise, avec lequel il fut sur le point de se battre. D'après les Mémoires de Tavannes, rédigés par son fils : « M. d'Orléans, assisté de M. de

(1) *Arnoldi Ferronii*, L. IX, p. 207.

(2) *Pauli Jovii*, L. XLI, p. 493. — Gaillard, T. V, p. 201.

(3) *Martin Du Bellay*, T. XX, L. IX, p. 372.

» Guise, se fie au sieur de Tavannes, qui lui élève le cœur
 » aux honneurs et couronnes. L'émulation de M. le dauphin
 » lui sert d'aiguillon : son naturel ouvert à la française sur-
 » passait celui de son frère (1). » Nous entrons dans une
 période où les Mémoires se multiplient ; mais ils ne servent
 souvent qu'à obscurcir la vérité, chacun de leurs auteurs
 s'attribuant à lui seul tout l'honneur des événements.

Le duc d'Orléans, comme il entrait en campagne, avait avec lui six cents hommes d'armes, huit mille landsknechts, et six mille fantassins français ; le comte d'Aumale, fils aîné du duc de Guise, le comte d'Enghien, frère du duc de Vendôme ; les sires de Jametz, de Sedan, de la Roche du Maine, de la Guiche, étaient les plus distingués entre les jeunes seigneurs qui l'accompagnaient (2). Étant arrivé devant Danvilliers, première place du duché de Luxembourg, il y fut rejoint par dix ou douze mille landsknechts que conduisaient le baron de Heideck, le rhingrave, le comte de Mansfeld et le colonel Reckrod (3). L'empereur ne s'était nullement attendu à une attaque sur le Luxembourg ; la province n'était point pourvue de troupes ; Danvilliers parlementa après les premiers coups de canon : mais, tandis qu'on traitait, les soldats français pénétrèrent dans la place et la saccagèrent ; Guise la fit ensuite brûler ; après quoi l'armée investit Yvoy, place très forte et munie d'une bonne garnison ; mais la chute d'un pan de mur, qui tomba de lui-même, quoiqu'il ne fit point brèche, alarma les assiégés ; ils capitulèrent après quinze jours de résistance. Arlon, attaquée à son tour, capitula aussi ; mais, au mépris de la capitulation, la ville fut pillée et brûlée par des soldats indisciplinés. Luxembourg, où il y avait trois mille hommes de pied et quatre cents chevaux de garnison, se rendit vie et bagues sauvées ; et là, du moins, la capitulation fut respectée ; Montmédy envoya ensuite sa soumission avant d'avoir été attaqué, et dans tout le

(1) Mém. de Tavannes, T. XXVI, ch. 3, p. 35.

(2) Martin Du Bellay, T. XX, L. IX, p. 368.

(3) *Ibid.*, p. 373.

Luxembourg il ne resta plus à l'empereur que Thionville (1).

Ces conquêtes avaient été accomplies dans les mois de juillet et d'août; le duc d'Orléans n'apprenait point qu'il s'assemblât d'armée impériale pour lui tenir tête; il soupirait après une bataille, et il portait envie à son frère, qu'il supposait appelé à en livrer une à l'empereur; Tavannes dit : « La difficulté » d'argent, mais plutôt la jeunesse de M. d'Orléans, et les piques de ses gouverneurs, malgré le sieur de Tavannes, » l'emportent à trouver le roi, sur le bruit d'une bataille qui » se doit donner en Languedoc. Il perd l'occasion de faire » de beaux effets, et cause la perte de partie de la conquête, » où il met ordre précipitamment (2). » Le duc d'Orléans licencia en effet son armée à Verdun, laissant toutefois quelques troupes au duc de Guise pour couvrir la Champagne, tandis que Longueval et Van Rossem devaient couvrir la Picardie. Il partit ensuite en poste, et arriva le 16 septembre auprès du roi, qui lui témoigna assez d'humeur de cette étourderie (3). C'était cependant la faute que François I^{er} avait lui-même faite à plusieurs reprises, dans les guerres précédentes; il attirait, par son attaque, l'attention de l'ennemi sur un point, et il licenciait son armée au moment où celui-ci allait s'avancer pour défendre le point attaqué. La reine de Hongrie, en effet, ayant eu le temps de rassembler ses troupes, fit attaquer Luxembourg et Montmédy, qui furent repris en peu de jours (4).

L'armée que le duc d'Orléans était venu rejoindre n'était pas plus près de livrer bataille, que celle qu'il avait abandonnée. Le roi avait envoyé, dès le mois de juin, le dauphin à Avignon, pour y rassembler ses soldats; il avait ensuite ordonné au maréchal d'Annebault de lui conduire la fleur de l'armée de Piémont, huit mille Suisses, six mille Français des

(1) Martin Du Bellay, T. XX, L. IX. p. 374-381. — Tavannes, T. XXVI, p. 32. — *Sleidan*, L. XIV, f. 252. — *Pauli Jovii*, L. XLI, p. 495.

(2) Tavannes, c. 8, p. 57.

(3) Du Bellay, p. 382. — *Annales d'Aquitaine*, P. IV, f. 204. verso. — *Hist. du Languedoc*, T. V, p. 152.

(4) Du Bellay, p. 382. — *Belcarii*, L. XXIII, p. 750.

vieilles bandes, commandés par Charles de Cossé-Brissac, six mille Italiens, quatre cents hommes d'armes et seize cents cheval-légers commandés par M. de Termes (1). Six semaines avant de se mettre en marche, les officiers de toutes ces troupes savaient qu'ils étaient destinés à entrer en Roussillon, en sorte que la nouvelle en fut bientôt portée de Piémont, à André Doria à Gènes. Le dauphin, arrivé à Narbonne, y fut joint par Montpesat, avec la légion de Languedoc, partie de celle de Guienne, six mille landsknechts, et bon nombre de Suisses récemment levés; l'armée comptait alors quarante mille hommes de pied, deux mille hommes d'armes et deux mille cheval-légers. C'était Montpesat qui avait fait adopter le plan d'une attaque sur Perpignan; il représentait cette ville comme mal fortifiée, et il demanda que le roi se rendit maître de la mer, et fit occuper le Pertuis, seule communication avec la Catalogne, pour ôter au Roussillon les secours de l'Espagne (2). Mais le roi donna l'ordre à son fils de l'attendre avant d'agir; il était venu à Lyon, puis à Montpellier, puis à Béziers, et le luxe de la cour retardait ses voyages. Pendant ces lenteurs, André Doria avait transporté par mer, en Roussillon, l'artillerie et les munitions nécessaires pour la plus vigoureuse défense; un corps d'Aragonais avait traversé le Pertuis, et s'était jeté dans Perpignan. Enfin, le 26 août, le dauphin investit cette place, et de Termes occupa le Pertuis; il était trop tard, l'occasion était perdue (3).

Perpignan est bâti sur la pente d'un coteau, entre lequel est un ruisseau sujet à s'enfler par les pluies, il n'y avait alors qu'un chemin très étroit pour arriver à la ville : celle-ci était défendue par deux citadelles, Castel-Majour, très forte place dans le haut de la ville; Castel-Minor, dans le bas; elles étaient liées par un long mur que défendait une église avancée sur une plate-forme.

(1) Mart. Du Bellay, p. 585.

(2) *Ibid.*, T. XX, L. IX, p. 587.

(3) Annales d'Aquitaine, P. IV, f. 291, 292. — Hist. du Languedoc, T. V, L. XXXVII, p. 151. — *Fr. Belcarif*, L. XXIII, p. 751. — *Arn. Ferroniti*, L. IX, p. 211. — *Pauli Jovii*, L. XLI, p. 501.

La garnison comptait au moins six mille hommes, dont deux mille cinq cents étaient de vieux soldats commandés par don Juan Cerebelloni : Maciucca, Pietro de Guevara, et d'autres capitaines illustres se trouvaient encore dans Perpignan. « La ville, dit Du Bellay, étoit si bien pourvue de places-formes garnies d'artillerie, qu'il sembloit d'un porc-épic » qui, de tous côtés étant courroucé, montre ses pointes. » Paul de Céri, de la maison des Orsini, et fils du célèbre Renzo, reconnut le côté faible des fortifications et l'indiqua au dauphin. Montluc, qui, six ans auparavant, était entré dans la ville déguisé en cuisinier, pendant les négociations de Leucate, l'indiqua aussi; mais Annebault, qui n'avait que de l'honnêteté, et aucun talent militaire, s'obstina à repousser leurs avis, et à faire attaquer la ville du côté de la longue muraille qui unissait les deux châteaux. Il y était dominé par Castel-Major; il essaya vainement de couvrir les assiégeants par des tranchées; le vent, qui soulevait ce sol sablonneux, les eut bientôt comblées; la première pluie menaçait d'inonder le camp, situé dans une plaine où les torrents des montagnes voisines se réunissaient. Montpesat et Annebault se faisaient des reproches mutuels. François, qui, avec les cardinaux de Lorraine et de Ferrare, et un grand nombre de seigneurs, s'était avancé, le 5 septembre, jusqu'à Sallèles, à deux lieues de Narbonne et à douze de Perpignan, averti que le siège ne faisait pas de progrès, et qu'il n'y avait aucune espérance de succès, envoya au dauphin l'ordre de le lever. Cette armée française, la plus belle et la plus nombreuse qu'on eût vue de tout ce règne, effectua sa retraite le 4 octobre : trois jours plus tard, l'inondation de toute la plaine du Roussillon l'aurait mise dans le plus grand danger (1).

Ainsi, la campagne pour laquelle François I^{er} avait fait des efforts prodigieux, y épuisant en une fois presque toutes ses ressources, se terminait sans avoir procuré aucun avantage,

(1) Martin Du Bellay, T. XX, L. IX, p. 390. — Annal. d'Aquitaine, P. IV, f. 295. — Blaise de Montluc, T. XXII, L. I, p. 125. — *Pauli Jovii*, L. XLI, p. 503. — Lettres de Termes et Saint-Julien sur la levée du siège. — *Lett. de Principi*, T. III, f. 76.

si ce n'est tout au plus la réduction de quelques petites places dans le voisinage de Calais et de Boulogne, opérée par le duc de Vendôme, gouverneur de Picardie (1), et celle de quelques autres places en Piémont par Du Bellay-Langey. Ce dernier, qui avec des forces inférieures, avait réussi à tenir tête au marquis del Guasto, vit avec chagrin revenir en Piémont au mois d'octobre, Annebault, dont il estimait peu la capacité. Sa santé était détruite; étant perclu de tous ses membres, il demanda au roi son congé, et repartit pour la France, en litière; mais il ne put aller plus loin que Saint-Saphorin, sur le mont de Tarare, où il mourut le 9 janvier 1543 (2). Annebault, de son côté, licencia son armée à la fin de décembre, et quitta le Piémont pour retourner à la cour, où le roi le nomma peu de mois après amiral, à la place de Chabot, mort le 1^{er} juin 1543.

La réputation d'intégrité d'Annebault, son assiduité au travail, et l'ordre qu'il s'efforçait d'introduire dans les dépenses militaires, justifiaient la préférence que François I^{er} lui accordait; mais les vertus ne remplacent pas le talent, et il est probable que l'échec reçu à Perpignan était une conséquence de ses fautes. François, à qui il fallait une victime à punir, s'en prit au collègue d'Annebault, qui lui avait reproché ses erreurs, Montpesat fut disgracié parce qu'on n'avait pas voulu suivre ses conseils (3). Le cercle des amis de François I^{er}, et de ceux dont il écoutait les avis, se resserrait toujours davantage; ses forces se détruisaient; il éprouvait des souffrances presque continuelles; il était devenu défiant, jaloux, morose; on trouvait difficilement le moment de lui parler d'affaires, et cependant il ne prenait plus de plaisir à aucun des délassements de l'esprit. Son aversion pour son ancien favori le connétable de Montmorency allait croissant; son autre favori, Philippe de Brion-Chabot était mourant; et, le 1^{er} août 1542, il avait fait arrêter son chancelier Guil-

(1) Mart. Du Bellay, L. IX, p. 383. — *A. Ferronii*, L. IX, p. 209.

(2) Mart. Du Bellay, L. IX, p. 391-405. — *A. Ferronius*, L. IX, p. 214.

(3) *Arn. Ferronii*, L. IX, p. 211. — Note de Du Bellay, T. XX, p. 313.

laume Poyet. Cet homme avait suffisamment mérité un châ-timent par l'abus qu'il avait fait des lois, par la manière dont il avait sacrifié la justice à la faveur, et prêté la main à l'oppression du peuple et à la spoliation des contribuables : mais ce ne fut pas pour ses méfaits, c'est pour avoir fait son devoir qu'il fut puni. La reine de Navarre demandait au chancelier la grâce d'un de ses domestiques, coupable d'un rapt ; en même temps la duchesse d'Étampes voulait qu'il signât des lettres d'évocation dans un procès de Jean de la Renaudie, Poitevin qu'elle protégeait, contre Du Tillet, greffier au parlement. Poyet refusa l'une et l'autre de ces grâces, qu'il croyait injustes ; la duchesse lui écrivit alors pour lui intimer l'ordre de signer sans retard l'évocation qu'elle demandait. Poyet montra cet ordre arrogant à la reine de Navarre, en s'écriant qu'un royaume était bien malheureux lorsque les femmes prétendaient le gouverner ; qu'avec elles il n'y aurait bientôt plus ni lois ni ordre public. La reine se crut insultée elle-même par ce propos ; elle alla le dénoncer à son frère, qui déclara qu'il fallait destituer Poyet et le chasser. « Ce n'est pas même faire assez, dit à son tour le roi de Navarre ; il est dépositaire de tous les secrets de l'État, il y auroit du danger à laisser libre un tel ennemi. » Ce propos décida le roi ; il ordonna aussitôt de l'arrêter, et de l'enfermer dans la tour d'Argilly. Dès que la nouvelle en fut connue du peuple, elle excita une joie universelle (1).

Les dépenses toujours croissantes du roi l'obligeaient à rechercher de nouveaux moyens d'amasser de l'argent : celui que lui suggérèrent les deux conseillers qui lui restaient, Annebault et le cardinal de Tournon, avait une apparence de justice et de régularité qui pouvait séduire ces deux ministres honnêtes mais peu clair-voyants. Il consistait à augmenter les produits de la gabelle du sel, en rendant le prix du sel égal pour tout le royaume.

Les provinces de l'intérieur payaient le sel à raison de

(1) *Arn. Ferronil*, L. IX, p. 210. — *Annales d'Aquitaine*. P. IV, f. 280, verso. — *J. Steidan*, L. XIV, f. 234, v. — *Gaillard*, T. V, p. 190.

45 liv. le muid; celles qui étaient situées le long de l'Océan, au contraire, et où se trouvaient exploités tous les marais salants, ne payaient qu'un droit du quart de la valeur du sel, au moment où il sortait des mains du fabricant; après quoi le commerce en était libre. Indépendamment de cette inégalité entre les sujets du royaume, que les ministres prétendaient corriger, ils annonçaient qu'en prélevant un droit de 24 livres seulement par muid de sel, aux marais salants et au moment même de la fabrication, ils augmenteraient considérablement les produits de la gabelle, en même temps qu'ils diminueraient les frais de perception; car ils devaient supprimer tous les préposés qui gênaient la circulation de province à province, tous les gardiens des greniers à sel, et toutes les lois vexatoires qui contraignaient le contribuable à acheter une certaine quantité de sel par année, et qui le punissaient rigoureusement pour une fraude supposée (1). Il ne paraît pas néanmoins que les ministres aient mis immédiatement à exécution leur projet d'égaliser dans tout le royaume le prix du sel; l'édit de Châtellerault, du 1^{er} juin 1541, établissait seulement aux marais salants une augmentation de moitié en sus, ou la perception du droit de quart et demi sur la valeur pour les provinces exemptes, et celle de 45 francs par muid pour les provinces gabellées; un autre édit, donné à Tonnerre en avril 1542, rendait cette perception plus sévère. C'était en vertu de ce dernier que 24 livres par muid étaient exigées de tout sel sortant des marais salants. Enfin, l'on annonçait de nouveaux changements encore. Cependant les provinces exemptes, la Guienne, la Bretagne, le Poitou, la Saintonge et la ville et gouvernement de la Rochelle en éprouvaient le plus grand mécontentement. Elles représentaient que leurs privilèges, jurés par les rois, les maintenaient exemptes de la gabelle; que ce privilège était compensé par l'augmentation de la taille, qui pesait sur elles d'une manière plus onéreuse; que leur industrie s'était réglée d'après la nature de leurs impositions;

(1) Garnier, T. XIII, p. 166. — Édit de Châtellerault, du 1^{er} juin 1541. — Isambert, T. XII, p. 745. — Bouchet, Annales d'Aquitaine, P. IV, f. 288.

que le commerce du sel d'une grande partie de l'Europe, celui des pêcheries et des salaisons, se faisaient dans leurs ports ; que déjà cette industrie éprouvait une gêne extrême par l'obligation d'avancer le montant de l'impôt, et qu'elle serait ruinée si le roi le rendait uniforme dans tout le royaume (1).

La ville la plus riche au milieu des provinces mécontentes était La Rochelle, où il se faisait un grand commerce maritime ; cette cité avait prospéré sous la garantie de ses libertés municipales, car les Rochelois se gouvernaient presque en république, sous la direction d'un conseil supérieur de cent citoyens élus par le peuple, et qui évisaient à leur tour leurs échevins. La garde de leurs murailles leur était confiée, et aucun soldat ne pouvait, sans leur consentement, entrer dans la ville. Charles de Chabot, sire de Jarnac, gouverneur du pays d'Aunis, profita de quelque dissentiment entre les bourgeois pour enfreindre leurs libertés ; il cassa le conseil supérieur et les échevins, et les remplaça par un conseil de vingt bourgeois seulement, présidés par un maire et un sous-maire nommés par lui. Comme ce bouleversement des institutions anciennes causait une fermentation extrême dans la ville, le gouverneur obtint du roi un ordre, en date du 6 août 1542, pour introduire dans La Rochelle une garnison de trois cents aventuriers, sous prétexte qu'il ne s'y trouvait pas en sûreté (2). Cette nouvelle violation des privilèges augmenta le ressentiment des Rochelois, d'autant que les soldats introduits dans la ville commencèrent bientôt à s'y conduire avec une extrême insolence. Plusieurs querelles privées furent enfin suivies d'un combat général entre les bourgeois et les aventuriers ; ces derniers furent vaincus, et Jarnac, effrayé, consentit à ce que les soldats qui s'étaient rendus coupables de violences ou de crimes fussent traduits en justice et condamnés par les magistrats de La Rochelle (3).

Mais les gouverneurs royaux ne se faisaient jamais scrupule

(1) Annales d'Aquitaine, P. IV, p. 298. — Fontanon, T. I, p. 1001.

(2) Annales d'Aquitaine, P. IV, p. 290, recto.

(3) *Ibid.*, p. 295, recto.

de tromper les populations par des promesses ou des amnisties qu'ils n'avaient aucune intention d'observer. Tandis que Jarnac consentait au désarmement et à la punition de ces aventuriers, il accusait secrètement les Rochelois auprès du roi, et demandait leur châtimént. Tavannes raconte que son père, avec la compagnie de M. d'Orléans, y fut envoyé pour y être en garnison. « Ils le refusent, dit-il en gros, non la » communication des siens, qui entrent par diverses portes » en divers temps ; les gendarmes se glissent dans les hôtel- » leries, s'assemblent en un logis où le sieur de Jarnac avoit » coulé des armes, lequel prie ceux de la ville de laisser entrer la » garnison. Sur leur refus, le sieur de Tavannes sort en la rue » avec cent cuirasses, montre qu'il étoit dedans sans leur su. » A même temps s'approchent de la ville huit cents arque- » busiers ; l'alarme sonne : il déclare que vif ou mort il de- » meureroit dans la ville, ou qu'il brûleroit tout et s'enseveli- » roit dans les cendres. Le combat douteux et la crainte du » roi fit accorder que les Rochelois poseroient les armes en- » tre les mains du sieur de Jarnac, entretiendroient la com- » pagnie de gendarmes et quatre cents arquebusiers jusques » à la venue du roi (1). »

Ce fut à Cognac que le roi, à son retour de l'expédition de Roussillon, fut informé des mouvements de La Rochelle et de leur répression, et en même temps de la fermentation qui régnait sur le rivage de la mer et dans les îles, où les habitants s'étaient armés et avaient repoussé à force ouverte les commissaires du roi qui venaient contrôler leurs marais salants. François annonça qu'il punirait avec la dernière rigueur les coupables ; il défendit sous peine de la corde aux habitants de La Rochelle ou à ceux des îles de paraître hors de leurs maisons de sept heures du soir à sept heures du matin ; il fit élever un grand amphithéâtre à La Rochelle, près de l'hôtel qui lui était destiné, et il annonça qu'il y siégerait lui-même en jugement, le 31 décembre, avec les grands-officiers de sa couronne, en sommant les habitants de La Rochelle et des

(1) Mém. de Tavannes, T. XXVI, c. 6, p. 58.

îles de s'y trouver. Vingt-cinq habitants de La Rochelle lui furent envoyés en députation; il les fit mettre aux fers, ainsi que ceux des îles, et les fit marcher devant lui, lorsque, le 30 décembre, il entra dans La Rochelle. Les habitants, qui étaient désarmés, et auxquels on avait défendu de se présenter devant lui ou de sonner les cloches à son approche, faisaient des processions et des prières publiques à Dieu, pour qu'il daignât mitiger la colère du roi (1). Déjà François avait donné à Chizay, le 27 décembre, une ordonnance par laquelle il déclarait tous les marais salants de toute la côte, depuis Libourne jusqu'à Oléron, confisqués en punition de la rébellion des habitants (2).

Le 31 décembre, à une heure après midi, le roi, revêtu de tous les ornements royaux, s'assit sur le trône qui lui était préparé au milieu de l'amphithéâtre qu'il avait fait construire. Les ducs d'Orléans et de Vendôme, le comte de Saint-Pol et d'autres princes, étaient à sa droite; les cardinaux de Lorraine, de Ferrare et de Tournon, à sa gauche; le garde des sceaux Montholon, à ses pieds; les principaux membres de ses conseils, derrière lui. Guillaume-le-Blanc, avocat au parlement de Bordeaux, devait plaider pour les îles, dont les habitants étaient rangés à sa suite; Étienne Noyau, lieutenant de La Rochelle, pour la ville. Mais ni l'un ni l'autre n'essaya de justifier ses clients; au contraire, ils ne firent « que requérir miséricorde, grâce et pardon des offenses par eux commises » contre Sa Majesté royale, plus par fragilité que par malice. » A l'instant, tous les habitants de La Rochelle, tous ceux des îles, qui, des deux parts, bordaient l'amphithéâtre, se jetant à genoux, la tête nue, les mains jointes, firent aussi retentir l'air du cri de miséricorde. Soit que le roi fût touché de ce spectacle, soit qu'il eût déjà auparavant résolu de faire grâce, il la fit complète. Il déclara aux Rochelois et aux habitants des îles qu'il oubliait leur offense, qu'il les rétablissait dans

(1) Bouchel, Ann. d'Aquitaine, P. IV, p. 298, verso.

(2) Isambert, T. XII, p. 787; mais c'est par erreur qu'il lui donne la date de septembre.

tous leurs privilèges, qu'il leur rendait tous leurs prisonniers, qu'il retirait les soldats en garnison chez eux, qu'il leur rendait leurs armes, les exhortant à lui être désormais loyaux et fidèles ; et que, pour leur montrer sa confiance et le retour de son amitié, il voulait ce jour-là même souper avec leurs magistrats. La ville, en recevant ce pardon inespéré, retentit de cris de joie, accompagnés du son de toutes les cloches, qui depuis trois jours étaient muettes. Jamais François n'avait été tant aimé, jamais il n'avait tant mérité de l'être ; il paraît qu'il éprouva quelque orgueil en faisant contraster sa débonnairété avec la sévérité de Charles-Quint envers les Gantois. Il dit aux Rochelois « qu'il ne vouloit perdre leurs personnes, » ni prendre leurs biens, comme peu de temps auparavant » on avoit fait à ceux de Gand, mais aimoit trop mieux le » cœur et bonne volonté de ses sujets que leurs vies et richesses. » Le lendemain, il repartit avec toute sa suite pour Blois, Orléans, Paris et Fontainebleau (1). Le 23 mars 1543, cependant, il confirma son édit sur l'organisation nouvelle de la gabelle.

La clémence du roi envers les habitants de La Rochelle toucha d'autant plus vivement qu'on y était moins accoutumé, et qu'au commencement de la guerre il venait encore de donner des preuves de cruauté, en renouvelant les poursuites contre les hérétiques.

Depuis l'accroissement de ses maladies, la superstition acquérait plus d'empire sur son esprit. Il croyait attirer la bénédiction du ciel sur ses armes, et en même temps obtenir un adoucissement à ses peines corporelles par le supplice des luthériens. Il rendit à Lyon, le 30 août 1542, un édit pour enjoindre aux parlements du royaume « qu'ils aient, à toute » diligence, et toutes autres affaires cessant, à procéder rigoureusement et sans déport, contre les désobéissants aux statuts » et saints décrets de l'Église catholique, en sorte que la jus-

(1) *Annales d'Aquitaine*, P. IV, fol. 296. — *Martin Du Bellay*, T. XX, L. IX, p. 414-422. — *Arn. Ferronil*, L. IX, p. 215. — *J. Sleidani*, L. XV, f. 238. — *Garnier*, T. XIII, p. 170-173. — *Gaillard*, T. V, p. 250-253.

» tice, punition, correction et démonstration en soit faite telle
 » et si griève, que ce puisse être perpétuel exemple à tous
 » autres (1). » Dès le 7 juillet précédent, sur la demande de
 l'inquisiteur, une notification avait été adressée à chaque curé
 pour qu'il exhortât ses paroissiens à prêter leur secours à
 l'Église; « et s'ils connoissoient quelque luthérien, ou quel-
 » qu'autre mal pensant sur les choses religieuses, à le dénon-
 » cer; car ils feroient ainsi une œuvre très agréable à Dieu. »
 Une suite de questions avait en même temps été envoyée en
 secret à tous les ministres de l'Église, pour qu'ils les adressas-
 sent à ceux qu'ils suspecteraient, et les amenassent à se dé-
 voiler eux-mêmes. Enfin le parlement de Paris dénonça les
 peines les plus sévères contre ceux qui vendraient des livres
 suspects, et surtout l'Institution chrétienne de Calvin (2).

Peut-être François jugeait-il nécessaires ces démonstrations
 nouvelles de rigueur contre les protestants, afin de se faire
 pardonner par l'Église le scandale qu'il allait donner, en ap-
 pelant les Musulmans et les corsaires barbaresques dans ses
 ports, et en réunissant ses armes aux leurs pour attaquer les
 peuples chrétiens ses voisins. Il reçut enfin la nouvelle que le
 capitaine Paulin avait complètement réussi dans sa négociation
 à Constantinople, et que Soliman avait donné l'ordre à Cheir-
 Eddyn Barberousse, roi d'Alger et son amiral, de rassembler
 la flotte la plus redoutable que les Musulmans eussent encore
 mise en mer, et de la conduire à Marseille, pour s'y réunir à
 la flotte française, et y agir de concert avec elle, d'après les
 ordres que lui transmettrait le capitaine Paulin (3). L'arrivée
 des Turcs en France, de ces guerriers si nombreux, si féroces,
 qui inspiraient tant de terreur à la chrétienté, qui dissipaient
 devant eux les Allemands, regardés comme les meilleurs sol-
 dats de l'Europe, parut d'abord à la cour devoir changer en-

(1) Isambert, T. XII, p. 783.

(2) *J. Steidani*, L. XIV, f. 252, v. — Théod. de Bèze, *Hist. ecclési.*, L. I, p. 30. — *Arn. Ferronil*, L. IX, p. 215.

(3) Brantôme, T. III, discours 73, p. 138. — *Pauli Jovii Histor.*, L. XLI, p. 307. — *Flassan, Diplom. franç.*, T. II, L. IV, p. 11. — *Gaillard*, T. V, p. 301.

tièrement le sort de la guerre et assurer la victoire. Le comte d'Enghien, jeune prince de vingt-trois ans, et frère du duc de Vendôme, fut choisi pour les aller recevoir en Provence, et pour commander les troupes qui devaient agir de concert avec eux. Mais bientôt François tourna son attention d'un autre côté : les ressources qu'il avait préparées pour la guerre avaient été épuisées dès la première campagne ; il comptait diriger vers le nord les forces qui lui restaient. Peut-être, malgré les avis qu'il avait reçus, doutait-il que la flotte de Barberousse arrivât jusqu'en Provence : son esprit, devenu paresseux et distrait, ne pouvait plus suivre deux projets à la fois ; bientôt il oublia les Turcs, comme si ce n'était pas sur leur puissante assistance qu'il devait régler son plan de campagne (1).

L'empereur avait une tête bien autrement forte, elle était capable d'embrasser les intérêts de ses vastes États, et d'imprimer une direction commune aux forces de ses royaumes, agissant à la fois dans la plus grande partie de l'Europe, dans l'Afrique et dans l'Amérique. Pendant que les Français attaquaient le Roussillon, il était demeuré en Espagne ; mais il n'avait point voulu hasarder par une bataille des succès qu'il comptait remporter sans risque ; il ne s'était donc jamais approché de Perpignan ; en partant de Barcelonne il avait visité Tarragone, Tortose, Valence, Alcala de Henarès, et enfin Madrid, présentant son fils aux peuples qui ne le connaissaient pas encore, et réveillant en sa faveur l'enthousiasme des Espagnols, déjà excité par l'attaque des Français (2) ; de cette manière il obtint des cortès de ses différents royaumes des subsides assez abondants. En même temps il fiança son fils à l'infante de Portugal, qui lui apporta une dot considérable ; il céda au roi Jean III, père de cette princesse, toutes ses prétentions sur les îles Moluques, moyennant le prêt d'une assez grosse somme ; il reçut en outre un demi-million de ducats de ses mines d'Amérique, il emprunta aussi l'argent qui arrivait du Mexique pour le compte de ses sujets, et il se trouva ainsi

(1) *Belcarius*, l. XXIII, p. 747.

(2) *Lettre de Principi*, de Madrid, 12 janvier 1545. T. III, f. 77.

plus riche au début de la seconde campagne qu'il ne l'était en commençant la première. Il donna la lieutenance de tous ses royaumes d'Espagne à don Philippe son fils, et il annonça qu'au commencement du printemps il passerait de Barcelonne en Italie sur les galères d'André Doria (1).

Mais, tandis qu'il se proposait de traverser l'Italie, l'Allemagne et les Pays-Bas, pour les armer contre la France, il s'était assuré d'une alliance qui menaçait les Français de plus de danger encore que Barberousse n'en pouvait faire courir à ses sujets. Henri VIII, dont le ressentiment contre son neveu Jacques V d'Écosse avait toujours été en croissant depuis le rendez-vous qu'il lui avait donné à York, et où celui-ci ne voulut pas se trouver, s'était enfin résolu à l'attaquer, au mois d'octobre 1542. Le duc de Norfolk avec vingt mille hommes environ, avait passé le Tweed, et ravagé les comtés limitrophes. Il s'était retiré ensuite, et Jacques V, qui pendant ce temps avait rassemblé son armée, voulait à son tour attaquer les Anglais. Il trouva parmi ses sujets une résistance, une désobéissance, qui excitèrent sa colère ; il abandonna son armée, et en confia le commandement à Olivier Sinclair, son favori. Les barons écossais ne voulurent pas reconnaître celui-ci. Pendant que l'armée était en proie au tumulte et à la sédition, cinq cents cavaliers anglais s'approchèrent des Écossais, campés au delà du Solway-Frith, dans le Cumberland : une terreur panique saisit ces derniers ; ils s'enfuirent en désordre au travers des marais, perdant autant de monde que dans une grande bataille, et laissant prisonniers plusieurs de leurs chefs. Jacques V, dont on eroit que la tête était déjà un peu dérangée, se livra, en apprenant cette nouvelle, à une telle mélancolie, qu'il en mourut le 14 décembre 1542 ; il ne laissait qu'une fille née sept jours auparavant, Marie, qui fut reconnue pour reine d'Écosse, et qui devint si célèbre pour sa beauté et ses malheurs (2).

(1) *Lett. de' Princ.*, T. III, f. 77. — *Pauli Jovii*, L. XLII, p. 329. — *Belcarinus*, L. XXIII, p. 738. — *Robertson's Charles V*, B. VII, p. 245.

(2) *Buchanan's Rerum Scotic.*, L. XV, p. 478. — *Robertson's History of*

Henri VIII, renonçant alors à l'entreprise de conquérir l'Écosse, ne songea plus qu'à réunir ce royaume à l'Angleterre, en faisant épouser Marie d'Écosse, à son fils Édouard, qui devait être son successeur. Dans ce projet, il ne tarda pas à être contrarié par les intérêts français et les intrigues de la cour de France. La reine mère Marie de Guise, et le cardinal Beaton, son principal ministre, cherchaient dans la France un appui contre leur puissant voisin; ils étaient secondés en même temps par la jalousie et la haine que les Écossais avaient de tout temps ressenties contre les Anglais: Henri VIII, irrité à cette occasion contre François I^{er}, accepta avec empressement l'étroite alliance que Charles V lui offrait.

(1543.) Le traité entre Charles V et Henri VIII fut conclu le 11 février 1543. Les deux monarques commençaient par se promettre réciproquement l'oubli des anciennes offenses, une amitié véritable, une aide mutuelle, et l'extradition réciproque des ennemis ou des rebelles qui chercheraient un asile de l'un chez l'autre. Effrayés tous les deux de l'influence de la presse sur l'opinion publique, et surtout sur la religion, ils se promettaient réciproquement, Henri d'empêcher l'impression de tout livre allemand en Angleterre; Charles, celle de tout livre anglais dans aucun de ses États. Les deux souverains s'engageaient ensuite à faire sommer François par leurs ambassadeurs de renoncer à toute alliance avec les Turcs, de rappeler de Turquie les envoyés français, de compenser envers l'empereur et l'empire les pertes qu'il leur avait occasionnées par son alliance avec l'ennemi du nom chrétien, d'exécuter enfin toutes ses précédentes conventions, soit avec Charles, soit avec Henri. S'il s'y refusait, comme les deux monarques s'y attendaient, Charles et Henri devaient lui déclarer la guerre dans le terme de dix jours. Ils s'engageaient de plus à poursuivre cette guerre, chacun avec une armée de vingt mille hommes de pied, de cinq mille chevaux et une flotte montée de deux

Scotland, B. I, p. 48. — *Ejusdem Charles the V*, B. VII, p. 248. — *Belcaris* L. XXIII, p. 737. — *Panti Joetii*, L. XLII, p. 528. — *Rapin Thoyras*, *Histoire d'Angleterre*, T. VI, L. XV, p. 461. — *Hume*, T. VI, c. 53, p. 99.

mille marins, jusqu'à ce que l'empereur eût recouvré le duché de Bourgogne et la Picardie, et le roi d'Angleterre tout le reste de la France. Ce traité fut publié seulement au mois de juin suivant (1).

La campagne de 1543 commença, de même que la précédente, par les faits d'armes de Van Rossem, maréchal du duc de Clèves. Au mois de novembre, ce duc lui-même avait profité d'un brouillard épais pour reprendre Ducren ; ses amis avaient ensuite cherché à le réconcilier avec l'empereur ; un traité était même signé entre ses ministres et Granvelle ; mais les encouragements de la France qui lui fit passer de l'argent l'empêchèrent de le ratifier, et son maréchal défit, le 24 mars, à Sittard, dans le duché de Juliers, les Impériaux qui venaient l'attaquer (2). Cette victoire, dont on fit en France beaucoup de bruit, détermina le roi à porter toutes ses forces vers le nord, encore que les Espagnols se fussent montrés sur le territoire français, soit à Narbonne, soit à Bayonne et Saint-Jean de Luz. François qui avait rassemblé son armée à la fin de mai, donna ordre à Annebault, qu'il venait de nommer amiral, d'attaquer Avesnes ; mais comme celui-ci était sur le point de s'en emparer, un contre-ordre le rappela et le fit marcher sur Landrecies. S'il avait voulu écouter les conseils de Du Bellay, il aurait pu couper la retraite à la garnison de cette place, qui se sentait hors d'état de la défendre. Il lui donna, au contraire, le temps de la brûler avec ses vastes magasins, et de se retirer par les bois, en sorte qu'Annebault n'occupa que des ruines. En même temps, le duc de Vendôme avait attaqué Bapaume, et s'étant rendu maître de la ville, le château était sur le point de capituler, lorsque lui aussi reçut un contre-ordre, et dut évacuer sa conquête, pour se réunir au roi, qui avait rejoint son armée et qui la concentrait à Marolles. Il était aisé de reconnaître, à cette incertitude, que ni le roi ni son général n'avaient un plan arrêté, de grandes

(1) Rymer, *Acta Publica*, T. XIV, p. 768-776. — Rapin Thoyras, T. VI, L. XV, p. 464.

(2) Sleidani, L. XV, f. 237, verso, et 240. — Arn. Ferronil, L. IX, p. 213. — Belcarit, L. XXIII, p. 738.

vues ou une résolution ferme (1). Le roi eut le dessein de fortifier Landrecies ; sa position à Marolles, quatre milles au-delà, couvrait les travailleurs qu'il y employait ; tandis que quelques troupes impériales se rassemblaient à Mons et au Quesnoy. Il réunit bientôt dans son camp vingt-quatre mille fantassins et trois mille six cents cavaliers : pour ne pas les retenir dans une oisiveté complète, tandis que ses ingénieurs accomplissaient à Landrecies la tâche qu'il leur avait donnée, il chargea le dauphin de réduire le château d'Emery, puis Barlemont et Maubeuge, et enfin d'attaquer Binche. Le dauphin perdit assez de monde devant cette dernière place, qu'il ne put soumettre, et les fortifications de Landrecies étant terminées, François leva son camp de Marolles à la fin de juillet, rappela le dauphin de devant Binche, lui fit évacuer Maubeuge et les petites places qu'il avait prises, licencia une partie de son armée, et avec le reste s'établit à Reims, où la chasse lui fit bientôt oublier la guerre et les affaires de son royaume (2). Il avait laissé à Landrecies le capitaine Lalande et d'Essé, avec cinquante hommes d'armes, deux cents cheval-légers, et trois mille fantassins.

Cependant Charles-Quint s'était embarqué à Barcelonne sur la flotte d'André Doria, et il était parvenu heureusement à Gènes, où le marquis del Guasto, Fernand Gonzaga, Pierre-Louis Farnese, fils du pape, et Cosme de Médicis, duc de Florence, se rassemblèrent autour de lui. Le dernier lui donna deux cent mille écus d'or pour racheter de ses mains les forteresses de Florence et de Livourne. Le 22 juin, Charles-Quint eut à Busséto, dans l'État de Parme, une conférence avec le pape, qui chercha vainement à lui persuader d'acheter la paix en donnant le duché de Milan au roi de France, ou, s'il ne le voulait pas, d'inféoder ce duché à Ottavio Farnese, petit-fils du pape, et gendre du roi : il ne put l'obtenir non plus ; il offrait cependant pour cette concession une immense somme

(1) Martin Du Bellay, T. XXI, L. X, p. 3. — *Arn. Ferronii*, L. IX, p. 216. — *Fr. Belcarii*, L. XXIII, p. 740.

(2) Martin Du Bellay, T. XX, L. X, p. 6 à 27. — *Belcarii*, L. XXIII, p. 742.

d'argent. Bientôt ils se séparèrent, et Charles continua sa route vers l'Allemagne (1).

Vers la fin de juillet Charles-Quint arriva d'Italie à Spire, et il y donna, le 2 août, audience aux députés des protestants, qui lui demandaient de nouvelles immunités et de nouvelles garanties; tandis que de son côté il les pressa, s'ils étaient vraiment Allemands, de le prouver en s'armant pour la défense de la patrie contre les Turcs et les Français. L'archevêque de Cologne et l'envoyé de Saxe intercédèrent alors pour le duc de Clèves; mais Charles répondit que lors même que les Turcs seraient à sa porte, il voudrait commencer par punir le rebelle qui avait choisi le moment où la patrie courait le plus grand danger pour s'unir à ses ennemis (2). François, qui en cet instant même profitait d'un retour de santé pour se livrer sans partage aux plaisirs de la chasse dans le voisinage de Reims (3), lui en laissait tout le temps.

Bientôt l'armée de Charles fut rassemblée; il avait amené avec lui quatre mille vieux soldats italiens ou espagnols; il trouva quatorze mille landsknechts en Allemagne, douze mille en Belgique, et René, prince d'Orange, lui conduisit quatre mille chevaux. Avec cette armée formidable, il se présenta devant Dueren le 22 août. Les Français avaient persuadé aux habitants de cette ville que Charles avait péri dans sa malheureuse expédition d'Afrique, en sorte qu'ils renvoyèrent avec moquerie ses hérauts d'armes, qui venaient, disaient-ils, leur apporter les sommations d'un mort. Ces sarcasmes irritèrent l'armée impériale: une batterie de quarante canons ouvrit une brèche dans les murailles de Dueren, qu'on croyait inexpugnables; les Italiens et les Espagnols se jetèrent les premiers dans les fossés, où ils eurent de l'eau jusqu'aux aisselles; ils les franchirent, appliquèrent leurs échelles à la brèche, et entrèrent d'assaut dans la place: c'était le 26 août. La fureur des Impériaux égala leur bravoure; pas un seul des soldats

(1) *Muratori Annali d'Italia*, T. XIV, p. 354. — *Belcariti*, L. XXIII, p. 759. — *Pauli Joeti*, L. XLIII, p. 534 à 535.

(2) *Sleidani*, L. XV, p. 244.

(3) *Belcariti*, L. XXIII, p. 742.

ni des habitants ne fut épargné; à la fin de la journée il ne restait dans Dueren d'êtres vivants que ceux qui étaient entrés par la brèche. La nouvelle de cette effroyable exécution portée de ville en ville glaça de terreur les habitants : aucun ne pouvait espérer de se défendre, après que la plus forte place du duché avait été prise en quatre jours. Juliers et Ruremonde envoyèrent de loin leur soumission ; Venloo se rendit dès que Charles parut devant ses murs ; le due de Clèves, ne conservant plus d'espoir, vint lui-même se jeter aux pieds de l'empereur ; il y fut laissé long-temps à genoux, sans que ce prince daignât le regarder ; enfin Charles lui accorda, le 7 septembre, une sorte de capitulation, par laquelle le due de Clèves s'engageait à rentrer dans la religion catholique, à obéir à l'empereur et au roi des Romains, à renoncer à l'alliance des rois de France et de Danemark, à délier les peuples de la Gueldre de leur serment de fidélité, à faire passer Van Rossem, avec sa bande formidable, au service de Charles-Quint ; et à ces conditions l'empereur lui rendit le duché de Juliers qu'il avait déjà conquis presque en entier (1).

Avant d'être soumise à cette humiliation, le due de Clèves avait envoyé courriers sur courriers au roi de France, pour le supplier de venir à son aide. François, en effet, lui promit des secours efficaces, et comme gage de son amitié, il donna ordre au cardinal Du Bellay, évêque de Paris, de lui conduire la princesse héréditaire de Navarre, que François lui avait fait épouser trois ans auparavant. Mais le roi avait dispersé son armée, tandis que l'empereur rassemblait la sienne : dès qu'il l'eut réunie, il entra dans le Luxembourg. Il reprit Vireton et Arlon, il rafraîchit les garnisons d'Ivoy et de Montmédy. Le 10 septembre, il arriva devant la ville de Luxembourg, et s'en étant rendu maître, il y fit son entrée le 27 septembre. C'était de là que l'amiral d'Annebault devait partir, avec quatre cents hommes d'armes et dix mille hommes de pied, pour marcher au secours du due de Clèves. Avant

(1) *Pauli Jovii Histor.*, L. XLIV, p. 554-557. — *Fr. Belcarii*, L. XXIII, p. 740. — *J. Sleidani*, L. XV, f. 246. — *Traité de Paix*, T. II, p. 236.

que l'amiral pût se mettre en route, il apprit que le due avait fait sa soumission (1). La même nouvelle atteignit, à Soissons, le cardinal Du Bellay et la princesse de Navarre. Guillaume II, due de Clèves, frère d'Anne de Clèves, que Henri VIII avait épousée en 1540, et répudiée presque aussitôt à cause de sa laideur, ne déplaisait pas moins à la jeune princesse qu'à ses parents, qui avaient été forcés de contracter ce mariage : elle déclara ne pas vouloir aller plus avant. Le due de Clèves envoya un héraut d'armes au roi pour lui demander sa femme, pour laquelle il avait un sauf-conduit de l'empereur, en lui annonçant en même temps qu'il avait été contraint de renoncer à son alliance. François répondit qu'en ce cas il ne lui devait rien, qu'il ne se mêlerait pas de ses affaires ; que le due pouvait s'adresser au roi et à la reine de Navarre, et essayer s'ils lui donneraient leur fille. Encore que le due de Clèves eût été, en 1540, introduit devant témoins dans le lit de cette jeune princesse, le mariage fut déclaré nul ; cinq ans plus tard, elle fut mariée à Antoine de Bourbon, due de Vendôme ; et le due de Clèves épousa une fille de Ferdinand, roi des Romains (2).

Le roi se détermina à fortifier Luxembourg, malgré le conseil de tous ses capitaines, qui lui représentaient que cette place était trop éloignée de ses frontières, et qu'il ne réussirait point à la pourvoir suffisamment de vivres ; mais il paraît que ne se sentant pas en état de livrer bataille à l'empereur, qui venait encore d'être renforcé par dix mille Anglais débarqués à Calais, il était bien aise de lui offrir la tentation de s'épuiser à des sièges. Il donna le commandement de Luxembourg au prince de Melfi, et il se retira à Coucy, à cinq lieues de Laon. L'empereur commença en effet le siège de Landrecies, tandis que don Fernand de Gonzaga entreprit celui de Guise, et le comte Guillaume de Furstemberg, qui du service de France avait passé à celui de Charles V, le siège de Luxembourg. Ce dernier se prolongea assez avant dans l'hiver ; au bout de peu

(1) Martin Du Bellay, L. X, p. 45-52. — *Arn. Ferronii*, L. IX, p. 217. — *F. Belcarri*, L. XXIII, p. 741.

(2) *J. Sleidan*, L. XV, f. 246, verso, et 247. — *Alf. de Ulloa, l'ita di Ferdinando*, p. 157. 159.

de temps, Goozaga renonça à l'attaque de Guise, et la principale force des impériaux se concentra autour de Landrecies (1).

Le capitaine Lalande et le sieur d'Essé, qui commandaient dans Landrecies, se signalèrent par un courage indomptable : conduisant eux-mêmes de fréquentes sorties, ils enclouèrent les caïrons des assiégants, ils tuèrent leurs mineurs, et fatiguèrent leur armée. Cependant les vivres commencèrent bientôt à leur manquer ; déjà ils n'avaient plus de vin ni de bière, et les soldats étaient réduits à demi-ration de pain. Le 18 octobre, ils firent partir un Normand nommé le capitaine Yville, qui, trouvant le moyen de se dérober aux assiégants, arriva le 20 à la Fère-sur-Oise, et annonça au roi, qui rassemblait son armée, dans quelle nécessité se trouvait la garnison (2). François avait réussi à réunir autour de lui douze mille Suisses, cinq mille landsknechts, dix mille légionnaires français et six mille chevaux. Il annonçait à ses soldats que tout son désir était de livrer bataille à l'empereur ; il s'efforçait d'inspirer à Charles la même opinion ; et ses historiens, Du Bellay surtout, cherchent, à cet égard, à en imposer même à la postérité : ils le représentent comme recherchant toujours la bataille, tandis que, s'il montra quelque habileté militaire, ce fut en sachant l'éviter. Le 28 octobre, il s'était venu loger à Cateau-Cambresis ; et les deux armées étaient si proches que des escarmouches, engagées de tous côtés, semblaient devoir amener une action générale ; mais ni l'empereur ni le roi ne voulurent, pour attaquer leur ennemi, abandonner les hauteurs qu'ils occupaient. Pendant ce temps, Martin Du Bellay avait rassemblé du bétail et des vivres dans les campagnes environnantes ; et il réussit, le 30 octobre, à introduire dans Landrecies douze cents moutons, cent quatre-vingts bœufs ou vaches, et six cents sacs de farine. Cet approvisionnement pouvait à peine suffire pour quinze jours ; mais la saison était avancée, et le roi ne jugea pas que l'empereur pût prolonger le siège

(1) Martin Du Bellay, L. X, p. 35-39.

(2) *Ibid.*, p. 67. — *Paul Joril*, L. XLIV, p. 539.

plus long-temps. Sans attendre cependant sa retraite, il abandonna lui-même son camp, le 2 novembre, au milieu de la nuit, et conduisit son armée à Guise, où il la partagea pour la mettre en quartiers d'hiver. Au bout de quatre ou cinq jours, l'empereur leva le siège de Landrecies, et se retira à Cambray ; il profita néanmoins de ce qu'il était en force dans cette ville impériale pour y faire bâtir une citadelle, et y mettre une garnison qui lui répondit des habitants (1).

Quoique dans cette campagne François I^{er} n'eût remporté aucun avantage sur son ennemi, et eût au contraire perdu le seul allié qui lui fût resté en Allemagne, il s'en consolait en apprenant les victoires remportées par les Turcs, en Hongrie, sur Ferdinand, frère de l'empereur. Il est vrai qu'elles augmentaient la terreur des armes musulmanes, qui semblaient prêtes à envahir et désoler l'Europe ; mais ces succès accroissaient aussi la haine qu'on avait conçue contre lui-même, et l'horreur avec laquelle on le repoussait comme un traître à toute la chrétienté. Les protestants, au lieu de se conduire comme lui, s'étaient réunis aux catholiques pour la défense de l'Europe. Maurice, duc de Saxe, avait joint Ferdinand en Hongrie, et en même temps quatre mille fantassins lui étaient envoyés par le pape ; toutefois, ils étaient loin de se trouver en état de résister à Soliman, qui, à ce qu'on assurait, les attaquait avec deux cent mille hommes, et qui soumit dans cette campagne, Strigonie, Albe-Royale, Cinq-Églises, et un grand nombre d'autres forteresses (2).

Encore que François eût expédié le comte d'Enghien en Provence pour s'y concerter avec l'armée de Barberousse, il semblerait qu'il n'avait pas compté beaucoup sur l'arrivée de celui-ci ; aussi avait-il donné au jeune prince fort peu de troupes, et moins encore d'argent. Enghien, qui désirait cependant quelque occasion de se signaler, accueillit avec em-

(1) Marl. Du Bellay, L. X, p. 76 à 83. — *Belcarii*, L. XXIII, p. 743. — *Pauli Jocii*, L. XLIV, p. 361. — *Arn. Ferronii*, p. 221. — Tavannes, T. XXVI, p. 61.

(2) *Pauli Jocii Histor.*, L. XLII, p. 311-341. — *Belcarii*, L. XXIII, p. 744. — *Muralori*, T. XIV, p. 359. — *Alf. de Ulloa, Vita di Ferdinando*, p. 171.

pressement la proposition que lui fit le baron de Grignan de s'emparer du château de Nice, que trois traîtres promettaient de lui livrer. C'était un piège qui lui était tendu par Giannettino Doria ; car, comme on s'exprimait alors, le traité était double, et les traîtres, loin de lui livrer Nice, voulaient le livrer lui-même : heureusement la Vieilleville, qu'il appelait son bel oncle, et qu'il avait conduit en Provence pour le consulter, eut quelque soupçon de cette tromperie, et empêcha le prince de monter sur les quatre premières galères qui s'approchèrent de Nice, et qui furent prises. Enghien suivait d'un peu loin avec les quinze autres, qui eurent bien de la peine à échapper à Doria, caché derrière le cap Saint-Soupir (1).

Bientôt cependant la terreur universelle de l'Italie annonça l'approche de la flotte turque. Barberousse était parti de Constantinople le 28 avril avec cent douze galères, quarante navires de guerre d'une grandeur inférieure, beaucoup de vaisseaux de transport, et quatorze mille hommes de débarquement. Au mois de mai, il arriva en vue de l'Italie méridionale, et débarquant sur les côtes de Calabre, il abattit les oliviers, les vignes, les palmiers, et il enleva un grand nombre de paysans qu'il fit esclaves. Au milieu de juin, il débarqua à Reggio et réduisit cette ville en cendres : elle avait été abandonnée par ses habitants qui s'étaient enfuis dans les montagnes. Le 29 juin, il parut à l'embouchure du Tibre, et répandit dans Rome une extrême terreur : mais Antoine Paulin, qui accompagnait Barberousse, assura le cardinal de Carpi, gouverneur de Rome, que les Turcs alliés du roi de France auraient des égards pour la neutralité du pape : ces promesses n'empêchèrent point la fuite d'une grande partie des habitants ; elles furent cependant respectées ; et Barberousse, sans commettre d'autres ravages, arriva au mois de juillet à Marseille ; il y mit publiquement en vente les esclaves chrétiens qu'il avait enlevés à Reggio de Calabre, et qui trouvèrent en France des acheteurs (2).

(1) Mém. de Vieilleville, T. XXVIII, c. 57, p. 251. — Martin Du Bellay, L. X, p. 13. — Ferronius, L. IX, p. 218.

(2) Arn. Ferronius, L. IX, p. 219. — Belcaris, L. XXIII, p. 746. — Pauli Jovis, L. XLIII, p. 339. — Muratori Annali d'Italia, T. XIV, p. 337.

Lorsque le comte d'Enghien était parti de Paris pour la Provence, il s'était présenté à lui, dit Vieilleville, une infinité de gentilshommes pour l'accompagner, « sur le désir de » voir cette armée, et la façon des Turcs, occasion qui, peut- » être, ne s'offrirait plus jamais (1). » Blaise de Montluc, qui était au nombre de ces gentilshommes, observa, dit-il, « que » les Turcs méprisoient fort nos gens ; si crois-je qu'ils ne nous » battroient, à force pareille. Ils sont plus robustes, obéissants » et patients que nous ; mais je ne crois pas qu'ils soient plus » vaillants. Ils ont un avantage, c'est qu'ils ne songent à rien » qu'à la guerre. — Ce grand secours des Turcs arrivé, tout le » monde pensoit que la terre ne fût assez capable pour eux, » Voilà que c'est des choses qu'on n'a pas essayées (2).

» François de Bourbon d'Enghien était arrivé à Marseille dès » le commencement de juin, dit Belcarius, et la flotte fran- » çaise étoit composée de vingt-deux galères, avec dix-huit » vaisseaux de transport ; mais il n'y avoit que peu de sol- » dats pour la monter, et ni l'artillerie ni les munitions né- » cessaires pour le siège des villes n'étoient préparées. Le ca- » pitaine Paulin partit en poste pour aller auprès du roi, car » le Barbare maudissoit la procrastination de François, qui » avoit fait venir une si grande flotte d'un pays si éloigné, et » qui n'avoit rien de prêt ; qui n'indiquoit pas même quels » ennemis il falloit attaquer. Il menaçoit du ressentiment de » Soliman, si l'on laissoit écouler l'été sans avoir rien fait » d'éclatant. Paulin, de retour d'auprès de François, ramena » quelques soldats français pour monter sur la flotte ; il dé- » clara que le roi ordonnoit d'attaquer Nice, et que le comte » d'Enghien alloit suivre : les deux flottes se réunirent en effet » à Villefranche, port de Monaco (3). » A l'approche des Turcs, tous les habitants avaient évacué Villefranche. Le 10 août, sept mille Français unis à quinze mille Turcs commencèrent l'attaque de Nice. On fit jouer contre cette ville une formidable artillerie : « Barberousse se fâchoit fort, dit Montluc, et

(1) Vieilleville, T. XXVIII, c. 33, p. 246.

(2) Mém. de Montluc, T. XXII, L. I, p. 139.

(3) Fr. Belcarius, L. XXIII, p. 747.

» tenoit des propos aigres et piquants, même ment lors-
 » qu'on fut contraint lui emprunter des poudres et des balles.
 » Après avoir fait une grande batterie, l'assaut fut donné par
 » les Turcs et Provençaux ensemble; mais ils furent repous-
 » sés. Enfin la ville se rendit, le 22 août, non pas le châ-
 » teau (1). »

La conquête de Nice pouvait passer pour un acte impie et cruel, car cette ville était seule demeurée au duc de Savoie, oncle du roi, qui, dépouillé par lui de tous ses États, ne l'avait jamais provoqué, et n'était pas même proprement en guerre avec lui, puisque la rupture de la trêve avec l'empereur n'entraînait pas nécessairement celle avec le duc de Savoie. En même temps on ne pouvait y voir aucun grand but politique. La possession de cette ville ajoutait fort peu à la sûreté de la Provence; mais l'appel des Barbaresques à cette conquête ne pouvait être considéré que comme une souveraine imprudence. Déjà Barberousse demandait à mettre une garnison musulmane dans la citadelle, quand elle serait réduite en son pouvoir, puisque c'était aux Musulmans seuls qu'on en devrait la conquête (2). Aucune position sur toute la côte septentrionale de la mer Méditerranée ne convenait mieux aux pirates algériens pour favoriser leurs déprédations : peut-être se souvenait-on dans le pays que six cents ans auparavant d'autres pirates africains s'étaient établis à Frassineto, à peu de distance de Nice, et en avaient fait le centre de leurs brigandages. Le bruit fut répandu probablement par Barberousse lui-même, que le marquis del Guasto approchait avec une armée impériale, pour forcer les Français et les Turcs à lever le siège; le roi d'Alger insistait en conséquence pour que cette place forte fût donnée comme sûreté à sa flotte; le comte d'Enghien, au contraire, en conclut qu'il était temps de se retirer, et le siège du château de Nice fut levé le 8 septembre (3). « La ville de Nice, dit Vieilleville, fut saccagée contre

(1) B. de Montluc, L. I, p. 159. — *Pauli Jovii*, L. XLIV, p. 363.

(2) *Arnoldi Ferronii*, L. IX, p. 219, 220.

(3) Mém. de Montluc, T. XXII, p. 159. — Guichenon, T. II, p. 224. — *Pauli Jovii*, l. XLIV, p. 366. — Bouche, Hist. de Provence, T. II, L. X, p. 399.

la capitulation, et puis brûlée ; de quoi il ne faut blâmer Barberousse ni tous ses Sarrasins, car ils étoient déjà assez éloignés quand cela advint, » mais le sieur de Grignan par dépit de ce que les Nissards avaient essayé de le tromper. « Toutefois » on rejeta cette méchanceté sur le pauvre Barberousse, pour » soutenir l'honneur et la réputation de France, voire de la » chrétienté (1). »

Cette association avec Barberousse, couronnée de si peu de succès, coûta cependant des sommes prodigieuses à la France. Le roi, averti de l'humeur qu'avait manifestée le roi corsaire, et de ses sarcasmes sur la pauvreté des Français, ne voulait pas qu'il se retirât mécontent de lui : d'ailleurs, faisant passer le faste avant les besoins réels, il était toujours plus prêt à donner qu'à dépenser. Vieilleville assure que pour la solde de l'armée de Barberousse, et les présents faits à lui et à ses bachas, les trésoriers français ne lui payèrent pas moins de huit cent mille écus (2). Le roi lui fit remettre aussi tous les prisonniers maures et musulmans qui se trouvaient sur ses galères ; comme le port de Villefranche ne fut pas jugé suffisant pour faire hiverner sa flotte, il lui abandonna celui de Toulon, que tous les habitants français eurent ordre d'évacuer (3).

L'Europe entière retentissait de cris d'indignation contre François I^{er}, qui avait fait cause commune avec les ennemis de la foi, et dont les soldats avaient combattu sous les mêmes drapeaux que des corsaires. C'était au moment où une partie de l'Europe était déjà envahie, où la Hongrie tombait aux mains des infidèles, où les armées allemandes avaient éprouvé des défaites répétées, et où Soliman II menaçait l'Autriche et la Bohême, que le roi très chrétien appelait les Turcs plus avant encore dans l'Europe, quoique chacun de leurs pas fût marqué par le massacre ou l'esclavage des habitants, et par la destruction de l'Église : tous les égards qu'une civilisation bien

(1) Mém. de Vieilleville, T. XXVIII, p. 203.

(2) *Ibid.*, p. 204.

(3) *Sleidani*, L. XV, p. 246, v.

imparfaite et la religion commençaient à introduire entre les puissances belligérantes, étaient repoussés par les Musulmans ; on avait vu même le roi très chrétien avilir son propre sang jusqu'à envoyer son cousin le comte d'Enghien sur la flotte d'un roi corsaire. Les Vénitiens, quoiqu'ils cultivassent l'amitié des Turcs, n'avaient jamais eu à se reprocher d'avoir trahi pour eux la cause de la chrétienté : loin d'accepter l'alliance dans laquelle François les pressait d'entrer avec lui et Soliman, dès qu'ils furent informés des armements qui se faisaient à Constantinople, ils donnèrent à Étienne Tiépolo le commandement d'une flotte de soixante galères, pour mettre hors de danger au moins les côtes du golfe Adriatique (1). Jean de Montluc, évêque de Valence, fut, dit son frère, « en- » voyé à Venise pour excuser et couvrir votre fait, car ces » messieurs criaient plus que tout, et le roi ne vouloit perdre » leur alliance (2). » Dans une longue harangue au sénat, que son frère nous a conservée, l'évêque Montluc s'efforça d'établir que le roi prophète David, que le roi d'Israël Aza, s'étaient alliés aux infidèles, et que les premiers empereurs chrétiens avaient appelé des païens et des barbares dans leurs armées (3). Montluc dit lui-même : « Quant à moi, si je pouvois appeler » tous les esprits d'enfer pour rompre la tête à mon ennemi, » qui me veut rompre la mienne, je le ferois de bon cœur ; » Dieu me le pardoint ; » toutefois il ajoute, « lors et depuis » j'ai toujours ouï blâmer ce fait ; et crois que nos affaires ne » s'en sont pas mieux portées (4). »

(1544.) Ainsi, tous les efforts faits depuis le renouvellement de la guerre, toutes les dépenses, tout le sang versé, n'avaient amené aucun résultat. Il fallait se préparer à une troisième campagne, et les chances pour l'entreprendre semblaient plus mauvaises qu'avant les deux précédentes. Il paraît que le roi résolut d'appeler à l'armée le ban et l'arrière-ban de la noblesse, car il rendit à Fontainebleau, le 3 janvier 1544, une ordon-

(1) *Paolo Paruta della Hist. Venet.*, L. XI, p. 754.

(2) Montluc, T. XXII, p. 147.

(3) Observations sur les Mémoires. T. XXII, § 25, p. 404.

(4) Montluc, p. 158.

nance sur le service auquel était tenu chaque détenteur de fief. Il régla en même temps les traitements du capitaine général, du maître de camp, des hommes d'armes et des archers (1). Il ordonna dans le même mois au prévôt de Paris de faire la revue de tous les hommes de son ressort en état de porter les armes, et de les tenir prêts pour la guerre (2). Par une autre ordonnance du mois de février il régla la juridiction de l'amiral, le guet de la mer, les règles de la course maritime, et le traitement que devaient subir les prisonniers. On y voit que dans la guerre qui commençait contre l'Angleterre, le roi ne comptait point sur une marine royale pour la défense de l'État, mais qu'il l'abandonnait aux aventuriers et aux corsaires qui faisaient de la course maritime un objet de spéculation; et tout en les encourageant, il prenait des précautions bien insuffisantes pour que cette guerre privée ne dégénérât pas en brigandage (3).

Mais c'était beaucoup moins d'hommes que d'argent, que la France avait besoin pour une nouvelle campagne; quoique François I^{er} eût formé des légions qui devaient lui donner une nombreuse infanterie, il avait fort peu de confiance dans les gens de pied Français; il ne considérait comme des soldats éprouvés que les fantassins suisses ou allemands. Les hommes d'armes, il est vrai, étaient tous Français, et passaient pour les meilleurs de l'Europe; mais ils étaient gentilshommes; et les prévenances du roi pour sa noblesse faisaient retomber mille humiliations sur les roturiers qui composaient l'infanterie, et contribuaient à les décourager et à les rendre plus mauvais soldats. Avec de l'argent le roi obtenait toujours autant de Suisses ou de landsknechts qu'il en pouvait payer. Mais les épargnes que le roi avait faites pour la guerre étaient épuisées. Quant au crédit, on ne pouvait plus en trouver dans un pays où les financiers avaient été tant de fois dépouillés et avec tant d'injustice; le fardeau des impôts enfin était

(1) Isambert, T. XII, p. 846.

(2) *Ibid.*, p. 852.

(3) *Ibid.*, p. 854.

le plus lourd qu'il fût possible au peuple de porter ; et malgré l'accroissement des dépenses accablantes de la guerre, il n'y avait plus moyen d'augmenter les contributions pour y faire face.

La taille devait pourvoir au paiement des compagnies d'ordonnance, ou des hommes d'armes ; elle était prise uniquement sur les profits de l'agriculture ; les paysans seuls y étaient assujettis : fixée d'abord à un million deux cent mille livres, elle s'était successivement élevée jusqu'à quatre millions. Le roi, en formant les légions, avait mis leur entretien à la charge des villes ; une contribution analogue à la taille était en conséquence levée sur toute la bourgeoisie et les artisans ; on la nommait la paye des cinquante mille hommes (1). La gabelle qui, depuis le dernier édit, se percevait d'une manière uniforme sur tout le sel sortant des marais salants, équivalait presque à une capitation sur tous les habitants du royaume. La traite foraine qui, sous les règnes précédents, ne comptait que pour sept ou huit mille livres, était montée à cent mille écus : les décimes du clergé étaient devenus une contribution permanente, levée sans l'assentiment du pape, sur l'ordre le plus riche de l'État. Tous les domaines engagés, retirés des mains des créanciers du roi, qui avaient prêté de l'argent dessus, furent offerts pour gage de nouveaux prêts, dont on promettait le denier dix ; mais il ne se trouva point de capitalistes qui voulussent hasarder leur argent sur d'aussi mauvaises sûretés. Enfin, le roi se détermina à créer de nouvelles charges de judicature. C'était aussi une manière d'emprunter ; car le traitement des juges, rejeté sur les plaideurs et sur les actes judiciaires, représentait l'intérêt, à un taux assez élevé, de l'argent déposé pour acheter les charges ; mais quoique ce fût le roi qui empruntât, ce n'était pas lui qui devait payer ; de sorte que les prêteurs en ressentaient plus de confiance : d'ailleurs les riches bourgeois, en passant dans la judicature, acquéraient plus d'indépendance, plus de considéra-

(1) Bonchet, *Annal. d'Aquitaine*. P. IV, f. 208, verso.—*Belcarit*, L. XXIII, p. 759.

tion ; ils se mettaient à l'abri des outrages auxquels les roturiers étaient souvent exposés ; de manière que le roi, créant à la fois quatre maîtres des requêtes et une chambre nouvelle dans le parlement de Paris, une chambre des enquêtes dans chacun des autres parlements, des baillis et des sénéchaux dans les villes du troisième ordre, détachées de celles dont elles relevaient auparavant, trouva beaucoup de gens empressés d'acheter ces places, quoique la moindre d'entre elles coûtât au moins deux mille écus (1).

Les finances de l'empereur n'étaient pas moins épuisées que celles du roi, et ses royaumes ne souffraient pas moins de la prolongation de la guerre, d'autant plus qu'ils n'avaient eu aucun intervalle de repos, car ils avaient dû combattre les Turcs quand les Français leur laissaient quelque trêve ; toutefois, Charles était sûr d'obtenir de ses sujets des efforts plus vigoureux, en raison de l'indignation qu'avait excitée François I^{er} par son alliance déclarée avec les Musulmans, et sa participation aux brigandages de Barberousse. Charles-Quint était parti de Belgique, au commencement de janvier, pour venir à Spire présider une diète de l'Allemagne qu'il y avait convoquée (2). Le roi Ferdinand, tous les électeurs et la plupart des princes de l'empire, s'y trouvèrent ; on n'avait point, de tout ce règne, vu d'assemblée plus auguste. Charles en fit l'ouverture, le 20 février, par un discours (3) dans lequel il affirma que l'acharnement des Turcs à attaquer l'Allemagne, et les succès qu'ils avaient obtenus, étaient la conséquence de leur alliance avec les Français. Ces derniers, dit-il, leur donnaient des informations exactes sur les discordes de l'Allemagne, sur les forces que la diète mettait en campagne, et sur ses projets ; aussi demandait-il que, pour sauver l'Europe du joug des Musulmans, on écrasât avant tout cet ennemi domestique. Les princes allemands, et surtout les protestants, paraissaient cependant redouter une guerre avec la France ; ils se disaient étrangers aux querelles de l'em-

(1) *Arnoldi Ferronii*, L. IX, p. 215 et 222. — Hist. gén. de Languedoc, L. XXXVII, p. 185. — Garnier, T. XIII, p. 215.

(2) *Sleidan*, L. XV, f. 247, v.

(3) *Belcarit*, L. XXIII, p. 735.

pereur, et ils affirmaient que le roi avait toujours été favorable à la liberté germanique. Mais Charles produisit alors les lettres que François lui avait écrites en 1540, dans lesquelles il lui promettait, pour prix de l'alliance qui se traitait entre eux, une puissante assistance contre ces Allemands également rebelles à l'autorité de leur monarque et à celle de l'Église (1). Cette mauvaise foi, de la part d'un prince qu'ils regardaient comme leur ami, souleva l'indignation des Allemands. François, qui mettait un grand prix à demeurer en paix avec l'empire, avait nommé pour ses ambassadeurs à la diète le cardinal Du Bellay et le président Olivier, deux des hommes d'État en qui il avait le plus de confiance. Arrivés à Nancy, ceux-ci envoyèrent un héraut d'armes à l'empereur pour demander un sauf-conduit, afin de continuer leur route ; mais ce héraut fut renvoyé avec menaces : on lui dit que, pour cette fois, il était heureux d'échapper à la mort, car le messager d'un allié des pirates de Barbarie et des Musulmans ne pouvait prétendre aux garanties du droit public des chrétiens. A cette nouvelle, les ambassadeurs s'enfuirent eux-mêmes, de nuit, de Nancy ; et ce ne fut qu'à leur retour en France qu'ils publièrent un manifeste où, pour justifier la conduite du roi, ils altéraient effrontément la vérité (2).

Le 27 avril, les ambassadeurs du duc de Savoie se présentèrent devant la diète pour accuser François de la barbarie avec laquelle il avait fait piller et brûler, par des pirates musulmans, le seul asile qu'il eût jusqu'alors laissé à leur maître ; celui-ci était désormais si dénué de tout, dirent-ils, qu'il n'avait pu se traîner jusqu'en Allemagne pour demander justice et protection à la diète (3). Des ambassadeurs du roi de Danemark se présentèrent à leur tour à la diète, demandant la paix avec Charles-Quint, et déclarant qu'ils renonçaient à leur alliance avec François, qui s'était rendu odieux à tous les chrétiens par l'amitié

(1) *Ferronii*, L. IX, p. 223.

(2) *Sleidani*, L. XV, f. 249. — *Arn. Ferronii*, L. IX, p. 223. — *Belcarii*, L. XXIII, p. 755. — *Gaillard*, T. V, p. 339.

(3) *Belcaril*, p. 754.

qu'il avait contractée avec les Turcs (1). La diète aurait voulu détacher encore les Suisses de la France ; elle leur avait écrit pour les presser de ne plus fournir de soldats à l'ennemi commun de la chrétienté. Mais les Suisses, qui trouvaient dans ce commerce d'hommes la principale source de leurs richesses, et qui étaient payés par François à un prix d'autant plus élevé qu'il avait plus de peine à se procurer des *landsknechts*, répondirent qu'ils ne savaient pas ce qu'on leur voulait dire, et qu'ils n'avaient jamais vu de Turcs dans les armées françaises (2). La diète de Spire se sépara enfin, en votant quatre mille chevaux et vingt-quatre mille fantassins à employer contre la France, et elle interdit aux Allemands, sous les peines les plus sévères, de prendre service chez les Français (3).

La diète était encore assemblée à Spire lorsque la campagne s'était ouverte en Piémont. L'empereur, qui était résolu d'attaquer la France de tous les côtés à la fois, et qui comptait recevoir dans cette campagne une assistance efficace de l'Angleterre, avait donné l'ordre au marquis del Guasto de prendre l'offensive en Piémont ; il voulait que ce général, s'il réussissait à battre les Français ou à les faire reculer, passât le mont Cénis, occupât la Savoie, et entrât en France par Lyon. Dans ce but, il lui avait envoyé des renforts considérables que conduisaient les deux frères de la Scala, descendants des anciens seigneurs de Vérone ; son armée était ainsi portée à neuf mille Allemands, deux mille Espagnols, sept mille Italiens, et douze cents chevaux-légers (4). Dès la fin de l'automne de 1543, del Guasto avait acquis une grande supériorité de forces sur son adversaire, le maréchal de Boutières, brave officier dauphinois, élève de Bayard, mais qui n'avait peut-être pas assez de talents pour un général en chef. Le bruit seul des renforts que recevait del Guasto avait suffi pour faire lever le siège de Nice par le comte d'Enghien et Barberousse. Ce mar-

(1) *Sleidani*, L. XV, f. 233. — *Belcarii*, L. XXIII, p. 736.

(2) *Sleidani*, L. XV, f. 232, v. — *Belcarii*, L. XXIII, p. 734.

(3) *Sleidani*, L. XV, f. 233, v.

(4) *Arnoldi Ferronii*, L. IX, p. 224. — *Pauli Jovii*, L. XLIV, p. 380. — Monthuc, T. XXII, p. 297.

quis avait ensuite investi Mondovi ; et surprenant un courrier de Boutières au commandant de cette place, il avait substitué de fausses dépêches aux véritables, pour inviter cet officier à sauver sa garnison par une capitulation honorable, puisqu'il n'y avait pas moyen de marcher à sa délivrance. La capitulation fut conclue en effet, mais elle fut indignement violée ; la ville fut pillée, les soldats dévalisés, un grand nombre d'entre eux massacrés de sang-froid. Cette garnison était composée principalement de Suisses, et leur nation en garda un profond ressentiment (1). Del Guasto attaqua ensuite Carignan, que les Français avaient résolu d'abandonner et qu'ils travaillaient à raser ; il les surprit au milieu de leurs démolitions, leur tua assez de monde et demeura maître de la place, dont il releva les fortifications, et qu'il approvisionna le mieux qu'il put, malgré les rigueurs de l'hiver, l'un des plus durs qu'on eût senti en Italie (2). Il y laissa quatre mille hommes de garnison.

Ces échecs éprouvés par le maréchal de Boutières provenaient surtout de l'abandon où le laissait François I^{er} ; il lui avait donné si peu de soldats, il lui envoyait si peu d'argent, que Boutières pouvait à peine se maintenir dans un petit nombre de places fortes. Mais François aimait toujours mieux accuser ses capitaines que sa propre négligence des revers qu'il essayait ; il résolut de remplacer le vieux maréchal par le jeune prince qu'il avait, l'année précédente, chargé de commander en Provence. Il croyait plus conforme à l'honneur du trône de mettre des seigneurs de son sang à la tête des armées, et le succès couronnait souvent cette politique ; ces jeunes princes étaient entourés d'une jeune noblesse ardente à se signaler à leurs yeux, et dont la bravoure, et souvent la témérité, réussissait mieux que la prudence des vieux généraux. Pour donner au comte d'Enghien une armée digne de lui, le roi lui envoya quatre mille Provençaux ou Gascons, et cinq mille

(1) Martin Du Bellay, T. XXI, L. X, p. 87. — Montluc, T. XXII, p. 141. — *Belcarit*, L. XXIII, p. 747. — *Arn. Ferron*, L. IX, p. 213.

(2) M. Du Bellay, L. X, p. 89. — Montluc, L. I, p. 169. — *Belcarit*, L. XXIII, p. 748. — *Pauli Jovii*, L. XLIV, p. 567.

hommes levés dans la partie de la Suisse qui parlait français; Du Bellay les nomme Gruyens, parce qu'ils étaient commandés par le comte de Gruyères, le plus puissant des feudataires de la Suisse romande. A l'arrivée de ces troupes nouvelles, Boutières vint attaquer Verceil, dont il se rendit maître, et ensuite Ivree : il était devant les murs de cette dernière ville, lorsque le comte d'Enghien, arrivé en poste à Turin, lui fit demander une escorte pour se rendre au camp. Soit qu'il se crût hors d'état de prendre la ville ou qu'il fût piqué de se voir ôter le commandement, il amena toute son armée à Turin, et la remit au comte d'Enghien; il se retira ensuite dans ses terres de Danphiné, mais il en revint pour se trouver à la bataille dès qu'il sut qu'on s'y préparait (1).

Enghien, qui se sentait alors plus fort en Piémont que son adversaire, se rapprocha de Carignan, afin d'essayer de réduire par la famine cette forte place, où commandait Pirro Colonna, qui se faisait appeler Pyrrhus d'Épire, et qui, par sa connaissance de l'art de la guerre, son empire sur les soldats, et sa constance, était digne du surnom qu'il prenait. Il n'était approvisionné que jusqu'au 15 avril, et il en avait averti del Guasto; cependant, en donnant aux soldats l'exemple des privations, il réussit à faire durer ses vivres beaucoup plus long-temps (2). Del Guasto, de son côté, avait reçu des renforts; on comptait dans son armée neuf mille Allemands, deux mille Espagnols, sept mille Italiens, et mille six cents cheveu-légers. Enghien avait sous ses drapeaux cinq mille cinq cents Gascons, cinq mille cinq cents Suisses, quatre mille Vaudois, trois mille Italiens, trois cents hommes d'armes et six cents cheveu-légers. Les deux armées semblaient fort égales en nombre; mais l'infanterie de del Guasto, et la cavalerie du comte d'Enghien passaient pour avoir la supériorité (3).

(1) Martin Du Bellay, T. XXI, L. X, p. 97. — Montluc, T. XXII, L. I, p. 241. — Vieilleville, c. 40, p. 268. — Pauli Jortii, L. XLIV, p. 578.

(2) Belcariti, L. XXIII, p. 750.

(3) J'ai adopté les nombres de Ferronius, L. IX, p. 224, et de Montluc, L. II,

Del Guasto persistait à se flatter qu'en menaçant Turin, en occupant Suse, il forcerait les Français à s'enfermer dans les places fortes du Piémont, et qu'alors il pourrait passer le mont Cenis, et s'emparer de Lyon; ou bien qu'en manœuvrant autour de Carignan pour jeter des vivres dans cette place, il réussirait à passer entre le Pô et les Alpes; de manière à couper à l'armée française la communication avec le marquisat de Saluces, d'où elle tirait ses vivres, et à la rejeter sur un pays ruiné par le séjour de deux armées, où elle périrait de faim. Il était encouragé dans son espoir par la répugnance que semblait avoir le général français à livrer bataille : il jugeait que sa cour lui avait sans doute donné l'ordre de ne point exposer la seule armée qui couvrit le Midi, et en conséquence il recherchait la bataille que son adversaire évitait. Tandis qu'Enghien occupait un camp fortifié à Villa de' Stelioni, à la droite de la rivière, il tentait lui-même de passer à la rive gauche du Pô, tantôt à Carmagnola, au-dessus des Français, tantôt au pont de bateaux des Sablons, près de Moncaliéri, au-dessous d'eux (1).

Enghien avait en effet reçu du roi la défense de livrer bataille, et il sentait que cette timidité qui lui était imposée le mettait dans une infériorité constante vis-à-vis du marquis del Guasto. Il envoya donc, au commencement de mars, Blaise de Montluc à la cour, pour obtenir du roi la permission de combattre, en lui représentant qu'il était dû trois mois de paye aux soldats, que leur mécontentement s'aggravait encore par les symptômes de crainte qu'ils remarquaient dans leurs généraux; que les Suisses murmuraient déjà, qu'ils abandonneraient peut-être tout à coup leurs drapeaux, et causeraient ainsi un désastre plus grand que la perte même d'une bataille; qu'un sentiment d'infériorité et de découragement passait des troupes aux habitants des provinces; que la France enfin se sentait vaincue sans combat; tandis qu'une victoire enrichi-

p. 272. Les autres historiens ne sont point d'accord; les Français prétendent que les Impériaux étaient bien plus nombreux.

(1) Martin Du Bellay, L. X, p. 101.

rait le soldat, ranimerait sa confiance, et aiderait le contribuable à supporter le poids des impôts, en lui faisant voir que l'argent du roi était bien employé, car l'armée le protégeait.

Écoutons Montluc lui-même : « Sur le midi, dit-il ,
 » M. l'amiral d'Annebault me manda aller trouver le roi ,
 » qui étoit déjà entré en son conseil , là où assistoient
 » M. de Saint-Pol, M. l'amiral, M. le grand-écuyer Galliot,
 » M. de Boissy , qui depuis a été grand-écuyer, et deux ou
 » trois autres desquels il ne me souvient, et monsei-
 » gneur le dauphin, qui étoit debout derrière la chaire du
 » roi. Et n'y avoit assis que le roi, M. de Saint-Pol près de
 » lui, M. l'amiral de l'autre côté de la table, vis-à-vis dudit
 » sieur de Saint-Pol. Et comme je fus dans la chambre, le roi
 » me dit : *Montluc, je veux que vous retourniez en Pié-*
 » *mont porter ma délibération et de mon conseil à M. d'En-*
 » *ghien; et veux que vous entendiez ici la difficulté que nous*
 » *faisons pour ne lui pouvoir bailler congé de donner ba-*
 » *taille, comme il demande.* Et sur ce, commanda à M. de
 » Saint-Pol de parler. Alors leditsieur de Saint-Pol proposa l'en-
 » treprise de l'empereur et du roi d'Angleterre, lesquels, dans
 » cinq ou six semaines, avoient résolu entrer dans le royaume,
 » l'un par un côté, et l'autre par l'autre; et que si M. d'Enghien
 » perdoit la bataille, le royaume seroit en péril d'être perdu,
 » pour ce que toute l'espérance du roi, quant aux gens de
 » pied, étoit aux compagnies qu'il y avoit en Piémont, et
 » qu'en France il n'avoit que gens nouveaux et légionnaires;
 » étant beaucoup meilleur et assuré de conserver le royaume
 » que non le Piémont, auquel falloit seulement se tenir sur la
 » défensive, sans mettre rien au hasard d'une bataille, la
 » perte de laquelle perdrait non seulement le Piémont, mais
 » mettroit le pied à l'ennemi en France de ce côté-là. M. l'a-
 » miral en dit de même, et tous les autres aussi, discourant cha-
 » cun comme il lui plaisoit. Je trépisnois de parler, et vou-
 » lant interrompre lorsque M. Galliot opinoit, M. de Saint-Pol
 » me fit signe de la main, et me dit : *Tout beau, tout beau,*
 » ce qui me fit taire, et vis que le roi se print à rire. Monsei-

» gneur le dauphin n'opina point, et crois que c'étoit la coutume; mais le roi l'y fit assister, afin qu'il apprît; car devant ces
» princes il y a toujours de belles opinions, non pas toujours
» bonnes. On ne parle que à demi, et toujours à l'humeur du
» maître. Je ne serois pas bon là, car je dis toujours ce qu'il m'en
» semble. Alors le roi me dit ces mots : Avez-vous bien entendu, Montluc, les raisons qui m'émeuvent à ne donner
» cougé à M. d'Enghien de combattre et de rien hasarder? —
» Je lui répondis que je l'avois bien entendu; mais que s'il
» plaisoit à Sa Majesté de me permettre de lui en dire mon
» avis, je le ferois fort volontiers, non que pour ce Sa Majesté
» en fit autre chose sinon ce qu'elle et son conseil en avoient
» déterminé. Sa Majesté me dit qu'il le vouloit, et que je lui
» en disse librement ce qu'il m'en sembloit. »

Montluc rapporte ensuite sa harangue, qui n'est qu'une franche gasconnade. « Nous sommes, dit-il, de cinq à six
» mille Gascons.... Croyez, Sire, qu'au monde il n'y a point
» de soldats plus résolus que ceux-là; ils ne désirent que de
» mener les mains. Il y a, d'ailleurs, treize enseignes de Suisses.... ils vous feront pareille promesse que nous, qui sommes vos sujets.... Voilà donc, Sire, neuf mille hommes ou
» plus desquels vous pouvez faire état, et vous assurer qu'ils
» combattront jusqu'au dernier soupir de leur vie. Quant aux
» Italiens et Provençaux et Gruyens, je ne en vous assurerai
» pas; mais j'espère qu'ils feront tous aussi bien que nous,
» même quand ils nous verront mener les mains (Je le vois lors le bras en haut, comme si c'étoit pour frapper,
» dont le roi se sourioit). Qui voulez-vous qui tue dix mille
» hommes et mille ou douze cents chevaux, tous résolus de
» mourir ou de vaincre?... J'oserois dire que si nous avions
» tous un bras lié, il ne seroit encore en la puissance de l'armée ennemie de nous tuer de tout un jour sans perte de la
» plus grande part de leurs gens. Pensez donc, quand nous
» aurons les deux bras libres et le fer en la main, s'il sera aisé
» et facile de nous battre (Monseigneur le dauphin s'en rioit
» derrière la chaire du roi, continuant toujours à me faire signe
» de la tête, car à ma mine il sembloit que je fusse déjà au

» combat). Le roi, qui m'avoit fort bien écouté, et qui pre-
 » noit plaisir à voir mon impatience, tourna les yeux devers
 » M. de Saint-Pol, lequel lui dit alors : Monsieur, voudriez-
 » vous bien changer d'opinion pour le dire de ce fol, qui ne
 » se soucie que de combattre, et n'a nulle considération du
 » malheur que ce vous seroit si nous perdions la bataille.
 » C'est chose trop importante pour la remettre à la cervelle
 » d'un jeune Gascon. » Cependant, l'enthousiasme du jeune
 Gascon avait donné confiance au roi et au dauphin. Saint-Pol
 continuait à résister; mais Annebault, meilleur courtisan,
 s'était aperçu du changement, et avait remarqué les signes
 que le dauphin faisait à Montlue. « Sire, dit-il, voulez-vous
 » dire la vérité, vous avez belle envie de leur donner congé
 » de combattre. Je ne vous assurerai pas, s'ils combattent,
 » du gain ni de la perte; car il n'y a que Dieu qui le puisse
 » savoir.... Faites une chose : nous connaissons bien que vous
 » êtes à demi gagné, et que vous penchez plus du côté du
 » combat qu'au contraire; faites votre requête à Dieu, et le
 » priez qu'à ce coup vous veuille aider et conseiller ce que
 » vous devez faire.—Alors le roi leva les yeux au ciel; et joi-
 » gnant les mains, jetant le bonnet sur la table, dit : Mon Dieu,
 » je te supplie qu'il te plaise me donner aujourd'hui le con-
 » seil de ce que je dois faire pour la conservation de mon
 » royaume, et que le tout soit à ton honneur et à ta gloire!
 » Sur quoi M. l'amiral lui demanda : Sire, quelle opinion vous
 » prend-il à présent? Le roi, après avoir demeuré quelque
 » peu, se tourna vers moi, disant comme en s'écriant : Qu'ils
 » combattent! qu'ils combattent (1)! »

Montlue revint en hâte en Italie, accompagné par une foule
 de courtisans qui, connaissant la décision du roi, voulaient se
 trouver à la bataille. On comptait parmi eux Saint-André,
 Dampierre, Jarnac, Gaspard de Coligni, le vidame de Char-
 tres, les trois frères Bonnavet, Bourdillon, d'Escars, les deux
 frères de Genlis, Dassier, la Hunaudaie, Rochefort, Lusarches,
 Warty et Lassigny, noms qui presque tous devaient acquérir

(1) Mém. de Blaise de Montlue, T. XXII, L. II, p. 248-257.

une nouvelle illustration dans les guerres civiles qui approchaient. Le roi envoya quarante-huit mille écus par Martin Du Bellay pour satisfaire les troupes. Ce n'était pas le quart de ce qui était dû aux soldats ; mais le comte d'Enghien emprunta encore quelque argent à tous ces jeunes seigneurs qui arrivaient de la cour avec la bourse bien garnie, et fit commencer à payer le prêt aux troupes. Toutefois il y apportait beaucoup de lenteur, afin d'arriver au jour de la bataille, avant d'avoir achevé de vider les caisses (1).

Cependant del Guasto reprenait son projet de tourner les Français, et de se placer entre eux et le marquisat de Saluces. Son armée avait eu beaucoup à souffrir de pluies fort opiniâtres et du manque de vivres ; il était averti que de son côté la garnison de Carignan n'en avait plus que jusqu'au 15 avril, et il était résolu à livrer bataille pour la délivrer (2). Il paraît qu'il fit lui-même donner avis aux Français qu'il songeait à passer le Pô au pont des Sablons, au-dessous de Carignan, tandis qu'il se proposait, au contraire, de le passer au-dessus de Sommariva : mais la permission de livrer bataille qu'avait reçue le comte d'Enghien rendit son stratagème inutile ; le général français, au lieu de se porter à la défense du point menacé, envoya Montluc avec un parti de cheval-légers à la découverte, avec l'intention d'attaquer del Guasto pendant sa marche (3). Ceux-ci le rencontrèrent qui de Cérisola marchait à Sommariva, dans la direction contraire à celle qui leur avait été indiquée. Enghien fit alors occuper par ses arquebusiers un bosquet, le long du chemin que les Impériaux devaient suivre, et il mit toute sa cavalerie en bataille sur le bord d'un coteau qu'ils devaient gravir, tandis que, derrière ce coteau, il déployait tout le reste de son armée. Mais del Guasto se voyant prévenu, rebroussa chemin, et rentra à Cérisola pour y passer la nuit. De son côté, le comte d'Enghien abandonna le terrain avantageux qu'il avait choisi pour y at-

(1) Martin Du Bellay, L. X, p. 103, 105. — *Bettedrius*, L. XXIII, p. 730. — Montluc, L. II, p. 261. — Tavannes, c. 6, p. 64. — Vicilleville, c. 40, p. 276.

(2) *Pauli Jortii*, L. XLIV, p. 382.

(3) Martin Du Bellay, L. X, p. 110. — Montluc, L. II, p. 265.

tendre la bataille, et ramena son armée à Carmagnola (1). Il laissa, pour observer l'ennemi, deux cents chevaux qui paraissent s'être mal acquittés de leur fonction.

Le lundi de Pâques, 14 avril 1544 (2), les Français se mirent en mouvement dès le matin, pour occuper le même coteau sur lequel ils s'étaient rangés la veille; mais ils s'étaient laissés prévenir par leurs adversaires : quand ils en approchèrent, ils s'aperçurent que toutes ces hauteurs étaient déjà occupées par del Guasto, qui avait mis en bataille son armée. Celui-ci avait placé à sa gauche le prince de Salerne avec les Italiens; au centre, un corps de landsknechts commandés par Alisprand de Madruce; à sa droite enfin, sous les ordres de Raymond de Cardone, six mille vieux soldats, moitié Espagnols, moitié Allemands : une batterie de dix pièces de canon était placée devant les Allemands. Une autre devant les Espagnols. Sur chaque aile étaient rangés environ huit cents chevaux (3).

Quoique le comte d'Enghien eût laissé prendre à son ennemi l'avantage du terrain, dont il était maître la veille; quoique les Français fussent de plus persuadés qu'ils avaient au moins trois mille hommes de moins que les Impériaux, il jugea qu'il ne pouvait reculer de nouveau sur Carmagnola, sans jeter le découragement dans l'armée, et il résolut de combattre. Il s'arrêta à une portée de coulevrine des Impériaux. Son armée était également formée de trois gros bataillons de gens de pied, ayant chacun leur aile de cavalerie, et s'avancant de front. A droite, les cinq ou six mille Gascons, que commandait le sieur de Tais; au centre, les Suisses, sous leurs deux chefs, Saint-Julien et Guillaume Froelich; à gauche, les Provençaux, Italiens et Vaudois, sous le comte de Gruyères; de Termes, Boutières et Dampierre commandaient les trois divisions de la cavalerie; d'Enghieu lui-même prit sa place avec

(1) Du Bellay, L. X, p. 116.

(2) Tous les historiens conviennent que la bataille se livra le lendemain de Pâques; cependant les historiens français appellent ce jour le 11 avril.

(3) Martin Du Bellay, L. X, p. 123. — *Pauli Jortii*, L. XLIV, p. 583. — Tavanues, c. 6, p. 65.

les hommes d'armes au centre devant les Suisses; deux ou trois mille arquebusiers, sous la conduite de Montluc, furent jetés en avant, en enfants perdus (1).

Au moment où le soleil s'était levé, les deux armées avaient paru rangées l'une en face de l'autre, et les escarmouches avaient commencé entre cinq ou six mille arquebusiers qui s'étaient avancés entre elles, et qui cherchaient à se surprendre ou à se tourner. « Je vous assure, dit Du Bellay, qu'il y eût » eu beaucoup de plaisir à voir les ruses et stratagèmes de » guerre quise faisoient tant d'une part que d'autre, à l'homme » qui eût été en lieu de sûreté, et qui n'eût eu autre chose à » faire (2). » Cependant del Guasto ne voulait pas descendre de sa colline, ni Enghien aller l'y chercher, eu sorte que l'escarmouche dura quatre ou cinq heures, ou jusqu'à onze heures du matin. Enfin le sire de Tais s'ébranla pour attaquer le prince de Salerne, mais au même moment les landsknechts impériaux commencèrent à descendre la colline pour charger les Suisses. Du Bellay, Montluc et Vieilleville s'attribuent chacun, dans leurs mémoires, l'honneur d'avoir remarqué le premier le mouvement des ennemis et appelé le sire de Tais (3). La manœuvre était décisive en effet. Si de Tais avait continué à marcher, il se serait écarté du centre, et eût laissé un vide par lequel les landsknechts auraient rompu la ligne française. Les deux divisions se réunirent au contraire à temps pour soutenir ensemble la charge des Allemands, tandis que le prince de Salerne, inquiet de la première démonstration faite contre lui, et chargé ensuite par la gendarmerie de Termes, se contenta de garder le poste qu'il occupait, et ne prit réellement, avec toute son aile droite, aucune part à la bataille. L'impétuosité de neuf mille Allemands qui descendaient ensemble la colline semblait cependant devoir renverser tout ce qui leur était opposé; mais la valeur des jeunes Français, dont

(1) Du Bellay, L. X, p. 121. — *Ferronius*, L. IX, p. 224. — *Belcarius*, L. XXIII, p. 750. — Vieilleville, c. 41, p. 279. — Montluc, L. II, p. 272.

(2) Du Bellay, L. X, p. 125. — Montluc, qui les commandait, les décrit avec de grands détails, L. II, p. 275.

(3) Du Bellay, p. 126. — Montluc, p. 278. — Vieilleville, p. 285.

un grand nombre, arrivés de la cour, n'avaient pas encore eu le temps de se pourvoir de chevaux et combattaient à pied, au premier rang des fantassins, aida les Suisses et les Gascons à soutenir ce redoutable choc. En même temps le sire de Boutières, à la tête de la gendarmerie, renversa la cavalerie légère des Impériaux, la repoussa sur la colonne allemande, où elle fit par le flanc une trouée, et pénétrant à son tour par cette ouverture, renversa les landsknechts et les mit en fuite. Del Guasto, qui avait compté surtout sur eux, fut entraîné dans leur déroute, avant d'avoir pu donner des ordres au prince de Salerne, qui restait immobile à son aile droite, ou de s'être rallié aux vieilles bandes espagnoles et allemandes qui avaient l'avantage à l'aile gauche (1).

Celles-ci étaient opposées aux Provençaux, aux Italiens, et aux vassaux du comte de Gruyères, qui se montrèrent tout-à-fait indignes des Suisses, auxquels on les avait assimilés. D'Enghien voyant sa droite irrésolue, avait, dès le commencement de la bataille, quitté le centre pour se rapprocher d'elle avec sa gendarmerie. Lorsqu'il vit approcher les vieilles bandes espagnoles et allemandes, il chargea sur elles avec l'impétuosité d'un jeune homme. Tous les jeunes seigneurs qui l'entouraient voulant l'emporter l'un sur l'autre en intrépidité, cette troupe téméraire traversa de part en part toute la colonne impériale; mais, dans cette action hasardeuse, elle perdit beaucoup de monde; quatorze ou quinze courtisans demeurèrent parmi les morts. Enghien, arrivé de l'autre côté des Impériaux, sentit qu'il s'était beaucoup trop éloigné de son infanterie, et voulut la rejoindre; il reforma donc sa troupe, bien diminuée, puis il se rejeta une seconde fois au travers des Allemands et des Espagnols. Il franchit de nouveau toute leur bataille, quoique ces vieux soldats fussent accoutumés à opposer à la cavalerie une barrière impénétrable; mais cette nouvelle charge lui coûta plus de monde encore que la première, et lorsque, avec une perte immense, il eut

(1) M. Du Bellay, L. X, p. 129. — *Ferronius*, L. IX, p. 225. — *Pauli Jorji*, L. XLIV, p. 384.

regagné la place d'où il était parti, il n'y retrouva plus son infanterie ; les gens de Gruyères, et Provençaux et Italiens, qui devaient l'appuyer, avaient pris la fuite. Un pli du terrain lui cachait tout le reste de l'armée française ; il la crut aussi en déroute, et avec sa petite troupe, qui ne comptait plus guère que cent chevaux, il se trouva aux prises avec quatre mille hommes d'infanterie (1). Ni lui cependant, ni aucun de ceux qui l'entouraient, n'eurent d'autre pensée que celle de vendre chèrement leur vie. Tandis qu'Enghien ralliait ses gendarmes pour se préparer à une dernière charge, le corps de bataille vainqueur des landsknechts parut sur les flancs des Espagnols qui lui étaient opposés. Ceux-ci se voyant tournés prirent la fuite, et furent poursuivis par d'Enghien, dont la brillante valeur fit pardonner les fautes. Les Suisses, auxquels del Guasto avait manqué de foi après la capitulation de Mondovi, répétaient ce nom pour s'encourager au carnage ; ils ne voulurent prendre personne à rançon ; ils tuèrent même beaucoup de prisonniers faits par les Français. La perte des Impériaux fut en effet très considérable. Du Bellay prétend qu'ils laissèrent douze mille morts sur le champ de bataille, et trois mille prisonniers aux mains des vainqueurs ; et il ne confesse que deux cents morts du côté des Français, qui probablement en perdirent plus de deux mille. Trois cent mille francs en argent monnayé ou en vaisselle, quatorze canons, tous les pontons, et sept ou huit mille corselets de soldats tombèrent au pouvoir des vainqueurs, avec le camp du marquis del Guasto (2).

Le comte d'Enghien en annonçant au roi cette victoire, lui promit de conquérir en peu de temps tout le duché de Milan, fatigué du joug espagnol, et où il ne restait plus d'armée pour le défendre. Il demandait, pour cela seulement, un mois de

(1) Montluc, L. II, p. 285. — Tavannes, p. 68. — Mart. Du Bellay, L. X, p. 152.

(2) Du Bellay est celui qui a mieux vu et mieux compris la bataille, mais il altère sciemment la vérité. L. X, p. 158. — *Ferronius*, L. IX, p. 226. — Montluc, L. II, p. 296. — *Pauli Jovii*, L. XLIV, p. 585. — *Belcarinus*, l. XXIII, p. 751. — *Gio. Batt. Adriani*, L. IV, p. 244-248.

solde pour ses troupes, quelque artillerie, et les six mille Grisons qu'il savait s'être déjà engagés à la solde de France. L'émigré florentin Pierre Strozzi devait le seconder. Le roi avait donné à cet émigré la ville de Marano, qu'une trahison avait fait tomber entre ses mains avant le commencement de la guerre. Celui-ci l'avait vendue aux Vénitiens; et avec l'argent reçu d'eux, il avait levé à la Mirandole une armée d'émigrés italiens; il y réunit bientôt dix mille fantassins, commandés par George Martinengo, le duc de Somma, Robert Malatesti, et d'autres chefs illustres; mais il manquait absolument de cavalerie. Strozzi, prêt à seconder l'attaque d'Enghien sur le Milanez, apprit avec douleur que le roi s'y était refusé; que loin de faire passer des renforts à l'armée de Piémont, il demandait qu'on lui renvoyât en Champagne six mille soldats français des vieilles bandes, et six mille Italiens; en sorte que les fruits de la bataille de Cérisesoles demeuraient absolument perdus pour l'Italie. L'armée du comte d'Enghien se trouvait presque désorganisée; il devait à ses Suisses trois mois de solde, sans compter la gratification d'un mois de paye qu'il était d'usage de leur donner après une bataille gagnée. Il fut bientôt obligé de les renvoyer dans leur pays en leur promettant de leur y faire toucher leur argent. Il n'avait eu aucun moyen de poursuivre del Guasto, qui déjà se trouvait à la tête d'une nouvelle armée. Pierre Strozzi, qui avait traversé les territoires de Crémone et de Plaisance, demanda au comte d'Enghien de lui envoyer M. de Tais, sur le Pô, avec de la gendarmerie, pour le protéger lorsqu'il traverserait cette rivière; le général français ne fut pas en état de le faire. Strozzi voulut alors gagner les montagnes; et, du voisinage de Pavie, il se dirigea sur Castel San Giovanni et sur Tortone; mais, à cinq milles de cette dernière ville, il fut enveloppé, battu par del Guasto, et son armée entièrement dissipée, moins de deux mois après la victoire de Cérisesoles (1).

Le seul fruit que retirèrent les Français de la victoire de

(1) *Gio. Batt. Adriani* dit le 4 juin, L. IV, p. 237. — Du Bellay, le 13 juin, p. 146. — *Belcarius*, L. XXIII, p. 752. — *Pauli Jovii*, L. XLV, p. 389.

Cérisoles fut la capitulation de Pirro Colonna à Carignan. Après avoir repoussé toutes les attaques et supporté toutes les privations, ayant épuisé jusqu'à ses dernières provisions, il obtint encore, le 20 juin, une capitulation honorable. Lorsque Pirro Colonna livra la ville aux Français, il ne s'y trouva plus que deux pains de son ; il n'y avait « ni blé, ni pois, ni fèves, ni autres grains quelconque ; » point de vin, de sel, de vinaigre, ni d'huile (1). » Au reste, la misère était extrême parmi les assiégeants comme chez les assiégés. Le comte d'Enghien et le marquis del Guasto, se trouvant tous deux sans argent et privés de leurs meilleures troupes, avaient été obligés de distribuer dans les garnisons ce qui leur restait de soldats, et de les faire vivre aux dépens des bourgeois. Pierre Strozzi, qui était fort riche, et qui, dans sa haine contre le duc de Florence, était prêt à dépenser tout son patrimoine pour favoriser le parti français en Italie, trouva bien le moyen de lever de nouveau une armée italienne à ses propres frais, et de la conduire jusqu'à Alba en Piémont, qu'il surprit de concert avec le comte d'Enghien ; mais là, tous deux reconnurent qu'ils étaient hors d'état de continuer la guerre, et conclurent, avec del Guasto, un armistice de trois mois pour l'Italie (2) ; après quoi, Strozzi conduisit ses Italiens en France.

D'un autre côté, le roi se sentait abandonné à ses seules forces pour repousser l'attaque formidable qui, dans le même temps, allait être dirigée contre lui, dans le nord, par Charles-Quint et Henri VIII. Ses alliés l'avaient abandonné avec un sentiment d'indignation et d'horreur, à cause de son alliance avec les Turcs ; lui-même en éprouvait assez de remords ou de honte pour n'oser en tirer avantage. Pendant leur séjour à Toulon, l'hiver précédent, les Turcs avaient envoyé fourrager, dans les campagnes de Provence, des partis qui y enlevaient en même temps des forçats pour leurs galères, des

(1) M. Du Bellay, L. X, p. 145. — *Belcarinus*, L. XXIII, p. 756. — *Pauli Jovii*, L. XLV, p. 396. — *Gio. Batt. Adriani*, L. IV, p. 268.

(2) Du Bellay, p. 159, 165. — *Belcarinus*, L. XXIII, p. 757. — *Pauli Jovii*, L. XLV, p. 394. — *Gio. Batt. Adriani*, L. IV, p. 271 et 277.

jeunes filles pour leur harem (1). Vers la fin d'avril, les galères que Barberousse avait envoyées pour passer l'hiver à Alger vinrent le rejoindre en Provence. Cependant plusieurs des forçats attachés à la rame étaient morts, beaucoup d'autres avaient réussi à s'échapper ; il lui en fallait de nouveaux pour ses manœuvres : il enleva tous ceux qu'il trouva sur les galères françaises, et il laissa celles-ci tellement dégarnies, qu'il n'y eut plus moyen d'en faire usage cette année. Il exigea que le capitaine Paulin et le prieur de Capoue, frère de Pierre Strozzi, l'accompagnassent à Constantinople, avec cinq galères françaises, pour rendre compte de sa bonne conduite, et il repartit pour le Levant, portant en chemin le ravage et la terreur sur plusieurs points de l'Italie. Le long des côtes de Toscane, l'île d'Elbe, celle del Giglio, les ports de Piombino, de Telamone, de Porto Ercole, furent ou rançonnés ou pillés par lui, et il en emmena six mille esclaves (2). Il en enleva huit mille sur les côtes du royaume de Naples, depuis Procida jusqu'à Lipari ; mais la plupart de ces malheureux périrent de misère sur sa flotte avant d'arriver à Constantinople ; tandis que deux cents religieuses choisies dans les divers couvents qu'il avait pillés, et qu'il envoyait comme une offrande au Grand-Seigneur, furent reprises par don Garcia de Toledo avec les quatre galères qui les portaient (3).

Pendant ce temps, Charles-Quint faisait rassembler son armée dans le duché de Lorraine, où presque à la même époque le souverain venait de mourir. Charles avait réussi, à la diète de Spire, à regagner complètement la confiance et l'amour des protestants ; aussi Maurice de Saxe, Albert de Brandebourg, Martin van Rossem, qui tous étaient protestants, s'étaient-ils engagés à son service, aussi bien que Guillaume de Furstemberg, qui venait de quitter le service de France, dans lequel il s'était rendu odieux par ses brigandages. Avant

(1) *Belcarius*, L. XXIII, p. 758. — *Pauli Jovii*, L. XLV, p. 597.

(2) *Gio. Batt. Adriani*, L. IV, p. 260. — *Scipione Ammirato*, T. III, L. XXXII, p. 470.

(3) *Pauli Jovii*, L. XLV, p. 600. — *Belcarii*, L. XXIII, p. 758. — *Muraori*, *Anna li d'Ital.*, T. XIV, p. 339, 340.

la fin de mai l'armée impériale fut portée à quarante mille hommes, et Charles partit de Spire pour venir la rejoindre à Metz; il en détacha d'abord une division, commandée par Fernand de Gonzaga et Furstemberg, pour investir Luxembourg. Le vicomte d'Étauges commandait dans cette ville; mais, laissé sans argent, avec des approvisionnements incomplets, il y avait souffert tout l'hiver de la famine; aussi fut-il forcé de capituler presque aussitôt (1). En même temps, Charles avait envoyé les comtes de Bure et de Rieux avec l'armée de Belgique, composée de dix mille landsknechts et trois à quatre mille chevaux, à Calais, pour y joindre le roi d'Angleterre; les deux souverains s'étaient promis de porter chacun leur armée à quarante mille hommes, et de marcher l'un et l'autre sur Paris, où ils se rencontreraient, sans s'arrêter à faire des sièges. François le savait, ou du moins pouvait le prévoir, et on ne voit pas qu'il eût fait aucun préparatif pour se mettre en défense (2).

Le duc de Vendôme était toujours gouverneur de Picardie; mais le roi, loin de lui donner une armée pour défendre cette province contre Henri VIII, lui avait retiré presque tous ses soldats pour les faire passer en Champagne, et il ne lui laissa pas même assez de troupes pour mettre en même temps des garnisons dans les cinq villes qui devaient couvrir cette frontière, Ardres, Boulogne, Térouanne, Montreuil et Hesdin (3). Dans les premiers jours de juin, le duc de Norfolk, réuni aux comtes de Bure et de Rieux, vint mettre le siège devant Montreuil. Henri VIII, qui, dans le printemps de cette année, avait fait déjà une campagne en Écosse, ne passa la mer que vers le milieu de juillet avec le reste de son armée, et il investit Boulogne (4). Le maréchal de Biez, lieutenant de Vendôme en Picardie, ne s'était enfermé dans Montreuil qu'après

(1) Martin Du Bellay, L. X, p. 154. — *Belcarius*, L. XXIV, p. 739. — *Ferronius*, L. IX, p. 226. — *Sleidani*, L. XV, f. 254, v. — *Pauli Jovii*, L. XLV, p. 603.

(2) Tavannes, c. 6, p. 70.

(3) Du Bellay, L. X, p. 152.

(4) Rapin Thoyras, L. XV, p. 485.

avoir vu Norfolk se diriger vers cette ville. Il avait sous ses ordres cent hommes d'armes, deux mille fantassins italiens, et quatre mille Français ; il avait laissé son gendre Vervins, homme peu expérimenté, à Boulogne, avec cinq cents hommes de pied et cinquante hommes d'armes. Enfin Rochepot, avec une seule compagnie de gendarmerie, se chargea de la défense d'Ardres (1) ; les deux autres villes restèrent sans garnison.

De son côté, l'empereur, après la soumission de Luxembourg, s'était porté vers Commercy : la ville, mal pourvue par le roi, put tenir à peine quatre jours. En se rendant, elle livra aux Impériaux le passage de la Meuse. Charles attaqua ensuite Ligny, ville appartenant aux comtes de Liguy, de Roucy et de Brienne, qui s'y trouvaient avec cinq cents cavaliers et quinze cents fantassins ; on les soupçonna d'avoir plutôt songé à sauver la ville la plus importante de leur patrimoine qu'à défendre leur pays. Ils parlementèrent ; mais tandis qu'ils discutaient les articles de la capitulation, les Impériaux les surprirent, et firent la garnison prisonnière (2).

Le 8 juillet, l'empereur arriva devant Saint-Dizier, et entreprit le siège. Il ne pouvait se dispenser de s'assurer de cette ville, qui coupait sa ligne de communication ; et il ne s'attendait pas à y rencontrer beaucoup de résistance. Cependant le comte de Sancerre s'y était enfermé avec cent hommes d'armes, et deux mille fantassins, et il avait avec lui le brave Lalaude, qui s'était illustré l'année précédente par la défense de Landrecies. Le duc de Nevers, avec quatre cents hommes d'armes, et cinq ou six mille hommes de pied, se chargea de garder Châlons-sur-Marne ; et le dauphin, le duc d'Orléans et l'amiral d'Annebault, qui devait servir de conseil aux jeunes princes, vinrent former leur camp à Jaulons, à quatre lieues en arrière de Châlons. On ne peut remarquer sans étonnement que François I^{er}, l'agresseur dans cette guerre,

(1) Du Bellay, L. X, p. 155.

(2) Martin Du Bellay, T. XXII, L. X, p. 155, 157. — *Ferronius*, L. IX, p. 227. — *Pauli Jovii*, L. XLV, p. 603, 606.

eût attendu jusqu'alors pour assembler son armée; et la surprise s'accroît lorsqu'on voit que dans cette armée, seule chargée de la défense du royaume, on comptait à peine douze mille fantassins français. Six mille d'entre eux étaient de vieux soldats, arrivés de Piémont, après la bataille de Cérisoles, et six mille autres des légionnaires sans expérience; on y voyait en outre six mille Italiens, amenés par Pierre Strozzi, dix mille Suisses, six mille Grisons et six mille landsknechts. La cavalerie se composait de deux mille hommes d'armes, et de deux mille cheval-légers (1).

Toute la partie de cette armée qui arrivait de Piémont ne fut pas rendue au camp de Jaulons avant le mois d'août : c'étaient les seuls soldats cependant sur qui reposait la confiance de François; aussi recommandait-il instamment à ses fils de se maintenir derrière la Marne, et de ne point hasarder de bataille. Brissac vint occuper Vitry avec la cavalerie légère, dont il était général, et deux mille hommes de pied tant Français qu'Italiens; de là il tombait sur les fourrageurs de l'empereur et leur enlevait leurs convois. George de Furstemberg, avec toute une division de l'armée impériale, voulut l'y surprendre et l'y envelopper. Brissac eut le temps de se retirer avec sa cavalerie et une partie des fantassins, mais trois cents des derniers s'enfermèrent dans une église pour s'y défendre. Le barbare Furstemberg les y fit entourer de matières combustibles, et y mit le feu : tous ces malheureux périrent dans les flammes (2). Saint-Dizier continuait à opposer aux Impériaux une résistance obstinée que l'on n'eût point dû attendre de l'état des fortifications de cette place. Le 15 juillet, un coup de coulevrine tua parmi les assiégeants René de Nassau, prince d'Orange, l'un des capitaines que Charles-Quint estimait le plus. Comme il n'avait pas d'enfants, son héritage et ses titres passèrent à Guillaume son cousin, le fondateur de la république de Hollande. Mais, le même jour, un coup de canon

(1) Du Bellay, p. 136. — *Ferronius*, p. 228. — *Belcarius*, L. XXIV, p. 739. — *Paulus Jovius*, L. XLV, p. 604.

(2) Du Bellay, p. 166, 167. — *Ferronius*, L. IX, p. 228. — *Belcardi*, L. XXIV, p. 760. — *Pauli Jovii*, L. XLV, p. 609.

tua dans Saint-Dizier le capitaine Lalande, l'homme en qui les assiégés avaient le plus de confiance. Déjà ils manquaient d'eau, ils étaient presque au bout de leur poudre; et après avoir soutenu un assaut meurtrier qui avait duré sept heures, ils n'étaient pas sûrs d'être en état d'en repousser un second. On assure que Granvelle fit parvenir au comte de Sancerre des lettres en chiffres, qu'il écrivit lui-même, sous le nom du duc de Guise, pour l'autoriser à capituler; et l'on ajoute que le chiffre lui avait été communiqué par la duchesse d'Étampes(1). Cette trahison n'est point nécessaire pour expliquer la reddition d'une place réduite à l'extrémité. Saint-Dizier capitula le 10 août, sous condition d'ouvrir ses portes le 17, si la ville n'était pas secourue auparavant. François approuva la capitulation, et la garnison sortit de la place avec ses armes et ses bagages (2).

La valeureuse résistance de Saint-Dizier sauva la France; elle donna le temps à François de rassembler ses forces, elle fatigua et découragea l'armée impériale; mais surtout elle sema des germes de division entre Charles et Henri. Ces deux monarques, qui par leur traité s'étaient partagé la France, ne comptaient ni l'un ni l'autre sur cette conquête. Charles-Quint désirait principalement faire assez sentir à François les dangers de la guerre pour le déterminer désormais à se tenir tranquille. Henri, qui n'avait point trouvé en Picardie d'armée qui lui fût opposée, voulait s'emparer de quelques places fortes autour de Calais; tous deux se reprochaient réciproquement de s'arrêter à des sièges et se pressaient l'un l'autre d'aller en avant. Tous deux enfin annoncèrent ouvertement qu'ils songeaient à négocier avec la France, et Henri VIII, qui avait déjà accordé un sauf-conduit à des ambassadeurs français pour venir le trouver, demanda lui-même que les deux monarques traitassent indépendamment l'un de l'autre (3). De son côté, Charles-Quint fit quelques ouvertures de paix à

(1) *Belcarius*, L. XXIV, p. 762.

(2) Du Bellay, p. 171-179. — *Ferronius*, L. IX, p. 227. — *Belcarius*, L. XXIV, p. 761. — *Paulus Jovius*, L. XLV, p. 610.

(3) Rapin Thoyras, T. VI, L. XV, p. 486.

des officiers français qu'il retenait prisonniers, en même temps qu'un dominicain espagnol, confesseur de la reine de France, fit des avances à un religieux du même ordre et de la même nation, confesseur de l'empereur (1). La guerre n'avait point de motifs, et ne présentait d'espérance à aucune des parties ; bientôt des conférences s'ouvrirent à la Chaussée, petit village à moitié chemin entre Vitry et Châlons. Le roi y députa l'amiral Annebault, et Errault de Chemans, son garde des sceaux ; l'empereur y fut représenté par Fernand de Gonzaga et Granvelle. Les uns et les autres purent bientôt reconnaître qu'il n'y avait pas de grands obstacles à une pacification.

Mais Charles, qu'une guerre avec la France détournait toujours de l'accomplissement de ses projets, désirait faire comprendre une bonne fois à François à quel danger il s'exposait en le provoquant. Il résolut donc, après la prise de Saint-Dizier, de marcher en avant, et d'inviter Henri, toujours retenu aux sièges de Montreuil et de Boulogne, à s'avancer aussi. L'armée impériale passa devant Châlons, sans attaquer cette ville : quelques jeunes seigneurs de la suite du duc d'Orléans, en étant sortis pour escarmoucher, furent tués par les pistoliens, ou cavaliers allemands que l'on commençait alors à armer de pistolets. A mesure que Charles avançait, le dauphin, qui avait ordre d'éviter à tout prix un engagement, reculait, mais non sans inquiétude, car il se rapprochait ainsi du roi d'Angleterre, qui, en peu de jours de marche, pouvait se trouver sur ses derrières. Il avait peu de confiance dans l'amiral Annebault, et il écrivit à son père pour le prier de lui permettre de rappeler le connétable de Montmorency, afin d'user de son conseil. « Mais le roi, dit Du Bellay, trouva » fort mauvaise la requête de son fils, pour la haine qu'il portait au connétable (2). »

Guillaume de Furstemberg, qui avait long-temps servi en France, connaissait un gué dans la Marne, par lequel il se

(1) Ribier, L. V, p. 373. — Du Bellay, p. 183, 186. — *Belcarius*, L. XXIV, p. 761. — *Robertson's*, B. VII, p. 276.

(2) M. Du Bellay, p. 183. — Tavannes, p. 72 et 202.

flattait de tourner le dauphin et de le forcer ainsi à la bataille; mais, comme il avait passé de nuit la rivière pour reconnaître lui-même le gué, il tomba entre les mains des Français, qui, avec de grandes menaces, l'envoyèrent à la Bastille (1). Charles était déjà maître de plusieurs ponts sur la Marne, et il en eut bientôt de nouveaux; car il fut reçu sans résistance à Epernay, et ensuite à Château-Thierry, où il trouva les grands approvisionnements de vivres que les Français avaient faits dans ces deux villes pour l'armée du dauphin. Ces magasins rétablirent l'abondance dans son armée, qui, en traversant la Champagne, avait souffert de la pauvreté du pays. Le dauphin envoya le sieur de Lorges avec sept ou huit mille hommes occuper Lagny, Meaux et La Ferté-sous-Jouarre; mais Charles ne songeait plus à traverser la Marne; il avait quitté ses bords pour se rendre à Villers-Cotterets, et ensuite à Soissons, qu'il pillait, et où il s'arrêta trois jours (2).

La terreur était arrivée à son comble dans Paris; tous les bourgeois un peu riches chargeaient sur la Seine leurs effets précieux, ou les envoyaient par terre vers Orléans; chacun fuyait. Sergianni Caraccioli, fils du prince de Melfi, écolier de l'université, chercha à former parmi les jeunes gens une légion pour la défense de la capitale; presque aucun Français ne voulut s'y engager (3). La nation semblait fatiguée de ces guerres sans but, d'un prince qui attaquait toujours et n'était pas même en état de se défendre, d'un prince qui ne croyait de vertu militaire que chez les étrangers ou chez sa noblesse, et qui méprisait et désarmait les roturiers. Au lieu de se battre pour lui, personne ne songeait qu'à se mettre soi-même en sûreté (4). Sur ces entrefaites, François reçut la nouvelle

(1) Du Bellay, p. 189. — *Ferronius*, p. 228. — *Belcarius*, p. 762.

(2) Du Bellay, p. 191. — Tavannes, p. 205. — *Paulus Jovius*, L. XLV, p. 614.

(3) *Pauli Jovii*, p. 612. — Vieilleville, T. XXVIII, p. 504.

(4) Du Bellay, p. 192. — *Ferronius*, p. 229. — *Belcarius*, p. 762. « Le roi, dit Paradin, averti dudit effroi, vint en diligence à Paris, et dit un mot mémorable : qu'il ne pouvoit garder les Parisiens d'avoir peur, mais qu'il les garderoit bien d'avoir mal, et qu'il aimoit trop mieux en bien les gardant mourir, que

que le sire de Vervins, commandant de Boulogne, avait capitulé le 14 septembre, et que Henri VIII, maître de cette ville, marchait de son côté sur Paris. Annebault venait de lui apporter les propositions que lui faisait l'empereur. A l'instant il le fit repartir en poste pour les accepter, avant que Charles fût averti des succès de son allié. La paix fut signée ainsi, à Crépy en Valois le 18 septembre 1544, et quoique personne n'en connût encore les conditions, cette nouvelle répandit aussitôt une joie universelle.

vif faillir à les sauver. » Histoire de notre temps, L. IV, p. 139. — De même dans *Annal. d'Aquitaine*, T. IV, f. 311, verso.

CHAPITRE X.

Paix de Crépy. Concile de Trente. Massacres des Vaudois de Provence à Mérindol et à Cabrières. Fin de la guerre d'Angleterre. Succès de l'empereur contre la ligue de Smalkalde. Renouveau des persécutions en France contre les Protestants. Mort de François I^{er}. — 1544-1547.

(1544.) LA paix de Crépy avait sauvé la France dans le moment où son danger était extrême et frappait tous les yeux. L'armée impériale, qui menaçait Paris, commandait le passage de la Marne; elle s'était emparée des immenses magasins destinés à nourrir l'armée française; elle était maîtresse, au centre de la France, de plusieurs grandes villes, des cours de plusieurs rivières, et sa ligne de communication avec la Lorraine et l'Allemagne était assurée par plusieurs forteresses. Le pays qu'elle occupait n'avait point été ruiné par la guerre; il était riche et abondant en vivres; la population était désarmée et découragée, et l'armée du dauphin, où résidait tout l'espoir du royaume, se composait en grande partie d'étrangers qui ne songeaient qu'à leur solde : elle n'avait jamais osé tenir devant l'empereur, et elle s'était toujours mise à couvert derrière des rivières, qu'il n'était plus désormais nécessaire de franchir pour atteindre la capitale. Que serait-elle devenue, si l'armée anglaise, non moins formidable que celle de l'empereur, était venue l'attaquer par derrière ?

Aussi, la première nouvelle de la signature de la paix, de la retraite de l'empereur, de l'évacuation des places qu'il avait conquises, répandit-elle la joie à Paris et dans toute la France; mais ce premier sentiment d'allégresse ne pouvait durer, il

humiliait trop l'orgueil français et laissait trop voir que la France s'était trouvée à la merci de ses ennemis. « Le dauphin, dit Tavannes dans son langage sentencieux, et les capitaines français blâment ces traités : ainsi va fortune à la guerre ; ceux qui se méfioient, il y a huit jours, de pouvoir garder Paris, disent maintenant que l'on est sur le traité, qu'ils prendront l'empereur si on leur veut permettre, tant sont ces grands princes vains et mal avertis (1). » On prétendit que Charles souffrait déjà de la famine, qu'il s'était trop aventuré, qu'il courait le danger de perdre son armée en Champagne, comme huit ans auparavant il l'avait perdue en Provence ; qu'il avait besoin de la paix ; qu'il l'eût faite à toute condition, mais que la duchesse d'Étampes, maîtresse du roi et ennemie du dauphin, n'avait songé qu'à agrandir le duc d'Orléans, pour se ménager une retraite dans ses États ; qu'elle avait, en conséquence, trahi la France pour favoriser l'empereur et le prince qu'elle lui donnait pour gendre ; que c'était elle qui avait causé la reddition de Saint-Dizier, elle qui avait livré les magasins d'Épernay et de Château-Thierry, elle enfin qui avait fait abandonner les droits du royaume sur la Flandre et le Milanais, pour assurer une principauté indépendante à son favori le duc d'Orléans. Les écrivains modernes, trompés par l'orgueil national, ont adopté avec empressement quelques mots de Belcarius, sur lesquels repose toute l'histoire de ces prétendues trahisons (2).

Il paraît, il est vrai, que la cour de France était divisée en deux partis, et qu'ils se rangeaient sous les bannières des deux fils du roi. Les jeunes courtisans qui s'étaient attachés à ces deux princes les opposaient l'un à l'autre ; ils entretenaient entre eux une émulation de gloire et de bravoure, et une rivalité qui n'allait pas néanmoins jusqu'à l'inimitié. Il paraît aussi qu'il y avait une haine beaucoup plus réelle, beaucoup plus profonde entre la duchesse d'Étampes et Diane de Poi-

(1) Mém. de Tavannes, T. XXVI, c. 7, p. 73.

(2) *Belcarius*, L. XXIV, p. 763. — *Daniel*, T. V, p. 752. — *Gaillard*, T. V, p. 397. — *Garnier*, T. XIII, p. 238.

tiers; mais ces jalousies et ces factions de cour ne sont point nécessaires pour expliquer le traité de Crépy. Ce traité n'était que la continuation et le complément de ceux de Madrid, de Cambrai et de Nicc; il supposait l'adoption définitive de la politique qui avait, à plusieurs reprises, été proposée par Charles-Quint à François I^{er}, et que Montmorency, l'ami et le favori du dauphin aussi bien que du roi, avait paru agréer. L'empereur avait toujours désiré d'éviter la guerre avec la France, il avait toujours voulu acheter la paix par des concessions que François n'était point en état de lui arracher de force; il sentait que toute guerre avec la France, de même que toute guerre avec la Turquie, faisait diversion à l'accomplissement de son grand projet, celui de consolider sa monarchie en Allemagne comme en Italie, et de ramener les princes et les villes libres à une entière dépendance de ses volontés. Il avait en haine ce que les Allemands nommaient leurs droits et leurs libertés; il regardait la religion nouvelle comme les ayant encouragés dans l'insubordination: il voulait soumettre les consciences pour soumettre aussi les résistances politiques, et c'était pour lui une gêne insupportable que la dissimulation dont il était forcé d'user envers les confédérés de la ligue de Smalkalde. Le roi de France l'avait, à plusieurs reprises, interrompu dans l'exécution de ces projets; aussi Charles avait vivement désiré, non de le renverser du trône ou de faire sur lui des conquêtes, mais de l'affaiblir ou l'effrayer assez pour le déterminer à rester désormais tranquille. Il croyait l'avoir fait, en menaçant Paris avec son armée victorieuse; désormais il n'avait plus besoin de l'humilier davantage. Il prenait pour base du traité signé à Crépy les possessions respectives; il renonçait de son côté, et il voulait que le roi renonçât du sien, à tout ce que ni l'un ni l'autre ne pouvait plus espérer conquérir par les armes; et pour que François y consentît avec moins de regret, il donnait en dot à sa fille ou à sa nièce ces possessions disputées, en lui faisant épouser le second fils du roi.

Par le traité de Crépy, l'empereur et le roi convenaient qu'il y aurait entre eux et entre leurs sujets bonne et perpé-

tuelle paix, avec liberté de pratique et de commerce; que chacun d'eux restituait à l'autre tout ce qu'il lui avait enlevé depuis la trêve de Nice. Le roi de France devait donner quatre otages, comme garantie de la restitution des places qu'il avait conquises en Piémont. L'empereur devait évacuer immédiatement la Champagne; aussi n'était-il point appelé à donner d'otages pour cette partie de l'exécution du traité. De plus, l'empereur et le roi s'engageaient à travailler de concert à la réunion de l'Église, « pour obvier, disaient-ils, à l'extrême » danger et hasard où se trouve notre sainte foi, et cela par » tous les moyens et expédients qu'ils aviseront par ensemble » convenir à si bonne et très sainte œuvre. » Les deux monarques s'obligeaient également à défendre la chrétienté contre les Turcs; et pour ce second objet, François s'engageait à fournir, six semaines après qu'il en aurait été requis, six cents hommes d'armes à sa solde et dix mille hommes de pied. Le roi renonçait à tout droit auquel il pourrait prétendre sur aucune partie du royaume d'Aragon ou du royaume de Naples, sur le comté de Flandre, le comté d'Artois ou leurs dépendances, sur la Gueldre ou le Zutphen. De son côté, l'empereur renonçait au duché de Bourgogne et à ses dépendances, et aux villes et seigneuries que Philippe-le-Bon avait possédées sur la Somme. Tous les privilèges des sujets, dans les pays cédés, étaient garantis de part et d'autre avec une parfaite réciprocité; les renonciations réciproques devaient être ratifiées, avant l'expiration de quatre mois, par les parlements et par les princes héréditaires des deux monarchies.

Afin de resserrer l'amitié entre les deux souverains, il était convenu, de plus, que le duc d'Orléans épouserait ou la fille aînée de l'empereur ou la seconde fille du roi des Romains. Charles V devait notifier dans quatre mois, au duc, laquelle des deux il comptait lui donner; si c'était la première, elle devait lui apporter pour dot tout l'héritage de l'ancienne maison de Bourgogne, dans les Pays-Bas et la Franche-Comté. Dans ce cas, la souveraineté de ces États était réservée à l'empereur jusqu'à sa mort; cependant le duc et la duchesse d'Orléans devaient être mis immédiatement en possession de ces pro-

vinces comme gouverneurs. A cette condition, le roi renonçait à tous ses droits sur Milan et Asti, avec réserve de rentrer dans ces droits, tels qu'ils pouvaient être, s'il ne restait point d'enfants habiles à succéder de ce mariage. Si c'était la seconde, le duché de Milan, qu'elle apporterait pour dot, serait transmis immédiatement au duc d'Orléans. Si l'empereur voulait tenir garnison dans les châteaux de Milan et Crémone, le roi pourrait en laisser une dans ceux de Montmeillan et Pignerol ; tout le reste des États de la maison de Savoie devait, à cette époque, être restitué au duc de Savoie (1).

Le traité de Crépy était le plus honorable que la France eût conclu depuis le commencement du siècle. Pour la première fois, le roi n'abandonnait aucun de ses sujets ou aucun de ses alliés ; il ne recevait aucune condition sans l'imposer à son tour à son adversaire avec une parfaite réciprocité ; ses renonciations concernaient des États que non seulement il ne possédait point, mais qu'il n'avait aucune espérance de recouvrer par les armes. La seule clause contraire à la bonne foi, à laquelle il se soumettait, était l'aide qu'il promettait de donner à l'empereur contre les Turcs ; mais cette violation d'une alliance récente avec les infidèles était tellement désignée par tout le monde, qu'il n'y avait personne dans la chrétienté qui songeât à en faire un reproche au roi ; au contraire, la clause n'avait été insérée au traité que pour capter l'opinion publique. L'empereur désirait surtout la paix avec les Turcs ; le roi avait promis de la négocier ; et son ambassadeur à Constantinople fut immédiatement chargé d'entrer pour cela en traité avec la Porte. Cependant le dauphin, qui d'après le traité devait, de même que l'infant d'Espagne, donner sa ratification, ne voyait qu'avec jalousie les avantages réservés à son frère, et qui lui semblaient assurés à ses dépens. Il donna solennellement la ratification qui lui était demandée ; mais auparavant il fit dresser par deux notaires une protestation secrète, qu'il signa le 12 décembre, à Fontainebleau,

(1) *Traité de Paix*, T. II, § 89, p. 227-235. — *Léonard*, T. II, p. 430. — *Pauli Jovii*, l. XLV, p. 617. — *Flassan, Diplom.*, T. II, p. 12.

en présence du duc de Vendôme et des comtes d'Enghien et d'Aumale, par laquelle il déclarait qu'il ne ratifierait le traité de Crépy que par obéissance pour son père, et sans aucune intention de l'exécuter; car il regardait l'abandon des droits de la couronne sur les comtés de Flandre et d'Artois, sur le duché de Milan et le royaume de Naples, comme contraire à son intérêt et à *l'universel état du royaume*; qu'il en était de même de l'évacuation du Piémont et de la Savoie, et que *son vouloir étoit les empêcher de son pouvoir, lorsqu'il lui sera possible et qu'il sera hors de la puissance paternelle*. Il détermina en même temps les gens du roi du parlement de Toulouse à inscrire dans leurs registres une protestation à peu près semblable. On a vu de tout temps les grands peu scrupuleux dans l'exécution des engagements qu'ils prennent; mais on peut se demander quel avantage le dauphin trouvait, pour se montrer de mauvaise foi, à prendre acte par-devant notaire de sa duplicité et de sa honte (1).

Quoique l'empereur et le roi d'Angleterre se fussent d'abord engagés l'un envers l'autre à ne point traiter séparément avec la France, tous deux s'étaient ensuite prêtés à des négociations séparées, et il semble qu'il y avait eu entre eux, à cet égard, un consentement mutuel; la négociation avec Henri VIII avait même précédé celle qui eut lieu avec Charles V. Le cardinal Du Bellay, le maréchal de Biez, le président Rémond, du parlement de Rouen, et l'Aubépine, secrétaire des finances, étaient arrivés, le 9 septembre, à Hardelot auprès de Boulogne, et ils étaient entrés aussitôt en conférence avec le comte d'Oxford et l'évêque de Winchester, plénipotentiaires du roi d'Angleterre; ils avaient pour instructions de donner les plus grandes assurances de l'amitié de François pour son frère Henri VIII, de sa reconnaissance pour les services qu'il avait reçus de lui anciennement, et de son désir de prendre tous les arrangements qui pourraient hâter leur réconciliation (2). Henri VIII croyait, en effet, que François était beaucoup plus désireux

(1) Traité de Paix, T. II, § 90, p. 255. — Léonard, T. II, p. 449. — Ribier, T. I, L. V, p. 376, 377.

(2) Instructions, dans Ribier, L. V. p. 372.

de faire la paix avec lui qu'avec l'empereur, et que pour cela il se prêterait à de grands sacrifices; c'était le motif qui lui faisait désirer une négociation séparée. Aussi avait-il chargé le duc de Suffolk et Paget, son trésorier, de demander, le 10 septembre, aux ambassadeurs français que leur roi renonçât à l'alliance de l'Écosse et le laissât disposer de ce royaume comme il l'entendrait; qu'il lui abandonnât Boulogne, alors sur le point de capituler; qu'il payât quatre millions d'écus d'or pour les frais de la guerre; que pour gages de cette somme il lui livrât jusqu'à son entier paiement la ville d'Ardres et le comté de Guines; qu'enfin il continuât la pension annuelle de cent mille écus qu'il lui payait avant la guerre. Les négociateurs français, quelque rebutés qu'ils fussent par des propositions si dures, s'attachaient surtout, tant que Charles V menaçait Paris, à ne pas rompre la négociation et à entretenir les espérances de Henri VIII (1). Mais, sur ces entrefaites, Boulogne capitula le 14 septembre, et le traité de Crépy fut signé le 18. L'empereur avait réservé au roi d'Angleterre le droit d'y accéder, et il s'était attribué l'office de médiateur pour terminer les différends d'Henri avec le roi de France. Dès le 20 septembre, les négociateurs français en furent avertis; alors ils annoncèrent à Henri que leur maître ne consentirait à lui laisser ni Boulogne, ni Ardres, ni un pied de terre dans son royaume, non plus qu'à renoncer à l'alliance d'Écosse; mais qu'il s'offrait à procurer à Henri une bonne paix avec ce royaume, et qu'il consentirait à payer une somme honnête pour des dommages et intérêts, encore que ce fût plutôt à lui, qui avait été attaqué sans provocation, à les demander. En même temps, ils le prévinrent qu'il devait accepter la médiation de l'empereur avant que six semaines fussent écoulées; car, après ce terme, le roi ne serait plus engagé à rien. Après ces sommations, les ambassadeurs se retirèrent et la négociation fut rompue, sans qu'il se fût manifesté entre eux et les Anglais aucune animosité (2).

(1) Sommaire de la négociation par le P. Rémond, Ribier, L. V, p. 374.

(2) Sommaire de la négociation, Ribier, p. 376.

L'empereur avait cependant donné l'ordre au comte de Bure de cesser toute hostilité, et de quitter, avec les dix mille hommes qu'il commandait, l'armée du duc de Norfolk qui assiégeait Montreuil. D'autre part, Henri VIII avait été obligé de faire entrer une très grosse garnison dans Boulogne, ce qui affaiblissait d'autant son armée. Bientôt il fut averti que l'empereur avait commencé sa retraite, et que le dauphin, n'ayant plus rien à craindre de lui, marchait vers la Picardie avec quarante mille hommes. Il sentit bien qu'il était hors d'état de lui tenir tête ; aussi fit-il lever le siège de Montreuil ; il retira toute l'armée anglaise à Calais, et, s'embarquant lui-même à Boulogne le 30 septembre, il quitta le continent (1).

Henri avait laissé plus de sept mille hommes à Boulogne, partie dans la ville haute, partie dans la ville basse, qui est à près d'un mille au-dessous. La ville haute est très forte par son site, mais ses murailles avaient été ébranlées par un long siège ; plusieurs des brèches étaient encore ouvertes, et les Anglais n'avaient point eu le temps d'y introduire des munitions. La ville basse était hors d'état de faire aucune résistance. Le dauphin s'était avancé jusqu'à la Marquise, à moitié chemin entre Boulogne et Calais, et ayant fait reconnaître Boulogne par de Tais et Montluc, il résolut, dans les premiers jours d'octobre, de surprendre la ville basse. De Tais, qui commandait vingt-trois enseignes, moitié de Gascons, moitié d'Italiens, fit revêtir à ses gens leurs chemises par-dessus leurs armes, pour qu'ils pussent se reconnaître dans l'obscurité, et partit de la Marquise au milieu de la nuit ; le reste de l'armée devait se mettre en mouvement le matin pour le seconder. Les troupes qui donnaient la camisade, car c'est ainsi qu'on nommait ces expéditions en chemise, n'eurent aucune peine à entrer dans la ville basse, où de grandes brèches étaient ouvertes ; Montluc vit dans une prairie au-dessous de la tour d'ordre, toute l'artillerie de Henri qu'il y avait laissée, trente barriques pleines de corselets qu'il avait fait venir

(1) Martin Du Bellay, T. XXI, l. X, p. 201. — Rapin Thoyras, L. XV, p. 486.

d'Allemagne pour armer ses soldats, et un grand convoi de vivres (1). Mais les partis français qui entrèrent dans la ville en plusieurs divisions s'y égarèrent, et ne surent pas se réunir; une pluie effroyable qui tomba au point du jour les déconcerta, et empêcha l'armée du dauphin de s'avancer à leur secours. Les Italiens et les Gascons entrèrent dans les maisons, et se mirent à piller; de Tais, blessé au commencement de l'attaque, ne donna aucun ordre, ni pour placer un corps de troupes entre la ville haute et la ville basse, ni même pour retenir quelques compagnies de piquet sur la place. Les Anglais s'en apercevant, descendirent de la ville haute avec cinq ou six enseignes seulement, attaquèrent les Français, dont le nombre était plus que double, mais qui s'étaient dispersés dans la ville basse; ils en tuèrent un grand nombre, firent les autres prisonniers, et détruisirent presque en entier le corps d'armée qui était entré dans Boulogne (2).

Le mauvais succès de la camisade de Boulogne ne pouvait entraîner des conséquences bien funestes; les Anglais s'étaient retirés, et la campagne était finie; mais elle n'avait été signalée pour les Français que par des revers. Le sieur de Vervins rendit Boulogne, non seulement quand la ville pouvait encore se défendre, mais quand les bourgeois lui offraient de tenir seuls, si le commandant voulait se retirer avec les soldats (3). De Tais s'était ensuite laissé battre dans la ville basse qu'il occupait déjà, par un ennemi deux fois moins nombreux que lui, tandis qu'avec plus de conduite, il se serait aisément rendu maître de la ville haute. Ces échecs donnaient la mesure du danger que l'armée du dauphin aurait couru, avec des soldats indisciplinés, des généraux incapables, et un désordre universel dans l'administration, si elle eût été attaquée à la fois par Charles V et Henri VIII. Du Bellay, qui met son patriotisme à amplifier les succès des Français, et à dissimuler leurs revers, donne cependant à connaître combien la seule ar-

(1) Mémoires de Montluc, T. XXII, L. II, p. 303.

(2) Montluc, T. XXII, L. II, p. 301-321. — M. Du Bellay, T. XXI, p. 202. — Belcarif, L. XXIV, p. 764. — Ferronif, L. IX, p. 253.

(3) Du Bellay, p. 197.

mée qui défendait la France était désorganisée. « Ce désastre » advenu, dit-il, monseigneur le dauphin voyant les pluies si » continues, et la faute de vivres qui étoit en son camp, » parce qu'il étoit venu en telle diligence, que même à cause » des mauvais chemins les vivres ne l'avoient pu suivre, telle- » ment que la plupart de son armée fut trois jours sans man- » ger pain, et à qui en avoit, le soldat donnoit son harnois » pour un pain, et ne pouvoit-on avoir de vivres de plus près » qu'Abbeville, d'autant que tout le Boulenois jusqu'à Mon- » treuil étoit ruiné et brûlé, et semblablement depuis Mon- » treuil jusqu'à Abbeville, qui sont dix-sept lieues d'intervalle, » et ne se trouvoient herbes ni autres fourrages pour les che- » vaux, se retira, par l'avis des capitaines, vers Montreuil, » auquel lieu, après avoir eu nouvelles du roi son père, il » licencia les Suisses et les Grisons, laissant à Montreuil, » pour faire tête à ceux de Boulogne, le maréchal de Biez, » avec les bandes tant françaises qu'italiennes venues de » Piémont, et puis se retira devers le roi qu'il trouva à Saint- » Germain-en-Laye. Aussi monseigneur d'Enghien, après avoir » ordonné le sire de Termes pour, d'après le traité de paix, » restituer les places par lui conquises sur l'empereur, se retira » devers le roi qu'il vint trouver à Mantcs, peu de jours avant » que monseigneur le dauphin y arrivât (1). »

C'est bien rarement que les historiens du temps, si minu- tieux lorsqu'ils ont à raconter le moindre combat, la moindre surprise de place, nous laissent ainsi entrevoir quel étoit l'é- tat du pays où se faisait la guerre, quelles étoient les consé- quences pour le peuple français de ces hostilités entreprises si légèrement et avec si peu d'espérance de succès, afin de faire valoir des droits imaginaires. La guerre qui venait de se ter- miner étoit cependant du nombre de celles qui avaient causé le plus de souffrances. « On ne pourrait décider, dit Ferronius, » si dans cette guerre les paysans furent plus cruellement vexés » par les ennemis ou par les soldats français eux-mêmes. Les » uns comme les autres égorgaient toutes les vaches, tous les

(1) Mart. Du Bellay, T. XXI, L. X. p. 201.

» moutons ; car le bétail que les soldats pouvaient atteindre
 » devait fournir à leurs repas ; partout où ils s'arrêtaient, des
 » ruines marquaient leur passage ; ils détruisaient les moissons
 » dans les champs, ils pillaient les maisons, ils enlevaient
 » également les jeunes filles et les mères de famille ; les jeunes
 » garçons eux-mêmes n'étaient pas en sûreté contre les sol-
 » dats italiens qui servaient le roi. Toute la Champagne, et
 » cette partie de la Belgique à laquelle on donne à présent le
 » nom de Picardie ; ces provinces autrefois si bien cultivées, et
 » dont l'aspect florissant réjouissait les yeux, étaient si dévas-
 » tées, que dans les districts les plus abondants on ne trou-
 » vait plus de vivres. Les laboureurs étaient complètement
 » ruinés, les champs abandonnés ; les bourgeois chassés
 » des villes, et plusieurs gentilshommes, ayant perdu tous
 » leurs biens, étaient forcés de venir mendier leur pain dans le
 » reste de la France, et jusqu'aux extrémités de l'Aquitaine,
 » eu portant leurs malheureux petits enfants avec eux, pour
 » émouvoir la compassion (1). »

Cependant l'empereur était sorti de France ; il avait congédié une partie de son armée, mais il tenait réunies ses vieilles bandes ; il avait entre autres mis ses Espagnols en quartier d'hiver en Lorraine, et déjà il prenait ses mesures pour pouvoir inspirer des craintes aux protestants, et leur dieter des lois. Jusqu'alors il s'était servi de leurs armes contre les Français et contre les Turcs ; mais il lui semblait ne pas régner, tant qu'il était obligé de consulter les Allemands, et de leur complaire, au lieu de leur commander. Pendant qu'il s'occupait de ces projets nouveaux, sa sœur Éléonore, reine de France, et le duc d'Orléans, vinrent au mois de novembre le joindre à Bruxelles (2). Ce jeune prince paraissait lui plaire par sa bravoure, sa franchise, son humeur enjouée ; Charles était presque déterminé à le choisir pour gendre, et à lui donner tout l'héritage des Pays-Bas ; et il n'est pas sans probabi-

(1) *Arnoldi Ferronii*, L. IX, p. 232.

(2) *F. Belcarii*, L. XXIV, p. 705. — *Ferreras Synopsis historica de España*, P. XIII, p. 314.

lité que l'ambition démesurée qu'il remarquait en lui, et la jalousie que le duc d'Orléans manifestait contre son frère, ne fussent des recommandations aux yeux de l'empereur, qui comptait faire de son gendre un puissant rival du futur roi de France (1). Cependant le traité de Crépy n'avait assuré au duc d'Orléans qu'un apanage en France de cent mille livres de rente. Le duc en voulait obtenir un plus considérable; et il est probable qu'il fit agir son futur beau-père dans ce but, en lui faisant adresser à François une note, par laquelle il paraissait se décider pour le mariage de sa nièce et non pas de sa fille; « car, disait-il, le mariage de la première ne seroit » conduisable, sans méliorer le partage dudit sieur d'Orléans, » au propre, des pays de par delà (2). »

Quoique Charles-Quint n'eût désormais aucun projet qui lui tint plus à cœur que d'humilier les princes de la ligue de Smalkalde, et de les forcer à se ranger sous la domination de l'Église, c'était le pape qu'il voulait servir, par qui il était le plus gêné dans les mesures qu'il se disposait à prendre, comme il en avait été le plus constamment contrarié dans celles que lui avait jusqu'alors suggérées sa politique. Paul III avait envisagé comme une violation scandaleuse des lois de l'Église l'alliance de Charles avec Henri VIII; il avait protesté contre l'indulgence accordée aux protestants jusqu'à la convocation d'un concile en Allemagne; après quoi, pour la faire cesser plus tôt, il avait, sans se concerter avec l'empereur, et malgré la guerre imminente, publié le 22 mai 1542, des bulles pour la convocation d'un concile oecuménique à Trente, prétendant que cette ville située sur la frontière de l'Italie et de l'Allemagne, faisait partie du dernier pays, en sorte que l'indulgence accordée aux protestants devait finir avec cette convocation (3). Le pape envoya des légats à Trente, le 26 août de la même année; l'empereur de son côté y envoya des ambassa-

(1) Brantôme, T. II, discours 46, p. 269.

(2) Traité de Paix, T. II, § 93, p. 238. — *Gio. Batt. Adriani*, L. V, p. 300.

(3) *Frà Paolo, Istoria del Concilio di Trento*, l. 1, p. 101. — *Bulla apud Reynaldum*, Annal. ecclès. 1542, § 13.

deurs avec quelques évêques. Toutefois les légats sentirent que l'Église ne se considérerait pas comme suffisamment représentée par un si petit nombre de prélats; ils ne voulurent donc point faire l'ouverture du concile, et après sept mois d'attente, voyant qu'il n'arrivait pas de nouveaux évêques, ils se retirèrent au commencement de l'année 1543 (1).

Cependant la menace seule du pape d'assembler un concile œcuménique à Trente, avait alarmé les protestants; ils s'étaient hâtés de déclarer qu'ils ne le reconnaîtraient point pour juge suprême; qu'ils ne voyaient en lui qu'une assemblée de leurs ennemis, convoquée par un pape qui les avait déjà condamnés, et qui prononçait anathème contre eux avant de les entendre. L'empereur n'était pas moins mécontent du pape, qui, sans égard pour les difficultés de sa situation, le poussait vers une décision qu'il lui importait d'ajourner. De son côté le pape, non moins préoccupé des intérêts de son fils Pierre-Louis Farnèse et de ses petits-fils que de la paix de l'Église, témoignait un vif mécontentement contre l'empereur, et une grande prédilection pour la France. Il savait beaucoup plus de gré à François I^{er} des ordres que celui-ci avait donnés pour exercer contre les hérétiques une persécution violente, qu'il ne le blâmait de son alliance avec les Turcs (2). Il avait enfin adressé à Charles-Quint, le 25 août 1544, une lettre dans laquelle, après l'avoir tancé avec sévérité, il lui recommandait d'obéir à ses commandements paternels, d'exclure des diètes impériales les disputes de religion pour les renvoyer au pontife, de s'abstenir de disposer des biens de l'Église, de révoquer toutes les concessions faites à ceux qui lui étaient rebelles; car autrement le pape, pour ne pas manquer à son devoir, serait forcé d'user envers lui de plus de sévérité qu'il ne voudrait (3). Il lui disait encore: « Tout ce que tu nous de- » manderas, nous sommes prêts à l'accorder, pourvu que nous » puissions le faire sans blesser la majesté divine. Veu-tu

(1) *Frà Paolo*, L. 1, p. 107.

(2) *Ibid.*, L. 1, p. 103.

(3) *Ibid.*, p. 111.

» un concile? nous t'accorderons un concile, et nous n'y apporterons point de retard. Le veux-tu en Allemagne? nous ne nous y refusons point, pourvu qu'il puisse être libre et chrétien. Mais pour qu'il soit chrétien, il ne faut pas que les hérétiques y soient mêlés comme s'ils faisaient partie du concile; et ce n'est point à César ou à aucun autre à connaître quels sont les hérétiques, et à les déclarer; c'est à nous seuls, car ce jugement nous a été déferé par le Christ. Et pour que ce concile soit libre, il faut que tu le veuilles, que tu déposes les armes, que tu conclus la paix, ou, si tu le préfères, que tu consentes à une trêve, en renvoyant à la décision du concile tous tes différends avec la France (1). »

Lorsque le pape écrivait cette lettre hautaine, la guerre entre l'empereur et François I^{er} durait encore, et ne paraissait pas près de sa fin. La paix était signée, au contraire, lorsque l'empereur la reçut; et les instances du pape pour rétablir la subordination dans l'Église, au lieu de le contrarier, entraient désormais pleinement dans ses vues. Le pape avait pris sur lui de décider, ce qui jusqu'alors était en dispute avec les Allemands, qu'au lieu d'être appelés au concile pour réformer en commun la religion, ils y seraient traduits pour y être condamnés. Lorsqu'à son tour le pape reçut la nouvelle de la paix de Crépy, et lorsqu'il fut informé que par un de ses articles l'empereur et le roi de France étaient convenus de le solliciter de convoquer un concile général, il ne voulut point attendre la réception de leur lettre, pour ne pas paraître céder à une suggestion étrangère; il évita surtout de se concerter avec l'empereur, dont il voulait déjouer la politique; et, dès le 19 novembre, il publia une bulle, par laquelle il convoquait de nouveau le concile de l'Église universelle à Trente pour le 15 mars suivant. Il prévoyait bien qu'à cette époque sa lettre encyclique serait à peine parvenue à tous les évêques, et que le plus grand nombre ne répondrait pas de long-temps à son appel; mais c'était justement ce qu'il

(1) *Raynaldi, Annal. eccles.*, T. XXI, P. I, 1544, § 7. — *Steidani*, L. XVI. f. 256, verso.

désirait. Au moment où l'assemblée ouvrirait ses premières séances, elle ne pourrait en effet être composée que de ses courtisans ou d'évêques italiens, qu'il tenait dans sa dépendance, et qu'il était maître d'y envoyer au premier signal. C'était alors néanmoins que le concile devait régler le rang et les prérogatives des légats du saint-siège chargés de le présider, l'ordre et la forme des délibérations, les matières qui seraient soumises à la discussion, l'organisation complète enfin de l'assemblée. Ce règlement une fois arrêté, les prélats qui arriveraient ensuite seraient forcés de s'y soumettre (1).

Quoique l'empereur eût préféré que le pape se concertât avec lui sur l'époque de la convocation du concile, il résolut d'accepter la bulle que Paul III venait de publier; et il donna ordre aux évêques et aux docteurs en théologie, tant en Espagne que dans les Pays-Bas, de se préparer à se rendre à Trente. Il était alors retenu lui-même à Bruxelles par un violent accès de goutte qui se prolongea plusieurs mois; aussi quand les ambassadeurs français lui apportèrent le traité de Crépy pour le ratifier, en y apposant sa signature, il leur dit d'assurer leur maître qu'il n'avait aucune envie de recommencer les hostilités, car sa main, loin de pouvoir manier l'épée, n'était plus bonne même pour tenir la plume (2). Peut-être crut-il, comme moyen d'apaiser ses souffrances, et comme expiation de ses péchés, devoir recommencer à sévir contre les hérétiques, qu'il se reprochait d'avoir trop long-temps épargnés. Ce fut à cette époque même que, sur sa demande, l'université de Louvain dressa une confession de foi en trente-deux articles, qui tranchait toutes les questions soulevées par les luthériens (3). Charles V ordonna à tous ses sujets des Pays-Bas de s'y soumettre, sous peine de la vie; et les habitants de Tournay ayant appelé un prédicateur français, nommé Pierre du Breuil, pour leur prêcher en secret la doctrine de Calvin,

(1) *Frà Paolo*, L. II, p. 115. — *Raynaldi*, 1544, § 29. — *Steidani*, L. XVI, f. 258.

(2) *Robertson's*, B. VII, p. 286.

(3) *Frà Paolo*, L. II, p. 115. — On les trouve rapportés dans *Raynaldi*, *Ann. eccles.* 1544, § 35.

Charles V donna ordre de l'arrêter; il fut saisi comme il venait de descendre du haut des murs, et brûlé à petit feu sur la place de Tournay le 19 février 1545 (1).

François I^{er} semblait animé, dans toute sa conduite, par le désir de s'égalier à Charles V. Quand il vit celui-ci travailler à plaire aux dévots, soit par les supplices qu'il ordonnait dans les Pays-Bas, soit par les efforts qu'il faisait pour soumettre les luthériens d'Allemagne à la juridiction du concile de Trente, il ressentit comme une émulation de persécution; et, pour ne point paraître inférieur à son rival, il résolut de frapper quelque grand coup sur les religionnaires qu'il pourrait découvrir dans ses États. Nous avons signalé, dans les premiers volumes de cet ouvrage, la naissance d'une première réforme religieuse au onzième siècle, la persécution à laquelle succombèrent les Albigeois, et la constance de quelques restes des Vaudois, cachés dans les vallées les plus sauvages des Alpes (2). Ceux-ci s'étaient multipliés; ils avaient mérité par leur industrie la protection de leurs seigneurs, qui, recevant des Vaudois de riches fermages pour des lieux auparavant incultes, fermaient les yeux sur leurs erreurs, et ne voulaient apercevoir que leur diligence et leur économie. Malgré quelques persécutions passagères, ils avaient continué à prospérer dans les plus hautes montagnes du marquisat de Saluces. Les seigneurs de Cental et de Rocca-Sparviera ayant acquis, en Provence, vers la fin du treizième siècle, la possession d'un petit district désert au nord de la Durance, y introduisirent une colonie de ces mêmes Vaudois, leurs vassaux, qui avaient si bien réussi dans les hautes Alpes. Depuis deux cent soixante-dix ans que les Vaudois étaient établis dans ce canton de la Provence, ils en avaient fait un jardin des plus fertiles, où ils recueillaient en abondance le blé, le vin, l'huile, le miel, les amandes, tandis qu'ils élevaient, dans la montagne de Léberon, une grande quantité de bétail (3).

(1) *Steidant*, L. XVI, f. 260.

(2) *Hist. des Français*, T. VI, c. 24.

(3) *Théod. de Bèze*, L. I, p. 35.

Le pays occupé par les Vaudois de Provence n'était pas éloigné d'Aix de plus de quatre lieues, et il s'étendait du pied des hautes Alpes jusqu'au comtat Venaissin. On y voyait deux villes, Mérindol et Cabrières, dont la dernière était dans le comtat, et une trentaine de villages. A égale distance de ces deux villes était le bourg d'Oppède, qui appartenait, avec le titre de baronnie, à Jean Meynier, premier président du parlement de Provence; ses habitants étaient catholiques, et ressentaient une grande jalousie de la prospérité et de l'industrie des religieux leurs voisins. A une lieue au-delà de Cabrières, la célèbre fontaine de Vaucluse sortait du rocher qui terminait les montagnes des Vaudois.

Les pasteurs des Vaudois, auxquels ils donnaient le nom de barbes, s'étaient mis en communication avec les réformateurs de l'Allemagne et de la Suisse; ils avaient reconnu avec plaisir que leurs enseignements étaient à peu près les mêmes que ceux de Luther, de Calvin et de Zwingli; d'autre part, ils s'étaient empressés de profiter des lumières de ceux-ci, et des développements que prenaient les études théologiques, par la connaissance des langues anciennes, et ils avaient fait imprimer à Neuchâtel la première Bible française, traduite par Pierre Olivétan, et enrichie de notes par Calvin (1).

Nous avons vu que le 18 novembre 1540, un arrêt effroyable avait été prononcé par le parlement de Provence contre les Vaudois, condamnant tous les pères de famille au feu, les femmes et les enfants à l'esclavage, les biens à la confiscation, les maisons à être rasées (2). Cependant, comme cet édit avait été rendu par contumace, et contre des absents, l'exécution en était restée suspendue; Du Bellay Langey, chargé de faire une enquête sur les Vaudois, avait adressé au conseil du roi un rapport favorable sur leur moralité, aussi bien que sur leurs dispositions paisibles et sur leur industrie. Les princes protestants d'Allemagne et les cantons

(1) Théod. de Bèze, L. I, p. 56.

(2) De Thou, L. VI, p. 556. — Bouche, Hist. de Provence, L. X, p. 611.

suisses intercédèrent pour eux. C'était le moment où François, résolu à renouveler la guerre, ménageait ceux dont l'alliance pouvait lui devenir précieuse. Le roi envoya donc, le 8 février 1541, une déclaration au parlement d'Aix, par laquelle pardonnant aux Vaudois leurs fautes passées, il leur accordait le terme de trois mois pour abjurer leurs erreurs (1). Quoique les Vaudois ne fissent point abjuration, mais se contentassent de soumettre au roi leur confession de foi pour qu'on leur démontrât leurs erreurs, on les laissa en paix. Le président du parlement d'Aix, Chassanée, qui signa leur arrêt, avait dans sa jeunesse été chargé de plaider devant une cour ecclésiastique à Autun, à laquelle on demandait une bulle d'excommunication contre les rats qui ravageaient le pays. On avait donné au jeune avocat, comme une occasion de se faire connaître, la cause des rats à défendre, et Chassanée avait plaidé avec tant de chaleur sur l'injustice de condamner des accusés sans les entendre, que les rats n'avaient pas été excommuniés. Lorsque long-temps plus tard le même homme rendit contre les Vaudois l'arrêt terrible de 1540, un de ses amis lui dit : « Quoi donc ! vous » qui avez voulu faire entendre des rats dans leur défense, » vous allez faire périr des hommes sans les entendre. » Cet appel à ses propres souvenirs frappa Chassanée, qui, tant qu'il vécut, empêcha le parlement d'Aix de s'acharner à la poursuite des Vaudois (2). En même temps le roi, tant que la guerre dura, voulut ménager les protestants; en effet, le 17 mars 1543, il accorda aux Vaudois un autre terme pour se convertir, leur faisant de nouveau grâce pour le passé; et le 14 juin 1544, il donna des lettres-patentes pour instituer deux commissaires qui devaient examiner les opinions de ceux qui, en Provence, s'étaient rendus suspects d'hérésie, leur accordant en même temps le pardon de toutes leurs fautes passées, au cas qu'ils vinssent à abjurer leurs erreurs (3).

(1) De Thou, L. VI, p. 539. — Bouche, L. X, p. 612.

(2) De Thou, L. VI, p. 537.

(3) Bouche, L. X, p. 614.

Mais depuis cette époque, la paix s'étant faite à Crépy, l'empereur et le roi s'étaient mutuellement engagés à détruire l'hérésie ; l'empereur avait commencé, et des bûchers avaient été allumés en Belgique. Le roi éprouva un nouvel accès de ses honteuses maladies, qui le mit en danger pendant quatre ou cinq semaines (1) ; les prélats qui l'entouraient prirent cette occasion de le solliciter pour qu'il fit sa paix avec Dieu. Le cardinal de Tournon lui remontra qu'il ne pouvait mieux témoigner sa piété que par sa sévérité envers les hérétiques ; le comte de Grignan, gouverneur de Provence, et parent de ce cardinal, avait été appelé à la cour, parce que le roi voulait l'envoyer à la diète de Worms, où des mesures rigoureuses devaient être prises contre les hérétiques (2). Grignan exposa au roi qu'il avait dans son gouvernement un canton montueux où ils s'étaient tellement multipliés, qu'on prétendait qu'ils pourraient mettre quinze mille hommes sous les armes ; qu'ils étaient en correspondance avec les cantons suisses, dont ils voudraient peut-être imiter le gouvernement, et que dans le moment d'une guerre étrangère, il ne leur serait pas impossible de s'emparer d'Aix ou de Marseille (3). L'archevêque d'Arles, l'évêque d'Aix, et quelques abbés, prieurs et chanoines de la Provence, étaient alors assemblés à Avignon ; de là ils envoyèrent de leur côté solliciter le roi, pour le salut de son âme, de révoquer l'amnistie qu'il avait accordée aux hérétiques. Le roi céda ; il écrivit, le 1^{er} janvier 1545, au parlement de Provence, de mettre à exécution l'arrêt rendu quatre ans auparavant contre les Vaudois, nonobstant les lettres de grâce que lui-même leur avait accordées six mois auparavant, lui recommandant « de faire en sorte que le pays de » Provence fût entièrement dépeuplé et nettoyé de tels séducteurs (4). »

(1545.) Le président d'Oppède, successeur de Chassanée, auquel ces lettres étaient adressées, était en même temps

(1) Paradin, Hist. de notre temps, L. IV, p. 141.

(2) De Thou, L. VI, p. 541.

(3) Théod. de Bèze, L. I, p. 44.

(4) Bouche, L. X, p. 615.

chef du parlement, et lieutenant de M. de Grignan en Provence. Il eut soin d'envelopper d'un profond secret les ordres qu'il avait reçus, et il résolut de les exécuter à l'aide d'une expédition militaire. Il assembla six enseignes d'infanterie, des vieilles bandes arrivées du Piémont, et il leur joignit la compagnie de cavalerie du capitaine Paulin, que le roi venait de créer baron de la Garde. Les galères que ce capitaine avait ramenées de Turquie devaient passer dans l'Océan pour servir à faire la guerre aux Anglais, tandis que les soldats destinés à les monter plus tard, se rendraient par terre aux côtes de Picardie. Ce mouvement de troupes cachait les sinistres projets du baron d'Oppède; et quant à ces féroces soldats et à leurs chefs, accoutumés qu'ils étaient à tous les excès et à tous les genres de cruauté durant leurs guerres en Italie, on ne pouvait craindre qu'ils montrassent aucune pitié à des Français qu'on leur signalait comme accusés d'hérésie (1).

Le dimanche de Quasimodo, 12 avril 1543, le baron d'Oppède lut enfin au parlement les lettres du roi, et aussitôt cette cour ordonna que son arrêt du 18 novembre 1540 serait exécuté selon sa forme et teneur. En même temps des ordres furent adressés à toutes les communautés de fournir des milices et des vivres pour une expédition dont on n'annonçait point encore le but. Mais d'Oppède, dont la baronnie était située dans le comtat Venaissin, n'avait pas celé ses projets au légat du pape, qui était alors Antonio Trivulzio, depuis cardinal; il s'était au contraire concerté avec lui, et le légat avait fait partir en même temps mille fantassins, avec quelques canons, sous la conduite de M. de Miolans, pour prendre part à cette expédition (2).

Le 13 avril, les barons d'Oppède et de la Garde, avec leur petite armée, partirent de la ville d'Aix, passèrent la Durance, et entrèrent par le Pertuis, dans le pays habité par les Vaudois. Le lendemain matin, ils parvinrent aux villages de Pupin, la Motte et Saint-Martin, les pillèrent, les brûlèrent,

(1) De Thou, L. VI, p. 341.

(2) *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V*, L. III, f. 177.

eten massacrerent tous les habitants avant que ceux-ci eussent le moindre soupçon des desseins formés contre eux par le gouvernement auquel ils étaient soumis. La flamme des incendies de ces premiers villages, et peut-être quelques fuyards, avertirent cependant les habitants de Villelaure, Lourmarin, Gensson, Trezeminés et la Roque, de la calamité qui les menaçait; ils s'enfuirent dans les bois, emportant leurs enfants et quelque petite partie de leurs meubles. Les soldats, qui arrivèrent bientôt, pillèrent tout le reste, brûlèrent les maisons et les récoltes, écorcèrent les arbres fruitiers, et égorgèrent ceux des habitants qu'ils purent atteindre. Aucune résistance n'était opposée nulle part; et d'Oppède, voyant qu'il ne courrait aucun danger en s'affaiblissant, divisa le lendemain sa troupe en deux colonnes : l'une suivit la montagne, l'autre la rivière, pour ravager tout le pays. Tous les villages étaient abandonnés à leur approche; mais comme les malheureux villageois pourchassés des villages brûlés la veille, s'étaient chargés ou de leurs enfants en bas âge ou de leurs effets les plus précieux, les plus faibles succombaient les uns après les autres à la fatigue; les vieillards, les femmes, les enfants, restaient sur la route : à mesure que les soldats les atteignaient, ils les égorgeaient, après en avoir fait le jouet ou de leur atroce cruauté ou de leur impudicité. Du 13 au 18, la marche de l'armée fut retardée par la constante répétition dans chaque village, dans chaque hameau, du pillage, du massacre et de l'incendie. Le 18 seulement, d'Oppède arriva devant Mérindol; cette petite ville était tout-à-fait abandonnée : un jeune homme imbécile, âgé de dix-huit ans, y était seul demeuré; il fut attaché à un olivier, et fusillé. Le 19, l'armée entra sur les terres du pape, et se présenta devant Cabrières; il ne restait dans cette ville que soixante hommes et trente femmes. Ceux-ci firent cependant mine de se défendre pour obtenir une capitulation; on leur promit la vie sauve; mais il fut déclaré ensuite qu'aucune promesse n'était valable envers des hérétiques. Tous ceux qui étaient dans la ville furent égorgés; ceux qui s'étaient enfuis de Cabrières furent bientôt après trouvés dans le voisinage. « On prétend,

» dit de Thou, qu'il y en eut huit cents de tués tant dans la
» ville que dehors. Pour les femmes, elles furent enfermées
» par l'ordre du président dans un grenier plein de paille, où
» l'on mit le feu; et comme elles tâchoient de se jeter par la fe-
» nêtre, elles furent repoussées avec des crocs et des piques(1).
» Les troupes allèrent de là à la Coste, où le seigneur du
» lieu avoit promis une entière sûreté aux habitants, pourvu
» qu'ils portassent leurs armes dans le château et qu'ils aba-
» tissent leurs murailles en quatre endroits. Ce peuple trop
» crédule exécuta ce qu'on lui avoit ordonné; mais à l'arri-
» vée du président, les faubourgs furent brûlés, la ville fut
» prise, et tous les habitants taillés en pièces jusqu'au dernier.
» Les femmes et les filles qui, pour se dérober au premier
» emportement du soldat, s'étoient retirées dans un jardin
» voisin du château, furent violées par ces furieux, et trai-
» tées ensuite si cruellement que plusieurs d'entre elles qui
» se trouvaient grosses, et la plupart même des filles, mou-
» rurent ou de douleur, ou de faim, ou des tourments qu'on
» leur fit souffrir; ceux qui s'étoient cachés dans Mus furent
» enfin découverts, et eurent le même sort que les autres....
» Il y eut vingt-deux villages qui essayèrent ainsi toute la ri-
» gueur d'Oppède (2). »

Trois mille personnes avaient déjà péri, mais un nombre beaucoup plus grand errait encore dans les bois et dans les montagnes; leurs bandes, traquées par les soldats, tombaient successivement au pouvoir du baron d'Oppède, qui avait nommé des commissaires pour faire le procès aux hérétiques que le fer avait épargnés. Six cent soixante-six d'entre eux furent choisis par le baron de la Garde, comme les plus jeunes et les plus vigoureux, pour travailler sur ses galères; mais d'entre ceux-ci, au bout de peu de semaines, deux cents étaient déjà morts de chagrin ou par suite de mauvais traitements; deux cent cinquante-cinq prisonniers furent condamnés à mort par les commissaires, et exécutés. Pour atteindre ceux

(1) De Thou, L. VI, p. 345.

(2) *Ibid.*

qui erraient encore dans les bois et les montagnes, le parlement d'Aix et le gouvernement pontifical firent proclamer, le 24 avril, par toute la province, « que nul n'osât donner » retraite, aide, secours, ni fournir argent ni vivres à aucun » Vaudois ou hérétique; et ce, sous peine de la vie. D'où s'en » suivit, poursuit l'historien de Provence, que les habitants, » hommes, femmes et enfants, ne pouvant nullement être » hébergés dans les villages et les villes, étoient contraints de » demeurer dans les bois ou la campagne, et n'y vivre, à » faute de bons fruits dans les mois d'avril et de mai, que » de l'herbe; ce qui en tua une très grande quantité, mourant » d'une faim enragée.... Les plus forts et les plus robustes » se retirèrent à Genève et au pays des Suisses (1). »

Ce massacre effroyable de toute une population qui ne se défendait point, qui n'avait provoqué aucune attaque, fut raconté avec horreur dans toute l'Europe; et, malgré la férocité du fanatisme religieux, malgré les applaudissements d'une partie du clergé, il excita presque partout la réprobation. A peine Bouche, historien de Provence, qui nous en a conservé les détails les plus atroces, ose le justifier, tandis que Ulloa le célèbre comme un glorieux triomphe du catholicisme. Les auteurs des mémoires que nous sommes accoutumés à suivre se dispensent d'en parler, et Belcarius ne raconte les faits qu'en peu de mots et sans porter sur eux aucun jugement. Le roi cependant, par sa déclaration du 18 août, approuva cette exécution; et lorsque les cantons suisses protestants lui écrivirent pour intercéder en faveur de ceux de leurs frères qui vivaient encore, le roi leur répondit que les Vaudois n'avaient reçu que le juste châtiment de leurs crimes, et que les Suisses ne devaient pas plus se soucier de ce qu'il faisait dans son royaume que lui-même ne s'informait de ce qu'eux faisaient dans leur pays. Nous verrons, plus tard, qu'au commencement du règne suivant la dame de Cental profita de la défaveur où étoient tombés les ministres de François I^{er}, et en particulier le cardinal de Tournon, pour traduire en justice

(1) Bouche, L. X, p. 620.

les auteurs de ce massacre qui l'avait ruinée, et que le parlement de Paris, après cinquante audiences, les renvoya absous, adoptant ainsi pour lui-même et pour le clergé de France la responsabilité d'une action qu'on aurait été heureux de pouvoir attribuer à des haines privées (1).

François, presque toujours souffrant, était aussi presque toujours irrité; sa mauvaise fortune, son manque de succès dans toutes ses entreprises, lui paraissaient autant de torts dont il devait demander raison ou à ses sujets, ou à ses ministres. Ses dépenses avaient été excessives dans l'année 1544; aussi, ne pouvant y suffire avec les tailles ordinaires et la taxe de 1,200,000 francs sur les villes closes, qu'il nommait la solde de cinquante mille hommes, il augmenta d'un quart toutes les impositions perçues sur la France, non sans causer ainsi un très grand mécontentement. En même temps, il demandait un emprunt forcé *aux gens aisés à ce faire*, et il établissait des greniers à sel dans les provinces qui n'avaient pas jusqu'alors été sujettes à la gabelle, en leur donnant l'espoir qu'en retour il diminuerait la taille (2). Vers la fin de l'année, il demanda de nouveau la solde des cinquante mille hommes aux villes, en exigeant qu'elle fût payée dans les six premiers mois de l'année 1545; cette fois néanmoins, en raison de la paix avec l'empereur, il la réduisit à 800,000 livres (3).

Quels que fussent les besoins du trésor, les peuples ne pouvaient plus répondre à ses demandes; le fardeau des contributions était devenu trop accablant, ils n'avaient plus le moyen de les payer. Les habitants du Périgord se soulevèrent; ils saisirent Ponce Brandon, conseiller au parlement de Paris,

(1) De Thou, L. VI, c. 7, p. 352-344. — *Belcarius*, L. XXIV, p. 766. — Bouche, Hist. de Provence, T. II, L. X, p. 601-620. — Nostradamus, Hist. de Provence, T. VII, p. 770. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo-Quinto*, L. III, f. 177. — Théod. de Bèze, L. I, p. 37-47. — *Steidant*, L. XVI, f. 263-265. — *Frà Paolo, Concil. di Trento*, L. II, p. 125.

(2) Annal. d'Aquitaine, P. IV, f. 512, 513. — *Gio. Batt. Adriani*, L. V, p. 298. — Edit de juillet 1544, à St.-Maur-des-Fossés. Fontanon, T. II, p. 1020.

(3) Annal. d'Aquit., f. 513, verso.

qui avait été envoyé chez eux pour juger les délinquants contre la gabelle, ils le maltraitèrent, le traînèrent dans les rues, et le laissèrent pour mort. A cette nouvelle, un corps de troupes fut envoyé dans le Périgord pour vivre à discrétion sur les habitants, et en même temps un conseiller aux enquêtes vint commencer des informations contre eux (1). Cependant les violences que commettaient ces soldats sur les Périgourdiens trouvèrent bientôt des imitateurs. Plusieurs capitaines arrivèrent en Poitou pour y vivre de même à discrétion. « Des » meurtres, dit du Bouchet, détroussements, voleries, rançonnements et autres grands et exécrables maux étoient chacun » jour perpétrés par eux. » Le roi, qui était alors au Plessis-les-Tours, donna, le 21 avril, ordre à son prévôt de l'hôtel de se rendre sur les lieux avec les archers de la garde, de convoquer encore le ban et l'arrière-ban, « pour rompre et » mettre en pièces lesdits criminels tenant les champs sans » commission du roi; lesquels il déclare ennemis de la chose » publique, et comme tels les abandonne, leurs personnes et » biens, sans ce qu'on pût aucune chose imputer à ceux qui » les auront tués, blessés et saccagés (2). »

Telle était l'administration anarchique des provinces, même en temps de paix. Le roi commençait par mettre hors la loi ceux qui ne pouvaient pas payer les contributions; puis il y mettait à leur tour ceux qui les avaient saccagés. La sûreté des personnes et des propriétés n'était pas mieux garantie pour ceux qui approchaient le plus près du trône. Le chancelier Poyet, arrêté depuis 1541, fut enfin jugé. Il avait été transféré d'Argilly à la Bastille, puis à la Conciergerie du Palais. Le roi avait nommé une commission pour le juger, et l'avait composée de vingt membres du parlement de Paris, cinq du grand conseil, et deux de chacun des autres parlements du royaume (3). Il choisit, pour remplir conjointement, devant cette commission, les fonctions de procureur général, deux

(1) *Ann. Ferronit*, L. IX, p. 256.

(2) *Ann. d'Aquitaine*, P. IV, f. 314. — Voyez aussi l'édit d'Amiens, 3 octobre 1544. Fontanon, T. I, p. 392.

(3) Garnier, *Hist. de France*, T. XIII, p. 143, 144.

créatures de la duchesse d'Étampes et de l'amiral Chabot, ennemis acharnés de Poyet. Enfin il désigna pour président de la commission Antoine Minard, proche parent du secrétaire Bayard, auquel le roi avait accordé d'avance la confiscation d'une partie considérable des biens de l'accusé.

La principale charge contre Poyet était d'avoir reçu divers présents des villes et des particuliers auxquels il avait accordé des grâces. Cependant, quand on vint à les examiner, il établit assez bien que ces présents, peu considérables, avaient pu être remis chez lui sans qu'il en sût rien. Il était accusé encore de s'être acharné contre l'amiral Chabot, et d'avoir aggravé la sentence rendue contre lui. Il répondit qu'il entraînait dans ses fonctions de corriger la rédaction des sentences, et que quant à sa votation comme président et membre du tribunal, elle était voilée par le serment du secret que faisaient les juges, en sorte que ceux qui l'accusaient méritaient bien peu de créance, puisque pour révéler ce qu'il avait dit, ils commençaient par se rendre coupables de parjure (1). Le roi enfin avait déposé en personne contre le chancelier, et il l'accusait d'avoir falsifié le sceau pour s'approprier les deniers de l'audience de la chancellerie. Ainsi, au scandale d'un roi déposant contre son sujet, il joignit celui de rendre témoignage sur une chose qu'il lui était presque impossible de savoir (2). On est étonné de ne pas voir reprocher des malversations plus graves à un homme que toute la France haïssait, et dont elle avait désiré la chute. Mais les actions vraiment coupables de Poyet étaient celles qu'il avait commises de concert avec le roi, ou dans son intérêt; et celles-là ne lui étaient pas reprochées. La commission, quoiqu'elle eût été choisie dans le but seul de le condamner, quoiqu'elle fût de plus sollicitée par le roi de punir sévèrement celui qu'il nommait un ministre infidèle, ne trouva pas, dans les pièces du procès, de quoi établir une condamnation capitale. La sentence, rendue le 24 avril 1545, portait seulement « que pour les abus, fautes et

(1) Garnier, p. 147-151.

(2) Isambert, note, p. 888.

» malversations, entreprises ontre et par-dessus son pouvoir
» de chancelier, crimes et délits privilégiés par lui commis,
» mentionnés audit procès, et dont il s'est trouvé chargé, ledit
» Poyet sera privé de son état et office de chancelier, et déclaré
» inhabile et incapable de jamais tenir office royal; et, pour
» plus ample réparation desdits cas de crimes privilégiés,
» ladite cour le condamne en cent mille livres parisis d'amende
» envers le roi, et à faire prison jusques à plein et entier paye-
» ment d'icelles (1). »

On doit remarquer, et dans cette sentence et dans celles que nous avons rapportées précédemment, que, comme les tribunaux les rendaient en public, ils s'abstenaient d'exposer avec précision les crimes pour lesquels ils punissaient, afin que le public ne pût pas juger à son tour les juges, et reconnaître si la peine était ou non proportionnée au délit. Le roi, de son côté, croyait les juges obligés à servir tous ses ressentiments; tout homme qu'il disgraciait était coupable. Il fut très irrité de la sentence rendue par la commission; et les courtisans, auxquels il avait promis la confiscation des biens de Poyet, travaillaient à l'aigrir encore. Il dit aux députés qui lui apportaient l'arrêt, que les seuls articles qu'il avait déposés, et dont il avait une science certaine, étaient plus que suffisants pour faire condamner à mort le coupable. Il fit saisir toutes les pièces de la procédure déposées au greffe, et menaça de nommer de nouveaux juges pour revoir le procès. Averti que les juges avaient fait faire une copie de la procédure, il la leur enleva. Il se calma enfin, et avant que l'amende fût entièrement payée, il rendit la liberté au prisonnier, qui mourut ensuite à Paris dans la misère, au mois d'avril 1548 (2). Pendant la détention de Poyet, le roi avait fait administrer la chancellerie par des gardes des sceaux; mais après sa déposition juridique, il nomma pour chancelier, le 28 avril 1545, François Olivier, président au parlement de

(1) Isambert, *Lois de François I^{er}*, T. XII, p. 890.

(2) Garnier, T. XIII, p. 152. — Gaillard, T. V, p. 194. — Paradin, L. IV, p. 141.

Paris, qu'il avait déjà employé dans quelques ambassades (1).

Charles-Quint cependant avait convoqué la diète de l'empire à Worms. Mais comme une violente attaque de goutte le retenait toujours à Bruxelles, ce fut son frère Ferdinand, roi des Romains, qui en fit l'ouverture. Dans le discours qu'il adressa aux représentants de l'Allemagne, le 24 mars 1545, il leur demanda de ne s'occuper que de la défense de la patrie contre les Turcs, en laissant au concile assemblé à Trente le soin d'arranger les affaires de la religion (2). Les catholiques applaudirent à cette déférence pour l'autorité ecclésiastique; mais les protestants se récrièrent vivement sur ce que le concile de Trente, convoqué par le pape, hors des limites de l'empire, et composé uniquement de leurs ennemis, n'était point le tribunal auquel ils avaient recouru pour rendre la paix à l'Église. Ils déclarèrent que, avant de contribuer à la guerre contre les Turcs, ils voulaient voir leur liberté de conscience reconnue, et solennellement garantie. L'empereur arriva le 15 mai à Worms, et chercha vainement à les intimider ou à les séduire; ils lui répondirent qu'ils n'exposeraient pas même leurs dogmes devant un concile qui les traitait déjà en hérétiques, et qu'ils ne daigneraient pas plaider leur cause devant des hommes déterminés d'avance à les condamner. Toutefois l'ambitieux Maurice de Saxe, qui ne songeait qu'à faire la cour à l'empereur, et à s'agrandir aux dépens des princes ses parents, se sépara d'eux dans cette occasion, et parut prêt à reconnaître le concile. Charles, dès son arrivée à Worms, interdit aux prédicateurs protestants de prêcher dans cette ville; il autorisa au contraire son chapelain, qui était un moine italien, à les attaquer avec invectives en sa présence, en sommant l'empereur d'accomplir son devoir de prince chrétien qui l'appelait à les poursuivre et à les anéantir. Charles-Quint se déclara hautement contre Herman, archevêque de Cologne, qui introduisait la réformation dans son diocèse, et il lui défendit de rien innover. Cependant, comme il ne se sentait

(1) Isambert, p. 892.

(2) *Sleidani*, l. XVI, f. 261. — De Thou, l. II, p. 118.

point encore prêt pour soutenir la guerre civile, et qu'il voulait auparavant être libre d'inquiétudes du côté des Turcs autant qu'il l'était du côté des Français, il fit faire à Soliman les offres les plus avantageuses pour obtenir de lui la paix; et en même temps il convoqua une nouvelle diète à Ratisbonne pour le commencement de l'année suivante, tandis qu'il consentit à ce qu'une conférence entre les théologiens des deux partis préparât le travail qui lui serait soumis (1).

Jusqu'alors l'empereur et le roi de France avaient agi de concert; le roi avait fait assembler à Melun douze docteurs de Sorbonne pour préparer les matières qui seraient soumises au concile; l'université de Paris avait été invitée par le cardinal Du Bellay à envoyer en son nom une députation à Trente (2). Les légats du pape étaient arrivés dans cette dernière ville avant tous les autres; ils avaient été suivis par trois évêques Italiens, créatures du pape; ensuite on avait vu arriver l'ambassadeur de l'empereur et celui du roi des Romains, puis quelques autres évêques; ils se trouvèrent enfin au nombre de vingt, parmi lesquels on comptait trois prélats Français. Ils tinrent entre eux quelques assemblées préparatoires; mais le concile ne fut point ouvert jusqu'au 13 décembre 1545; en sorte que les évêques qui étaient venus les premiers à Trente, et qui y perdaient leur temps et leur argent, se reprochaient leur ponctualité, et témoignaient beaucoup d'impatience. D'autre part le comte de Grignan, ambassadeur de France, arrivé à la diète à Worms, comme il ne savait ni le latin ni l'allemand, avait adressé à l'assemblée la parole en français, et son discours, traduit par un interprète, était plein de menaces pour les protestants, qu'il sommait de se soumettre au concile. En même temps l'évêque de Valence, Jean de Montluc, et M. de la Vigne, ambassadeurs du roi à Constantinople, travaillaient avec toute leur adresse à réconcilier Charles-Quint avec Soliman, pour qu'il pût avoir les mains

(1) *Sleidan*, L. XVI, p. 262. — *De Thou*, L. II, p. 121. — *Robertson's*, B. VII, p. 291-294.

(2) *Frà Paolo*, L. II, p. 114. — *Théod. de Bèze*, L. I, p. 48. — *Hist. de l'Université*, T. V, L. X, p. 408.

libres, lorsque le moment serait venu d'attaquer les protestants (1).

Le roi, en effet, se rattachait alors de tout son cœur à son alliance avec l'empereur: chacun de ses actes de rigueur contre les hérétiques lui semblait être un échelon qui le rapprochait du ciel. Son amour paternel était flatté de la grandeur future de son fils le duc d'Orléans; il aimait à songer que ce prince occuperait un trône presque aussi élevé que celui qui était destiné au dauphin. Il était jaloux de ce dernier. Il le voyait avec humeur s'entourer de préférence d'hommes dévoués au connétable de Montmorency, et toujours prêts à blâmer l'administration. C'est probablement à cette époque qu'il faut rapporter une anecdote racontée par l'auteur des *Mémoires de Vieilleville*. Il assure que le dauphin, dans un festin auquel il avait invité ses amis, se laissa entraîner à parler de ce qu'il avait intention de faire quand il serait roi, et finit par annoncer quelle distribution il comptait faire entre ses favoris des principales charges de la couronne. Il n'avait pas remarqué qu'un fou de cour, Briandas, était dans la salle à manger pendant cette indécente distribution de l'héritage de son père. Ce fou, accourant auprès du roi, et cachant sous la brutalité de son langage sa malicieuse dévouciation, lui dit en entrant, sans aucune marque de respect: « Dieu te garde, » François de Valois. — Hoy, Briandas, dit le roi, qui t'a appris cette leçon? — Par le sang Dieu, dit le fou, tu n'es plus roi, je le vieus de voir; et toi, M. de Thais, tu n'es plus grand maître d'artillerie, c'est Brissac; et à un autre: « Tu n'es plus premier chambellan, c'est Saint-André; et ainsi des autres. Et puis s'adressant au roi, lui dit: Par la » mordieu, tu verras bientôt ici M. le counétable, qui te com- » mandera à la baguette, et t'apprendra bien à faire le sot. » Fuis-t'en, je renie Dieu, tu es mort. » Lorsque François se fut fait expliquer le sens de cette boutade, il entra dans une furieuse colère, « prit le capitaine de ses gardes écos-

(1) *Frà Paolo*, L. II, p. 118-156. — *Sleidani*, L. XVI, f. 266, v. — *Gio. Batt. Adriani*, L. V, p. 298.

» saises, avec trente ou quarante archers, et s'en vint droit
 » en la chambre de M. le dauphin, où il n'en trouva pas un,
 » d'autant qu'ils avoient été avertis; mais il passa son cour-
 » roux sur ce qu'il trouva de valets de chambre et de garde-
 » robe, de pages, de laquais et de poursuivants, faisant sau-
 » ter ce qu'il en put attraper, à coups de hallebarde, par les
 » fenêtres; semblablement les lits, tables, chaises, tapisse-
 » ries, et tout ce qui était en l'antichambre, chambre et garde-
 » robe, jusques à effacer l'écriture des fourriers qui étoit sur
 » les portes. Qui fut cause que M. le dauphin s'absenta de la
 » cour pour trois semaines ou un mois, durant lequel temps
 » toutes les princesses et dames, princes et seigneurs se tra-
 » vaillèrent pour sa réconciliation. Ils ne l'obtinrent que sous
 » condition que le dauphin n'ameneroit point avec lui Saint-
 » André, Andouin, Dampierre, Escars, Brissac, ni pas un
 » de ceux qui avoient assisté à cette folie (1). »

D'ailleurs le roi, qui ne voulait point faire diversion aux projets de l'empereur, avait aussi à cœur que rien ne le troublât dans l'exécution des siens contre l'Angleterre. Non seulement il voulait recouvrer Boulogne des mains de Henri VIII, il se flattait aussi de causer à ce monarque des inquiétudes sérieuses, en combinant contre lui une attaque du côté de l'Écosse, et un débarquement sur les côtes méridionales de son île; il lui semblait en cela servir l'Église romaine contre les hérétiques, non moins efficacement que le ferait Charles-Quint en Allemagne.

La jeune reine Marie d'Écosse s'était trouvée flotter, dès les premiers jours de sa vie et de son règne, entre les deux partis qui voulaient faire triompher, l'un le fanatisme persécuteur, et l'autre la tolérance. Le cardinal Beaton, l'un des principaux ministres de son père, était chef du parti des prêtres, et avait voulu s'attribuer la régence; la noblesse la lui avait refusée pour la donner à James Hamilton, comte d'Arran, l'héritier le plus prochain du trône. Ce seigneur passait pour modéré

(1) Mém. de Vieilleville, par Vincent Carloix, T. XXVIII, c. 24 et 25, p. 191-197.

et tolérant ; il n'était que faible et vacillant dans sa politique. Il commença par consentir au mariage de Marie avec Édouard, fils de Henri VIII ; mais à peine eut-il ratifié ce traité, le 25 août 1543, qu'effrayé de la réunion de l'Écosse avec l'Angleterre, et de la faveur dont jouissaient auprès des Écossais ceux qui flattaient leur antique haine contre les Anglais, il changea entièrement de parti et de politique, protesta, le 3 septembre, contre le traité qu'il venait de signer, se réconcilia avec le cardinal Beaton, et se jeta entre les bras des catholiques fanatiques qui se disaient amis de la France. Le triomphe de ce parti fut signalé par une persécution violente contre les protestants écossais, dont plusieurs furent brûlés. La Brosse, et ensuite de Lorges, furent envoyés, par François I^{er}, en Écosse, avec une petite armée française pour donner leur appui à cette révolution, et engager ensuite les Écossais à envahir la frontière anglaise du Northumberland. Le comte de Lennox, rival du comte d'Arran, en le voyant entrer dans le parti français, avait passé lui-même dans le parti anglais ; mais ne pouvant se maintenir contre la réprobation nationale, il chercha un refuge en Angleterre. Ce fut son fils, Henri Darnley, qui, vingt ans plus tard, revint d'Angleterre pour épouser Marie, et qui, après une courte et malheureuse union, périt par la catastrophe d'Holyrood (1).

Jacques Montgomery, seigneur de Lorges, avait abordé avec les renforts français en Écosse, au commencement de juillet 1545 ; et, après avoir exposé au conseil de régence les lettres et les demandes du roi de France, il obtint un ordre d'assembler l'armée écossaise, qui, forte d'environ quinze mille hommes, s'avança jusqu'aux frontières (2). En même temps, l'amiral Annebault devait tenter une descente en Angleterre ; le baron de la Garde lui avait amené, par une navigation qui passait pour hardie, vingt-cinq galères du port de Marseille à celui du Havre-de-Grâce. C'était proprement les

(1) *Robertson's History of Scotland*, B. II, p. 57-67. — *Buchanan's, Rerum Scotticarum*, L. XV, p. 478-494. — *Mart. Du Bellay*, L. X, p. 207. — *Arn. Ferronil*, L. IX, p. 256.

(2) *Buchanan's*, L. XV, p. 495.

seuls vaisseaux de guerre de la France; mais, en même temps, Annebault ayant fait rassembler de Bayonne à Montreuil tous les corsaires et tous les vaisseaux de commerce, s'était ainsi formé une flotte de cent cinquante vaisseaux ronds, et de soixante transports (1). Le rendez-vous général était donné au Havre, et c'est là que le roi se rendit avec toute sa cour, pour voir, le 6 juillet, ses soldats monter à bord des vaisseaux. Sur le plus gros et le plus beau navire de toute la flotte, qui mesurait huit cents tonneaux et portait cent canons, et où l'on avait embarqué le trésor de l'expédition, le roi comptait donner ce jour-là un grand festin aux dames. Les cuisiniers de la cour avaient allumé de grands feux, sans vouloir écouter les ordres des officiers de marine; bientôt le vaisseau fut embrasé; on sauva avec peine les dames de la cour et l'argent. Quant aux soldats et aux matelots, ils périrent presque tous dans les flammes (2).

Malgré ce désastre, la flotte ne tarda pas à mettre en mer; et, le 18 juillet, elle parut devant l'île de Wight. La flotte anglaise sortit de Portsmouth à sa rencontre; mais reconnaissant qu'elle n'était pas assez forte pour livrer bataille, après avoir échangé de loin plusieurs décharges d'artillerie, elle rentra dans le port. Le canal était étroit et entouré de marais. Annebault, après l'avoir reconnu, conclut qu'il était impossible d'y attaquer la flotte anglaise. Il fit quelques descentes sur les côtes du Hampshire et de l'île de Wight pour les ravager; il consulta son conseil de guerre pour déterminer s'il ne conviendrait pas de s'emparer de cette île, et de la garder jusqu'à ce qu'on pût recouvrer Boulogne en échange; mais on lui fit comprendre que les troupes qu'il laisserait dans l'île de Wight, qui n'était point fortifiée, ne pourraient s'y défendre long-temps. Il revint donc devant Boulogne, où il débarqua quatre mille soldats et trois mille prisonniers, pour construire, au lieu nommé Outreau, un fort destiné à fermer le port et

(1) Du Bellay, L. X, p. 209.

(2) *Ibid.*, p. 213. — Paradin, L. IV, p. 142. — *Belcarii*, L. XXIV, p. 766.

à bloquer la ville ; puis il reprit la mer, et rencontra de nouveau la flotte anglaise devenue plus forte, tandis que la sienne s'était affaiblie. Les deux flottes se lâchèrent plusieurs bordées, mais sans en venir à une bataille ; après quoi Annebault ramena la sienne au Havre ; et la campagne maritime finit sans avoir produit aucun résultat, quoiqu'elle eût causé une énorme dépense (1).

Pendant ce temps, le maréchal de Bicz attaquait Boulogne ; il voulait fermer le port par la construction du fort d'Outreau, de l'autre côté de la rivière de Liane ; mais l'emplacement qu'il avait choisi ne commandait pas suffisamment l'entrée de cette rivière, et les Anglais pouvaient toujours arriver jusqu'à Boulogne. Il ne voulut pas le croire, et se figurant au contraire qu'on chercherait à faire passer de Calais un convoi aux assiégés, il vint tracer son camp, de ce côté de la ville, sur la montagne de Saint-Lambert, pour lui couper le chemin. Le roi et les princes s'étaient approchés de cette armée ; il s'y livrait de fréquentes escarmouches ; les maladies, autant que le fer ennemi, y enlevaient beaucoup de monde ; mais aucun progrès ne faisait prévoir la fin prochaine de la guerre.

Tandis que le roi était avec ses deux fils à Foret Moutiers, près d'Abbeville, « la peste, dit Ferronius, exerçait ses » ravages dans les environs. Charles, duc d'Orléans, avec son » frère Henri, entra dans la maison d'un paysan, encore » qu'on lui dit qu'elle était infectée ; il plaisantait avec son » frère sur cette peste dont on les menaçait ; et, de son épée » coupant les conssins, il poussait sur le dauphin les plumes » dont le lit était rempli. Dès ce moment, on assure qu'il » fut lui-même infecté de la peste (2). » D'autres donnent cependant une tout autre explication à son mal, et assurent que c'était le même qui rongea son père depuis plusieurs années. En 1542, en effet, il en avait eu une première atta-

(1) Martin Du Bellay, L. X, p. 209, 214-230, 235-240. — Monthuc, L. II, p. 522. — Belcarti, L. XXIV, p. 767. — Gaillard, T. V, c. 7, p. 407-423.

(2) Ferronius, L. IX, p. 238.

que, sur laquelle on ne pouvait guère se méprendre (1). Tavannes, pendant ce temps, avait conduit les gendarmes du duc d'Orléans à une expédition mal conçue du maréchal de Biez, dans la terre d'Oye, petit district coupé de canaux, qui s'étend au nord d'Ardres et de Guines, entre Calais et Grave-lines. Les Français ne purent y pénétrer bien avant, parce qu'ils avaient laissé leurs pontons à Ardres. Cependant Tavannes en revenait, fier du butin et des prisonniers qu'il avait enlevés aux Anglais; mais comme il les montrait au duc d'Orléans, celui-ci lui répondit en l'embrassant : « Mon ami, je » suis mort, tous mes desseins sont rompus; mon regret est » de ne pouvoir récompenser vos mérites (2). » En effet, il expira le 9 septembre 1545. « Son père, dit Du Bellay, pour » surmonter sa douleur et éviter la peste, délogea promptement de Forêt Moutiers, et alla coueher en un village » nommé l'Hôpital, à un autre bout de la forêt de Crécy. »

« Charles, duc d'Orléans, dit Ferronius, fut vivement regretté par toute la cour. Quoique adonné aux plaisirs, ce » qu'on pouvait pardonner à sa jeunesse, il était ardent dans » toutes les études militaires; aucun prince n'était entouré » de meilleurs capitaines; aucun n'accueillait mieux les chevaliers étrangers; aucun, lorsqu'il en était besoin, ne montrait plus de patience dans les travaux, de largesse dans les libéralités. Il savait s'attacher les soldats par son amitié, les garantir par sa protection, et les dérober aux influences de cour. Il avait si bien gagné l'amour et du roi son père et de ceux qui plaisaient à son père, qu'on ne savait jusqu'où il pourrait arriver; d'autant que comme il savait se retourner, et profiter de l'occasion, sa puissance, déjà très grande, semblait s'accroître encore chaque jour (3). »

La mort du duc d'Orléans faisait perdre au roi tous les avantages qui lui avaient été promis par le traité de Crépy,

(1) Paradin, L. IV, p. 198.

(2) Tavannes, c. 7, p. 78. — M. du Bellay, L. X, p. 246. — *Belcarius*, l. XXIV, p. 769.

(3) *Arnoldi Ferronii*, L. IX, p. 257.

tandis que d'autre part elle le rétablissait dans tous les droits qu'il prétendait avoir sur le Milanais et la Flandre; droits auxquels il avait renoncé seulement à raison du mariage de son fils. Il était donc nécessaire d'ouvrir une nouvelle négociation avec l'empereur pour remplacer le traité de Crépy par quelque autre stipulation. Au commencement de novembre, il envoya vers Charles V l'amiral d'Annebault et Olivier, chancelier de France, qui le trouvèrent à Bruges, et le suivirent à Anvers. Mais Charles, tout en témoignant son regret pour la mort du jeune prince, qui devait être son gendre, déclarait que ce n'était pas une raison pour lui de reconnaître des droits qu'il avait toujours niés, et auxquels son adversaire avait formellement renoncé à deux reprises; que ce ne pouvait être non plus un motif pour qu'il ne redemandât pas la restitution de l'héritage de la maison de Savoie, enlevé à un prince, son beau-frère, son allié et son vassal; que tout ce qu'il pouvait promettre, c'est que si la France ne l'attaquait pas, il ne l'attaquerait pas non plus. Les ambassadeurs ne restèrent que huit jours auprès de l'empereur. Ils rapportèrent au roi qu'ils avaient trouvé ce monarque occupé à rassembler de l'argent, et à en emprunter aux villes de Flandre, pour se préparer à la guerre, qu'il jugeait imminente, avec les protestants; qu'ils croyaient donc que l'occasion était belle pour François, s'il voulait recouvrer tous ses avantages, en profitant des embarras où Charles allait se jeter (1).

Il semble, en effet, que dès ce moment François changea de nouveau de politique, et ne songea plus qu'à augmenter les difficultés contre lesquelles son rival avait à lutter. Il envoya l'ordre aux prélats français qui étaient à Trente, d'en partir au moment même où allait se faire l'ouverture du concile, fixée au 13 décembre (2). D'autre part, il donna à M. de Cambray, son ambassadeur à la Porte, des instructions opposées à celles d'après lesquelles on avait agi jusqu'alors. Pendant toute l'année 1545, cet ambassadeur avait secondé

(1) Mart. Du Bellay, T. XXI, L. X, p. 261.

(2) *Frà Paolo*, L. II, p. 135.

Ferdinand, qui offrait à Soliman un tribut annuel de cinquante mille ducats, pour obtenir de lui une trêve en Hongrie. Pendant l'année suivante, au contraire, ce même envoyé ne travailla qu'à faire échouer la négociation, et à engager le sultan à recommencer la guerre (1).

(1546.) François, néanmoins, se gardait bien de se prononcer ouvertement, et de prendre une attitude hostile envers l'empereur, tant qu'il serait engagé dans la guerre contre l'Angleterre. La campagne de 1545 lui avait coûté beaucoup d'argent et de soldats, sans lui procurer aucun avantage. Pendant l'hiver, la mortalité fut plus grande encore dans l'armée opposée aux Anglais, probablement à cause du peu de soin qu'on avait apporté au logement des troupes. « Ce n'étoit, dit » Du Bellay, que des trous en terre, couverts de quelques » appentis de paille ou de chaume, qui pouvoient bien être » en partie cause de cette mortalité, vu l'humidité de l'hiver. » J'y fus quelquefois logé en la chambre du capitaine Ville- » franche, laquelle je pensois la plus saine du fort; mais la » nuit, en la chambre où j'étois couché, mourut son frère et » deux de ses fils, lesquels, le jour, ne montroient apparence » d'être malades. Et dura tellement ladite mortalité, que de » vingt enseignes (environ dix mille hommes) ne demeurè- » rent pas plus de huit ou neuf cents hommes.... En une » nuit seule furent mis en terre plus de cent vingt soldats, et » continua de sorte qu'on ne leur faisoit autre sépulture sinon, » quand tout étoit mort en une maison, on l'abattoit sur » eux (2). »

Henri VIII, il est vrai, n'avait pas plus lieu de s'applaudir de la guerre; elle lui coûtait beaucoup d'argent, et pouvait donner aux mécontents occasion de s'élever contre lui. Il avait, pendant quelque temps, craint une invasion des Écossais; mais, quoique leur armée fût forte d'environ quinze mille hommes, le comte de Montgomery n'avait pu les engager à passer au-delà de la Tweed. Toutes les hostilités de ce côté s'étaient

(1) Mém. de Ribier, T. I, L. V. p. 582-588.

(2) Du Bellay, p. 266, 267.

bornées à des escarmouches contre le comte de Hartford (1). Les protestants d'Allemagne, alarmés de la convocation du concile et des préparatifs de guerre de Charles V; avaient envoyé, tant en France qu'en Angleterre, des ambassadeurs pour chercher à réconcilier ces deux rois, et à obtenir ensuite leur assistance pour le maintien de l'indépendance de l'Allemagne. Mais ils avaient échoué, parce que François demandait, comme condition de la paix, la restitution de Boulogne; tandis que Henri exigeait que la France renonçât à l'alliance des Écossais, et lui laissât mettre à exécution son traité avec le comte d'Arran, pour le mariage de son fils avec la jeune reine (2).

Cependant Henri commençait à s'alarmer à son tour des préparatifs de l'empereur contre les protestants. Il savait bien qu'il était aussi odieux à la cour de Rome que ces derniers; et le triomphe de la cause catholique dans toute l'Europe pouvait lui devenir fatal. D'ailleurs Henri VIII, devenu si gros et si replet qu'il ne se mouvait plus qu'avec peine, s'attristait et tremblait pour lui-même; il désirait diminuer le poids des affaires qui l'accablait, et qui serait plus lourd encore pour son successeur. Il consentit donc à ouvrir de nouvelles conférences, au printemps de 1546, entre Ardres et Guines; et, le 7 juin, un traité de paix fut enfin signé entre la France et l'Angleterre. Henri VIII donna son agrément à ce que l'Écosse y fût comprise; François s'engagea à lui payer de nouveau la pension annuelle de cent mille écus, stipulée vingt et un ans auparavant par le traité de Moore, et à lui compter de plus pour les frais de la guerre la somme de deux millions d'écus d'or, avant le jour de Saint-Michel 1554, époque à laquelle Henri VIII devait lui rendre Boulogne (3).

On assure que le roi donna en même temps des espérances

(1) Rapin Thoyras, T. VI, L. XV, p. 493.

(2) *Ibid.*, p. 492.

(3) Traité de Paix, T. II, § 94, p. 239. — Léonard, T. II, p. 438. — Rymer, T. XV, p. 93. — Rapin Thoyras, p. 497. — Du Bellay, L. X, p. 271. — Paradin, L. IV, p. 143. — *Belcarinus*, L. XXIV, p. 771.

à Henri qu'il se rapprocherait de ses idées religieuses, et qu'il introduirait quelque réforme dans le clergé de ses États. Comme cependant, à cette époque, ses principaux conseillers étaient les cardinaux de Tournon et de Lorraine, il était probablement peu sincère dans cette annonce d'un rapprochement. Mais la croisade qu'il voyait commencer contre le protestantisme, et dans laquelle il s'était auparavant engagé lui-même, lui donnait une inquiétude croissante. Ses différends avec l'empereur, qu'il avait crus arrangés par le traité de Crépy, se représentaient à lui moins conciliables que jamais, par la mort de son second fils; tous les appuis qu'il avait trouvés contre l'ambition de son rival lui avaient échappé; et tandis qu'il le voyait s'accroître démesurément en puissance, il allait se trouver seul vis-à-vis de lui. Il cherchait donc à plaire à Henri VIII, et à renouveler avec lui son ancienne alliance. La dauphine étant accouchée d'une fille à cette époque, il demanda à Henri VIII d'être son parrain; et il prodigua dans cette circonstance aux ambassadeurs anglais toutes les démonstrations d'amitié et de confiance (1).

Par un édit du 6 mai 1543, le roi avait réduit à quatorze les lieutenances générales entre lesquelles la France était divisée; c'étaient celles de Normandie, Bretagne, Guienne, Languedoc, Provence, Dauphiné, Bresse, Savoie, Piémont, Bourgogne, Champagne, Brie, Picardie, et Ile-de-France (2). François, se préparant comme s'il était sur le point d'être attaqué, changea quelques uns de ses lieutenants généraux, pour confier les provinces les plus exposées à ses meilleurs capitaines. Il nomma le comte d'Enghien gouverneur du Languedoc, le prince de Melphi gouverneur du Piémont; il confirma le duc de Vendôme dans le gouvernement de la Picardie; il chargea Du Bellay, qu'il fit son lieutenant en Champagne, de fermer, par de nouvelles places fortes, la frontière qui était ouverte entre la Capelle et Mézières, faisant

(1) Paradin, L. IV, p. 144.

(2) Isambert, T. XII, p. 892.

fortifier Maubert-Fontaine, Villefranche-sur-Meuse, Mézières et Mouson (1).

Vers la même époque, comme s'il eût voulu regagner l'affection de ses peuples, qui se plaignaient que la chicane s'était augmentée en France, en proportion de l'augmentation des offices de judicature, il rendit, au mois d'août 1546, un édit à Moulins, par lequel il supprimait tous les offices des présidents, maîtres des requêtes et conseillers des parlements de Paris, Toulouse, Bordeaux, Rouen, Dijon, Dauphiné et Provence, à mesure qu'ils deviendraient vacants, jusqu'à ce qu'ils fussent réduits au nombre où il les avait trouvés à son avènement à la couronne (2). Par un autre édit du 16 juillet 1546, voulant, disait-il, « tenir son royaume en toute » la plus grande sûreté pour ses sujets que faire se pourra, » il défendait le port d'armes, arquebuses et pistolets d'Allemagne, même aux gentilshommes; ordonnant que tous ceux qui seraient trouvés portant ces armes « soient pris et saisis » au corps, et sur-le-champ, sans autre forme et figure de » procès, pendus et étranglés; et semblablement ceux qui » les retireraient, adhéreraient ou favoriseraient en quelque manière que ce soit. » Cet oubli de toutes les formes de justice lorsqu'il s'agissait de punir le port d'armes, avait toutefois beaucoup moins pour but de protéger les paisibles sujets du roi que le gibier de ses forêts; « car il apprenoit, disait-il, » que par tels arquebusiers, nos forêts étoient grandement » dépeuplées de bêtes (3). »

Tandis que le roi prenait ces mesures de précaution, il observait, dans l'attente de l'avenir et dans l'étonnement, les grands événements qui bouleversaient alors l'Europe. La négociation qu'il avait entreprise avec Soliman II, avait réussi mieux qu'il n'eût voulu. Son ambassadeur avait réconcilié, du moins pour un temps, ce puissant monarque avec l'empereur et le roi des Romains; une trêve pour une année, confir-

(1) Du Bellay, p. 262. — *Ferronius*, L. IX, p. 238. — De Thou, L. II, p. 109.

(2) Isambert, T. XII, p. 912.

(3) *Ibid.*, p. 910.

mée ensuite pour cinq ans , avait été conclue entre eux ; pendant sa durée , Ferdinand s'était engagé à payer au sultan cinquante mille écus d'or par année (1). Les menaces que François avait adressées aux Allemands par M. de Grignan , pour les forcer de se soumettre au concile de Trente , et ramener ainsi l'unité dans l'Église , paraissaient de même n'avoir eu que trop d'efficacité. Le concile était rassemblé ; il s'arrogeait une autorité absolue sur l'Église ; il était déterminé à écraser l'hérésie , bien plutôt qu'à réconcilier les sectaires. On ne comptait encore à Trente que trente-sept évêques , savoir , deux Français , cinq Espagnols , un Illyrien et vingt-neuf Italiens (2). Ce n'était presque qu'une antichambre de la cour de Rome , où l'on ne voyait que ses serviteurs les plus obéissants ; mais ces mêmes hommes si humblement soumis au pape , si empressés à recevoir les ordres des légats , qui , disait-on , recevaient de Rome le Saint-Esprit par la valise du courrier , si intéressés enfin à maintenir tous les abus , qui devaient pour eux être une source d'avancement et de richesses , avaient annoncé néanmoins qu'ils allaient à eux seuls décréter une confession de foi obligatoire pour tous les fidèles (3). Le 8 avril , ils avaient proclamé que l'autorité des livres apocryphes était égale à celle des livres canoniques ; que la traduction latine des Écritures , nommée la Vulgate , était inspirée à l'égal du texte ; qu'enfin la tradition de l'Église devait aussi bien servir de règle à la foi que les saintes Écritures : c'était enlever aux protestants toutes les armes dont ils s'étaient jusqu'alors servis dans la controverse (4).

Dans ce moment de crise si redoutable , le chef et l'oracle des protestants , celui qui les ralliait en un seul corps et les soutenait par son indomptable fermeté , Luther , mourut à Eysleben , lieu de sa naissance , le 18 février 1546 , à l'âge de

(1) *Gio. Batt. Adriani*, L. V, p. 311. — *Arn. Ferronii*, L. IX, p. 241. — *Sleidani*, L. XVI, f. 267, v. — *Robertson's*, B. VIII, p. 320.

(2) *Sleidani*, L. XVII, f. 299.

(3) *Ibid.*, L. XVI, f. 275. — *Robertson's*, B. VII, p. 302.

(4) *Frà Paolo*, L. II, p. 154. — *Belcarius*, L. XXIV, p. 773. — *Robertson's*, B. VIII, p. 316.

soixante-trois ans (1). « On assure, dit Odéric Raynaldi, l'analiste de l'Église, que le jour où ce scélérat, le plus odieux des hérésiarques, mourut, beaucoup d'énergumènes parurent rendus à la liberté, parce que les démons les quittèrent pour accompagner l'âme de Luther dans les gouffres de l'enfer; mais bientôt ils revinrent reprendre leurs premières fonctions (2). »

Quelque joie qu'éprouvât Paul III de cette grande délivrance, il n'était pas disposé à seconder aveuglement l'empereur dans son attaque contre les luthériens. Il nourrissait contre ce monarque un violent ressentiment; après avoir donné à son fils Pierre-Louis Farnèse l'investiture des duchés de Parme et de Plaisance, il n'avait pu obtenir que Charles-Quint la reconnût et la confirmât. Il en était blessé et comme père et comme souverain des États de l'Église.

Sur ces entrefaites, Charles-Quint ayant conclu la paix avec la France, et une trêve avec les Turcs, fit dire au pape que le moment était venu de détruire l'hérésie, et qu'il lui promettait le succès des mesures qu'ils prendraient à ce sujet, pourvu qu'elles pussent être couvertes du plus profond secret. Paul III désirait ardemment de supprimer ce qui lui paraissait une révolte et contre Dieu et contre lui-même; mais il se défiait de Charles qu'il croyait bien plus occupé d'augmenter l'autorité impériale que d'extirper l'hérésie. Il signa avec lui, le 26 juin 1546, un traité par lequel il s'engageait à lui envoyer en Allemagne et à maintenir à ses frais, pendant six mois, douze mille hommes de pied et cinq cents chevaux pour servir contre les protestants; il l'autorisait en même temps à lever d'énormes contributions sur les biens ecclésiastiques situés en Espagne (3). Mais le pape se défiant de la politique de l'empereur, et voulant le compromettre mal-

(1) *Steldani*, L. XVI, f. 277. — *Belcarius*, L. XXIV, p. 773. — *De Thou*, L. II, p. 130. — *Robertson's*, B. VIII, p. 309.

(2) *Raynaldi*, *Ann. eccles.*, an. 1546, § 159 et 143.

(3) *Steldani*, L. XVII, fol. 291. — *Frà Paolo*, L. II, p. 193. — *De Thou*, L. II, p. 140. — *Robertson's*, L. VIII, p. 326. — Le traité dans *Raynaldi*, *Ann. eccles.*, 1546, § 91.

gré lui avec les luthériens d'Allemagne, donna la plus grande publicité à ce traité que Charles voulait tenir secret, et il publia un jubilé à Rome, pour que tous les fidèles secondassent par leurs prières le grand œuvre de l'extirpation de l'hérésie (1).

Les hostilités avaient commencé en Allemagne par une levée de boucliers de Henri, duc de Brunswick, qui, dépouillé de ses États par les princes de la ligue de Smalkalde s'était offert à François I^{er} pour rassembler un corps de troupes en Allemagne, et le conduire contre les Anglais à Boulogne; mais après avoir reçu de lui l'argent nécessaire, il avait employé ses soldats à reconquérir ses propres États. Cependant cette escroquerie lui avait peu profité; le landgrave de Hesse, presque aussitôt après, l'avait attaqué, défait, et fait prisonnier avec son fils (2). Cette victoire des princes protestants, qui accrut leur réputation, fut suivie de plusieurs mois de paix. Au mois de juin, l'empereur, qui rassemblait déjà des troupes, laissa, il est vrai, la diète de Ratisbonne pénétrer plus avant dans ses intentions. Cependant il ne parlait encore que de rétablir l'autorité impériale, non de gêner la liberté des consciences; et de cette manière il avait réussi à rattacher à ses intérêts l'ambitieux Maurice de Saxe, et un grand nombre de princes protestants. La publication même du traité d'alliance avec le pape, ne suffit point pour ouvrir les yeux de ces aveugles volontaires, quoique Paul III ne l'eût pas fait dans une autre vue que pour forcer l'empereur à les envelopper dans une même proscription, avec leurs coreligionnaires (3).

Du moins la publication de ce traité ne laissa plus de doute sur les vues de l'empereur, à ceux qu'il annonçait vou-

(1) *Sicidani*, L. XVII, f. 296, 298. — *Frà Paolo*, L. II, p. 206. — *Robertson's*, B. VIII, p. 529. — La bulle du pape fut publiée dès le 15 juillet.

(2) *Sicidani*, L. XVI, f. 267, 270. — *Belcarii*, L. XXIV, p. 770. — De Thou, L. II, p. 125. — *Robertson's*, B. VII, p. 298.

(3) *Sicidani*, L. XVII, f. 289. — De Thou, L. II, p. 127. — *Robertson's*, L. VIII, p. 521. — *Paradin*, L. IV, p. 149, 177. — *Ferronius*, L. IX, p. 241-247.

loir attaquer les premiers, non comme hérétiques, mais comme factieux. C'étaient l'électeur de Saxe, le landgrave de Hesse, le duc de Wurtemberg, les princes d'Anhalt, et les trois villes d'Augsbourg, Ulm et Strasbourg. Ces États proscrits, dès qu'ils eurent connaissance du traité conclu avec le pape, rassemblèrent leurs milices; le zèle ardent de la religion fit, à l'appel de leurs princes, courir aux armes tous les réformés; en peu de temps ils eurent en campagne soixante-dix mille fantassins et quinze mille cavaliers. Charles V, qui n'avait point été rejoint par les troupes qu'il appelait de Belgique et d'Italie, n'était pas en état de leur tenir tête; enfermé dans Ratisbonne, il paraissait presque à leur merci; cependant il paya d'audace, et mit au ban de l'empire, le 20 juillet, de sa seule autorité, l'électeur et le landgrave, quoiqu'une pareille sentence dépassât le pouvoir légitime de l'empereur (1).

Malheureusement l'électeur et le landgrave, chefs de la ligue de Smalkalde, n'étaient ni assez d'accord entre eux, ni assez bien obéis, ni assez habiles pour tirer parti de circonstances qui semblaient si favorables. Ils respectèrent trop l'autorité contre laquelle ils s'étaient armés; ils négocièrent, ils adressèrent des représentations à Charles V, au lieu de l'attaquer (2); ils rappelèrent Sébastien Schertel, vaillant aventurier, qui, avec un corps de troupes d'Augsbourg, cherchait à s'emparer des gorges du Tyrol, pour empêcher les vieilles bandes espagnoles que Charles V avait rappelées d'Italie, et les troupes du pape, de venir le rejoindre (3). Bientôt les troupes que Charles V destinait à combattre les protestants arrivèrent à lui de toutes parts. L'armée du pape, commandée par Ottavio Farnèse, son petit-fils, était composée de soldats éprouvés, et bien supérieurs à la réputation qu'ont en général les troupes pontificales. Les six mille Espagnols qui venaient du royaume de Naples, étaient plus redoutables encore par leur discipline, leur bravoure et leur féro-

(1) *Steidani*, L. XVII, f. 297. — *De Thou*, L. II, p. 153.

(2) Ils avaient écrit à l'empereur le 4 juillet, et ils ne lui déclarèrent la guerre que le 11 août. *Steidani*, L. XVII, f. 293, 300. — *De Thou*, L. II, p. 143.

(3) *Steidani*, L. XVII, f. 296. — *De Thou*, L. II, p. 149.

ité. Cependant les confédérés qui, dès le 29 août, se trouvaient en présence de l'empereur à Ingoldstadt, auraient encore pu l'attaquer avec avantage; mais quoiqu'ils engageassent avec lui une canonnade, ils n'entreprirent point de le forcer dans ses retranchements. Le comte de Buren, avec l'armée de Belgique, forte de dix mille fantassins et quatre mille chevaux, réussit enfin à le joindre le 10 septembre, et dès lors l'empereur, égal en force aux protestants, au lieu d'éviter la bataille, reprit l'offensive, et réduisit quelques places du voisinage (1).

Les chefs des confédérés avaient manqué de talent, de résolution ou d'accord; mais les peuples avaient fait tous les efforts que le zèle de la religion et l'enthousiasme peuvent produire: tandis que tous ceux qui pouvaient combattre s'étaient rangés sous les drapeaux des princes, les autres avaient ouvert leur bourse et leurs greniers aux champions de leur foi; les troupes de la ligue étaient dans l'abondance, et celles de l'empereur commençaient à manquer d'argent et de vivres. Le sort de la guerre semblait encore douteux, lorsque la perfidie de l'ambitieux Maurice de Saxe, protestant, parent de l'électeur, et gendre du landgrave, ruina ses coreligionnaires. Au mois de novembre, il envahit tout à coup l'électorat de Saxe par une extrémité, tandis que le roi des Romains, Ferdinand, y entra par l'autre avec une armée de Bohémiens et de Hongrois (2). Les confédérés, effrayés de cette trahison domestique, firent à l'empereur des ouvertures de paix qu'il rejeta avec hauteur. Ils se virent ensuite forcés à diviser leur armée, pour aller défendre leurs propres foyers; mais cette séparation fut leur perte. La terreur gagna les princes et les villes; le duc de Wurtemberg demanda son pardon à genoux; la plupart des villes impériales de Souabe, qui étaient pro-

(1) *Sleidani*, L. XVII, p. 302. — *De Thou*, L. II, p. 131, 138. — *Frà Paolo*, L. II, p. 209. — *Belcarius*, L. XXIV, p. 773. — *Robertson's*, B. VIII, p. 347.

(2) *Sleidani*, L. XVIII, f. 309, v. — *De Thou*, L. II, p. 169, 183. — *Frà Paolo*, L. II, p. 227. — *Belcarius*, L. XXIV, p. 779. — *Robertson's*, B. VIII, p. 338.

testantes, ouvrirent leurs portes; Ulm, Augsbourg, Strasbourg, Francfort, firent à leur tour leur soumission, en renonçant à la ligue de Smalkalde; et cette puissante confédération, qui, pendant si long-temps, avait balancé la puissance impériale, parut détruite dans le cours d'une courte campagne (1).

Pendant que la réforme semblait écrasée en Allemagne par les armes de l'empereur, François l'attaquait en France avec non moins d'acharnement; soit qu'il n'écoutât que l'intolérance qui était au fond de son caractère, et sa haine pour l'indépendance des novateurs, qui à ses yeux étaient toujours des rebelles; soit qu'il fût porté à la persécution par le cardinal de Tournon, le ministre en qui alors il avait le plus de confiance; soit enfin que cherchant, dans son état de maladie, à se rendre le ciel favorable, il crût son confesseur, qui lui promettait sa guérison à ce prix. Dès le mois d'août 1545 il avait envoyé dans les diverses provinces des conseillers du parlement de Paris, comme commissaires, pour la poursuite et la punition des hérétiques (2). Mais ce ne fut qu'à la fin de 1546, que la persécution éclata avec un caractère atroce. Il y avait déjà vingt-trois ans que l'évêque Briçonnet, dans son amour pour les lettres anciennes, avait introduit à Meaux les premiers germes de la réformation. Bientôt la persécution les avait dispersés, mais sans les détruire. Plusieurs de ceux qui s'étaient soustraits par la fuite à cette première tempête, avaient visité les églises de Strasbourg et de Genève, et en étaient revenus avec la ferme résolution de servir Dieu dans leur patrie, en esprit et en vérité. Ils avaient élu pour leur ministre un homme de sainte vie, mais qui ne savait d'autre langue que le français, et qui avait été élevé comme cardeur de laine: il se nommait Pierre Leclerc; les réformés s'assemblaient dans la maison d'un autre bourgeois, nommé Étienne Mangin, où ils entendaient le prêche, et participaient au sa-

(1) Rapports dans Ribier, du 16 et 18 janvier 1547, L. V, p. 588 et 589. — De Thou, L. II, p. 191. — *Robertson's*, B. VIII, p. 362.

(2) Isambert, T. XII, p. 894.

crement ; trois ou quatre cents personnes de l'un et de l'autre sexe, à Meaux et à cinq ou six lieues à la ronde, appartenaient déjà à cette église. Mais de quelque mystère qu'ils cherchassent à s'entourer, ils furent bientôt observés et dénoncés (1).

Le 8 septembre 1546, le prévôt de la ville et les sergents, conduits par leurs espions, entourèrent la maison de Mangin, et y surprirent une assemblée de soixante personnes, auxquelles ils déclarèrent qu'ils les faisaient prisonniers de par le roi.

Quoique les capturés fussent beaucoup plus nombreux que ceux qui les avaient pris, et eussent aisément pu faire résistance et s'échapper, ils se laissèrent lier avec soumission. Seulement leurs coreligionnaires, en les voyant passer sur les charrettes où on les avait entassés, entonnèrent le psaume 79 de la traduction de Marot :

- Les nations sont dans ton héritage ,
- Ton sacré temple a senti leur outrage. •

qui semblait peindre leur situation cruelle et les outrages auxquels ils étaient en butte. « Après les informations prises, dit Bèze, nommément sur ce qu'ils avoient célébré la » Cène, ils furent garottés sur des chariots et trainés si rudement jusques à Paris, à savoir, quarante et un hommes et » dix-neuf femmes, que plusieurs se trouvèrent tout cassés et desrompus, devant qu'y être mis sur la géhenne, qui » toutefois ne leur fut pas épargnée. L'issue du procès, duquel fut rapporteur Jean Tronson, conseiller, et ennemi » capital de ceux de la religion, fut telle, que le 4 d'octobre » audit an, par arrêt de la cour (chambre des vacations) (2), » quatorze furent condamnés à être questionnés extraordinairement, puis brûlés vifs en un feu, au grand marché de » Meaux, près de la maison d'Étienne Mangin où ils avoient » été pris, avec confiscation de tous leurs biens.... Et quant » aux autres, l'un fut condamné à être pendu sous les aiselles durant l'exécution, puis fustigé, et finalement reclus à

(1) Théod. de Bèze, l. 1, p. 49.

(2) *Arn. Ferrouil*, L. IX. p. 259.

» jamais en un monastère; quatre à être fustigés en divers
 » lieux, puis bannis; le reste, tant hommes que femmes,
 » hormis cinq femmes auxquelles les prisons furent ouver-
 » tes, furent condamnés à devoir assister à l'exécution, puis
 » faire amende honorable....

» Livrés au prévôt des maréchaux, ils furent ainsi conduits
 » à Meaux; un tisserand de leur religion les voyant passer
 » par la forêt de Livry, commença de suivre les chariots en
 » exhortant les prisonniers à haute voix, et leur criant : Mes
 » frères, ayez souvenance de celui qui est là-haut au ciel.
 » Les archers du prévôt le lièrent et le jetèrent dans le cha-
 » riot avec les autres. Arrivés à Meaux, ils reçurent la ques-
 » tion extraordinaire et très cruelle, qu'ils souffrirent si con-
 » stamment qu'ils n'accusèrent jamais personne de leurs frè-
 » res.... Le lendemain 7 dudit mois, ils furent menés au
 » supplice, étant premièrement la langue coupée à Étienne
 » Mangin, qui ne laissa pas après de dire par trois fois, bien
 » haut et intelligiblement : *Le nom de Dieu soit béni!* puis
 » fut traîné sur une claie, comme aussi Guillaume le Clerc,
 » et les autres en tombereaux, jusqu'au grand marché, où
 » ils furent guindés et brûlés en quatorze potences placées
 » en cercle; eux, se voyant tous en face, et s'entre-donnant
 » courage, en louant Dieu à pleine voix jusqu'à leur dernier
 » soupir : quoique leurs paroles fussent empêchées par les
 » prêtres et par la populace, criant au contraire comme for-
 » cenés : *Os salutaris hostia!* et *Salve regina!* Cela fait, le len-
 » demain 8 du mois, Picard (docteur de Sorbonne), pour
 » achever son triomphe, venu avec une magnifique proces-
 » sion en la place où le feu ardoit encore, prêchant sous un
 » poêle de drap d'or, dit entre autres choses, après s'être bien
 » tempêté, qu'il étoit nécessaire à salut de croire que ces
 » quatorze exécutés étoient damnés au fond des enfers, et
 » que si un ange du ciel venoit dire du contraire, il le fau-
 » droit rejeter, pour ce que Dieu ne seroit point Dieu, s'il ne
 » les damnoit éternellement (1). »

(1) Théod. de Bèze, Hist. ecclés., Liv. I, p. 31, 33. — J. Steidani.

Les supplices de Meaux furent comme le signal d'un renouvellement de persécution par toute la France. Dans le courant de l'hiver, deux pauvres religieux, Palé et Chancin, arrêtés à Senlis, furent brûlés à Paris. Étienne Pouillot, réfugié de Meaux, qui avait prêché à la Fère, après avoir eu la langue coupée, fut brûlé vif, avec une charge de livres sur ses épaules; François d'Augy fut saisi à Annonay, comme il revenait de Genève, et brûlé vif; mais du milieu des flammes on l'entendit s'écrier: « Courage, mes frères! je vois les cieux ouverts, et le fils de Dieu qui s'apprête pour me recevoir! » Jean Chapot, dauphinois, dénoncé comme il venait d'apporter à Paris une balle de livres de Genève, fut presque démembré sur la géhenne, sans qu'on pût arracher de lui le nom de ceux à qui il avait vendu des livres, puis brûlé sur la place Maubert. Séraphin, arrêté à Langres au moment où il prêchait, fut brûlé à Paris avec quatre de ses auditeurs; l'avocat Jean Langlois fut brûlé à Sens, sur la poursuite de son propre oncle, archidiacre de la cathédrale; Jean Bruyère fut brûlé à Issoire, et l'on remarqua la constance avec laquelle il s'abstint de donner aucun signe de douleur, suspendu comme il l'était par une chaîne de fer au milieu des flammes, jusqu'au moment où, baissant la tête, il rendit paisiblement l'esprit(1).

(1547.) Tandis que cette persécution s'exerçait en France, Charles-Quint poursuivait ses victoires sur ceux qui professaient en Allemagne la même religion; mais pendant l'hiver il fut forcé, faute d'argent, de renvoyer une partie de ses troupes. L'électeur de Saxe, en rentrant dans ses États, en avait chassé Maurice, et il l'avait poursuivi dans la Misnie, où il semblait sur le point de le punir de sa trahison(2). Le pape, irrité de ce que l'empereur avait admis les hérétiques dans son armée, et ne paraissait encore prendre aucune mesure pour proscrire le culte réformé, craignait d'être demeuré

L. XVIII, p. 314. — *Ferronii*, L. IX, p. 259. — *Belcarii*, L. XXIV, p. 780.

(1) Théod. de Bèze, L. I, p. 32-33.

(2) *Steidani*, L. XVIII, f. 312, v., et 319.

dupe de l'empereur, qui n'avait travaillé qu'à sa grandeur personnelle; et comme les six mois pendant lesquels il s'était engagé à lui envoyer des secours s'étaient écoulés, il avait rappelé ses troupes d'Allemagne. L'Italie était alarmée par la conspiration de Jean-Louis de Fieschi contre André Doria; et quoiqu'elle eût échoué, le 2 janvier 1547, au moment même où elle éclatait, elle laissait une longue terreur après elle, parce qu'on la croyait concertée avec le fils du pape, duc de Parme, et avec les Français (1). Dans les États héréditaires du roi des Romains, les Bohémiens, presque tous convertis au protestantisme, s'agitaient pour recouvrer leurs libertés et défendre leur foi (2). Le landgrave et l'électeur de Saxe n'avaient rien perdu de leur puissance; l'enthousiasme se réveillait parmi les protestants; les atrocités commises par les vieilles bandes italiennes et espagnoles, contre des hommes qui leur étaient dénoncés comme hérétiques; les violences et les pillages des Hongrois, qui traitaient les Allemands comme ils avaient coutume de traiter les Turcs, faisaient sentir à tous qu'il n'y avait de sûreté que dans la résistance. François enfin était troublé par la ruine si rapide de ses anciens alliés; c'était lui qui les avait abandonnés à son rival, et qui avait formé le projet de les détruire; mais il ne s'était pas attendu à les voir tomber si promptement; il regrettait des défaites qu'il avait accélérées, il renouait avec eux ses correspondances; il cherchait les moyens de prolonger leur résistance, et il mettait en délibération s'il ne profiterait point de cette occasion pour humilier l'empereur, dont il était toujours jaloux (3).

Mais pendant ce bouleversement soudain de l'Allemagne, qui n'avait laissé au roi des Français d'autre rôle que celui de spectateur, diverses circonstances avaient contribué à diminuer son énergie dès long-temps décroissante. La mort de son plus jeune fils l'avait plongé dans une mélancolie qu'augmentait encore le triste état de sa santé; le retour fréquent

(1) Républ. italiennes, c. 123.

(2) *Sleidan*, L. XVIII, p. 319. — *Belcartii*, L. XXIV, p. 783.

(3) *Sleidan*, L. XVIII, p. 316. — *Robertson's*, L. IX, p. 387.

d'aposthumes, qui, dans leur progrès, l'exposaient à des douleurs atroces, accablait son corps par une fièvre qui menaçait ses jours. Les intrigues de cour, la jalousie de la duchesse d'Étampes et de Diane de Poitiers, l'inimitié de la première pour le dauphin, et la crainte qu'elle ressentait de ce qu'elle aurait à éprouver de sa part lorsqu'il parviendrait à la couronne, empoisonnaient la vie domestique du vieux roi. Il montrait de l'affection pour le comte d'Enghien, illustré par la bataille de Cérisoles, et celui-ci semblait réunir autour de lui les anciens amis du duc d'Orléans, et maintenir son parti à la cour. « Mais, raconte Du Bellay, au mois de février 1546 (1), » étant le roi à la Roche-Guion, les neiges étoient fort » grandes ; il se dressa une partie entre les jeunes gens étant » près de la personne de M. le dauphin ; les uns gardoient une » maison, et les autres l'assailloient à pelotes de neige. Durant » ce combat, le sieur d'Enghien, François de Bourbon, sor- » tant de fortune hors d'icelle maison, quelque malavisé jeta » un coffre plein de linge par la fenêtre, lequel tomba sur la » tête dudit sieur d'Enghien, et le blessa de sorte que peu de » jours après il mourut (2). » D'autres désignent plus expressément le *malavisé* qui jeta ce coffre : c'était le marquis d'Aumale, fils du duc de Guise, et il le faisait par ordre du dauphin ; aussi il ne fut point permis de faire sur cette mort les informations ordinaires de la justice, de peur de trouver ces princes impliqués dans un crime (3).

Ce fut aussi au commencement de février 1547 que François reçut, à Saint-Germain-en-Laye, la nouvelle de la mort du roi d'Angleterre. Henri VIII était depuis quelque temps incommodé d'un ulcère à la jambe, qui lui causait beaucoup de douleur ; en même temps son embonpoint extraordinaire l'empêchait presque de se mouvoir. Ces deux causes le rendaient si chagrin, qu'on ne l'approchait plus qu'en tremblant.

(1) Du Bellay commence l'année à Pâques; cependant l'événement appartient en effet à 1546.

(2) Du Bellay, L. X, p. 275.

(3) De Thou, L. II, p. 198. — Histoire des seigneurs d'Enghien, par P. Collins, p. 498. Rapporté en note à de Thou. — Brantôme, T. II, p. 502.

Il livrait aux supplices les plus cruels ceux qui ne partageaient pas ses opinions religieuses ; le sort d'Anne Askew, dame de la cour, torturée et ensuite brûlée, avec quatre hommes qui, de même qu'elle, avaient nié la présence réelle, inspira surtout beaucoup d'horreur (1). En même temps, Henri faisait tomber les têtes des personnages les plus importants de son royaume. Le comte de Surrey fut décapité le 19 janvier 1547 ; son père, le duc de Norfolk, devait, d'après l'ordre de Henri VIII, être décapité le 29 janvier ; mais Henri lui-même mourut dans la nuit du 28 au 29, et l'exécution fut suspendue. Le roi d'Angleterre, au moment de sa mort, était âgé de cinquante-six ans, et il avait régné trente-sept ans et neuf mois (2). « De ce trépas, dit Du Bellay, le roi porta grand » ennui, tant pour l'espérance qu'il avoit de faire ensemble » une alliance plus ferme que celle qu'ils avoient commencée, » que parce qu'ils étoient presque d'un âge, et de même complexion ; et eut doute qu'il fût pour bientôt aller après. » Même ceux qui étoient près de sa personne, trouvèrent que » depuis ce temps il devint plus pensif qu'auparavant (3). »

Malgré la tristesse du roi, son découragement et son état de maladie, une nouvelle activité était donnée aux négociations, depuis le commencement de l'année. Tandis que les ambassadeurs de France auprès de l'empereur et de la reine de Hongrie leur donnaient l'assurance des intentions pacifiques du roi, et se faisaient même valoir comme étant les vrais auteurs de la trêve avec les Turcs (4), d'autres ambassadeurs auprès du landgrave et de l'électeur de Saxe leur promettaient une subvention de 40,000 écus par mois, pendant six mois, et leur annonçaient que le roi, déterminé à les soutenir, avait déjà pris quinze mille Suisses à sa solde, et comptait en prendre davantage (5). Des négociateurs français cherchaient à

(1) Rapin Thoyras, L. XV, p. 803.

(2) *Ibid.*, L. XV, p. 818. — De Thou, L. III, p. 229.

(3) Du Bellay, T. XXI, p. 278.

(4) Ribier, L. V, p. 391, 393.

(5) *Ibid.*, p. 607, 609, 611, 613, 619, 624, 627. — *Steidant*, L. XVIII, f. 320 ; et L. XIX, f. 323.

rattacher le Danemark à la cause des protestants d'Allemagne, et offraient comme récompense au roi danois la jeune reine d'Écosse en mariage pour son fils, avec le royaume d'Écosse pour dot (1). Les négociations de la France n'étaient pas moins actives en Italie, auprès du pape et des Vénitiens. Le roi voulait alarmer ces deux puissances sur l'agrandissement de l'empereur et son ambition, et il leur demandait de s'engager avec la France dans une ligue destinée à le contenir dans de justes bornes (2). Le roi, pour déterminer Paul III, offrait de donner à l'un de ses petits-fils la fille naturelle du dauphin en mariage; on assurait que le pape était déjà si alarmé de l'ambition de l'empereur, qu'il faisait des vœux en faveur des protestants en guerre avec lui. C'était aussi pour contrarier Charles V qu'il venait de transférer le concile de Trente à Bologne, sous prétexte que la peste avait éclaté dans la première ville, mais en effet pour qu'il fût moins sous la dépendance impériale; et, dans la même vue, le roi s'était engagé à y envoyer un grand nombre de prélats français (3). François avait encore expédié M. d'Aramont à Constantinople, pour engager Soliman à rompre la trêve, et à attaquer ou le royaume de Naples, ou la Hongrie. Il n'avait pu si bien cacher toutes ces démarches à l'empereur, que celui-ci n'en eût quelque soupçon; aussi tint-il à son tour des discours menaçants à l'ambassadeur français; il lui demanda l'évacuation du Piémont et de la Savoie, et lui donna à entendre que, si dans ce moment il ne les répétait pas par la guerre, il les regardait toujours néanmoins comme un motif suffisant pour lui faire recommencer quand il voudrait les hostilités (4).

La mort de Henri VIII avait donné lieu à d'autres négociations en Angleterre; son fils, Édouard VI, alors âgé de neuf

(1) Ribier, p. 600 et 606.

(2) *Ibid.*, p. 614.

(3) *Ibid.*, Lettres originales, L. V, p. 622, 633, 637, 638 et 640. — *Frà Paolo*, L. II, p. 266, 273, 275.

(4) Lettres de Mesnage, ambassadeur auprès de l'empereur, du 20 janvier. Ribier, p. 595.

ans et demi, y fut proclamé roi le 31 janvier 1547. Henri avait désigné par son testament, seize seigneurs qui devaient former son conseil de régence ; mais l'un d'eux, Édouard Seymour, comte de Hartford, qui prit le titre de due de Somerset, et qui était oncle maternel du jeune prince, réussit, dès le 1^{er} février, à se faire déclarer protecteur par les quinze autres. Il était attaché à la religion réformée, qui dès lors devint celle du roi et du royaume (1). Cependant il rechercha avec empressement l'amitié de la France ; et le 11 mars, un traité entre les deux couronnes fut signé à Londres, par lequel celui de l'année précédente fut confirmé, mais en expliquant à l'avantage de la France tous les points qui pouvaient admettre quelque doute (2).

Pendant l'automne et l'hiver, le roi avait continué ses petits voyages ; il visita toute la frontière orientale, depuis Bourg-en-Bresse, au travers de la Bourgogne, du Barrois et de la Champagne, ordonnant de nouvelles fortifications sur tous les points qu'il jugeait en avoir besoin (3). « Sur ces entrefaites, dit Du Bellay, lui vint une fièvre lente, pour laquelle passer, il s'en alla à la Muette, maison nouvellement par lui édifiée, à deux lieues de Saint-Germain, au bout de la forêt ; mais y ayant fait séjour de sept ou huit jours, il s'ennuya, et en partit sans passer par Saint-Germain-en-Laye, et alla coucher à Villepreux, où la nuit il eut quelque accès de fièvre. Le lendemain, il alla coucher à Dam pierre, près Chevreuse, duquel lieu il prit son chemin pour aller faire son quarème-prenant à Limours (le 22 février). De jour en jour, ceux qui étoient autour de lui le trouvoient fort changé de complexion et de façon de faire. Ayant séjourné deux ou trois jours à Limours, il s'en alla à Rochefort, où il séjournait, allant de jour en autre à la chasse, mais tous les soirs à son retour, il avoit quelque accès de fièvre ; parquoi il voulut prendre son chemin pour se retirer à

(1) Rapin Thoyras, T. VII, L. XVI, p. 1-9. — Hume, T. VI, c. 34, p. 146.

(2) Traité de Paix, T. II, § 93, p. 242.

(3) Du Bellay, T. XXI, p. 274.

» Saint-Germain-en-Laye, et pour avoir son passe-temps de
 » la chasse par les chemins. Partant de Rochefort, il vint
 » coucher à Rambouillet, espérant n'y être qu'une nuit; mais le
 » plaisir qu'il eut, approchant dudit Rambouillet, tant en la
 » chasse qu'en la volerie, lui fit changer d'opinion. Il délibéra d'y
 » faire séjour cinq ou six jours; enfin la fièvre qui de long-temps
 » l'avoit saisi, se renforça tellement par intervalles, qu'elle
 » se convertit en continue, avec la douleur d'un apostume
 » qu'il avoit eu peu de temps au précédent qu'il allât au de-
 » vant de l'empereur quand il passa par France. Alors ayant
 » bonne connoissance de sa fin, il disposa des affaires de sa
 » conscience et de sa maison; après avoir fait plusieurs belles
 » remontrances à son fils, monseigneur le dauphin à présent
 » régnant, et lui avoir recommandé son peuple et ses serviteurs,
 » il rendit l'âme à Dieu audit château de Rambouillet, le der-
 » nier jour de mars 1546 avant Pâques (31 mars 1547)... Il
 » mourut en son âge de 53 ans, et continua en bonne mé-
 » moire et sain entendement jusqu'à la fin de ses jours (1). »

Ferronius, qui, de même que Du Bellay, termine son his-
 toire à la mort de François I^{er}, dit : « qu'il mourut avec tant
 » de piété et de constance, que, comme le souffle lui échap-
 » pait, il répéta à plusieurs reprises le nom de Dieu, et lors-
 » qu'il n'eut plus de voix, il fit encore de ses doigts le signe
 » de la croix sur son lit. On assure qu'il recommanda à son
 » fils qui allait être roi, ses serviteurs et le peuple français
 » qui s'étoit toujours montré à lui si obéissant, et surtout sa
 » noblesse, qui avoit dépassé tous les autres dans son empres-
 » sement à le servir. Pierre Castellan l'avertit alors de détour-
 » ner son esprit des choses mondaines, et de le reporter tout
 » entier vers Dieu, pour solliciter son pardon; ce qu'il fit avec
 » zèle (2). »

Tavannes, le seul des écrivains du temps qui se permit de
 juger les rois, dit de lui : « Les dames plus que les ans lui
 » causèrent la mort. Il eut quelques bonnes fortunes et beau-

(1) Du Bellay, p. 276-279.

(2) *Ann. Ferronius*, l. IX, p. 259.

» coup de mauvaises. Il élevoit les gens sans sujet, s'en servoit
» sans considération, leur laissoit mener la guerre et la paix
» pour se décharger. Les femmes faisoient tout, même les
» généraux et capitaines, d'où vint la variété des événements
» de sa vie, mêlée de générosité, qui le pousoit à de grandes
» entreprises, d'où les voluptés le retiroient au milieu d'ieel-
» les. Il aimoit les sciences et les bâtimens. Trois actes hono-
» rables lui donnèrent le nom de grand, non la différence du
» petit roi François, la bataille de Marignan, la restauration
» des lettres, et la résistance qu'il fit seul à toute l'Europe...
» L'excellence de l'empereur Charles-Quint lui donna gloire :
» le vainqueur d'Allemagne, d'Asie, d'Afrique, des Gueldres,
» des Turks, a borné son plus outre aux rivières de Marne
» et Durance, et fait naufrage en France avec deux grandes
» armées (1). »

(1) Tavannes, T. XXVI, c. 8, p. 84. — Vieilleville, T. XXVIII, L. I, c. 47, p. 307. — De Thou, L. III, p. 222. — Paradin, L. IV, p. 147. — *Belcarius*, L. XXV, p. 795. — *Pauli Joeli*, L. XLV, p. 617. C'est la fin de son histoire.

RÈGNE DE HENRI II.

CHAPITRE XI.

Caractère du nouveau roi Henri II. Charles-Quint soumet les protestants d'Allemagne. Complot en Italie. Guerre civile d'Écosse. Persécution en France. Révolte de la Guienne. Henri II recouvre Boulogne des mains des Anglais. 1547-50.

(1547.) FRANÇOIS I^{er} avait acquis un singulier empire sur les cœurs des Français ; il les avait gagnés, dès le commencement de son règne, par le charme de sa figure et de sa jeunesse ; ensuite par sa valeur brillante, l'agrément des manières, l'esprit qu'il montrait dans sa conversation, quelquefois les mots heureux qu'on répétait d'après lui ; plus tard enfin par ses malheurs, et la constance qu'il avait montrée dans une lutte dangereuse. On l'avait vu aux prises avec un grand monarque qui l'emportait sur lui en talent comme en puissance, mais dont on se plaisait à qualifier de fraude l'habileté, tandis qu'on s'obstinait à trouver dans la conduite de François I^{er} une loyauté qui tout au plus n'apparaissait que dans ses manières. D'ailleurs cette grande fermentation de l'esprit humain qui produisit le renouvellement des lettres dans l'Europe occidentale, avait éclaté pendant le règne de François I^{er} ; on lui en fit honneur, on lui décerna, au moment de sa mort, le titre de père des lettres : on avait applaudi à l'empressement avec lequel il avait appelé auprès de lui des savants, au goût qu'il paraissait prendre à leur entretien, à l'instruction réelle qu'il avait recueillie de leur conversation ; on en fut frappé davantage encore en le comparant à son fils, à son successeur, qui montrait de la répugnance pour tout exercice de l'esprit. Cette

comparaison rendait tous les jours plus chère la mémoire du père, par le seul effet des souffrances éprouvées sous le fils, et par la disposition naturelle à l'homme de s'attacher aux souvenirs du passé; les protestants eux-mêmes, qui avaient tant de motifs de haïr François I^{er}, et qui avaient éprouvé de sa part des persécutions si atroces, honorèrent généralement sa mémoire; peut-être en raison de l'estime qu'il avait témoignée à plusieurs de leurs plus savants docteurs, ou peut-être seulement parce qu'ils étaient appelés à éprouver encore des traitements plus cruels de la part de ses successeurs. « Il fut » depuis surnommé le Grand, dit Théodore de Bèze, lequel » surnom lui eût tourné en beaucoup plus grande louange, » si on ne pouvoit dire à bon droit, qu'ainsi qu'il a été grand » guerrier, et amateur des bonnes lettres, aussi il a été grand » adversaire de ceux de la religion (1). » La Planche dit que « ce fut un prince de son naturel, non moins généreux que » voluptueux (2); » et Sleidan dit que « sa mort fut un grand » malheur pour les hommes de lettres et les hommes studieux, » car personne n'aima plus les arts libéraux, ou ne les récom- » pensa plus richement (3). »

Mais quelques regrets que les gens de lettres, que le peuple français lui-même, pussent sentir pour François I^{er}, les courtisans de son fils se réjouissaient de voir commencer un nouveau règne; ils pressentaient combien un prince faible et de peu de talent leur accorderait de crédit et de richesse. « Tandis que » François I^{er} étoit à l'agonie, dit un contemporain anonyme, » le dauphin (Henri II), travaillé de regret et de déplaisir de » l'état où il voyoit son père languissant, s'étoit jeté sur le lit » de la dauphine (Catherine de Médicis), laquelle étoit à » terre et faisoit de l'éplorée et dolente. Au contraire la grande » sénéchale (Diane de Poitiers), et le duc de Guise, qui n'é-

(1) Théod. de Bèze, *Hist. ecclésiastique*, L. I, p. 66.

(2) Histoire de l'État de France sous François II, p. 6.

(3) Jo. Sleidani, *de Statu religionis et Reipublicæ*, L. XIX, f. 323, 324. Sleidan lui-même, qui étoit secrétaire des États protestants de la ligue de Smalkalde, avait une pension de cent écus du roi, et c'étoit le cardinal Du Bellay qui la lui avait procurée. Lettre de celui-ci, dans Ribier, T. II, p. 30.

» toit alors que comte d'Aumale , y étoient ; celle-là , toute
 » gaie et joyeuse , voyant le temps de ses triomphes appro-
 » cher ; celui-ci se promenant par la chambre de la dauphine ,
 » et de fois à autre alloit à la porte savoir des nouvelles , et
 » quand il revenoit : *Il s'en va* , disoit-il , *le galand* (1). »

François , avant ces derniers combats de la nature , avait , selon l'usage des rois , adressé des conseils sages et pieux à son successeur. Il fit venir auprès de son lit le seul fils qui lui ait survécu , Henri , qui , né le 31 mars 1519 , entrait ce jour-là même dans sa vingt-neuvième année. Il lui recommanda de décharger son peuple des tributs dont il avait été forcé de l'accabler , et de profiter pour cela du bon état où il lui laissait ses finances , car , disoit-il , son successeur trouverait 400,000 écus dans ses coffres , et un quartier de ses revenus prêt à y entrer. Cette bonne administration il la devait à la sagesse de ses ministres , surtout de l'amiral Annebault , auquel il faisait un legs de cent mille livres , et du cardinal de Tournon , dont il invitait Henri à suivre toujours les conseils , tandis qu'il le prémunissait contre la pernicieuse politique du connétable de Montmorency , et l'ambition des Guises , qu'il lui demandait d'exclure de tout pouvoir (2). Il lui témoigna de même le peu de confiance qu'il avait dans un autre de ses favoris , Saint-André , tout en ajoutant qu'il voyait bien que Henri le ferait un des plus grands de son royaume (3). Henri pleurait auprès du lit de son père , il paraissait touché , mais il se garda de rien promettre , et plus encore de rien observer.

« Henri , dit Théodore de Bèze , n'avoit ni la vivacité d'esprit , ni la faconde de son père , mais bien un naturel de soi-même fort débonnaire , et tant plus aisé à tromper , de sorte qu'il ne voyoit ni jugeoit que par les yeux , oreilles et avis de ceux qui le possédoient (4). » Beaucaire remarque que « ressemblant plus à son ayeul maternel Louis XII qu'à

(1) Légende du cardinal de Lorraine , 1579. Dans les notes à de Thou , L. III , p. 238. — Mém. de Condé , T. VI , p. 7.

(2) De Thou , L. III , p. 236.

(3) Mém. de Vieilleville , T. XXVIII , L. I , c. 47 , p. 308.

(4) Théod. de Bèze , L. II , p. 67.

» son père, il lui anroit aussi ressemblé dans l'administration
 » du royaume, s'il avoit eu comme lui des hommes de bien pour
 » conseillers, car il paroissoit né pour être gouverné, non pour
 » gouverner; il ne faisoit presque rien d'après lui-même, et
 » ne se conduisoit que d'après les avis de ses familiers les plus
 » intimes. Quant à sa figure, sans égaler celle de son père,
 » sa taille étoit cependant élevée, son corps carré, robuste,
 » et propre à tous les exercices, quoiqu'il fût disposé à l'em-
 » bonpoint, contre lequel il se prémunissoit par la régularité
 » de sa diète, et par un exercice journalier; et cependant il
 » égaloit à la course les hommes les plus lestes; son teint étoit
 » obscur, ses cheveux et sa barbe étoient noirs (1). »

Au moment où la mort de François fut annoncée à son fils, dédaignant le conseil qu'il venait de recevoir, Henri n'eut plus d'autre pensée que celle de se jeter dans les bras de celui qu'il nommait son vieux ami, pour se reposer sur lui de tout le poids du gouvernement. Ce jour-là même, 31 mars 1547, il confia le corps du feu roi à l'amiral Annebault et au cardinal de Tournon, et il partit pour Saint-Germain-en-Laye, où il rencontra le connétable de Montmorency, lequel, dit le secrétaire d'État Bochetel, qui l'accompagnait, *embrassa incontinent tout le faix des affaires* (2). Il semblaient que l'esprit paresseux de Henri II demandait un homme qui le soulageât de tous les soucis de la royauté. Sans ressentiment lui-même, il adopta tous ceux du vieux connétable, auquel il livrait sa conduite; il consentit à éloigner à l'instant de la cour le cardinal de Tournon et l'amiral Annebault; il fit arrêter Gilbert Bayard, secrétaire d'État, qui mourut peu après en prison; il renvoya Villeroi, l'autre secrétaire; il fit intenter un procès criminel à Nicolas de Bossut, sieur de Longueval, pour avoir eu part au traité avec l'empereur, que Henri croyait trop favorable à son frère le duc d'Orléans; et Longueval aurait péri, s'il n'avait racheté sa vie, en cédant à Charles de Guise, archevêque de Reims, et l'un des favoris du roi, sa

(1) *Belcarius*, L. XXV, p. 793.

(2) Sa lettre de Saint-Germain, 4 avril 1547. *Mémoires*, T. XXVIII, p. 415.

superbe maison de Marches, que celui-ci convoitait (1). C'est ainsi que la justice fut administrée pendant tout ce règne; des crimes d'État étaient supposés par l'esprit de faction, poursuivis avec acharnement, menacés du dernier supplice, puis pardonnés aussitôt qu'un favori était gagné.

Dès le 2 avril, le roi, d'après l'avis du connétable, régla quelle serait la composition du conseil qui s'assemblerait tous les matins. Il y appela, selon l'ordre de leurs dignités, le roi de Navarre, le cardinal de Lorraine, le duc de Vendôme, Charles de Guise, archevêque de Reims, le connétable, le chancelier Olivier, le comte d'Aumale, Sedan, Humières, Saint-André père et fils, le président Bertrand et Villeroy, qui bientôt après fut écarté. Le roi de Navarre et le duc de Vendôme, comme gouverneurs de province, étaient habituellement absents; en sorte que le connétable, les trois Guise et les deux Saint-André, tant qu'ils demeuraient d'accord, comme ils l'étaient alors, se trouvaient absolument les maîtres. Les soirs, un autre conseil s'assemblait, où plusieurs cardinaux et évêques étaient admis (2). En même temps, Montmorency partagea entre les quatre secrétaires d'État, qu'on nommait secrétaires des finances, et qu'il avait choisis parmi ses créatures, le département des affaires étrangères, assignant à chacun les États situés au-delà d'une des frontières (3).

Bientôt cependant on put pressentir qu'une autre volonté, qui était alors d'accord avec celle du connétable, serait, dans l'occasion, encore plus puissante que la sienne. C'était celle de la grande sénéchale, Diane de Poitiers, que Henri II créa, au mois d'octobre 1548, duchesse de Valentinois. Depuis 1531 elle était veuve de Louis de Brézé, grand sénéchal de Normandie. On soupçonne qu'elle avait eu déjà, en 1537, une fille du roi qui fut légitimée, et qui se nommait Diane comme elle (4). La maîtresse du roi, quand il monta sur le trône,

(1) De Thou, L. III, p. 239.

(2) Ordre du conseil. Ribier, T. II, p. 1.

(3) Flassan, *Diplom. franç.*, T. II, L. IV, p. 21.

(4) Diane, fille du roi, fut désignée cependant comme étant née d'une maîtresse

était âgée de quarante-huit ans; le connétable, qu'il appelait son compère, en avait cinquante-quatre, et Henri II demeura également fidèle à sa vieille maîtresse et à son vieil ami. Diane, il est vrai, avait conservé sa beauté d'une manière si remarquable, qu'on prétendait communément qu'elle devait son pouvoir à des philtres et à des enchantements (1).

Le roi, à son avènement, avait droit à des sommes considérables, qui lui étaient payées, soit par ceux qui occupaient des charges vénales, soit par les corporations qui faisaient renouveler les privilèges de leurs immunités. Il abandonna cette riche perception à sa maîtresse, et bientôt après, sur la recommandation de celle-ci, Henri donna au comte d'Aumale toutes les terres vacantes du royaume, l'autorisant à les réclamer du premier occupant (2). Ces deux largesses, qui mettaient les favoris aux prises avec tant d'intérêts privés, et dont la valcur n'était connue ni de celui qui les demandait ni de celui qui les accordait, excitèrent un mécontentement général; les courtisans toutefois n'en jugeaient pas de même, et Brantôme, organe de leurs sentiments, dit « qu'un » tel roi pouvoit faire un tel don à une telle dame; car c'étoit » une partie casuelle qui ne touchoit point à son revenu, ni » de domaine, ni de ses subsides et tailles (3). » Le pape Paul III, bientôt instruit de la manière de plaire le plus au roi, envoya cette année la rose bénite à la femme de Henri II, et une chaîne de perles d'une grande valeur à sa maîtresse, ou à sa fille naturelle, Madame Diane (4).

La cupidité des nouveaux courtisans, leur avidité à se disputer tout ce que la couronne pouvait distribuer, ne tarda

plus obscure (Philippe Duc, piémontaise). Diane de Poitiers s'efforça de faire croire qu'elle n'avait jamais cédé aux désirs du roi. Brantôme assure que lorsque Henri voulut faire légitimer sa fille, elle s'y opposa avec fierté, en lui disant : « J'étois née pour avoir des enfants légitimes de vous; j'ai été votre maîtresse » parce que je vous aimois, je ne souffrirai pas qu'un arrêt me déclarât votre » concubine. » Femmes galantes, T. VII.

(1) De Thou, L. III, p. 241.

(2) *Ibid.*, p. 242. — *Belcarius*, L. XXV, p. 794.

(3) Brantôme, dans Henri II, T. II, p. 329.

(4) Ribier, T. II, p. 53.

pas à se manifester d'une manière plus ouverte. Avant tout il leur convenait d'écarter de la cour les cardinaux français, conseillers obligés de la couronne, témoins incommodes et rivaux dangereux, toutes les fois qu'il y avait des grâces à accorder : on en comptait alors douze : le roi leur donna l'ordre de se rendre à Rome, pour y maintenir l'influence de la France, et se trouver prêts pour l'élection, si le pape, âgé de plus de quatre-vingts ans, venait à mourir. Sept obéirent, parmi lesquels se trouvaient les cardinaux de Tournon, d'Annebault et Du Bellay, que Montmorency voulait surtout éloigner, comme conseillers du dernier roi ; les autres furent dispensés du voyage (1).

La dignité de l'Etat la plus ambitionnée était celle de maréchal de France : il n'était point d'usage alors de nommer plus de quatre maréchaux, et le roi avait promis un des premiers bâtons qui viendraient à vaquer, à son favori d'Albon Saint-André, tandis que Diane de Poitiers le demandait pour Robert de la Marck, son gendre. Le roi avait résolu d'ôter le bâton au maréchal de Biez, qu'il voulait faire condamner, ainsi que son gendre Vervins, pour la manière dont le premier avait conduit la guerre contre les Anglais, et dont le second avait rendu Boulogne. Mais la cour était sur le point de se brouiller au sujet du partage de la dépouille de Biez. Vieilleville s'attribue l'honneur d'avoir réconcilié le favori et la maîtresse du roi, en engageant Montmorency à renoncer lui-même à la dignité de maréchal, que celui-ci unissait à celle de connétable, sur la promesse que lui fit le roi d'élever plus tard ses deux fils à la même dignité (2). Ainsi Saint-André et la Marck purent tous deux être promus au rang des maréchaux. Deux ecclésiastiques demandaient en même temps à entrer dans le collège des cardinaux, savoir, le frère du duc de Vendôme, Charles de Bourbon, alors évêque de Saintes, que trente-deux ans plus tard la ligue proclama roi, sous le nom de Charles X; et le fils du duc de Guise, Charles

(1) De Thou, L. III, p. 245. — *Belcarius*, L. XXV, p. 798.

(2) Vieilleville, T. XXVIII, c. 6, p. 357 et suiv.

de Lorraine, alors archevêque de Reims. Henri II demanda au pape le chapeau pour l'un et pour l'autre ; il éprouva d'abord quelques difficultés ; leur nomination lui fut cependant accordée le 27 juillet (1).

La rapacité des courtisans, au commencement de ce règne, les bassesses, les crimes auxquels ils descendaient quelquefois, nous sont représentés par Vincent Carloix, secrétaire de Vieilleville et rédacteur de ses Mémoires, dans un tableau d'autant plus hideux qu'il ne semble pas s'apercevoir lui-même à quel point il rend odieux les rivaux et en même temps les amis de son maître : « Si on demande, dit-il, pour-
 » quoi ce grand roi ne pouvoit avancer un digne serviteur et
 » de mérite, qu'il affectionnoit (Vieilleville lui-même), selon
 » la volonté qu'il en avoit, il est aisé de répondre que non,
 » quand ceux qui le possédoient étoient effrontés, et par
 » trop convoiteux à l'envi de faire fleurir leurs maisons ; car
 » il ne leur échappoit, non plus qu'aux hirondelles les mouches, État, dignité, évêché, abbaye, office, ou quelqu'autre
 » bon morceau, qui ne fût incontinent englouti. Et avoient
 » pour cet effet, en toutes parts du royaume, gens apostés
 » et serviteurs gagés, pour leur donner avis de tout ce qui se
 » mouroit, sans épargner les confiscations, pour les demander.
 » Mais bien plus, ils avoient des médecins à Paris, où tous
 » les grands de France abordoient, attirés et comme pensionnaires, qui ne failloient de leur mander l'issue de leurs
 » patients, quand ils étoient d'étoffe ; et bien souvent, sur le
 » goût de mille écus, ou d'un bénéfice de mille livres de
 » rente, on les faisoit passer. De sorte qu'il étoit quasi impossible à ce débonnaire prince d'étendre ailleurs sa libéralité,
 » car ils étoient quatre qui le dévoroient comme un lion sa proie, jusqu'à lui ravir ce qu'il avoit donné à ses domestiques, pour en pourvoir les leurs ; savoir le duc de Guise
 » Claude, qui avoit six enfants, qu'il fit très-grands ; le com-
 » nétable avec les siens ; la duchesse de Valentinois, avec ses
 » filles et gendres, et le maréchal de Saint-André, qui étoit

(1) Ribier, T. II, p. 39. — De Thou, L. III, 237.

» entouré de grand nombre de neveux et d'autres parents,
 » tous pauvres, et lui-même qu'il falloit agrandir. Et étoit con-
 » traint le roi, s'il vouloit particulariser quelque bienfait, de
 » mentir à ceux-ci, et de dire qu'il y avoit déjà pourvu; en-
 » core étoient-ils si impudents qu'ils le débattaient souvent
 » contre lui, par l'impossibilité; alléguant la diligence secrète
 » de leurs avertissements (1). »

« Dans les premiers jours de son règne, dit encore Vieille-
 » ville, le connétable possédoit le roi de telle façon, qu'il le
 » menoit par toutes ses maisons, Chantilly, Ecouen, et Lille-
 » Adam, et que prince, quel qu'il fût, ni autre, n'approchoit
 » de sa personne que par sa faveur et introduction (2). » En-
 suite la grande sénéchale voulut à son tour qu'il logeât chez
 elle; elle le conduisit à Anet, château qu'elle fit rebâtir en
 1552, par Philibert de Lorme, avec une magnificence royale,
 mais qui déjà étoit digne de recevoir la cour (3). La reine
 Catherine de Médicis, alors âgée de vingt-six ans, et brillante
 de beauté, suivait sans résister le char de sa vieille rivale;
 elle n'avait point de crédit sur le roi, et n'essayait point de
 contrarier ses goûts. La veuve du feu roi, au contraire, Éléo-
 nore, sœur de l'empereur, se sentant étrangère et à la cour
 et au milieu de la nation française, ne tarda pas à se retirer à
 Bruxelles, auprès de la reine de Hongrie sa sœur, encore que
 son douaire lui fût assigné dans les provinces de Touraine et
 de Poitou (4).

Vers le milieu de mai, Henri II vint à Paris, mais sans y
 faire d'entrée publique, et seulement pour traiter de quelques
 affaires avec le chancelier et les principaux conseillers au
 parlement (5). Il voulait d'ailleurs être à Paris au moment
 des obsèques de François I^{er}, qui devait être déposé aux tom-
 beaux de Saint-Denis, le 23 mai, avec ses deux fils morts

(1) Vieilleville, T. XXIX, L. II, c. 10, p. 3-5.

(2) *Ibid.*, T. XXVIII, L. II, c. 5, p. 354.

(3) Observations, *Ib.*, T. XXVIII, p. 429, note. — De Thou, L. III, p. 255.

(4) De Thou, L. III, p. 248.

(5) Vieilleville, T. XXIX, p. 1.

avant lui, François, le premier dauphin, et Charles, duc d'Orléans. Rien ne fut épargné pour la pompe de cette cérémonie, qui coûta au roi 500,000 fr., et peut-être autant à la ville de Paris. Henri II voulut voir passer le cortège, partant de Notre-Dame-des-Champs, le 22 mai, pour aller à la cathédrale, d'où les corps devaient, le lendemain, être portés à Saint-Denis, et il s'était fait secrètement réserver une fenêtre à la rue Saint-Jacques. Lorsqu'il vit approcher cependant les trois chars funèbres, « il voulut se lever de là, car le cœur » lui haussoit, et il commençoit à s'émouvoir et attrister jus- » ques aux larmes. » Vieilleville s'en apercevant, s'approcha de lui et lui dit qu'il devait montrer plus de reconnaissance envers la divine Providence, qui l'avait appelé à la couronne avant le temps et contre le cours de nature, par la mort de son père encore jeune, et de son frère aîné ; que, quant à son plus jeune frère, il ne devait pas le regretter, car c'était un ambitieux qui ne l'avait jamais aimé, et qui serait devenu, après le mariage négocié pour lui, son plus redoutable ennemi. « Or, encore que ces remontrances, continue Carloix, fussent » grandement consolatriees, si est-ce que le roi ne se pou- » voit tant commander que de se contenir. » Mais Saint-André et Vieilleville revinrent à la charge, lui racontant quelle joie avait eue le duc d'Orléans, sur une fausse nouvelle que son frère avait été noyé ; quelle correspondance il entretenait avec l'empereur, par la duchesse d'Étampes et la comtesse d'AreMBERG, qui avaient moyenné son mariage. Pendant ce temps le cortège avançait, et le char funèbre qui portait le corps, surmonté de l'effigie du duc d'Orléans, précédait celui de son frère aîné et de son père, et était arrivé sous les fenêtres ; « si bien que le roi se remit en place, et regarda con- » stamment passer les trois effigies. Mais il ne se put garder » de dire, quand celle du duc d'Orléans, qui étoit la pre- » mière, passa, comme par dédain : *Voilà donc le bélistre » qui mène l'avant-garde de ma félicité (1)!* »

(1) Vieilleville. T. XXIX, L. II, c. 11, p. 10-25. — Observat. n° 15, p. 545.

La duchesse d'Étampes, que les deux courtisans avaient cherché à rendre coupable aux yeux du roi, était déjà éloignée de la cour. Henri II avait repris les diamants qui furent donnés par son père à la duchesse, et il en fit don à son tour à Diane de Poitiers. Le comte de Penthhièvre, qui avait épousé mademoiselle d'Hicilly, sachant déjà qu'elle était la maîtresse du roi, et qui avait été fait à son occasion duc d'Étampes et gouverneur de Bretagne, lui intenta un procès pour recouvrer, entre autres, les gages de son gouvernement qu'elle gardait pour elle; et l'on conserva la déposition du roi Henri II, qui en rendit témoignage (1).

Les obsèques de François I^{er} étaient à peine terminées, quand François de Vivonne, sieur de la Chataigneraye, sollicita Henri II de lui accorder le champ clos pour combattre à outrance contre Guy Chabot, sire de Jarnac. Ce duel offrait un exemple nouveau de la dépravation des mœurs. On avait jeté un écrit, dans la chambre de Henri, contenant l'imprécation et la malédiction prononcées contre Ruben, pour donner à entendre au roi que sa maîtresse avait été auparavant la maîtresse de son père (2). Henri, loin d'être révolté de cette image, s'amusa à trouver des exemples semblables autour de lui; et il avait répété que Jarnac était l'amant de sa belle-mère, et que c'était avec l'argent qu'il recevait d'elle qu'il faisait figure à la cour. Jarnac, sans paraître savoir d'où l'imputation était venue, l'avait repoussée comme calomnieuse. La Chataigneraye, qui passait pour la meilleure épée du royaume, et qui était déjà l'un des favoris du roi, comptait s'élever davantage encore en adoptant une querelle que celui-ci n'osait pas avouer; il se déclara l'auteur du propos déshonorant, et prétendit en tenir les détails de Jarnac lui-même. Henri II accorda le combat, ne doutant point qu'il ne dût être fatal à ce dernier. Les lices furent ouvertes le 10 juillet, dès six heures du matin, à Saint-Germain-en-Laye. Le roi y assistait avec

(1) Le Laboureur, additions aux Mémoires de Castelnau, L. III, ch. 12, p. 821. — Tavannes, T. XXVI, c. 8, p. 87.

(2) Le Laboureur, add. à Castelnau, L. I, p. 270.

toute sa cour. Le due d'Aumale avait accepté l'office de parrain de la Chataigneraye ; Charles Gouffier de Boisy était parrain de Jarnac : on fit le choix des armes avec tous les rites de l'ancienne chevalerie. Lorsqu'eufin l'un des hérauts d'armes prononça le cri : *Laissez aller les bons combattants!* ils s'élançèrent l'un sur l'autre, et se portèrent plusieurs coups d'épée : tout à coup la Chataigneraye tomba, blessé au jarret d'une manière inattendue, d'où est venu le proverbe d'un *coup de Jarnac*. Le vainqueur ne voulut point l'achever; tour à tour il lui criait : *Rends-moi mon honneur!* puis il revenait devant le roi, lui criant : *Sire, prenez-le; je vous le donne.* La Chataigneraye ne voulut jamais se rendre, et le roi hésita et garda long-temps le silence avant de l'accepter en don. Cependant le vaincu fut emporté du champ de bataille, le vainqueur fut embrassé par le roi, qui lui dit : *Vous avez combattu en César, et parlé en Aristote;* et comme la Chataigneraye se laissa mourir, plus de dépit et de honte que de la gravité de sa blessure, dont il arracha les bandages, Henri II, délivré d'un témoin qui serait devenu incommode, accorda dès lors sa faveur à Jarnac (1).

Le sacre du roi suivit de près ce duel; il se fit à Reims le 27 juillet; on assure que Charles V fut sommé d'y venir faire son devoir comme comte de Flandre, et qu'il répondit que, s'il y venait, ce serait à la tête de 50,000 hommes. La cérémonie s'accomplit cependant sans une visite aussi incommode (2).

Si Henri II envoya en effet sommer l'empereur de venir se reconnaître son vassal pour le comté de Flandre, c'était moins encore une bravade assez déplacée, que l'expression de la jalousie, de la haine et de la défiance qui animaient alors le roi, le ministère, les ambassadeurs, peut-être la nation même, contre la maison d'Autriche; mais d'autre part ces sentiments se dévoilaient au moment où ils pouvaient le moins nuire,

(1) Le laboureur, add. à Castelnau, T. II, L. VII, ch. 1 p. 352-364. — Vieilleville, T. XXIX, L. II, c. 12, p. 24. — De Thou, L. III, p. 259. — Brantôme, T. III, p. 423.

(2) De Thou, L. III, p. 236. — Vieilleville, T. XXIX, p. 72-84. — Steidani, L. XIX, f. 352.

où Charles-Quint était monté au plus haut terme de sa puissance. La mort de François I^{er} était survenue dans la conjoncture qui pouvait être le plus favorable à l'empereur. Le roi , qui avait d'abord donné les mains aux projets de Charles contre les ennemis de l'autorité absolue en religion et en politique , s'en était repenti ensuite ; il s'était engagé à fournir des secours mensuels à l'électeur de Saxe et au landgrave de Hesse ; il eût probablement fait une diversion en leur faveur , si la longueur de la maladie , et plus tard les approches de la mort , ne l'avaient pas réduit à l'impuissance. Son successeur , avec une aversion peut-être plus prononcée encore contre l'empereur , n'avait , depuis son avènement au trône , et pendant les premiers mois de son règne , songé qu'à enrichir sa maîtresse et ses favoris , à écarter , à dépouiller les anciens ministres , et accomplir enfin une révolution de cour , en même temps qu'il s'enivrait lui-même des plaisirs et de la pompe de cette cour ; tandis que Charles-Quint mettait à profit les premières semaines qui suivirent la mort de son rival , pour soumettre le parti protestant , et avec lui l'Allemagne.

La ligue de Smalkalde avait été dissoute l'année précédente ; mais ses deux chefs , l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse , demeuraient avec leurs forces encore intactes , à la tête de troupes belliqueuses et de sujets dévoués. Charles-Quint partit d'Égra en Bohême , le 13 avril , pour les attaquer avec une armée qui n'excédait pas seize mille hommes , mais qui était composée de vieux soldats italiens et espagnols. Il paraît que les princes protestants , rentrés chacun dans leurs États , s'étaient flattés de trainer la guerre en longueur en divisant leurs forces , et opposant partout la même résistance. L'électeur Jean-Frédéric avait une armée fort supérieure en nombre à celle de son agresseur , mais il en perdit une partie en la disséminant ainsi dans des places peu susceptibles de défense. Doué lui-même d'un courage et d'une fermeté d'âme d'accord avec la pureté de sa conscience , il n'avait pas cependant de décision dans l'esprit ni des talents supérieurs. Il hésita , il prit de fausses mesures , il laissa passer l'Elbe à son rival , et atteint enfin à Muhlberg , le 23 avril , après avoir maintenu

quelque temps la bataille indécise par l'exemple de sa valeur personnelle, il fut entièrement défait, et demeura prisonnier de son vainqueur (1).

Charles abusa de sa victoire de la manière la plus révoltante : il insulta le captif qui lui était amené ; il le fit ensuite condamner à mort par une cour martiale, que présidait le duc d'Albe, afin d'effrayer sa femme et ses enfants, qui défendaient contre lui la forteresse de Wittemberg ; il les réduisit en effet à capituler. Le 23 mai, Jean Frédéric consentit à signer un traité par lequel il renonçait à la dignité électoral ; il se soumettait aux décisions de la chambre impériale, il ouvrait ses forteresses, et se résignait à la captivité pour le reste de sa vie, sous condition seulement que la principauté de Gotha, avec 50,000 florins de rente, serait conservée à ses enfants (2). Le landgrave était toujours en armes, mais Maurice de Saxe, son gendre, à qui l'empereur, en récompense de ses services, venait de promettre l'électorat de Saxe, pressait le landgrave de se soumettre, en lui promettant l'appui de toute sa faveur ; il l'engagea en effet à venir à Hall, en Saxe, trouver l'empereur, à se mettre à genoux devant lui, tandis que son chancelier lisait pour lui une déclaration de ses fautes et de son repentir. C'était le 18 juin ; l'empereur le reçut avec plus de hauteur encore que l'électeur, et donna ordre qu'on le conduisît en prison : l'accord fait avec lui portait qu'il ne serait soumis à *aucun* emprisonnement, mais le mot *éternelle* avait été changé en celui d'*éternelle*, de manière à l'emprisonner seulement d'une prison *perpétuelle* (3). Cette mauvaise foi, cet affront fait au nouvel électeur garant de son beau-père, et le mépris que Charles-Quint montra ensuite pour les sollicitations des autres princes protestants, nourrirent dans leur cœur un profond ressentiment ; mais dans ce premier

(1) De Thou, L. IV, p. 323, 334. — *Steidani*, L. XIX, f. 523. — *Robertson's*, L. IX, p. 398.

(2) De Thou, L. IV, p. 348. — *Steidani*, L. XIX, f. 526. — *Robertson's*, L. IX, p. 412.

(3) Tavannes, T. XXVI, c. 8, p. 95. — De Thou, L. IV, p. 338. — *Steidani*, L. XIX, f. 526, 530. — *Robertson's*, L. IX, p. 423.

enivrement de sa victoire Charles V ne se croyait plus obligé à les ménager; il comptait n'avoir plus rien à craindre de l'Allemagne, il la regardait comme domptée, et ne songeait plus qu'à tirer parti de sa victoire, pour changer son autorité en celle d'un monarque héréditaire (1).

Charles-Quint avait cependant poursuivi ses desseins avec vigueur; tous les princes protestants, presque toutes les villes libres, s'étaient successivement soumis; le duc de Wurtemberg avait donné l'exemple dès le commencement de l'année; ceux de la Poméranie, ceux de Lunebourg, avaient envoyé des députés à l'empereur à Augsbourg; les villes impériales d'Augsbourg et de Nuremberg le laissaient bouleverser leur constitution, proscrire plusieurs de leurs magistrats, en nommer d'autres à leur place; et après que ces puissantes cités eurent cédé, il ne restait plus que Magdebourg et Brême qui osassent défendre leur liberté. Cependant l'empereur leur imposait à toutes de ruineuses contributions; les villes protestantes devaient payer pour se racheter de leur faute; les catholiques, payer aussi pour leur part des frais d'une guerre qu'on prétendait soutenue pour leur avantage. On assure que 1,600,000 écus furent extorqués de cette manière par les ministres impériaux aux villes libres de l'Allemagne, et que cinq cents pièces de canon enlevées aux États qui avaient fait partie de la ligue de Smalkalde, furent conduites avec pompe en Belgique, en Italie ou en Espagne (2).

La conduite du roi des Romains Ferdinand, frère de l'empereur, fut plus dure encore envers les Bohèmes. Ceux-ci, dont le plus grand nombre professaient déjà la réforme, avaient refusé de prendre part plus long-temps à la guerre contre les religionnaires d'Allemagne; ils levèrent même une armée de trente mille hommes pour faire respecter leurs libertés; mais ils ne surent point se mettre en mouvement assez à temps pour sauver l'électeur de Saxe, et prévenir la

(1) Bodin, De la République, L. V, p. 542.

(2) Steidant, L. XIX, f. 330. — De Thou, L. IV, p. 364. 371. — Robertson's, L. IX, p. 426.

bataille du Muhlberg. Lorsqu'ils apprirent la nouvelle de ce grand désastre, ils perdirent courage; ils licencièrent leurs troupes sans avoir combattu, et ils implorèrent merci, mais ils ne l'obtinrent point. Les projets de résistance qu'ils avaient manifestés servirent à Ferdinand de motif pour supprimer leurs privilèges, se faire rendre leurs chartes, leur enlever les armes, augmenter leurs impôts, et mettre à prix la tête de quelques uns de leurs chefs (1).

Ces révolutions furent accomplies sans opposition de la part de la France, mais non cependant sans y causer une extrême inquiétude. Le roi écrivit aux princes allemands et aux villes impériales, en les exhortant à défendre leur liberté, et en leur promettant des secours. Il voulait engager le riche émir florentin Pierre Strozzi à leur prêter 300,000 écus, et pour lui faciliter cette avance, il lui rendit ce qu'il lui devait lui-même; mais Strozzi refusa de hasarder de nouveau sa fortune pour une cause qui ne l'intéressait point. Henri II, qui était représenté à Constantinople par M. d'Aramont, sollicitait le Grand Seigneur de ne point renouveler la trêve qu'il avait conclue avec la maison d'Autriche, mais d'attaquer au contraire Ferdinand en Hongrie, promettant que de son côté il attaquerait l'empereur. Au milieu de l'été, M. d'Huyson fut encore envoyé à Constantinople avec des instructions plus précises, pour exciter une guerre dans le Levant (2). Mais il paraît que les Turcs, mieux instruits sur l'état de l'Europe, refusèrent de renouveler des hostilités dont ils n'attendaient aucun avantage.

La France ne faisait néanmoins aucune démonstration hostile, ni du côté de l'Allemagne, ni du côté de la Belgique; elle semblait juger qu'en présence de l'empereur et de son armée victorieuse, toute infraction au traité de Crépy serait bientôt ressentie et punie; mais elle agissait avec moins de scrupule en Italie; et la violence des factions dans ce mal-

(1) *Sleüdan*, l. XIX, f. 557. — *De Thou*, l. IV, p. 513, 519, 525, 565. — *Robertson's*, l. IX, p. 427.

(2) *Ribier*, T. II. *Papiers d'État*, p. 12, 18, 28 et 45.

heureux pays, l'exès de l'oppression sous les gouverneurs impériaux, et les souvenirs des droits et des libertés qu'on y foulait aux pieds dans les États indépendants, avaient accoutumé à y regarder les complots de tout genre comme légitimes. Les généraux et les négociateurs français étaient toujours prêts à y promettre leur assistance, à quiconque conspirerait contre l'autorité impériale, soit que l'on se proposât d'arriver à ses fins par l'assassinat ou par la rébellion ; et les gouverneurs impériaux, en opposant intrigues à intrigues et complots à complots, ne montraient pas plus de respect pour l'honneur ou les lois de la morale.

La première conspiration qui éclata cette année fut celle de Gènes, et elle précéda l'avènement de Henri II. Jean-Louis de Fieschi, comte de Lavagua, seigneur de Pontremoli, le premier peut-être entre les nobles Génois par l'importance de ses possessions, le nombre de ses vassaux, l'éclat de sa figure et de sa valeur, avait formé ce complot de concert avec les ministres français, avec Renée de France, duchesse de Ferrare, et fille de Louis XII, et avec Pierre-Louis Farnèse, duc de Parme et de Plaisance, et fils du pape. Fieschi était d'une maison de tout temps rivale de celle des Doria, et presque toujours dévouée à la France, et ennemie de l'empire ; mais étant très jeune, et fort adonné au plaisir, il inspirait peu de défiance à André Doria, déjà parvenu à sa quatre-vingtième année, et à Giannettino, son neveu, qu'André destinait à être son successeur. Cependant, bien qu'ils fussent sur un pied d'égards et de politesse mutuelle, ils se haïssaient secrètement. Fieschi semblait aspirer à la souveraineté de Gènes, mais il se reposait sur la faveur des amis de la liberté et des chefs du parti populaire, surtout sur J.-B. Verriua, et les Adorni, qui détestaient le joug sous lequel la noblesse avait réduit la république, et qui ne voyaient dans les Doria que des lieutenants de l'empereur, vrai maître et vrai tyran de Gènes. Fieschi ayant annoncé qu'il armait une galère en course, avait introduit sous ce prétexte beaucoup de ses vassaux armés dans Gènes ; mais bien peu de personnes étaient initiées à ses projets, lorsque, dans la nuit du 2 jan-

vier 1547, il rassembla, comme pour un grand festin, dans sa maison, les jeunes gens qu'il croyait les plus propres à le seconder; il leur révéla son complot au moment de l'exécuter, et les entraîna tous à y prendre part. Ses frères, ses confidants, se mirent alors à la tête des diverses bandes, qu'il chargea de se rendre maîtresses des portes et du port; ils réussirent; Giannettino Doria fut tué par eux, comme il accourait pour calmer le tumulte. Le vieux André, tout faible et malade qu'il était, s'enfuit à cheval jusqu'à seize milles de distance. La victoire était certaine si Jean-Louis de Fieschi avait paru pour se mettre à la tête de l'entreprise; mais comme il se portait, pesamment armé, sur la galère Capitane, pour réprimer une révolte des forçats, la galère, qui commençait à s'éloigner, s'échappa de dessous le pont qui y conduisait du rivage; le pont tomba dans l'eau; Fieschi, entraîné au fond par sa pesante cuirasse, ne reparut plus. Ses frères, effrayés et découragés, au lieu d'attaquer la seigneurie, traitèrent avec elle; ils obtinrent une amnistie qui ne fut pas respectée; ils évacuèrent la ville, et peu après les uns furent assiégés à Montoglio, pris et exécutés; les autres se réfugièrent en France (1).

Au mois de mai suivant, une insurrection à Naples éclata contre le vice-roi de Charles-Quint, don Pédro de Tolédo; quoiqu'elle fût excitée par la plus juste des causes, l'horreur qu'inspirait aux Napolitains l'inquisition espagnole que Tolédo voulait y introduire, elle n'était pas non plus étrangère aux intrigues françaises; les envoyés de France à Rome donnaient des espérances aux insurgés; une flotte française, commandée par l'un des Fieschi, émigrés de Gènes, devait leur être amenée de Marseille: mais aucune des promesses de la France ne se réalisa. Les députés de la noblesse napolitaine, reçus avec hauteur par Charles V, ne rapportèrent de lui que l'ordre d'obéir; des troupes espagnoles marchèrent de toutes parts contre Naples, plusieurs chefs furent envoyés au supplice;

(1) *Giot. Batt. Adriani*, L. VI, p. 368-376. — *De Thou*, L. III, p. 203-217. — *P. Bizarri. S. P. q. Genuensis Histor.*, L. XXII, p. 519-553. — *Muratori, Annali d'Italia*. T. XIV, p. 352.

quelques uns de ceux que le vice-roi redoutait le plus périrent par le poison; car les gouverneurs espagnols, auxquels le droit de vie et de mort était accordé, n'avaient point de remords ou de honte d'employer cette voie pour se débarrasser de ceux qu'ils nommaient les ennemis du gouvernement. La ville fut condamnée à une amende de 100,000 ducats d'or; à ce prix, le 12 août, une amnistie partielle fut publiée, et l'on ne parla plus de l'établissement de l'inquisition(1).

Cependant Henri II cherchait à faire une plus étroite alliance avec le pape et les Vénitiens. Il leur représentait que son seul but était de maintenir l'indépendance de l'Italie et celle du saint-siège. Le connétable écrivait même au cardinal Trivulzio, que le pape devrait bien faire quelques avances aux princes protestants, seuls défenseurs de la liberté germanique (2). Le pape avait déjà contrarié les vues de Charles V pour la pacification de l'Église, en engageant ses légats à transférer le concile de Trente à Bologne : on avait saisi le prétexte de la mort d'un évêque et de la maladie de quelques domestiques, pour répandre le bruit que la peste était à Trente; et le concile lui-même avait résolu, le 11 mars, sa translation; malgré l'opposition et les protestations des évêques et des ambassadeurs de l'empereur. Trente-quatre prélats avaient passé à Bologne; mais les Allemands, les Espagnols, et presque tous les Napolitains, étaient demeurés à leur poste, et les deux fractions de l'assemblée s'accusaient de manquer à la subordination et de commencer un schisme (3). Paul III pressait Henri II d'envoyer les évêques français à Bologne, pour donner plus de relief à cette fraction du concile, et Henri le promettait, pour augmenter l'animosité entre le pape et l'empereur (4).

Pour affermir toujours plus le pape dans ce système d'op-

(1) Ribier, *Lettres de Guillard*, de Rome, 27 mai et 18 juin, T. II, p. 20 et 28. — *Muratori*, T. XIV, p. 357. — *G. B. Adriani*, L. VI, p. 402, 403.

(2) Ribier, T. II, p. 21.

(3) *Frà Paolo Sarpi. Conc. di Trento*, L. II, p. 275.

(4) Ribier, T. II, p. 26, 18 juin.

position à l'empereur, Henri II lui fit offrir d'unir leurs deux familles par un mariage. Paul III avait un fils, Pierre-Louis Farnèse, qu'il avait fait duc de Parme et de Plaisance; cet homme, souillé de tous les vices et de tous les crimes, et dont on n'oserait aujourd'hui nommer par leur nom les actions infâmes, vivait alors, perclu de goutte et d'infirmités, dans la citadelle de Plaisance, en haine à ses nouveaux sujets, exposés à éprouver chaque jour sa cupidité et sa cruauté. Il avait quatre fils et une fille; le pape venait de marier celle-ci à Guid' Ubaldo, duc d'Urbin, en la dotant richement; il avait fait deux des fils cardinaux, malgré leur jeune âge; l'aîné des deux autres, Octave, destiné à succéder au duché de Plaisance, avait épousé Marguerite d'Autriche, fille naturelle de Charles V, et veuve du premier duc de Florence. Horace, le second, avait été fait par son grand-père duc de Castro; c'est à lui que Henri II accorda sa fille Diane, qui n'avait encore que dix ans, en lui assurant une dot considérable (1).

Mais avant que ce mariage pût s'effectuer, et tandis que les agents français tramaient de nouvelles intrigues à Naples avec César Mormile, à Gênes avec Jules Cibo, leur promettant toujours l'appui de la France s'ils réussissaient à soulever l'une ou l'autre ville, un complot ourdi par Fernand de Gonzague, gouverneur du Milanais pour Charles V, effraya l'Italie et plongea Paul III dans le désespoir. Gonzague promit son appui aux principaux seigneurs de l'État de Plaisance, les Pallavicini, Landi, Anguissola et Confalonieri, auxquels la tyrannie de Pierre-Louis Farnèse était devenue insupportable. Ceux-ci étant entrés dans le palais le 10 septembre, à l'heure du dîner des gentilshommes de service, et ayant été introduits sans difficulté auprès du duc, le poignardèrent, tandis que leur suite, qu'ils avaient laissée dans les antichambres, s'empara des portes de la citadelle. Le corps de Pierre-Louis fut alors montré au peuple, pendu à une fenêtre; deux coups de canon avertirent Gonzague, qui envoya aussitôt cinq cents fantassins

(1) *G. B. Adriani*, L. VI, p. 400. — *Frà Paolo*, L. III, p. 281. — *De Thou*, L. III, p. 249.

aux conjurés, pour les aider à défendre la citadelle. Le surlendemain il arriva lui-même avec sa gendarmerie, et il prit possession de l'État de Plaisance au nom de l'empereur. Il voulut aussi s'emparer de l'État de Parme ; mais les peuples se déclarèrent pour Octave Farnèse, qu'ils proclamèrent leur duc : celui-ci arriva de Rome avec des troupes assez nombreuses, et D. Fernand de Gonzague convint avec lui d'une suspension d'armes (1).

Si, avant cette catastrophe, le pape Paul III avait montré de la partialité pour la France, de la défiance contre l'empereur, l'assassinat de son fils, publiquement autorisé par le premier monarque de la chrétienté, excita en lui tour à tour les transports de la douleur, de la colère et de la vengeance. Le roi se hâta de lui envoyer le cardinal de Guise pour le confirmer dans ces sentiments ; et celui-ci étant arrivé à Rome à la fin d'octobre, Paul III lui parut désireux de faire une alliance non seulement défensive, mais offensive contre l'empereur ; empressé d'appeler les Turcs en Italie, faisant des vœux pour les protestants, et disposé même à leur donner des secours. Mais Morvilliers, qui était ambassadeur à Venise, trouva le sénat peu enclin à s'engager dans une ligue avec un pape de quatre-vingts ans, et pour une querelle plutôt privée que publique. Le cardinal de Guise lui-même jugea qu'il était peu prudent de commencer la guerre avec un si faible appui. Il revint en France, laissant au cardinal Du Bellay le soin de poursuivre les intrigues et les conspirations italiennes ; et la France renouça pour le moment à toute entreprise sur cette contrée (2).

Les Guises, dont la faveur auprès du roi allait toujours croissant, s'efforçaient plutôt de tourner son attention et ses efforts vers les affaires d'Écosse. Leur sœur était reine douairière de ce royaume ; l'enfant qui portait le titre de reine régente était leur nièce. L'éclat de cette souveraineté rejail-

(1) *G. B. Adriani*, L. VI, p. 414. — *De Thou*, L. IV, p. 383. — *Ribier*, T. II, p. 59, 63, 67, 69. — *Steidant*, L. XIX, p. 334. — *Muratori*, T. XIV, p. 360.

(2) Lettres diverses dans *Ribier*, T. II, p. 71, 78, 83, 93, 97, 99.

lissait sur eux, et plus ils pouvaient réussir à donner de l'importance aux affaires d'Écosse, plus ils se rendaient importants eux-mêmes. D'ailleurs en Écosse, le roi de France était appelé à défendre la cause du catholicisme; en Allemagne, c'eût été celle de l'hérésie; en Écosse, il se sentait le plus fort, et il se croyait sûr du succès; tandis qu'en Allemagne sa puissance et son habileté lui auraient suffi à peine pour soutenir une lutte inégale. Les affaires d'Écosse et quelques différends sur les limites du comté de Boulogne, avaient été réglés dans un dernier traité signé à Londres le 11 mars 1547, par Antoine des Escalins, baron de La Garde, ambassadeur de François I^{er}; mais Henri II, à la persuasion des Guises, avait refusé de ratifier ce traité, faisant ainsi naître des doutes même sur l'observation des traités précédents qui le liaient à l'Angleterre (1). En effet, Henri II ne voyait en Angleterre qu'un roi mineur, entouré de factions puissantes, et il croyait pouvoir recouvrer sur lui les avantages que François avait dû abandonner à Henri VIII; la réforme s'était accomplie en Angleterre, depuis la mort de Henri VIII, avec une rapidité qui témoignait assez combien la nation y était préparée, et combien elle partageait peu la manie de Henri VIII de garder un juste milieu entre le protestantisme et l'Église romaine. Des réfugiés de l'Allemagne, de l'Italie et de la France, y arrivaient sans cesse pour y chercher la liberté de conscience; et leur zèle, exalté par les persécutions auxquelles ils échappaient, secondait et enflammait toujours plus le zèle des réformateurs anglais (2).

La réformation s'étendait aussi en Écosse; mais là le gouvernement la considérait en ennemie et s'efforçait à l'arrêter par des persécutions. Le duc de Sommerset, lord protecteur d'Angleterre et zélé réformateur, y voyait un motif de plus pour presser le mariage du jeune Édouard VI avec Marie d'Écosse; non seulement il comptait réunir ainsi deux peu-

(1) Rymer, *Acta*, T. XV, p. 133, 139 et 149. — Rapin Thoyras, T. VII, p. 13 et 29.

(2) De Thou, L. III, p. 233, 238 et 273. — Steidani, L. XIX, f. 338.

ples long-temps ennemis, quoique la nature semblât les avoir destinés à ne former qu'une seule nation, mais sauver en même temps ses coreligionnaires des mains des bourreaux, et par là étendre ce qu'il appelait le règne de Dieu. Chez les Écossais, cet intérêt tout puissant avait fait disparaître les haines et les jalousies nationales; tous les protestants invoquaient la protection de l'Angleterre, tous les catholiques celle de la France. A la tête du parti catholique avait été long-temps le cardinal Beaton; mais ce prélat ambitieux, arrogant et cruel, n'avait pas seulement excité la haine des protestants contre lesquels il invoquait toujours des supplices atroces, toute la noblesse s'indignait aussi de son élévation. Norman Lesly, fils du comte de Rothe qui avait été long-temps un de ses serviteurs les plus affidés, aigri par une offense privée, résolut, avec quelques uns de ses compagnons, d'en délivrer le pays; il surprit le château de Saint-André, le 29 mai 1546, et massacra le cardinal, qui se croyait en sûreté dans cette forteresse, qu'il avait rendue presque imprenable, et où il était entouré de ses soldats (1). La mort de Beaton fit passer la direction du parti catholique à la reine mère Marie, sœur des Guises, plus encore qu'au régent, le comte d'Arran : celui-ci essaya de réduire le château de Saint-André, toujours occupé par les meurtriers de Beaton; mais quoique les assiégés ne fussent que cent cinquante, il ne put y réussir, et il fut obligé de demander l'assistance de la France. Henri II lui envoya le grand prieur Léon Strozzi, avec un corps de troupes françaises et des ingénieurs habiles, qui se rendirent maîtres du château de Saint-André, le 3 juillet 1547. Les meurtriers du cardinal avaient capitulé en obtenant la vie sauve (2).

Ce succès semblait devoir accroître le crédit du parti français en Écosse; mais d'autre part les protestants s'attachaient toujours davantage à l'Angleterre; ils invitèrent le duc de Somerset à demander, à main armée, l'exécution du traité

(1) *Buchanani rerum Scotticarum*, l. XV, p. 502. — *Robertson's Hist. of Scotl.*, B. II, p. 67. — De Thou, l. III, p. 261.

(2) *Buchanani*, l. XV, p. 505. — *Robertson's*, B. II, p. 70. — De Thou, l. III, p. 267.

du 12 mars 1543, par lequel la reine d'Écosse avait été promise en mariage à Édouard VI. Ils croyaient que la crainte de la guerre déterminerait le régent, ainsi que les hommes timides, à accéder à un traité qui convenait réellement à l'Écosse : ce fut le contraire qui arriva. L'orgueil national des Écossais se révolta; le comte d'Arrau, régent, se trouva bientôt à la tête d'une armée de trente mille Écossais, accourus de toutes parts pour défendre l'indépendance nationale. Le duc de Sommerset ne s'était avancé jusqu'aux bords de la petite rivière d'Eske, qu'avec dix-huit mille hommes seulement. Inquiet des intrigues qu'il savait exister contre lui à Londres, il aurait été bientôt forcé de se retirer. Les Écossais auraient dû se contenter de cet avantage; leur animosité nationale et leur présomption leur firent demander la bataille; et le régent qui les commandait perdit, pour la livrer, tous les avantages de la position qu'il occupait. Il attaqua lord Sommerset le 10 septembre à Musselburg, s'exposant en même temps au feu d'une flotte anglaise de soixante vaisseaux et à celui de l'armée. Il y éprouva une effroyable déroute. La perte des Écossais passa dix mille hommes. Cependant le duc de Sommerset fut obligé de ramener presque immédiatement son armée en Angleterre pour résister aux attaques de son frère, le grand amiral; et les Français recueillirent seuls tous les fruits de la défaite de leurs alliés. La reine mère, Marie, sœur des Guises, grandissait également par la mort du cardinal Beaton et par la déconsidération où tombait le comte d'Arran : tous les regards se tournaient vers elle : on lui demandait de protéger la religion et l'indépendance nationale; tandis qu'elle, ne songeant qu'à la grandeur des Guises, formait le projet d'unir l'Écosse à la France, et de donner sa fille, la jeune Marie, en mariage au jeune François, fils de Henri II (1). Dans ce but, elle ne cessait de remontrer aux Écossais leur faiblesse comparative, et le besoin qu'ils avaient

• (1) *Buchananorum Scoticar*, L. XV, p. 505. — Rapin Thoyras, L. XVI, p. 20. — De Thou, L. III, p. 261, 269, 272. — *Robertson's*, B. II, p. 71.

de secours étrangers ; et profitant de la terreur d'une nouvelle invasion des Anglais dans le Galloway, elle contraignit presque le régent à envoyer à la fin de l'année de nouveaux ambassadeurs à Henri II pour lui proposer une plus intime alliance. En même temps, les deux reines se mirent en sûreté dans le château de Dunbarton (1).

Les conseils de Henri II étaient encore trop occupés des intrigues privées de la cour ou des plaisirs du monarque, pour se décider à aucune action qui les engageât irrévocablement. Durant cette année si fertile en événements, ils assistaient aux révolutions de l'Europe ; ils intriguaient, ils négociaient ; mais ils ne se déterminaient point à jouer un rôle ostensible. Cependant l'objet constant de leur jalousie, le rival de François I^{er} et de Henri II, l'empereur, au moment où il venait d'être couronné par la victoire, semblait rentrer dans de nouveaux embarras. Il éprouvait combien il était difficile de faire subir à l'Allemagne, confiante dans sa force et accoutumée à la liberté, un double joug politique et religieux.

Charles avait convoqué une diète de l'empire à Augsbourg ; il y arriva le 9 septembre 1547 ; il entra dans la ville entouré de ses soldats espagnols ; il s'empara de force de la cathédrale ; il la fit purifier, et y rétablit le culte romain. Dans son discours d'ouverture, Charles rappelant tous les efforts qu'il avait faits pour la convocation d'un concile œcuménique, exhorta les Allemands à se soumettre à celui de Trente, et à le reconnaître pour arbitre de toutes les querelles de l'Église, promettant de son côté de travailler de tout son pouvoir à y faire revenir les prélats qui s'étaient retirés à Bologne (2). Bientôt après, la diète, sur la demande de l'empereur, sollicita le pape de rétablir le concile à Trente. Dans ce moment de terreur, les plus faibles d'entre les princes protestants promirent de se soumettre au concile, d'autant plus que dans l'intervalle le fils du pape avait été assassiné ; et ils regardaient comme peu

(1) *Buchanan*, L. XV, p. 500. — *De Thou*, L. III, p. 272.

(2) *Sleidani*, L. XIX, f. 535. — *De Thou*, L. IV, p. 571. — *Frà Paolo*, *Concilio di Trento*, l. III, p. 281. — *Ferreras*, T. XIII, p. 541.

probable que Paul III, plein de haine et de rancune, cédât aux demandes de l'empereur. L'électeur palatin par timidité. Maurice de Saxe par ambition, l'électeur de Brandebourg par indifférence, parurent alors prêts à sacrifier leur religion aux volontés du monarque. Les députés des villes opposèrent plus de résistance : leur promesse de soumission au concile, présentée à l'empereur le 9 octobre, n'était que conditionnelle ; ils exigeaient que le pape relevât les évêques de leur serment, pour les laisser voter selon leur conscience ; qu'il renonçât à présider le concile par lui-même ou par ses légats, et que les votes des théologiens protestants fussent comptés comme ceux des catholiques. Charles-Quint, cependant, ne fit pas semblant de remarquer ces conditions, et il prit acte de la soumission des villes comme si elle était sans réserve (1).

Mais dans cette circonstance les protestants pouvaient en effet compter sur l'opposition du pape ; c'était lui qui arrêtait les projets de l'empereur, et qui empêchait la réunion en Allemagne de ce concile reconnu pour arbitre suprême de la religion. Ses légats, dont les ordres étaient implicitement obéis par les prélats réunis à Bologne, leur firent voter, le 20 décembre, qu'ils ne retourneraient point à Trente jusqu'à ce que ceux qui s'étaient rendus coupables de désobéissance en restant dans cette ville, eussent commencé par prouver leur soumission en venant les rejoindre à Bologne. Cette résistance fit perdre patience à l'empereur ; il chargea le cardinal de Trente et ensuite son ambassadeur Mendoza de protester, soit à Bologne, le 16 janvier 1548, soit à Rome, le 23, contre le conciliabule assemblé dans la première de ces deux villes, et contre la conduite du pape, qui semblait prendre à cœur de protéger l'hérésie, et de s'opposer à la réconciliation de l'Église (2).

(1548.) Charles V annonça ensuite à la diète l'obstacle qu'ap-

(1) De Thou, l. IV, p. 380. — *Sleidani*, l. XIX, f. 556. — *Robertson's*, B. IX, p. 440.

(2) De Thou, l. IV, p. 390 et 403; liv. V, p. 408, 417. — *Sleidani*, l. XIX, f. 341. — Ribier, T. II, p. 92, 103. — *Frà Paolo*, l. III, p. 285.

portait le pape à la pacification de la chrétienté; il déclara néanmoins qu'il ne renonçait point à l'espoir de voir un concile libre et impartial assemblé en Allemagne, mais jusqu'à ce que leurs vœux fussent exaucés à cet égard, il demanda que l'on pourvût à la paix civile et religieuse de cette contrée, par une règle de discipline et de doctrine uniforme, qui serait observée dans l'*intérim*, ou jusqu'à ce que le concile en eût décidé autrement. Il présenta en effet son projet de transaction, nommé en conséquence l'*intérim*. Il l'avait fait préparer par trois théologiens, dont deux étaient catholiques, et le troisième, Jean Isleb Agricola, avait été jusqu'alors protestant. Ces trois hommes s'étaient attachés à exprimer tous les points contestés entre les deux Églises dans les termes les plus mitigés, mais au fond ils conservaient toute la doctrine catholique, et ils n'avaient fait aux protestants que deux seules concessions, qui, disaient-ils, étaient des indulgences accordées aux préjugés et à la faiblesse des Allemands; aussi n'étaient-elles cédées que pour un temps, et pour un petit nombre de districts; elles regardaient, l'une le mariage des prêtres, l'autre la communion sous les deux espèces (1). Ce nouveau système de doctrine fut lu à la diète, le 15 mai 1548, et à l'instant, sans permettre aucune délibération, l'archevêque de Mayence remercia l'empereur au nom de l'assemblée de ce qui venait d'être fait pour la paix de l'Allemagne et de l'Église, et déclara que la diète acceptait l'*intérim*. Les membres de la diète, surpris de se voir engagés dans une matière aussi grave sans avoir été consultés, se regardaient les uns les autres avec étonnement. Aucun cependant n'osa prendre la parole, et l'*intérim* fut publié en latin et en allemand, pour servir désormais de loi à l'Allemagne (2). C'était une grande erreur cependant de croire que la paix religieuse pourrait être établie à l'aide d'une telle supercherie. Quelque ménagement que les rédacteurs de l'*intérim* eussent apporté au choix des ex-

(1) *Steidant*, L. XX, f. 349, 355. — *De Thou*, L. V, p. 422. — *Belcarius*, L. XXV, p. 890. — *Frà Paolo*, L. III, p. 296.

(2) *Steidant*, L. XX, f. 354. — *De Thou*, L. V, p. 425.

pressions, la convention elle-même, soit pour la doctrine, soit pour la discipline, répugnait à toutes les consciences. Une partie des protestants considérait l'adoption de l'*intérim* comme une lâche apostasie ; une autre, en s'y soumettant, avait soin de l'interpréter de manière qu'il ne les obligeât absolument à rien ; tous se confirmaient dans leur foi et dans leur opposition au joug que leur imposait l'empereur. En même temps, les catholiques s'irritaient des ménagements des rédacteurs, et de ce que, par un lâche abandon, ils avaient déguisé leur foi sous des paroles ambiguës ; et les défenseurs de l'autorité ecclésiastique ajoutaient qu'il y avait eu de la part de l'empereur et de la diète une usurpation odieuse des prérogatives de l'église, lorsque ces puissances séculières avaient osé régler des matières de foi. Ainsi tous les partis étaient mécontents ; tous se préparaient à la résistance ; et un observateur attentif pouvait aisément reconnaître que, malgré ses victoires, Charles-Quint n'avait point encore dompté l'Allemagne (1).

Dans cette même diète d'Augsbourg, si long-temps prolongée, Charles-Quint avait fait plusieurs actes qui semblaient annoncer que rien ne résistait plus à sa puissance. Il avait investi le duc Maurice de l'électorat de Saxe, et fait punir du dernier supplice plusieurs capitaines qui, usant de l'ancien droit allemand, avaient conduit des *landsknechts* au service de France ; il avait reçu la nouvelle de la soumission de Strasbourg, et puni cette ville et plusieurs autres des villes libres et impériales par la limitation ou même la suppression de leurs privilèges (2). Après la clôture de la diète d'Augsbourg, Charles quitta l'Allemagne, et vint à Bruxelles avec les deux princes ses prisonniers. Il écrivit en même temps à Philippe son fils, resté en Espagne et parvenu à l'âge de vingt et un ans, de venir l'y joindre.

Tandis que Charles-Quint montrait tant de vigueur et d'habileté dans ses efforts pour subjuguier le protestantisme, la conduite de Henri II relativement à la religion offrait des

(1) *Sleidani*, L. XX, f. 333. — *Robertson's*, B. IX, p. 434.

(2) *Sleidani*, L. XX, p. 332. — *De Thou*, L. V, p. 454, 458.

contradictions plus frappantes encore que celle de son père. Plus ignorant que celui-ci, il se défiait davantage des savants; il voyait avec jalousie tous les progrès de l'esprit, et le zèle persécuteur dont il était animé contre la réforme paraissait d'une foi aveugle et enthousiaste, encore que cette foi semblât exercer peu d'influence sur sa conduite morale. La duchesse de Valentinois sa maîtresse était, dit Brantôme, « surtout bonne catholique, et elle haïssait fort ceux de » la religion; voilà pourquoi ils l'ont fort haïe, et médit » d'elle (1). » Le connétable de Montmorency, plus ignorant peut-être et plus dur encore que son maître, les haïssait fort aussi, comme faisait encore Saint-André; les Guises enfin, soit qu'ils fussent réellement aussi fanatiques qu'ils voulaient le paraître, soit que leur zèle pour la religion fût tout hypocrite, comme on les en accusait dans le temps, car on alla jusqu'à dire que le cardinal était en secret protestant (2), se mirent du moins toujours en tête du parti des persécuteurs. C'était la base de la grandeur de leur sœur en Écosse, et de la leur en France; aussi engagèrent-ils le roi à ordonner de nouvelles informations contre tous ceux qui s'étaient rendus suspects d'hérésie (3).

« Dès le commencement de son règne, dit Théodore de » Bèze, Henri II n'eut rien en plus grande recommandation » que de poursuivre à outrance la persécution et destruction » des églises, commencée par le feu roi son père. Suivant donc » cette résolution, les feux furent allumés plus que jamais; » et surtout la chambre du parlement de Paris, qu'on appe- » loit la Chambre ardente, en envoyoit au feu autant qu'il en » tomboit entre ses mains. Jean Morin travailloit d'un côté » aux captures, envoyant force appelants au palais; Pierre » Liset, premier président, ne laissoit échapper aucun appe- » lant (4). »

(1) Brantôme, T. II, p. 328.

(2) De Thou, L. V, p. 446, et note. — Brantôme, T. III, p. 236, Éloge du duc de Guise.

(3) De Thou, L. V, p. 443.

(4) Théod. de Bèze, Hist. ecclésiast., L. II, p. 68.

Mais, malgré ce zèle pour la persécution, la jalousie de Henri II contre Charles-Quint lui faisait tourner toutes ses pensées vers les moyens de relever en Allemagne le parti protestant, afin de mettre des bornes à la puissance de l'empereur; et comme les princes et les villes impériales étaient alors trop accablés pour accepter son alliance, il s'efforçait du moins d'empêcher la réunion du concile de Trente, qui paraissait pouvoir seul terminer les querelles religieuses de l'Allemagne. C'était lui qui encourageait Paul III et le conciliabule de Bologne dans leur opposition; c'était lui qui faisait espérer au vieux pontife une vengeance que celui-ci désirait avec ardeur, dût-elle être obtenue par les armes, ou des musulmans, ou des hérétiques; et, pour donner plus d'activité aux complots nombreux qu'il fomentait en Italie contre la puissance impériale, il résolut de venir en Piémont avec une suite nombreuse et toute sa maison, mais sans armée. Il partit de Troyes le 13 mai 1548, et, traversant la Bourgogne et la Savoie, il arriva à Turin au milieu de l'été (1).

Le dernier des frères qui avaient été successivement marquis de Saluces, Gabriel, de même que ses prédécesseurs, commençait à entrer en négociation avec les Impériaux et voulait leur livrer ses forteresses. Depuis long-temps, le marquisat de Saluces était considéré par les Français comme la clef de l'Italie. C'était par ses gorges que les armées de Louis XII et de François I^{er} avaient le plus souvent franchi les Alpes. En même temps, le marquis de Saluces était regardé comme feudataire du Dauphiné; en sorte que les propositions qu'il avait faites à l'empereur étaient de sa part une félonie. Le prince de Melfi, gouverneur du Piémont, Pierre Strozzi et de Termes, commandants des troupes françaises dans la province, arrêterent le marquis de Saluces à son château de Revel, le retinrent en prison, et mirent des garnisons françaises dans toutes ses forteresses (2).

Le 30 juillet, ce marquis étant mort dans sa prison, le roi

(1) De Thou, L. V, p. 449. — Guichenon, T. II, p. 227.

(2) *G. B. Adriani*, L. VI, p. 433.

réunit définitivement le marquisat de Saluces à la couronne (1). Ce fut là nue des affaires qu'accomplit Henri II pendant son séjour en Piémont ; mais il s'était flatté de pouvoir recueillir les fruits de conspirations plus importantes, que ses agents en Italie, et surtout le cardinal Du Bellay à Rome, lui assuraient avoir conduites presque jusqu'à maturité (2). La principale était concertée avec les trois frères de Jean-Louis de Fieschi, impatientes de venger sa mort. Ils avaient gagné le jeune marquis de Massa-Carrara de la maison Cibo, qui, ayant épousé une sœur de Giannettino Doria, était admis familièrement dans la maison de son oncle. Le marquis Jules Cibo devait assassiner lui-même André Doria dans son palais ; et tandis qu'il appellerait ensuite les Génois à la liberté, des troupes françaises étaient disposées à Mondovi et à la Mirandole pour accourir à son aide, aussi bien que les soldats pontificaux de Parme. Le complot échoua, parce que Jules Cibo fut dénoué par sa propre mère. Arrêté par des soldats espagnols comme il traversait Pontremoli, et trouvé porteur de lettres du cardinal de Guise, qui montraient que celui-ci connaissait toute la conspiration et en avait instruit Henri II, il fut conduit au château de Milan, soumis à une torture cruelle et ensuite décapité (3). Rien ne put néanmoins décourager les cardinaux de leur espoir de se rendre maîtres de Gènes par des conspirations. Au mois de juillet 1548, le cardinal Du Bellay écrivit au roi pour lui en communiquer une seconde à la tête de laquelle se mettait Paul Spinola (4), et au mois de janvier suivant une troisième, dont le principal agent était un moine confesseur de Barnabas Adorno (5).

Deux autres conjurations avaient été successivement ourdies à Parme pour assassiner Fernand Gouzaga, gouverneur

(1) Lettre du P. de Meli, dans Ribier, T. II, p. 143.

(2) Lettre de Du Bellay, de Rome, 18 février 1548. — Ribier, p. 110.

(3) *G. B. Adriani*, L. VI, p. 433. — De Thou, L. III, p. 218. — Ribier, T. II, p. 110 et 114.

(4) Ribier, T. II, p. 144.

(5) *Ibid.*, p. 189.

du Milanez : toutes deux furent découvertes , et les assassins punis du dernier supplice. Ils déclarèrent qu'ils avaient été engagés dans ces entreprises par les deux Farnèse, qui voulaient venger leur père ; mais ils ajoutèrent que Henri II était instruit de leurs complots , et qu'il était venu en Italie pour tirer avantage des révolutions qui ne manqueraient pas de suivre la mort du gouverneur de Milan (1).

Le cardinal Du Bellay écrivait en même temps à Henri II de ne point abandonner le projet d'une entreprise sur Naples ; car César Mormile offrait de donner ses deux enfants en otage comme garants du succès de sa conspiration. Il promettait que dès qu'une troupe française approcherait de Naples, le gouverneur serait assommé par ses soldats ; que les Espagnols seraient massacrés, et les deux châteaux occupés par les conjurés et livrés aux Français (2). Jamais tant d'intrigues, tant de complots, tant d'assassinats, tant de crimes, n'avaient été médités avec l'aveu des gouvernements. Aucun effet ne s'en suivit cependant. Le séjour de Henri II à Turin ne fut marqué que par la promesse d'un mariage entre l'un de ses favoris, le duc d'Aumale, et Anne d'Este, fille d'Hercule, duc de Ferrare, et de Renée de France : Henri II profita d'une entrevue qu'il eut à Turin avec ce duc pour le conclure ; après quoi, ayant à peine séjourné dix jours dans la capitale du Piémont, il se remit en route pour retourner en France (3).

Ce qui avait hâté le retour du roi, c'était la nouvelle qu'il reçut à Turin d'une sorte d'insurrection de l'Université de Paris, qui s'était remise par force en possession du Pré-aux-Cleres, terrain du faubourg Saint-Germain qu'elle prétendait lui appartenir ; et presque en même temps la nouvelle d'un soulèvement beaucoup plus grave en Guicune. L'affaire de l'Université fut renvoyée aux tribunaux ordinaires (4) ; celle de Guicune prit le caractère d'une révolte ouverte, et fut

(1) *G. B. Adriani*, L. VII, p. 449.

(2) Lettre de Du Bellay, Ribier, T. II, p. 150.

(3) *G. B. Adriani*, L. VII, p. 449.

(4) Hist. de l'Université, T. V, l. X, p. 425.

apaisée par les armes et les supplices. Celle-ci était une nouvelle conséquence des ordonnances de François I^{er}, pour rendre le prix du sel uniforme dans tout le royaume, qui avaient causé, en 1542, la révolte de la Rochelle. La province de la Guienne, où le sel semblait presque un présent gratuit de la nature, où des privilèges anciens, solennellement jurés, garantissaient aux habitants l'exemption de la gabelle, et où l'industrie du pays s'était mise en rapport avec cette franchise, ne pouvait pas se résigner à payer un impôt qu'elle repoussait comme illégal. L'indignation générale était encore augmentée par les fraudes dont on accusait les agents de la gabelle : on assurait que le sel qu'ils forçaient d'acheter était mêlé à dessein avec du sable, et l'on était révolté des châtimens arbitraires qu'ils infligeaient pour chaque omission, pour chaque réclamation.

Au milieu de l'été de 1548, les paysans de plusieurs villages se refusèrent absolument d'aller prendre le sel aux greniers qui leur étaient assignés. Dans plusieurs autres, les officiers qui venaient forcer les habitants à prendre du sel furent massacrés ; le peuple en tua huit à Conzé en Saintonge, tandis qu'il se contenta de les mettre en fuite à Périgueux, à Consac, à Barbesieux. Henri, roi de Navarre, gouverneur de Guienne, envoya contre les mutins une compagnie de gendarmes, qui fut chassée du pays (1). Les paysans insurgés, à mesure qu'ils augmentaient en nombre, sentaient s'accroître leur courage. On avait d'abord annoncé avec terreur qu'ils étaient quatre mille, mais bientôt on s'assura qu'ils étaient au moins cinquante mille ; en effet ils étaient également en armes dans toutes les parties de la province. Le 12 août, ils se rendirent maîtres de Saintes, mais ce fut par force. Les bourgeois, alarmés de leur violence, et redoutant la domination des paysans plus encore que la gabelle, s'enfermaient dans leurs maisons : les révoltés en effet livraient à des supplices cruels tous les employés qu'ils pouvaient saisir ; ils avaient pillé Cognac et Ruffec, et brûlé les maisons de plusieurs magistrats ; aucun

(1) De Thom. L. V. p. 452. — *Belcarinus*, L. XXV, p. 805.

homme de bien ne pouvait songer à se joindre à ces forcenés.

Tristan de Moneins, lieutenant du roi de Navarre et parent du connétable, était devenu particulièrement odieux aux paysans de Guienne, par sa sévérité et ses menaces. Il vint de Bayonne à Bordeaux, il fit assembler le peuple de cette grande ville, qui n'avait jusqu'alors pris aucune part à l'émeute, et il le harangua dans la vue de lui inspirer de la crainte, en lui annonçant les châtimens que le gouvernement réservait aux révoltés. Il produisit un effet tout contraire : il souleva l'indignation de ses auditeurs, qui, rassemblés pour entendre la harangue qui les offensait, sentirent leur force, et demeurèrent unis pour en tirer vengeance. La multitude, enflammée de colère, s'étant portée à l'instant sur l'arsenal, en enfonça les portes, et se procurant ainsi des armes, vint assiéger le château Trompette, où Moneins, effrayé de l'orage qu'il avait soulevé, s'était enfermé. La Chassagne, président du parlement de Bordeaux, essaya de calmer alors le peuple par son influence. Moneins n'avait trouvé aucun moyen de défense dans le château. La Chassagne se chargea d'obtenir pour lui une capitulation honorable ; il le fit sortir du château, croyant avoir obtenu sa grâce. Il avait trop présumé de son influence : à peine Moneins se trouva entre les mains du peuple, qu'il fut massacré avec un de ses amis ; son corps fut livré à mille outrages, et La Chassagne, effrayé, alla chercher un refuge dans le couvent des dominicains (1).

La populace de Bordeaux avait pour La Chassagne de la confiance et du respect ; elle se porta en foule à ce couvent, elle en fit sortir La Chassagne, et lui déclara qu'elle ne voulait reconnaître que lui pour chef. La Chassagne accepta cet office, dans l'espoir de rétablir l'ordre dans sa ville natale ; mais il ne concevait l'ordre que dans l'obéissance ; il ne songea qu'à faire respecter l'autorité royale, sans s'occuper d'aucune garantie pour les intérêts d'un peuple qui s'était confié

(1) De Thou, L. V, p. 436. — *Belcarinus*, L. XXV, p. 803. — Vieilleville, T. XXIX, p. 119.

eu lui. Il fit fermer les portes de Bordeaux, après avoir renvoyé tous les habitants de la campagne, pour priver les insurgés de leur appui; il arma ensuite la bourgeoisie, et il établit des corps de garde dans toutes les rues. Se jugeant alors maître des mutins, il fit rouvrir les tribunaux, et le premier prévenu déféré au parlement fut le malheureux qui avait sonné le tocsin. Les magistrats, avertis que le connétable était arrivé à Toulouse, et qu'il y rassemblait des troupes, crurent devoir lui prouver, par leur sévérité, que l'autorité royale était rétablie à Bordeaux. Ils condamnèrent le prévenu à être tiré à quatre chevaux, et il fut exécuté (1).

Cependant la ville de Bordeaux avait envoyé au connétable une députation pour l'assurer de sa soumission, lui demander grâce, et le supplier seulement de ne point faire entrer les landsknechts dans la place; car il ne pourrait pas ensuite la garantir du pillage. Le connétable répondit durement que ce n'était point à eux à lui dicter des conditions, que les Allemands qui le suivaient n'étaient pas moins soldats du roi que les Français, et qu'il n'avait pas besoin de leurs clefs pour ouvrir des portes que ses boulets auraient bientôt abattues (2). Les Bordelais auraient eu d'amples moyens de résistance; ils ne songèrent pas même à en faire usage. Ils ouvrirent leurs portes; mais le connétable n'en tint compte; il fit abattre une partie de leurs murailles, et il entra par la brèche. Il distribua ses troupes dans tous les quartiers de la ville, et il procéda au désarmement des habitants, en faisant transporter toutes leurs armes au château. Alors commencèrent les informations, qu'il poursuivit avec la dernière sévérité, ayant choisi pour cela Charles de Neuilly, le plus violent et le plus emporté des maîtres des requêtes. « Enfin, dit de Thou, le peuple de » Bordeaux fut déclaré atteint et convaincu du crime de sédition, de rébellion et de lèse-majesté; et privé en conséquence de tous ses privilèges, du droit d'élire un maire et

(1) De Thou, L. V, p. 438. — Lettres du roi au connétable, de Savillan, 29 août, Ribier, p. 134 et 167.

(2) De Thou, L. V. p. 438.

» des jurats, de faire des assemblées de ville, de tenir des
 » sceaux, d'exercer aucune juridiction, d'avoir un trésor
 » commun et des possessions publiques. La maison de ville
 » devoit être rasée, et toutes les cloches des églises transpor-
 » tées dans les châteaux, qui seroient fortifiés aux dépens du
 » peuple. Il fut condamné encore à équiper à ses frais deux
 » galères, pour servir à la défense des gouverneurs de la pro-
 » vince contre les entreprises des citoyens mêmes. Enfin, pour
 » expier l'horrible attentat qu'ils avoient commis contre la
 » personne de Moneins, la sentence portoit qu'ils le déterre-
 » roient eux-mêmes, non avec le secours de quelque instru-
 » ment, mais avec leurs propres ongles, et que le corps de ce
 » seigneur seroit conduit de nouveau à la sépulture par les
 » jurats, et six vingts bourgeois en habit de deuil, et le flam-
 » beau à la main. » Tandis que cette sentence contre la ville
 en corps étoit exécutée avec la dernière rigueur, les individus
 soupçonnés d'avoir pris une part plus active dans la sédition
 furent arrêtés les uns après les autres et punis d'une manière
 atroce. Cent quarante furent successivement exécutés : mais
 la mort des rebelles ne suffisoit point aux vengeances de l'au-
 torité royale. Il y en eut de brûlés, de rompus vifs, de pen-
 dus aux battants des cloches qu'ils avoient sonnées. Des juges
 se montraient parfois ingénieux à inventer des supplices non-
 vains : on prenoit à tâche d'infliger aux justiciables les mêmes
 tourments que le peuple, dans sa rage, avoit fait éprouver
 aux employés de la gabelle. Les juges et les bourreaux sem-
 blaient faire assaut d'invention pour prolonger l'agonie et les
 douleurs. Ce fut ainsi par l'horreur et l'effroi que le cométable
 s'efforça de rétablir l'autorité royale dans la province. Enfin,
 le 9 novembre, il la quitta croyant l'avoir pacifiée; et il laissa le
 comte du Lude avec une forte garnison dans Bordeaux (1).

La soumission de la Guienne à d'aussi atroces châtimens fait
 éprouver une douleur mêlée d'étonnement ; la province tout
 entière avoit été blessée dans ses premiers intérêts ; la popu-

(1) De Thou, L. V, p. 460. — *Belcarius*, L. XXV, p. 804. — *Steidani*,
 L. XXI, p. 365. — *Vieilleville*, T. XXIX, p. 125.

lation avait pris les armes, et elle était bien plus nombreuse que les armées dont le roi de France pouvait disposer contre elle. Tous furent menacés et punis ensemble par une sentence cruelle; en restant unis et armés, ils eussent aisément fait repentir le comte de son insolente colère; mais les bras ne sont rien sans la tête, et la force brutale est hors d'état de se défendre si la pensée ne la dirige. Les insurgés s'étaient eux-mêmes privés de toute leur force par leurs excès; ils avaient effrayé ceux qui pouvaient les conduire, et leur avaient fait redouter la victoire du peuple plus encore que celle du roi. Les cent mille bras de la multitude demeurèrent inutiles, car personne dans cette foule ne sut les faire agir ni marcher ensemble, personne ne concevait ce qui se trouvait au-delà de son village, et ne savait réunir la nourriture, le logement, les armes dont les masses avaient besoin; personne ne prévoyait la route que suivait l'ennemi pour les attaquer, ou n'était en état de combiner un plan pour la défense de la province. De toutes les leçons, la plus importante pour les nations fut enseignée alors au peuple de la Guinée d'une manière bien dure: c'est que la vraie force de l'homme consiste dans son intelligence prévoyante, que cette intelligence est l'attribut du petit nombre, et que les masses ignorantes se perdent si elles repoussent de leur sein l'élite intelligente, qui seule peut assurer leur succès.

Ce triomphe de la tyrannie d'un seul sur l'intérêt, sur la volonté de tous, fit éclore cependant des pensées qui marquèrent le progrès du siècle, et qui indiquèrent le terme prochain où l'association des forces et des intelligences des sujets triompherait des caprices et de la cruauté des maîtres. « Étienne de La Boétie de Sarlat, dit de Thou, qui a été dans » la suite l'ornement du parlement de Bordeaux, et qui, étant » alors à peine âgé de dix-neuf ans, faisait déjà paraître un jugement fort au-dessus de son âge, prit occasion de ces troubles pour approfondir cette réflexion, dans un petit ouvrage » intitulé *le Contr'un, ou de la Servitude volontaire* (1). »

(1) De Thou. L. V, p. 458.

Même dans une tête si jeune, le germe des vrais principes de la liberté et de la résistance populaire est un fait qui réclame notre attention, et une courte notice sur l'ouvrage de La Boétie.

L'usage des orateurs chrétiens, qu'ils avaient emprunté aux Arabes, de baser leurs discours sur un texte, avait gagné la littérature profane; et La Boétie prit pour texte le vers de l'Iliade où Ulysse conseille aux Grecs de se soumettre à un seul chef, afin d'éviter les maux qu'entraîne la tyrannie de plusieurs (1). « Pour parler avec raison, dit La Boétie, il » falloit dire que la domination de plusieurs ne pouvoit être » bonne, puisque la puissance d'un seul, dès lors qu'il prend » ce titre de maître, est dure et déraisonnable (2). » En effet, c'était tous les maîtres et les tyrans que l'auteur attaquait à la fois, et il repoussait la prétention de reconnaître un droit dans l'origine du pouvoir, toutes les fois que ce pouvoir était sans limites. « Il y a trois sortes de tyrans, disait-il : les uns » ont le royaume par l'élection du peuple, les autres par la » force des armes, les autres par la succession de leur race... » Je vois bien qu'il y a entre eux quelque différence, mais de » choix je n'en vois point, et étant les moyens de venir au » règne divers, toujours la façon de régner est quasi semblable. » Les élus, comme s'ils avoient prins des taureaux à dompter, » les traitent ainsi; les conquérants pensent en avoir droit, » comme de leur proie; les successeurs d'en faire ainsi comme » de leurs naturels esclaves (3). »

Toutefois La Boétie s'attache à prouver que tous les tyrans seraient également sans force si le peuple ne les secondait pas, que l'intérêt de tous s'unissant *contre un*, la puissance de tous s'alliant *contre un*, cet *un*, cet être isolé, perdrait le pouvoir de mal faire. « Pauvres gens et misérables, dit-il, pen- » ples insensés, nations opiniâtres en votre mal, et aveugles

(1) *Iliade*, B. v. 204.

(2) Discours de La Boétie, à la suite de Montagne. Éd. de Paris, 1801, T. XVI, p. 106.

(3) Discours de La Boétie, à la suite de Montagne. Éd. de Paris, 1801, T. XVI, p. 140 et 143.

» en votre bien, vous vous laissez emporter devant vous le
 » plus beau et le plus clair de votre revenu, piller vos champs,
 » voler vos maisons, et les dépouiller des meubles anciens et
 » paternels; vous vivez de sorte que vous pouvez dire que
 » rien n'est à vous..... Et tout ce dégât, ce malheur, cette
 » ruine, vous vient non pas des ennemis, mais bien certes de
 » l'ennemi, et de celui que vous faites si grand qu'il est, pour
 » lequel vous allez si courageusement à la guerre, pour la
 » grandeur duquel vous ne refusez point de présenter à la
 » mort vos personnes. Celui qui vous maîtrise tant n'a que
 » deux yeux, n'a que deux mains, n'a qu'un corps, et n'a
 » autre chose que ce qu'a le moindre homme du nombre infini
 » de vos villes, sinon qu'il a plus que vous tous l'avantage que
 » vous lui faites pour vous détruire (1). » Il cherche ensuite
 comment un ordre si contraire à la nature ainsi qu'à l'intérêt
 de tous a pu s'établir, et comment la servitude, qui n'a pu
 être maintenue par la force, est devenue volontaire. « La pre-
 » mière raison, dit-il, de la servitude volontaire, c'est la
 » coutume; ils disent (les hommes) qu'ils ont été toujours su-
 » jets, que leurs pères ont ainsi vécu. Ils pensent qu'ils sont
 » tenus d'endurer la mort, et le se font accroire par exemples,
 » et fondent eux-mêmes sur la longueur la possession de ceux
 » qui les tyrannisent. Mais, pour vrai dire, les ans ne donnent
 » jamais droit de mal faire, ains agrandissent l'injure. Tou-
 » jours en demeu-re-t-il quelques uns mieux nés que les autres,
 » qui sentent le poids du joug et ne peuvent tenir de le croul-
 » ler; qui ne s'appriivoient jamais à la subjection..... Ce
 » sont ceux qui ayant la tête bien faite, l'ont encore polie par
 » l'étude et le savoir. Ceux-là, quand la liberté seroit entière-
 » ment perdue et toute hors du monde, l'imaginant en leur
 » esprit, et encore la savourant, la servitude ne leur est ja-
 » mais de goût, pour si bien qu'on l'accoutre (2). »

En effet la partie pensante de la société commençait à dé-
 tester le joug, à combiner les moyens de résistance, et à cher-

(1) *Le Contrat*, p. 123.

(2) *Ibid.*, p. 166.

cher une réforme dans l'État aussi bien que dans l'Église ; elle commençait à chercher dans la communauté un pouvoir qui fût en avant de la communauté en vertu et en intelligence, et qui par conséquent sût, voulût et pût faire avancer la société ; car c'était alors, c'était pendant le règne de Henri II, que mûrissait l'esprit qui éclata douze ans plus tard dans les guerres civiles. Le gouvernement savait peut-être en quoi consistait le bien général, et il pouvait le faire, mais il ne le voulait pas ; les réformateurs le savaient et le voulaient, mais ils ne le purent. Le parti de la résistance, le parti des Guises, le voulait peut-être et le pouvait, mais il ne savait pas le connaître ; ce parti qui forma la ligue exprima le sentiment des masses ignorantes, celui de la multitude toujours ennemie du progrès. Il arrêta les réformes religieuses, il dégoûta des réformes politiques, en faisant éprouver la tyrannie de la pluralité, et il ramena enfin la France sous la royauté sans limites.

Pendant que le connétable réprimait la sédition de Guienne, Henri II était revenu de Turin à Lyon, où il fit son entrée le 21 septembre. Cette ville, la plus commerçante de France, déploya en cette occasion une grande magnificence : les marchands étrangers s'étaient partagés en diverses nations, qui étalaient à l'envi l'une de l'autre leurs richesses, et les Italiens l'emportaient tellement en industrie sur tous les autres peuples, que, tandis que les Allemands étaient réunis en une seule corporation, les Génois, les Luequois, les Milanais et les Florentins en formaient chacun une (1). Le roi se rendit ensuite à Moulins, où, le 13 octobre, il célébra les noces d'Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, avec Jeanne d'Albret, héritière de Navarre, et celles de François de Lorraine, que Henri avait créé duc d'Aumale, malgré les remontrances du parlement (2), avec Anne d'Este, fille d'Hercole, duc de Ferrare, et de Renée de France. Les branches si nombreuses

(1) De Thou, L. V, p. 461.

(2) Remontrances du parlement, du 5 décembre 1547, dans Ribier, T. II, p. 89. — Contrat d'Ant. de Bourbon, Traité de Paix, T. II, p. 244.

de la famille royale s'étaient presque toutes éteintes ; il n'en restait plus d'autres que la branche issue de Jean II, duc de Vendôme, mort en 1477. Mais celle-ci s'était partagée en deux, sous les noms de Vendôme et de Montpensier : dans la première, Antoine, duc de Vendôme, qui devint roi de Navarre en 1555, avait encore trois frères, le cardinal de Bourbon, le comte de Soissons et le prince de Condé ; dans la seconde, Louis, duc de Montpensier, avait un frère prince de la Roche-sur-Yon. Cette extinction successive des branches de la famille royale avait contribué à faire naître chez les princes de la maison de Lorraine la prétention de s'égalier aux princes du sang. Ils étaient issus de Yolande, fille de René d'Anjou, roi titulaire de Naples. Ils rappelaient que l'Anjou, la Provence et les Deux-Siciles étaient des fiefs féminins ; qu'ils avaient été dépouillés injustement de leur héritage par Louis XI ; aussi prétendaient-ils adopter le nom d'Anjou de préférence à celui de Lorraine : le duc d'Aumale le prit en effet dans son contrat de mariage ; il essaya d'avoir rang avec Vendôme, comme s'il était aussi bien que lui prince du sang ; il eut une querelle sur ce titre de prince avec Liset, président du parlement de Paris ; enfin, il avait même obtenu de Henri II, encore dauphin, une promesse par laquelle celui-ci s'engageait à lui rendre la Provence dès qu'il serait roi (1).

Le duc d'Aumale mettait beaucoup d'importance à s'unir plus étroitement encore à la famille royale par le mariage projeté de sa nièce Marie, reine d'Écosse, avec le fils du roi, et ç'avait été son principal motif pour empêcher le roi de ratifier le traité fait l'année précédente avec l'Angleterre. Au mépris même du traité du 7 juin 1546, regardé comme toujours subsistant, Henri II avait donné ordre à Gaspard de Coligny, seigneur de Châtillon, de bâtir un fort près de Boulogne, au lieu nommé la Tour-d'Ordre, qui commandât réellement l'entrée du port ; ce que le fort d'Outre'eau, bâti par de Biez, ne pouvait faire (2). Charles-Quint avait envoyé

(1) De Thou, Liv. V. p. 462. — Vieilleville, T. XXIX, p. 102.

(2) De Thou, L. V. p. 449.

le comte de Burc au lord protecteur d'Angleterre, pour lui représenter que la France était décidément hostile, et pour l'engager à profiter de la révolte de la Guienne, afin d'y rétablir la domination anglaise (1). Mais le duc de Sommerset, en butte à des factions puissantes en Angleterre, et menacé par les intrigues de sa propre famille, désirait la paix avec la France et avec l'Écosse; il fermait les yeux sur les provocations qu'il avait essuyées; il voulait ajourner tous les différends, et il faisait offrir aux Écossais une trêve de dix années, dans l'espérance, il est vrai, qu'au bout de ce terme le jeune Édouard VI, et la reine Marie, arrivés à l'âge nubile, sentiraient tous deux la convenance d'un mariage qui semblait si désirable, et pour eux-mêmes et pour leurs deux nations.

Cependant, loin que les Écossais songeassent à faire cesser par cette union des guerres qui avaient dévasté pendant tant de siècles leur frontière méridionale, leur orgueil et leur haine héréditaire s'offensaient d'un mariage qui les forcerait d'obéir à leurs puissants voisins; le peuple le repoussait avec une sorte de fureur, et les prélats écossais le regardaient comme devant entraîner dans leur pays la ruine de la religion catholique. Ils remarquaient que l'Angleterre avait, depuis la mort de Henri VIII, fait des pas rapides vers la réformation; en même temps ils observaient que la prédication évangélique s'étendait en Écosse malgré tous leurs efforts, et que les réformés, oubliant les haines et les préjugés nationaux, devenaient Anglais de cœur, et demandaient l'union avec l'Angleterre. Ainsi la question du mariage de la nièce des Guises devenait avant tout une querelle de religion; et la France se trouvait appelée à donner son appui au parti fanatique et persécuteur, au parti d'une Église qui croyait combattre pour son existence. Toutes les propositions pacifiques des Anglais furent repoussées par le régent d'Écosse, et en même temps cachées soigneusement au peuple. Ce régent avait été gagné au parti de la France par la concession du duché de Châtellerault que lui fit Henri II. La reine mère ne souhaitait rien tant que de mettre à la cour

(1) De Thou, L. V, p. 477.

de France sa fille sous la protection des Guises, ses frères. Ceux-ci voyaient leur ambition couronnée par le crédit que leur donnerait leur nièce, femme de l'héritier du trône; les prélats écossais résolurent, de concert avec eux, de faire passer la jeune reine en France, pour que la nation elle-même n'eût plus la possibilité de se repentir et de changer d'avis, si le triomphe momentané d'une faction, ou le progrès de la réforme, lui faisaient désirer le mariage de la jeune reine avec Édouard VI. Le parti fanatique exigeait donc en même temps la guerre avec l'Angleterre, et l'envoi de Marie en France, sans vouloir seulement consentir à demander pour l'Écosse les garanties que leur intérêt propre semblait exiger (1).

Henri II, entrant avec avidité dans ces vues, fit partir de Nantes une armée française pour seconder les deux reines d'Écosse : elle prit terre à Duubar le 18 juin; elle était composée de trois mille soldats allemands commandés par le margrave, de deux mille fantassins français sous la conduite de François de Coligny d'Andelot, et de mille chevaux de différentes nations qui avaient pour chef François d'Anglure, seigneur d'Étauges. Le commandement général fut donné à André de Montalembert, baron d'Essé, qui s'était acquis beaucoup de réputation au siège de Landrecies. Celui-ci ayant rassemblé tous les capitaines et seigneurs qui servaient sous lui, parmi lesquels plusieurs étaient de très grandes maisons, leur dit : « Messieurs, je sais bien qu'il n'y a nul guère de » vous autres qui ne soit plus grand que moi, et quand je se- » rai hors d'ici, soit à la cour, soit en France, soit au pays, » qui ne soit plus que moi, et qui ne se veuille dire plus que » mon compagnon; mais puisqu'il a plu au roi m'honorer de » cette charge, il faut que je m'en acquitte et que je commande » aussi bien au grand comme au petit, et que l'un et l'autre » m'obéissent : et au partir d'ici, m'étant dépouillé de cette

(1) Rapin Thoyras, T. VII, L. XVI, p. 50. — *Hume's History of England*, T. VI, c. 54, p. 175. — *Buchanan's Rer. Scoticar*, L. XV, p. 311. — *Robertson's Hist. of Scotland*, B. II, p. 74.

« grandeur, nous serons tous pairs et compagnons (1). »

Nicolas Durand de Villegagnou, commandeur de Malte, qui avait amené cette petite armée en Écosse, avait commission de ramener la jeune reine en France sur sa flotte ; mais comme il savait que les Anglais voulaient empêcher son départ, et pourraient bien l'enlever dans la traversée, il remit à la voile en annonçant qu'il retournait en France ; puis ayant perdu de vue les côtes, il se dirigea vers le nord : et par une navigation qu'on regardait alors comme très hardie, il fit le tour de l'Écosse septentrionale, et revint prendre à Dunbarton la jeune reine, qu'il conduisit par le canal de Saint-George en Bretagne, où il la vint déposer le 13 juillet. Elle n'avait alors que six ans : son frère naturel, Jacques Stuart, fut envoyé en France avec elle : le baron de Levingston avait été chargé par le régent d'Écosse d'accompagner ces enfants, et Philippe de Maillé Brezé de les recevoir au nom du roi de France (2).

Pendant ce temps, d'Essé assiégeait Haddington ; le comte de Shrewsbury ayant rassemblé dans les comtés du nord de l'Angleterre toutes les milices, jusqu'au nombre de dix-sept mille hommes, s'avança à leur tête, et força d'Essé à lever le siège ; mais il ne put retenir long-temps ensemble cette troupe de volontaires ; et dès qu'elle se fut retirée, d'Essé recommença ses opérations ; il remporta divers avantages sur ses ennemis ; cependant il ne put ni prendre Haddington, ni empêcher les Anglais de prendre et de fortifier divers châteaux. De son côté il fortifia Leith, le port d'Édimbourg (3).

D'autre part, depuis que la cour de France eut atteint le but de son ambition, eu s'assurant la possession de la jeune reine, elle ne mit presque plus d'importance à la défense de la frontière dans un pays qu'elle jugeait barbare ; elle traitait les Écossais avec la hauteur et le mépris qu'elle n'épargnait pas aux Français eux-mêmes, et moins encore à un peuple

(1) Brantôme, T. II, Discours 64, p. 460. — De Thou, L. V, p. 464. — *Belcarius*, l. XXV, p. 801.

(2) De Thou, L. V, p. 465. — Ribier, T. II, p. 150. — *Buchanan*, l. XV, p. 511. — *Robertson's Scott.*, B. II, p. 75.

(3) De Thou, L. V, p. 471. — Rapin Thoyras, L. XVI, p. 52.

asservi par eux; elle ne respectait aucun des privilèges pour lesquels ils avaient si imprudemment négligé de demander des garanties. D'Essé se proposa de mettre en quartier ses troupes dans Édimbourg; le prévôt de la ville se présentant à elles avec son fils et un cortège des principaux bourgeois voulut les arrêter, en faisant valoir les privilèges de la capitale du royaume. Les soldats français prirent querelle avec eux et les massacrèrent. Vers le même temps Heuri II envoya l'évêque Jean de Montluc en Écosse, en demandant au régent et à la reine mère de le nommer chancelier du royaume. C'était plus que les Écossais n'étaient disposés à supporter; Marie de Guise avertit ses frères que si d'Essé et Montluc n'étaient pas rappelés, elle ne répondait pas de l'alliance de l'Écosse, malgré la présence de la jeune reine à la cour de France. Paul de Termes, donné pour successeur à d'Essé, sut mieux captiver l'affection des Écossais (1).

Pendant ce temps l'empereur profitait de ce que la France n'osait point lui faire la guerre, et il marchait à l'accomplissement de ses vastes projets. Il commençait à croire possible l'établissement d'une monarchie universelle, dont il avait à peine osé jusqu'alors s'avouer le désir. L'Espagne, où l'amour de la liberté fermentait partout au commencement de son règne, n'opposait plus d'obstacles à ses volontés. Les esprits les plus aventureux de la nation étaient entraînés vers l'Amérique par l'ardeur des découvertes et des conquêtes, et le Pérou, à peine subjugué, était déjà ensanglanté par les guerres civiles. Le prince don Philippe présida les cortès d'Aragon à Monzon, et celles de Castille à Valladolid; dans les unes et les autres les Espagnols marquèrent beaucoup de mécontentement, soit de ce que Charles V voulait établir parmi eux l'étiquette de la maison de Bourgogne, soit de ce qu'il annonçait le projet d'assurer l'empire à son fils, ce qui réduirait les Espagnols à dépendre des Allemands et à vivre habituellement privés de la présence de leur souverain. Toutefois l'opposition ne montra

(1) De Thou, L. V, p. 475. — *Belcarius*, L. XXV, p. 802. — *Buchanan*, L. XV, p. 314. — *Rapin Thoyras*, L. XVI, p. 33.

ni suite dans ses projets, ni habileté dans sa conduite, ce qui fut attribué à la politique du duc d'Albe, qui n'avait appelé aux cortès que les seuls procureurs des villes, en excluant les grands et les prélats ; ceux-ci, à raison de leur connaissance des affaires, et même de leur orgueil, auraient été mieux préparés à tenir tête au gouvernement. Maximilien, neveu de l'empereur, qui vint à Barcelonne pour épouser l'infante Marie sa cousine, et remplacer ensuite don Philippe dans le gouvernement de l'Espagne, fit oublier à la nation ses griefs au milieu des fêtes de son mariage ; don Philippe lui céda le gouvernement le 1^{er} octobre, et s'embarqua à Roses, sur les galères d'André Doria, pour passer en Italie, et de là rejoindre son père (1).

L'Italie, si récemment privée de sa vie politique, palpitait encore de souffrance et d'angoisses : les conjurations, les projets hostiles contre l'autorité de l'empereur, les tentatives de ligue pour lui résister de la part des États qui se croyaient encore indépendants, se succédaient rapidement. Charles V semblait vouloir, en leur laissant épuiser, dans ces derniers efforts, un reste de vie, veiller et attendre la fin de leur agonie, pour les saisir à mesure qu'il les voyait défaillir. Mais soit qu'il se défiât des forces qui restaient encore à l'Italie, et que pour les lasser plus vite il choisit pour la gouverner les plus durs et les plus avides de ses lieutenants, soit que les richesses de cette contrée séduisissent plus fortement leur rapacité, aucun pays de l'Europe n'était plus odieusement, plus atrocement gouverné que ne l'étaient les vice-royautés de la maison d'Autriche en Italie : Naples et la Sicile d'une part, la Lombardie de l'autre. Aucun homme ne s'était montré plus cruel et plus faux que don Pédro de Tolède à Naples, que Fernand de Gonzague à Milan ; aussi les pays où avait commencé la civilisation européenne retombaient-ils dans la barbarie. La faction qui dominait à Gènes se croyait encore libre, quoiqu'elle fût gouvernée par André Doria, et qu'elle obéît à tous les caprices de l'empereur. La Toscane avait perdu toute indé-

(1) *Miniana, Historia de Espana*, l. IV. c. 7, p. 258.

pendance, sous le joug de Côme I^{er} de Médicis, duc de Florence, qui n'était ni sans talent ni sans ambition, mais qui, se sentant faible contre la haine du peuple, se contentait du rôle de tyran subalterne, et de lieutenant de l'empereur. La république de Sienne, qui avait admis dans ses murs une garnison espagnole, se laissait gouverner tyranniquement par Diégo de Mendoza, qui la commandait. Le vieux pape Paul III frémissait d'indignation et de rage contre l'empereur, qui avait fait assassiner son fils : il eût volontiers fuit alliance avec la France, avec les Turcs, avec les protestants, s'il avait pu ainsi rallumer une guerre générale ; mais personne ne comptait assez sur ce qui pouvait lui rester de vie pour s'associer à ses vengeances. Venise enfin, qui connaissait sa faiblesse réelle, s'efforçait d'entretenir sur sa puissance l'illusion que produisait encore le souvenir de ses anciens exploits, en évitant toute occasion de se mesurer avec personne, et en observant une neutralité scrupuleuse. Les ducs de Ferrare et de Mantoue, enfin, observaient la même politique et se perdaient dans l'ombre (1).

L'Allemagne, récemment subjuguée par les victoires que l'empereur venait de remporter sur la ligue de Smalkalde, demandait plus de ménagements. Sa population belliqueuse, accoutumée à fournir des soldats à toutes les puissances, conservait le sentiment de sa force ; elle avait de plus, pour la mettre en mouvement, l'enthousiasme de la religion ; aussi, quoique l'empereur aspirât à la priver à la fois de ses libertés civiles et religieuses, il n'y procédait qu'avec de grandes précautions. Il avait outre passé les droits et les prérogatives des empereurs, en mettant, de sa seule autorité, de grands princes ou des villes impériales au ban de l'empire ; mais dès lors il avait cherché à voiler sa tyrannie sous le nom et l'autorité des diètes ; il les ménageait avec soin et les traitait comme représentant un corps libre et puissant. Il retenait dans la captivité, contre la foi des capitulations, deux des

(1) *Glo. Batt. Adriani*, L. VII, p. 462. — *Giannone*, Hist. de Naples. t. XXXII, c. 2. p. 84 ; et c. 3, p. 107. — *Annali d'Italia*, T. XIV, p. 363.

plus grands princes de l'Allemagne : l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse ; mais il nourrissait les espérances de ceux qui demandaient leur mise en liberté ; il caressait , il flattait Maurice de Saxe, l'électeur de Brandebourg, et les princes protestants qui l'avaient secondé ; et il ne croyait point au ressentiment du premier, qui en effet se montrait avec lui toujours courtisan. Charles avait en apparence imposé à l'Allemagne, par la publication de *l'interim*, la paix et l'uniformité religieuse, mais il évitait de troubler cette paix, dans le secret des consciences, et il admettait à sa faveur, dans sa cour et dans son armée, les protestants à l'égal des catholiques (1).

L'Angleterre, affaiblie par ses divisions et par la minorité de son roi, se montrait empressée d'accueillir les conseils de l'empereur ; la France seule semblait mettre obstacle à ses projets : la France était en paix avec lui, mais elle laissait percer son inimitié, et il la retrouvait comme motrice de tous les complots qu'il faisait successivement échouer. Il aurait eu des motifs suffisants de lui déclarer la guerre, mais il préférait d'attendre une occasion favorable et d'écraser auparavant ses autres ennemis. Surtout sentant l'affaiblissement de sa santé, il aurait voulu confier après lui la suite et l'exécution de ses grands projets à une volonté unique. Quoiqu'il n'eût aucune plainte à former contre son frère, qui avait été pour lui un fidèle et habile lieutenant, il regrettait de l'avoir fait nommer roi des Romains en excluant ainsi lui-même son fils de l'empire. Il voulait réunir toute sa famille autour de lui dans les Pays-Bas, où sa grandeur avait commencé, et il se flattait qu'auprès de ce berceau de sa maison, il ferait comprendre à son frère ainsi qu'à son neveu qu'il importait à la grandeur future de la famille qu'elle fût toujours dirigée par une seule volonté, et que Ferdinand abdiquât en faveur de Philippe ses prétentions à l'empire.

Philippe, qui avait débarqué à Gênes le 25 novembre, s'était montré tour à tour aux peuples divers sur lesquels

(1) *Steidani*, L. XXI, p. 564.

régnait son père ; mais il leur avait successivement déplu. Quoique âgé de vingt et un ans seulement, il n'avait aucun des charmes de la jeunesse, ni l'affabilité, ni la franchise, ni la bienveillance, ni la gaieté. Les Italiens, qui s'empressèrent de l'entourer à Gènes, puis à Milan, l'accusèrent de leur avoir apporté la morgue espagnole ; les Allemands, lorsqu'il traversa ensuite le Tyrol, la Bavière, le Palatinat, crurent reconnaître qu'il y joignait l'astuce italienne ; les Belges, lorsqu'il entra dans la Lorraine, le Luxembourg et le Brabant, furent choqués du sombre fanatisme qu'il montrait. Sa hauteur, sa réserve, sa partialité pour les seuls Espagnols, lui aliénèrent les esprits. « Tout le peuple, écrivait de Bruxelles » l'ambassadeur de France à Henri II, est tellement indigné » de le voir si affectionné à la nation d'Espagne, que si le » père, sans y donner ordre, venoit à décéder, il y auroit » quelque apparence qu'ils se soustrairaient de son obéissance... d'autant que tout ce peuple hait si fort les Espagnols (1). » Les Belges cependant avaient commencé par déployer toute leur magnificence pour le fêter. Leur commerce était alors au comble de sa prospérité ; aucun pays ne pouvait étaler plus de richesses : la ville d'Anvers seule dépensa 130,000 écus pour le jour de sa réception. Bruxelles, où il entra le 1^{er} avril 1549, et toutes les cités de la Flandre, du Hainaut, de l'Artois, parurent se surpasser l'une l'autre par leur faste ; mais don Philippe était déterminé à ne rien voir, à ne rien admirer, à n'exprimer aucune reconnaissance (2).

(1549.) La cour de France passait également son temps dans les fêtes, et semblait perdre de vue les affaires publiques. Le roi avait voulu faire couronner la reine à Saint-Denis le 10 juin : les cardinaux de Bourbon, de Vendôme, de Boulogne, de Châtillon et de Guise, assistaient à cette cérémonie ; les autres cardinaux français avaient reçu l'ordre de rester à Rome

(1) Lettre de Marillac, de Bruxelles, 20 juin 1549. Dans Ribier, T. II, p. 219.

(2) *Steidani*, L. XXI, p. 368. — *Belcarius*, L. XXV, p. 811. — *Robertson's*, B. IX, p. 457.

pour y soutenir les intérêts de la France au moment de la mort du pape ; car, quoique celui-ci parût toujours plein de vigueur, on ne pouvait oublier son grand âge. Le roi et la reine firent ensuite leur entrée solennelle à Paris, puis le 23 juin on ouvrit un tournoi qui dura quinze jours, et où Henri II l'emporta sur tous ses concurrents par l'adresse et la force qu'il déployait dans les exercices du corps. Aux combats en champ clos succéda un combat naval sur la Seine, où trente-deux galères avaient été amenées pour amuser la cour par ces jeux nouveaux (1).

Mais par une sorte d'expiation pour tant de temps et d'argent consacrés au plaisir, Henri II termina ces fêtes par une procession religieuse de l'église de Saint-Paul à l'église Notre-Dame, dans laquelle il renouvela le vœu de poursuivre et d'extirper l'hérésie. Après la messe il dîna en public au palais épiscopal, et après son dîner il vint prendre place à une des fenêtres des Tournelles, pour assister au supplice de quatre malheureux convaincus de luthéranisme. L'un d'eux lui était bien connu : c'était un pauvre couturier qui travaillait au palais, et qu'avec la duchesse de Valentinois il était allé interroger sur sa religion, comptant s'amuser de sa timidité et de son embarras ; mais cet homme, nommé Hubert Burré, oubliant les grandeurs humaines lorsqu'il s'agissait de la foi, n'hésita point à confesser sa croyance en réfutant les arguments d'abord du roi, puis du savant évêque de Mâcon, qui vint à son aide ; et lorsque Diane voulut aussi l'attaquer, il ne repoussa pas sans rudesse la concubine qui profanait les choses sacrées. Henri voulut le voir mourir ; mais le couturier le reconnaissant et fixant sur lui ses yeux, tandis que les bourreaux lui faisaient éprouver d'atroces douleurs en le brûlant à petit feu, ne détourna point sa vue jusqu'au moment où il expira dans les tourments ; et ce regard empreint de tant de souffrance et de tant de courage, fit sur Henri II une impression d'effroi qui ne s'effaça jamais de sa pensée. Il continua

(1) De Thou, L. VI, p. 494. — Ribier, T. II, p. 202. — *Stedani*, L. XXI, p. 372. — Vicilleville, T. XXIX, p. 177.

toutefois d'ordonner des supplices cruels, mais il ne voulut plus y assister (1).

Vers le même temps Henri II apporta quelques changements à la procédure contre les hérétiques. Il voulut que les juges royaux informassent et fissent les premiers actes contre les prévenus concurremment avec les juges ecclésiastiques; que les uns comme les autres pussent les faire arrêter, ou par les appariteurs des prélats, ou par les sergents des juges royaux, et qu'ils pussent leur faire infliger la torture, ne mettant d'autre borne au pouvoir des prélats que l'interdiction de condamner à des amendes pécuniaires (2). Cette restriction, introduite dans l'édit sur la demande du procureur du roi, était un léger correctif apporté à l'avidité qui présidait aux persécutions. Le zèle religieux y avait moins de part que la cupidité. Les favoris du roi profitaient de leur crédit à la cour pour se faire abandonner les confiscations des prévenus; quelquefois ils poussèrent l'audace jusqu'à demander celles de toute une province. Vieilleville raconte que quatre ou cinq jours après son retour de la campagne de Guienne, « M. d'Apchon, beau-frère du maréchal Saint-André, MM. de » Senectaire, de Biron, de Saint-Forgeul et de la Noue, lui » apportèrent un brevet signé du roi et des quatre secrétaires » d'Etat, par lequel Sa Majesté lui donnoit et aux dessus-dits » la confiscation de tous les usuriers et luthériens du pays de » Guienne, Limousin, Quercy, Périgord, Saintonge et Au- » nis; et l'avoient mis le premier audit brevet comme lieu- » tenant dudit sieur maréchal, pour obtenir aussi plus faci- » lement par sa faveur ce don, car il étoit estimé fort riche. » Lui demandant sa part de la contribution pour un solli- » citeur, qu'ils envoyaient en ces pays-là pour ébaucher la » besogne, et pensant bien le réjouir, l'assuroient, par le » rapport même du solliciteur, nommé Dubois, l'un des » juges de Périgueux, qui s'en faisoit fort, et en répondoit,

(1) Théod. de Bèze, L. II, p. 79. — De Thou, L. VI, p. 96, et note 1.

(2) Édit de Paris, 19 novembre 1549. — Isambert, T XIII, p. 134. — De Thou, L. VI, p. 506. — *Belcarii*, L. XXV, p. 810.

» qu'il y anroit de profit plus de vingt mille écus pour homme,
 » toutes dépenses déduites et précomptées, et auparavant
 » quatre mois expirés; offrant, ledit Dubois, de leur faire
 » toucher dix mille écus à départir entre eux incontinent
 » après avoir vaqué un mois en cette négociation, sur et tant
 » moins de la somme promise. Mais M. de Vieilleville, après
 » les avoir remerciés de la bonne souvenance qu'ils avoient
 » eue de lui procurer ce bien en son absence, leur dit qu'il
 » ne se vouloit point enrichir par un si odieux et sinistre
 » moyen qui ne tendoit qu'à tourmenter le pauvre peuple,
 » et sur une fausse accusation, ruiner plusieurs bonnes fa-
 » milles; davantage qu'ils savoient bien que M. le connétable
 » avoit été en ce pays-là avec une grosse armée il n'y avoit
 » pas encore demi-an. qui avoit fait un dégât infini par tout
 » où il avoit passé, et de donner au peuple et sujets du roi
 » ce surcroit de misère et d'affliction, il n'y trouvoit une seule
 » scintille de dignité, encore moins de charité..... Cela dit,
 » il tire sa dague et la fourre dans le brevet en l'endroit de
 » son nom. M. d'Apchon, rongissant de honte, car il avoit été
 » le premier auteur de cette poursuite, tire semblablement
 » la sienne et en traverse, par grande colère, le sien; M. de
 » Biron n'en fit pas moins, et s'en allèrent tous trois, tirant
 » chacun de son côté, sans se dire mot, laissant le brevet à
 » qui le voulut prendre, car il fut jeté par terre (1). »

Tandis que « les prélats diocésains d'une part, et les
 » cours souveraines, baillis, sénéchaux et leurs lieutenants
 » généraux et particuliers, indifféremment et concurrem-
 » ment, » étaient exhortés par l'édit du 19 novembre à faire
 que « les poursuites contre les hérétiques ne se refroi-
 » dissent aucunement (2), » et que les courtisans formaient
 des compagnies pour exploiter ces confiscations, la seule pro-
 tectrice des luthériens, Marguerite, reine de Navarre et
 sœur de François I^{er}, mourut en Bigorre le 21 décem-
 bre 1549 (3). Jeanne d'Albret sa fille, bien que plus zélée

(1) Mém. de Vieilleville, T. XXIX, c. 19, p. 172.

(2) Isambert, T. XIII, p. 133.

(3) De Thou, L. VI, p. 507.

encore pour le calvinisme, ne pouvait point, à l'âge de vingt-un ans qu'elle avait alors, et pendant que son père vivait, être d'un grand secours à ses coreligionnaires.

On assurait que le roi était d'un caractère fort doux; néanmoins depuis qu'il était sur le trône, il avait manifesté en toute occasion une excessive sévérité. Adoptant les ressentiments de ses favoris contre les ministres de son père, il les avait poursuivis avec autant d'acharnement que s'il avait eu lui-même sujet de les haïr. Il en voulait surtout au maréchal de Biez, qui avait été chargé de défendre la Picardie contre les Anglais, tandis que lui-même il tenait tête à l'empereur; il regardait le maréchal comme ayant été cause de son peu de succès, et ensuite des concessions faites par la paix de Crépy. Dès son avènement à la couronne, il le fit arrêter, ainsi que Vervins son gendre, celui qui avait livré Boulogne aux Anglais. Quand il vint à Paris dans l'été de 1549, il envoya, dit Vieilleville, « querir M. le premier président Lizet, et » trois autres présidents de la cour; arrivés qu'ils furent devant » Sa Majesté, il leur demanda en quels termes ils étoient du » procès de ces misérables. Le premier président répondit » qu'il étoit quasi instruit, et que auparavant quatre jours » expirés leur vie dépendroit de sa miséricorde; » le roi, après les avoir accusés de trahison et de lâcheté, et avoir détaillé tout ce qu'il savait ou conjecturait contre eux, « licencia ces » juges, leur commandant d'accélérer le procès, et plutôt » leur présenter la question, pour donner lumière aux choses » qu'ils voudroient opiniâtrément cacher, car il en désiroit » voir la fin; et qu'ils lui feroient très agréable service. Mais » le premier président, en prenant congé, lui demanda s'il » entendoit qu'ils mourussent tous deux. Le roi répondit : » Oui, bien Vervins; mais le maréchal a fait beaucoup de » grands et signalés services que je veux balancer contre son » forfait. Mais il faut qu'il soit condamné à mort et confis- » qué; autrement je ne disposerois pas de son état de maré- » chal... Cela dit, il leur fit en général et en particulier » beaucoup de belles et bonnes offres, sur lesquelles, après » l'en avoir très humblement remercié, ils se retirèrent très

» contents et grandement édifiés d'une si familière privauté ;
 » mais avec une fervente délibération de bien travailler en
 » toutes sortes ces pauvres prisonniers pour en satisfaire
 » promptement Sa Majesté (1). »

Ces accusés furent jugés par une commission mi-partie de maîtres des requêtes, de membres du parlement et du grand conseil. La commission condamna Jacques de Coucy, sieur de Vervins, à mort le 21 juin, encore qu'il produisit des lettres de sûreté et de pardon qui lui avaient été accordées par le roi François I^{er}. Son corps fut coupé en quatre quartiers, et sa tête exposée au bout d'une lance à Boulogne (2). La sentence contre Oudart, maréchal de Biez, fut prononcée seulement le 26 juin 1531 ; elle le condamnait de même, comme criminel de lèse-majesté, à mort, à la torture préalable et à la confiscation des biens (3). Cette condamnation d'un vieillard octogénaire, qui paraît avoir été fondée sur la déposition de faux témoins, ne fut pas exécutée. Sa peine fut d'abord commuée en une prison perpétuelle, il fut ensuite remis en liberté, et long-temps après sa mort, sous le règne de Henri III, le crédit de la maison de Coucy fit abolir, le 18 octobre 1573, les deux sentences prononcées contre lui et contre son gendre (4).

Le chancelier Olivier était le seul des ministres de François I^{er} que Henri II eût conservé en place. Ce magistrat, alors âgé de cinquante-deux ans, et qui avait été auparavant chancelier de la reine de Navarre, a dû à son goût pour les lettres, à l'amitié du chancelier de l'Hôpital, et peut-être à la défiance que ne tarda pas à lui montrer la cour, une réputation de talents et d'intégrité qui n'est guère justifiée par ce que nous connaissons de ses actions (5). Il avait signalé le commencement du règne de Henri II par la publication d'un grand

(1) Mém. de Vieilleville, T. XXIX, c. 13, p. 31-39.

(2) Isambert. T. XIII, p. 88.

(3) *Ibid.*, p. 186.

(4) De Thou, L. VI, p. 496. — *Belcarius*, l. XXV, p. 805. — *Sleidani*, L. XXI, p. 375.

(5) Biograph. universelle, T. XXXI, p. 588.

nombre d'ordonnances, presque toutes entachées d'une extrême cruauté. Ainsi, dans la première, publiée dès le neuvième jour du nouveau règne, il avait interdit aux rôtisseurs de Paris d'aller au-devant des marchands de volaille, sous peine d'être fustigés par les carrefours pour la première fois, et pendus pour la seconde (1). Dans un édit pour la répression de la mendicité, il offrait du travail aux hommes valides, et des secours aux infirmes; mais il menaçait du fouet les femmes, et des galères les hommes, qui n'accepteraient pas le travail qui leur était offert (2). Il annonçait d'ailleurs que tous les meurtriers seraient punis irrémissiblement du supplice de la roue. Avec la même rigueur, il essaya d'interdire le port d'armes, de réprimer le luxe, de punir le blasphème, et il multiplia les châtimens atroces sans corriger les mœurs (3).

Le chancelier crut convenable de faire tenir au roi un lit de justice, le 2 juillet 1549, pour lui donner à connaître tous les membres du parlement, afin de leur adresser des exhortations. Cette cérémonie, dans laquelle il se fit accompagner par les princes du sang et les grands officiers de la couronne, ne fut remplie que par les discours assez pédantesques du chancelier et du premier président Lizet (4).

A cette époque même Henri II fut averti qu'il avait éclaté en Angleterre une grande révolte des paysans, et que le duc de Sommerset, lord protecteur, avait été obligé de faire marcher contre eux des troupes. Ce seigneur avait mal répondu à la confiance de la nation; sa précipitation, son inconséquence, avaient fomenté les troubles dont l'Angleterre était tourmentée. Jaloux de son frère, sir Thomas Seymour, grand amiral, qui avait épousé la veuve du feu roi, il l'avait fait condamner par un bill du parlement, et exécuter le 20 mars 1548 (5). Henri II, jugeant Sommerset un ennemi peu redoutable, ré-

(1) Isambert, T. XIII, n° 1, p. 1.

(2) *Ibid.*, § 16, p. 25. Du 9 juillet 1547.

(3) De Thou, L. III, p. 246.

(4) Isambert, T. XIII, art. 93, p. 95.

(5) De Thou, L. VI, p. 498. — Rapin Thoyras, T. VII, p. 56. — *Macintosh*, T. II, p. 267.

solut de l'attaquer dans le Boulonnais, sans déclaration de guerre; car les hostilités qui avaient eu lieu en Écosse n'avaient point été regardées comme rompant le traité conclu en 1546 entre les deux couronnes. Le prieur Léon Strozzi reçut l'ordre de sortir, le 11 juillet, du Havre-de-Grâce, avec douze galères, pour aller à la recherche des Anglais; il rencontra leur flotte le 1^{er} août, leur coula à fond plusieurs vaisseaux, et força le reste de s'enfuir à Guernesey. Peu après, le connétable de Montmorency s'approcha de Boulogne, et se rendit maître, le 25 août, des forts de Selacque, Ambleteuse, Maconnet et Mont-Saint-Lambert, tandis qu'il amusait, par des négociations, les Anglais qui étaient dans la ville. Il mit des garnisons dans ces divers châteaux qui resserraient Boulogne, puis il licencia son armée, en renvoyant à l'année suivante l'attaque qu'il méditait sur la ville. De son côté, M. de Termes, en Écosse, réduisit, le 1^{er} octobre suivant, la ville d'Haddington, qui se rendit à lui après un long siège (1).

Le pape Paul III n'ayant pu réussir à faire partager ses ressentiments à la France, et à l'entraîner dans une guerre contre l'empereur, prit le parti de réunir de nouveau le duché de Parme à la directe du saint-siège, pour empêcher que l'empereur ne s'en emparât. En même temps il offrit à son petit-fils, Octave Farnèse, le duché de Castro, beaucoup moins riche, mais aussi bien moins exposé aux attaques étrangères. Octave ne voulut point consentir à cet échange; il commença au contraire à prêter l'oreille aux offres que lui faisait secrètement l'empereur, dont il avait épousé la fille naturelle. Il essaya de surprendre la ville de Parme, et fit annoncer à son aïeul que s'il ne la recouvrait pas, il se verrait forcé de s'allier avec l'empereur. Cette nouvelle fut un coup de foudre pour le vieillard irascible. Dans l'excès de son indignation, il tomba à terre sans connaissance, et quand il revint à lui il fut saisi d'une fièvre si violente, qu'il en mourut le troisième jour, 10 novembre 1549, à l'âge de quatre-vingt-deux

(1) De Thou, L. VI, p. 301, 302. — Ribier, T. II, p. 211. — Vieilleville, T. XXIX, p. 182, 198. — *Belcarius*, L. XXV, p. 806.

ans; il en avait passé quinze sur le siège de saint Pierre (1).

(1550.) Dès que cette nouvelle parvint à la cour de France, Heurill s'occupa de s'assurer, dans l'élection d'un nouveau pontife, un crédit proportionné au nombre de suffrages qu'il possédait dans le sacré collège. On y comptait alors cinquante-deux cardinaux, dont quatorze étaient Français. Sept de ceux-ci résidaient à Rome, les sept autres y furent envoyés en toute hâte de la cour de France, et y arrivèrent au mois de décembre. Les intrigues du conclave durèrent trois mois entiers. La faction impériale, la française, et celle du cardinal Alexandre Farnèse se balancèrent long-temps. Toutes les trois eurent avoir obtenu la victoire quand elles donnèrent la tiare, le 8 février 1550, au cardinal Jean-Marie del Monte, d'Arezzo, qui prit le nom de Jules III. C'était l'homme du sacré collège le plus décrié pour ses mœurs, dans un temps où la plupart des prélats romains avaient dépouillé toute honte. Il enjoignit au commandant de Parme de remettre cette ville à Octave Farnèse, qu'il nomma en même temps gonfalonier de l'Église. C'était le prix convenu pour les suffrages dont le cardinal Alexandre Farnèse avait disposé en sa faveur; et, après cette aliénation du plus important des fiefs du saint-siège, il se plongea dans ses honteux plaisirs (2).

En même temps que la cour de France suivait avec activité les intrigues de celle de Rome, elle avait entamé des négociations pour terminer avec l'Angleterre une guerre opposée aux intérêts de l'un et de l'autre pays. Antonio Guidotti, riche marchand florentin établi à Southampton, avait averti le gouvernement français que le duc de Sommerset était disposé à restituer Boulogne pour une somme d'argent bien moins considérable que celle qui avait été stipulée par le traité de Londres. Une conférence s'étant en effet ouverte auprès de cette ville, et la négociation n'éprouvant aucune difficulté, le traité de paix fut signé le 24 mars 1550. Il comprenait l'Écosse, sur

(1) De Thou, L. VI, p. 313. — Ribier, p. 247, 252. — *Belcarius*, L. XXV, p. 810. — *Steidani*, L. XXI, p. 376.

(2) De Thou, L. VI, p. 319. — Ribier, p. 264. — *Belcarius*, L. XXV, p. 811. — *Steidani*, L. XXI, p. 378.

laquelle chacune des couronnes se réservait cependant ses droits respectifs. Henri II consentait à payer 400,000 écus pour le rachat de Boulogne, en compensation de l'artillerie qu'y laisseraient les Anglais, et des ouvrages de fortifications qu'ils y avaient exécutés. La ville lui fut en effet livrée, et le 15 mai 1550 il y fit son entrée, se félicitant de cette première conquête accomplie sous son règne. Ses courtisans lui annonçaient à l'envi qu'elle était le présage de plusieurs autres (1).

(1) De Thou, L. VI, p. 527. — Ribier, T. II, p. 286. — Vieilleville, T. XXIX, p. 208. — *Belcarius*, L. XXV, p. 806. — Rapin Thoyras, T. VII, p. 87. — Flassan, T. II, p. 26. — Rymer, T. XV, p. 211. — *Traité de Paix*, T. II, § 99, p. 218.

CHAPITRE XII.

Henri II se prépare à la guerre contre Charles-Quint. Ses négociations avec les Turcs et les protestants. Guerre de Parme, guerre en Piémont, en Lorraine et en Alsace. Charles V à Inspruck échappe avec peine aux protestants. Paix publique de Passau. — 1550-1552.

(1550.) HENRI II régnait déjà depuis trois ans; et quoique dans cet espace de temps il n'eût point eu à lutter contre de graves difficultés, il s'était déjà fait assez connaître pour que le sentiment de son incapacité se fût généralement établi. Il était bon, affable, et ses manières étaient gracieuses. Brantôme, qui s'attachait toujours à l'extérieur, qui voulait un roi pour les courtisans et non pour le peuple, n'en pouvait désirer un plus selon son cœur que Henri II. « Quelles couleurs, » dit-il, pourrais-je apporter pour parachever de peindre ce » grand roi, sinon que c'étoit un prince très grand; il étoit » beau, encore qu'il fût un peu mouricaud; mais ce teint » brun en effaçoit bien d'autres plus blancs; il étoit fort agréa- » ble, bien adroit, fort dispos..... Il avoit été le meilleur » sauteur de la cour, et jamais nul lui put tenir pied que » M. de Bonnavet (1)... Il avoit gagné extrêmement le cœur de » tous les étrangers, tant grands que petits, et tous ensemble » ne se pouvoient saouler d'admirer sa majesté, sa grâce et sa » façon belle et royale, ses vertus et sa douce et honnête ac- » cointance, tant il les savoit honnêtement et doucement en- » tretenir et contenter jusques aux moindres. Mais surtout » ils l'admiroient fort en sa belle grâce qu'il avoit en ses armes

(1) Brantôme, T. II, p. 366.

» et à cheval ; comme de vrai c'étoit le prince du monde qui
 » avoit la meilleure grâce et la plus belle tenue , et qui savoit
 » aussi bien montrer la vertu et bonté d'un cheval, et en cacher
 » le vice (1).

» Or, si le roi aimoit l'exercice des chevaux pour le plaisir,
 » il les aimoit bien autant pour la guerre, laquelle il affectoit
 » fort, et s'y plaisoit grandement quand il y étoit, et en trou-
 » voit, disoit-il, la vie plus plaisante que toute autre.... En
 » sa cour, il ne demenroit en paresse non plus que quand il
 » étoit en son armée ; car bien que ce fût en hiver, il s'adon-
 » noit à la chasse, et de toutes sortes.... S'il ne montoit à cheval,
 » il jouoit à la paume, et très bien, mais jamais il ne vouloit
 » tenir le jeu, mais seconçoit ou tierçoit, qui sont les deux
 » places les plus difficultueuses et dangereuses.... Il se plai-
 » soit fort quand la reine sa femme, Madame sa sœur, et les
 » dames le venoient voir jouer, comme souvent elles y ve-
 » noient, et qu'elles en donnoient leur sentence.... Bref, ce
 » roi n'étoit jamais oisieux, et falloit que tous ses exercices
 » lui fussent communs, autant pour lui que pour tous les gen-
 » tilshommes de sa cour, lesquels il y appeloit ; et en deux
 » ou trois parties qu'il les eût vus, il les connoissoit aussitôt ;
 » car il avoit une très belle mémoire et connoissance, et les
 » appeloit par leur nom, qu'il vouloit savoir... Aussitôt qu'il
 » avoit diné, il s'en alloit avec sa cour dans la chambre de la
 » reine sa femme, qu'il aimoit fort ; et là, trouvant une troupe
 » de déesses humaines, les unes plus belles que les autres,
 » chaque seigneur et gentilhomme entretenoit celle qu'il
 » aimoit le mieux.... Ce devis duroit deux heures, et s'en
 » sortoit et alloit à ses exercices que je viens de dire, là où
 » les dames l'alloient trouver le plus souvent et participoient
 » du plaisir (2). »

Mais ceux qui demandaient à un roi autre chose que la
 grâce des manières, le talent de sauter, de monter à cheval
 ou de jouer à la paume, s'apercevaient que Henri II était hors

(1) Brantôme, T. II, p. 352.

(2) *Ibid.*, p. 355-358.

d'état de donner aux affaires une attention sérieuse, ou de les bien entendre. Il semble que lui-même avait le sentiment de cette incapacité, et que c'était pour y suppléer qu'il abandonnait sans réserve le gouvernement à ses favoris, surtout à son compère le connétable de Montmorency, heureux de trouver en lui l'attachement à un système et une volonté qu'il ne pouvait pas trouver en lui-même. Montmorency n'avait pour la guerre que des talents très médiocres; sa politique était étroite et passionnée, sa jalousie de toute influence autre que la sienne était extrême, et il affectait de n'accepter, de ne suivre jamais en aucune chose l'avis d'autrui; avide d'argent et de places pour lui-même et pour les siens, il manquait d'intégrité dans le caractère, comme d'élévation dans l'esprit; cependant, sans lui, à peine eût-on pu dire qu'il existait un gouvernement en France, tant le roi, dans sa nonchalance, était prêt à se livrer aux impressions contraires que lui donnaient tour à tour sa maîtresse et ses divers favoris (1).

Parmi ces favoris, les plus puissants étaient les Guises, qui se sentaient appuyés par la duchesse de Valentinois; car le troisième des frères, Claude, duc d'Aumale, avait épousé, en 1547, Louise de Brézé, fille de la maîtresse du roi. Les anciens chefs de cette maison étaient morts la même année. Ces deux fils de René II, duc de Lorraine, avaient survécu à leur frère aîné Antoine, mort en 1544, et à leur neveu François, mort en 1545. Le duché de Lorraine ayant passé à leur petit-neveu Charles III, qui n'avait que sept ans, Claude l'aîné, le premier duc de Guise, était regardé comme le chef de la famille, qu'il avait illustrée par de grands talents dans les armes, et alliée à la maison royale, en épousant Antoinette de Bourbon, fille du duc de Vendôme. Il mourut le 12, ou, selon d'autres, le 18 avril 1550 (2). Son frère, le cardinal Jean de Lorraine, archevêque de Reims et de Lyon, mourut le

(1) Mémoires de François de Boivin, baron du Villars, *Passim*, Notice auxdits, T. XXXIII, p. 120.

(2) De Thou, L. VI, p. 525. — Moréri, T. IV, p. 1030.

10 mai suivant , à son retour du conclave. François de Lorraine, duc d'Aumale, succéda, dans le titre de duc de Guise, à son père Claude; et Charles son frère, cardinal de Guise, prit le titre de cardinal de Lorraine, qu'avait porté son oncle, dont il recueillit presque tous les riches bénéfices. Le troisième frère, Claude, gendre de Diane, prit le titre de duc d'Aumale (1). Trois autres frères furent, l'un, archevêque de Sens et cardinal de Guise, l'autre, grand-prieur et général des galères de France, et le dernier, marquis d'Elbeuf.

Un des premiers usages que les Guises firent de leur crédit fut d'opérer la disgrâce de Pierre Lizet, premier président du parlement de Paris, qui les avait offensés en leur refusant le titre de princes; car, disait-il, ils pouvaient être princes lorrains; mais le parlement ne reconnaissait que des princes français. Lizet s'était signalé par son zèle dans la controverse, et par son acharnement contre les protestants, mais il passait pour un très savant jurisconsulte. Un jour qu'il avait été envoyé par le parlement au roi, avec trois autres conseillers, Henri renvoya la députation au conseil, alors présidé par le cardinal de Lorraine: celui-ci exigea qu'ils parlassent debout et découverts; Lizet prétendit que, comme président d'une cour souveraine, il ne devait qu'au roi seul cette marque de respect; il persista, malgré l'ordre du roi, que le cardinal alla consulter dans la chambre voisine; le conseil rendit alors un arrêt qui le déclarait rebelle aux volontés du roi, et suspendu de toutes ses fonctions. Le parlement, qui voulut prendre sa défense, fut à son tour menacé. Lizet, se voyant près d'être abandonné, consentit à donner sa démission, et reçut en échange un bénéfice ecclésiastique. Jean Bertrandi de Toulouse, qui s'était montré obséquieux envers les Guises et le connétable de Montmorency, lui fut donné pour successeur, et Giles Le Maître, alors avocat général, et créature de la duchesse de Valentinois, eut la place de Bertrandi (2).

Cette première destitution ne suffisait ni à la duchesse, qui

(1) *Belcarli*, L. XXV, p. 811.

(2) De Thou, L. VI, p. 324. — Garnier, T. XIII, p. 426.

désirait avancer Le Maître, sa créature, ni au connétable et aux Gnisse, qui voulaient rendre le parlement plus souple. Le chancelier Olivier avait un caractère de loyauté, d'ordre et d'économie qui leur imposait ; cependant il n'avait point osé refuser son ministère à la persécution dirigée contre Lizet. Une fluxion tombée sur ses yeux fournit un prétexte pour lui demander d'abord sa démission, et comme il refusa de renoncer à un emploi inamovible, on lui en laissa le titre, en donnant la garde des sceaux à Bertrandi, tandis que Giles Le Maître succéda à celui-ci dans la place de premier président. En même temps, le roi profitant d'une opposition qui s'était manifestée entre la grand'chambre et les trois autres chambres du parlement, ordonna que dans les cas où l'on recourrait à une assemblée des chambres, la grand'chambre désormais déciderait seule, en appelant dans son sein seulement deux députés des trois autres. Ces divers changements rendirent le parlement si docile que jusqu'à la fin de ce règne il ne présenta plus d'obstacles aux caprices de la cour (1).

François Olivier avait cherché à signaler la période pendant laquelle il siégeait à la tête de la magistrature par les progrès qu'il fit faire à la législation : sa mémoire demeura chère au parlement ; sa liaison avec le chancelier l'Hôpital a contribué à lui établir une réputation de lumières et de vertus : les lois auxquelles il travailla n'ajoutent que peu néanmoins à ces préventions favorables. Il donna, au mois de février 1550, à Fontainebleau, une ordonnance utile pour interpréter celle de Villers-Cotterets, et en particulier pour régulariser les fonctions des geôliers et l'écrou des prisonniers (2). Mais à la même époque il en rendit une autre qui, sous prétexte de rendre plus sévère et plus prompte la juridiction prévôtale à l'égard des voleurs de grand chemin, sacrilèges, faux monnoyeurs, comme aussi des braconniers dans les chasses royales, enlevait aux malheureux accusés de quelqu'un de ces crimes

(1) De Thou, L. VI, p. 326. — Isambert, 2 janvier et 22 avril 1551, T. XIII, p. 178 et 182. — Garnier, T. XIII, p. 430.

(2) Isambert, T. XIII, p. 142.

leurs dernières garanties. Les prévôts des connétables et maréchaux de France, ou leurs lieutenants, avaient souvent été retardés dans leurs procès ou exécutions sommaires, parce que les hommes suspects à leurs yeux, lorsqu'ils étaient arrêtés, se prétendaient ou domiciliés, ou engagés dans les troupes du roi, et appelaient d'eux comme juges incompetents, aux parlements, aux baillis, sénéchaux ou autres juges. Olivier ordonna « que soit que lesdits délinquants » soient domiciliés, et de nos ordonnances, ou vagabonds, » iceux prévôts et leurs dits lieutenants puissent, à l'encontre d'eux, procéder, nonobstant opposition ou appellation » quelconque, par prise de corps, ajournements personnels, » à trois brefs jours, sous peine de bannissement et confiscation de corps et de biens, instruction et perfection de leur » procès, sentences interlocutoires de torture, et définitive » avec peine du dernier supplice et autres, et exécution » d'icelles. En appelant à donner lesdites sentences de torture » et définitive, jusques au nombre de sept bons et notables » personnages, gens de savoir et conseil, de nos officiers des » lieux plus prochains où ils tiendront prisonniers lesdits » délinquants, ou autres lieux plus commodes. » En sorte que celui qu'il plaisait à un officier de maréchaussée de considérer comme prévenu, était torturé, jugé, exécuté, souvent en peu d'heures, par ce tribunal militaire, « sans que pour ce, » ils se puissent adresser ni aller chercher remède à nos » cours de parlement, lesquelles, quant à ce, demeurent » interdites (1). » On peut encore remarquer deux autres édits du même chancelier, au mois de mars 1550, qui réglèrent les formes de la procédure, tant civile que criminelle, au parlement de Paris (2).

Olivier était le dernier des ministres de François I^{er} que Henri II eût soufferts dans son cabinet. Le roi conservait du ressentiment contre ces hommes qu'il avait vus exercer le pouvoir à la fin du dernier règne; mais surtout ses favoris

(1) Isambert, T. XIII, p. 144 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 153 et 160.

craignaient leur expérience ; ils redoutaient, si Henri venait à les consulter, qu'il ne fût tenté de les rappeler à son service. C'était surtout le motif du cardinal de Lorraine pour retenir à Rome les autres cardinaux qui avaient fait partie du conseil du roi ; et comme celui de Tournon avait déjà rendu plusieurs services depuis qu'il résidait à la cour pontificale, ses rivaux s'étudièrent à le rendre odieux en accueillant les plaintes que la dame de Cental forma contre lui et contre le comte de Grignan et le baron d'Oppède, à l'occasion du massacre des Vaudois. Malgré l'intolérance de Henri II et de ses ministres, les crimes commis à Mérindol et à Cabrières parurent leur inspirer à eux-mêmes de l'horreur. Le grand conseil voulut d'abord s'occuper de cette affaire ; mais d'Oppède et les autres conseillers mis en cause, déclinerent son autorité, alléguant que le parlement d'Aix était une cour souveraine qui ne reconnaissait d'autre supérieur que le roi. Henri, en effet, évoqua la cause à lui par une déclaration en date du 17 mars 1550 (1), puis il en renvoya l'examen à la grand'chambre du parlement de Paris. Celle-ci suspendit toutes autres affaires, et consacra cinquante audiences consécutives, du 18 septembre au 29 octobre, à entendre tous les plaidoyers contradictoires (2). C'est ainsi que les crimes atroces commis en Provence parvinrent à être pleinement connus du public : sans ces plaidoyers, ils eussent probablement été ensevelis dans la même nuit qui cachait tant d'autres forfaits. Cependant les Guises, qui avaient demandé la punition des prévenus et témoigné tant d'horreur pour ces massacres, changèrent tout à coup de langage : le comte de Grignan avait fait accepter au duc de Guise sa belle terre de Grignan, et dès lors le duc n'avait plus songé qu'à sauver les accusés. De son côté, le parlement de Paris désirait, par esprit de corps, épargner celui de Provence. Le seul avocat général Guérin fut sacrifié par ses coaccusés. On le chargea d'avoir falsifié quelques pièces : on lui fit couper la tête ;

(1) Elle est rapportée par Théod. de Bèze, L. II, p. 70-78.

(2) Bouche, Hist. de Provence, L. X, p. 621.

mais tous ceux qui, de concert avec lui, s'étaient réellement souillés des crimes les plus atroces furent déclarés innocents (1).

Il est possible qu'un des motifs du cabinet de Henri II, en commençant une instruction sur les massacres des Vaudois, dénoncés avec horreur à toute l'Europe, fût de donner quelque satisfaction aux protestants étrangers au moment où la politique obligeait à rechercher leur alliance. La situation de la France, en opposition avec Charles-Quint, devenait chaque jour plus critique. Cet empereur marchait d'un pas toujours égal à la monarchie universelle, qui, à ses yeux, devait être cimentée par le pouvoir absolu. L'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, la Belgique, perdaient tous les jours quelque partie de leurs libertés et de l'esprit qui les leur avait fait défendre; autant les résistances intérieures s'affaiblissaient, autant celles de l'étranger devenaient impuissantes; on ne voyait plus nulle part un pouvoir en état de tenir tête à Charles V. L'empire turc lui-même, qui avait si long-temps occupé ses armes, semblait ou distrait par la rivalité du sultan de Perse, ou dégoûté des guerres depuis que Soliman II, qui avait alors soixante ans, était plus appesanti par l'âge. Charles-Quint ne voyait plus que la France qui mit obstacle à son ambition. Il n'était pas en guerre avec elle; mais il n'ignorait pas que chacune des conspirations qu'il avait déjouées en Italie, avait été ourdie par des agents français: aussi voyait-il dans la France son ennemie; il était résolu à se venger d'elle, et il n'attendait que le moment favorable pour rendre son attaque plus funeste. Il était impossible de se faire illusion sur ce danger toujours croissant; et un embargo mis tout récemment sur les vaisseaux flamands à Dieppe et sur les navires français en Flandre, donnait mieux encore à connaître combien les hostilités entre les deux puissances étaient imminentes (2).

La France, en cherchant des alliés contre l'empereur, n'a-

(1) De Thou, L. VI, p. 345. — Bouche, L. X, p. 622.

(2) De Thou, L. VI, p. 329.

vait pu se rapprocher que des puissances protestantes; et pour y réussir il fallait dissiper les préventions si fortes et en même temps si justes, qu'elle avait excitées par ses persécutions.

L'année précédente, Henri avait envoyé des députés à Soleure, pour y renouveler l'alliance de son père avec les Suisses; mais les cantons protestants de Zurich, de Berne, de Bâle, de Schaffhouse, montrèrent le plus grand éloignement pour un prince tout souillé du sang des réformés; ils rappellèrent en même temps combien, selon la doctrine de l'Évangile, il y avait d'immoralité dans le commerce de sang qu'on les engageait à faire, en s'assimilant ainsi aux *bravi* des seigneurs italiens leurs voisins, et combien leur conscience répugnait à devenir les meurtriers à gages d'un roi; d'autre part, les ambassadeurs français mettaient en usage tous les moyens de séduction pour les gagner. Ils renouvelèrent enfin l'alliance avec les neuf autres cantons, comme avec Mulhouse, le Valais et les Grisons; bientôt ils parvinrent à rattacher encore à eux Bâle et Schaffhouse; le traité fut signé le 7 juin 1549, et malgré le dissentiment des deux plus puissants cantons, le roi se trouva assuré de toute la Suisse (1).

L'Angleterre était le plus puissant des États protestants; et le jeune roi et ses tuteurs mettaient le plus grand zèle à la réforme; cependant les factions et la faiblesse d'une minorité lui laissaient peu d'influence sur le reste de l'Europe. Henri II, qui s'attendait à voir l'autorité d'Édouard VI s'affermir à mesure que ce roi avancerait en âge, n'eut pas plus tôt recouvré Boulogne et fait la paix avec lui, qu'il tâcha de regagner son amitié; il lui envoya le collier de son ordre de Saint-André, et lui fit offrir en mariage sa fille Élisabeth, qui n'était encore âgée que de cinq ans, pour resserrer davantage entre eux leur précédente alliance. Le traité en fut signé à Angers le 19 juillet 1551 : le mariage devait se célébrer lorsque la jeune

(1) De Thou, L. VI, p. 505. — *Belcarius*, L. XXV, p. 810. — Ribier, p. 244. Lettres du roi, du 26 octobre 1549. — *Traité de Paix*, T. II, p. 230. — *Flassan*, *Diplom.*, T. II, p. 22.

princesse aurait douze ans ; elle devait apporter deux cent mille écus de dot à son mari ; aucune clause ne lui réservait la liberté de son culte ; seulement l'un ou l'autre roi demeurerait libre de se dégager de sa promesse moyennant un dédit de cinquante mille écus (1).

Mais c'était surtout dans une alliance avec les protestants d'Allemagne que la France pouvait trouver une aide efficace ; et plus Charles-Quint se montrait à leur égard oppressif et intolérant , plus les ministres de Henri II s'efforçaient de leur persuader que la France désirait garantir leurs justes droits dans l'empire, et même leur liberté de conscience. Charles-Quint commençait, du moins en Belgique , à jeter le masque de tolérance qu'il avait porté si long-temps. Le 13 avril 1550, il rendit à Bruxelles un édit fort sévère contre les protestants ; il y défendait d'acheter, de vendre ou de garder chez soi aucun des livres des réformateurs , dont les théologiens de Louvain avaient dressé le catalogue ; de tenir des assemblées secrètes, de disputer sur les saintes Écritures , et de parler contre le culte de la Vierge ou des saints. La peine décernée pour chacune de ces offenses était la mort avec la confiscation des biens ; et quant aux femmes dont l'ardent enthousiasme pourrait mépriser la mort, il leur était infligé un supplice plus horrible que celui des hommes ; elles devaient être enterrées vives ou brûlées à petit feu. Le pouvoir des inquisiteurs sur tous ceux qu'ils jugeaient suspects d'hérésie était augmenté, et les délateurs étaient encouragés par une part dans les biens des victimes qu'ils réussiraient à perdre (2).

Cet édit ne fut , il est vrai , exécutoire que dans les Pays-Bas ; mais il montrait aux Allemands quelle était la secrète pensée de l'empereur , et quel sort il leur réservait , lorsqu'il aurait affermi dans leur pays l'autorité monarchique qu'il cherchait à s'y arroger. D'ailleurs Charles annonçait déjà qu'il avait aussi pour l'Allemagne des projets ultérieurs, afin de

(1) De Thou, L. VI, p. 329. — Vicilleville, T. XXIX, p. 225. — Rapin Thoyras, T. VII, p. 64. — Traité de Paix, T. II, p. 254.

(2) De Thou, L. VI, p. 347. — *Steidani*, L. XXII, p. 381. — *Belcarius*, L. XXV, p. 811. — *Frà Paolo*, L. III, p. 309.

consolider, disait-il, la paix de l'Église; ou plutôt il voulait asservir les consciences, et ramener par la violence à l'unité de la foi. Il écrivit le 12 mai aux États de l'empire, pour convoquer à Augsbourg une diète, qu'il promettait d'ouvrir en personne, le 26 juillet. Il y arriva en effet à cette époque, mais entouré d'un si grand nombre de soldats espagnols, qu'on désigna cette assemblée par le nom de la diète armée. Quelques princes ecclésiastiques s'y trouvèrent seuls, mais les princes séculiers ne voulurent pas se mettre entre les mains de l'empereur, au moment où il les appelait à délibérer sur le maintien de l'autorité de la chambre impériale, sur l'exécution de *l'intérim*, sur la continuation du concile, et sur la restitution des biens de l'Église usurpés par les réformés (1). Ils se contentèrent d'envoyer leurs députés.

Charles croyait avoir trouvé parmi les protestants eux-mêmes un homme propre à exécuter ses volontés, c'était Maurice de Saxe, qu'il avait vu sacrifier à son ambition, et ses sentiments religieux et ses affections de famille. Par son attaque inattendue contre l'électorat de Saxe, Maurice avait causé la ruine de la ligue de Smalkalde, ainsi que la captivité de son parent, Jean-Frédéric, électeur de Saxe, le prince le plus respecté du parti protestant, et celle de son beau-père le landgrave de Hesse. Il s'était fait donner l'électorat de Saxe, la dépouille du premier, et il ne semblait occupé que des moyens de s'y affermir. Aussi Charles croyait très peu à la sincérité de ses sentiments, et il ne s'inquiéta point quand il entendit les députés de Maurice à la diète protester que leur maître ne reconnaîtrait le concile qui, d'après la volonté de l'empereur, serait de nouveau réuni à Trente, qu'autant que le pape renoncerait à y présider, et que les théologiens protestants y obtiendraient voix délibérative. Il crut que ce politique si adroit ne faisait parler ainsi ses députés, que pour conserver du crédit dans son parti, et il n'en eut compte pas moins sur lui pour mettre à exécution les décrets de la diète. A cette époque

(1) De Thou, L. VI, p. 346, 349. — *Belcarinus*, L. XXV, p. 812. — *Steidani*, L. XIII, f. 583.

même, Charles perdit le plus habile de ses ministres, Nicolas Perrenot de Granvelle, Francomtois, son grand chancelier, qui mourut à Augsbourg le 28 août 1550. Charles donna cette place éminente au fils du défunt, Antoine de Granvelle, évêque d'Arras, et plus tard cardinal. Mais quoique celui-ci n'eût pas moins d'habileté que son père, il n'avait point encore le même crédit sur l'empereur, au moment où la vigilance du vieux chancelier aurait été le plus nécessaire (1).

Charles se proposait de ramener l'unité dans l'Église, d'étouffer l'esprit de discussion et de controverse, et d'anéantir cette indépendance d'opinion dont il redoutait la contagion politique; mais il n'avait nullement le dessein d'augmenter le pouvoir du pape, et il eût volontiers donné les mains à une réforme qui aurait rendu le siège de Rome plus dépendant de l'autorité civile. Aussi persistait-il dans le projet de faire décider toutes les questions de religion par un concile assemblé en Allemagne, et sollicita-t-il le pape Jules III de le convoquer à Trente. Cette négociation présentait des difficultés, parce que, sous le pontificat précédent, c'était Jules III même, alors cardinal del Monte, qui avait agi avec le plus de zèle pour transférer le concile à Bologne. Mais Jules, désireux de jouir dans l'indolence de ses nouveaux honneurs, se laissait aisément effrayer : il n'osa pas lutter long-temps avec l'empereur. Il envoya, au mois de juin, un nonce à Henri II, pour le consulter, et après avoir reçu du roi l'assurance que les prélats français se rendraient à Trente pour y contrebalancer l'influence des Impériaux (2), il publia, le 11 novembre, une bulle qui convoquait de nouveau tous les prélats de l'Église catholique en concile à Trente pour le 1^{er} mai de l'année suivante. En même temps Jules III annonça qu'il était résolu à présider ce concile, ou par lui-même ou par ses légats, car, en sa qualité de vicaire de Jésus-Christ, c'était à lui seul qu'appartenait la direction comme la publication des

(1) De Thou, L. VI, p. 850. — *Stetdani*, L. XXII, p. 584. — Ribier, Lettre de l'ambassad. Marillac, p. 286.

(2) *Frà Paolo*, L. III, p. 512.

conciles, ainsi que la souveraine autorité sur l'Église. L'empereur était fort loin de vouloir reconnaître cette suprême autorité à laquelle prétendait le pape ; et eût-il consenti à s'y soumettre ensuite, encore lui convenait-il de le dissimuler dans un moment où il travaillait à dompter les protestants avec les armes des protestants mêmes. Aussi son ambassadeur à Rome, un des poètes et des littérateurs les plus célèbres de cette époque, signalée par la renaissance de la littérature espagnole, Diégo de Mendoza, dont le caractère moral ne brille point, il est vrai, d'un éclat bien pur au milieu des intrigues de la politique, disait-il au pape qu'il fallait traiter les protestants comme des animaux farouches pris au lacet. On leur cède, on leur cache les armes et la résistance, jusqu'à ce qu'ils aient épuisé leurs forces en cherchant à s'échapper au lieu de combattre ; alors seulement, rendus de fatigue, ils se laissent trainer et garrotter sans effort (1).

Dans le même temps, Charles-Quint entreprenait de soumettre la ville libre de Magdebourg, qui, animée d'un zèle ardent pour la religion protestante, avait rejeté l'*interim*, et ne voulait obéir ni à la chambre impériale ni aux injonctions de la diète. L'empereur avait considéré comme un triomphe de sa politique de faire attaquer par des protestants cette ville, regardée comme la citadelle du protestantisme. Le duc George de Mecklembourg commença la guerre contre elle le 17 septembre, en ravageant d'une manière épouvantable son territoire; il était toujours facile d'engager les princes à user de rigueur envers les villes libres, dont ils enviaient la richesse et méprisaient la population roturière. Bientôt l'électeur Maurice de Saxe vint prendre le commandement de toutes les troupes impériales dirigées contre Magdebourg ; et l'électeur de Brandebourg, les princes d'Anhalt, de Mecklembourg et de Brunswick, quoique tous protestants, vinrent servir durant ce siège sous ses ordres (2). Cependant, soit que Maurice

(1) *Frà Paolo*, L. III, p. 317. — *De Thou*, L. VI, p. 557. — *Belcarius*, l. XXV, p. 814.

(2) *Steidant*, L. XXI, p. 374. — *De Thou*, L. VI, p. 553. — *Belcarius*, l. XXV, p. 815.

désirât peu réduire cette ville , soit que l'enthousiasme religieux des habitants multipliât leurs moyens de défense , non seulement le siège se prolongea long-temps , mais dans des actions fréquentes et meurtrières , les assiégés remportèrent presque toujours l'avantage sur les assiégeants (1).

Cette lutte obstinée d'une ville abandonnée par tous , contre tout un empire , laissait aux protestants le temps d'apprécier le danger de leur situation. La réformation , au seizième siècle , paraissait , comme celle du douzième ou des Albigeois , destinée à périr dans le sang ou dans la flamme des bûchers. En France , les tribunaux redoublaient de sévérité , et Henri II écrivait lui-même , le 5 août , à son ambassadeur d'Urfé à Rome : « Qu'il n'avoit que faire de demander un concile , » parce que son royaume n'en avoit point de besoin , étant » tous ses sujets bons catholiques , et très obéissants à l'Eglise ; » et que s'il y en avoit aucuns dévoyants , ils étoient si bien » châtiés que les autres y devoient prendre exemple (2). » En Angleterre , quoique la réforme eût fait de grands progrès , le parti catholique étoit encore puissant ; il paraissait disposer de tout le peuple des campagnes , et l'héritière du trône , Marie , étoit catholique jusqu'au fanatisme. En Suisse , les deux religions étoient assez également balancées ; toutefois les catholiques s'y étoient montrés plus belliqueux que les protestants. En Allemagne enfin , les princes qui avoient adhéré à la confession d'Augsbourg paraissaient bien moins dirigés par la foi que par la politique. Le landgrave de Hesse étoit prêt à souscrire à tout pour recouvrer sa liberté ; Maurice ne sembloit pas moins prêt à tout faire pour empêcher que Jean-Frédéric , l'ancien électeur de Saxe , ne recouvrât la sienne. L'électeur de Brandebourg demandait l'évêché de Magdebourg pour son fils , et vendait à ce prix sa conscience ; l'électeur palatin étoit vieux et timide ; le duc de Wirtemberg savoit qu'il étoit question de lui enlever son héritage , et il se regardait déjà comme perdu (3). Dans les villes impé-

(1) *Steidant*, L. XXII, p. 386. — *De Thou*, L. VI, p. 561.

(2) *Ribier*, *Minute secrète*, p. 279.

(3) Lettre de Marillac au roi, du 29 juillet 1550, dans *Ribier*, p. 281.

riales, Charles V poursuivait lentement son système de persécution : il enlevait aux ouailles leurs pasteurs ; il déclarait vouloir faire cesser le scandale de prêtres vivant avec leurs femmes, et, sous ce prétexte, il exilait au loin les théologiens protestants, en leur interdisant, sous les peines les plus graves, de correspondre avec leur famille (1). Il comptait qu'au bout de peu d'années les fidèles, privés de l'instruction et de l'exemple, se soumettraient, ou au moins se cacheraient, et que dans la génération suivante l'inquisition ferait aisément le reste.

Mais pour mettre à exécution de si vastes projets, il fallait disposer de l'avenir ; et Charles-Quint, âgé de cinquante ans, d'une constitution peu robuste, et affaibli par ses travaux, ses voyages, et de fréquentes attaques de goutte, ne se croyait pas destiné à une longue vie. Il eût voulu laisser sa tâche à remplir à son fils Philippe, qui, plus fanatique et moins susceptible de pitié que lui, annonçait déjà sa détermination de n'user d'aucun ménagement envers l'hérésie ; mais lui-même avait écarté Philippe de l'empire en faisant nommer roi des Romains Ferdinand son frère, et depuis qu'il voulait réparer cette erreur, et sollicitait Ferdinand de renoncer à sa nomination, il trouvait dans ce prince, jusqu'alors si plein de déférence, une obstination inattendue. Lorsque Granvelle avait offert à Ferdinand des compensations territoriales en Allemagne, et entre autres le duché de Wirtemberg, il lui avait répondu « que les royaumes de ce monde étoient » en la merci de la fortune, qui les pouvoit ôter et transporter selon qu'il plaisoit à Dieu..... Toutefois le nom, titre » et dignité étoient de telle qualité qu'on n'en pouvoit dépouiller et priver les hommes par force ; et que de s'en démettre de volonté, puisqu'il n'y avoit en ce monde chose » si chère que la réputation et l'honneur, il lui sembloit » que cela procéderoit de grande lâcheté et abjection de » cœur (2). »

(1) *Sleidan*, L. XX, p. 336; et L. XXII, p. 398. — *De Thou*, L. VIII, p. 644.

(2) Lettre de Charles de Marillac, archevêque de Vienne, ambassadeur auprès de l'empereur, du 29 juillet 1550. *Ribier*, p. 285.

Charles V, se résignant à ce que son frère lui succédât, voulait au moins s'assurer que son fils viendrait ensuite, et il se flattait d'engager les électeurs qu'il avait réduits à une si grande dépendance, à nommer Philippe comme second roi des Romains. Pour y déterminer le fils de son frère Maximilien, dont il avait fait son gendre et qui portait déjà le titre de roi de Bohême, il le rappela d'Espagne à Augsbourg, où il fit venir aussi sa sœur Marie, reine de Hongrie et gouvernante des Pays-Bas (1).

1551. Mais Maximilien opposa aux désirs de son beau-père et de sa tante une volonté plus ferme encore que n'avait fait son père, et Charles-Quint vit son projet de monarchie universelle échouer par la résistance même de sa famille. N'ayant plus rien à demander à la diète d'Augsbourg, par laquelle il avait compté faire sanctionner ce changement à la constitution, il la congédia le 13 février 1551, et le 13 mars suivant il renvoya en Espagne Philippe et Maximilien; le premier, pour y être son lieutenant; le second, pour en retirer sa femme et son enfant, et les conduire en Bohême (2).

Cependant la haine de la France commençait enfin à rassembler un orage sur la tête de l'empereur; et Henri II, malgré son fanatisme persécuteur, s'occupait de sauver les protestants d'Allemagne. Toute sa correspondance diplomatique montre qu'il n'avait d'autre pensée que de susciter des ennemis à Charles-Quint, de le faire attaquer par les Turcs, et d'allumer en même temps la guerre en Italie. Il avait donné, dans ses ports de Provence, un asile au corsaire Dragut, qui infestait les côtes de Sicile et d'Espagne; Charles ayant chargé Doria et Don Juan de Véga, vice-roi de Sicile, à la fin de l'année 1550, d'attaquer Dragut dans les deux villes d'Africa et de Monastir, au royaume de Tunis, dont ce corsaire avait fait son refuge, d'Aramon, ambassadeur de France à la Porte, engagea Soliman II à dénoncer cette attaque comme une vio-

(1) *Milana*, L. IV, c. 2, p. 252.

(2) *Sleidani*, L. XXII, p. 588 et 596. — De Thou, L. VIII, p. 642, 644. — *Belcarinus*, L. XXV, p. 816. — Ribier, T. II, p. 512.

lation de la trêve entre la maison d'Autriche et l'empire ottoman (1). Le même d'Aramon animait en Transylvanie des querelles dont il attendait un résultat non moins avantageux. Elisabeth, veuve de Jean Zapolski, dernier roi de Hongrie, que son audacieux et habile ministre, le moine George Martinuzzi, avait mise sous la protection des Turcs, avait été reléguée par eux en Transylvanie, où elle régnait avec son fils mineur, tandis que le sultan s'était emparé de Bude et de la plus grande partie de la Hongrie. Martinuzzi n'avait point pardonné ce manque de foi à Soliman; il avait résolu de ne pas favoriser davantage le progrès des Musulmans au levant de l'Europe, et, de concert avec les nobles Hongrois qui lui étaient attachés, il entra en négociation avec Ferdinand. La reine Elisabeth, au lieu de suivre les conseils de son ministre ou ceux de son frère Sigismond Auguste, roi de Pologne, avait dénoncé le premier à la Porte, qui avait envoyé des troupes contre Martinuzzi. D'Aramon, qui avait rendu compte au roi de ces premières hostilités, ajoutait, dans sa lettre d'Andrinople, du 13 décembre 1550 : « Voilà l'état des affaires de ce » côté, qui pourroit produire, selon mon opinion, quelque » beau jeu, lequel je m'efforcerai toujours d'avancer par tous » les moyens que je verrai être à propos; jugeant qu'il n'y » a chose plus importante pour votre service que de voir un » chacun dans la guerre, et vous, sire, en repos; pour y pouvoir entrer à votre avantage, et quand bon vous semblera (2). »

D'Aramon avait représenté à Soliman, ainsi qu'il écrivait au roi, « que de telles menées et inobservations de foi, dont » usoit ledit empereur envers lui, vous (Henri II) en aviez » reçu tel déplaisir, qu'un vrai et parfait ami doit, et comme » tel ne vouliez épargner chose qui fût en votre pouvoir pour » lui faire connoître l'assurance qu'il pouvoit avoir de votre » amitié, lui montrant la grande perte de réputation que ce

(1) Lettre d'Aramon au roi, 27 septembre 1550. — Ribier, p. 290. — *Minana*, L. IV, c. XI, p. 252, 254.

(2) Ribier, p. 295.

» seroit audit Grand Seigneur, envers ses amis et ennemis, de
 » ne s'en ressentir (1). » Toutefois il avait ajouté, après avoir
 reçu de nouvelles instructions, « qu'une attaque des Turcs
 » dans la Hongrie ou l'Allemagne ne serviroit qu'à réunir
 » tout l'empire à l'empereur, et à empêcher les Allemands
 » de tenter ce qu'ils pourroient faire pour recouvrer leur li-
 » berté. » Aussi demandait-il au Grand Seigneur d'employer
 sa flotte de préférence à son armée, parce qu'elle menaçait à
 la fois toutes les possessions de Charles V sur la Méditerranée,
 et le forçait à diviser entre elles ses soldats et ses dépenses. Il
 recommandait ou une attaque sur la Sicile, dans laquelle il
 affirmait que la France avait un parti nombreux, ou bien
 un débarquement dans la Pouille, dont la côte n'était éloi-
 gnée que de soixante milles de la Valonne, où les Turcs
 pourraient s'assembler, ou enfin une attaque de Dragut sur
 les côtes du royaume de Tunis, pour y recouvrer sa ville d'A-
 frica ou Adrumétum. Au commencement du printemps,
 d'Aramon revint en France pour se concerter avec son gou-
 vernement sur la guerre, qui était enfin jugée immi-
 nente (2); et il fut presque aussitôt renvoyé à Constantinople
 avec des instructions signées par le roi le 17 mai, où il était
 chargé, « après les très cordiales et affectueuses recomman-
 » dations de Sa Majesté audit Grand Seigneur, de lui dire....
 » que le roi, pour ne différer les choses qu'il a vu conve-
 » nables pour l'entreprise du Grand Seigneur, a bien voulu
 » lui-même commencer à remuer ménage du côté de l'I-
 » talie..... ayant pris en sa protection Parme avec son due,
 » qui s'est jeté entre ses bras.... Le roi pour toute conclusion
 » veut que ledit sieur d'Aramon fasse tout ce qu'il pourra
 » pour faire rompre ledit Grand Seigneur et le mettre en
 » jeu (3). »

L'intrigue de Parme, dont le roi rendait compte au Grand
 Seigneur, était en effet la seconde de ses menées pour susciter
 des embarras à Charles-Quint; et les projets ambitieux de

(1) Ribier, p. 290.

(2) Mémoire présenté par d'Aramon au roi, le 7 avril 1551. Ribier, p. 294.

(3) Instruction au sieur d'Aramon. Ribier, T. II, p. 297.

l'empereur et de Ferdinand de Gonzague, son vice-roi à Milan, avaient offert à Henri l'occasion de se mêler avec avantage des affaires d'Italie. Les villes de Parme et de Plaisance s'étaient, en 1512, données à Jules II et à l'Église. Auparavant, elles avaient appartenu aux Sforza, puis à Louis XII, qui les regardait comme faisant partie du duché de Milan. Aussi lorsque Charles-Quint s'empara de ce duché, il prétendit recouvrer le Parmesan et le Plaisantin comme en dépendant. De son côté le pape, Paul III, les considérant comme des fiefs de l'Église, en avait disposé en faveur de son fils, Pierre-Louis Farnèse. Fernand de Gonzaga, après avoir contribué, en 1547, à l'assassinat de Farnèse, s'était emparé de Plaisance comme d'un fief de l'empire. Jules III avait confirmé Parme au duc Ottavio, fils de Pierre-Louis, comme fief de l'Église, et l'un et l'autre cherchaient à faire valoir leurs prétentions diverses par des complots, non par la guerre. En même temps l'empereur offrait, en échange de Parme, d'abandonner la république de Siennese ou au pape, ou aux Farnèses. Jules III voulait conserver la suzeraineté de l'Église sur Parme; mais il prétendait qu'il défendrait mieux cette ville que ne pourrait faire un feudataire plus faible, et il proposait à Ottavio le petit duché de Camerino, en échange contre celui de Parme. Farnèse opposait avec adresse le roi de France à l'empereur et au pape. Son frère, Horace, duc de Castro, devait épouser Diane, fille naturelle de Henri II; il vivait à la cour de France, et de concert avec les deux cardinaux ses frères, il s'efforçait de sauver sa maison. Enfin Diégo de Mendoza, ambassadeur de l'empereur à Rome, et commandant en même temps de la garnison espagnole de Siennese, avait annoncé au pape que Charles-Quint était prêt à se reconnaître vassal du saint-siège, et à payer un cens pour Parme et Plaisance si le pape lui livrait la première de ces deux villes; mais Jules III avait répondu qu'il ne voulait point d'un vassal auquel il ne pourrait pas commander (1).

(1) Lettre de d'Urfé au roi. Rome, 15 février 1551. Ribier, p. 516. — Gio.

Toutefois, Jules III était d'un naturel timide ; il prenait peu d'intérêt aux Farnèses , et il aurait volontiers agrandi sa propre famille de leurs dépouilles ; il n'osait se confier aux Français, dont il craignait de se voir ensuite abandonné. Diégo de Mendoza le menaçait de la colère de l'empereur : M. d'Urfé, pour le maintenir dans une sorte d'équilibre, crut devoir le menacer à son tour de celle du roi de France (1). Entre ces deux craintes la plus prochaine l'emporta, et Jules III se jeta entre les bras de l'empereur. Alors le duc Ottavio se mit avec toute sa maison sous la protection de la France par un traité signé le 27 mai 1551. Henri II lui promit de lui envoyer deux mille fantassins, deux cents chevaux et douze mille écus d'or par année pour l'aider à se défendre (2).

Dès que Jules III eut connaissance de ce traité, il entra, contre Farnèse, dans une violente colère ; il l'accabla de monitoires, de censures ; le déclara rebelle et tous ses biens confisqués, et il fit marcher contre lui les troupes pontificales sous les ordres de Jean-Baptiste del Monte, son neveu, auquel il destinait la plus grande partie de l'héritage des Farnèses. De son côté l'empereur fit séquestrer la dot de sa propre fille naturelle, Marguerite d'Autriche, femme d'Ottavio, et vers le milieu de juin, il chargea don Fernand de Gonzaga, gouverneur du Milanais, d'attaquer Parme (3).

Il n'était pas facile à Henri II de faire parvenir au duc de Parme les secours qu'il lui avait promis, ou de les introduire dans son petit duché, entouré de toutes parts de ses ennemis. M. de Termes, qui était destiné à commander dans Parme, et Pierre Strozzi, qui voulait se rendre à la Mirandole pour y lever des troupes, parvinrent, déguisés, au terme de leur voyage, après avoir traversé la Suisse et les Grisons. Le roi avait fait mettre 400,000 écus à leur disposition entre les

Batt. Adriani, L. VIII, p. 314. — *Bernardo Segni, Storia Fiorent.*, L. XIII, p. 86.

(1) Lettre de d'Urfé. Ribier, p. 316.

(2) Mém. de Boyvin du Villars, T. XXXIII, p. 131.

(3) De Thou, L. VIII, p. 673. — Villars, T. XXXIII, p. 182. — Bern. Segni, L. XIII, p. 91. — *G. B. Adriani*, L. VIII, p. 323.

maines de banquiers de Venise. Horace Farnèse, duc de Castro, voulut aussi aller joindre son frère, mais par mer et par l'État de Lucques. Débarqué à Pietrasanta, il tomba entre les mains du duc de Florence. Ce duc cependant le fit relâcher (1). La difficulté était de faire arriver aussi des soldats dans ces deux duchés. Le gouvernement de Piémont avait été donné au mois d'août de l'année précédente, à Charles de Cossé Brissac, par le crédit de Diane de Poitiers, au moment où le prince de Melfi qu'il remplaçait, était sur le point de mourir accablé de vieillesse. Le beau Brissac était un rival que Henri II était bien aise d'écarter; il le croyait trop bien avec Diane sa maîtresse, et il n'avait pas le courage d'en témoigner son mécontentement (2). Mais, d'autre part, Brissac, quoique doué de grands talents pour le gouvernement et pour la guerre, était rarement écouté lorsqu'il hasardait un conseil, et il fut mal secondé par le roi, qui le laissa dépourvu de soldats et d'argent. Montmorency, lorsqu'il voulut envoyer des soldats à Parme, fit donner l'ordre à Brissac de casser cinq des vieilles bandes italiennes qu'il commandait; et après avoir payé la solde aux aventuriers qui les composaient, de les avertir de se rendre à Parme, où leurs capitaines les engageraient de nouveau. Brissac remontra en vain que cette ruse n'échapperait point au vigilant Fernand de Gonzaga, qui faisait garder tous les passages. « Si est-ce que le maréchal ayant de longue main » appris que le connétable ne se laissoit jamais vaincre par » aucunes répliques sur les choses qu'il avoit déjà arrêtées, il dé- » libéra d'obéir pour cette fois, et d'en attendre patiemment » le coup (3). » Fernand de Gonzaga, en effet, en fut aussitôt averti; et sans porter aucune plainte, sans publier aucune défense de passer, avec cette férocité froide qui semblait le caractère des ministres de Charles-Quint, et en paraissant se complaire dans un acte de barbarie comme dans un bon tour à jouer à l'ennemi, « il dépêcha, dit Villars, quelques troupes com-

(1) B. Segni, *L.* XIII, p. 93.

(2) De Thou, *L.* VI, p. 531. — Brantôme, *T.* III, p. 70 et 87. — Villars, *T.* XXXIII, p. 152, 156.

(3) Villars, p. 167.

» mandées par le capitaine de justice , pour se rendre sur tous
 » les grands chemins qui entrent en Lombardie , et là , ar-
 » rêter, tuer et massacrer tous ceux qu'ils trouveroient en
 » habit de soldats, n'ayant congé ou attestation des capitaines
 » ou autres ministres impériaux , et spécialement tous ceux
 » qui diroient avoir été cassés du service de France du côté du
 » Piémont (1). »

Malgré cet odieux gnet-apens, qui coûta la vie à plus de mille braves soldats voyageant sans défiance, il se rassembla dans Parme sous de Termes, et à la Mirandole sous Pierre Strozzi, deux petites armées italiennes à la solde de France, qui, non seulement mirent ces deux villes à l'abri d'insulte, mais qui étendirent leurs ravages dans la partie de la Romagne plus rapprochée de la Mirandole. Gonzaga et Medichino, marquis de Marignan, deux des meilleurs généraux de l'empereur, étaient opposés à Termes et à Strozzi, et la petite guerre dans l'État de Parme, où la France prétendait n'agir que comme alliée de Farnèse, l'empereur, comme allié du pape, sans enfreindre le traité de Crépy, se prolongea du mois de juin à celui de septembre, avec plus d'habileté militaire que de force (2).

Henri II, résolu depuis long-temps d'allumer une guerre générale, fut bientôt fatigué du rôle d'auxiliaire du duc de Parme; et il envoya l'ordre à Brissac de commencer de toutes parts la guerre en Piémont, sans la déclarer auparavant. Le 3 de septembre, Brissac tenta de surprendre dans la même nuit les trois villes de Chierasco, San Damiano et Chieri. Les Impériaux n'avaient plus de confiance dans la paix, et ils étaient sur leurs gardes; cependant ils ne réussirent à défendre que Chierasco. Montluc, qui combattait alors en Piémont, raconte, dans son amusante gasconade, tous ces petits faits d'armes, où il s'attribue toujours le premier rôle, et pour la valeur et pour le bon conseil; mais ces combats sont sans importance

(1) Villars, L. II, p. 170.

(2) De Thou, L. VIII, p. 678. — B. Segni, L. XIII, p. 93. — G. B. Adriani, L. VIII, p. 327.

pour l'histoire générale; ils ne peuvent même servir à l'avancement de l'art militaire, aujourd'hui que la guerre se fait avec plus de loyauté (1). La marquise de Montferrat, Anne d'Alençon, dont la fille avait porté ce marquisat à la maison de Gonzaga, essaya vainement de profiter de sa parenté avec la maison royale pour engager les Français à considérer le Montferrat comme un pays neutre; Brissac répondit que les Impériaux avaient été admis par elle dans toutes les places du Montferrat, et que son affaire à lui était de les en chasser (2).

Un grand nombre de jeunes gentilshommes de la cour, en apprenant que la guerre allait commencer dans le Piémont, partirent pour y prendre part. « Celui-là, dit Villars, n'eût » pas été estimé bon fils de bonne mère, qui ne fût délogé » pour aller voir et servir en cette guerre. Et de fait, Sa Ma- » jesté ne se sut défendre de donner congé à M. le duc d'En- » ghien, au prince de Condé, aux ducs de Montmorency, de » Nemours, d'Aumale, au marquis d'Elbeuf, au grand-prieur » de France, à la Rochefoucauld, Rendan, Genlis, Senneterre, » Contay, et autres, jusques au nombre de cinquante ou » soixante, tous suivis d'un grand nombre de jeune noblesse. » De la venue desquels seigneurs, ayant le roi donné avis au » maréchal, il n'y print pas grand plaisir, ayant de longue » main expérimenté que cette grande compagnie de seigneurs » est mal aisée à contenir en règle, lorsqu'elle est destituée de » la présence du maître. Cette nouvelle lui fut bien encoire » plus désagréable quand il entendit qu'ils s'en venoient tous » en poste, sans armes ni chevaux; prévoyant que cela les » feroit renchérir en Piémont, au désavantage des geudarmes » et cheveau-légers, et que d'ailleurs il seroit contraint par » honnêteté les secourir des siens, chose qu'il faisoit fort à » contre-cœur, combien que ce ne fût par chicheté ni avarice, » mais par la difficulté qu'il y avoit à en rencontrer de » bons (3). »

(1) Montluc, T. XXII, p. 349. — Villars, T. XXXIII, p. 198.

(2) Villars, p. 263.

(3) Du Villars, T. XXXIII, p. 263.

La guerre maritime commença par la flotte turque, Henri II avait chargé M. d'Aramon de demander qu'elle attaquât l'Italie, ou tout au moins les deux villes d'Africa et de Monastir (1). Dragut s'étant joint au capitain-pacha Sinan s'avança en effet dans la Méditerranée avec une flotte redoutable qui répandit la terreur sur toutes les côtes de cette mer; ayant brûlé la ville d'Agosta en Sicile, il vint attaquer l'île de Malte, d'où il fut vaillamment repoussé par les chevaliers; il s'en vengea sur celle de Gozo, où il pilla et brûla tout ce qui était de quelque valeur; enfin, il entreprit, le 5 août, le siège de Tripoli d'Afrique, qui appartenait à l'ordre de Saint-Jean. M. d'Aramon, qui allait de France à Constantinople, se trouvait justement à Malte. Il protesta que son maître, quoique ennemi de l'empereur, n'avait point entendu armer les infidèles contre la religion de Saint-Jean; il offrit sa médiation, et se rendit à Tripoli; mais il ne put sauver cette place, qui ouvrit ses portes aux Turcs, le 15 août. Il ne réussit pas mieux à faire respecter la capitulation; il ramena dans Malte une quarantaine de chevaliers, et près de deux cents soldats, les autres furent massacrés par les Turcs (2).

Une elameur universelle s'éleva contre les Français, accusés d'avoir appelé les Musulmans à Malte. Le chevalier qui commandait à Tripoli était Français; il fut mis en jugement comme ayant trahi son ordre; d'Aramon fut soupçonné d'avoir été l'agent de cette trahison, et une lettre que le roi obtint du grand-maitre, par laquelle celui-ci le déchargeait de tout blâme, ne suffit point pour effacer cette impression dans le public (3). Le roi fit ensuite publier par ses ambassadeurs un mémoire dans lequel il protestait « que l'empereur » s'étoit lui-même attiré à dos cette armée de mer des Turcs; » laquelle avoit été préparée dès cet hiver en temps qu'il

(1) Ribier, p. 311.

(2) *G. B. Adriani*, L. VIII, p. 347. — *Muratori*, T. XIV, p. 383. — *De Thou*, L. VII, p. 632.

(3) Voyez dans Ribier, *Lettre d'Aramon au roi*, Malte, 26 août, p. 303, du roi au grand-maitre, 30 septembre, 308; et du grand-maitre au roi, 17 novembre, p. 309.

» n'étoit question de Parme, pour l'assaillir ni pour la dé-
 » fendre, ou mettre en protection du roi; qu'il ne s'attendoit
 » ni ne pouvoit s'attendre lors à la guerre que l'on voit main-
 » tenant, parce qu'elle est survenue inopinément et contre
 » tous les discours et jugemens du monde (1). » En compa-
 rant ce mémoire avec les instructions que le roi donnait en
 même temps à son ambassadeur à Constantinople, on voit
 quelle foi on peut accorder aux protestations royales.

En même temps que le roi envoyait l'ordre à Brissac d'attaquer les Impériaux sans déclaration de guerre, il avait cherché à surprendre les vaisseaux de ses ennemis. « En cette
 » ouverture de guerre aussi improvisément faite, dit Villars,
 » le baron de la Garde, général des galères du roi, se mit en
 » mer avec quarante galères. En rôdant, il découvrit vingt-
 » quatre navires tirant en Espagne, chargés de marchandises.
 » Il envoya un brigantin vers eux, les priant de faire
 » une belle salve de toute leur artillerie, à la reine de Bohême
 » qui étoit dans ses galères. Les pauvres gens ignorant l'ouverture
 » de la guerre, et ajoutant trop crédulement foi à ses
 » prières, le firent ainsi; et lui cependant profitant de ce
 » qu'il falloit long-temps alors pour charger de nouveau les
 » canons, les investit de telle furie, qu'il en emporta les quinze,
 » les autres se sauvant à la voile; le butin en valoit plus de
 » quatre cent mille écus (2). » Un émigré florentin, Léon Strozzi, prieur de Capoue, frère de Pierre, prit ensuite le commandement de la flotte française. Jaloux de s'illustrer aux dépens d'André Doria, dont il étoit près d'égaler la réputation, il poursuivit ce vieux marin, qui s'étoit chargé de ramener d'Espagne en Italie Maximilien, roi de Bohême: il le menaça, dans Barcelonne, et l'enferma dans le port de Villefranche, près de Monaco. Mais pendant ce temps le connétable de Montmorency, qui le haïssait, lui avait nommé un successeur; et ce dernier, craignant que Strozzi ne passât au service de l'empereur, comme avait agi Doria dans une cir-

(1) Ribier, p. 358.

(2) Villars, T. XXXIII, p. 207.

constance semblable, résolut de le faire assassiner. Le prieur de Capoue fit arrêter J.-B. Corso, qui s'était chargé d'exécuter ce crime, et en ayant obtenu l'aveu, il prit aussitôt le parti d'abandonner la France, ses galères, sa fortune, et de se retirer à Malte, pour offrir ses services à la religion, dont il était un des grands dignitaires. Sa retraite mit fin aux exploits de la flotte française (1).

La guerre de Henri II contre le pape avait fait changer de langage au roi relativement au concile de Trente. Ce concile fut ouvert pour la seconde fois, le 1^{er} mai 1551, par le légat du pape, assisté de deux nonces, et d'un petit nombre de prélats romains qu'il avait amenés. Une assemblée si peu nombreuse sentit bien qu'elle ne pouvait se donner comme représentant l'Église universelle; elle s'ajourna donc au 1^{er} septembre, pour laisser aux autres évêques le temps d'arriver (2). A cette seconde session, Jacques Amyot, abbé de Bellocane, le même qui s'est rendu célèbre par sa traduction de Plutarque, se présenta au concile comme ambassadeur du roi de France. On hésita d'abord à recevoir les lettres de Henri II qu'il portait, car ce prince avait évité de donner à l'assemblée, à laquelle il s'adressait, le titre de concile (3). On parut croire néanmoins que c'était par une prétention recherchée de latinité classique; on les ouvrit et on les lut. Mais elles contenaient une protestation contre la convenance et la légalité du concile, protestation qu'Amyot motiva et développa dans un long discours. La France ne pouvait, dit-il, regarder comme représentant l'Église universelle, une assemblée à laquelle ses prélats ne pourraient se rendre sans traverser des pays bouleversés par la guerre, et qui se trouvaient sous la puissance de l'empereur et du pape, tous deux ses ennemis. Le concile, qui était encore fort peu nombreux, s'ajourna jusqu'au 11 octobre. Cependant la France pre-

(1) Sa lettre au roi, 5 novembre 1551. Ribier, p. 510. — De Thou, L. VIII, p. 691. — Villars, T. XXXIII, p. 505. — G. B. Adriani, L. VIII, p. 589.

(2) *Frà Paolo*, L. IV, p. 522. — De Thou, L. VIII, p. 657.

(3) *Sanctissimis in Christo Patribus conventus Tridentini*.

nait contre lui et contre la cour de Rome, des mesures toujours plus hostiles; le roi avait ordonné à tous les évêques de retourner dans leur diocèse, et de s'y préparer à ce qu'il les assemblât bientôt en concile national. Le 7 septembre, il défendit de porter de l'argent à Rome, pour l'expédition d'aucun bénéfice; le 4 octobre, il ordonna au garde des sceaux d'interjeter un appel par-devant un futur concile, afin de se mettre en garde contre les censures et les interdictions que la cour de Rome pourrait fulminer contre le roi; le 18 décembre, il fit faire par de Termes, son ambassadeur à Rome, une nouvelle protestation; enfin il engagea les cantons suisses à refuser comme lui de reconnaître le concile de Trente (1).

Tandis que ce même Henri II, zélé persécuteur des hérétiques, agissait avec tant de vigueur contre le pape et le concile, il entrait avec les protestants d'Allemagne dans une correspondance mystérieuse. Maurice de Saxe avait continué, pendant tout l'été, la guerre autour de Magdebourg; rassemblant dans son camp une armée nombreuse, presque uniquement composée de protestants, il la maintenait dans une exacte discipline; mais il n'avait presque éprouvé que des revers dans le siège d'une ville regardée par ses soldats mêmes comme le boulevard du protestantisme. Le 3 septembre 1551, il signa enfin avec les assiégés une trêve qui fut bientôt suivie d'un traité de paix. Les conditions qu'il accordait aux bourgeois de Magdebourg étaient bien plus favorables que ceux-ci n'avaient osé l'espérer. Le 16 novembre, il entra dans leur ville, avec son armée; et sa modération ne s'y démentit point (2). Un profond mystère enveloppait ses projets: l'empereur, auquel on l'avait rendu suspect, avait gagné deux de ses secrétaires, qui devaient lui rendre compte des actions les plus secrètes de leur maître. Mais Maurice, qui s'aperçut de leur trahison, en avait profité pour tromper

(1) *Frà Paolo*, L. IV, p. 327. — Ribier, p. 317, 322, 332, 352. — De Thou, L. VIII, p. 637, 667. — *Sleidan*, L. XXII, p. 399, 405.

(2) De Thou, L. VIII, p. 649. — *Sleidan*, L. XXIII, p. 406.

plus sûrement l'empereur, en leur faisant de fausses confidences. Cependant, dès le 5 octobre 1551, il signa son traité avec la France (1).

Ce traité avait été négocié par Jean de Fresse, évêque de Bayonne. Maurice avait agi en son propre nom, et en celui de son cousin et pupille George-Frédéric, marquis de Brandebourg. Jean-Albert, duc de Mecklembourg, et Guillaume, landgrave de Hesse, s'étaient ensuite joints à eux. Ces princes déclaraient que, bien qu'ils eussent reconnu que l'empereur leur ennemi ne songeait qu'à extirper leur religion : « la » quelle ils tenoient pour juste, véritable, chrétienne et indubitable, » ils s'en remettaient pour sa défense à la Providence. Leur alliance avec la France avait un autre but : c'était de résister aux pratiques de l'empereur « employées » pour faire tomber leur chère patrie, la Germanie, en une » bestiale, insupportable et perpétuelle servitude, comme » il a été fait en Espagne et ailleurs (2). » A ces fins, comme aussi pour délivrer le landgrave de sa captivité, ils s'engageaient à attaquer l'empereur et tous ses adhérents, à ne faire avec lui ni paix ni trêve sans l'aveu du roi de France, à n'admettre dans leur ligue les enfants de l'ancien électeur de Saxe, Jean-Frédéric, ou lui-même, s'il venait à recouvrer sa liberté, qu'autant qu'il renoncerait à l'électorat. Le roi promettait de faire toucher à Bâle, aux princes alliés, le 25 février suivant, 240,000 écus, pour subvenir aux frais des trois premiers mois de la guerre, après quoi il y contribuerait par une subvention de 60,000 écus par mois. En même temps, il attaquerait l'empereur dans les Pays-Bas. « On » trouveroit aussi bon, ajoutoient les princes, que ledit » seigneur roi s'impatronisât le plus tôt qu'il pourroit, des » villes qui appartiennent d'ancienneté à l'empire, et qui ne » sont pas de la langue germanique, savoir de Cambrai, » Toul en Lorraine, Metz et Verdun, et autres semblables ; » et qu'il les gardât comme vicaire du saint empire, auquel

(1) De Thou, L. VIII, p. 655. — Vieilleville, T. XXIX, p. 216.

(2) Traité de Paix, T. II, n° 105, p. 238.

» titre nous sommes prêts de le promouvoir à l'avenir ; en
 » réservant toutefois audit saint-empire les droits qu'il peut
 » avoir sur lesdites villes , afin que par ce moyen elles soient
 » ôtées des mains et puissance de l'ennemi. » Les princes allemands promettaient enfin d'aider Henri à recouvrer ses possessions patrimoniales hors de l'empire , et d'agir de concert avec lui, le cas échéant , dans l'élection d'un nouvel empereur. Le roi ratifia ce traité à Chambord , le 15 janvier 1552 (1).

Maurice avait été reconnu pour seul chef de la nouvelle ligue protestante ; ses alliés connaissaient son adresse autant que son courage , et ils sentaient la nécessité de se soumettre à une seule volonté. Pendant tout l'hiver , Maurice ne parut occupé que de ses négociations avec l'empereur pour faire admettre au concile de Trente les théologiens protestants , et pour leur procurer des sauf-conduits qui garantissent leur sûreté. Mélanchton et les autres docteurs s'étaient déjà mis en route pour Trente ; mais ils demandaient qu'on leur donnât des sauf-conduits parfaitement semblables à ceux que le concile de Bâle avait accordés aux hussites : Maurice insistait , pour les obtenir , auprès de la chancellerie impériale et auprès des pères du concile et des légats du pape ; mais en même temps il protestait si hautement de son dévouement à l'empereur et de sa confiance en lui , que le duc d'Albe n'avait pu réussir à le rendre suspect à Charles-Quint. Le chancelier Granvelle , évêque d'Arras , demandait avec mépris s'il était possible de croire que ces têtes allemandes , toujours prises de vin , pussent tromper les habiles négociateurs de l'Italie et de l'Espagne. L'empereur était lui-même l'un des politiques les plus déliés de son temps , mais il était trop sujet à laisser dominer sa pensée par le but qu'il avait en vue. Sa tâche devenait difficile en cette circonstance ; car il se proposait de soumettre les protestants à la cour de Rome et au concile , en même temps qu'il se conserverait à lui-même une autorité illimitée sur l'Église. Il voulait aussi que l'Allemagne

(1) Traité de Paix, T. II, p. 258. — Léonard, T. II, p. 484.

lui servit à inspirer de la crainte au pontife , en même temps qu'il priverait cette Allemagne de toute liberté civile et religieuse. Ces grands projets remplissaient tellement sa pensée qu'il ne voyait et ne voulait pas voir autre chose.

Les prélats d'Allemagne cherchaient en vain à réveiller l'attention de l'empereur sur l'armée considérable que George de Mecklembourg tenait réunie. Cette armée était composée en même temps des soldats que Maurice avait commandés au siège de Magdebourg , et de ceux que les bourgeois de cette ville avaient employés à leur défense. George les avait pris à sa solde , parce qu'il voulait recouvrer , disait-il , des mains de son frère , quelque partie de l'héritage de leur famille qu'il prétendait devoir lui appartenir. En attendant , il les laissait vivre aux dépens des sujets des églises voisines. Les prélats faisaient retentir de leurs plaintes la cour de l'empereur ; mais comme celui-ci devait beaucoup de soldes arriérées à ces mêmes soldats, et qu'il n'avait aucune intention encore de les payer, il préférerait de fermer les yeux sur des désordres qui , d'ailleurs , étaient fréquents dans toutes les parties de ses États. Quant à Maurice, il ne s'était point exposé à exciter de telles plaintes ; sûr de pouvoir rassembler en peu de jours ses troupes saxonnes au moment où il en aurait besoin, il les avait licenciées après le siège de Magdebourg (1).

Charles-Quint, au commencement de novembre , était venu s'établir à Inspruck. Il s'y trouvait à trois journées de distance seulement de Trente, où la direction du concile était alors sa principale affaire. En même temps il était, plus qu'en aucun autre point de l'Allemagne, rapproché de Parme, de la Mirandole et du Piémont, seuls lieux où jusqu'alors ses troupes eussent eu à combattre les Français. Il était aussi à portée de la Hongrie, qui ne tarda pas à lui donner de nouvelles causes d'inquiétude. L'évêque de Waradin, George Martinuzzi, qui avait travaillé avec tant d'énergie à maintenir l'indépendance de son pays; qui, en 1541, se mit sous la protection de la Turquie pour se dérober à l'am-

(1) *Sieidani*, L. XXIII, p. 406. — De Thou, L. VIII, p. 670.

bition de la maison d'Autriche ; et qui, depuis, trompé par Soliman, fut obligé de se rapprocher de Ferdinand, croyait enfin avoir pourvu à la sûreté de la Hongrie : il s'était dérobé au poignard des assassins envoyés par le sultan ; il avait battu les troupes que lui opposait la reine Élisabeth ; mais n'oubliant, au milieu de la guerre civile, ni les intérêts de sa patrie, ni ses affections pour le premier maître qu'il avait servi, il sut ménager une réconciliation entre Ferdinand, Élisabeth, et la noblesse hongroise : il assura au premier la couronne, à la seconde une principauté en Bohême, à la troisième ses privilèges. Ferdinand, comme pour lui témoigner sa reconnaissance, le nomma archevêque de Gran, gouverneur de Transylvanie, et le fit comprendre par le pape, le 12 octobre, dans le nombre des quatorze cardinaux que Jules III créa cette année. Cependant Ferdinand n'avait point pardonné à ce vieillard d'avoir pu lui disputer, et moins encore de lui avoir donné ensuite la couronne. Il ordonna au général Castaldo, marquis de Piadena, qui partageait avec George Martinuzzi le gouvernement de Transylvanie, de se défaire du cardinal son collègue ; et Martinuzzi, alors âgé de soixante-dix ans, fut poignardé dans son château le 18 décembre 1551, par trois officiers espagnols. Ferdinaud accepta la responsabilité de ce sacrilège, qui souleva contre lui la noblesse hongroise et la cour de Rome (1).

Au moment où le meurtre du cardinal Martinuzzi renouvelait la guerre en Hongrie, Charles-Quint était retenu dans son lit à Inspruck par une violente attaque de goutte qui lui laissait à peine l'esprit assez libre pour donner son attention à des affaires si compliquées. Dans ce même mois de décembre, cependant, il reçut à Inspruck une ambassade solennelle de Maurice de Saxe et de l'électeur de Brandebourg, pour réclamer la mise en liberté du landgrave de Hesse. L'électeur palatin, les ducs de Wirtemberg, Mecklembourg, Bavière,

(1) *Steidani*, L. XXIII, p. 404, 411. — *De Thou*, L. IX, T. II, p. 17, 25. — *Ribier*, T. II, p. 369. — *Raynaldi Ann. eccles.*, 1551, § 72. — *G. D. Adriani*, L. VIII, p. 538 et 569.

Lunebourg, Deux-Ponts, les marquis de Bareuth et de Bade, le roi des Romains lui-même et celui de Danemark, joignirent leurs sollicitations à celles de Maurice. Mais l'empereur s'étant accoutumé à regarder Maurice comme un docile instrument de ses vues ambitieuses, ne croyait pas son opposition sincère; il regardait ses instances pour la liberté du landgrave comme destinées à tranquilliser ou sa femme, ou les membres de son Église; et il répondit qu'il s'entendrait avec Maurice lorsque celui-ci arriverait à Inspruck, où il était attendu de jour en jour (1).

(1552.) Ainsi s'écoula l'hiver sans que l'empereur se revellât de sa sécurité. Maurice poursuivait ses négociations relatives au concile, comme s'il y attachait la plus haute importance. Il s'était enfin mis en chemin pour Inspruck, avec un de ses secrétaires qu'il savait être vendu à l'empereur; mais il s'arrêta tout à coup, alléguant que sa santé ébranlée souffrait de la rapidité du voyage; il fit partir son secrétaire pour expliquer ce retard à l'empereur, puis retournant aussitôt en arrière vers la Thuringe, il se mit, le 18 mars 1552, à la tête de l'armée que George de Mecklembourg avait maintenue à sa solde, et y joignant les Saxons qu'il avait secrètement réunis, il eut alors sous ses ordres vingt mille hommes de pied et cinq mille chevaux; il prit à leur tête la route du Tyrol, publiant en même temps un manifeste dans lequel il annonçait qu'il se proposait d'assurer aux protestants le libre exercice de leur religion, de rendre à la Germanie ses anciennes libertés, de terminer enfin la captivité du landgrave de Hesse (2). Par des marches accélérées, il s'avança vers l'Allemagne méridionale: toutes les villes lui ouvrirent leurs portes, reconnaissant avec joie, dans l'homme qu'elles avaient tant redouté, un vengeur de leurs libertés et de leurs droits. Le 1^{er} avril, il entra dans Augsbourg; à mesure qu'il avançait, il rétablissait

(1) *Steidant*, L. XXIII, p. 408, 411. — *De Thou*, L. IX, p. 41; L. X, p. 49. — *Robertson's*, B. X, p. 21, 57.

(2) On trouve dans *Steidant*, L. XXIV, le manifeste de Maurice, p. 422; celui d'Albert de Brandebourg, p. 423; et celui du roi, p. 424. — *De Thou*, L. X, p. 50. — *Robertson's*, B. X, p. 65.

partout les ministres dans leurs chaires, les magistrats indépendants dans les emplois qui leur avaient été enlevés par l'empereur. Lorsque la nouvelle de la marche de Maurice et de la prise d'Augsbourg fut apportée à Trente le 8 avril, les théologiens protestants se hâtèrent de quitter la ville; les prélats italiens s'enfuirent vers l'Italie, par l'Adige. Le légat du pape était malade, et les nonces écrivirent à Rome pour demander une bulle qui suspendit le concile; il fut en effet suspendu, et pour de longues années (1).

Charles-Quint, qui n'avait pas eu le moindre soupçon de cette attaque si habilement dissimulée, se trouvait à Inspruck, perclus de goutte, sans armée et sans argent. Ne croyant courir aucun danger dans cette partie la plus reculée de ses États, il avait envoyé successivement tous ses soldats espagnols et tout l'argent dont il pouvait disposer en Italie, pour tenir tête aux Français; ou en Hongrie, pour s'opposer aux Turcs. Il était trop fier cependant pour faire des avances à celui qu'il regardait comme un sujet rebelle, comme un courtisan qui le bravait. Ferdinand, qui avait conservé avec Maurice d'anciennes relations d'amitié, sauva à son frère cette humiliation. Il proposa au prince saxon une conférence à Lintz en Autriche; Maurice s'y rendit, tandis que son armée avançait toujours. L'électeur, déjà maître d'une partie de l'Allemagne, reprit avec le frère de Charles V le langage d'un courtisan: il protesta de nouveau de son attachement à l'empereur, de son ardent désir de se réconcilier avec lui; mais en même temps il développa ses conditions, telles à peu près qu'il les avait annoncées dans son manifeste. Ferdinand, qui ne songeait qu'à gagner du temps, se déclara sans pouvoirs pour conclure; il avait besoin d'aller consulter son frère, mais il promit d'être de retour à Passaw le 26 mai, et il demanda qu'un armistice eût lieu à dater de ce jour jusqu'au 10 juin, pendant lequel les deux princes se réuniraient dans une nouvelle conférence.

(1) *Steidant*, L. XXIII, p. 420, et L. XXIV, p. 426. — *De Thou*, L. IX, p. 46; L. X, p. 53. — *Frà Paolo*, L. IV, p. 383. — *Robertson's*, B. X, p. 66.

En retardant ainsi l'armistice, Ferdinand comptait paralyser les opérations de Maurice, même avant que la trêve commençât. Maurice au contraire l'accepta, résolu de bien profiter du temps qu'on lui laissait encore pour la guerre. Ayant rejoint, le 9 mai, son armée, il força, le 18, le passage de Fiessen, qui lui donnait l'entrée du Tyrol; il s'empara du château d'Ehrenberg, dans lequel l'empereur avait mis sa dernière espérance. Celui-ci fut averti, au milieu de la nuit, que dans peu d'heures il allait se trouver au pouvoir de Maurice et de son armée victorieuse. La pluie tombait par torrents; il était au lit, souffrant cruellement de la goutte. Il se fit néanmoins transporter dans une litière, et par des sentiers de montagne il se dirigea sur Villach en Carinthie, éclairé à travers les précipices par des flambeaux de paille, tandis que ses courtisans le suivaient comme ils pouvaient, sur de mauvais chevaux, des ânes ou à pied, et que le vieux électeur Jean-Frédéric, qu'il avait mis en liberté pour embarrasser Maurice, se traînait volontairement après son géôlier. Le 23 au matin, Maurice entra dans Inspruck avec son armée, et reconnut qu'il était trop tard de quelques heures; renonçant alors à sa poursuite, il repartit pour Passaw, où il arriva le 26, et où les conférences s'ouvrirent avec la trêve (1).

Mais une diversion aussi puissante et aussi inattendue avait donné à Henri II un avantage immense, dont il sut profiter. Dès le commencement de l'année, après avoir publié contre l'empereur un manifeste, dans lequel il récapitulait toutes les offenses qu'il en avait reçues, et particulièrement le supplice de Wolfesperger et d'autres capitaines allemands, punis de mort pour avoir servi la France (2), il voulut aussi annoncer, à une assemblée solennelle des premiers d'entre ses sujets, ses motifs pour faire la guerre, et il vint tenir un lit de justice au parlement de Paris le 12 février 1552, accompagné par les grands officiers de la couronne. « Ce jour, di-

(1) *Sleidani*, L. XXIV, p. 450. — *De Thou*, L. X, p. 36, 38. — *Frà Paolo*, L. IV, p. 387. — *Robertson's*, B. X, p. 70. — *G. B. Adriani*, L. IX, p. 381. — *Miniana*, L. IV, p. 238.

(2) *Ribier*, T. II, p. 371.

» sent les registres du parlement, le roi étant en son siège
 » royal, paré comme de coutume, a dit qu'il avoit bien
 » voulu venir en sa cour pour lui faire entendre les grands
 » apprêts de guerre que l'empereur fait contre lui et son
 » royaume par mer et par terre; ce qui le meut de dresser
 » armée suffisante, avec l'aide de Dieu, pour empêcher ses
 » desseins, à quoi il ne veut épargner ni vie ni biens.
 » Et s'il advient qu'il faille qu'il sorte hors de son dit royaume,
 » pour la sûreté et défense d'icelui, il a voulu auparavant
 » faire entendre les affaires de son État à ceux de sa dite cour,
 » comme à ses loyaux et bons sujets, et leur commander et
 » enjoindre expressément trois choses : la première, qu'ils
 » soient soigneux de ce qui appartient à la foi, et d'empêcher
 » et ôter les erreurs par punition exemplaire des devoyés ; la
 » seconde, qu'ils soient diligents à faire bonne et brève justice
 » à ses sujets, afin que son peuple soit en cela soulagé ; la
 » troisième, que, s'il s'en va, il laissera la reine sa femme
 » régente, avec ses fils et son conseil, et veut qu'ils lui obéis-
 » sent comme à sa propre personne.... Et pour ce que M. le
 » connestable manie et a toute la charge des affaires de son-
 » dit État et de la guerre, il lui a commandé ce déclarer à la
 » cour. M. le connestable s'est alors découvert et mis un genou
 » devant le roi, qui l'a fait asseoir et se couvrir, et alors,
 » il a, dans un très long discours, exposé l'état des forces du
 » royaume, et les chances probables de la guerre avec Charles-
 » Quint et avec le pape (1). »

Le roi avait donné l'ordre que son armée se rassemblât
 pour le 10 mars à Châlons-sur-Marne ; elle se composait de
 quinze mille hommes d'infanterie française, presque toute
 de nouvelle levée, car il n'y avait que deux mille hommes
 de vieilles bandes, récemment arrivés du Piémont ; de neuf
 mille landsknechts, et de sept mille Suisses, avec environ
 cinq mille cinq cents chevaux. Gaspard de Coligny comman-
 dait l'infanterie française, le rhingrave l'allemande, et le

(1) Isambert, T. XIII, p. 260. — Ribier, p. 376, en rend compte en d'autres termes.

duc d'Aumale la cavalerie (1). Tandis que le roi était à Joinville, la reine Catherine de Médicis, qui l'avait accompagné jusque là, fut saisie d'une violente inflammation à la gorge, qui mit sa vie en danger. On remarqua combien Diane de Poitiers en fut troublée ; elle prévoyait déjà un second mariage du roi, et une reine moins complaisante que n'avait été Catherine. Quand celle-ci fut guérie, elle témoigna quelque mécontentement à l'amiral Annebault, auquel elle était associée pour la régence, de trouver ses pouvoirs bien plus limités que n'étaient ceux qui avaient été accordés en pareil cas par François I^{er} à sa mère Louise de Savoie. Annebault, de son côté, qui, pour la première fois, sous le nouveau règne, était appelé à un office de confiance, en sentait toute la pesante responsabilité (2).

La première recommandation du roi, de punir exemplairement les hérétiques, fut celle que l'on mit à exécution avec le plus de zèle. Un grand nombre de calvinistes furent brûlés à Agen, à Troyes, à Lyon, à Nîmes, à Paris, à Toulouse, à Bourg en Bresse et à Saumur. « Le roi, dit Théodore » de Bèze, tandis qu'il entroit en intelligence avec Maurice » de Saxe, vouloit ôter tout soupçon qu'il pût favoriser ceux » de la religion (3). » Dans le même but, dès le 27 juin précédent, il avait publié à Châteaubriand un édit en quarante-six articles pour renouveler les persécutions. Il rappelait dans le préambule tout ce qu'il avait fait, ainsi que son père, pour supprimer l'hérésie. « Et n'y voyons, dit-il, aucun amendement, » ni espérance d'y pouvoir remédier, sinon par un extrême » soin et diligence, et avec toutes les rigoureuses procédures » dont on doit user pour repousser vivement l'injure et obstination d'une telle malheureuse secte, et en purger et nettoyer notre royaume. » Dans cette vue il attribue, tant aux cours souveraines qu'aux juges présidiaux, la connais-

(1) De Thou, L. X, p. 60. — Vieilleville, T. XXIX, p. 526. — Tavannes, T. XXVI, p. 115.

(2) De Thou, L. X, p. 60. — Ribier, Lettre du 11 avril, p. 587. — Tavannes, T. XXVI, p. 112. — Rabutin, T. XXXVII, p. 178.

(3) Théod. de Bèze, L. II, p. 84. — Steidani, L. XXII, p. 402.

sance et la correction des hérétiques, en exigeant toutefois que les juges présidiaux appellent à eux dix conseillers, ou, à leur défaut, dix avocats de leur ressort, pour signer leurs sentences définitives; celles qui sont portées contre les hérétiques devant seules être exécutées, nonobstant appel (§ 1—5). Les précautions les plus sévères sont ensuite prescrites contre l'introduction des livres venant des lieux mal famés, et surtout de Genève, que Henri II paraît avoir constamment regardée comme le foyer de l'hérésie. Tous les livres imprimés sont soumis à la censure de la Sorbonne; les imprimeries clandestines sont interdites; la copie signée d'un manuscrit destiné à l'impression doit être laissée au censeur; tous les livres provenant d'un héritage doivent être soumis à ce censeur, pour qu'il en autorise la vente; il doit être appelé et se trouver présent à l'ouverture de tout ballot de librairie; il doit visiter deux fois, et à Lyon trois fois par année, tant l'imprimerie que les magasins des imprimeurs et libraires. Enfin, ceux-ci doivent toujours tenir exposés dans leur boutique un catalogue des livres prohibés, qu'on ne peut acheter ni vendre sans crime, et un autre des livres qu'ils offrent au public (§ 6 à 22). D'autres précautions sont prises pour empêcher l'introduction de l'hérésie dans les écoles ou dans les tribunaux. Personne ne sera plus reçu aux fonctions de judicature, ni à celles de l'enseignement, sans une attestation que sa foi est orthodoxe (§ 23, 34-36). Tous ceux qui intercéderont auprès des tribunaux en faveur des hérétiques seront soumis à des peines sévères (§ 26). D'autres peines sont dénoncées contre ceux qui enverront ou de l'argent ou des lettres aux réfugiés à Genève, ou dans d'autres pays séparés de l'Église (§ 37). Tous les biens de ces réfugiés sont confisqués au profit du roi (§ 39). Enfin, pour encourager la délation, le tiers des biens meubles ou immeubles des condamnés est assuré aux délateurs (§ 31) (1).

Ce fut après avoir pris des mesures si rigoureuses contre les protestants de ses propres États, que Henri II se mit en mouvement à la tête de son armée pour porter du secours aux

(1) Isambert, *Lois françaises*, T. XIII, p. 139-203

protestants de l'empire. Il considérait la réformation comme un fléau destructeur de la puissance royale, et plus il la craignait dans son royaume, plus il se croyait intéressé à la répandre parmi ses eunemis. De Joinville, il entra en Lorraine; il occupa Pont-à-Mousson, et se présenta le 10 avril devant Metz, grande et riche ville impériale très jalouse de sa liberté. Les princes protestants, en consentant que Henri II occupât Metz comme vicaire impérial, savaient bien qu'ils compromettaient fort son indépendance; ils avaient cependant stipulé la garantie de ses privilèges. Ce traité était secret, et le roi voulait se rendre maître de Metz en trahison; car tromper des bourgeois n'était point regardé par des gentilshommes comme contraire à l'honneur. Le cardinal de Lénoncourt, évêque de Metz, fut employé pour semer la division dans son troupeau et gagner par présents et promesses les habitants du quartier du Hcu. « Lesieur de Tavannes y est envoyé (c'est le récit » de son fils); il les harangue, les intimide, les remplit de » promesses, tire parole d'eux de recevoir le connétable avec » ses gardes, et une enseigne de gens de pied (moins de cinq » cents hommes). Puisque le roi alloit pour la liberté d'Alle- » magne, il ne pouvoit moins qu'avoir son logis en leur ville. » Il conduit les bourgeois au connétable; soudainement tous » les meilleurs hommes de l'armée (au nombre de cinq mille), » sont mis sous une enseigne et entrent en la ville de Metz, » les deux maréchaux de camp à la tête. Le sieur de Bour- » dillon s'avance en la place, le sieur de Tavannes demeure » à la porte, que les bourgeois vouloient à tout coup fermer, » voyant cette enseigne si accompagnée; toujours il les en » garde par belles paroles. Un capitaine suisse, à la solde de » ceux de Metz, tenant les clés, ayant vu entrer plus de sept » cents hommes, les jeta à la tête du sieur de Tavannes, avec » le mot du pays, *Tout est chové!* et quitta la porte, que le » sieur de Tavannes tint jusques à ce que le connétable ar- » riva (1). »

(1) Mém. de Tavannes, T. XXVI, c. 9, p. 114. — Rabutin, T. XXXVII, p. 180. — De Thou, L. X, p. 62. — Vicilleville, T. XXIX, c. 13, p. 323.

Metz était pris, et les seigneurs de l'armée du roi étaient bien d'accord de ne jamais le rendre; cependant Vieilleville était d'avis de cacher, encore quelque temps du moins, la trahison, pour ne pas effaroucher les autres villes, dès le commencement d'une expédition où l'on se proposait d'autres conquêtes à faire par les mêmes armes. « M. de Vieilleville, » auquel le roi offrit le gouvernement de Metz, répondit, après « l'avoir très humblement remercié, qu'il n'étoit pas d'avis » que Sa Majesté y établît aucun gouverneur, mais qu'il lais- « sât cette charge aux maire et échevins; qu'il commandâten » leur présence aux huit capitaines de vieilles baudes, qui y » demeureroient avec leurs compagnies, de leur obéir; disant » qu'il ne les met que pour faire filer les vivres de son armée, » et pour la sûreté des allants et venants en France, princi- » palement des courriers.... avec promesse de faire sortir les » susdits capitaines, et toutes leurs troupes, ensemble tout ce » qui sera du nom et de la nation française; et leur faire ac- » croire qu'il n'avoit entrepris cette protection sur autre vo- » lonté que pour faire rendre à tous les États du saint-empire » leur première et ancienne liberté. » Mais Henri II ne put jamais comprendre cette politique; il regardait Metz comme sa conquête, et il en donna le gouvernement au sieur de Gonnor, frère de Brissac. Les bourgeois, cependant, en lui prêtant serment d'obéissance, ne laissèrent pas de réserver les droits de l'empire (1).

Le roi ne montra pas plus de bonne foi dans sa conduite à l'égard de Christine de Danemark, nièce de l'empereur et duchesse douairière de Lorraine; elle gouvernait ce duché au nom de son fils Charles III, alors âgé de dix ans. Cette princesse, comptant sur le crédit dont les princes lorrains jouissaient à la cour de France, était venue trouver Henri II à Joinville, pour assurer la neutralité des États de son fils. Elle y avait été alors bien reçue; mais, pendant ce temps, les troupes françaises entraient en Lorraine, et lorsque, le 14 avril, elles

(1) Vieilleville, T. XXIX. L. IV, c. 14, p. 330. — Traité de Paix, T. II, p. 261.

enrent pris possession de Naney, Christine fut renvoyée en Allemagne, et la tutelle de son fils fut donnée au comte de Vaudemont; ce fils fut envoyé comme otage en France auprès du dauphin, avec promesse qu'on lui ferait épouser une fille de Henri II. Dès lors toute la Lorraine fut ouverte aux armes françaises. Toul, la seconde des villes impériales de la province, fut occupée par les Français, le 13 avril; Verdun, la troisième, au retour seulement de l'armée française, le 12 juin (1).

De Luneville et de Sarrebourg Henri II conduisit son armée en Alsace, et il y entra le 3 mai par Saverne. « Nous » passâmes toute la Lorraine et le pays des Vosges, dit Vieilleville, avec assez de commodité....; mais quand nous fûmes entrés dans les terres d'Allemagne, le Français montra bien son insolence au premier logis, ce qui effraya si bien tout le reste, que nous ne trouvâmes jamais depuis un seul homme à qui parler; et tant que le voyage dura il ne se présenta personne avec sa denrée sur le passage; il falloit faire cinq ou six lieues pour aller aux fourrages et aux vivres, mais avec bonne escorte, car dix hommes n'en revenoient pas; de quoi l'armée souffrit infinies pauvretés (2). » Cependant le connétable comptait s'emparer de Strasbourg par une tromperie à peu près semblable à celle qu'il avait pratiquée à Metz. Il avait demandé passage aux Strasbourgeois par leur ville, pour le roi, avec une compagnie fort petite, pour leur ôter tout soupçon; mais en même temps il chargea le sieur de Lésigny, munitionnaire général, qui était venu y acheter des vivres, de leur demander la permission, pour les ambassadeurs du pape, de Venise, de Florence et de Ferrare, d'entrer dans Strasbourg. « Il dit qu'ils avoient une extrême envie » de voir la ville pour sa beauté, et qu'ils devoient partir le lendemain après dîné pour effectuer leur entreprise. Ce » que ces magnifiques seigneurs accordèrent fort gracieuse-

(1) De Thou, L. X, p. 62. — Vieilleville, T. XXIX, p. 525. — Rabutin, T. XXXVII, p. 179.

(2) Vieilleville, T. XXX, L. IV, c. 16, p. 5.

» ment, disant qu'ils seroient les très bien-venus en faveur de
 » Sa Majesté. » Le connétable avait composé de deux cents
 de ses plus braves soldats le cortège de ces prétendus ambas-
 sadeurs ; un grand nombre de gentilshommes, empressés de
 se trouver à une affaire hasardeuse, s'y étaient joints sous
 prétexte de voir la ville. Mais les Strasbourgeois ayant été
 avertis de ce qu'on méditait contre eux, la troupe arrivée à
 portée du canon, fut reçue par une salve d'artillerie qui en
 tua dix ou douze et força les autres à s'enfuir. Le connétable
 avait dit au conseil du roi « qu'il entreroit dedans Strasbourg
 » et les autres villes du Rhin comme dedans du beurre, et
 » qu'ils n'étoient pas plus spirituels que ceux de Metz, étant
 » tous de même pâte et nourriture. » Ces propos avaient été
 rapportés dans la ville, aussi le magistrat en congédiant Lé-
 siguy « le rembarra de grand'colère disant que ceux de Metz,
 » pour ce qu'ils parlent français, se sont laissés surprendre à
 » des Français ; mais ceux qui ne parlent que allemand ne se
 » veulent laisser tromper par des *Franzose*, et que le conné-
 » table ne pense pas avoir affaire à des bêtes qui laissent en-
 » trer six compagnies sous un drapeau ; mais qu'il s'assure
 » que le roi n'y entrera point avec plus de quarante gentils-
 » hommes ; et qu'il ne pense pas faire sa troupe à part. Quant
 » à lui, qu'il sorte incontinent avec ses munitionnaires ; et
 » que bien lui a servi d'user de diligence pour la dépêche de
 » ses vivres, car il n'en eût pas eu si grande quantité pour
 » une fois. Ils ne refusoient pas néanmoins d'en rafraîchir le
 » camp du roi, peu à peu, en payant, tandis qu'il marchait
 » sur leur territoire(1). »

Cependant la nouvelle de la surprise de Metz et de la tenta-
 tive faite contre Strasbourg ne tarda pas à se répandre en
 Suisse et en Allemagne. Les cantons et les princes protestants
 alliés de la France, envoyèrent des ambassadeurs au roi pour
 lui demander de ne pas commettre d'hostilités contre l'em-
 pire : les Suisses, en particulier, lui remontrèrent que les
 villes de Colmar, Schelestat, Einsishem et Strasbourg,

(1) Vieilleville, T. XXX, L. IV, c. 17, p. 9.

étaient alliées avec eux : et le roi, qui tirait de Suisse sa meilleure infanterie, n'avait garde de les mécontenter. Étant entré dans Weissembourg et dans Haguenau, il s'y conduisit avec modération pour ne pas effaroucher davantage les Allemands. Cependant les vivres commençaient à lui manquer; il ne pouvait plus espérer de surprise : il se détermina donc à la retraite. Il ordonna qu'on fit boire les chevaux de son armée dans les eaux du Rhin, en témoignage d'une expédition qui passait pour lointaine et aventureuse, et il reprit, le 13 mai, le chemin de la Lorraine (1).

L'armée souffrit beaucoup à son retour dans la traversée des Vosges. Le connétable se proposait de la reconduire dans le Luxembourg pour tenir tête à Martin Van Rossem, maréchal de Gueldre, que la reine Marie de Hongrie, gouvernante des Pays-Bas, avait chargé de faire une diversion en Champagne. Celui-ci s'étant réuni au comte de Mausfeld, avait pris Stenay, qui lui assurait le passage de la Meuse; et avec douze ou quinze mille hommes de pied et trois mille chevaux il ravagea tout le pays environnant jusqu'à Grand-Pré, sur la rivière d'Aire, « où il commit, dit Rabutin, des méchantes et malheureuses plus énormes, que les Turcs et infidèles ne les voudroient attenter (2). » Cependant, lorsqu'il apprit que l'amiral Annebault rassemblait du monde à Châlons pour marcher contre lui, et que le roi ramenait à grandes marches son armée pour le prendre par derrière, il se replia sur Stenay (3).

Le connétable ayant fait traverser à l'armée du roi la Lorraine et le duché de Deux-Ponts, entra dans le Luxembourg; il passa la Sarre le 23 juin, et deux jours après la Moselle, sur un pont de bateaux. Il attaqua et prit successivement Rodemack, Yvoi, Damvilliers et Montmédy. Partout il usa, avec la dernière rigueur, de ce qu'on appelle les droits de la

(1) De Thou, L. X, p. 66. — *Steidant*, L. XXIV, p. 428. — Vieilleville, L. XXX, p. 20. — Rabutin, T. XXXVII, L. II, p. 218-223.

(2) Rabutin, L. III, p. 233.

(3) De Thou, L. X, p. 69. — *Steidant*, L. XXIV, p. 429. — Vieilleville, L. IV, c. 26, p. 54.

guerre ; il livra les villes au pillage ; mais au lieu de faire du butin une récompense pour ses soldats , seule excuse qu'on pût alléguer pour ce brigandage , il en gratifia ses courtisans : le butin de Damvilliers fut réservé à Coligny ; celui d'Yvoi au connétable ; aussi ces capitaines recueillirent en même temps les malédictions des habitants et celles de leurs propres soldats. Le roi fit ensuite la conquête du duché de Bouillon , que l'empereur avait ôté à la maison de la Marck pour le réunir à l'évêché de Liège. Henri le rendit à ses anciens maîtres ; puis , fatigué de son expédition par des pluies opiniâtres qui avaient succédé à des chaleurs excessives , il donna le gouvernement du Luxembourg au duc de Nevers , et le 16 juin , après une campagne de trois mois , il licencia son armée (1).

Henri II n'attachait point , comme François I^{er} , sa gloire à triompher en Italie , pour que ses victoires fussent célébrées par une nation civilisée. Quoique les hostilités eussent commencé autour de Parme et en Piémont , il avait bientôt affaibli l'armée qui devait défendre ces deux provinces , pour transporter toutes ses forces dans le Nord. Cependant , quoiqu'il ne se fit rien d'important en Lombardie , on nous a conservé de volumineux récits des plus petits événements militaires dans cette contrée , parce que chaque capitaine s'efforçait d'écrire lui-même ou de faire écrire tout ce qu'il croyait pouvoir ajouter à sa réputation. Deux auteurs de mémoires , Vincent Carloix , secrétaire de Vieilleville , et François Rabutin , homme d'armes dans la compagnie du duc de Nevers , avaient suivi Henri II dans la campagne d'Alsace ; deux autres , Blaise de Montluc , et François de Boivin , baron du Villars , secrétaire de Brissac , avaient combattu en Italie. Carloix est un bas flatteur de Vieilleville , et il n'a d'autre pensée que de faire valoir la noblesse , la haute réputation , le crédit à la cour , le bon conseil et la vaillance de son maître ; ses dates sont souvent fausses , ses faits quelquefois

(1) De Thou, L. X, p. 70-75. — *Steidant*, L. XXII, p. 429. — Vieilleville, T. XXX, p. 52, 69, 88. — Rabutin, T. XXXVII, p. 258, 248, 256, 271.

controuvés : sa partialité ne permet pas de lui accorder une entière confiance ; mais aucun ne fait mieux connaître la cour et les mœurs du temps par ses anecdotes piquantes et souvent dramatiques (1). François de Rabutin n'est qu'un soldat qui , non seulement n'a pas la prétention de comprendre la politique des cabinets , mais qui même ne cherche point à connaître les plans de campagne de ses chefs , ou la conduite de la guerre ; mais , doué d'un esprit observateur , il regarde le pays qu'il traverse , et il vous le fait voir avec lui ; il est modeste et de bonne foi , il ne cherche jamais à se relever lui-même , et n'altère point la vérité pour relever le mérite de son chef , le duc de Nevers (2). Blaise de Montluc , qui , dans sa vieillesse , écrivit ses mémoires , d'après ses seuls souvenirs , avec toute la rodomontade d'un Gascon , mais avec la naïveté et l'originalité d'un homme qui avait accompli lui-même de grandes choses , prétend avoir voulu seulement instruire les jeunes guerriers par son expérience , tandis qu'il se place toujours en avant de la scène , et qu'il s'attribue tout l'honneur de chaque fait d'armes (3). Le baron du Villars enfin est plus homme d'État qu'aucun des précédents ; et quoiqu'il ne perde aucune occasion de faire valoir ou le mérite du maréchal auquel il était attaché , ou ses propres services , il est surtout intéressant par la lumière qu'il jette sur les factions , l'incertitude et l'ineptie de la cour (4).

Le maréchal de Brissac avait été averti de bonne heure que l'intention de don Fernand de Gonzaga était d'entreprendre la conquête du marquisat de Saluces , d'y fortifier Carmagnole et Villefranche , et de menacer d'un côté le Dauphiné et la Provence , par les vallées dont il serait maître , de l'autre le

(1) Mémoires du maréchal de Vieilleville , composés par Vincent Carloix , T. XXVIII à XXXIII , édition de 1787. Notice des éditeurs , p. 93.

(2) Mémoires de François de Rabutin , gentilhomme de la compagnie du duc de Nevers , T. XXXVII à XXXIX , 1788. Notice à p. 105.

(3) Mémoires de Blaise de Montluc , maréchal de France , T. XXII à XXVI , 1786. Notice , p. 1.

(4) Mémoires de F. Boivin , baron du Villars , T. XXXIII à XXXVII , 1787. Notice , p. 95.

Piémont, où, dit Villars, « il auroit fallu aux Français avoir » une armée pour favoriser les semailles, les vendanges et » les moissons, et presque une autre ordinairement engagée » à la conservation de toutes ces places (1). » Cependant le connétable envoyait à Brissac l'ordre de licencier six compagnies italiennes qui formaient ses meilleures troupes, et il ne lui annonçait pour les remplacer que mille Gascons de nouvelles recrues. Alors même Brissac n'avait que 12,418 hommes sous vingt-quatre enseignes, avec lesquels il devait fournir douze grandes forteresses et vingt-deux châteaux, tous entremêlés parmi les places ennemies. A force d'insistance, Brissac parvint à faire connaître la vérité au roi, et à retenir ses six compagnies italiennes formant le quart de son armée.

Dès le milieu de janvier, la campagne commença en Piémont par la surprise de Lanzo, sur la Stura, que Brissac fit attaquer le 18; Montluc assure que le maréchal, arrivé devant la place, jugea impossible de planter de l'artillerie contre ses murs, mais que ce fut lui qui trouva le moyen de conduire, pendant la nuit, quatre pièces de canon au sommet d'une montagne, d'où il battit Lanzo et força en peu d'heures la place à se rendre (2). Montluc s'attribue encore tout l'honneur de la défense de Casal, place fort mauvaise et dont il entreprit de relever les fortifications. « Or, notre ordre, dit-il, » dans la ville, étoit tel, que le matin tous généralement, » tant capitaines, soldats, pionniers, qu'hommes et femmes » de la ville, se rendoient devant le jour, chacun à son œuvre, sous peine de la vie, pour à quoi les contraindre je » fis dresser des potences. J'avois, et ai toujours eu un peu » mauvais bruit de faire jouer de la corde, tellement qu'il n'y » avoit homme petit ni grand qui ne craignît mes complexions » et mes humeurs de Gascogne. Donc, pour ce que c'étoit » en hiver, et aux plus courts jours, l'on travailloit depuis la » pointe du jour jusques à onze heures; puis tout le monde

(1) Villars, T. XXXIII, p. 339.

(2) Montluc, T. XXII, p. 363; et XXIII, p. 1, 14, 23. — Villars, T. XXXIII, p. 334.

» s'en alloit dîner, et à midi chacun se rendoit à son œuvre, » et travailloit-on jusques à l'entrée de la nuit (1). »

Ni Brissac, ni son antagoniste Fernand de Gonzague, n'étaient en état de tenir la campagne; aussi la guerre se borna-t-elle à des tentatives pour surprendre des places; une des plus hardies fut une entreprise de Brissac, pour s'emparer du château de Milan, dans la nuit du premier dimanche de carême, par des hommes qu'il avait fait filer, déguisés, l'un après l'autre, au travers du pays des Grisons, et cacher dans la maison d'un traître à Milan; elle échoua par une erreur de calcul dans la hauteur des murailles, et la longueur des échelles qui étaient préparées (2). Le roi entretenait aussi des correspondances avec les mécontents du royaume de Naples; au mois de janvier, il envoya au cardinal de Tournon, à Rome, pour s'entendre avec lui, le duc de Somma, qui promettait de s'emparer de deux places importantes dans ce royaume, et au mois d'août, il s'occupa d'engager les Vénitiens à seconder le prince de Salerne dans une attaque qu'il comptait faire sur la ville même de Naples (3).

Ce qui distingua surtout le maréchal de Brissac dans cette campagne, ce furent les efforts qu'il fit pour sauver le Piémont des ravages de la guerre. « Il jugea, dit Villars, que » tout ainsi qu'il étoit presque impossible de faire perdre le » Piémont au roi, par la voie des armes, c'étoit, par le con- » traire, chose bien aisée à le faire par celle des vivres, » toutes les fois que l'ennemi l'eût ainsi reconnu, et qu'il eût » voulu jouer au feu, et faire de ce côté-là la même cruelle » guerre au laboureur et bétail qui étoit lors indifféremment » pratiquée du côté de Picardie et de Champagne; attendu » qu'étant les vivres du Piémont gâtés, et le moyen de la- » bourer ôté, il n'y avoit plus d'ordre d'en recouvrer d'ail- » leurs (4)... C'est ce qui faisoit que le maréchal s'abstenoit » le plus qu'il pouvoit de porter le moindre domage à la

(1) Montluc, T. XXIII, p. 28.

(2) Villars, T. XXXIV, p. 26.

(3) Ribier, p. 367, 378.

(4) Villars, T. XXXII, p. 328.

» campagne et aux villages, jusques à ceux mêmes qui étoient
 » possédés par les ennemis, punissant sévèrement tous ceux
 » qui faisoient le contraire. Cette même considération lui
 » faisoit, contre son naturel, couler sur les fautes de ses voi-
 » sins, lesquels vinrent une fois brûler des métairies jus-
 » qu'aux portes de Turin, sans en faire autre ressentiment que
 » de paroles, afin de les attirer peu à peu à faire quelque con-
 » vention et accord pour la guerre du laboureur. Prévoyant
 » aussi, outre les maux ci-devant discours, que là où il en ad-
 » viendrait autrement, il perdrait la commodité des moyens et
 » des facultés du pays, qui lui pouvoient aider à soutenir la
 » guerre, au cas que ceux du roi devinssent courts et débiles,
 » comme ils firent depuis; à la vérité, cette prévoyance et
 » ce ménage le tirèrent du depuis hors de grands dangers et
 » de grandes difficultés (1). Avant la fin de la campagne, en
 » effet, capitulation fut accordée entre le sieur don Fernand
 » et le maréchal, pour la sûreté du labour de la campagne;
 » que la guerre ne se feroit au paysan, sinon lorsqu'il seroit
 » trouvé menant vivres dans les forteresses, mais non au re-
 » tour, à la sûreté duquel ceux qui tiroient secours d'eux
 » devoient pourvoir. Et enfin que le soldat allant et venant,
 » ne pourroit prendre au paysan qu'un repas, de ce qu'il au-
 » roit chez lui, sans le contraindre à en aller chercher ail-
 » leurs. Cette capitulation, qui avoit été tant et tant désirée
 » par le maréchal, fut cause du salut du Piémont (2). »

La guerre de Parme et de la Mirandole étoit terminée. Le pape, effrayé des dépenses prodigiennes dans lesquelles il se voyait engagé, de la suspension de tous les revenus qu'il tirait de France, de la menace que faisait le roi d'assembler un concile national, et du danger que le royaume ne fût soustrait à l'obéissance du saint-siège, avait envoyé dès le mois de janvier le cardinal légat Vérallo pour traiter de la paix. La mort de J.-B. del Monte, neveu de Jules III, tué dans une escarmouche devant la Mirandole, le 14 avril, et la nouvelle de la

(1) Villars, T. XXXII, p. 552.

(2) *Ibid.*, T. XXXIV, p. 79.

prise d'Augsbourg par Maurice, et du danger où s'était trouvé l'empereur, augmentèrent encore son empressement. Le roi, de son côté, fut fort aise de le détacher de l'alliance de ses ennemis ; et un traité de trêve pour deux ans, entre le pape, Henri II, et le duc de Parme, fut signé à Rome, par le cardinal de Tournon, le 29 avril (1).

L'argent amassé pour la guerre manquait déjà presque entièrement à Henri II, et c'était le motif qui avait le plus contribué à décider sa retraite du Luxembourg; par la même raison il n'envoyait point de secours à Brissac, et il était empressé de faire la paix avec le pape. Le garde des sceaux, Pierre Bertrandi, avait été choisi comme l'homme le plus propre à trouver de l'argent par toute sorte d'expédients, et comme ne devant point opposer aux édits bursaux les mêmes scrupules de conscience que le chancelier Olivier, qu'il remplaçait. Une de ses premières opérations fut la création d'environ soixante sièges de présidiaux dans différentes villes du royaume, ce qui lui donnait à la fois près de six cents offices de juges à vendre. Chaque présidial était composé d'un lieutenant civil, d'un lieutenant criminel, et de sept conseillers pour le moins. Ils pouvaient prononcer sur la vie ou la mort dans les causes criminelles, mais leur compétence dans les causes civiles était bornée à 250 livres (2). Les tribunaux supérieurs se montraient bien plus jaloux de leur juridiction au civil qu'au criminel, parce que la première leur rapportait de l'argent, et la seconde seulement de la fatigue. Aussi le parlement de Paris objecta-t-il surtout aux présidiaux qu'ils introduiraient dans les moindres villes l'esprit de chicane; cependant il est probable que la création de ces cours nouvelles fut avantageuse aux justiciables, en rapprochant la justice de ceux qui avaient besoin de recourir à sa protection. Sept autres édits bursaux créèrent encore successivement un grand nombre d'offices ou de judicature ou

(1) De Thou, L. X, p. 65. — *Muratori*, T. XIV, p. 385. — Ribier, p. 360, 365, 382, 386.

(2) Isambert, T. XIII, p. 248, 271, 277.

de finances ; l'un entre autres divisa le royaume en dix-sept recettes générales, dans chacune desquelles devait résider un trésorier général (1). Assez d'argent fut obtenu par la vente de ces offices, et la comptabilité en devint probablement aussi plus régulière.

Une opération plus importante fut celle que fit le chancelier avec le clergé. La juridiction ecclésiastique avait été singulièrement restreinte par une ordonnance rendue en 1539, à la suggestion du chancelier Guillaume Poyet, et que les officiaux des évêques nommaient en conséquence la *guillemine*. Les prélats regrettaient cette juridiction, soit parce qu'elle leur apportait des avantages pécuniaires, soit parce qu'ils aimaient à distribuer toutes les places des officialités, et plus encore parce qu'ils tenaient jusqu'à un certain point dans leur dépendance tous ceux qui pouvaient un jour être appelés devant leurs tribunaux. Le désir du clergé de recouvrer dans toute son étendue son ancienne juridiction était si vif, qu'il offrit, par l'organe du cardinal de Bourbon, trois millions d'écus d'or payables en six mois, pour la révocation de la *guillemine*. Le marché fut accepté, et les églises se défirent de presque toute leur argenterie pour payer cette somme énorme (2).

Des subsides considérables avaient été avancés, au commencement de la guerre, au duc de Parme et à Maurice de Saxe, pour mettre sur pied leurs armées, l'une en Italie, l'autre en Allemagne; mais l'une et l'autre dépense n'avait pas continué. Le duc de Parme était compris dans la trêve avec le pape, et Maurice de Saxe avait signé une trêve pour lui-même. Quoique ce dernier eût consenti à laisser occuper par Henri II les villes velches de l'empire, il ne regardait cette occupation que comme temporaire, et il aurait cru

(1) Édit de Blois, janvier 1552. — Isambert, p. 256-247. Les villes étaient Paris, Châlons, Amiens, Rouen, Caen, Bourges, Tours, Poitiers, Riom, Agen, Toulouse, Montpellier, Lyon, Nantes, Dijon, Aix et Grenoble. La Bretagne avait son trésorier à part.

(2) Garnier, T. XIII, p. 485 et 490. Je ne trouve nulle part ailleurs aucune trace de ces ordonnances.

violer ses devoirs d'électeur, s'il avait donné les mains à leur aliénation. Il sentait bien que cet acte de trahison envers le corps germanique lui ferait perdre, s'il était connu, tout crédit auprès de ses co-états dans l'empire. Il était donc impatient de faire la paix avec l'empereur; il s'était rendu à Passaw le 26 mai, pour y traiter avec Ferdinand; seulement il y amena Jean de Fresse, évêque de Bayonne, le même qui avait signé avec lui son traité d'alliance avec la France. Cet évêque adressa le 3 juin à la conférence un long discours, dans lequel, après avoir rappelé l'ancienne alliance des Français avec les Allemands, et les offenses données par Charles-Quint à François I^{er} et à Henri II, il protesta « que le roi son » maître n'empêcheroit point qu'on traitât de la paix, pourvu » que les plaies faites à la république fussent guéries, de » manière à ne plus se rouvrir, que les princes prisonniers » fussent mis en liberté suivant les conventions du traité de » la ligue, et qu'enfin l'ancienne union de l'Allemagne avec » la France et la nouvelle alliance fussent confirmés, et de- » meurassent fermes et constantes (1). » Le roi cependant avait employé d'autres agents pour détacher Albert de Brandebourg de Maurice, et pour décider le premier à déclarer qu'avec les aventuriers qu'il rassemblerait sous ses étendards, il continuerait la guerre pour son propre compte; comme Henri n'avait d'autre vue que de répandre l'anarchie en Allemagne pour avoir plus d'avantages contre l'empereur, l'alliance d'Albert de Brandebourg lui suffisait; elle lui coûtait moins d'argent que celle de la ligue dont Maurice était chef; aussi ne mit-il point d'obstacle aux conférences de Passaw (2).

Ferdinand et les ambassadeurs de Charles-Quint, le duc de Bavière, les évêques de Saltzbourg et d'Aichstet, les envoyés des électeurs, et ceux des princes et des villes d'Allemagne s'étaient réunis à Passaw. Maurice y renouvela ses demandes sur le libre exercice de sa religion, le rétablissement des libertés de l'empire, et la fin de la captivité du landgrave de

(1) De Thou, L. X, p. 80. — *Steidani*, L. XXIV, p. 433.

(2) De Thou, L. X, p. 76. — *Robertson's*, B. X, p. 79.

Hesse. Cependant chacun désirait la paix. Maurice lui-même ne voyait pas sans inquiétude que Charles-Quint cherchait à susciter contre lui l'ancien électeur de Saxe Jean-Frédéric, ou que son allié, Albert de Brandebourg, avait secoué son autorité. Tous les princes de l'Allemagne, catholiques et protestants, étaient également intéressés à circonscrire la puissance de l'empereur, qui en avait si cruellement abusé depuis sa victoire sur la ligue de Smalkalde; Ferdinand lui-même craignait son frère, depuis qu'il l'avait vu s'efforcer de faire passer l'empire à don Philippe plutôt qu'à lui (1). Tous étaient alarmés des progrès des Turcs et des guerres civiles que le meurtre de Martinuzzi avait allumés en Hongrie; aussi accueillaient-ils avec reconnaissance l'offre de Maurice, qui promettait de marcher contre les Musulmans, dès qu'il aurait affermi l'état des protestants en Allemagne. L'empereur seul résistait; car il s'agissait pour lui de renoncer à ses projets les plus chéris, à ceux qu'il avait poursuivis avec le plus de persévérance. Il commença par refuser avec hauteur les termes de Maurice, et par demander réparation, comme chef de l'empire, des injures qu'il avait souffertes. Mais Maurice, à la nouvelle de ce message, quittant aussitôt Passaw, vint reprendre le commandement de son armée; il s'empara de la ville de Mergentheim, et mit, le 17 juillet, le siège devant Francfort, où trois mille soldats de l'empereur s'étaient enfermés (2).

Charles-Quint se trouvait en Autriche, sans armée, sans argent, séparé par ses ennemis de la Belgique et de l'Espagne, seuls pays où il pût assembler de nouveaux soldats; entouré de mécontents, et s'apercevant enfin combien son joug était détesté dans l'Allemagne et l'Italie, il reconnut qu'il fallait céder, et le 2 août, le traité de Passaw fut signé. Ce *traité de la paix publique*, c'est le nom sous lequel il est connu, portait que le landgrave de Hesse serait immédiatement remis en liberté; qu'une diète serait réunie sous six

(1) *Sleidan*, L. XXIV, p. 455.

(2) *Ibid.*, p. 456. — De Thou, L. X, p. 79, 86. — *Robertson's*, B. X, p. 79.

mois pour chercher le moyen d'assoupir toutes les discordes de religion , soit par un concile général ou national , soit par un colloque ou par une diète ordinaire ; qu'elle agirait d'après l'avis d'une commission composée d'un nombre égal de membres des deux religions. Jusqu'à leur conciliation , les deux religions devaient conserver tous leurs droits , une entière liberté pour leur culte , et une égalité parfaite en justice. La même diète devait se charger de ramener l'entière exécution de la bulle d'or et des anciennes constitutions de l'empire ; Ferdinand et son fils Maximilien prenaient l'engagement de faire valoir toutes les plaintes de la nation germanique contre les violations de ses libertés. Toutes les troupes devaient être congédiées avant le 12 août suivant ; toutes les offenses données et reçues de part et d'autre devaient être oubliées ; et le roi de France , qui avait secondé le rétablissement de la liberté religieuse en Allemagne , était invité à faire connaître ses griefs contre l'empereur , pour participer ensuite à la pacification générale (1).

(1) *Traité de Paix*, T. II, p. 261. — *Goldast*, T. I, p. 366. — *De Thou*, L. X, p. 88. — *Sleidani*, L. XXIV, p. 438. — *Robertson's*. B. X, p. 94.

CHAPITRE XIII.

Suite de la guerre entre Henri II et Charles-Quint. Metz défendu par le duc de Guise. Strozzi et Montluc à Sienna. Brissao en Piémont. Le roi et le connétable dans les Pays-Bas. Revers et découragement de Charles-Quint. Son abdication. — 1552-1555.

(1552.) LA cour de France ne parut pas craindre que la paix de Passaw interrompît le cours de ses prospérités. Henri II était jeune; il avait le sentiment de sa vigueur, de son courage personnel, de son adresse dans les exercices du corps, et il se croyait un héros : ses courtisans et ses maîtresses l'entretenaient dans cette confiance. D'autre part, ils ne cessaient de lui dire que Charles V, alors âgé de cinquante-deux ans, était tellement accablé par les infirmités, tellement vieilli d'esprit et de corps, qu'il lui serait impossible de lutter contre son jeune rival. A plusieurs reprises on avait même annoncé sa mort; mais lorsqu'on apprenait qu'il était toujours en vie, on demandait si cet homme cassé, perclus de goutte, qui avait peine à tenir une épée et souvent même une plume, que les douleurs retenaient au lit plusieurs mois de l'année, qui ne pouvait monter à cheval, ni suivre des armées autrement qu'en litière, était fait pour se mesurer avec le plus habile écuyer, le plus adroit joueur d'une cour où l'on comptait tant de braves. On aurait dit que la querelle entre les deux monarques était un duel où l'avantage devait rester au plus vaillant des deux champions.

Une suite de revers dans les dernières années semblait en effet annoncer que la fortune abandonnait Charles-Quint. Le

Piémont avait été défendu par Brissac, presque sans troupes et sans argent, contre un des plus habiles lieutenants de l'empereur; le duc de Parme et le petit souverain de la Mirandole, quoique séparés l'un et l'autre de la France et de la mer, avaient été soutenus contre de puissants ennemis; le pape avait été forcé de demander la paix; le sultan des Turcs avait répandu, par ses flottes formidables mises au service de la France, la terreur sur toutes les côtes de la Méditerranée; le concile de Trente, dont l'empereur comptait se servir pour maîtriser l'Allemagne, avait été dispersé par la peur; enfin, Charles lui-même s'était sauvé au travers des montagnes pour éviter de tomber au pouvoir d'un prince qui avait longtemps paru son humble courtisan; et lorsque par la paix de Passaw la liberté politique et religieuse était rendue à l'empire, il avait sanctionné lui-même la destruction de l'ouvrage auquel il attachait depuis long-temps toute son ambition.

Mais Maurice de Saxe, en contraignant l'empereur à restituer à l'Allemagne tous ses privilèges, était loin de vouloir humilier ou affaiblir sa patrie. Son but, au contraire, paraît avoir été de recouvrer les droits politiques et les libertés religieuses de l'empire par une révolution si rapide, qu'elle suspendit à peine au dedans l'action régulière des lois, et qu'elle ne mit point en danger au dehors l'indépendance ou l'intégrité du territoire. Malgré son ambition démesurée et sa profonde dissimulation, Maurice de Saxe n'était dépourvu ni de vertus ni de patriotisme. Élevé parmi les conseillers perfides et les lieutenants féroces de Charles-Quint, il s'était accoutumé à penser que la politique se met au-dessus de la morale, et que le succès justifie tout. S'étant attaché à tromper les trompeurs, il avait triomphé de Charles ou de Granvelle par leurs propres artifices. Mais la vigueur et la célérité avec lesquelles il conduisit sa courte campagne, tenaient à son désir de vaincre l'empereur sans briser le lien social; et quand il eut ensuite vu ce monarque s'efforcer de gagner du temps et de prolonger les négociations, il aima mieux renoncer à une grande partie des garanties qui étaient d'abord l'objet de ses vœux plutôt que de s'exposer, en prolongeant la guerre, à livrer de nou-

velles provinces de l'Allemagne ou aux Turcs, ou aux Français. Une des premières conditions de la paix de Passaw était le désarmement général; il le désirait lui-même, et en sentait la nécessité pour le soulagement des peuples opprimés : toutefois il ne voulait pas non plus se livrer sans défense à l'empereur, qu'il venait d'offenser si grièvement; il préféra donc de conduire son armée, forte de 16,000 fantassins et de 5,000 cavaliers, en Hongrie contre les Turcs (1). Il n'y remporta point de si grands avantages qu'on aurait dû l'attendre de sa bravoure et de son habileté. Il se trouvait associé, pour la défense du royaume, avec J.-B. Castaldo, marquis de Piadéna, lieutenant de Ferdinand, celui-là même qui s'était souillé par le meurtre de Martinuzzi. La nation hongroise avait en horreur Castaldo et les Autrichiens : elle se défiait également des Saxons et de Maurice; et Castaldo saisissait toutes les occasions de nuire à un collègue dont la gloire l'offusquait. A la fin de la campagne, ils se séparèrent pleins de ressentiment l'un contre l'autre (2).

Maurice n'était point destiné à influencer plus long-temps sur la politique française. L'année suivante il fut forcé de combattre Albert de Brandebourg, son ancien ami et son émule dans les combats; mais Albert avait rejeté la paix de Passaw, et voulant maintenir son armée par le brigandage, il l'enrichissait par le pillage des princes de l'Église et des villes impériales, et semblait prendre à tâche de détruire en Allemagne le lien social, que Maurice avait voulu sauver. Ils se livrèrent bataille, le 9 juillet 1553, près de Siverhausen, dans le duché de Brunswick. Maurice y fut victorieux; mais, blessé mortellement, il mourut le surlendemain, à l'âge de trente-deux ans, laissant la dignité électorale à son frère Auguste (3).

C'était précisément le même motif qui avait aliéné Maurice d'Albert de Brandebourg, et rapproché celui-ci de la France. Ce prince, chef de brigands, qui, comme les anciens

(1) De Thou, L. X, p. 90. — *G. B. Adriani*, L. IX, p. 609.

(2) De Thou, L. X, p. 96.

(3) *Ibid.*, L. XII, p. 148. — *Steidani*, L. XXV, p. 449. — *Belcarius*, L. XXVI, p. 846.

condottieri de l'Italie, faisait la guerre pour la guerre, sans principes, sans foi, sans se proposer aucun but, nourrissant ses soldats par le pillage, remplissant son trésor par les rançons des villes et des prélats, et se complaisant à être nommé le fléau des prêtres (1), était regardé par Maurice comme un très mauvais Allemand; mais aux yeux de Henri II, il n'en était, pour la France, qu'un allié plus désirable. Il pillait indifféremment et catholiques et protestants, il vivait aux dépens d'amis et d'ennemis, et ruinait ainsi cet empire sur lequel Henri méditait ses conquêtes. En même temps, comme il s'entretenait par le pillage, il avait moins besoin qu'un autre de subsides pour maintenir une armée puissante. Après avoir menacé tour-à-tour Strasbourg, puis Mayence, Albert de Brandebourg était revenu avec une armée de 20,000 hommes, sur les bords de la Moselle, à Floranges, entre Thionville et Metz (2).

Charles V, depuis qu'il s'était laissé surprendre à Inspruck, n'avait pas cessé, au milieu de ses négociations de paix, de rassembler des troupes. Après avoir signé le traité de Passaw, il les dirigea vers le Rhin, annonçant qu'il voulait châtier enfin les brigandages d'un prince qui venait de piller Mayence et Spire, et d'accabler Trèves de contributions (3). Cependant on commença bientôt à soupçonner en France que son dessein était plutôt de recouvrer les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, et de rétablir dans la régence du duché de Lorraine la nièce de Charles que Henri II en avait chassée. Le roi qui, lorsqu'il occupa ces trois évêchés, avait annoncé qu'il voulait les garder pour l'empire, dont il prétendait défendre les libertés, déclarait, depuis qu'il en était maître, vouloir les réunir à sa monarchie, dont ils avaient été anciennement détachés, et il rappelait qu'en effet toute la contrée jusqu'au Rhin avait obéi aux rois de France Mérovingiens et Carlovingiens. Il songea donc de bonne heure à les mettre en

(1) *Steidani*, L. XXIV, p. 439.

(2) *Ibid.*, p. 440. — De Thou, L. XI, p. 125. — Rabutin, T. XXXVII, L. IV, p. 291.

(3) De Thou, L. XI, p. 116. — *Steidani*, L. XXIV, p. 441. — Rabutin, L. IV, p. 288.

état de défense, et, dès le 17 août 1552, François de Lorraine, duc de Guise, vint s'enfermer dans la ville de Metz. Beaucoup des jeunes seigneurs de la cour l'y suivirent, aspirant à se distinguer sous les yeux d'un favori qui en même temps était un habile général (1).

Metz est située au confluent de la Seille avec la Moselle; cette ville, puissante dès les plus anciens temps de la monarchie, enrichie par son commerce et par sa liberté, prospérant sous une administration municipale qui lui conservait tous les droits d'une république, avait, à ce qu'on assurait, neuf milles de circonférence : mais elle était à peine fortifiée : les deux rivières qui l'entouraient, lui tenaient lieu de remparts : dans l'espace qui les séparait, la ville était convertie, entre l'occident et le midi, par un grand bastion. Dès que le duc de Guise y fut entré, il s'occupa de compléter ces fortifications, et d'en élever de tous côtés de nouvelles; Pierre Strozzi, et l'ingénieur Camillo Marini en dirigeaient le tracé; les Italiens seuls unissaient alors les sciences exactes à l'art de la guerre, et s'étaient élevés à la théorie de l'attaque et de la défense des places. De son côté, Guise donnait l'exemple du travail et de l'activité; souvent il portait lui même la hotte, et le marquis d'Elbeuf, Biron, La Rochefoucauld, Randan, Nemours, Gonnor, Martignes et le vidame de Chartres suivaient son exemple. En même temps il faisait démolir les faubourgs, les maisons de plaisance, les églises qui pouvaient nuire à la défense; quelques unes de ces dernières étaient au nombre des plus illustres sanctuaires de France. Celle de Saint-Arnoul contenait le tombeau de Louis-le-Débonnaire, de sa mère, et des principaux membres de sa famille. Avant de la raser on en transporta les ossements dans l'église de Saint-Dominique, avec des cérémonies religieuses. Mais Guise traitait les vivants avec plus de rudesse encore que les morts : la moitié de la ville était ruinée par la démolition de cinq des faubourgs, tous les citoyens avaient été contraints de travailler en per-

(1) De Thou, L. XI, p. 119. — Rabutin, L. IV, p. 282. — Steidant, L. XXIV, p. 412. — Belcarinus, L. XXVI, p. 836.

sonne aux fortifications, et lorsque leur œuvre fut terminée, Guise chassa de la ville les vieillards, les femmes, les enfants, et tous ceux des chefs de famille sur le dévouement desquels il ne croyait pas pouvoir compter (1).

L'empereur fit passer le Rhin à ses troupes, le 15 septembre; les calculs les plus modérés élevaient son armée à 60,000 hommes. Ses deux principaux lieutenants étaient le duc d'Albe et le marquis de Marignan; tous deux étaient plus renommés encore pour leur hauteur et pour leur férocité que pour leurs talents militaires. De son côté, Henri II rassemblait son armée à Saint-Mihiel sur la Meuse, à dix grandes lieues à l'ouest de Metz. Le connétable, le duc de Nevers, Enghien, Condé, Aumale, Rohan, Saint-André, Châtillon, Villars et Bourdillon, y accompagnaient le roi; le rhingrave et Reckrod y avaient amené leurs landsknechts (2). On ne pouvait encore décider si l'intention de Charles était d'attaquer Albert de Brandebourg, campé près de Thionville, ou la ville de Metz; mais lorsque, le 19 octobre, le duc d'Albe vint investir cette dernière ville, les généraux de Henri II firent sentir au roi qu'il devait laisser son rival fatiguer son armée à un long siège, dans une saison si défavorable, plutôt que de lui présenter la bataille. Vieilleville, qui avait été nommé gouverneur de Verdun, le duc de Nevers, et le duc d'Aumale, se chargèrent, avec des corps détachés, d'inquiéter l'ennemi et de lui enlever ses convois. Charles-Quint s'était arrêté à Thiouville, sa santé étant tout-à-fait délabrée, il ne pouvait plus supporter la vie des camps: toutefois, dans son obstination, qu'il prenait, comme il lui arrivait souvent, pour de la force d'âme, il n'avait écouté aucune des représentations de ses généraux contre les dangers d'un siège si tardif, et il pressait l'attaque de Metz (3).

(1) De Thou, L. XI, p. 120-125. — *Belcarii*, L. XXVI, p. 857. — Relation du siège de Metz, par Bertrand de Salignac de la Mothe Fénelon. Fragments, T. XXX, p. 435. La relation elle-même, T. XXXIX, p. 395, et XL, p. 1-172.

(2) Rabutin, L. IV, p. 294.

(3) Vieilleville raconte sa petite guerre, T. XXX, p. 119 à 207; et Rabutin, celle du duc de Nevers, L. IV, p. 354.

De son côté, Albert de Brandebourg, resserré entre l'armée de l'empereur et la ville de Metz, commençait à donner plus d'inquiétude encore aux Français qu'aux Impériaux; il adressait au duc de Guise chaque jour des demandes nouvelles: c'étaient tantôt des soldats fugitifs qu'il voulait qu'on lui renvoyât, tantôt des vivres dont il avait besoin, tantôt des malades qu'il voulait faire recevoir dans les hôpitaux de la ville, tantôt une conférence qu'il désirait avoir avec le général en chef. Dans le vrai, il négociait secrètement avec l'empereur; il demandait que Charles V, non seulement lui pardonnât ses précédentes déprédations, mais reconnût et confirmât les traités de rançon imposés à divers prélats et à différentes villes, de sorte qu'il pût continuer à en percevoir les arrérages; et pour rendre sa condition meilleure, il aurait voulu pouvoir livrer en trahison à l'empereur ou la ville de Metz, ou le général chargé de la défendre. Le duc de Guise se tenait sur ses gardes, et avait chargé son frère, le duc d'Aumale, de surveiller Albert avec son petit corps d'armée. Aumale ne s'attendait pas néanmoins à des hostilités, lorsque Albert, ayant obtenu de Charles-Quint tout ce qu'il lui demandait, tomba inopinément sur Aumale le 4 novembre, le défit, le fit prisonnier avec René de Rohan, Jean d'O, d'Aiguilly, et le baron d'Aguerre, tandis qu'il lui tua plus de cent cinquante gentils-hommes. Albert de Brandebourg joignit ensuite l'empereur; il envoya en Allemagne Aumale, qui était blessé, et auquel il ne rendit deux ans plus tard la liberté qu'au prix de 60,000 écus d'or (1).

Le siège de Metz continuait cependant: la nombreuse artillerie du duc d'Albe ouvrait de larges brèches dans les murailles, mais derrière elles de nouveaux remparts avaient été élevés par avance sous les ordres du duc de Guise; quelquefois les assauts étaient repoussés avec perte; plus souvent les soldats impériaux se montraient tellement découragés, qu'on

(1) De Thou, L. XI p. 128. — *Steidani*, L. XXIV, p. 442. — *Belcarius*, L. XXVI, p. 841. — Vieilleville, T. XXX, L. V, c. 4, p. 118. — Rabutin, T. XXXVII, p. 516.

ne pouvait pas même les décider à attaquer. Le 20 novembre, l'empereuse fit porter à son camp pour exciter ses troupes par sa présence; mais Enghien, Condé, les deux fils de Montmorency, et d'autres encore parmi les seigneurs de la cour, étaient venus joindre les assiégés, et dirigeaient les sorties. Empressés à se porter là où ils attendaient du danger, ils y couraient sans ordre ou malgré les ordres du duc de Guise, et nuisaient peut-être autant par leur indiscipline à la défense qu'ils la secondaient par leur valeur (1). Enfin, après avoir tiré onze mille coups de canon, Charles désespérant de vaincre, voyant ses soldats enfoncés dans la fange glacée, et moissonnés par les maladies, qui, assurait-on, lui avaient coûté trente mille hommes, se résolut, le 1^{er} janvier 1553, à lever le siège (2).

« L'empereur, dit François de Rabutin, se voyant déchoir
» et diminuer de toutes choses, craignant le retour de l'armée
» du roi, et tomber en plus grande honte et vitupère pour
» trop attendre, se retira des premiers, le premier jour de
» l'an, laissant au duc d'Albe toute charge pour départir son
» armée, et ordonner de la retraite. Sitôt qu'il fut su par le
» camp que le César étoit parti, les chemins et villages à l'en-
» tour furent couverts et pleins de ses soldats, qui se retiroient
» les uns en leurs quartiers, les autres où ils pouvoient, en si
» grande indigence et misère, que je ne fais point de doute
» que les bêtes mêmes, voire les plus cruelles, n'eussent eu
» quelque pitié de ces misérables soldats, tombants, chance-
» lants par les chemins par extrême nécessité; et le plus sou-
» vent mourant près des haies, et au pied des buissons pour
» être proie aux chiens et oiseaux.... Le duc d'Albe et Bra-
» banson avec la plus grande partie de l'armée impériale
» étoient délogés en un désordre étrange.... sans bruit de
» trompettes ou tambourins, laissant les tentes dressées,
» et grande quantité de toutes sortes de harnois et ar-
» mes, de caques pleines de poudre à canon, un nombre

(1) *Belcarius*, L. XXVI, p. 841.

(2) De Thou, L. XI, p. 136. — *Belcarius*, L. XXVI, p. 843. — *P. Miñana*, *Historia de España*, L. IV, c. 13, p. 262. — *Ferreras*, T. XIII, p. 396.

» infinie meubles et ustensiles; ayant caché sous la terre
 » une partie de leur artillerie; demeurant pour hostages une
 » multitude incroyable de pauvres malades, envers lesquels
 » M. de Guise, les princes qui étoient dedans Metz, et généra-
 » lement les autres, jusques aux simples soldats français, usè-
 » rent de charité très humaine, leur administrant toute néces-
 » sité, et tels soulagemens que pauvres malades étrangers ont
 » besoin; non avec telle rigueur et austérité que peut-être ils
 » eussent traité les sujets du roi, quand fussent tombés entre
 » leurs mains à leur merci (1). »

Ces actes d'humanité étoient si rares dans les guerres du seizième siècle, qu'on entendra sans doute avec plaisir un autre témoin oculaire, Vincent Carloix, secrétaire de Vieilleville, les attester. « Nous séjournâmes en la ville, dit-il, jusqu'au lundi, en très grande liesse, qui eût été comble et parfaite, sans les grandes pitiés que nous vîmes au camp du duc d'Albe, qui étoient si hideuses qu'il n'y avoit cœur qui ne crevât de douleur. Car nous trouvions des soldats par grands troupeaux, de diverses nations, malades à la mort, qui étoient renversés sur la boue: d'autres assis sur grosscs pierres, ayant les jambes dans les fanges, gelées jusques aux genoux, qu'ils ne pouvoient ravoïr, criants miséricorde, et nous priant de les achever de tuer. En quoi M. de Guise exerça grandement la charité, car il en fit porter plus de soixante à l'hôpital pour les faire traiter et guérir, et, à son exemple, les princes et seigneurs firent de semblable, si bien qu'il en fut tiré plus de trois cents de cette horrible misère; mais à la plupart il falloit couper les jambes, car elles étoient mortes et gelées (2). »

La campagne en Piémont, durant la même année, et les petites expéditions qui eurent lieu autour de Parme et de la Mirandole, sont racontées avec des détails minutieux, soit par les historiens italiens, soit par Villars, secrétaire de Brisac, qui commandait en Piémont, et par Montluc, qui y fai-

(1) Mém. de Fr. de Rabutin, T. XXXVII, L. IV, p. 355-360.

(2) Mém. de Vieilleville, T. XXX, L. V, c. 27, p. 233.

sait la guerre : celui-ci se regardant comme le modèle des capitaines, ne nous fait pas grâce d'une de ses escarmouches. Cependant cette guerre n'avait que peu d'importance, parce que, de part et d'autre, Charles V et Henri II, occupés par de plus graves intérêts, loin d'envoyer des troupes et de l'argent à leurs deux lieutenants, Fernand de Gonzaga en Lombardie, et Brissac en Piémont, avaient au contraire rappelé d'Italie tous leurs vieux soldats. Emmanuel Philibert, prince de Piémont, qui commençait alors à se distinguer dans les armes, y était venu au printemps servir l'empereur, dans l'espérance de contribuer à recouvrer l'héritage de ses pères ; mais lorsque les meilleurs troupes de Charles furent rappelées d'Italie, il les suivit pour se trouver avec elles au siège de Metz ; auparavant il avait échoué dans une tentative sur Saint-Damien ; il avait pris Brà, et il avait été repoussé devant Bene, par Montluc (1). Après son départ, Brissac reprenant l'offensive, s'empara du fort château de Verrua, puis de Crescentino et Ceva, qu'il reperdit ensuite ; et, à la fin de la campagne, il se rendit maître de la ville d'Alba, où il mit deux mille hommes de garnison (2).

Henri II n'avait point renoncé à recouvrer le royaume de Naples, qui gémissait alors sous la tyrannie de D. Pedro de Toledo, vice-roi de l'empereur. Il était encouragé dans son espérance par les anciens barons angevins, et plus encore par l'assemblée des nobles et des citoyens qui s'était formée à Naples sous le nom d'*Union*, pour prévenir l'introduction de l'inquisition dans le royaume. Les Napolitains n'avaient brillé ni par leur tolérance en matière religieuse, ni par leur intelligence de la liberté ; cependant le nom seul de l'inquisition leur inspirait une horreur universelle. Ferdinand San-Severino, prince de Salerne, et César Mormile, s'étaient mis à la tête de l'opposition, sans songer néanmoins à favoriser les réformés napolitains, qui s'étaient multipliés à l'école de

(1) Guichenon, Hist. de la maison de Savoie, T. II, p. 237.

(2) Villars, T. XXXIV, L. III, p. 91 ; L. IV, p. 104. — Montluc, T. XXIII, L. II, p. 1 à 38. — G. B. Adriani, L. IX, p. 619. — Muratori, T. XIV, p. 386. — De Thou, L. XI, p. 114.

Bernardino Occhini, et de Pietro Martire. Après une longue résistance légale, et après plusieurs insurrections du peuple, le prince de Salerne et Mormile avaient été obligés de chercher un refuge en France ; alors Toledo avait fait périr en grand nombre leurs associés et confisqué leurs biens, en sorte que le joug de l'empereur et de son vice-roi était l'objet d'une exécution générale (1). Henri II chargea le baron de la Garde, avec vingt-six Galères, et deux mille soldats gascons, de seconder le prince de Salerne, qui vint s'embarquer à Marseille, tandis que César Mormile allait à Rome pour donner plus d'activité aux intrigues secrètes. Cependant on comptait moins sur les Français que sur les Turcs pour accomplir cette révolution. Le corsaire Dragut et le capitain-pacha Sinam arrivaient de Constantinople, avec une flotte sur laquelle l'ambassadeur français, M. d'Aramon, était monté, et qui portait un grand nombre d'émissaires napolitains. Le gouvernement des Espagnols était devenu si oppressif, si sanguinaire, que tout le peuple des deux-Siciles était prêt à accepter de préférence le joug des Turcs. Le vicux André Doria, qui, malgré son âge de quatre-vingt-six ans, avait pris de nouveau le commandement de la flotte impériale, s'était trouvé le 13 juillet près de l'île de Pouza, avec quarante galères au milieu de la flotte turque ; il en avait perdu sept, et sept cents soldats, et il n'avait sauvé le reste qu'en faisant force de voiles et de rames. D. Pedro de Toledo n'échappa au danger que parce qu'il réussit à séduire César Mormile par de magnifiques promesses, et à tromper par son aide les Turcs, auxquels il donna en même temps 200,000 écus. Il parvint à les faire partir le 10 août du golfe de Naples : le prince de Salerne y arriva le 18 août avec le baron de la Garde et la flotte française. Désespérés d'apprendre le départ de leurs alliés, ils les suivirent dans l'île de Scio, où ils passèrent l'hiver ensemble, et toute entreprise sur Naples fut ajournée jusqu'à l'année suivante (2).

(1) Giannone, Hist. civile de Naples, T. IV, L. XXXII, c. 3, p. 110-136.

(2) Lettres d'Aramon, dans Ribier, p. 402 et 406. — Giannone, L. XXXII,

Mais l'événement le plus important qui se passa en Italie cette année fut l'introduction des Français dans Sienne, et le traité par lequel cette république se mit sous leur protection. Durant le temps de la plus grande prospérité des républiques de Toscane, celle de Florence s'était toujours maintenue guelfe, et alliée de la France; celle de Sienne avait presque toujours été gibeline et dévouée à l'empereur. Mais les faibles ne doivent point compter sur la reconnaissance des puissants, et les bourgeois sur l'amitié des princes. Charles-Quint, sous prétexte de protéger la république de Sienne son alliée, l'avait réduite à la plus cruelle dépendance: il l'avait contrainte à déléguer tous les pouvoirs de l'État à un Siennois qui était en même temps duc d'Amalfi dans le royaume de Naples, et qui s'entourait d'une petite aristocratie vénale et sans patriotisme. Il avait mis dans la ville une garnison espagnole qu'il ne payait point, et qui vivait de rapines aux dépens des citoyens; cependant elle ne les défendait pas, même contre les corsaires turcs, qui, en 1544, s'emparèrent de Télamone et de Porto-Ercole, deux ports de la Maremme siennoise. Le 4 mars 1545, cette garnison fut chassée par un soulèvement du peuple, mais elle rentra dans Sienne, le 29 septembre 1547, et D. Diégo Hurtado de Mendoza, alors ambassadeur de l'empereur à Rome, fut chargé de la commander. Cet homme, qui s'est placé au premier rang des restaurateurs des lettres en Castille, par ses poésies lyriques, son histoire de la guerre de Grenade, et son roman de Lazarille de Tormes, était cependant un de ces politiques froidement cruels, faux, cupides et impitoyables, que Charles-Quint avait su choisir, et auxquels seuls il accordait sa confiance. Les capitaines, qu'il laissait toujours sans argent, avec la charge de faire vivre aux dépens des peuples leurs avides soldats, s'exerçaient sans cesse à inventer des moyens d'extorsion, à les appuyer par la terreur, à triompher de toute résistance par le parjure, le poi-

c. 6, p. 168. — De Thou, L. X, p. 101; L. IX, p. 112. — *Muratori*, p. 389. — *G. B. Adriani*, L. IX, p. 604.

son, le poignard, et à bien convaincre quiconque devait leur obéir, qu'ils se riaient de la douleur d'autrui. L'empereur, accoutumé à regarder avec indulgence les crimes commis pour son service, ne croyait pas devoir se montrer plus sévère pour ceux qui résultaient des passions privées de ses lieutenants; il ne leur demandait jamais compte ni de leur luxure, ni de leur cupidité, ni de leurs vengeances; aussi les gouverneurs qu'il choisissait dans un même but semblaient tous avoir un même caractère, et l'on ne savait qui l'on devait abhorrer davantage de Fernand de Gonzaga ou du marquis de Marignan, de Diégo de Mendoza, du duc d'Albe ou de D. Pedro de Toledo. Partout aussi son joug était également détesté, et l'horreur des peuples pour la soldatesque espagnole était le plus puissant auxiliaire des Français.

Mendoza, qui avait fait désarmer les citoyens de Sienne, et livré le gouvernement de la république à une junta peu nombreuse nommée par lui, avait encore, malgré les instances des citoyens, jeté dans la ville les fondements d'une citadelle qui eût achevé de les enchaîner s'il avait pu la finir; mais, avec l'orgueil espagnol, il la traça sur le plus vaste des plans qui lui furent présentés; bientôt l'argent lui manqua, et les travaux furent suspendus avant qu'elle fût en état de défense. Cependant le vol, le rapt, le meurtre, les outrages de tout genre dont ses soldats se rendaient coupables, avaient poussé les citoyens à bout. Le 26 juillet 1552, trois mille émigrés ou insurgés de Sienne, qui s'étaient rassemblés à Castro et à Pitigliano, fiefs de l'Eglise, dont les seigneurs étaient attachés au parti français, se présentèrent le soir à la porte de Sienne en poussant le cri de liberté. Il n'y avait que quatre cents Espagnols dans la ville; les autres étaient dans les ports de la Maremme, et Mendoza était à Rome. Le duc de Florence, Côme de Médicis, qui avait éprouvé des vexations sans nombre de la part des Espagnols, mais qui aimait bien mieux être humilié par un maître, que de sentir son trône ébranlé par l'exemple de la liberté dans une république, voulut d'abord porter des secours aux op-

presseurs. Cependant c'était le moment où Charles-Quint, humilié, traitait à Passaw. Côme reçut la nouvelle que Maurice avait recommencé les hostilités, et attaqué Francofort; le duc craignit de s'attacher au vaisseau de l'empire, à l'instant même où il allait être submergé. Il se fit le médiateur d'une capitulation, en vertu de laquelle les Espagnols évacuèrent Sienné le 3 août, tandis que le 11 août, Paul de Termes, qui commandait alors à Parme pour Henri II, arriva suivi d'un bon nombre de cavaliers français à Sienné, et mit la république régénérée sous la protection du roi (1).

(1553.) Mais sitôt que la paix de Passaw fut signée, Charles-Quint crut devoir relever sa réputation en agissant avec une égale vigueur contre la France, en Lorraine par lui-même, en Toscane par ses lieutenants. Il donna ordre à D. Pedro de Toledo, vice-roi de Naples, d'amener contre Sienné toutes les forces de ce royaume, lui annonçant que Fernand de Gonzaga, gouverneur du Milanais, lui enverrait quatre mille Allemands pour le seconder. Charles avait résisté à toutes les instances des Napolitains, qui demandaient le rappel de ce vicieux et cruel vice-roi; cependant il commençait à craindre une rébellion générale, et il n'était pas fâché d'avoir une occasion honorable de l'éloigner. Toledo, qui croyait n'avoir plus rien à redouter des Turcs, s'embarqua sur la flotte de Doria, avec sa jeune femme, toute sa cour, et deux mille soldats espagnols, et il prit terre à Livourne, au commencement de l'année 1553. L'un de ses fils, D. Luis, demeurait à Naples comme son lieutenant; un autre, D. Garcias, lui amenait par terre les troupes italiennes, et les Allemands arrivaient de la Lombardie. Mais, au milieu des fêtes que le duc Côme donnait à D. Pedro de Toledo, son beau-père, ce vieux vice-roi mourut de ses excès à Florence, le 23 février (2).

(1) *Matteoli, Storia di Siena*, P. III, L. IX, p. 155. — De Thou, L. XI, p. 103, 108. — Lettres des cardinaux de Tournon et de Ferrare au roi. Ribier, p. 424. — *Letter. de' Principi*, T. III, f. 151. — *G. B. Adriani*, L. IX, p. 598. — Montluc, T. XXIII, L. III, p. 106. — Républiques italiennes c. 122.

(2) De Thou, L. XII, p. 166. — *G. B. Adriani*, L. IX, p. 651.

Au printemps, D. Garcias son fils prit le commandement de l'armée qui s'était rassemblée pendant l'hiver. On y comptait six mille Espagnols, deux mille Allemands, et huit mille Italiens. Au mois de mars, elle attaqua Monticello, qui ne se rendit qu'après une vigoureuse résistance, puis successivement Luciniano, Monte-Fellonico, Pienza, et elle alla enfin mettre le siège devant Montalcino, que de Termes avait soigneusement fortifié. Avant d'avoir pu réduire cette dernière ville, D. Garcias fut rappelé avec son armée, au mois de juin, par le cardinal Pachéco, nouveau vice-roi de Naples. La flotte turque s'approchait, et menaçait de nouveau le royaume; Côme de Médicis, se voyant seul aux prises avec les Français, s'efforça de faire oublier qu'il avait violé la neutralité après avoir promis de l'observer, ou qu'il avait fourni de l'artillerie et des munitions de tout genre à l'armée impériale; il demanda à de Termes de vouloir bien reconnaître de nouveau sa neutralité; il lui remit, pour le rendre aux Siennois, le château de Luciniano, que les Espagnols avaient laissé entre ses mains, et il s'obligea expressément à observer les règles de la paix et du bon voisinage envers la république de Sienne et les Français ses auxiliaires (1).

La flotte turque, dont le retour inspirait tant de terreur dans les Deux-Siciles, en même temps qu'elle procurait un répit aux Siennois, était la même que le baron de la Garde avait jointe à Scio avec vingt-six galères françaises. Après avoir passé l'hiver dans le port de cette île, ils revenaient ensemble sur les côtes d'Italie. Dragut-Rays ne ramenait cependant que soixante galères cette année, tandis que de nouveaux navires français vinrent au commencement de juin se joindre, dans le golfe de Lépenle, à la flotte française. La présence des chrétiens ne rendit pas la conduite des Turcs plus humaine ou plus modérée sur les côtes des Deux-Siciles. La flotte suivit d'abord l'extrémité de la Calabre, puis le Val di

(1) *Malavolti*, P. III, L. X, f. 159. — *G. B. Adriani*, L. IX, p. 648. — *Scipione Ammirato*, *Histor. Fiorent.*, L. XXXIII, p. 497. — *Bern. Segni*, L. XIII, p. 350. — *De Thou*, L. XII, p. 167, 175.

Noto en Sicile , faisant de place en place des débarquements pour brûler les villes et les villages, couper les oliviers et enlever des paysans pour les attacher à la chaîne des galères; arrivée dans la mer de Toscane, elle traita de la même manière les îles de Pianosa et d'Elba : dans la première île, elle ne laissa point d'habitants; une partie de ceux de la seconde trouva un refuge à Porto-Ferraio. L'Italie était frappée de terreur; tout ce que Côte de Médicis avait de soldats , tous ceux qu'il avait pu obtenir de l'empereur , suffisaient à peine pour la garde de Pise, de Livourne et de Piombino. Paul de Termes , avec deux mille cinq cents hommes à la solde de France, mais la plupart Italiens , quitta Sienne pour venir s'embarquer à Orbitello et Porto Ercole , et joindre les Français et les Turcs (1).

Depuis long-temps un soldat aventurier , nommé San-Pietro , né en Corse dans une condition obscure, et formé aux armes dans les bandes noires de Jean de Médicis , s'était distingué au service de France. Il avait signalé sa valeur par plusieurs actions éclatantes dès l'an 1536 , à la défense de Fossano ; après la bataille de Cérissole , où il se fit encore remarquer parmi les plus braves, il fut nommé colonel de l'infanterie corse au service de France; sa fortune y avait attiré en effet un grand nombre de ses compatriotes ; et lors d'un voyage qu'il fit dans sa patrie , il y épousa l'héritière de la riche et noble maison Ornano , dont il porta dès lors le nom. Les Génois cependant, qui étaient souverains de l'île de Corse, et qui exerçaient sur cette île une cruelle tyrannie, ayant conçu de la défiance contre un officier si distingué, le firent arrêter à Bastia. Henri II fut obligé d'user de menaces pour le faire remettre en liberté. San-Pietro Ornano contribua ensuite, en 1551, à la défense de Parme, et, en 1552, à celle de Sienne (2). En 1553, étant venu avec Paul de Termes sur la flotte du baron de la Garde, il lui persuada d'attaquer l'île de

(1) *G. B. Adriani*, L. X, p. 686. — *Lettres du baron de la Garde et de Paul de Termes*, dans *Ribier*, p. 442, 482. — *Muratori*, T. XIV, p. 596.

(2) *Biogr. universelle*, T. XL, p. 264.

Corse, lui promettant l'assistance d'un puissant parti qu'il entretenait dans cette île, impatiente de secouer le joug des Génois. Henri II n'était pas en guerre avec Gènes, mais il avait à se plaindre de ce que cette république et son chef André Doria étaient entièrement dévoués à l'empereur. Les Génois ayant, à différentes reprises, déferé la seigneurie de leur ville à la France, il en prit occasion pour revendiquer la souveraineté, non seulement de Gènes, mais de tout ce qui appartenait aux Génois; il autorisa donc le baron de la Garde à venir attaquer la Corse conjointement avec Dragut. San-Pietro Ornano réussit à soulever ses compatriotes; Portovecchio, Bastia, Aiazzo et San-Firenze ouvrirent successivement leurs portes à M. de Termes; Bonifazio fut livré par capitulation, et les Français mirent le siège devant Calvi. Mais Dragut prit querelle avec l'amiral français, qui lui refusait le pillage de Bonifazio; au milieu de septembre, il enleva, non seulement tout le butin et l'artillerie de cette place, mais encore tous les habitants en état de manier la rame. Il se saisit aussi de plusieurs Français de distinction pour gage de l'argent qu'il prétendait lui être dû, et il repartit pour le Levant. Après son départ, André Doria amena en Corse deux mille Espagnols et autant d'Allemands fournis à la république par l'empereur; et les Français commencèrent bientôt à reperdre les avantages qu'ils avaient si rapidement obtenus (1).

En Piémont la guerre avait continué sans actions d'éclat: les deux généraux opposés l'un à l'autre étaient trop faibles et surtout trop pauvres pour pouvoir obtenir de grands succès. Brissac était entré en campagne le 30 avril; il avait pris Ceva et ensuite Cortemiglia: une trêve de quarante jours avait alors été conclue entre les deux armées, afin de donner suite à quelques ouvertures de paix. Ce n'était pas en Italie néanmoins qu'elles pouvaient avoir un résultat, tandis que les deux souverains ennemis étaient en présence sur la frontière du Nord. Elles furent suivies seulement de la *capitulation*

(1) De Thou, L. XII, p. 176, 178. — Villars, T. XXXIV, L. IV, p. 189; et notes, 441-452. — G. B. Adriani, L. X, p. 658.

de bonne guerre, signée le 16 août, qui, selon les vœux de Brissac, modéra pour les malheureux habitants du Piémont les horreurs de la guerre, et les déroba en partie à la cupidité et à la férocité du soldat (1). Un mois après que cette capitulation fut signée, le malheureux Charles III, duc de Savoie, mourut à Verceil d'une fièvre lente, le 16 septembre 1553, âgé de soixante-six ans. Il avait porté pendant quarante-neuf années le titre de duc et de souverain; mais depuis dix-huit ans, le roi de France, son neveu, lui avait enlevé les trois quarts de ses États, et l'empereur, son beau-frère, en prétendant défendre le reste, l'en avait également dépouillé. Il était mort depuis peu de jours, lorsque Brissac surprit Verceil par escalade, livra au pillage cette grande ville, s'empara entre autres de tout le mobilier du duc de Savoie, qu'on estimait à cent mille écus, puis se retira en toute hâte, parce que la citadelle de Verceil était restée aux mains des Impériaux, qui avaient déjà reçu du renfort (2).

La cour de France ne s'était pas attendue que dans cette campagne la guerre prit sur la frontière du Nord un caractère menaçant. La déconfiture de l'armée de l'empereur, après le siège de Metz, et les troubles qu'Albert de Brandebourg recommençait à exciter en Allemagne, en attaquant tour à tour les évêques et les villes impériales, avaient fait croire à Henri II que Charles-Quint, qui, retiré à Bruxelles, y paraissait affaibli par la maladie, et dont on avait même annoncé la mort, se tiendrait heureux d'être laissé tranquille. Aussi le roi ne s'occupait que de festins, de bals et de tournois, pour le mariage de Diane, sa fille naturelle, avec Horace Farnèse, duc de Castro, et frère du duc de Parme (3). Mais au milieu de ces réjouissances, il apprit tout à coup, à la fin d'avril, que Charles-Quint avait investi Téroüenne, ville forte dans le comté de

(1) Villars, L. IV, p. 182.

(2) Guichenon, Hist. de Savoie, T. II, p. 228 et 240. — Villars, L. IV, p. 197-213. — Montluc, T. XXIII, L. II, p. 78-92. — De Thou, L. XII, p. 171. — G. B. Adriani, L. IX, p. 639. — Sicidani, L. XXV, p. 461.

(3) De Thou, L. XII, p. 143, 153. — Fr. de Rabutin, T. XXXVIII, L. V, p. 4 et 8.

Ponthieu, avantageusement située près les sources de la Lys. Ses habitants étaient détestés dans les deux comtés voisins de Flandre et d'Artois, parce que, se trouvant à portée de pays riches et industriels, avec lesquels ils étaient toujours en guerre, ils vivaient presque uniquement de rapine. Le connétable, comptant sur le caractère belliqueux des bourgeois, avait laissé Téroüenne presque sans garnison et sans munitions de guerre. Dès qu'il apprit cependant l'approche des Impériaux, il chargea son fils, François de Montmorency, de se jeter dans la place ; il invita aussi d'Essé de Montalembert, qui était alors dans ses terres de Poitou, encore convalescent d'une grande maladie, à s'y rendre de son côté. Essé, qui s'était précédemment distingué en Écosse, répondit qu'il s'estimait heureux d'échanger le lit de la maladie contre le lit d'honneur. Beaucoup de gentilshommes entrèrent dans la place avec Montmorency et d'Essé : le premier abandonna au second tout l'honneur du commandement ; mais ce ne fut pas pour long-temps : la cour était retombée dans son indolence, et abandonnait Téroüenne à ses seules forces. Lalain de Bini-court, qui commandait les Impériaux, avait amené la plus formidable artillerie : on assure que les assiégeants tirèrent contre la place quarante-deux mille coups de canon. Les gentilshommes se faisaient un devoir de se présenter sans cesse au lieu du plus grand danger, pour encourager les bourgeois ; d'Essé y fut tué avec la moitié de ceux qui l'accompagnaient, les autres étaient presque tous blessés ; de larges brèches avaient été ouvertes, et le fossé était comblé. François de Montmorency offrit enfin, le 20 juin, de capituler ; mais pendant qu'il disputait sur les articles, les soldats impériaux montèrent d'eux-mêmes à l'assaut, sans l'ordre de leurs chefs, ils forcèrent les brèches, se répandirent dans la ville, et massacrèrent tout ce qui s'offrit devant eux. Montmorency, tombé avec un petit nombre de gentilshommes entre les mains des Espagnols, fut épargné par ceux-ci, qui se montrèrent reconnaissants de la générosité dont Guise avait usé envers eux à la retraite de Metz ; mais les Allemands et les Flamands n'accordèrent de quartier à personne. La ville fut

ensuite brûlée et rasée, et elle ne s'est plus relevée de ses ruines (1).

Charles-Quint chargea ensuite Emmanuel Philibert, prince de Piémont, de venir prendre le commandement de l'armée qui s'était emparée de Téroenne; il voulait donner à ce prince, alors âgé de vingt-cinq ans, l'occasion de relever par ses exploits la fortune de sa maison, et en même temps de faire cesser toute rivalité entre ses lieutenants, en les soumettant à un chef d'une si haute naissance. Emmanuel Philibert vint attaquer Hesdin; la ville ne fut pas même défendue: le château, après une vigoureuse résistance, venait de consentir à capituler, lorsque l'un des assiégés mit le feu à une mine qui fit périr quelques Impériaux, mais qui en même temps abattit un pan de la muraille. Les assaillants se précipitèrent dans la place par cette brèche. C'était le 18 juillet. Ils massacrèrent presque toute la garnison, et tuèrent entre autres Horace Farnèse, qui, peu de semaines auparavant, avait épousé la fille du roi; le duc de Bouillon, commandant de la place, Villars, Prié, et quelques autres, furent néanmoins faits prisonniers (2).

Pendant ce temps le connétable de Montmorency rassemblait l'armée française sur la Somme; il ne voulut point hasarder de bataille jusqu'à ce qu'il eût été joint par les Suisses et les Grisons qu'il avait envoyé enrôler: il attira toutefois auprès de Dourlens les Impériaux dans une embuscade, et leur tua environ huit cents hommes (3). Beaucaire assure que sa lenteur à se mettre en campagne, qui fut cause de la perte de Téroenne et de Hesdin, et sa résolution de ne point livrer de bataille, provenaient de ce qu'il avait la conscience de son infériorité dans l'art militaire, et de ce qu'il ne voulait pas

(1) De Thou, L. XII, p. 155. — Rabutin, T. XXXVIII, L. V, p. 9-25. — *Steidani*, L. XXV, p. 445. — *Minana*, L. IV, c. 15, p. 269. — *Belcarius*, L. XXVI, p. 847.

(2) De Thou, L. XII, p. 158. — Rabutin, L. V, p. 29-33. — *Steidani*, L. XXV, p. 450. — *Minana*, L. IV, c. 15, p. 270. — *Belcarius*, L. XXVI, p. 848.

(3) De Thou, L. XII, p. 159. — Rabutin, L. V, p. 36-39.

donner à son maître, qui avait en lui une confiance implicite, l'occasion de le juger. Cependant l'armée qu'il avait enfin rassemblée et qui coûtait des sommes immenses, semblait en état de tout entreprendre. On y comptait quinze mille fantassins français, dix mille Allemands, dix mille Suisses ou Grisons, quinze cents Anglais ou Écossais, et quatre à cinq mille hommes de cavalerie. Elle s'approcha de Bapaume avec l'intention d'en faire le siège, mais on ne trouva point d'eau dans les puits, qu'une longue sécheresse avait épuisés. Le connétable, rebuté par cet obstacle, s'était à peine éloigné que des pluies abondantes détremperent le terrain du Cambrésis où il était entré. Il songeait à assiéger Cambrai ; mais l'empereur, qui s'était rapproché en litière de son armée, avait fait entrer dans cette ville une forte garnison. Il fallut renoncer aussi à cette attaque.

Une escarmouche assez forte entre les Français et les Impériaux s'engagea du côté de Valenciennes ; elle n'eut pas de suite parce que Charles-Quint avait intérêt à éviter la bataille, et que le connétable, temporisateur par caractère, n'osait pas la hasarder ; enfin, ce dernier tomba malade, et Henri II, qui se sentait incapable de rien faire sans son conseil, congédia, le 21 septembre, son armée (1).

Les révolutions survenues en Angleterre causaient à cette époque une vive inquiétude à Henri II. Le jeune Édouard VI, qui avait gagné les affections de la nation anglaise par son aimable caractère, par ses progrès dans toutes les études et les vertus qu'il promettait, mourut d'une phtisie pulmonaire, le 6 juillet 1553, avant d'avoir accompli sa seizième année (2). Il avait déjà régné dix ans et demi, mais personne ne pouvait le rendre responsable des sanglantes exécutions qui signalèrent cette période. Son enfance avait d'abord été

(1) De Thou, L. XII, p. 162. — Rabutin, L. V, p. 41-80. — *Belcarinus*, L. XXVI, p. 849. — *G. B. Adriani*, L. X, p. 633. — *Minana*, L. IV, c. 15, p. 271.

(2) De Thou, L. XII, p. 160; L. XIII, p. 198. — *Mackintosh*, T. II, p. 283. — *Hume*, T. VI, c. 33, p. 221. — *Rapin Thoyras*, T. VII, L. XVI, p. 79. — *Frà Paolo*, L. IV, p. 392.

confiée à ses deux oncles, le duc de Sommerset, qui portait le titre de protecteur ou régent, et son frère, sir Thomas Seymour, amiral d'Angleterre. Ces deux seigneurs, jaloux l'un de l'autre, aigris encore par leurs femmes, cherchèrent tour à tour à se supplanter; enfin le duc fit périr sir Thomas, son frère, sur l'échafaud, le 20 mars 1548 (1). Les ennemis du duc, dont plusieurs siégeaient parmi les lords du conseil, se rangèrent alors autour de Dudley, comte de Warwick, qui fut ensuite duc de Northumberland. Ils le secondèrent si bien, que Sommerset fut déposé le 13 octobre 1549, et enfermé à la Tour; toutefois il fut remis en liberté l'année suivante par une transaction entre les deux partis, et rappelé au conseil; mais le duc de Northumberland s'étant affermi par de nouvelles alliances, le fit arrêter une seconde fois le 17 octobre 1551, et lui fit trancher la tête le 22 janvier 1552 (2).

Le duc de Northumberland demeura dès lors chef du gouvernement, et de même que Sommerset, auquel il succédait, il se mit à la tête des protestants, et parut n'être occupé que des moyens d'assurer les progrès de la réforme dans tout le royaume; cependant il confessa, au moment de sa mort, que dans son cœur il était toujours demeuré catholique. Lorsque le déclin rapide de la santé d'Édouard VI fit prévoir sa mort prochaine, Northumberland prétendit être alarmé du danger que courait la réforme; car, d'après un statut de Henri VIII, l'héritière du trône devait être sa fille aînée, Marie, catholique ardente et fanatique, qui, se regardant comme persécutée en Angleterre, avait mis toute sa confiance dans son oncle Charles-Quint, par les conseils duquel elle se conduisait uniquement. Northumberland prétendit que le jeune roi avait le même droit qu'avait eu son père de régler l'ordre de la succession, et que c'était un devoir pour Édouard VI de sauver la religion du royaume et le sang des vrais chrétiens, en écartant du trône sa sœur Marie, dont il

(1) *Mackintosh*, p. 255. — *Hume*, c. 34, p. 179. — *Rapin Thoyras*, L. XVI, p. 56.

(2) *Mackintosh*, p. 263. — *Hume*, c. 35, p. 210. — *Rapin Thoyras*, L. XVI, p. 65.

connaissait le fanatisme. Les deux sœurs d'Édouard avaient été déclarées illégitimes par le parlement ; le mariage de leurs deux mères avait été cassé. Édouard ne pouvait les reconnaître pour légitimes sans admettre, contre sa propre mère, une imputation grave qui élèverait des doutes sur sa légitimité à lui-même. Il fut donc aisément amené à écarter ses deux sœurs. Après elles venaient les enfants des deux sœurs de son père. Marguerite l'aînée, femme de Jacques IV, roi d'Écosse, n'avait laissé qu'une petite fille ; Marie, reine d'Écosse, femme du dauphin de France, catholique, et que la religion ainsi que l'amour de l'indépendance britannique devaient exclure du trône d'Angleterre ; Marie la seconde, femme de Louis XII, et ensuite de Charles Brandon, duc de Suffolk, avait laissé deux petites filles, dont l'aînée, Jeanne Grey, était de l'âge d'Édouard VI ; elle était son amie et la compagne de son enfance ; elle était la plus belle, la plus sage, la plus vertueuse des jeunes filles de l'Angleterre : elle avait autant de zèle qu'Édouard pour la foi protestante, et comme lui et avec lui elle avait fait de fortes études de latin, de grec et de théologie. Le duc de Northumberland fit épouser lady Jeanne Grey à son fils, lord Guilford Dudley, en mai 1553, et c'est elle qu'il présenta à Édouard VI comme la personne qu'il devait appeler à la couronne. Édouard donna, le 11 juin, en sa faveur, une déclaration qui fut souscrite, le 14, par quinze des lords du conseil et par neuf des grands juges d'Angleterre ; elle devait l'être ensuite par le parlement convoqué à cet effet, et alors elle serait devenue la loi du pays ; mais Édouard VI mourut avant que le parlement fût assemblé (1).

Northumberland annonça seulement le 9 juillet, à sa belle-fille, la mort d'Édouard, et son élévation au trône ; elle s'évanouit à cette nouvelle, se défiant de son droit, et repoussant la couronne, qui fut cependant mise sur sa tête le même jour. En même temps, Marie, que le duc avait en

(1) *Mackintosh*, T. II, p. 280. — *Hume*, c. 55, p. 216. — *Rapin Thoyras*, L. XVI, p. 77. — *De Thou*, L. XIII, p. 190. — *Sleidani*, L. XXV, p. 431.

vain fait appeler, par son frère, à Londres, s'était entourée de ses partisans et de ceux de la religion catholique, à Norwich, où elle publia aussi, le 9 juillet, une proclamation pour soutenir son droit à la couronne, et promettre un pardon sans réserve à ceux qui abandonneraient sa rivale. La haine qu'inspirait Northumberland, la défiance du sort des armes, et le respect pour le droit héréditaire de Marie, glacèrent le zèle des protestants et des partisans de Jeanne. Noailles, ambassadeur de Henri II en Angleterre, n'eut pas le temps de se prononcer en sa faveur. Après un règne de dix jours, Jeanne, abandonnée par ceux mêmes qui l'avaient proclamée, s'empressa de déposer les symboles de la royauté; mais sa soumission ne la sauva point. Northumberland, le premier, eut la tête tranchée, le 22 août, avec deux de ses associés. Jeanne Grey fut ensuite condamnée à mort, le 3 novembre, avec son époux, qui était du même âge qu'elle. Tous deux furent exécutés, le 12 février 1554, quand Marie se sentit tout-à-fait affermie sur le trône (1). C'était la première souveraine qu'on voyait périr sur l'échafaud; une autre reine et plus d'un roi devaient éprouver le même sort; mais aucun ne mérita plus de pitié, de respect et d'amour que Jeanne Grey.

L'exécution de Jeanne avait été conseillée et sollicitée par Charles-Quint, qui avait toujours regardé sa nièce Marie comme une seconde fille, et qui avait, en effet, trouvé en elle une confiance et une obéissance filiales. Marie, alors âgée de trente-sept ans, sentait cependant le besoin d'être dirigée par un habile politique dans l'œuvre difficile à laquelle elle se croyait appelée, celle d'extirper l'hérésie de l'Angleterre. C'était le but vers lequel elle dirigeait sa vie; toutefois, elle avait commencé par déclarer, d'après les conseils de son oncle, qu'elle ne violenterait point les consciences de ses sujets. Charles avait un autre objet encore que celui de

(1) *Mackintosh*, p. 286, 303. — *De Thou*, L. XIII, p. 204, 215. — *Hume*, c. 36, p. 224, 243. — *Rapin Thoyras*, L. XVI, p. 96, 119. — *Steidant*, L. XXV, p. 457.

la religion ; il voulait s'assurer de l'Angleterre , et empêcher que Marie n'épousât ou le cardinal Pole , son parent , qu'il fit arrêter à Dillingen , comme ce prélat retournait en hâte dans sa patrie , ou le jeune Courtenay , comte de Devonshire , qui appartenait aussi à la famille royale . Le 20 septembre , il lui fit offrir son fils Philippe , veuf d'un premier mariage ; et Marie , loin de se laisser détourner de cette union par les remontrances du parlement , engagea solennellement , le 30 octobre , sa foi à son cousin , en présence de l'ambassadeur d'Espagne , dans la chapelle de son palais (1).

Henri II ne tarda pas à être averti que le royaume d'Angleterre allait passer au pouvoir de cette maison d'Autriche , déjà si redoutable pour lui . En même temps , il jugeait bien que la religion protestante allait y être persécutée avec acharnement . Les protestants d'Allemagne , d'Angleterre et de Suisse avaient toujours été ses alliés ; mais il les regardait seulement comme pouvant nuire à ses ennemis ; et , loin de prendre aucun intérêt à eux , il se croyait appelé par sa religion à les détruire ; aussi , dès qu'il vit qu'ils allaient être exposés à une persécution nouvelle , il sentit une sorte d'émulation qui le poussait à les frapper le premier . L'année 1553 est signalée en France , par les réformés , comme la nouvelle ère des martyrs . Le cardinal de Tournon , alors archevêque de Lyon , chargea son vicaire de donner l'exemple : cinq réformés furent brûlés dans cette ville , le 16 mai ; cinq autres dans le cours de l'année ; trois furent brûlés à Paris , cinq entre Rouen , Évreux , Dijon et Toulouse ; et chaque juge se plaisait à inventer pour les suppliciés des tourments plus atroces , ou un plus grand raffinement de cruauté ; tandis que c'était de l'échafaud que les martyrs prêchaient au peuple , quelquefois par des paroles pleines de zèle et de charité , quand leur langue était libre ; plus souvent par l'exemple d'un courage et d'une patience héroïque quand on leur avait arraché la langue ; en sorte que chaque

(1) *Mackintosh*, p. 292, 296, 299. — *Hume*, c. 36, p. 233. — *Rapin Thoyras*, L. XVI, p. 97. — *De Thou*, L. XIII, p. 211.

exécution était l'occasion de conversions nouvelles (1). Au reste, ce n'était pas le fanatisme seul qui avait rallumé les bûchers. Les deux gendres de Diane de Poitiers, le duc d'Aumale et le duc de Bouillon, étaient prisonniers des ennemis; on leur demandait une rançon ruineuse: Diane sollicita son amant de lui accorder, pour les racheter, les confiscations des hérétiques; et les flammes qui les dévoraient n'étaient pour elle qu'un moyen de battre monnaie à leur profit (2).

Les persécutions ordonnées par une cour corrompue et cruelle font horreur, mais n'étonnent pas; un sentiment plus profond de tristesse est excité par les persécutions qu'ordonnaient les réformateurs eux-mêmes, qui, ne se rendant pas compte de leur propre doctrine, recommandaient l'examen, et n'en reconnaissaient pas les conséquences. Ils s'acharnaient à détruire des erreurs dont quelques unes n'étaient que spéculatives, et ils avaient conservé la plus dangereuse, la plus fatale de celles de l'Eglise qu'ils abandonnaient; car ils se faisaient toujours un devoir de défendre et de venger Dieu; comme si c'était à nos faibles mains qu'il avait confié le soin de garantir sa toute-puissance. Tous les réformateurs, cependant, s'étaient dit: « Nous irons jusque-là; mais qui va » plus loin est un impie; il détruit les bases mêmes de la société. » Tous avaient prétendu que parmi les vérités religieuses il y en avait qu'on ne pouvait nier sans crime; tous avaient senti et cherché à entretenir chez leurs sectateurs l'horreur pour des doutes qui affectaient l'essence même de la Divinité. En Angleterre, sous le règne même d'Édouard VI, le plus tolérant des monarques de ce siècle, Jeanne Becher fut brûlée, le 2 mai 1550, et Von Panis, le 24 mai 1551, pour quelques erreurs sur la nature divine de Jésus-Christ (3). Une accusation semblable conduisit, le 27 octobre 1553, Michel Servet sur le bûcher, à Genève. Servet, né en 1509,

(1) Théod. de Bèze, Hist. ecclési., L. II, p. 88. 91. — De Thou, L. XII, p. 180. — Steidani, L. XXV, p. 480.

(2) Steidani, L. XXV, p. 454. — Frà Paolo, L. IV, p. 396.

(3) Mackintosh, p. 274. — Hume, c. 54, p. 186.

à Villanova d'Aragon, avait étudié le droit à l'université de Toulouse, et, plus tard, la médecine à Paris: dès 1531, il fit imprimer, à Haguenau, en Alsace, un traité latin *sur les Erreurs de la Trinité*; et dès lors il s'était toujours montré ardent pour la controverse sur ce dogme. Calvin et lui s'étaient attaqués avec l'amertume commune alors à tous les controversistes; cependant Servet, s'évadant de Lyon pour se dérober à la persécution qu'excitait le cardinal de Tournon, fut arrêté en Dauphiné, où l'on instruisit son procès. Échappé de prison, il fut brûlé en effigie à Vienne, le 17 juin 1553, et ensuite arrêté à Genève, comme il traversait cette ville pour se réfugier en Italie. Le crime de son supplice devint commun à toutes les Églises réformées de Suisse, car elles avaient été consultées sur sa condamnation, et elles l'approuvèrent. Mais ceux mêmes qu'un fanatisme cruel enivrait alors, eurent bientôt horreur du supplice qu'ils avaient infligé; et le bûcher du malheureux Servet est un forfait presque isolé dans l'histoire des calvinistes (1).

Tandis que la guerre qui se faisait sur toutes les frontières, multipliait outre mesure les dépenses de l'État, le roi ni ses favoris ne voulaient abandonner aucune de leurs habitudes de luxe et de profusion; aussi les finances tombaient chaque jour davantage dans un état de désordre et de ruine; et les expédients auxquels Henri avait recours, d'après les conseils de son garde des sceaux Bertrandi, pour faire rentrer de l'argent dans ses coffres, étaient tels qu'ils désorganisaient toute l'administration du royaume; ils détruisaient toute sécurité pour la propriété, surtout mobilière; ils dissipaient les capitaux réservés pour alimenter l'industrie, et ils inspi-raient enfin aux riches le désir de s'échapper d'un pays où la fortune ne trouvait dans les lois aucune garantie. D'une part, le roi grossissait sans cesse le nombre des offices de judica-ture, d'administration ou de finances, et il les mettait tous

(1) Spon, Hist. de Genève, L. III, p. 60. — De Thou, L. XII, p. 181. — Sleidani, L. XXV, p. 485. — Frà Paolo, L. IV, p. 396. — Biogr. universelle, T. XLII, p. 117.

également à l'enclère ; il nuisait ainsi à leur considération , il diminuait les bénéfices sur lesquels avaient dû compter ceux qui achetaient de lui les premiers emplois ; il multipliait enfin tellement les rouages que la machine s'en trouvait arrêtée. Ce fut ainsi qu'en avril 1554 il rendit le parlement de Paris, et celui qu'il venait de créer en Bretagne, semestriers, c'est-à-dire qu'une moitié des juges devait exercer durant les six premiers mois de l'année, et l'autre durant les six derniers mois , après quoi ils étaient condamnés alternativement au repos (1). D'autre part , le roi voulait emprunter tout l'argent qui dans le royaume se trouverait disponible , et dans ce but , il publia , le 19 janvier 1553 , un édit par lequel il interdisait aux notaires de passer aucun contrat de prêt entre particuliers , avant que ceux qui avaient de l'argent à placer lui eussent prêté à lui-même , jusqu'à la concurrence de 490,000 livres de rente. Comme il avait néanmoins fort peu de crédit , et que les prêteurs ne se pressaient point de venir à lui , il jugea plus expédient encore de s'adresser aux emprunteurs ; le 3 mai 1553 il créa , dans chaque bailliage , un greffier des insinuations , obligé d'insérer dans son registre tout contrat affectant la propriété ou portant hypothèque. C'était le premier germe de l'institution très utile d'un conservateur des hypothèques. Mais le but du garde des sceaux était moins de procurer à de nouveaux prêteurs la connaissance des charges antérieures reposant sur les fonds , que de se procurer à lui-même un tableau de tout l'argent prêté dans le royaume. Aussi le roi rendit-il peu après un édit par lequel il déclarait rachetables au denier vingt toutes les rentes perpétuelles et tous les droits seigneuriaux ; seulement il se mettait au lieu et à la place du prêteur : c'était au roi ou entre les mains de ses receveurs généraux que le capital devait être rendu ; et le roi se chargeait à l'avenir d'en servir les intérêts. Enfin un emprunt forcé sur les bonnes villes ,

(1) Isambert, T. XIII, p. 375. — De Thou, L. XIII, p. 246. — *Belcarius*, L. XXVI, p. 835. — Don Taillandier, Hist. de Bretagne, L. XVII, p. 263. — Actes de Bretagne, T. III, p. 1105.

et la vente au denier dix des domaines de la couronne en Piémont, complétaient ces mesures financières (1).

(1554.) Par ces moyens violents, et si ruineux pour ses sujets, Henri II remplit de nouveau son trésor; il put passer, suivant sa coutume, l'hiver dans les fêtes, et continuer ses prodigalités. Au commencement de l'été de 1554, il lui fut aussi possible de rentrer en campagne, soit en Belgique, soit en Italie, avec des forces assez imposantes. Il n'en était pas de même de son rival Charles-Quint. Cet empereur avait sans aucun doute des talents fort supérieurs à ceux, soit de François I^{er}, soit de Henri II. C'était lui-même qui avait conçu dans son esprit le vaste projet d'une monarchie universelle; c'était lui qui dirigeait vers un but commun les forces de tous ses États répandus sur la surface de l'Europe et de l'Amérique. Il était vraiment le maître, et ses ministres ne faisaient qu'exécuter ses ordres; tandis qu'en France, s'il y avait dans le gouvernement une pensée dirigeante, ce n'était du moins pas chez le roi qu'il fallait la chercher. Charles-Quint entrait dans tous les détails de ses propres affaires; il ne sacrifiait ses trésors ni à des goûts de luxe et de plaisir, ni à de vaines idées de magnificence. Mais plus il avait étendu sa domination, plus il s'était suscité d'ennemis, plus il avait augmenté ses embarras. Partout à la fois il avait la guerre, partout ses généraux lui demandaient de l'argent, et partout, au lieu de leur en fournir, il les laissait vivre aux dépens des peuples. Nul souverain ne poussa plus loin que Charles l'indifférence aux souffrances publiques, le sacrifice de toute prospérité nationale, et présente et future, à ses projets de domination. Aucun, avec autant de talent pour se donner des lieutenants habiles, ne les choisit si constamment avides et impitoyables; aucun ne ruina plus rapidement et plus complètement tous les pays qui lui furent soumis; en sorte que des royaumes qui, autrefois indépendants, avaient placé leurs chefs parmi les plus riches et les plus puissants princes de l'Europe, la

(1) Isambert, T. XIII, p. 301, 312, 323, 333, 339, 389. — Garnier, T. XIII, p. 338. — Ribier, p. 319.

Castillo, l'Aragon, les Deux-Siciles, la Lombardie, la Hongrie, la Bohême, l'Autriche, les Pays-Bas, une fois réunis en sa main, ne suffisaient plus, ni à payer leur administration et leur défense, ni à subvenir à la moindre des dépenses de leur souverain. Dans ce même temps, Charles V était retenu par la goutte comme captif dans les Pays-Bas; ses souffrances étaient extrêmes : après de longs accès qui le forçaient à garder le lit, il ne reconvenait plus assez de forces pour se faire transporter autrement qu'en litière, ses médecins lui interdisaient toute contention d'esprit. « Le roi a nouvelles » certaines » (mandait Henri II au sieur d'Aramon, son ambassadeur à Constantinople) « que l'empereur est en telle » nécessité de sa santé qu'il a perdu une des mains, deux » doigts de l'autre, et une des jambes rétrécie, sans espoir » de convalescence; qu'il est tellement affligé de l'esprit, » qu'on ne lui communique plus rien, on bien peu; et ne » s'amuse plus qu'à monter ou démonter des horloges, dont » sa chambre est toute pleine, y employant tout le jour et la » nuit, où il n'a aucun repos, de sorte qu'il est en apparent » danger de perdre bientôt l'entendement; ce que les reines ses sœurs et ses principaux serviteurs connoissent » bien(1). »

Lorsque Charles-Quint pouvait vaquer à ses affaires, celle qui l'occupait le plus était de terminer le mariage de son fils avec Marie d'Angleterre, et d'amener les Anglais à reconnaître ce monarque étranger. Les premiers actes de Marie avaient rétabli le culte public sur le même pied où il avait été réglé dans la dernière année de Henri VIII. Elle était entrée secrètement en correspondance avec Rome; mais elle n'avait pas encore réuni son royaume à l'Église quand son parlement prit l'alarme sur les premières rumeurs du mariage espagnol (2). Philippe, destiné à être le monarque le plus puissant de l'Europe, était déjà renommé pour sa sévérité, sa bigoterie, son zèle persécuteur et ses habitudes de despo-

(1) 20 janvier 1554. — Ribier, p. 483.

(2) Mackintosh, p. 295.

tisme. L'état où se trouvaient réduits tant d'opulents royaumes successivement soumis par Charles-Quint, et tous privés également de leur liberté, tous voyant déchoir avec la même rapidité leur population et leurs richesses, enseignait aux Anglais ce qu'ils avaient à craindre du prince espagnol. Jamais, en effet, les droits de l'Angleterre et son indépendance ne furent exposés à un plus imminent danger. Charles V emprunta 1,200,000 écus aux villes impériales d'Allemagne, pour corrompre par des présents les ministres de Marie et les membres du parlement. Le comte d'Egmont, chef d'une ambassade qui étala la plus grande magnificence, vint demander la main de la reine, à laquelle il fut présenté le 2 janvier 1554; elle était laide, et de onze ans et demi plus âgée que son futur époux. Cependant Egmont avait ordre de se montrer empressé et facile sur toutes les conditions. Tandis que la reine devait exercer seule le gouvernement de son royaume, qui conserverait ses lois, et qui n'admettrait aux emplois que des sujets anglais; les Pays-Bas devaient être irrévocablement unis à la couronne d'Angleterre, en faveur des enfants qui proviendraient de ce mariage. Don Carlos, fils aîné de Philippe, hériterait seulement de l'Espagne et de l'Italie (1). Les Anglais savaient cependant combien de pareilles conventions seraient aisément éludées, et combien la reine elle-même était désireuse d'abandonner toute son autorité à son mari. Aussi une vaste conspiration se forma-t-elle pour empêcher le mariage; Navailles, ambassadeur de Henri II, promit l'aide de son maître, et crut aussi s'être assuré qu'Élisabeth prêterait son appui aux conjurés. Mais la découverte de leurs projets les força de prendre les armes avant le temps; sir Thomas Wyatt, qui s'était mis, le 25 janvier, à la tête de l'insurrection dans le comté de Kent, fut battu et fait prisonnier aussi bien que le duc de Suffolk; tous deux périrent sur l'échafaud: Élisabeth, que sa sœur avait voulu faire périr, fut enfermée à la Tour, et ensuite à Woodstock; et Philippe, débarquant à Southampton, le

(1) Rymer, T. XV, p. 377.

19 juillet, avec la suite la plus brillante de seigneurs espagnols et flamands, et quatre mille soldats, fut marié à la reine le 25 du même mois. L'Angleterre fut solennellement réconciliée à l'Église catholique le 29 novembre, et en même temps un acte du parlement remit en vigueur tous les anciens statuts qui condamnaient au feu les hérétiques. On ne tarda pas à en faire de fréquentes et d'effroyables applications (1).

L'empereur n'avait point voulu permettre au cardinal Pole, que le pape avait nommé son légat en Angleterre, de se rendre dans ce royaume jusqu'à ce que le mariage de Philippe eût été célébré. Il craignait l'affection de sa cousine pour le cardinal, et peut-être ses sentiments anglais d'indépendance. Pole, retenu d'abord à Dillingen, puis à Bruxelles, profita de ce retard forcé pour entamer des négociations de paix entre Charles V et Henri II. Il se rendit à la cour de France vers la fin du carême; il y fut reçu avec distinction par Henri, qui lui témoigna son regret de ne l'avoir pas porté sur la chaire de saint Pierre; il eut ensuite plusieurs conférences avec le connétable et le cardinal de Lorraine; mais le ministre français savait à peine ce qu'il voulait, ce qu'il pouvait attendre de la guerre; ses réponses aux ouvertures qui lui furent faites n'étaient que des récriminations injurieuses, qui n'offraient aucune base sur laquelle on pût traiter (2), et Pole fut obligé de se retirer sans avoir fait aucun progrès dans ses négociations. « Cependant il n'avait » vu, dit de Thou, que misère et désolation sur l'une et » l'autre frontière; la terre y fumoit encore des funestes » embrasements que la guerre avoit allumés; les habitants » avoient pris la fuite; on ne trouvoit partout que d'affreuses » solitudes, on ne voyoit plus que des vieillards, des femmes » et des enfants, que leur foiblesse avoit empêchés d'abandonner leurs maisons, d'où ils sortirent tous à l'arrivée de

(1) *Mackintosh*, p. 300-316. — *Robertson's*, B. XI, p. 142. — *Hume*, c. 36, p. 249. — *Rapin Thoyras*, L. XVI, p. 111-126. — *Steidant*, L. XXV, p. 456. — *Ribier*, p. 480, 498.

(2) *Ribier*, p. 477.

» Pole, qu'on leur avoit annoncé comme un messager de
 » paix, pour parsemer de fleurs le chemin par où il pas-
 » soit (1). »

Dès que les négociations furent rompues, Henri II ordonna que son armée se rassemblât à Cressy en Laonnais pour le 18 juin. Elle était composée de vingt-cinq compagnies françaises et d'autant de compagnies suisses, de deux régiments allemands, et de trois mille cinq cents hommes de cavalerie; celle-ci seule était toute française; quant à l'infanterie, Henri, de même que son père, n'avait de confiance que dans celle qu'il soldait à l'étranger. Le connétable et le maréchal de Saint-André commandaient cette armée; mais d'autres corps moins considérables se réunissaient le long de la frontière, sous les ordres du prince de la Roche-sur-Yon, de Rockendolf, du prince de Condé, du duc de Nevers et d'Antoine de Bourbon, duc de Vendôme; afin que l'ennemi ne pût prévoir de quel côté il serait attaqué (2). Bientôt Vendôme s'étant réuni à Saint-André, ils marchèrent sur Mariembourg, qu'ils firent capituler le 28 juin, tandis que le duc de Nevers pénétrait dans le pays de Liège, et la Roche-sur-Yon dans l'Artois. Le 30, le roi arriva à l'armée avec le duc de Guise et tous les seigneurs de la cour. On prit alors Bovines, où l'on fit un très grand carnage. « Une partie des habitants, dit de Thou, se » noya dans le fleuve, et ceux qui le passèrent à la nage ayant » été pris par le duc de Nevers, furent pendus, suivant les » lois de la guerre, pour avoir voulu témérairement essayer » le feu du canon (3). » Dinant, après quelques jours de siège, capitula; mais les Allemands au service de France ne tinrent aucun compte de la capitulation, ils pillèrent et massacrèrent les habitants, et pendant tout un jour on les laissa faire (4). Le duc de Nevers passa ensuite la Meuse, pour se

(1) De Thou, L. XIII, p. 220. — Rabutin, L. VI, p. 85.

(2) De Thou, L. XIII, p. 230. — *Steidani*, L. XXV, p. 462. — Rabutin, L. VI, p. 87. — *Belcarius*, L. XXVI, p. 836.

(3) De Thou, L. XIII, p. 233. — Rabutin, L. VI, p. 103, 106, 108.

(4) De Thou, L. XIII, p. 234. — Rabutin, L. VI, p. 113. — *Belcarius*, L. XXVI, p. 838.

réunir à l'armée, qui, le 13 juillet, marcha en avant, comme si elle voulait attaquer ou Bruxelles, ou Namur.

Charles V, épuisé par les dépenses faites pour son fils, n'avait point une armée suffisante pour défendre les Pays-Bas, et il pouvait craindre d'être lui-même enlevé dans leur capitale. Il avait alors auprès de lui deux officiers italiens, qui s'étaient fait également remarquer par leur férocité et par leurs talents, savoir : Fernand de Gonzaga, le tyran du Milanez, et J.-B. Castaldo, celui de la Hongrie. Le second conseillait à Charles de céder à l'orage, et de se retirer à Anvers; le premier, au contraire, l'encourageait à faire bonne contenance avec les huit mille hommes qu'il pouvait avoir sous ses ordres, l'assurant que par des marches habiles, il réussirait à couvrir toutes ses places sans livrer de bataille. Quoique Charles-Quint ne pût être transporté qu'en litière, il suivit ce dernier conseil. L'armée française avait cependant tourné à gauche; elle passa la Sambre, et entra en Hainaut : « Ainsi, » dit Rabutin, demeura abusé le pauvre populaire, se confiant que leur armée ne nous permettroit traverser la Sambre sans être combattus; et fut une grande partie surpris dans les maisons, avec gros nombre de bétail et divers meubles, non sans grande pitié, étant tout ce plat pays mis en feu et proye.... Le lendemain, 20 de ce mois, l'armée française commença à faire son entrée dans le pays de Hainaut si furieusement, qu'étant ruinée et mise à perdition toute la contrée, brûloit et détruisoit tous les bourgs, châteaux et villages, et sans qu'il y en eût un seul qui osât faire résistance. » Étant arrivée à Binche, où la reine de Hongrie avait un superbe palais, enrichi d'anciennes statues et d'excellents tableaux, et orné de sculptures et de tapisseries, la ville se rendit à discrétion le 21 juillet; Henri la livra au pillage et la réduisit en cendres, après avoir fait enlever du palais ce qui lui parut le plus à sa convenance. Cette atroce manière de faire la guerre était surtout pratiquée par les armées que le roi conduisait en personne; il considérait toute résistance, même de la part de ses ennemis, comme un outrage à la majesté royale, et il attachait une sorte de gloire « à laisser toujours après lui, pour

» ses brisées, feux, flammes, fumées, et toute calamité (1). »

Charles-Quint avait mis Philibert-Emmanuel, duc de Savoie, à la tête de ses troupes; elles suivaient les Français à une journée de distance, pour enlever du moins les traîneurs. Henri, en longeant la frontière, se dirigeait toujours à l'ouest; des pluies opiniâtres avaient fait déborder un ruisseau qu'il devait traverser proche du Quesnoy; le duc de Savoie tomba sur ceux qui devaient le passer les derniers, et en tua un grand nombre. Le roi continuait cependant sa marche par le Cambrésis, l'Artois, et le comté de Saint-Pol, détruisant tout ce qu'il trouvait sur son passage, jusqu'à Renty, place devant laquelle il mit le siège. L'empereur, qui avait rejoint son armée, fit quelques efforts pour délivrer Renty, et engagea, le 13 août, une escarmouche qui devint générale, dans les marais au milieu desquels cette place est située. Les Impériaux eurent du désavantage; toutefois ils maintinrent leur position, et le roi, dont l'armée commençait à souffrir de maladies et de manque de vivres, leva le siège le 15 août, rentra dans son royaume, et congédia ses soldats. Charles, de son côté, dont les douleurs s'étaient fort aggravées, retourna à Bruxelles; mais le duc de Savoie s'avança du côté de Montreuil, jusqu'à la rivière d'Authie, et il traita ce pays avec une barbarie pareille à celle que les Français avaient exercée dans les Pays-Bas (2).

Plus les efforts du roi avaient été énergiques du côté des Pays-Bas, moins ils pouvaient l'être en Italie. Il avait accepté la protection de la république de Sicille, et promis de la secourir vigoureusement pour recouvrer son indépendance. Les Siennois avaient déployé ce patriotisme qu'on ne trouve que dans les républiques aux abois, patriotisme qui fait taire tous les sentiments personnels, et qui sacrifie la famille comme la fortune à une affection plus chère encore; qui ramène les hommes de toute condition comme de tout âge à l'exercice des

(1) Fr. de Rabutin, L. VI, T. XXXVIII, p. 126-128. — De Thou, L. XIII, p. 256. — *Belcaris*, L. XXVI, p. 839.

(2) De Thou, L. XIII, p. 243, 245. — Rabutin, L. VI, p. 165, 168. — *Belcaris*, L. XXVI, p. 860. — *Minana*, L. IV, c. 16, p. 275.

armes, et les prépare tous également aux dernières privations. Les Siennois affrontaient avec joie la puissance accablante qu'on leur opposait, se confiant dans la loyauté du roi de France, qui était en état de les secourir. Ils n'avaient pas encore appris que les Français ne les regardaient que comme faisant une diversion utile, qu'ils les encourageaient à prolonger leur défense, à se résigner aux dernières douleurs pour gagner des mois ou des semaines; mais que dès le commencement ils les destinaient à périr, et que jamais on ne songeait à chercher dans les conseils de Henri II les moyens d'amener leur lutte à une heureuse issue.

Dès le mois de novembre 1552, le cardinal de Ferrare, Hippolyte d'Este, était arrivé à Sienne comme lieutenant du roi de France, tandis que Paul de Termes y commandait les gens de guerre. Italien lui-même, le cardinal de Ferrare entendait mieux que les Français les usages, les mœurs et les opinions d'une ville italienne; mais d'autre part, il y avait apporté le luxe, la mollesse, la dissipation et les petites intrigues d'un homme d'église, et il ne tarda pas à se brouiller avec M. de Termes (1).

Lorsque celui-ci passa en Corse, Henri II envoya, pour le remplacer dans l'État de Sienne, Pierre Strozzi, qu'il avait nommé maréchal de France. Strozzi, émigré florentin, dont le père, Philippe, avait péri dans les prisons de Côme de Médicis en invoquant un vengeur (2), n'avait d'autre pensée, d'autre désir dans la vie, que d'être ce vengeur. Il consacrait à ce seul objet son immense fortune, ses talents militaires, ses liaisons avec tous les hommes marquants de l'Italie. Aucun homme ne pouvait conduire la guerre en Toscane avec plus de zèle et de talent. Il combattait pour sa propre cause; et les sentiments de chacun de ses compatriotes lui étaient connus, mais aussi nul ne pouvait exciter à un égal degré la défiance de Côme de Médicis, avec lequel il importait à la république de

(1) *Natarolli, Storia di Siena*, P. III, L. IX, f. 153; L. X, f. 159, 160.

(2) La veille de sa mort il écrivit sur les murs de sa prison : *Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor*.

Sienna et à la France de demeurer en paix (1). Celui-ci, ne doutant plus que Strozzi n'eût formé le projet d'exciter une révolution à Florence, résolut d'être le premier à rompre le traité qui le liait. Il engagea l'empereur à mettre à son service Jean-Jacques Médicis, marquis de Marignan, aventurier milanais d'une famille obscure, mais qu'il feignit de reconnaître pour son parent; et dans la nuit du 27 janvier 1554, Marignan, avec des troupes florentines, surprit un fort situé en avant de la porte Camullia de Sienna. Les bourgeois cependant coururent aux armes, garnirent leurs murailles, et repoussèrent l'attaque de Côme, tandis que Strozzi, après avoir prolongé de deux ans la trêve avec le pape, revint de Rome pour se mettre à leur tête (2).

Le duc de Florence, qui, bien que riche lui-même, accablait sans mesure d'impositions ses riches sujets, rassembla une armée dans laquelle il compta jusqu'à vingt-quatre mille fantassins et mille cavaliers; une moitié des premiers étaient des Allemands et des Espagnols, qui lui avaient été envoyés de Lombardie ou de Naples par l'empereur. Pierre Strozzi, de son côté, leva des troupes italiennes dans l'État romain et à la Mirandole; il reçut aussi des renforts et de France et de l'île de Corse, où les places conquises l'année précédente par les Français étaient successivement évacuées; mais son armée demeura toujours fort inférieure en forces à celle de Marignan; aussi, malgré son activité et sa valeur, il se vit eulver les uns après les autres les châteaux et les villages fortifiés de l'État de Sienna. Côme de Médicis avait donné l'ordre de dompter cette république par la violence et la terreur. Son général faisait le plus souvent pendre tous les habitants de chacun des lieux forts qu'il soumettait l'un après l'autre; mais ces atrocités ne diminuèrent point le zèle des paysans siennois, qui, dans chaque château, renouvelaient la même résistance, prêts à mourir pour leur patrie. Marignan, le bourreau de l'État de Sienna, est comptable envers la postérité de

(1) De Thou, L. XIV, p. 252. — Ribier, p. 474. — *Malacolti*, L. X, f. 161.

(2) De Thou, L. XIV, p. 253. — Répub. italiennes, c. 122.

l'état de désolation où demeure encore aujourd'hui cette belle partie de l'Italie. Après qu'il en eut détruit la population, l'air s'y est corrompu; et les colons qu'on a cherché dès lors à y introduire y ont péri les uns après les autres. C'est ainsi que furent massacrés tous les habitants d'Aiuola, Turrita, Asinalunga, la Tolfa, Scopeto, la Chiocciola, et bien d'autres bourgs, alors florissants, qui, pour la plupart, sont aujourd'hui déserts (1).

Cependant Pierre Strozzi engagea son frère Léon, prieur de Capoue, à quitter Malte pour rentrer au service de France et prendre part à la guerre qu'il faisait au meurtrier de son père. Henri II ayant levé quelques troupes dans les Grisons, leur donna l'ordre de se rendre par le Modénois en Toscane; il avait aussi fait choix de Montluc pour commander dans la place de Sienne, tandis que Strozzi tiendrait la campagne. Montluc, que le connétable avait déclaré n'être pas bon pour cette charge, « parce qu'il étoit trop bizarre, fâcheux et co- » lère (2), » étoit alors malade à Agen, et les médecins l'assuraient qu'il n'étoit pas en état de faire le voyage; cependant il partit aussitôt pour joindre en Corse le baron de la Garde, qui vint ensuite le débarquer à Scarlino. Mais pendant son voyage tout avait mal tourné en Toscane. Le prieur Strozzi, qui l'attendait devant Scarlino avec deux galères, fut tué par un paysan caché dans des roseaux, deux jours avant l'arrivée de la flotte française. Son frère, parti de Sienne le 11 juin, pour aller au-devant des Grisons, ayant traversé toute la Toscane pour aller les joindre dans l'État de Lucques, les avait ramenés à Sienne en sûreté. Il avait ensuite tenté de transporter la guerre dans le Val de Chiana; mais il essuya un échec à Marciano, et ensuite, le 2 août, une déroute complète à Lucignano : il y perdit plus de quatre mille hommes, et y fut lui-même grièvement blessé (3).

(1) *G. B. Adriani*, L. X, p. 693. — *Scip. Ammirato*, L. XXXIV, p. 307 et 316. — *B. Segni*, L. XIV, p. 363. — *Lett. de' Principi*, T. III, f. 149.

(2) Montluc, T. XXIII, L. III, p. 110.

(3) De Thou, L. XIV, p. 276, 283. — Montluc, L. III, p. 118, 136. —

Tandis que Strozzi se faisait panser de ses blessures, on vint lui annoncer que Montluc était mort à Sienne de la maladie dont il était atteint avant de quitter Agen. Il rentra donc dans cette ville, tout faible qu'il était et malgré le danger qu'il courait de tomber aux mains de Côme de Médicis. Il y apprit qu'il avait été mal informé, et que Montluc commençait à se rétablir; il en ressortit aussitôt pour chercher à rassembler des vivres dans la Maremme et les faire entrer dans Sienne, que Marignan avait entrepris de bloquer. La guerre se trouvait alors réduite à de très petits faits d'armes; mais elle était plus que jamais signalée par les atroces cruautés de Marignan, qui, dans le cours de cette guerre, fit périr cinquante mille habitants de l'État de Sienne (1). Dans la même année, en Corse, de Termes, qui avait perdu, au mois de juin, le château de Corte, le recouvra au mois d'octobre. En Piémont, Brissac continuait le siège de Valfenières, qu'il chercha en vain à réduire par la famine. Les plaintes des Lombards avaient enfin engagé Charles-Quint à ôter le gouvernement du Milanais à Fernand de Gonzaga, et à le remplacer, vers la fin de mars, par Suarez de Figueroa. Ce nouveau commandant se laissa, dans le mois de décembre, enlever par M. de Brissac, Ivrée, puis Bielle et Santia (2).

Strozzi avait cependant dépêché à Brissac un envoyé de la république de Sienne et un émigré florentin, son ami, pour demander avec instance que le maréchal s'avancât lui-même s'il voulait délivrer cette malheureuse ville. On estimait qu'avec une armée de seize mille hommes, moitié Français, moitié Suisses et Italiens, il n'éprouverait point d'obstacle en suivant la route de Fornovo et de Pontremoli; et que Marignan, dont l'armée était épuisée par une longue guerre, se retirerait à son approche. Villars fut envoyé par Brissac à la

G. B. Adriani, L. XI, p. 783. — *Lett. de' Principi*, T. III, f. 134. — *Orl. Malacotti*, L. X, f. 163.

(1) Montluc, L. III, p. 170. — *B. Segni*, L. XIV, p. 377.

(2) De Thou, L. XV, p. 298, 302. — Villars, T. XXXIV, L. V, p. 270.

cour pour obtenir son autorisation, et en même temps un renfort de sept à huit mille hommes. Mais le connétable ne voulut point laisser à un général dont il était jaloux la chance d'acquérir tant de gloire. Il suffisait, suivant lui, que les Siennois prolongeassent la guerre encore quelques mois en Toscane pour épuiser toujours plus l'empereur ; il leur donna les plus belles assurances qu'il leur ferait passer incessamment des secours, et de Corse et de l'État pontifical ; mais il défendit à Brissac de quitter le Piémont, que son absence pourrait compromettre (1).

(1355.) Le blocus de Sienne cependant continua pendant l'hiver : vers la fin de janvier 1355, les Siennois furent avertis que le duc avait fait partir de Florence vingt-six ou vingt-huit canons pour battre leurs murailles en brèche. « Nos » Allemands, dit Montluc, commençoient fort à pâtir du » vin et le pain bien petit, car de chair il ne s'en parloit » plus, sinon de quelque cheval ou quelque âne qu'on mettoit » en vente à la boucherie, et d'argent il ne s'en parloit plus » du tout. » Montluc craignait, d'une part, que ses Allemands ne le trahissent et ne livrassent la ville à l'empereur ; d'autre part, que les Siennois, pour éviter ce danger, ou les horreurs de la famine et ceux d'une ville prise d'assaut, ne consentissent à capituler. « Or là, dit-il, il ne me falloit pas faire le » mauvais, car ils étoient plus forts que moi ; il falloit tous » jours gagner ces gens-là avec remontrances et persuasions » douces et honnêtes, sans parler de se courroucer.... tant y » a que Dieu me fit la grâce, qui suis Gascon, prompt, com » lère, fâcheux et mauvais patient, de me comporter si bien » parmi cette nation soupçonneuse et défiante, qu'il n'y eut » citadin qui se pût craindre de moi. »

Montluc supposait que ce qui porterait le plus les Siennois à capituler, étoit l'état de faiblesse extrême où ils le voyaient. « Or, j'étois encore, dit-il, si très exténué de ma maladie, » et le froid étant grand et âpre, j'étois contraint d'aller si » enveloppé le corps et la tête de fourrures, que quand l'on

(1) Villars, L. V, p. 269-276 ; et notes, p. 474.

» me voyoit aller par la ville , nul ne pouvoit avoir espérance
» de ma santé , ayant opinion que j'étois gâté dans le corps ,
» et que je me mourois à vue d'œil. Que ferons-nous , di-
» soient les dames et les peureux , car en une ville il y en a
» d'uns et d'autres ; que ferons-nous si notre gouverneur
» meurt ? nous sommes perdus : toute notre fiance après Dieu
» est en lui ; il n'est possible qu'il en échappe.... Ayant donc
» accoutumé auparavant d'être ainsi embéguiné , et voyant
» le regret que le peuple avoit de me voir ainsi malade , je
» me fis bailler des chausses de velours cramoisi , que j'avois
» apportées d'Alba , couvertes de passements d'or , et fort dé-
» coupées et bien faites ; car au temps que je les avois fait
» faire j'étois amoureux. Nous étions lors de loisir en notre
» garnison , et n'ayant rien à faire il le faut donner aux da-
» mes. Je pris le pourpoint tout de même ; une chemise
» ouvree de soie cramoisie et de filet d'or bien riche (en ce
» temps-là on portoit les collets de chemise un peu avalés) ;
» puis pris un collet de buffle , et me fis mettre le hausse-
» col de mes armes , qui étoient bien dorées. En ce temps-là
» je portois gris et blanc , pour l'amour d'une dame de qui
» j'étois serviteur lorsque j'avois le loisir. Et avois encore un
» chapeau de soie grise fait à l'allemande , avec un grand
» cordon d'argent , et des plumes d'aigrettes bien argentées.
» Les chapeaux en ce temps-là ne couvroient pas , grands
» comme ils font à cette heure. Puis me vêtis un casaquin de ve-
» lours gris , garni de petites tresses d'argent à deux petits doigts
» l'une de l'autre , et doublé de toile d'argent , tout découpé
» entre les tresses , lequel je portois en Piémont sur les ar-
» mes. Or , avois-je encore deux petits flacons de vin grec ,
» de ceux que M. le cardinal d'Armagnac m'avoit envoyés ;
» je m'en frottaï un peu les mains , puis m'en lavai fort
» le visage , jusques à ce qu'il eût pris un peu de couleur
» rouge , et en bus , avec un petit morceau de pain , trois
» doigts , puis me regardai au miroir. Je vous jure que je
» ne me connoissois pas moi-même , et me sembloit que
» j'étois encore en Piémont , amoureux comme j'avois été ;
» je ne me pus contenir de rire , me semblant que tout

« à coup Dieu m'avoit donné tout un autre visage (1) ».

La scène à laquelle Montluc se préparait, comme pour une comédie, eut un plein succès; il se rendit au conseil, et encouragea les Siennois à une défense obstinée; il jura, et fit jurer à tous ses officiers, de mourir pour la défense de leur liberté; il renouvela l'assurance des prochains secours du roi, et ranimant leur enthousiasme, il parvint à les faire consentir graduellement à la diminution de leurs rations de nourriture, en même temps que tous travaillaient en personne aux fortifications; puis au renvoi de quatre mille quatre cents malheureux, femmes, malades, vieillards, qu'on déclara bouches inutiles, et qu'on mit hors de la ville; mais pendant huit jours Marignan leur refusa le passage, et ils moururent presque tous au pied des murs. Enfin la population de Sienne, de trente mille âmes, s'était réduite à dix mille, et il ne restait plus de vivres d'aucune espèce, lorsque Montluc consentit à laisser traiter la seigneurie. La ville fut livrée aux troupes de Côme de Médicis le 21 avril 1553. Les plus ardents défenseurs de la liberté se retirèrent à Montalcino, où ils conservèrent, quatre ans encore, une ombre de la république de Sienne, tandis que les Français continuèrent à occuper les ports de la Maremme siennoise (2).

Sur la frontière de Flandre, l'hiver avait été marqué par quelques petits faits d'armes entre Jacques de Savoie, duc de Nemours, général de Henri II, et le chef de sa maison, Philibert-Emmanuel, duc de Savoie (3). En Lorraine, le gouvernement de Metz avait été donné à Vieilleville. Celui-ci, qui, au commencement de la guerre, avait tant recommandé de ne pas effaroucher les Allemands, ne continua pas long-temps à respecter les libertés de cette ville impériale : tous les ordres de citoyens regrettaient les franchises dont ils jouissaient sous la protection de l'empire, et le père Léonard, gardien

(1) Blaise de Montluc, T. XXIII, L. III, p. 193-199.

(2) Montluc, L. III, p. 242-285. — De Thou, L. XV, p. 307-313. — G. B. Adriani, L. XII, p. 864. — Matarotti, L. X, f. 166. — B. Segni, L. XIV, p. 380.

(3) De Thou, L. XV, p. 320.

du couvent des Cordeliers, s'engagea dans une conspiration pour chasser les Français de la ville : ayant introduit des armes dans son couvent, dont les hautes murailles étaient susceptibles de défense, il y avait caché des soldats qui devaient s'unir à ses moines ; il était convenu avec le gouverneur de Thionville, pour l'empereur, que celui-ci ferait avancer un corps de troupes auxquelles les portes seraient livrées, tandis que pour augmenter le trouble des Français, les moines mettraient le feu à la ville, dans plusieurs quartiers à la fois. Vieilleville, averti qu'on avait vu un cordelier en conférence, à plusieurs reprises, avec le gouverneur de Thionville, visita tout à coup leur couvent, qu'il avait fait entourer de troupes ; il y découvrit les soldats cachés, il surprit à la porte de la ville le gardien, qui revenait de Thionville, et le força par la terreur et les promesses, à lui confesser que les troupes impériales étaient déjà en marche pour entrer à Metz cette nuit même. Vieilleville, se mettant alors à la tête de sa garnison, attaqua dans sa marche, à l'improviste, ce corps de troupes, et le mit en pièces ; il jeta ensuite les vingt cordeliers, auxquels il avait promis leur grâce, dans les cachots de la tour d'Enfer. Mais bientôt après il fit un voyage à la cour pour laisser agir le prévôt contre eux ; celui-ci, ayant résolu de les faire périr, les enferma tous dans la même salle, la nuit avant leur supplice, pour qu'ils se confessassent les uns aux autres. Mais, loin de s'occuper de pensées religieuses, tous ces moines accablèrent de reproches le père gardien, et ses quatre plus anciens conseillers, qui les avaient engagés dans ce complot. Des invectives ils passèrent bientôt aux coups. Lorsqu'on entra dans la prison, le matin, on trouva que le père gardien avait été tué, que les quatre plus anciens moines avaient plusieurs membres rompus ; le prévôt les fit pendre cependant aussitôt, avec dix de leurs confrères ; il ne fit grâce qu'aux dix plus jeunes, qu'il exila après leur avoir fait faire amende honorable (1).

(1) Mém. de Vieilleville, T. XXX, L. V, c. 51, p. 257; L. VI, c. 22, p. 376 et suiv.; T. XXXI, L. VI, c. 36, p. 35. — De Thou, L. XV, p. 321. — Robertson's, B. XI, p. 167.

Cependant le pape avait chargé le cardinal Pole de chercher à rétablir la paix ; et celui-ci désirait d'autant plus ardemment y réussir qu'il avait vu de plus près la désolation des deux frontières. La reine Marie d'Angleterre s'offrit comme médiatrice : elle s'affligeait d'être obligée d'observer la paix, tandis que son mari était en guerre; elle aurait voulu aussi que rien ne vint la distraire de la tâche qu'elle s'était imposée, de purifier par le feu l'Angleterre, en y détruisant tout soupçon d'hérésie. Sa médiation fut acceptée : la bourgade de Marcq, dans la terre d'Oye, à une distance presque égale de Gravelines, d'Ardres et de Calais, fut désignée pour le lieu des conférences. L'empereur nomma pour ses commissaires le duc d'Albe, auquel il substitua plus tard celui de Médina Céli, son chancelier Granvelle évêque d'Arras, et trois hommes de loi. De son côté, le roi nomma le cardinal de Lorraine, le connétable, les évêques de Vannes et d'Orléans, et le secrétaire d'État d'Aubépine. Enfin le cardinal Pole, Gardiner, nouveau chancelier d'Angleterre, et les lords Arundel et Paget, devaient agir comme médiateurs. Les commissaires s'assemblèrent pour la première fois le 23 mai ; mais bientôt on put reconnaître que, malgré la souffrance des peuples, l'un et l'autre souverain ne pensait pas sérieusement à la paix. Tous deux demandaient la restitution de ce qu'ils avaient perdu par la guerre, ou même de ce à quoi ils avaient renoncé par plusieurs traités, encore que l'expérience leur eût appris depuis long-temps qu'ils n'étaient point assez forts pour le recouvrer par les armes. Le connétable demanda au chancelier Olivier un mémoire sur les droits de la France ; et dans ce mémoire toutes les prétentions de la couronne sur le royaume de Naples, le Milanais, le comté d'Asti, la seigneurie de Gènes, la suzeraineté sur la Flandre et l'Artois, même le royaume d'Aragon, et l'héritage de la maison de Savoie, sont représentées comme incontestables (1). Le roi demandait encore que le royaume de Navarre fût

(1) *Traité de Paix*, T. II, p. 267. — Lettre du connétable au chancelier. Ribier, p. 615.

rendu à son allié Henri d'Albret, et le duché de Plaisance au duc de Parme, Octave Farnèse. De leur côté, les ministres impériaux demandaient la restitution du Piémont, celle des trois évêchés, et celle de tout ce que la France détenait dans le Montferrat et dans la Corse; enfin le rétablissement de la duchesse douairière de Lorraine dans la régence des États de son fils. En insistant sur ses propres prétentions, ni l'un ni l'autre ne voulait tenir aucun compte de celles de son adversaire; seulement les ministres impériaux consentaient à transiger par un double mariage, sur les objets en dispute; ils demandaient que Marguerite, sœur du roi, apportât en dot au prince de Piémont les droits litigieux de son aïeule Louise de Savoie, et que la fille du roi, Élisabeth, apportât de même à don Carlos, fils de Philippe, les droits de la France sur le duché de Milan. Les Français ne trouvèrent point que l'avantage de marier deux princesses fût une compensation suffisante pour l'abandon de toutes leurs prétentions, et, malgré les efforts du cardinal Pole, les négociations furent rompues avant la fin de juin (1).

Le pape, qui avait député le cardinal Pole à cette conférence, et qui paraissait apporter un grand zèle à la pacification de la chrétienté, ne vivait plus quand elle s'ouvrit. Jules III mourut le 29 mars 1555, à l'âge de soixante-sept ans, pour avoir, à ce qu'on assure, changé trop brusquement de régime, et abandonné tout à coup les plaisirs de la table, auxquels il s'était trop livré. Selon les uns, c'était pour se débarrasser de la goutte, selon d'autres, il feignait seulement d'être malade, pour se dispenser d'assembler le consistoire, comme on le lui demandait (2). Marcel Cervino de Montepulciano, qui lui fut donné pour successeur, le 9 avril, et qui garda son nom et se fit appeler Marcel II, mourut le 30 avril, après vingt-deux jours de pontificat seulement. A cet homme qu'on disait vertueux, et de

(1) De Thou, L. XV, p. 323. — *Sleidani*, L. XXVI, p. 472. — Rabutin, L. VII, p. 197. — *Belcarius*, L. XXVI, p. 869. — Garnier, T. XIV, p. 10-19.

(2) De Thou, L. XV, p. 313. — *Muratori, Annal.*, T. XIV, p. 404. — Ribier, p. 604.

qui la chrétienté attendait de salutaires réformes, le sacré conclave substitua le 23 mai Jean-Pierre Caraffa, vieillard d'une illustre famille napolitaine, déjà parvenu à l'âge de soixante-dix-neuf ans. On le nommait le cardinal Théatin, d'après son évêché de Chieti (en latin *Theatæa*); et vingt-sept ans auparavant il avait donné le même nom à l'ordre religieux des Théatins, qu'il avait fondé. On célébrait depuis long-temps sa piété, son savoir, sa probité, sa vie régulière, et l'on ne savait pas encore combien il était ardent dans toutes ses actions, colère, dur et inflexible. Le pouvoir absolu, et la croyance dans sa propre infaillibilité, achevèrent bientôt de lui tourner la tête : il prit le nom de Paul IV (1).

Les hostilités n'avaient point été suspendues par les conférences pour la paix, et la campagne de 1553 ajouta encore aux calamités de presque tous les peuples de l'Europe. En Toscane, le marquis de Marignan, après la capitulation de Sienne, avait attaqué les petites places relevant de cette république. Il s'empara successivement de Pienza, Orbitello, Campiglia, et enfin de Porto-Ercole; Pierre Strozzi s'était enfermé dans cette dernière place, mais il en sortit avant la reddition, qui eut lieu le 16 juin. Cependant vingt-huit émigrés florentins qui y étaient restés eurent le sort que lui avait réservé le duc Côme; ils furent conduits à Florence, où ils périrent par la main du bourreau (2). Ce duc seul était assez riche pour continuer la guerre avec quelque activité : il se flattait que l'État de Sienne, qu'il avait conquis à ses frais, lui demeurerait en toute souveraineté; mais bientôt il apprit avec dépit que Charles-Quint en avait fait don à son fils Philippe, ainsi que de Naples, de la Sicile et du duché de Milan; don François de Tolède vint en effet prendre possession de Sienne, et pour faire disparaître les derniers souvenirs de la liberté perdue, il traita cette malheureuse ville avec tout le despotisme et la férocité espagnole.

(1) De Thou, L. XV, p. 319, 325. — *Frà Paolo*, L. IV, p. 399. — Ribier, p. 609. — *Muratori*, T. XIV, p. 406. — *G. B. Adriani*, L. XIII, p. 890.

(2) De Thou, L. XV, p. 330. — *G. B. Adriani*, L. XIII, p. 883. — *Muratori*, p. 408.

En même temps Brissac continuait à déployer ses talents et son habileté dans le gouvernement du Piémont, mais il fallait qu'il s'y soutint par ses propres ressources, car la cour de France ne lui envoyait ni argent ni soldats. Villars, son secrétaire et son lieutenant, raconte « qu'il entretenoit près » de lui une cinquantaine de capitaines qui avoient été tous » voleurs, brigands ou meurtriers, et qui craignoient plus » les mains de la justice de France que les armes des ennemis » du Piémont; et quand on lui disoit qu'il ne devoit être » suivi de telles gens, il répondoit toujours : Je les entretiens » comme méchants, pour le salut des gens de bien; car je ne » saurois rien commander de si hasardeux à ceux-ci, qu'ils » ne fassent tête baissée, ce que je ne voudrois pas com- » mander à autres (1). » Villars assure que dans les occasions les plus périlleuses on voyoit ces bandits se jeter dans les tranchées « de même gaité qu'on va à noces. » Le souvenir des forfaits passés est loin d'être une garantie du courage; mais les généraux de ce siècle avoient plus besoin encore d'hommes sans pitié et sans scrupules, que de braves, pour exécuter leurs projets. Les surprises des villes ne s'effectuaient le plus souvent que par des trahisons; il fallait séduire des misérables pour les engager à livrer leur patrie, arracher des secrets par d'horribles tortures, se déguiser, mentir, préparer la mort au milieu des fêtes, et montrer au besoin au moins autant de perfidie que de résolution. Ce fut ainsi que Brissac s'empara de Casal de Montferrat, le 10 mars 1555, jour de mardi gras, par la trahison d'un maître d'école, et peu après il se rendit maître encore de la citadelle (2).

Charles-Quint avait remplacé Ferdinand de Gonzaga dans le gouvernement du Milanais par Ferdinand Alvarez de Tolède, duc d'Albe, qui arriva, le 12 juin, à Milan. Les États d'Italie ayant été cédés à Philippe, c'était l'un de ses favoris que le fils de l'empereur choisit pour l'y représenter; l'autre, Ruy Gomez de Sylva, avait contribué à cette nomination, em-

(1) Villars, T. XXXIV, L. V, p. 339.

(2) *Ibid.*, p. 341, 366.

pressé qu'il était à éloigner de la cour son rival. Le duc d'Albe annonça qu'en vingt jours il ferait la conquête de tout le Piémont ; il fit répandre le bruit que son armée était forte de trente mille hommes de pied , six mille chevaux et trente-cinq canons ; et s'étant rendu maître de Frassineto, sur le Pô , il en fit pendre le gouverneur, passer au fil de l'épée les soldats italiens , et attacher les Français à la chaîne des galères , se figurant que, par ces actes de cruauté , il glacerait ses ennemis de terreur (1). Brissac n'avait guère plus de dix mille hommes, divisés en dix-sept compagnies françaises, huit allemandes , et six de Suisses, mais toutes incomplètes. Cependant il réussit, par son activité , à faire partout tête à l'ennemi : il soutint les attaques des Espagnols auprès de Valence , et les força de se retirer. Il ne put il est vrai empêcher le duc d'Albe de passer la Dora, ce qui l'obligea, le 22 juillet, à lever le siège de Vulpiano ; mais bientôt de nouveaux renforts lui arrivèrent de France. Le duc d'Aumale, le comte d'Enghien, le prince de Condé, le duc de Nemours, le vidame de Chartres, Bonnivet, Vassy, Gonnor, Birague et Montluc, accoururent de la cour, dans l'espérance de se trouver à une bataille. Brissac, quoique fort inférieur en forces au duc d'Albe, contraignit cependant celui-ci à lever le siège de Santia, et recommença lui-même, à la fin d'août, celui de Vulpiano. Il tailla en pièces un corps de troupes qu'Emmanuel de Luna voulait introduire dans cette ville ; il la força de capituler , le 20 septembre , après dix-neuf jours de tranchée ouverte , et il termina enfin la campagne à son avantage , le 7 octobre, par la prise de Montecalvo. Le duc d'Albe, qui s'était annoncé avec tant de fanfaronnade, ne signala sa présence en Italie que par des revers ; et le marquis de Marignan, qui avait été rappelé de Toscane à Milan , pour le seconder de sa vieille expérience , y tomba bientôt malade , et y mourut le 7 ou le 8 novembre (2).

(1) De Thou, L. XV, p. 332. — *G. B. Adriani*, L. XIII, p. 885. — *Muratori*, T. XIV, p. 409. — *Robertson's*, B. XI, p. 165. — *Belcarius*, L. XXVII, p. 874.

(2) De Thou, L. XV, p. 336 ; et L. XVI, p. 360. — Montluc, T. XXIII, L. IV, p. 329-348. — *G. B. Adriani*, L. XIII, p. 901, 904, 910, 922.

L'arrivée de la flotte des Turcs dans la mer de Toscane avait un peu relevé les affaires et le courage des garnisons françaises répandues dans les places de la Maremme siennoise. Cette flotte, forte de quatre-vingts galères, vint canonner Piombino le 12 juillet; trois mille janissaires firent ensuite une descente à Populonia, et ne purent néanmoins prendre la citadelle de cette ville déserte; ils ravagèrent ensuite l'île d'Elbe. Enfin les Turcs firent voile vers la Corse, pour joindre le baron de la Garde. Celui-ci, avec vingt-huit galères et quinze cents hommes de débarquement, avait entrepris, le 10 août, le siège de Calvi; il donna trois assauts à la place, et fut autant de fois repoussé. Les Turcs, demeurés spectateurs du combat, voulurent, le lendemain, tenter eux-mêmes l'aventure; ils s'approchèrent avec des hurlements effrayants; mais ils s'arrêtèrent avant de s'exposer à un danger réel. Les Turcs montrèrent moins de dispositions encore à seconder les Français dans une attaque contre Bastia. Enfin les deux flottes se séparèrent, et le baron de la Garde entra dans les ports de Provence, assez mécontent de ses amis musulmans, auxquels il avait si long-temps fait la cour (1).

Sur la frontière du Nord, le duc de Nevers avait réussi, au mois de juin, à ravitailler Mariembourg, par une marche difficile à travers un pays ennemi. On assurait que l'armée impériale comptait vingt mille hommes de pied et quatre mille chevaux; mais Charles V, toujours manquant d'argent, avait fait payer leur solde aux seuls Espagnols. Parmi les soldats des autres nations, plusieurs étaient morts de misère ou de maladies contagieuses, d'autres avaient déserté, d'autres enfin s'étaient mutinés. Le maréchal Saint-André, qui en fut averti, crut qu'il aurait bon marché de cette armée. Il l'attaqua, le 15 juillet à Germigny, et le 16 à Givet, mais les vieilles bandes impériales retrouvaient, au jour du combat, leur ancienne discipline comme leur ardeur ancienne, et les Français ne réussirent point à les rompre. Les hostilités continuèrent sur cette frontière sans aucune action

(1) De Thou, L. XV, p. 340. — G. B. Adriani, L. XIII, p. 899.

d'éclat ; on remarqua seulement , plus tard , qu'on y avait vu aux prises , pour la France , l'amiral Gaspard de Coligni , et pour l'empire , le prince d'Orange , qui , tous deux , étaient destinés à acquérir bientôt une autre célébrité dans les guerres de religion (1).

La campagne finissait , et c'était la cinquième depuis le renouvellement des hostilités. La France n'avait point été entamée ; mais les armées qu'elle entretenait au dehors n'avaient eu de succès nulle part. Au dedans , les mesures violentes du fisc avaient ruiné la plupart des capitalistes ; le commerce et les manufactures languissaient , les propriétaires de terres étaient accablés d'impôts , les paysans opprimés et ruinés. Le nombre infini des emplois auxquels l'exemption de la taille était attachée , la faisait retomber , d'une manière toujours plus onéreuse , sur les pauvres ; en même temps que les nouveaux titulaires , méprisés pour leur incapacité , pour l'argent même qu'ils avaient payé , portaient le désordre dans toutes les branches de l'administration. La cour était divisée par des factions , le roi était prodigue et inattentif , ses favoris manquaient de capacité , chaque gouverneur de province , chaque lieutenant , savait qu'il ne devait compter sur aucune des promesses du gouvernement , qu'à l'instant où il avait fini de parler , il était déjà oublié. Enfin la corruption de l'Église , celle de la nation , le nombre croissant des sectaires , et l'atrocité des persécutions exercées contre eux , annonçaient assez vers quels périls , vers quels malheurs la France se précipitait.

Mais si l'avenir était menaçant pour la France , il semblait l'être davantage encore pour Charles-Quint. Celui-ci , depuis le commencement de son règne , n'avait été servi que par des hommes cupides et impitoyables , doués , il est vrai , de grands talents , mais d'une volonté de fer , et qui sacrifiaient sans hésitation , sans remords , le bonheur , l'existence même des générations à l'ambition de leur maître. On ne

(1) De Thou , L. XVI , p. 364 , 367 et 372. — Rabutin , L. VII , p. 214 , 233 et 267. — *Belcarinus* , L. XXVII , p. 876.

savait lequel devait inspirer le plus d'horreur de Pescaire ou d'Avalos, de Leyva ou de Gonzaga, de Marignan ou de Tolède, du duc d'Albe ou du marquis de Piadena; et en Amérique, de Pizarre ou d'Almagro. Tous ces hommes sanguinaires, ayant également usé l'avenir au profit du présent, avaient long-temps rendu tout facile à leur maître, parce que tant que dans le pays où ils commandaient il restait une pièce d'argent, ils étaient sûrs de l'obtenir par la torture; mais lorsqu'ils avaient extorqué le dernier écu, tout effort nouveau était devenu impossible.

Charles-Quint ne trouvait plus dans ses royaumes, autrefois si prospères, ni hommes, ni richesses; il sentait que chacun de ses vastes projets avait échoué à son tour entre ses mains. Ses royaumes d'Espagne avaient le moins souffert, n'ayant point été exposés à l'invasion, ni gouvernés par des généraux étrangers; cependant, depuis qu'il y eut détruit toute liberté, l'ancienne énergie nationale avait sans cesse décliné, les richesses s'étaient dissipées sans se renouveler, et il était réellement bien moins puissant et moins opulent que les rois d'Aragon ou les rois de Castille dont il avait réuni les États. Le royaume de Naples, qui, avant lui, mettait un si grand poids dans la balance de l'Italie, celui de Sicile, qui, au moins, avait toujours suffi à se défendre lui-même, courbés désormais sous l'oppression de vice-rois qu'ils détestaient, étaient sans cesse ravagés par les Turcs, auxquels ils tendaient les bras; car ils auraient encore préféré le joug des musulmans à celui de leurs maîtres. La riche Lombardie, qui, entre les mains des Visconti ou des Sforza, était en état de tenir tête aux empereurs ou aux rois de France, ruinée, désolée, ne respirant que rage et livrée au désespoir, ne pouvait se préserver même des incursions des petites garnisons françaises du Piémont. Tous les États qui se disaient encore indépendants en Italie, mais que l'empereur traitait en vassaux, épuisés par les contributions forcées qu'il levait chez eux, et par la marche de ses troupes, étaient réduits à la même misère et à la même impuissance. Les Français et les Turcs débarquaient chaque jour dans l'Italie centrale; la

moitié de la Toscane était changée en désert. Le pape enfin , qui venait d'être élu, Paul IV, avait reçu de la faction française la tiare, et déjà il manifestait avec la fougue qui lui était propre sa haine contre les Impériaux (1).

Les Pays-Bas avaient été constamment ravagés par la guerre , et elle s'était faite sur cette frontière avec une férocité dont les généraux impériaux avaient souvent donné l'exemple , mais qui avait attiré sur le pays natal de l'empereur de sévères représailles. Non seulement les villes prises d'assaut , mais celles qui se rendaient à discrétion, celles qui avaient attendu pour se rendre, le canon du roi, étaient pillées, brûlées, et leurs habitants pendus ; les capitulations elles-mêmes étaient rarement respectées, les villages étaient rasés, les moissons fauchées, le bétail égorgé, et le pays changé en désert. En même temps, le commerce maritime était ruiné par les corsaires. D'Espineville d'Harfleur commandait à lui seul dix-neuf vaisseaux et six brigantins armés à Dieppe, avec lesquels il attaqua, vers la fin d'août, une flotte hollandaise de vingt-deux vaisseaux, qui longait la côte d'Angleterre. Dans un combat de six heures, l'incendie gagna l'une et l'autre flotte; mais les Français n'en devinrent que plus ardents pour s'élancer à l'abordage; d'Espineville y périt au milieu de la victoire, car la flotte hollandaise fut détruite, à la réserve de cinq vaisseaux qui furent amenés à Dieppe (2).

La Hongrie avait été en entier enlevée à Ferdinand ; les nobles de ce royaume préférèrent le joug des Turcs à celui d'un monarque souillé par l'assassinat du cardinal George Martinuzzi ; ils détestaient l'avarice, la cruauté, la perfidie de son ministre Castaldo, marquis de Pïadena. Ils rappelèrent Isabelle, veuve de leur dernier roi, et ils la remirent avec son fils Jean Scépus, en possession de la Transylvanie. Vers ce temps même la peste s'était déclarée dans cette contrée,

(1) Voyez les lettres de Rome, de Lansac, d'Avallon, des cardinaux de Lorraine et de Tournon. Ribier, p. 615-620.

(2) De Thou, L. XVI, p. 370. — *Belcarius*, L. XXXVII, p. 877.

et elle servit de prétexte à Ferdiuand pour en retirer ses armées (1).

Ce Ferdinand, frère de l'empereur, que Charles avait d'abord considéré comme un lieutenant fidèle et dévoué, ne lui paraissait plus que comme un rival, depuis qu'il s'était refusé à renoncer au titre de roi des Romains, et à transmettre à Philippe la succession de l'empire. Charles V avait encore dans l'année renouvelé ses propositions, et cherché à ébranler Ferdinand par des offres avantageuses. De son côté, Henri II avait recherché Maximilien, fils de celui-ci, qui portait le titre de roi de Bohême; il lui avait envoyé le comte de Rockandolf pour l'engager à ne point renoncer ni laisser renoncer son père à la première couronne de la chrétienté, et il lui promettait son appui pour l'obtenir (2). Ferdinand passait pour avoir un caractère plus conciliant et plus humain que son frère; il était seulement plus faible et plus faux. Animé de la même haine contre les protestants, il les traitait dans ses États héréditaires avec la même rigueur. Il venait alors même de chasser de la Bohême deux cents ministres. Partout où il l'osait, il foulait aux pieds les droits des peuples et les constitutions (3). Mais, pour résister à son frère, il sentit le besoin de s'appuyer sur les États de l'empire, et de faire même la cour aux protestants.

D'après le traité de Passaw, une diète aurait dû être assemblée six mois après sa signature, pour terminer les arrangements relatifs à la paix publique; mais les violences d'Albert de Brandebourg, la mort de Maurice de Saxe, et les guerres civiles d'Allemagne, l'avaient retardée jusqu'au commencement de l'année 1555. Les affaires et les maladies qui accablaient Charles V l'engagèrent à la laisser présider par son frère. Peu de princes cependant, ou même de leurs délégués, se rendirent à Augsbourg, où elle était convoquée :

(1) De Thou, L. XII, p. 184. — Lettres de Codignac, ambassadeur à Constantinople, dans Ribier, p. 407, 488, 565.

(2) Instructions du 24 janvier 1555. Ribier, p. 507.

(3) *Steidani*, L. XXV, p. 467; L. XXVI, p. 488. — *Frà Paolo*, L. IV, p. 391. — *Robertson's*, B. XI, p. 178.

aussi Ferdinand eut-il soin de répandre dans toute l'Allemagne le discours d'ouverture qu'il y avait prononcé. Il y annonçait que, d'après son jugement, on ne devait plus attendre d'un concile oecuménique une paix de religion que celui de Trente n'avait pu établir; qu'il serait plus difficile encore d'amener les ecclésiastiques allemands à une transaction équitable dans un concile national; que c'était donc à la diète elle-même ou à des commissaires nommés par elle, qu'il fallait demander cette œuvre de prudence et de charité. Ce langage était si peu d'accord avec la conduite de Ferdinand qu'il inspira d'abord aux protestants beaucoup de défiance, et qu'ils signèrent même à Naumbourg une nouvelle confédération par laquelle ils s'engageaient à maintenir la religion protestante dans leurs États respectifs (1). Cependant ils finirent par reconnaître que Ferdinand était de bonne foi. Au mois de mars, la diète se trouva à peu près complète: elle prit alors en considération l'état de la religion. Les deux partis ne se refusaient plus à reconnaître les deux religions là où elles étaient déjà établies; mais ils eurent une peine infinie à s'entendre sur les conséquences des conversions. Enfin il fut convenu que les États protestants et catholiques exerceraient librement leur culte à leur manière, et promettaient de ne se point molester réciproquement pour les affaires de religion; que le clergé catholique renoncerait à toute juridiction spirituelle sur les États professant la confession d'Augsbourg; que les biens ecclésiastiques saisis avant le traité de Passaw seraient confirmés à leurs possesseurs actuels; mais qu'à l'avenir tout prélat catholique renonçant à sa religion, devrait renoncer en même temps à ses bénéfices; que le pouvoir civil de chaque État y réglerait la doctrine et le culte; mais qu'il serait tenu de laisser à tout Allemand qui ne voudrait pas se conformer à ses réglemens, la liberté de se retirer en paix où il voudrait avec ses biens. Telles sont les dispositions fondamentales du récess de la diète d'Augsbourg du 25 septembre 1555,

(1) *Steidani*, L. XXV, p. 465, 470. — *Frà Paolo*, L. IV, p. 507. — *Belcariti*, L. XXVI, p. 867. — *Robertson's*, B. XI, p. 174.

sur lequel repose la paix de religion en Allemagne (1).

Ce reezc était le dernier coup qui devait frapper l'empereur ; il faisait échouer définitivement les projets que ce prince avait si long-temps et si habilement conduits pour priver à la fois l'empire de ses libertés civiles et religieuses , pour opposer la diète au concile, le concile au pape, et assurer en même temps l'unité de l'Église et sa dépendance de lui seul. A cette époque même, Charles , toujours plus accablé par la goutte , ne pouvait que rarement quitter le lit. Obligé de renoncer à l'inspection immédiate de ses affaires, parce que la fatigue d'esprit et l'incapacité de travail étaient le résultat de ses continuelles douleurs , il était toutefois persuadé que tout dépérissait quand il ne le voyait pas par lui-même : il se sentait avec dépit sous l'ascendant de son jeune rival, Henri II , auquel il ne reconnaissait d'autre mérite que l'adresse et la vigueur d'un corps robuste uni à un esprit épais, à un caractère sans énergie. En même temps il était impatienté par le favoritisme de son fils Philippe, qui à tous ses vieux ministres opposait des préventions étroites et des préférences injurieuses. Il avait fait revenir d'Angleterre Philippe pour le dérober et aux tendresses conjugales d'une reine pour laquelle celui-ci n'avait point d'affection, et à la haine et la défiance d'un peuple qu'il irritait par sa hauteur ; déjà depuis long-temps il méditait le grand sacrifice qu'il allait faire en sa faveur : il l'avait communiqué aux reines de Hongrie et de France, ses sœurs, qui lui avaient promis de ne point l'abandonner. La nouvelle enfin de la mort de Jeanne-la-Folle, sa mère, survenue à Tordesillas le 3 avril 1555, acheva de l'y déterminer. Quoique captive et incapable de se conduire, elle était toujours considérée par les Espagnols comme reine régnante , et son fils n'aurait pu disposer de sa couronne (2).

(1) *Steidani*, L. XXVI, p. 481. — *De Thou*, L. XVI, p. 584. — *Belcarius*, L. XXVI, p. 868. — *Frà Paolo*, L. IV, p. 402. — *Robertson's*, B. XI, p. 181.

(2) *De Thou*, L. XVI, p. 591. — *Steidani*, L. XXVI, p. 472. — *Robertson's*, B. XI, p. 206. — *G. B. Adriani*, L. XIII, p. 903. — *Minana*, L. V, c. 1, p. 278. — *Ferreras*, T. XIII, p. 424.

Charles-Quint avait convoqué à Bruxelles, pour le 25 octobre, les États des Pays-Bas.

« Après le dîner, dit le P. Miñana, il passa dans la grande
» salle du palais, accompagné par tout le sénat, et par un
» concours extraordinaire d'ambassadeurs, de grands et de
» nobles. Il s'assit entre les rois don Philippe et Maximilien,
» aux côtés desquels étaient les reines Marie de Hongrie, Léo-
» nore de France et Marie de Bohême; et aux derniers sièges,
» Christine de Lorraine, et Philibert de Savoie. Tous gar-
» daient le silence, quand l'empereur ordonna à son conseiller,
» Philibert de Bruxelles, de lire à haute voix une cédula
» écrite en latin qu'il lui remit; il y annonçait son intention
» et la détermination qu'il avait prise de se retirer, ajoutant
» les motifs qui l'y avaient fait résoudre. En même temps,
» il y transmettait à don Philippe, son fils, sa souveraineté
» de Bourgogne et de Flandre, et il ordonnait aux habitants
» de lui prêter serment de fidélité, les déliant de celui qu'ils
» lui avaient fait à lui-même. Charles se leva ensuite, ap-
» puyant sa main droite sur l'épaule de Scipion, et la gauche
» sur celle du prince d'Orange, et il lut un papier qu'il avait
» écrit pour soulager sa mémoire, dans lequel il récapitulait
» toutes ses actions dès l'âge de dix-sept ans. Désormais il
» sentait que ses forces, brisées par les infirmités et les tra-
» vaux, n'étaient plus suffisantes pour soutenir le poids d'un
» si grand empire, il avait résolu, pour le bien public, de
» renoncer à ses royaumes, et de substituer à un vieillard
» déjà voisin du tombeau, un jeune homme robuste, exercé,
» dès l'âge le plus tendre, à gouverner les peuples: tandis
» que lui-même, séparé des affaires du siècle, il consac-
» rerait ce qui lui restait de vie aux exercices de piété, et
» à se préparer à une mort qui ne pouvait être éloignée. Il
» les exhorta tous à conserver à son fils la fidélité et l'amour
» qu'ils lui avaient porté jusqu'alors, à défendre avec con-
» stance la religion catholique et l'Église; et il les pria de lui
» pardonner avec bonté les fautes et les erreurs qu'il avait
» commises dans le gouvernement. Se tournant ensuite vers
» son fils, il lui recommanda, avec tendresse, la défense de

» la religion catholique, comme devant être sa première pen-
 » sée, l'observance des lois et de la justice, et l'amour des peu-
 » ples, qui lui assureraient le succès dans toutes ses entrepri-
 » ses. Don Philippe, s'étant découvert la tête et mis à genoux à
 » ses pieds, dit, avec beaucoup de respect, que, se confiant
 » dans le secours divin, et instruit par les conseils d'un père
 » chéri, il chercherait à répondre à ses espérances; il lui baisa
 » ensuite la main droite. Charles l'embrassa, lui mit la main
 » sur la tête, et le proclama prince de Flandre avec la formule
 » accoutumée, en faisant le signe de la croix au nom de la
 » très sainte Trinité. L'empereur ne put alors contenir ses
 » larmes; et tous les assistants laissant échapper des sanglots,
 » il leur dit qu'il pleurerait sur son fils chéri, qui prenait sur
 » ses épaules un poids si énorme. Don Philippe, debout,
 » adressa alors quelques paroles en français à l'assemblée; il
 » chargea ensuite l'évêque d'Arras de parler pour lui, et d'as-
 » surer ses fidèles Flamands de son affection, comme étant
 » les plus anciens sujets de sa famille (1). » Dona Maria de
 Hongrie abdiqua en même temps le gouvernement de Flan-
 dre, qu'elle avait exercé vingt-cinq ans; et, le 16 janvier de
 l'année suivante, dans la même salle, en présence de tous les
 grands d'Espagne, Charles-Quint transmit également à son fils
 Philippe tous les royaumes d'Espagne, tandis qu'il résigna
 l'empire à son frère, seulement le 27 août 1556, en lui en en-
 voyant le sceptre et la couronne par le prince d'Orange.

(1) *Miñana, Historia de España*, L. V, c. 2, p. 284. — *Ferreras*, T. XIII, p. 451. — *De Thou*, L. XVI, p. 391-394. — *F. Belcarii*, L. XXVII, p. 878. — *Sleidan*, L. XXVI, p. 475. — *Villars*, T. XXXV, L. V, p. 65. — *Rabutin*, T. XXXVIII, L. VIII, p. 350. — *Robertson's*, B. XI, p. 202-213. — *Acte de cession. Traités de Paix*, II, 275.

CHAPITRE XIV.

Trêve de Vaucelles. Henri II la rompt, à la sollicitation du pape, pour attaquer Philippe II. Expédition de Guise à Rome. Batailles de Saint-Quentin et de Gravelines. Persécutions. Paix de Cateau-Cambresis. Mort de Henri II. — 1556-1559.

(1556.) C'ÉTAIT pas seulement pour lui-même que Charles-Quint désirait le repos; il le voulait pour l'Europe, il le voulait pour l'humanité, qu'il avait si long-temps et si violemment agitée. Les mêmes sentiments qui le poussaient à son abdication lui faisaient désirer ardemment la paix universelle; il avait perdu l'espérance d'accomplir ses vastes projets. Détrompé d'une ambition qui, après quarante ans de lutte, le laissait si loin de son but, il prit en dégoût les efforts, les intrigues, qui pendant si long-temps avaient fatigué sa tête, et il fut effrayé des immenses sacrifices qu'il avait imposés à ses peuples pour atteindre l'objet de ses vœux qui fuyait toujours devant lui. Il sentit la nécessité de laisser aux sujets qu'il remettait à son fils la liberté de respirer, et il désira aussi que ce fils n'allât pas immédiatement, et dans sa première jeunesse, s'engager dans le terrible jeu de la guerre qui pouvait séduire son ambition. Avant son abdication une conférence avait été ouverte à l'abbaye de Vaucelles, près de Cambrai, pour l'échange des prisonniers, entre le comte de Lalain et Gaspard de Coligni. Il fut question entre eux de suspendre les hostilités par une trêve qui laisserait chacun en possession de ce qu'il tenait. C'était l'arrangement qui, sous beaucoup de rapports, convenait le mieux à la France, car elle conservait ainsi des con-

quêtes considérables, et entre autres tous les États de la maison de Savoie, sur lesquels elle n'avait aucun droit ; cependant Henri II mettait son amour-propre à faire croire que ce n'était pas lui qui désirait la paix, et qu'il n'avait cédé qu'aux instantes sollicitations de ses adversaires. « J'ai voulu, écrivait-il » lui-même à son ambassadeur à Rome, que vous fassiez » entendre à Sa Sainteté comme mes députés ayant été plusieurs fois sur le point de partir pour s'en retourner devers » moi, ont toujours été retenus par ceux dudit empereur et » du roi d'Angleterre, avec toutes les sortes de persécutions » et remontrances qu'ils ont pu inventer (1). » Il est probable que cette indifférence affectée fit perdre patience à l'empereur, qui sentait le besoin de se délivrer de ses soucis et de ses incertitudes, et qui abdiqua avant que la négociation fût terminée. Cependant les conférences continuèrent entre les mêmes ambassadeurs, secondés par plusieurs hommes de loi, et le 5 février 1556, une trêve fut signée pour cinq ans : elle s'étendait par mer et par terre à tous les États de la France et de la maison d'Autriche ; elle rétablissait entre eux la liberté des communications et du commerce, réintégrait les particuliers dans la jouissance de tous leurs biens, comme avant la guerre, mais sans qu'ils pussent réclamer les fruits déjà perçus, et maintenait les souverains dans la possession et jouissance de ce qu'ils se trouvaient occuper au moment de la trêve. Une convention fut jointe à la trêve de Vaucelles, pour remettre en liberté de part et d'autre tous les prisonniers de guerre, moyennant une rançon égale à trois mois de leur solde, selon leur rang. Cependant François de Montmorency, le duc de Bouillon, et le duc d'Arsechott, furent exclus nominativement de cette faveur ; ceux qui avaient fait prisonniers de si grands seigneurs ne voulant pas renoncer aux rançons exorbitantes qu'ils se flattaient d'extorquer d'eux (2).

Le roi fit dire au pape qu'il ne doutait pas que Sa Sainteté

(1) Lettre du roi à d'Aramon, ambassadeur à Rome. Dans Ribier, p. 625.

(2) Traité de Paix, T. II, p. 272. — Léonard, T. II, p. 302. — Ribier, T. II, p. 626. — De Thou, L. XVII, p. 404. — *Belcarius*, L. XXVII, p. 879. — Rabutin, T. XXXVIII, p. 343. — Villars, T. XXXV, p. 258.

ne fût contente d'une trêve où tous les droits de l'Église avaient été garantis. Cependant Henri II aurait pu mieux connaître les dispositions du pape ; il les avait flattées , et il s'était récemment engagé dans une intrigue que la trêve de Vaucelles venait rompre. Tous ceux qui approchèrent Henri II ont affirmé qu'il n'était ni perfide ni cruel , quoique ses actions aient presque toujours donné lieu de supposer le contraire. Mais, faible d'esprit, et se défiant de lui-même , il sentait le besoin d'être conduit , et il s'abandonnait toujours à une influence étrangère. Il était faux ensuite , parce qu'il avait été faible ; ballotté entre des factions rivales , il n'osait pas avouer à l'une ce qu'il avait promis à l'autre , et il manquait tour à tour de foi à toutes deux. Le vieux connétable de Montmorency gouvernait le monarque par l'ascendant qu'il avait pris sur sa paresse , tandis que les Guises recouvraient le pouvoir qu'ils exerçaient sur lui , par l'envie et le désir de gloire qu'ils savaient exciter. Montmorency , par sa hauteur , le ton tranchant de ses décisions , et le mépris avec lequel il traitait ceux qui lui étaient subordonnés , avait persuadé à Henri II qu'il était la première capacité du royaume , que seul il pouvait se charger de tout le poids des affaires : cependant il paraît qu'intérieurement il se défiait de ses propres talents pour la guerre ; il désirait la paix , tant pour éviter de nouvelles chances d'opérations militaires , qui ne lui avaient jamais été favorables , que pour retirer des mains des ennemis son fils prisonnier , et pour ne pas fournir aux Guises une occasion nouvelle de s'agrandir. Ce fut son neveu le plus chéri , Gaspard de Coligni , amiral , colonel général de l'infanterie , et gouverneur de Picardie , qu'il chargea de négocier la trêve de Vaucelles ; ce fut encore lui qu'il envoya vers la fin de mars à Bruxelles , pour y recevoir le serment du roi Philippe et de l'empereur. Ce dernier accueillit Coligni de la manière la plus gracieuse , et avec les expressions les plus affectueuses pour son maître : mais dans le même temps les Français furent vivement blessés de ce que la tapisserie de la grande salle , joignant la chapelle , où on les recevait , représentait tous les détails de la

captivité de François I^{er}, et de son envoi en Espagne (1).

Tandis que Montmorency montrait une avidité insatiable de places, de pouvoir, et de richesses, l'ambition des Guises était plus aventureuse; elle s'étendait sur toute l'Europe, et elle se confondait avec l'amour de la gloire. Les Guises, dont le petit-neveu était duc de Lorraine, désigné pour devenir gendre du roi, et dont la sœur était reine régente d'Écosse, et la nièce, épouse promise à l'héritier du trône de France, entendaient encore représenter la seconde maison d'Anjou, dont ils descendaient par les femmes; ils avaient des prétentions sur la Provence et le royaume de Naples, et ils s'étaient alliés au duc de Ferrare dans l'espoir de faire valoir ces dernières; ils avaient ensuite contracté une étroite union avec les Caraffa, neveux du pape Paul IV, dans l'espoir que l'un des Guises, le cardinal de Lorraine, succéderait à ce vieux pontife, et que l'autre, avec l'appui du saint-siège, monterait sur le trône de Naples. En même temps ils affectaient un zèle outré contre l'hérésie; ils n'entretenaient tour à tour et Paul IV et Henri II que des moyens d'introduire l'inquisition en France, soit pour plaire à ces deux souverains également fanatiques et persécuteurs, soit plus encore pour se faire considérer comme chefs, par toute cette partie de la population qui repoussait les nouvelles idées.

La vieille maîtresse du roi, la duchesse de Valentinois, paraissait tenir la balance assez égale entre ces deux factions: d'une part le duc d'Aumale, l'un des Guises, avait épousé Louise de Brézé, seconde fille de la duchesse, mariage sur lequel Coligni s'était exprimé avec assez d'amertume, le regardant comme honteux; d'autre part Tavannes prétend que Montmorency lui-même était l'amant de la duchesse: d'ailleurs celui-ci s'occupait alors de faire épouser à son fils François, qui avait été fait prisonnier à Téroouanne, Diane, fille naturelle du roi, et veuve du duc de Castro. La duchesse de Valentinois, sans se prononcer encore entre les Guises et les Montmorencys, s'accordait avec les uns et les autres pour pri-

(1) Relation du voyage de M. l'amiral. Ribier, p. 653.

ver la reine Catherine de Médicis de toute influence sur son époux. « La reine s'en est plaint au sieur de Tavannes (c'est le fils » de celui-ci qui écrit), qui offre couper le nez à madame » de Valentinois; elle lui objecte sa perte; il répond qu'elle » lui seroit agréable, pour éteindre le vice, malheur du » roi et de la France. La reine le remercie, et se résout à patience (1). »

Dans la lutte entre les Guises et les Montmorencys, les premiers étaient appuyés de tout le poids de la cour pontificale. Paul IV n'avait pas porté long-temps la tiare sans donner à connaître le caractère superbe, violent et emporté qu'on avait à peine soupçonné dans le fondateur de l'ordre des Théatins; tant qu'il avait eu des supérieurs, il avait su combler ses vœux; mais depuis son assomption, il se regardait comme un dieu sur la terre, et toute résistance à ses ordres lui paraissait non moins entachée d'impiété que de rébellion (2). Des querelles entre des condottieri d'une branche cadette de la maison Sforza, qui possédaient le comté de Santa Fiora, dans l'État de Sienne, lui donnèrent une première occasion de recourir à des mesures brusques et despotiques, pour favoriser celui de ces comtes qui était attaché aux intérêts de la France (3). Cette première querelle se compliqua bientôt par un nouvel accès d'emportement du pape contre les Colonna, dont il confisqua les terres pour les donner à ses neveux. Ceux-ci étaient au nombre de trois, et ne s'étaient fait remarquer jusqu'alors que par leur vicieusement; cependant il fit cardinal l'ainé, qui auparavant avait été connu sous le nom de capitaine Caraffa; il donna au second le titre de duc de Palliano, et au troisième celui de marquis de Montebello; leur formant ainsi un patrimoine des dépouilles de la maison Colonna. Les princes romains n'étaient nullement disposés à se soumettre à de pareilles violences; aussi l'arrestation des plus grands seigneurs, le siège de leurs châteaux,

(1) Mém. de Tavannes, T. XXVI, c. 12, p. 151.

(2) Lettres d'Et. Pasquier, L. IV, T. II, p. 72.

(3) De Thou, L. XVI, p. 548. — Belcarius, L. XXVII, p. 875.

la torture donnée à leurs secrétaires et à leurs intendants, pour leur arracher des révélations, remplissaient d'horreur et d'effroi tout l'État romain, livré en même temps à la désolation d'une guerre civile et à l'oppression d'une tyrannie sans frein. Les Colonna, attachés depuis des siècles au parti impérial, implorèrent la protection du vice-roi de Naples, qui fit avancer des troupes espagnoles pour les défendre. Paul IV nourrissait depuis long-temps dans son cœur une haine violente contre la maison d'Autriche ; il ne la contient plus dès qu'il éprouva de la résistance de la part des ministres impériaux. Il déclara en plein consistoire que Charles V n'avait point eu le droit d'abdiquer l'empire sans l'autorisation du saint-siège, et qu'en conséquence il ne reconnaissait ni cette abdication, ni la nomination de son successeur (1). En même temps, il fit avancer le duc d'Urbin avec les troupes pontificales, pour tenir tête aux Espagnols (2).

Il existait d'anciennes liaisons entre le cardinal de Lorraine et le cardinal Caraffa ; ce dernier en profita pour offrir au premier de seconder l'ambition de la maison de Guise dans les projets les plus hardis qu'elle oserait former. La trêve de Vaucelles n'était pas encore signée, et les Guises proposèrent une alliance intime de la France avec le vieux pape : Montmorency ne s'y opposa pas ; il était bien aise d'engager ses rivaux dans une entreprise hasardeuse, dont il croyait qu'ils ne se tireraient pas avec honneur. Le cardinal Du Bellay, qui jusqu'alors avait soutenu à Rome les intérêts de la France, fut disgracié ; le cardinal de Lorraine arriva au mois de septembre 1555, avec celui de Tournon, à la cour pontificale, pour le remplacer ; c'est là, qu'après des négociations assez longues, et tenues fort secrètes, un traité fut signé le 16 décembre 1555, par lequel Henri II prenait sous sa protection le pape et la maison Caraffa, et s'engageait à envoyer en Italie, sous la conduite d'un prince de son choix, une armée de douze mille

(1) Lettr. du card. Du Bellay au connét. Ribier, p. 623.

(2) De Thou, L. XVI, p. 349. — *Frà Paolo*, L. V, p. 412. — Rabutin, T. XXXVIII, p. 334. — *G. B. Adriani*, L. XIV, p. 943, 937. — *Muratori*, T. XIV, p. 412.

hommes d'infanterie, cinq cents hommes d'armes et cinq cents cheval-légers, qui se joindraient à une armée pontificale de même force, pour soustraire le royaume de Naples à la tyrannie des Espagnols. Quant aux frais de la guerre, le roi devait, pour y faire face, déposer à Rome ou à Venise, dès le mois de février, 350,000 francs, et le pape, seulement 150,000. Le duc de Ferrare, beau-père du duc de Guise, s'était engagé secrètement dans la même alliance (1).

La trêve de Vaucelles, déjouant tous les projets de vengeance du pape et les rêves de grandeur de ses neveux, auxquels de vastes fiefs étaient promis dans le royaume de Naples, lui causa une violente irritation ; cependant il y était nommé avec honneur ; ses intérêts paraissaient garantis par les deux puissances, et le titre qu'il prenait, de Père commun des fidèles, ne lui permettait guère de repousser la paix. Il déclara au contraire que son intention était de changer cette trêve de cinq ans en une paix perpétuelle, et que, dans ce but, il allait envoyer deux cardinaux légats aux deux cours de Bruxelles et de Paris ; mais il recommanda au cardinal Scipion Rebiba, qu'il fit partir pour les Pays-Bas, de voyager lentement pour lui laisser le temps de le rappeler, comme cela eut lieu, avant que le légat eût atteint le terme de son voyage. Son neveu le cardinal Caraffa eut ordre, au contraire, de se hâter pour rejoindre le cardinal de Lorraine à la cour de Henri II, et pour, de concert avec lui, séduire le roi par les offres les plus brillantes d'établissements pour ses fils en Italie. Caraffa était chargé de présenter à Henri II une épée bénie par le pape. Il était muni d'un pouvoir pour le délier, au nom de l'Église, du serment qu'il avait prêté d'observer la trêve de Vaucelles, et l'autoriser même à attaquer l'empereur par surprise et sans déclaration de guerre. Diane de Poitiers seconda dans cette occasion les menées des Guises, et la guerre fut de nouveau résolue dans le conseil du roi le 31 juillet 1556 (2).

(1) De Thou, L. XVI, p. 358. — *Belcarit*, L. XXVII, p. 881. — *G. B. Adriani*, L. XIV, p. 946. — Boivin du Villars, T. XXXV, p. 277.

(2) De Thou, L. XVII, p. 413 et 417. — *Frà Paolo*, L. V, p. 409. — *G. B. Adriani*, L. XIV, p. 943.

Le pape n'attendit même pas cette décision pour forcer à des hostilités le duc d'Albe, vice-roi de Naples. Il l'accusait d'être entré dans des conspirations formées par les nobles romains contre son autorité ; c'était violer la foi que les rois des Deux-Siciles devaient au saint-siège, dont ils étaient vassaux ; en conséquence il chargea son procureur fiscal d'intenter un procès à l'empereur et au roi Philippe, et de demander la confiscation de ces deux royaumes. La cause fut introduite devant les tribunaux le 27 juillet (1). De son côté, le duc d'Albe réussit à détacher du saint-siège le plus puissant de ses feudataires, Ottavio Farnèse, duc de Parme, qui, se défiant de la politique vacillante des Français, abandonna leur parti pour se réconcilier avec l'empereur. Il lui donna comme gage de sa fidélité son fils Alexandre Farnèse, qui fut dès lors élevé à la cour de Philippe, et il obtint en retour la ville et l'État de Plaisance, qui depuis dix ans étaient occupés par les Impériaux. Cette défection, en interrompant toute communication entre le Piémont et l'État de l'Église, augmentait infiniment la difficulté de faire passer des secours français à Rome (2).

Le duc d'Albe publia le 21 août, à Naples, une sorte de manifeste pour répondre aux plaintes du pape, dans lequel il récapitulait les offenses nombreuses que ses maîtres avaient reçues de Sa Sainteté ; les armements considérables que faisait le pape ; l'arrestation qu'il avait ordonnée de Jean de Taxis, directeur des postes impériales à Rome ; de Garcilaso de la Vega, qui était chargé d'une mission auprès du pape ; les propos insultants de Paul IV ; le procès enfin qui avait été intenté à Philippe pour le dépouiller de la couronne : mais en énumérant tous ces griefs divers, le duc d'Albe affectait toujours une grande modération de langage et un grand respect pour l'autorité pontificale (3). Ses actions portaient un

(1) De Thou, L. XVII, p. 412. — *Frà Paolo*, L. V, p. 411.

(2) Ribier, p. 636. — De Thou, L. XVII, p. 407. — *Belcarius*, L. XXVII, p. 889. — *G. B. Adriani*, L. XIV, p. 948. — Le duc de Parme rendit le collier de l'ordre à l'ambassadeur français à Venise, en 1538. Ribier, p. 723.

(3) Mémoire du duc d'Albe. Ribier, p. 633.

tout autre caractère : dès le commencement de septembre, il attaqua l'État de l'Église avec quatre mille soldats espagnols et huit mille Italiens. Quoique l'armée du pape fût plus nombreuse, elle n'opposa nulle part une honorable résistance, vérifiant ainsi le proverbe italien qui porte que les armes des soldats de l'Église n'ont point de tranchant. Toutes les petites villes de la Campagne de Rome furent prises les unes après les autres, et le duc d'Albe y fit exercer par ses soldats les plus atroces cruautés, voulant ainsi frapper les habitants et le sacré consistoire de terreur, de peur qu'ils ne prissent à la lettre le ton de déférence et de respect qu'il croyait devoir affecter dans son langage en parlant du pape (1).

Le maréchal Strozzi s'était rendu à Rome dès le commencement de la campagne avec un certain nombre de gentilshommes français pour diriger le pape par ses conseils. Peu après, et dans le mois de septembre, Montluc y arriva aussi par les ports de l'État de Sienne, avec environ deux mille soldats gascons ; mais il s'en fallait que les uns ou les autres fussent en état de tenir tête au duc d'Albe. Le danger croissait ; la ville même de Rome était menacée, et les cardinaux pressaient le pape de faire la paix. Celui-ci repoussait toutes leurs instances avec emportement. Le dimanche 8 novembre, de Selve et Lansae, deux des gentilshommes français attachés à l'ambassade, allèrent visiter le pape. « Sitôt que » nous fûmes en sa présence, écrivent-ils à leur cour, avant » qu'avoir le loisir de lui entamer aucun propos, il nous » manda quelles nouvelles nous avions du roi et du secours ; » moi de Selve lui répondis que nous n'avions point eu de lettres depuis celles du 21 du mois passé ; mais que celles-là » tenoient une résolution si ferme et assurée dudit secours, » que je pensois qu'on vaquoit à présent, et pensoit aux effets » plutôt qu'à écrire, et qu'il ne pouvoit guère tarder que je » n'en eusse quelque bonne nouvelle. Sa Sainteté répliqua » que plut à Dieu qu'ainsi fût, et qu'il en étoit grand besoin ;

(1) De Thou, L. XVII, p. 420. — *Belcarinus*, L. XXVII, p. 874. — *Mura-*
tori, T. XIV, p. 419.

» que jamais le roi n'avoit eu ni n'auroit telles occasions pour
» la grandeur et pour l'exaltation de toute sa maison que
» celle qui s'offroit; répétant les propos qu'elle avoit plusieurs
» fois tenus, de vouloir mettre la couronne de l'empire sur
» la tête de Sa Majesté, et faire son second fils roi de Naples,
» et un autre duc de Milan, et ériger ledit duché en royaume,
» et le faire roi de Lombardie; et un autre, qu'il le feroit dès
» cette heure cardinal; et qu'il ne cédoit à cardinal quelcon-
» que français, quel qu'il fût, pour être plus Français et ai-
» mer plus le roi que lui; et que Sa Majesté pouvoit bien faire
» son compte de ne voir jamais pape tant sien que lui, quelque
» Français naturel qu'il pût être; et que si l'on s'étoit déclaré
» et avoit pris les armes contre un empereur et un pape pour
» un duc de Parme, qu'il ne savoit que dire si on ne le pre-
» noit à bon escient non-seulement pour un pape, mais pour
» la querelle de Dieu et de son Église; et pour acquérir par
» manière de dire la monarchie du monde, et tant de grands
» et si beaux États, et délivrer tant de peuples opprimés; que
» le roi, s'il vouloit, seroit adoré comme un rédempteur de
» l'Italie; qu'il avoit telle connoissance de la bonne intention
» de Sa Majesté, et de l'affection et amour qu'elle lui portoit,
» qu'il se tenoit pour tout certain qu'elle ne lui manqueroit
» jamais de son aide et de sa promesse, si ce n'étoit par la ma-
» lice et assassinement de quelques traîtres qui pour leurs in-
» térêts particuliers vouloient empêcher la grandeur de Sa Ma-
» jesté sous le manteau d'une paix qui sembloit en appa-
» rence être une belle chose; mais que cette paix en effet
» n'étoit qu'une invention diabolique pour empêcher la ruine
» des hérétiques, schismatiques, ennemis de Dieu et de l'Église;
» et quiconque conseilloit et mettoit en avant une paix avec
» telles gens, il étoit ministre du diable, ministre d'ini-
» quité, favorable aux méchants hérétiques, traître et déloyal
» serviteur à son maître; et que Dieu le maudiroit et en feroit
» la vengeance, et qu'il prioit Dieu de le maudire comme lui
» le maudissoit; nous disant là-dessus à tous deux telles pa-
» roles : « Cheminez droit l'un et l'autre, car je vous jure le
» Dieu éternel que si je puis entendre que vous vous mêliez

» de telle menées, je vous ferai voler les têtes de dessus les
 » épaules ; et ne pensez pas que j'attende pour cela des nou-
 » velles du roi ; car la première chose que je ferai sera de vous
 » faire trancher vos têtes, et puis après j'en écrirai au roi,
 » et lui manderai que je vous ai châtiés et punis comme trai-
 » tres de Sa Majesté et de moi. Et n'estimez pas que pour
 » telles gens que vous le roi laisse de m'être bon fils ; car j'en
 » enverrai par terre à centaines de telles têtes que les vôtres,
 » et l'amitié d'entre le roi mon fils et moi ne sera pour cela
 » de rien altérée.... Il m'a été donné une fois une trêve in-
 » fâme et maudite, et je l'ai endurée pour une fois ; mais qui
 » me voudra pour la seconde fois donner d'une paix , je vous
 » jure le Dieu vivant que je mettrai des têtes par terre , et
 » advienne qu'il en pourra advenir.... » En somme, Sa Sain-
 » teté continua ce propos de nous faire trancher nos têtes , et de
 » mécontentement , près d'une heure en telle colère , qu'elle
 » s'en mit hors d'haleine , et ne pouvoit plus parler (1). »

Le roi, bientôt après, avertit le pape qu'il avait rassemblé l'armée que le duc de Guise était chargé de lui conduire , et qu'elle ne tarderait pas à passer les monts. Cependant le danger devenait tous les jours plus pressant pour Rome ; et , le 19 novembre, le cardinal Caraffa signa une trêve de dix jours , qui fut ensuite prolongée jusqu'à quarante jours avec le duc d'Albe. Cette trêve fut annoncée comme destinée à préparer la paix ; mais quelque envie que les Espagnols eussent de conclure, le pape n'écoutait que sa haine, et il ne songeait qu'à gagner du temps par la trêve pour attendre le duc de Guise (2).

Tandis que Henri flottait entre les factions de sa cour, ayant fait la paix pour complaire aux Montmorencys , et recommençant la guerre pour complaire aux Guises , il n'était pas moins indécis dans l'administration intérieure de son royaume. Là aussi, il n'osait contrarier ouvertement ni

(1) Mémoire au roi. Dans Ribier. p. 665.

(2) Ribier, p. 668, 669. — De Thou, L. XVII, p. 424. — G. B. Adriani, L. XIV, p. 965, 975. — *Frà Paolo Concilio di Trento*, L. V, p. 413. — *Muratori, Annali*, T. XIV, p. 419.

ses divers favoris, ni sa maîtresse, ni sa femme; il cédait tour à tour à chacun, et sa complaisance envers l'un d'eux devenait un titre pour les autres, afin d'obtenir de lui une complaisance semblable. Un Guise ayant épousé une fille de Diane, duchesse de Valentinois, Montmorency voulut que son fils épousât Diane, fille du roi, et veuve du duc de Castro, qui, probablement, était fille de la duchesse de Valentinois, quoique celle-ci eût trouvé plus convenable de lui supposer une autre mère. Le roi y consentit; mais François de Montmorency était engagé à mademoiselle de Piennes, l'une des plus belles et des plus aimables personnes de la cour. Le mariage avait été contracté secrètement; pour le rompre, le connétable fit publier un édit contre les mariages clandestins, qu'il annulait par un effet rétroactif, même lorsqu'ils avaient été contractés par des personnes majeures: il fit enlever mademoiselle de Piennes, qui fut enfermée dans un couvent; et il envoya son fils à Rome pour obtenir l'assentiment du pape (1).

Depuis long-temps le trésor était vide, le crédit épuisé, les impôts engagés d'avance; et les dettes, montant à vingt-cinq millions, dépassaient ce que la France avait la faculté de payer. Pour les expéditions d'éclat, pour les fantaisies des favoris, on trouvait encore des capitaux; mais le service ordinaire de la guerre était toujours en souffrance: le maréchal de Brissac, qui commandait en Piémont, n'avait pas le quart des troupes nécessaires pour défendre cette province; et lorsqu'il demandait leurs soldes arriérées, on lui envoyait en réponse l'ordre de licencier encore une partie des soldats qui lui restaient. Les longs mémoires de son secrétaire, Boivin du Villars, ne nous apprennent autre chose que cette continuelle impuissance (2). Au lieu d'argent, le roi accordait à ses favoris, tantôt des places et des gouvernements, tantôt des évêchés, des abbayes, et des bénéfices

(1) L'édit fut publié en février 1557. Isambert, p. 409. — *Belcarius*, L. XXVII, p. 890, 897. — Tavares, T. XXVI, p. 133. — *Brantôme*, T. II, Disc. 62, p. 424.

(2) Mém. de Boivin du Villars, L. VII et VIII, T. XXXV et XXXVI.

ecclésiastiques, que les courtisans s'arrachaient au moment où ces emplois devenaient vacants, sans que l'avantage des peuples ou l'édification des fidèles eussent jamais aucune part à leur distribution. Les courtisans étaient encore à la recherche des procès, et dès qu'ils pouvaient élever la plus légère prétention à un droit litigieux, ils se faisaient nommer des commissaires par le roi pour s'assurer le gain de leur cause, en la soustrayant à ses juges naturels: enfin ils étaient sans cesse à la poursuite des confiscations; souvent ils parvenaient à se faire assurer d'avance celles de tous les usuriers, de tous les hérétiques d'une ville ou d'une province; et dès qu'ils les avaient obtenues, ils sollicitaient la nomination d'une commission, pour y aller allumer des bûchers.

Mais, tandis que l'exécrable cupidité de ceux qui entouraient Henri II était une des causes qui rendaient les persécutions contre les calvinistes toujours plus cruelles, le fanatisme faisait de son côté des progrès dans tout le royaume. Au commencement de la réforme, les catholiques s'étaient montrés assez calmes sur la manifestation des idées nouvelles; ils éprouvaient plus de pitié que de colère pour ceux qui, par un zèle enthousiaste, troublaient l'ordre établi, et sacrifiaient les intérêts de la terre à ceux du ciel; depuis que la lutte s'était prolongée, les prédications fanatiques des moines, les calomnies répandues sur la croyance et la conduite des sectaires, avaient commencé à allumer dans ceux qui demeuraient fidèles à l'ancienne religion, une sorte de fureur. La populace demandait des victimes; elle assistait aux exécutions avec une joie féroce; elle se chargeait de faire elle-même la police pour l'Église, d'épier et de dénoncer quiconque, par une vie plus rangée, par des propos empreints de mysticisme, ou par son absence dans les jours de fête, donnait à soupçonner qu'il penchait vers la réforme. Les juges civils et ecclésiastiques étaient quelquefois forcés par le peuple de sévir, lors même qu'ils n'en avaient aucune envie. D'autre part, l'enthousiasme des calvinistes était porté jusqu'à la soif du martyre. Quand ils étaient dénoncés, quand ils étaient

saisis, ils confessaient hautement leurs opinions ; ils repoussaient les subterfuges que quelques-uns de leurs juges leur suggéraient volontiers ; ils se déclaraient prêts pour le martyre ; et au milieu des douleurs de l'atroce supplice auquel ils étaient livrés, tandis qu'on prolongeait leur agonie sur un bûcher par des inventions infernales, ils entonnaient le psaume : « Mon Dieu, prête-moi l'oreille dans ma douleur sans pareille ! » et ils frappaient leurs persécuteurs eux-mêmes de tant d'admiration, qu'on les vit plus d'une fois embrasser la croyance de ceux qu'ils venaient de traîner au supplice.

La France et l'Angleterre rivalisaient alors dans leurs efforts pour extirper l'hérésie par la terreur. La cruelle Marie semblait s'acharner de préférence contre ceux que leur science, leur vertu, leurs hautes dignités avaient mis le plus en évidence pendant les règnes de son père et de son frère : Hooper, Ridley, Latimer, Cranmer, les plus éminents entre les prélats de l'Église réformée, périrent les premiers dans les flammes (1). En même temps, Marie faisait déterrer les os de ceux qui, avant son règne, avaient succombé à une mort naturelle, pour les soumettre à un vain jugement, et les faire brûler aussi. En France, la persécution devenait tous les jours plus violente ; mais elle n'atteignait point les rangs plus élevés de la société. Théodore de Bèze nomme soigneusement les victimes dans chaque ville ; il précise le jour de leur martyre, le détail de leur souffrance, et le triomphe de leur courage. Il ne voulait pas que les fidèles pussent jamais oublier un des héros de leur croyance ; mais leur catalogue est trop long pour que nous puissions songer à le rapporter (2).

Jusqu'alors les calvinistes n'avaient point eu d'église organisée en France, et point de culte commun ; ils se renfermaient dans leurs maisons, et s'y encourageaient par la lecture de la Bible, ou des livres pieux qui leur étaient apportés de Genève, et par le chant des psaumes de Marot, mis

(1) *Macintosh*, T. II, p. 320.

(2) *Hist. ecclésiastique*, L. II, p. 95.

en musique par Goudimel. Un nombre infini de sectaires, qui avaient été obligés de fuir de leurs maisons, erraient sans cesse de ville en ville, au travers de la France, recevant l'hospitalité de ceux qu'ils savaient être en secret attachés aux mêmes opinions, priant avec eux, et les exhortant à persister dans l'œuvre du Seigneur. Ces pèlerins de la réforme visitaient fréquemment Genève et Lausanne, pour y recevoir des enseignements religieux de la bouche même de Calvin et de ses premiers disciples; ils se chargeaient en même temps des livres de la religion, qu'ils allaient ensuite répandre dans les provinces de France : pour le faire, ils bravaient les dangers les plus effrayants; car lorsqu'on trouvait quelqu'un de ces livres sur eux, ils n'échappaient pas au supplice. Ainsi les protestants français étaient encouragés par des confesseurs et des martyrs, non par des prêtres : aucun ministre ne célébrait pour eux la sainte Cène et le baptême; et ceux qui ne voulaient pas recevoir les sacrements dans la forme usitée par l'Église catholique, se trouvaient obligés de venir à Genève pour cet acte religieux. Genève était alors la ville sacrée des protestants, celle vers laquelle tous les yeux se tournaient, d'où la lumière était sans cesse portée dans toutes les provinces; et lorsque les malheureux religionnaires, qui ne cessaient d'y accourir pour prier, pour éclairer leur foi et pour ranimer leur courage avant de braver de nouveaux dangers, découvraient pour la première fois, en sortant des gorges du Jura, cette cité du Seigneur, ils se jetaient à genoux, ils remerciaient Dieu, et ils entonnaient ses louanges.

Mais le nombre des religionnaires était devenu trop grand en France, pour qu'ils pussent se passer plus long-temps de ministres et de culte. Un gentilhomme du Maine, nommé La Ferrière, qui avait embrassé les nouvelles opinions avec sa famille, avait amené sa femme à Paris pour y échapper à la surveillance religieuse, plus active dans les provinces. Ayant un jour assemblé, dans sa maison du Pré aux Clercs, un assez grand nombre de calvinistes, il leur déclara qu'il ne se soumettrait pas à ce que l'enfant dont sa femme était grosse fût baptisé avec des cérémonies qu'il nommait idolâ-

tres ; il les pressa donc d'élire entre eux un ministre : l'assemblée s'y prépara par le jeûne et par la prière, puis elle désigna tout d'une voix un jeune homme d'Angers, nommé La Rivière, qui n'avait pas plus de vingt-deux ans, mais qui était tout nouvellement revenu de Genève, et qui joignait à la science et à la foi le courage nécessaire pour entrer dans cette carrière de dangers ; c'était au mois de septembre 1555. L'organisation de l'Eglise de Paris fut terminée, dit Théodore de Bèze, « par l'établissement d'un consistoire composé de » quelques auciens et diacres qui veilloient sur l'Eglise, le » tout au plus près de l'exemple de l'Eglise primitive du » temps des apôtres. Cette œuvre, véritablement, est pro- » cédée de Dieu en toute sorte, surtout si on regarde les dif- » ficultés qui pouvoient ôter toute espérance de pouvoir » commencer cet ordre par la ville de Paris. Car outre la » présence du roi en icelle, avec tous les plus grands ennemis » de la religion étant à ses oreilles, la Chambre ardente du » parlement étoit comme une fournaise vomissant le feu tous » les jours ; la Sorbonne travailloit sans cesse à condamner » les livres et les personnes ; les moines et autres prêcheurs » attisoient le feu de la plus étrange sorte qu'il étoit possible ; » il n'y avoit boutique ni maison tant soit peu suspecte qui » ne fût fouillée ; le peuple, outre cela, étant de soi-même » des plus stolidés de France, étoit enragé et forcené (1). »

L'Eglise de Paris réussit cependant à se dérober, près de deux ans, à la connaissance de ses ennemis ; et comme la communication la plus active était alors entretenue entre tous les religionnaires, son organisation fut imitée avec une étonnante rapidité à Meaux, à Angers, à Poitiers, à l'île d'Arvert en Saintonge, à Agen, à Bourges, à Issoudun, à Blois et à Tours. Dans chacune de ces villes, un ministre, candidat pour le martyre, arriva de Paris ou de Genève, et fut institué avant la fin de l'année ; dans chacune aussi, avant que l'année fût révolue, quelques hommes d'entre ceux qui avaient montré le plus de zèle pour la foi nouvelle, furent

(1) Théod. de Bèze, I. II, p. 99 et 100.

dénoncés aux juges ou civils ou ecclésiastiques, arrêtés, condamnés et brûlés avec un raffinement de cruauté (1).

Un projet avait cependant été formé sous la protection de l'amiral de Coligni, qui favorisait secrètement les protestants, pour les soustraire au bûcher, et les employer en même temps à étendre le commerce et la puissance de la France dans cette Amérique, où les Espagnols et les Portugais faisaient chaque jour de nouvelles découvertes. Durand de Villegagnon, chevalier de Malte, entreprit d'aller fonder une colonie protestante au Brésil : il partit du Havre avec deux vaisseaux de deux cents tonneaux, le 14 août 1555 ; il était accompagné par plusieurs gentilshommes, par des ouvriers, et par quelques ministres du culte, qui se flattaient de se faire une nouvelle patrie, où ils pourraient servir Dieu en liberté. Le 13 novembre, ils entrèrent dans la rivière que les Portugais appelaient déjà Rio-Janeiro : les naturels du pays paraissaient empressés à contracter avec eux une alliance ; ils prirent possession d'une île, où ils bâtirent un fort qu'ils nommèrent Coligni ; mais bientôt les difficultés, les privations, les besoins d'une nouvelle colonie, aigrirent des hommes qui avaient trop compté sur le secours de Dieu, et trop négligé les moyens humains ; ils se querellèrent, ils quittèrent le fort Coligni ; les uns périrent de misère, d'autres regagnèrent avec peine les côtes de France (2).

Pendant ce temps Charles-Quint avait accompli les diverses abdications par lesquelles il se dépouilla successivement de toutes ses couronnes ; il avait envoyé à son frère Ferdinand, le 27 août 1556, le sceptre de l'empire qu'il lui résignait (3). Le 17 septembre, il prit congé de son fils, qu'il laissa dans les Pays-Bas, et s'étant embarqué en Zélande, sous l'escorte de vaisseaux des trois nations espagnole, flamande et anglaise, il prit terre à Laredo, en Biscaye, le onzième jour. Arrivé à Burgos, il fut obligé de s'y arrêter

(1) Théod. de Bèze, L. II, p. 100-110.

(2) De Thou, L. XVI, p. 381. — *Belcarius*, L. XXVIII, p. 909.

(3) Traité de Paix, T. II, p. 276.

quelques semaines, faute d'argent pour continuer sa route, et récompenser les hommes de sa suite, qu'il ne voulait pas conduire plus loin. Déjà les ministres de son fils étaient en retard pour lui payer la pension de cent mille écus qu'il s'était réservée; les nobles des provinces qu'il traversait ne lui montraient plus d'empressement ou de respect; depuis qu'il n'avait plus de grâces à distribuer, il avait cessé d'être à leurs yeux un grand personnage. En même temps, ses infirmités redoublaient, et ce n'était qu'avec de cruelles souffrances qu'il pouvait avancer dans son voyage. A Valladolid, il se sépara de ses deux sœurs, auxquelles il ne voulut point permettre de l'accompagner dans sa solitude; et, le 21 février 1557, il entra dans le petit appartement qu'il s'était fait préparer au couvent de Saint-Just, près de Placencia, dans l'Estramadure. Il avait choisi le site de ce couvent comme le plus salubre et le plus délicieux de toute l'Espagne; et on lui avait entendu dire, lorsqu'il le visitait bien des années auparavant, qu'une telle retraite aurait pu tenter Dioclétien (1).

(1557.) La cour de France s'était engagée envers le pape à recommencer la guerre contre Philippe, et pendant les mois les plus rigoureux de l'hiver le duc de Guise traversait les Alpes avec les troupes qu'il comptait conduire à Rome. Cependant Henri II n'avait point dénoué la rupture de la trêve de Vaucelles ou la reprise des hostilités; il demandait seulement qu'en se conformant à cette trêve, Philippe II cessât d'attaquer le pape (2). Gaspard de Coligni, quoiqu'il fût celui qui avait signé la trêve, et qui était ensuite allé à Bruxelles recevoir le serment du monarque ennemi, parut éprouver une sorte de jalousie de ce que son rival, le duc de Guise, devait porter les premiers coups dans la guerre qui allait se rallumer. Il était gouverneur de Picardie; quelques traîtres lui ayant offert de lui livrer la ville de Douai, il tenta de la surprendre,

(1) *Robertson's*, L. XII, p. 251-255. — *De Thou*, L. XVII, p. 449. — *Belcarius*, L. XXVII, p. 891. — *P. Miñana*, l. V, c. 5, p. 289. — *Ferreras*, T. XIV, p. 12.

(2) *Ribier*, p. 645.

et vint s'embusquer, le 6 janvier 1557, auprès de ses murs ; mais au lieu d'y être joint par ceux qui avaient promis de lui livrer la ville, ce fut lui-même qui s'y vit attaqué à l'improviste, et forcé de faire une retraite précipitée. Pour s'en venger, il se jeta sur Lens en Artois, qu'il attaqua, prit et brûla (1).

Le duc de Guise avait pris congé du roi à Saint-Germain, le 17 novembre 1556, et au commencement de janvier seulement il était entré en Piémont. Son armée ne s'élevait pas en tout à quinze mille hommes ; plus de la moitié d'entre eux étaient Suisses. Les ducs d'Aumale et de Nemours, le marquis d'Elboeuf, Cypierre, Tavannes, La Roche-Posay, Biron, et une foule de seigneurs de la cour, suivirent le duc de Guise, qui, par son crédit, avait assuré trois mois de solde d'avance à ses troupes, tandis que la solde de celles de Brissac était arriérée de huit à neuf mois. Quoique cette armée pût paraître bien faible pour s'aventurer jusqu'à l'extrémité de l'Italie, l'épuisement était tel de part et d'autre, qu'elle inspira une grande terreur. Le cardinal de Trente, gouverneur de Milan, sollicitait avec instance l'arrivée de huit mille fantassins et deux cents chevaux, qu'on lui avait promis d'Allemagne ; et, en attendant, le danger lui parut si grand, qu'il rendit des armes aux Milanais, que la jalousie espagnole avait jusqu'alors tenus désarmés. Sa terreur s'accrut encore, lorsqu'il sut que, le 20 janvier, Guise avait pris d'assaut Valenza sur le Pô, dont le gouverneur lui avait refusé des vivres au passage ; il adressa cependant ses plaintes au duc sur cette violation de la trêve ; Guise répondit que, comme Français, il était toujours prêt à l'observer ; mais qu'il avait été envoyé par le roi pour porter des secours au pape, son allié, et qu'il ne devait désormais être considéré que comme un soldat du pape (2).

(1) De Thou, L. XVIII, p. 454. — Rabutin, T. XXXVIII, p. 378. — *Minana*, L. V, c. 6, p. 299.

(2) De Thou, L. XVIII, p. 456. — *Belcarius*, L. XXVII, p. 892. — *G. B. Adriani*, L. XIV, p. 982. — Villars, T. XXXV, L. VIII, p. 548, et notes 482.

Hereule II, duc de Ferrare, était entré dans l'alliance française, et avait accepté le commandement en chef de l'armée du duc de Guise, à laquelle il devait joindre six mille hommes de ses propres troupes. Le duc de Parme, alarmé de l'approche de tant de soldats, avait fait avertir Brissac que, malgré son nouveau traité avec Philippe, il observerait la neutralité, et ne s'opposerait point au passage des Français à travers ses États; le duc de Florence, le fourbe et cruel Cosme I^{er}, parut aussi rechercher l'alliance française; il se plaignait hautement de l'ingratitude espagnole: après qu'il s'était épuisé de sang et d'argent, disait-il, pour conquérir Sienna, Philippe II refusait de lui remettre cette ville, et le laissait exposé aux vexations et aux affronts de ses lieutenants. Mais les plaintes de Cosme et ses intrigues avec la France n'étaient qu'une ruse pour alarmer Philippe. Elle réussit, et ce roi, pour se l'attacher, finit par lui céder, le 19 juillet 1537, l'État de Sienna, sans l'obliger même pour cela à rompre ouvertement avec la France (1).

Les Vénitiens avaient été pressés en même temps par les Caraffa et par les Français d'entrer dans une alliance qui leur était représentée comme destinée à rétablir l'indépendance de l'Italie; La Vigne, ambassadeur de France à la Porte, avait sollicité Soliman II d'envoyer de nouveau sa flotte à l'appui de la française, affirmant que le roi de France n'avait rien de plus à cœur que la grandeur et la prospérité des Ottomans, et que son but, soit dans la paix, soit dans la guerre, n'avait jamais été autre que de seconder le sultan son bon frère et son allié. En lisant toutes les dépêches de cet ambassadeur, on voit clairement que les Français ne se croyaient pas tenus à apporter la moindre bonne foi dans leurs relations avec les infidèles (2).

Mais pour que l'armée du duc de Guise pût opérer l'affranchissement de l'Italie, il fallait qu'elle commençât par con-

(1) *G. B. Adriani*, L. XIV, p. 994, 1001, 1012. — De Thou, L. XVIII, p. 472-477.

(2) Lettres de l'év. de Lodève, ambassadeur à Venise, et de La Vigne, à Constantinople. Dans Ribier, p. 675, 683.

quérir la Lombardie, et qu'elle en chassât les Allemands et les Espagnols, ce qui dans ce moment eût été facile : alors l'alliance des Vénitiens, celle des ducs de Ferrare, de Parme et de Florence, qui étaient encore irrésolus, la possession du Piémont et de la plus grande partie du Montferrat, dont le maréchal de Brissac était maître, et enfin l'appui du pape, auraient donné les plus grandes facilités pour chasser aussi les Espagnols du royaume de Naples. Ce fut la conclusion à laquelle s'arrêtèrent les chefs français et italiens assemblés à Turin, Guise, Brissac, de Termes, les trois frères Birague, de Gordes, et d'autres encore; ils convinrent d'envoyer en poste Boivin du Villars pour en rendre compte au roi (1). Mais Guise ambitionnait plus une action d'éclat que les résultats des combinaisons d'une campagne savante, qui l'aurait tenu trop long-temps éloigné de la cour. Son intention était de profiter de la faveur du vieux pape, qui pouvait mourir d'un jour à l'autre; il voulait élever au saint-siège le cardinal de Lorraine son frère, et se placer lui-même sur le trône de Naples, et il ne lui convenait pas de révéler de tels projets à sa cour : aussi en même temps que Villars fut dépêché au roi par les chefs réunis, Guise envoya un courrier à son frère, le cardinal de Lorraine, pour qu'il fit agir la duchesse de Valentinois et la reine auprès du roi, en sorte que celui-ci lui envoyât l'ordre de continuer sa marche vers Rome. De son côté, le pape insistait pour que l'armée française se présentât dans l'Abruzze, où il prétendait avoir de grandes intelligences (2). Brissac, avec huit cents chevaux et huit mille fantassins, ayant fait une diversion dans le Milanais, Guise traversa les duchés de Plaisance et de Parme sans y rencontrer aucune résistance, des vivres lui étant partout préparés pour son argent. Près de Reggio, il rencontra son beau-père, le duc de Ferrare, à la tête des six mille hommes de troupes que celui-ci avait promises pour l'expédition, et la délibération sur la

(1) Villars, T. XXXV, L. VIII, p. 332.

(2) *Ibid.*, p. 367. — *Frà Paolo, Concil. di Trento*, L. V, p. 414. — *G. B. Adriani*, L. XIV, p. 985.

convenance d'attaquer la Lombardie y fut renouvelée ; mais Guise s'y refusa décidément. Le duc de Ferrare, de son côté, déclara qu'il ne voulait pas s'aventurer si loin de ses États, et il se sépara de son gendre avec assez de mécontentement, commençant à mal augurer d'une expédition qui lui paraissait conduite avec si peu de prudence (1).

Le 31 janvier 1557, la guerre fut déclarée dans Rome au roi Philippe, au nom de Henri II. Le pape fit, peu après, une création de dix cardinaux, parmi lesquels, à la sollicitation de la France, il donna le chapeau à Jean Bertrandi, garde des sceaux, et aux évêques de Béziers et de Toulon (2). La vue des drapeaux français avait relevé l'audace du pape ; il avait rompu toute négociation avec le duc d'Albe, qui de son côté, à l'approche des Français, avait concentré ses troupes dans le royaume de Naples, en sorte que les généraux du pape n'eurent pas de peine à reprendre plusieurs des petites places qu'ils avaient perdues dans la campagne précédente. On ne peut lire cependant les détails de ces chétives expéditions sans un sentiment d'horreur et d'effroi. Tandis que la civilisation paraissait faire des progrès, que les sciences, les lettres, les arts étaient cultivés avec un redoublement de zèle, la guerre se faisait d'une manière toujours plus horrible ; les soldats mercenaires, recueillis parmi le rebut des nations, corrompus par les forfanteries de leurs compagnons d'armes et de leurs devanciers, et se proposant d'enchérir sans cesse les uns sur les autres, dans leur mépris des lois, de la vie civile, et de l'humanité, avaient rendu la guerre plus atroce qu'elle ne l'eût jamais été dans les temps les plus barbares. Lorsqu'une ville était prise de force, lors même qu'elle se rendait à discrétion, non seulement le viol et le pillage étaient toujours autorisés, le plus souvent la ville même était brûlée, et les hommes, les femmes et les enfants étaient tous massacrés (3).

(1) *G. B. Adriani*, L. XIV, p. 989. — *De Thou*, L. XVIII, p. 458. — *Belcarius*, L. XXVII, p. 894.

(2) *Ribier*, p. 684. — *Belcarius*, L. XXXVII, p. 896.

(3) *De Thou*, L. XVIII, p. 460.

L'armée du duc de Guise était entrée par Bologne dans les États de l'Église ; tandis qu'elle traversait les Marches et qu'elle se concentrait dans le voisinage d'Ascoli, le général se rendit à Rome, où il fut reçu le 4 mars par le pape, qu'entouraient le maréchal Strozzi, l'ambassadeur de France, les Caraffa et les cardinaux les plus attachés à la France. Paul IV annonça à cette assemblée son intention de prononcer contre Philippe une sentence par laquelle il le dépouillerait du royaume de Naples, en punition de ce que, vassal du saint-siège, il avait pris les armes contre le pape son seigneur ; il le frapperait en même temps de censures et d'excommunications avec tous ses vassaux et adhérents, et il enlèverait leurs dignités aux cardinaux qui demeureraient attachés à son service (1). Mais si Guise trouva dans le vieux pontife autant de zèle, autant d'impétuosité qu'il pouvait en désirer, il s'aperçut bientôt que ses neveux les Caraffa lui avaient promis plus qu'ils ne pouvaient tenir. Les vivres, les munitions de tout genre qui devaient être réunis à Ascoli, ne s'y trouvaient point ; les soldats pontificaux n'arrivaient qu'en petit nombre ; les partisans dont on avait annoncé le soulèvement dans les Abruzzes se tenaient tranquilles. Le 13 avril cependant Guise passa la frontière ; il prit Campli, dont il laissa massacrer tous les habitants ; et le 24 avril il vint mettre le siège devant Civitella. Cette petite ville était mal fortifiée ; une partie de son enceinte n'avait d'autres murailles que celles des maisons extérieures ; mais sa situation au sommet d'un monticule en pain de sucre en rendait l'accès difficile, et les horreurs commises à Campli avaient appris aux habitants qu'il n'y avait de sûreté pour eux que dans la victoire ; les femmes manifestèrent dans le combat autant d'intrépidité que les hommes, et elles partagèrent jusqu'au bout tous les dangers de la défense. Le duc d'Albe, pendant la durée du siège, réunit son armée à Giulia-Nova, à peu de distance de Civitella ; mais comme elle était composée en partie de nouvelles levées, il lui accordait peu de confiance, et il ne voulut

(1) Ribier, p. 678.

pas l'exposer à une bataille. Cependant la résistance obstinée de Civitella déconcertait les plans du duc de Guise; il avait livré plusieurs assauts, qui tous furent repoussés; les munitions promises par les Caraffa n'arrivaient point, beaucoup de soldats tombaient malades; les fourrageurs, dès qu'ils s'écartaient, étaient enlevés par le duc d'Albe; chaque jour on annonçait que celui-ci allait attaquer les Français, et chaque jour Guise redoutait davantage cette attaque; enfin le 15 mai il prit le parti de lever le siège, et de se retirer d'abord sur le territoire d'Ascoli, ensuite sur celui de Macérata, pour y refaire son armée (1).

Le duc de Guise éprouvait la plus violente irritation de voir tous ses projets déjoués, tous ses rêves de gloire évanouis, et d'être venu échouer devant une mauvaise place presque inconnue de l'Abruzzo, avec cette armée qui avait fait trembler toute l'Italie. Au lieu de s'accuser lui-même d'avoir méprisé les conseils de Brissac et du duc de Ferrare, il chercha sur qui faire tomber son ressentiment; il prétendit avoir été trompé par les Caraffa sur les dispositions des Napolitains, sur les forces de l'État de l'Église, sur les soldats, l'argent, les munitions qui lui avaient été promis. Un jour qu'il était à table avec Antonio Caraffa, marquis de Montebello, le plus jeune des neveux du pape, la dispute s'échauffa tellement entre eux que, selon les uns, il l'accusa d'avoir volé ses soldats; selon d'autres il lui jeta sa serviette ou son assiette à la tête (2). Caraffa vint se plaindre à son oncle de l'insolence des Français: mais celui-ci, qui n'avait plus d'autres alliés qu'eux, fut obligé de dévorer cet affront. Pendant ce temps le duc d'Albe avait reçu des renforts considérables; il était rentré dans les terres de l'Église; il en reprenait les villes les unes après les autres, et il les traitait avec la plus horrible cruauté; enfin, il avait rencontré An-

(1) De Thou, L. XVIII, p. 461. — *Belcarius*, L. XXVII, p. 896. — *G. B. Adriani*, L. XIV, p. 1007.

(2) De Thou, L. XVIII, p. 485. — *Adriani*, L. XIV, p. 1008. — *Tavannes*, T. XXVI, p. 158. — *Muratori, Ann.*, T. XIV, p. 424.

tonio Caraffa avec l'armée du pape, sous les murs de Palliano, et il l'avait mise en déroute (1).

De son côté, Montlue était retourné au service du simulateur de la république de Sienne, qui s'était conservé à Montaleino, et il y soutenait la guerre contre le duc de Florence; Brissac, en Piémont, avait de nouveau mis le siège devant Val-Fenéra, dans l'Astesan, et il s'était enfin rendu maître, le 22 avril, de cette place qui lui avait résisté si long-temps, et qu'il rasa de fond en comble. Le duc de Ferrare faisait la guerre aux petits seigneurs de Correggio et de Guastalla, et le maréchal Strozzi travaillait, d'après les ordres de Henri II, à réconcilier le duc de Guise avec les Caraffa (2).

Guise, après avoir laissé ses troupes se reposer quelques semaines dans la Marche, se rapprocha des frontières de l'Abruzze, où il eut quelques engagements avec les Espagnols: un de ses meilleurs officiers, la Roche-Posay, y fut fait prisonnier près d'Aseoli. D'après les ordres du roi, Guise traversa ensuite le duché de Spoleto, et vint à Tivoli vers le milieu du mois d'août, pour défeindre le pape qui venait d'éprouver de nouveaux échecs; mais retardé dans sa marche par le duc d'Albe, il ne put arriver à temps pour sauver la ville de Ségnà qu'assiégeait Mare-Antonio Colonna, et qui fut prise d'assaut, pillée, brûlée, et ses habitants massacrés. Peu de jours après, le duc d'Albe ayant dérobé sa marche à Guise, se présenta aux portes de Rome dans la nuit du 26 août; il se flattait ou de surprendre la ville, ou d'y être introduit par quelqu'un de ses partisans. Son dessein échoua; mais il en avait fait assez pour que le pape apprît enfin à connaître tout le danger qui le menaçait. Ce pontife orgueilleux et irascible regardant les succès de ses ennemis comme une œuvre de l'enfer, se croyait près de subir le martyre, et il ne demandait plus, disait-il, que d'être réuni à Jésus-Christ.

(1) De Thou, L. XVIII, p. 478. — *Belcarius*, L. XXVII, p. 896.

(2) De Thou, L. XVIII, p. 406. — Montluc, T. XXIV, p. 1-56. — Villars, T. XXXVI, p. 3.

Comme il était dans cet état d'irritation et d'inquiétude, le duc de Guise se présenta inopinément à lui, et lui remit une lettre que Henri II lui écrivait en date du 5 août, par laquelle il lui annonçait le désastre éprouvé à Saint-Quentin, et le rappelait avec son armée pour venir sauver la France. Le pape, qui se voyait abandonné aux mains de ses ennemis, voulut d'abord retenir Guise; mais, lorsque celui-ci insista, il lui répondit: « Partez donc, aussi bien avez-vous » fait peu de chose pour le service de votre roi, moins encore » pour l'Église, et rien du tout pour votre honneur (1). »

Heureusement pour Paul IV, il avait pour ennemi un monarque bigot qui croyait mettre son salut en danger lorsqu'il faisait la guerre au saint-siège, et des généraux qui, voulant s'assurer l'honneur d'être les défenseurs de l'Église et les exterminateurs des hérétiques, s'empressaient de montrer au pape la plus grande déférence. Une conférence fut ouverte à Pavie, sous la médiation des ambassadeurs toscans et vénitiens, entre le duc d'Albe et les cardinaux Santa Fiora et Vitelli. Le 14 septembre une paix y fut signée, qui devait satisfaire même l'orgueilleux Paul IV. Le duc d'Albe s'engagea à se rendre à Rome pour y demander pardon au pape de lui avoir fait la guerre, et pour y recevoir l'absolution en son nom et au nom de son roi. Il devait lui rendre toutes les places conquises dans l'État de l'Église, au nombre de plus de cent, et laisser en dépôt les fiefs des Colonna dans des mains neutres, pour attendre un arrangement à l'amiable (2).

Le duc de Guise fit embarquer à Civita-Vecchia, pour la Provence, les troupes qu'il retirait des États romains. Lui-même il se rendit par terre à Ferrare, où il redemanda avec menaces, à son beau-père, cent mille écus qu'il lui avait prêtés. Le malheureux duc de Ferrare, exposé aux attaques

(1) La lettre dans Ribier, p. 700. — Le propos du pape, dans *Frà Paolo*, L. V, p. 413.

(2) *Frà Paolo*, L. V, p. 413. — Ribier, p. 704. — De Thou, L. XVIII, p. 491. — *G. B. Adriani*, L. XV, p. 1037. — *Belcarius*, L. XXVII, p. 900. — *Minaua*, L. V, c. 6, p. 302.

combinées du gouverneur du Milanez et des ducs de Florence et de Parme, avait plus que jamais besoin de tout son argent. Cependant les ducs de Florence et de Parme ne désiraient pas la ruine de celui de Ferrare; après une guerre moins malheureuse qu'il n'aurait pu le craindre, ce dernier abandonna l'alliance de la France, et fut réconcilié à Philippe II le 22 avril 1558. Montluc, qui avait pris la fièvre à Grosséto, quitta la Toscane peu après le départ de Guise, et Brissac demeura seul chargé de défendre le Piémont avec des troupes affaiblies et mal payées (1).

La guerre que l'ambition des Guises avait rallumée attirait de toutes parts des désastres sur la France. La reine Marie d'Angleterre s'était cru autorisée, par la mauvaise foi de Henri II, à prendre la défense de son mari Philippe II. Celui-ci lui avait fait visite au printemps de 1557. Il lui avait annoncé que le gouvernement français était entré en correspondance avec les protestants anglais, et leur avait offert des secours pour les dérober à la cruelle persécution qu'ils éprouvaient alors. Marie, qui aimait avec passion son jeune mari, dont elle était fort négligée, ne résistait jamais à aucun de ses desirs. Le 7 juin, un héraut d'armes anglais se présenta à Henri II, et lui dénonça la guerre au nom de sa souveraineté. Le roi fit bon accueil à ce héraut, quoiqu'il sentit avec inquiétude que la France avait déjà trop d'ennemis sur les bras. Il s'adressa toutefois à la reine régente d'Écosse, et il l'engagea à commencer immédiatement les hostilités contre les Anglais. C'était contre les intérêts et la volonté de la nation anglaise que Marie Tudor avait rompu avec la France pour complaire à son mari. Ce n'était pas moins contre les intérêts et la volonté de la nation écossaise que la reine régente, mère de Marie Stuart, rompit avec l'Angleterre pour complaire aux Guises ses frères (2).

(1) Ribier, lettre de Guise au duc de Ferrare, Rome, 4 septembre, p. 703. — Montluc, T. XXIV, p. 57 à 62. — Paix du duc de Ferrare. — *Muratori, Annali*, p. 428, 432. — *G. B. Adriani*, L. XV, p. 1061. — De Thou, L. XVIII, p. 490; L. XIX, p. 495; L. XX, p. 538.

(2) Procès-verbal du héraut d'armes, Ribier, p. 690. — De Thou, L. XIX,

Ce fut aussi au mois de juin seulement que les armées se rassemblèrent sur la frontière des Pays-Bas. Philippe II était alors âgé de trente ans ; il aurait pu, comme font souvent les princes , prendre son ardeur belliqueuse de jeunesse pour des talents militaires , et vouloir commander son armée : il eut le bon esprit de n'y pas prétendre ; il resta dans les Pays-Bas ; mais il mit à la tête de ses troupes le duc de Savoie , qui avait déjà fait preuve de grands talents militaires ; il lui donna pour lieutenants le duc d'Arsechott et les comtes de Mausfeld et d'Egmont. C'était à Givet qu'ils avaient donné rendez-vous à leurs soldats. Henri II, qui avait envoyé la fleur de ses troupes en Italie avec le duc de Guise , donna l'ordre au duc de Nevers , gouverneur de Champagne , et à Gaspard de Coligni , gouverneur de Picardie , de se tenir sur la défensive sur toute la frontière du Nord. Il n'avait encore pris à sa solde que neuf ou dix mille fantassins allemands , et huit cents ou mille cavaliers également allemands , et désignés sous le nom de pistoliens (1). Encore que depuis soixante ans la France fût constamment en guerre , elle semblait devenir toujours moins belliqueuse ; à la réserve de quelques Gascons , tous ses soldats étaient étrangers : l'état d'humiliation et d'oppression où le roi et la noblesse retenaient le peuple , lui avaient fait perdre tout courage : habituellement désarmé , menacé , contraint de supporter tous les outrages , n'ayant aucune chance d'avancement , quand on lui rendait des armes il ne savait pas s'en servir ; on cessait presque absolument de faire marcher les légions des provinces , et depuis quelque temps les reitres , ou cavaliers allemands , remplaçaient dans les armées ces compagnies de gendarmerie française , qui auparavant avaient passé pour si supérieures à celles de toute autre nation. Le duc de Nevers croyait que l'intention du duc de Savoie était d'attaquer Mézières et Rocroy , pour isoler ainsi Marienburg , dont il se serait rendu

p. 103. — Rabutin, T. XXXIX, p. 9. — Mackintosh, p. 356. — Robertson's *Hist. of Scotland*, B. II, p. 93. — Buchanan, *Rev. Scot.*, L. XVI, p. 324.

(1) Rabutin, T. XXXIX, p. 5.

maître ensuite. Nevers avait bien pourvu ces trois places, puis il avait pris position au bourg d'Attigny avec dix-huit mille fantassins et cinq mille cavaliers, presque tous Allemands. Le 25 juillet, une attaque vigoureuse des Espagnols sur Roeroy le confirma dans son attente; cette attaque fut repoussée; mais elle n'était destinée qu'à donner le change aux généraux français, qui apprirent bientôt que Saint-Quentin se trouvait investi par trente-cinq mille hommes d'infanterie et douze mille chevaux, auxquels huit mille Anglais devaient encore se joindre (1).

Le connétable de Montmorency, l'amiral Coligni, et le maréchal de Saint-André, étaient arrivés à l'armée dès le 28 juillet : à l'instant où ils furent avertis de la marche du duc de Savoie sur Saint-Quentin, Coligni déclara que cette ville étant de son gouvernement, il avait résolu de s'y jeter, pour suppléer par sa présence à ce qui manquait de munitions et de soldats; son oncle le connétable lui promit de faire tout ce qui dépendrait de lui pour le dégager. C'était le 2 août; Coligni partit à l'instant même avec quatre compagnies de gendarmerie et trois de cheval-légers. En arrivant à La Fère, puis à Ham, il donna ordre aussi à cinq bandes de gens de pied qu'il y trouva, de prendre le même chemin; mais il fallait se presser pour entrer dans la ville avant que les ennemis en eussent fermé toutes les issues. Des troupes qu'il menait, partie resta en arrière, accablée par la fatigue, partie s'égara, partie rebroussa chemin, et il n'entra dans Saint-Quentin le même soir qu'avec à peine sept cents hommes (2).

Il était impossible de trouver une place en plus mauvais état que n'était alors Saint-Quentin; le faubourg d'Isle était intenable, le boulevard sans parapet, le fossé commandé par des maisons qui étaient sur l'autre bord, et cependant au point de communication de ce faubourg avec la ville « l'on

(1) De Thou, L. XIX, p. 505, 506. — *Belcarii*, L. XXVII, p. 897. — Rabutin, T. XXXIX, p. 17.

(2) Mémoires de G. de Coligni sur le siège de Saint-Quentin, T. XL, p. 217-220. — De Thou, L. XIX, p. 508. — Rabutin, T. XXXIX, p. 25.

» pouvoit , dit Coligni , faire brèche en moins d'une heure
» sans qu'il y eût un homme qui eût osé s'y présenter , pour
» ce que le dehors étoit beaucoup plus haut que le dedans ,
» et étoit le rempart du tout ôté (1). » Les plantations d'arbres au dehors s'étendaient jusqu'aux bords du fossé , et semblaient placées à dessein pour couvrir l'approche des ennemis ; un grand pan de muraille n'avait que sept ou huit pieds de haut , et il s'y trouvait encore deux grandes brèches qui n'étaient bouchées que de claies et de quelques balles de laine. Les magistrats de la ville , après avoir fait le recensement des vivres , n'avaient pas trouvé qu'il y en eût pour plus de trois semaines : on découvrit dans deux tours d'ancienne poudre à canon qui y avait été oubliée si long-temps que les barriques étaient pourries , en sorte qu'on fut obligé de la recueillir et de la transporter avec des draps ; et pendant cette opération une flammèche des maisons qui brûlaient y mit le feu , et ouvrit ainsi une large brèche aux murailles , en tuant une quarantaine de soldats. Quoique la ville fût bordée par un marais , elle ne possédait que trois petites nacelles qui ne pouvaient chacune contenir plus de trois hommes à la fois ; dans toute la ville on n'avait trouvé que vingt-une arquebuses à crochet , tant bonnes que mauvaises ; et dans la garnison on ne comptait pas cinquante arquebusiers , en sorte qu'il n'y avait pas moyen d'inquiéter les assiégeants lorsqu'ils venaient travailler jusque sous les murs. D'après l'état où l'on avait laissé cette place importante on peut juger à quel point les moyens de défense et les intérêts publics avaient été négligés sur toutes les frontières du royaume.

Coligni mit toute son activité et son intelligence à réparer de si graves oublis ; il fit fermer les brèches , couper les arbres , brûler les maisons qui dominaient les murs , rassembler les vivres cachés , et il soumit leur distribution à une inspection commune ; surtout il observa sans cesse , du clocher le plus élevé , les positions des ennemis , et les sentiers qu'il pouvait

(1) Mémoires de G. de Coligni sur le siège de Saint-Quentin, T. XL, p. 231, 237, 244, 247, 248.

indiquer au connétable, comme propres à lui faire passer les renforts qu'il demandait avec instance. Dès le second jour du siège il eut le malheur de perdre Telligni, un de ses meilleurs officiers, et de ceux en qui il avait le plus de confiance ; il fut tué dans une sortie. Deux jours après, Dandelot, frère de Coligni, auquel il avait cédé sa charge de colonel de l'infanterie, fut chargé par le connétable d'introduire deux mille hommes dans Saint-Quentin, tandis que le maréchal Saint-André et le prince de Condé faisaient, du côté de Ham, une fausse attaque; mais le guide qui conduisait Dandelot s'égarait, et vint donner dans un corps-de-garde ennemi ; Dandelot y perdit assez de monde, et fut obligé de se retirer sans avoir pu faire passer un soldat à son frère (1). Le connétable ne se rebuta point cependant, et lorsqu'on lui représentait que son armée était bien faible pour affronter celle que commandait le duc de Savoie, il répondait avec assurance qu'il lui montrerait un tour de vieille guerre. Ils'en fallait de beaucoup néanmoins qu'il fût en état de lui donner ainsi des leçons ; son coup d'œil n'était ni juste ni étendu ; il oubliait d'un moment à l'autre ce qu'il avait résolu, et comme son orgueil se révoltait du moindre avis, et lui faisait toujours adopter l'opinion contraire à celle qu'on lui suggérait, ses fautes étaient irréparables.

Coligni lui ayant de nouveau signalé un passage au travers des marais, par lequel on pouvait éviter les postes ennemis, et arriver jusqu'à la ville, Montmorency chargea une seconde fois Dandelot de conduire à son frère du secours. Il s'agissait de faire descendre des bateaux le long de la rivière, de traverser le marais, et de venir aborder à une place que Coligni garnissait la nuit d'un faux plancher qu'il enlevait le matin. Mais au lieu de dérober ainsi sa marche, Montmorency voulut venir donner l'alarme jusque dans le quartier du duc de Savoie, qu'il canonna en effet le matin du 10 août, au travers de la rivière, de manière à forcer ce général à se retirer dans celui du comte d'Egmont. Montmorency, qui avait entre lui et l'ennemi la rivière et le marais, jouissait

(1) De Thou, L. XIX, p. 310. — Coligni, T. XL, p. 250.

de ce triomphe ; il ne voulait pas écouter ses officiers , qui lui représentaient que sa situation était là fort dangereuse , qu'il risquait d'y être enveloppé , s'il n'occupait pas une chaussée qui traversait le marais , et un moulin qui la défendait , car par cette chaussée toute l'armée des ennemis , fort supérieure en nombre à la sienne , pouvait en deux heures arriver sur lui. Les deux heures se perdirent pour faire avancer les bateaux qui étaient à la queue de la colonne , au lieu de se trouver en tête. Dandelot y entra avec ses braves soldats , et vint aborder au rivage opposé ; mais au point du jour Coligni avait retiré le faux plancher qui aurait signalé aux ennemis la place à défendre ; il fallut donc se jeter dans ces boues profondes. Dandelot réussit à les traverser avec environ quatre cent cinquante hommes , qu'il introduisit dans la place ; ceux que les bateaux amenèrent ensuite ne purent plus aborder dans cet endroit , que le piétinement de tant de soldats avait changé en une effroyable fondrière. En se jetant ou plus haut ou plus bas , ils tombèrent presque tous dans les mains des ennemis (1).

Pendant ce temps , Philibert-Emmanuel , duc de Savoie , avait dirigé ses troupes vers la chaussée à laquelle il ne pouvait arriver qu'après avoir fait le tour de la ville , et il se trouvait déjà derrière l'armée française. Montmoreuey avait enfin envoyé le duc de Nevers dans cette direction , en lui ordonnant d'occuper le moulin s'il était encore temps , mais de ne pas engager de combat à son occasion. Nevers , y trouvant déjà les ennemis , se replia sur le prince de Condé ; tous deux joignirent bientôt Montmorency , qui avait déjà commencé sa retraite. Ils comptaient attaquer ensemble le corps qui leur fermait le passage ; il était trop tard ; ils se trouvaient enveloppés ; l'armée tout entière du duc de Savoie , bien plus forte que la leur , les pressait de toutes parts. Le duc de Nevers s'ouvrit néanmoins un passage par une vallée profonde , et fit sa retraite ; mais les autres ne purent le suivre. Le comte

(1) De Thou , L. XIX , p. 815. — Rabutin , T. XXXIX , p. 52 , 58. — Coligni , T. XL , p. 237. — J. de Mergey , T. XLI , p. 24.

d'Enghien, le vicomte de Turenne, la Rochechouart, la Rochedumaine, Saint-Gelais, Rochefort, et quatre mille soldats, furent tués. Le connétable de Montmorency demeura prisonnier avec le maréchal Saint-André, les ducs de Montpensier et de Longueville, deux Biron, la Rochefoucault, Saint-Séran, d'Aubigné et la plus grande partie de l'armée. On ne vit arriver à la Fère, avec le corps du duc de Nevers, que Condé, Sancerre et Bourdillon. François de Montmorency réussit aussi à se mettre en sûreté, mais par un autre chemin. L'armée française était détruite, et la route de Paris ouverte aux ennemis (1).

Le duc de Savoie et Fernand de Gonzague voulaient en effet que l'armée victorieuse marchât aussitôt sur la capitale; ils assuraient qu'une terreur panique avait frappé la France, et qu'accoutumée à ne se défendre qu'avec des armes étrangères, elle serait hors d'état de faire aucune résistance. On assure que ce fut aussi le jugement qui en fut porté par Charles-Quint dans sa retraite, quand il apprit la bataille de Saint-Quentin. Philippe II était d'un naturel bien moins confiant. Il se souvenait que son père s'était mal trouvé de s'être trop avancé en Provence et en Champagne. Il arriva de Cambrai à son armée pour modérer l'ardeur de ses troupes, et borner leurs efforts au siège de Saint-Quentin. Pendant ce temps, Paris et les autres bonnes villes avaient offert au roi des dons gratuits; la noblesse s'était mise en mouvement, et des sommes considérables avaient été envoyées pour recruter des Suisses et des landsknechts. De son côté, Coligni, avec son frère Dandelot, sentait que le salut de la France dépendait du temps qu'ils lui feraient gagner par une résistance opiniâtre. Les bourgeois, alarmés, voulaient se rendre; la garnison était sans courage, et les murailles tombaient de toutes parts devant l'artillerie espagnole; mais rien n'ébranlait la constance des deux frères. Enfin la ville, qui était ouverte par onze brè-

(1) De Thou, L. XIX, p. 314. — *Belcarit*, L. XXVII, p. 890. — *Jacobi Henrici Petri continuat. Ferronii*, p. 263. — Tavannes, T. XXVI, p. 162. — Rabutin, T. XXXIX, p. 41. — J. de Mergey, T. XLI, p. 27. — La Chastre, T. XL, p. 330.

ches, fut prise d'assaut le 27 août. Coligni, Dandelot, Jarnac, Saint-Remi, et plusieurs officiers distingués, furent faits prisonniers; les bourgeois souffrirent toutes les horreurs que l'on considérait alors comme le droit de la guerre (1).

Les Espagnols prirent encore le Catelet le 7 septembre. On avait attendu une plus longue résistance du baron de Salignac, qui y commandait. Cependant l'armée de Philippe était désorganisée par sa victoire même. Les capitaines rachetaient de leurs soldats leurs plus riches prisonniers, qu'ils mettaient à leur tour à des rançons ruineuses, en les traitant durement pour les forcer à s'en acquitter. Les Allemands s'étaient mutinés, et désertaient en foule, faute de paye. Les Espagnols se montraient si insolents, surtout vis-à-vis des Anglais, que Philippe fut obligé de renvoyer ces derniers, de peur qu'ils n'en vinssent aux mains (2). Malgré ces désordres l'armée avançait. Elle prit Ham le 12 septembre, et occupa ensuite Noyon et Chaulny. Philippe fit relever les fortifications des villes dont il venait de s'emparer; puis, avant la fin d'octobre, il quitta son camp pour retourner à Bruxelles. Henri II se trouvait de nouveau en état de lui tenir tête. Non seulement des levées nombreuses avaient été faites pour lui en Suisse et en Allemagne, mais beaucoup des soldats de Philippe étaient attirés au service de France par l'appât d'une meilleure solde. Les deux rois, bientôt après, mirent leurs troupes en quartiers d'hiver.

Pendant ce temps, le duc de Guise était revenu d'Italie, et avait été présenté au roi à Saint-Germain. Henri II, incapable de régner par lui-même, se laissait toujours gouverner par celui de ses favoris qui était le plus près de lui. Il oubliait déjà Montmorency et Coligni, qui étaient captifs, et il ne voulait plus consulter que les Guises. Le duc lui représenta qu'après l'échec qu'on venait d'éprouver, il convenait de ne pas attendre le printemps pour relever la réputation de la

(1) De Thou, L. XIX, p. 322. — Rabutin, T. XXXIX, p. 71, 83. — Coligni, p. 269-290.

(2) De Thou, L. XIX, p. 323. — Rabutin, p. 102.

France par quelque action d'éclat. Divers projets avaient déjà été proposés à Coligni, gouverneur de la province de Picardie, pour s'emparer de la ville de Calais. Pierre Strozzi, qui joignait aux talents d'un général ceux d'un ingénieur, voulut reconnaître lui-même l'état de la place; et quoique maréchal de France, bravant le supplice houteux auquel il s'exposait s'il était reconnu, il y entra déguisé, au commencement de novembre, avec l'ingénieur Massimo del Bene, et il s'assura que les Anglais, malgré l'importance qu'ils attachaient à la conservation de cette forteresse, n'avaient point pourvu suffisamment à sa défense. La reine Marie avait en quelque sorte oublié qu'elle avait déclaré la guerre à la France; elle ne s'occupait qu'à persécuter les hérétiques avec un acharnement qui redoublait sans cesse; et comme ses sujets aimaient mieux accuser ses conseillers espagnols qu'elle-même de son zèle persécuteur, les Anglais commençaient à sentir contre les Espagnols autant de haine et de défiance qu'ils en avaient fait éclater auparavant contre les Français, et ils ne voulaient croire aucun des avis que leur faisait donner Philippe relativement à Calais (1).

(1558.) Le grand point pour réussir dans l'attaque de Calais était de ne donner aucune alarme aux Anglais, et de ne point les faire penser à envoyer plus de soldats sur le continent. Le grand nombre de troupes que, depuis la bataille de Saint-Quentin, les Français avaient rassemblées sur leurs frontières du nord, ne paraissait destiné qu'à arrêter la marche d'une armée victorieuse. Elles étaient cantonnées de manière que le duc de Savoie croyait devoir veiller en même temps sur le Luxembourg et sur les places qu'il avait conquises en Picardie. Tout à coup le duc de Nevers, qui les commandait, fit marcher simultanément vers le Boulonnais tous ces corps divers. Le duc de Guise partit de la cour pour se mettre à leur tête; et, le 1^{er} janvier 1558, il se présenta inopinément devant le pont de Nicullay, à mille pas de Calais. Un petit

(1) De Thou, L. XIX, p. 350; L. XX, p. 548. — *Belcarinus*, L. XXVII, p. 904. — Brantôme, Éloge de Guise, T. III, p. 201.

fort le défendait ; trois mille arquebusiers français s'en emparèrent d'emblée. Dandelot , qui , après avoir été fait prisonnier à Saint-Quentin , avait réussi à s'échapper , vint attaquer le fort de Risbank , à gauche de la petite rivière qui forme le port , et s'en rendit maître dès le 2 janvier. Ainsi l'entrée du port , ou l'abord à Calais par mer , et le pont de Nieullay , seule entrée de Calais par terre , se trouvaient dès les premières vingt-quatre heures entre les mains des Français. Tout le reste de la ville est entouré par des marais impraticables ; des batteries furent cependant montées aussitôt, soit du côté du Risbank, soit de celui de la vieille citadelle. Le 4, une large brèche fut ouverte près de la porte de la rivière. Le 5, la vieille citadelle fut enlevée d'assaut. Lord Wentworth, qui commandait à Calais, n'avait que huit ou neuf cents hommes de garnison ; il perdit courage , et proposa de capituler. Guise, qui craignait sans cesse de voir arriver une flotte anglaise, n'hésita point à lui accorder les conditions les plus avantageuses. Tous les Anglais habitant Calais eurent la faculté de se retirer en emportant leurs propriétés ; Wentworth consigna aux Français toute son artillerie et ses munitions, en s'engageant à ne commettre aucun dommage dans les propriétés publiques tandis qu'il les occupait encore. La capitulation fut signée le 8 janvier 1558 ; la ville fut livrée aux Français le lendemain. Il y avait un peu plus de deux cent dix ans qu'Édouard III l'avait enlevée, en août 1347, à Philippe de Valois. Lord Grey, qui commandait dans Guines, se rendit le 20 janvier. La garnison anglaise qui occupait le petit fort de Ham s'enfuit de nuit, et les Anglais ne conservèrent plus un seul pied de terrain sur ce continent de France où ils avaient dominé si long-temps (1).

La joie que causa aux Français la conquête de Calais ne garda point de proportion avec les difficultés qu'avait présenté l'entreprise ; car ce n'était après tout qu'un avantage remporté sur huit ou neuf cents hommes mal fortifiés , et attaqués par

(1) De Thou, L. XX, p. 532. — *Belcarius*, L. XXVIII, p. 905. — *Jacq. Henrici Petri*, p. 267. — Ribier, p. 729. — Tavannes, p. 175. — Rabutin, p. 145.

surprise ; on y vit plutôt , et avec raison , l'expulsion des ennemis héréditaires du royaume , chassés enfin d'un lieu fort qui avait servi de base à toutes leurs attaques , et qui depuis deux siècles avait fait un dommage incalculable à la France ; la cessation d'une longue humiliation , et la conquête en huit jours d'une ville qui avait été perdue par un an de siège. Aussi l'allégresse fut extrême ; chacun célébrait le duc de Guise comme ayant relevé la gloire de la France , et complètement effacé la honte de la déroute de Saint-Quentin. Les Anglais , au contraire , éprouvèrent la plus profonde douleur ; ils estimaient Calais moins par l'avantage qu'ils pouvaient en retirer que par le mal qu'ils pouvaient faire à l'aide de cette ville. C'était un frein qu'ils pensaient avoir mis à la France ; et lorsqu'ils le laissaient échapper de leurs mains , ils croyaient devoir abandonner en même temps tous leurs anciens rêves de gloire. La reine Marie , qui avait négligé Calais pour ne s'occuper que de l'extermination des ennemis de la foi , éprouva une si amère douleur de cet échec , qu'elle disait qu'à sa mort on trouverait le nom de Calais écrit dans son cœur (1).

La conquête de Calais , en fixant l'attention publique sur l'indépendance et l'intégrité de la France , contribuait aussi à rendre la nation plus indifférente à la guerre pour des possessions étrangères. L'Italie avait été presque toujours pour les Français une scène de revers ; mais ceux-ci , au lieu de se reprocher d'avoir provoqué ces revers par leur injustice et leur imprudence en voulant asservir une nation dont il leur importait si fort de protéger la liberté , prenaient en dégoût toutes les guerres et toute la politique italienne , et désiraient surtout de ne plus s'en mêler. En même temps , les rois ne regardaient plus la guerre de conquêtes comme leur principale affaire ; leurs rivalités royales , leur désir de s'humilier réciproquement , avaient fait place à ce qu'ils nommaient l'intérêt de la religion , qu'ils considéraient plus encore comme l'intérêt des trônes. Philippe II , la reine d'Angleterre , sa femme ,

(1) *Markintosh Hist. of England*, p. 359. — *Rapin Thoyras*, T. XVI, L. VII, p. 130. — *Hume*, T. VI, c. 37, p. 282.

Henri II, le pape Paul IV, étaient bigots et fanatiques ; ils croyaient avancer le règne de Dieu par l'extirpation de l'hérésie ; mais surtout ils étaient accoutumés à obtenir une obéissance implicite, et ils s'indignaient de toute opposition. La révolte de l'esprit, la prétention des sujets à examiner eux-mêmes, à consulter leur raison, à opposer la conscience aux ordres du trône, les offensait comme une rébellion contre leur personne même ; ils croyaient venger Dieu, et sans même s'en rendre compte, ils voulaient plus encore venger l'offense faite à leur pouvoir absolu. L'emportement de Paul IV, l'habitude d'une longue rivalité, les intérêts privés des favoris qui voulaient s'agrandir par la guerre, avaient fait continuer les hostilités ; mais, au fond, Philippe et Henri désiraient se réunir pour écraser de concert les hérétiques qu'ils semblaient regarder d'avance comme les ennemis de tous les trônes.

Le fougueux Paul IV, qui avait fait recommencer la guerre contre l'intérêt de l'Église catholique, était néanmoins le plus ardent ennemi des sectaires, celui qui désirait le plus de les détruire par le fer et le feu. Dans sa tête mal organisée, il semblait confondre la maison d'Autriche avec l'hérésie des Allemands, et il rendait Philippe II responsable de la politique quelquefois tolérante de son père, et des concessions imposées aux catholiques par l'interim. Il ne nommait jamais Philippe que comme un prince schismatique et excommunié (1). Cependant il admirait sur toute chose l'inquisition espagnole ; c'était là l'institution qu'il voulait lui emprunter pour la répandre dans toute l'Europe. Il répétait sans cesse que c'était la seule arme qui convint au saint-siège apostolique, le seul bélier avec lequel il fallait abattre l'hérésie (2). Dès le temps de l'envoi du cardinal Caraffa en France, il l'avait chargé de presser Henri II de donner à l'inquisition la même organisation qu'elle avait en Espagne. Henri II écrivait lui-même, le 13 février 1557, à son ambassadeur de Selve à Rome : « J'avois déjà avisé, selon les persuasions et avis que le car-

(1) Lettre de Selve, ambassadeur à Rome. Ribier, p. 698.

(2) *Frà Paolo*, L. V, p. 417.

« dinal Caraffa étant par deçà m'en donna de la part de notre
 « saint-père, d'introduire en mes royaumes et pays l'inquisi-
 « tion suivant la forme de droit, pour être le vrai moyen
 « d'extirper la racine de telles erreurs, punir et corriger ceux
 « qui les commencent, avec leurs imitateurs. Toutefois, pour
 « ce qu'en cela se sont trouvées quelques difficultés, alléguant
 « ceux des États de mon royaume qui ne veulent recevoir,
 « approuver, ni observer ladite inquisition, les troubles, di-
 « visions, et autres inconvénients qu'elle pourroit apporter
 « avec soi, et même en ce temps de guerre; il m'a semblé
 « pour le mieux d'y pourvoir par autre voie, et supplier le
 « pape, comme je veux que vous fassiez très instamment de
 « ma part, à ce qu'il décerne son bref apostolique à tel de
 « messieurs les cardinaux que sa sainteté avisera..... pour
 « par eux être procédé à l'introduction et observation de
 « ladite inquisition, en la forme et manière accoutumées de
 « droit, sous l'autorité du saint-siège apostolique, avec l'in-
 « vocation du bras séculier, et juridiction temporelle (1). »

Le refus du parlement de laisser introduire l'inquisition en France, et les remontrances qu'il adressa au roi à ce sujet, dès l'année 1555, sont aussi mentionnés par Beaucaire (2). La bulle que le roi sollicitait fut expédiée le 26 avril 1557, et confirmée par Henri à Compiègne le 24 juillet. Elle confiait l'autorité requise aux trois cardinaux de Lorraine, de Bourbon et de Châtillon. Le premier, qui avait été le moteur secret de ces intrigues, passait pour un esprit fort, assez indifférent aux sciences religieuses, mais son ambition était de se rendre le chef du parti catholique; il prétendait à la chaire de saint Pierre, et il comptait que ses frères feraient triompher la foi en France, et sa sœur en Écosse. Le cardinal de Bourbon, très fanatique et très ignorant, devait se trouver absolument sous la main de celui de Lorraine; le cardinal Odet de Châtillon, au contraire, frère de Coligni et Dandolot, penchait en secret pour les opinions nouvelles; aussi

(1) Minute du secret. Ribier, p. 677.

(2) *Belcarius*, L. XXVI, p. 868.

c'était pour le compromettre avec les deux partis à la fois que le cardinal de Lorraine lui donnait place dans une commission si odieuse, où son vote opposé à celui des deux autres serait sans poids. Le parlement de Paris refusa de nouveau de vérifier l'édit du roi. Toujours jaloux des empiétements de l'autorité ecclésiastique, il regardait toute juridiction acquise par les prêtres comme lui étant ôtée à lui-même (1).

Ces obstacles n'arrêtèrent point l'impétueux pontife; le 15 février 1558, il publia une nouvelle bulle qu'il fit souscrire par tous les cardinaux : il y renouvelait toutes les censures, et les peines prononcées par ses prédécesseurs, tous les statuts des canons, des conciles et des pères, en quelque temps qu'ils eussent été publiés contre les hérétiques, ordonnant que les statuts en désuétude fussent remis en vigueur, déclarant que tous les prélats et les princes, même les rois et les empereurs qui tomberaient dans l'hérésie, seraient privés de leurs bénéfices, États, royaumes et empires, lesquels seraient dévolus au premier occupant catholique, sans que le saint-siège lui-même put les restituer (2).

En même temps que le zèle persécuteur du pape et des rois redoublait, la populace commençait de son côté à se passionner pour les querelles religieuses, à regarder les hérétiques avec horreur, et à croire toutes les absurdes calomnies qu'on débitait contre eux. Tantôt on prétendait que dans leurs assemblées, et surtout à la célébration de la sainte Cène, les protestants immolaient de petits enfants; tantôt on assurait qu'ils éteignaient les lumières, et se livraient entre eux à d'abominables impuretés, accusation qui avait été répandue pour amener le peuple contre les premiers chrétiens, et qui a été répétée ensuite contre tous les sectaires. Le 4 septembre 1557, trois ou quatre cents réformés s'étant réunis de nuit dans une maison de la rue Saint-Jacques, derrière la Sorbonne, pour y célébrer leur culte, quelques voisins qui les

(1) Théod. de Bèze, *Hist. eccles.*, L. II, p. 114. — Isambert, p. 494.

(2) *Frà Paolo, Concilio di Trento*, L. V, p. 417, 418. — Raynaldi, peut-être avec plus de raison, rapporte ces bulles à l'an 1559. *Annales eccles.*, T. XXI. P. II; et ann. 1559, § 14 et suivants.

épiaient, amentèrent le peuple pour les empêcher de sortir. Lorsqu'à minuit la Cène fut célébrée, et que les protestants voulurent se retirer en silence, ils furent accueillis par une grêle de pierres et par des cris furieux. Ils rentrèrent dans la maison, mais après une courte délibération, les gentils-hommes qui faisaient partie de cette assemblée, et qui avaient tous leur épée, convinrent qu'ils s'ouvriraient un passage les armes à la main, et que les bourgeois sans armes, les femmes et les vieillards les suivraient. Ils réussirent en effet à fendre la populace, et quoique poursuivis à coups de pierres, ils parvinrent à se mettre en sûreté; mais le troupeau plus timide qui devait les suivre, fut bientôt séparé d'eux et repoussé dans la maison. Il ne se composait plus que de cent cinquante personnes à peu près : elles s'attendaient à être massacrées par le peuple, lorsque le procureur du Châtelet arriva au point du jour avec des sergents, les fit lier deux à deux, et les conduisit, au milieu des outrages du peuple, jusqu'aux prisons, où on les déposa dans les plus infects des cachots. Douze commissaires choisis par le roi dans le parlement, furent chargés de juger ces prisonniers; on leur recommanda d'y procéder avec célérité, et ces conseillers désireux de montrer que l'établissement de l'inquisition n'était point nécessaire, se firent un devoir d'être aussi sévères que les dominicains. Quoique les prisonniers non seulement s'empressassent de tout avouer, mais qu'ils se glorifiassent de leur foi, on leur donna la torture, dont on prolongea les tourments. Deux hommes et une femme furent ensuite brûlés le 27 septembre, deux autres le 2 octobre, et deux encore étranglés le même jour, avant d'être brûlés. De nouveaux supplices étaient réservés pour ceux qui restaient, lorsque les instances des députés des cantons suisses, et des princes allemands, qui fournissaient à la France ses meilleurs soldats, engagèrent Henri II à faire suspendre les procédures (1).

Mais ce n'étaient pas les poursuites seules contre les reli-

(1) Théod. de Bèze, *Hist. eccles.*, T. II, p. 113-133. — De Thou, L. XIX, p. 530, 531.

gionnaires qui étaient empreintes de ce caractère de férocité; de même que les guerres étaient devenues plus cruelles et les soldats plus sanguinaires, les juges se montraient plus impitoyables, se croyant appelés à arrêter le crime par la terreur; les ordonnances enchérisaient sans cesse les unes sur les autres pour donner aux supplices un caractère plus atroce, et c'est de l'époque signalée comme le commencement de la civilisation, que datent les lois qui déshonorent le plus les codes des nations modernes. Ainsi, pour diversifier les peines, Henri II ordonna que les faux monnoyeurs seraient bouillis vivants; et ensuite lorsqu'il lui arrivait de décréter quelque monnaie ou nationale ou étrangère, il ordonnait que ceux qui continueraient à en faire usage seraient punis du même supplice que les faux monnoyeurs (1). Des femmes non mariées ayant déguisé leur grossesse, et s'étant défait de leurs enfants, Henri II ordonna, en février 1557, que toutes les fois qu'une femme aurait cédé sa grossesse, et n'aurait pas fait constater ou que son enfant était mort-né, ou qu'il avait été baptisé, et avait reçu une sépulture publique, elle serait réputée avoir tué son enfant, et punie de mort avec les aggravations de supplice que les juges voudraient ordonner (2).

Les dangers du royaume, et les dépenses excessives auxquelles le roi était obligé pour soutenir la guerre, l'avaient fait recourir à des moyens toujours nouveaux pour se procurer de l'argent; quelqu'un lui proposa enfin de convoquer les états-généraux; il paraît que le maréchal de Brissac entre autres eut cette idée, et il comptait que ce serait une occasion d'introduire plus d'économie dans la maison du roi (3). Mais tout souvenir de liberté, toute pensée d'opposition, semblaient alors éteints dans la nation. Le parlement lui-même ne résistait à aucune des volontés de la cour; Henri II se décida sans la moindre inquiétude à la convocation des représentants de la France, ou plutôt ceux qu'il convoqua sous ce nom, ne re-

(1) Édit du 11 juin 1556. Isambert, p. 465.

(2) Isambert, p. 471. — De Thou, L. XIX, p. 535.

(3) *Belcarius*, L. XXVIII, p. 901. — Tavannes, p. 171.

présentaient réellement que lui-même. Il est probable que ce fut lui qui désigna comme députés les provinciaux qui résidaient alors à Paris : on ne trouve en effet aucune trace ou d'élection, ou d'assemblée de bailliages. Au lieu de trois ordres, il voulut en avoir quatre, ayant pour cela séparé du peuple la magistrature. Le 6 janvier 1558 il fit assembler au palais, dans la chambre de Saint-Louis, ces prétendus états-généraux. La salle était ornée avec magnificence, le roi était sur son trône, et les plus grands seigneurs l'entouraient ou siégeaient au-dessous de lui. Henri II adressa un discours à ses sujets, dans lequel il leur rendait compte de ses efforts pour tenir tête à la maison d'Autriche, et de ses besoins. Le cardinal de Lorraine prit ensuite la parole au nom du clergé; son discours fut long et diffus, plein d'éloges de lui-même et de flatteries adressées au roi; il promit que l'Église contribuerait pour des sommes considérables. Le duc de Nevers parla ensuite au nom de la noblesse, et en peu de mots; il dit qu'elle était toujours prête à prodiguer son sang et ses biens pour la défense du royaume. Jean de Saint-André parla au nom du parlement, mais à genoux, à la différence des deux autres orateurs; il remercia le roi d'avoir formé de la magistrature un ordre nouveau, et il lui offrit en retour les biens et la vie de ceux pour lesquels il parlait. André Guillart du Mortier, enfin, l'orateur du tiers-état, se jeta aussi à genoux; et après avoir loué le roi de la générosité avec laquelle il repoussait une paix qui ne serait pas glorieuse, il déclara que le peuple, quoique accablé d'impôts, sentait qu'il devait tout au roi, et lui fournirait encore de grosses sommes pour mener à fin la guerre. On ne voit point qu'il y eût eu aucune délibération préalable; et cependant chacun faisait au nom de son ordre les plus magnifiques promesses. Le garde des sceaux Bertrandi, qui avait récemment été fait cardinal, vint ensuite prendre de même à genoux les ordres du roi, puis il répondit à tous. Il promit en particulier au tiers-état que le roi recevrait avec bonté un cahier de ses doléances. Il paraît qu'il n'y eut que cette seule séance publique. Le lendemain, le cardinal de Lorraine fit venir chez lui les députés du tiers-état. Il leur

dit que le roi avait besoin de trois millions d'écus ; que le clergé en avait promis un , et que c'était à eux à fournir les deux autres. Qu'on les leur demandait en prêt, et que l'intérêt leur serait payé au denier douze; qu'il paraissait donc convenable qu'ils fissent entre eux une liste des deux mille bourgeois les plus riches du royaume, dont chacun avancerait mille écus. Les députés n'osèrent pas se charger de cette fonction odieuse, et ils préférèrent de répartir entre les villes la somme à fournir ; elle y fut ensuite levée par des garnisaires. Tout était terminé le 10 janvier, ou le cinquième jour ; et le roi ayant assisté avec les seigneurs du royaume à une messe solennelle dans la chapelle du Palais, partit ce jour-là pour Calais, afin de prendre possession de sa nouvelle conquête (1).

Une partie de l'argent qui avait été ainsi arraché au peuple, fut bientôt dissipée dans les fêtes somptueuses, par lesquelles Henri II célébra, le 24 avril 1558, à Paris, le mariage de François, son fils aîné, avec Marie, reine d'Écosse, et nièce des Guises. Le contrat de mariage avait été signé le 4 avril, et Marie Stuart y avait joint un acte secret, par lequel elle léguait son royaume à la France, pour être inviolablement uni à cette couronne, si elle venait à mourir sans enfants (2). Le roi prétendait, par la magnificence qu'il déploya dans cette occasion, éblouir les seigneurs écossais qui assistaient à la fête, et les faire couseurir plus aisément à l'union indissoluble qu'il méditait entre les deux royaumes ; loin de là, les Français avaient déjà rendu leur joug assez odieux à l'Écosse pour que la haine et les soupçons divisassent les deux peuples. Le chancelier de France demanda à ces seigneurs de s'engager par écrit à proposer dans le parlement d'Écosse et à soutenir par leur vote la proposition que la couronne et les joyaux du royaume fussent en-

(1) De Thou, L. XX, p. 336. — *Belcarius*, L. XXVIII, p. 908. — Rabutin, T. XXXIX, p. 190. — Lettre de l'Hospital, dans Ribier, p. 745. — Bodin, République, L. VI, p. 622. — La Place, L. I, f. 12.

(2) Traité de Paix, T. II, p. 277. — *Belcarius*, L. XXVIII, p. 910. — Rabutin, p. 198. — De Thou, L. XX, p. 561.

voyés en France, et que le mari de la reine fût reconnu pour roi; ils refusèrent avec fermeté, et bientôt après, quatre des plus considérables d'entre eux et plusieurs personnes de leur suite moururent presque subitement. Le bruit se répandit aussitôt en Écosse que les Guises les avaient fait empoisonner. La jalousie qu'excitait leur pouvoir n'était pas moins sentie dans ce royaume qu'en France. Des six frères de ce nom, le duc de Guise disposait de toutes les forces militaires de la France; le cardinal, de toutes les finances; un troisième, des galères rassemblées à Marsille; un quatrième commandait en Écosse, et un cinquième était destiné à remplacer Brissac en Piémont; en sorte, dit Buchanan, que dans tout le royaume de France, on ne pouvait disposer ni d'un soldat, ni d'un écu sans leur assentiment. Malgré la résistance des Écossais, le titre de roi fut déferé par courtoisie au mari de Marie Stuart, et on le désigna dès lors par le nom de roi-Dauphin (1).

Les Guises, prétendant toujours à s'élever à l'aide du fanatisme catholique, et à se faire considérer comme les défenseurs de la religion, ne mettaient plus un grand zèle à cette guerre contre le roi d'Espagne, qu'ils avaient les premiers rallumée; ils commençaient à comprendre que Philippe II était l'allié qui leur convenait le mieux. Christine de Danemarck, duchesse douairière de Lorraine, ayant désiré voir son jeune fils, le duc de Lorraine, destiné à être gendre du roi, le cardinal de Lorraine le lui conduisit à Péronne. Il y rencontra Granvelle, évêque d'Arras, l'un des plus habiles ministres de Philippe II. Dans une conférence que les deux prélats eurent ensemble, ils convinrent que la guerre entre les deux monarchies n'avait plus d'objet, et que rien n'était plus désirable qu'une paix entre elles, qui permit à chacune de tourner ses forces contre les réformés, ses ennemis domestiques : c'était déjà la politique que le père de Granvelle

(1) De Thou, L. XX, p. 562. — *Buchanani Rer. Scotticar*, L. XVI, p. 527. Le sixième frère, le cardinal de Guise, moins ambitieux et plus dissolu que les autres, était connu sous le nom de *Cardinal des Bouteilles*.

avait suggérée à l'empereur, tandis que ni François I^{er} ni Henri II n'avaient jamais su la comprendre. Le cardinal de Lorraine s'y attachait davantage encore par sa jalousie de toute la maison de Châtillon, dont on commençait à démêler le penchant pour le protestantisme. Les deux prélats, complètement d'accord, se lièrent d'une amitié intime, et jetèrent dès lors les fondements de cette alliance des Guises avec la maison d'Espagne, qui dura pendant tout le cours des guerres civiles (1).

Jusqu'alors la doctrine de la réforme n'avait été embrassée que par des gens pauvres et d'une humble condition, qui périssaient dans les supplices, et qui ne résistaient pas. C'était un symptôme nouveau du progrès des opinions que d'avoir vu à la réunion de la rue Saint-Jacques un grand nombre de gentilshommes. Ceux-là s'étaient ouvert par les armes le chemin de la retraite; mais plusieurs dames et demoiselles étaient demeurées en arrière, et se trouvaient enfermées au Châtelet avec les captives. La persécution, en atteignant un ordre plus relevé, avait été repoussée avec un redoublement de courage; le point d'honneur avait été appelé à l'appui de la conscience; la noblesse ne voulait pas être soupçonnée d'avoir peur des supplices. Dans les soirées des beaux jours de printemps, il se forma au Pré-aux-Clercs, près de l'Université, des assemblées de cinq à six mille personnes qui chantaient ensemble les psaumes de David, de la traduction de Marot, que les réformés avaient adoptée dans leur culte, mais qui cependant n'avait pu être condamnée par l'Église. Antoine de Bourbon, roi de Navarre, se trouvait souvent à ces assemblées; sa femme lui avait fait adopter les opinions nouvelles, et l'avait engagé à réclamer, comme étant de sa maison, et à faire ainsi sortir du Châtelet Antoine de Chandieu, l'un des ministres les plus éloquents du protestantisme. Louis de Bourbon, prince de Condé, et François de Châtillon, surnommé Dandelot, avaient aussi embrassé la ré-

(1) De Thou, L. XX, p. 363. — Théod. de Bèze, L. II, p. 161. — *Frà Paolo*, L. V, p. 422.

forme (1). Ce dernier ayant fait un voyage en Bretagne pour visiter ses terres, y fit prêcher publiquement, par un ministre qu'il avait à sa suite, les opinions de Calvin. Le roi en ayant été informé par le cardinal de Lorraine, reprocha avec bonté à Dandelot, à son retour, cet acte, qu'il regardait comme une révolte contre lui-même. Il ne supposait pas qu'un courtisan pût résister à sa volonté, et il fut aussi surpris qu'enflammé de colère quand Dandelot lui répondit avec fermeté que son courage, ses biens, sa vie, étaient au roi, mais que son âme était à Dieu, et qu'il n'en rendrait compte qu'à Dieu seul. Henri II était alors à dîner; dans sa colère, il lança son assiette au travers de la table, de manière qu'elle vint frapper le dauphin. Il fit arrêter Dandelot, qui fut détenu d'abord à Meaux, puis à Melun. Il lui ôta sa charge de colonel-général de l'infanterie, et il la donna à Blaise de Montluc. Celui-ci, qui s'était avancé avec distinction de grade en grade dans l'armée, était dévoré d'ambition; cependant il hésitait à recevoir les dépouilles du neveu du connétable, et à provoquer ainsi l'inimitié des maisons puissantes de Montmorency et de Châtillon. Tout ce qu'on put obtenir de Dandelot fut de permettre qu'on célébrât une fois la messe dans sa chambre. Après cet acte de soumission, il fut relâché (2).

Cependant, malgré les négociations du cardinal de Lorraine, malgré celles du connétable et de Saint-André, qui désiraient vivement la paix pour sortir de leur captivité, on se préparait de part et d'autre à une nouvelle campagne. Le duc de Guise résolut d'assiéger Thionville. Toutes les fois qu'une entreprise était couronnée par le succès, chacun des capitaines dont nous avons les Mémoires s'efforçait d'en attribuer toute la gloire à lui-même ou à son chef. Vieilleville, gouverneur de Metz, assure que c'était lui qui avait fait reconnaître Thionville dès le mois de février, et qui avait indi-

(1) Théod. de Bèze, T. II, p. 140. — Montluc, Observations, T. XXIV, p. 432. — Tavannes, T. XXVII, p. 2.

(2) De Thou, L. XX, p. 566. — Théod. de Bèze, L. II, p. 141. — Montluc, T. XXIV, p. 80. — *Belcarius*, L. XXVIII, p. 919. — La Place, L. I, fol 15.

qué le seul moyen de réduire cette place. Rabutin, attaché au duc de Nevers, montre ce général préparant les succès dont un autre recueillait la gloire. Par ses ordres, dit-il, Bourdillon investit Thionville le 18 mai; le 2 juin seulement Guise arriva à l'armée avec le maréchal Strozzi et Montluc; et celui-ci réclame pour ces derniers venus toute la gloire. Les Espagnols ne s'attendaient pas à cette attaque, et leur garnison était très faible; elle fit cependant une résistance obstinée qui força de changer de batterie. Le maréchal Strozzi, en en faisant ouvrir de nouvelles, fut tué le 21 juin. C'était le plus illustre de ces patriotes florentins qui servaient la France. Il se flattait encore, en combattant les Espagnols, de pouvoir venger son père et de recouvrer sa patrie. Vieilleville, qui ne l'aimait pas, prétend qu'il tint au moment de sa mort des propos impies qui ne paraissent pas s'accorder avec le reste de sa vie. De larges brèches cependant avaient été ouvertes, et Thionville capitula le 22 juin. La garnison et presque tous les habitants se retirèrent avec leurs propriétés sur les terres de Philippe II (1).

Après cette conquête, le duc de Guise attaqua Arlon, et s'en rendit maître par capitulation le 3 juillet; mais un accident ayant mis le feu au magasin à poudre, la ville entière fut brûlée. Il avait eu l'intention d'attaquer ensuite Luxembourg; d'autre part, il avait promis son aide à Paul de Termes, qui, avec une autre armée française, venait d'entrer dans la West-Flandre. Le duc de Savoie, qui était opposé à Guise, rassemblait son armée à Maubeuge pour lui tenir tête. Des discordes et des soulèvements dans l'armée française empêchèrent Guise d'exécuter aucun de ces projets, et lui firent perdre dix-sept jours sur la frontière du Luxembourg. Les troupes qu'il commandait étaient presque toutes allemandes; plusieurs avaient servi Philippe, et avaient été débauchées par l'appât d'une plus forte solde. Un jour, les reîtres prirent querelle

(1) De Thou, L. XX, p. 371. — Vieilleville, T. XXXI, p. 154-170. — Rabutin, T. XXXIX, p. 202. — Montluc, T. XXIV, p. 85-123. — Lettre du roi. Ribier, p. 747. — *Belcarius*, L. XXVIII, p. 910. — *Adriani*, L. XV, p. 1070.

avec les gendarmes français qui servaient avec eux. Une autre fois, un baron de Huncbourg menaça Guise de son pistolet; il fallut toute la fermeté et la présence d'esprit du duc pour ramener à l'obéissance ces hommes indisciplinés; mais pendant ce temps l'ennemi avait cessé de les craindre, et un grand désastre avait de nouveau frappé les Français (1).

Paul de Termes était parti de Calais à la fin de juin pour entrer dans la West-Flandre avec une armée de dix à douze mille hommes, dont plus de la moitié étaient Allemands, et le reste Gascons. Il prit Dunkerque d'assaut le 6 juillet, puis Bergues-Saint-Vinox, et ensuite Nieupoort. Pour s'attacher les troupes, il livra ce riche pays au pillage, et il permit à ses soldats d'y exercer d'atroces cruautés. Les Flamands qui pouvaient lui échapper s'enfuyaient devant lui, emportant dans leur cœur un ardent désir de vengeance. Ils la demandèrent au comte d'Egmont, qui arrivait en hâte pour les défendre avec douze mille hommes de pied et trois mille chevaux. Celui-ci, encouragé par la faveur des habitants, poussa jusqu'à Gravclines, et se trouva ainsi derrière les Français. De Termes, qui avait compté sur la coopération du duc de Guise, voyant au contraire sa ligne d'opérations coupée, commença sa retraite; il se flatta de regagner Calais en suivant le rivage de la mer, et en profitant du reflux pour passer sur la grève abandonnée par les eaux. C'était le 13 juillet, et déjà il avait passé l'embouchure de l'Aa et de la Fosse-Neuve, lorsqu'il fut attaqué sur sa gauche et en face par la nombreuse cavalerie du comte d'Egmont. Les Gascons se défendirent avec vaillance; les Allemands de son armée, au contraire, paraissaient indifférents à l'issue du combat; lorsque dix vaisseaux anglais, qui par hasard se trouvaient à portée d'entendre la canonnade, accoururent au feu, et s'embossèrent sur la droite de l'armée française,

(1) De Thou, L. XX, p. 575. — Rabutin, T. XXXIX, p. 253. — Brantôme, Vie de Guise, T. III, p. 208. — Lacreteille, Guerres de Religion, L. III, p. 283.

appuyée à la mer. Le trouble des soldats de Termes fut extrême quand ils se virent pris à revers par l'artillerie anglaise, justement au lieu où ils s'étaient crus le plus en sûreté. Ils se mirent à fuir; mais ils rencontrèrent bientôt les paysans flamands, furieux des outrages qu'ils avaient reçus, et qui ne faisaient grâce à aucun d'eux. L'armée tout entière fut détruite, et ses chefs, de Termes, Villebon, Annebault, Sénarpons, le comte de Chaulnes et Morvilliers, demeurèrent captifs entre les mains du comte d'Egmont et des Espagnols (1).

La défaite de Gravelines, suivant de si près celle de Saint-Quentin, fit perdre courage à Henri II, et lui fit résoudre de travailler sérieusement à mettre fin à la guerre : d'autres revers encore semblaient lui annoncer que la fortune se déclarait de toutes parts contre lui; le 31 juillet, les Anglais avaient fait une descente au Conquet, en Bretagne; ils avaient pillé ce port et tous les lieux environnants. Le nouveau gouverneur du Milanais, Ferdinand de Cordoue, duc de Sessa, vers le milieu d'août, força Brissac, qu'on laissait toujours sans argent et sans soldats, à lever le blocus de Cunéo et de Fossano; plus tard il lui prit Centale et Moncalvo, et resserra les garnisons de Casal et de Valenza. Il est vrai que dans le même temps la flotte turque appelée par les Français dans le royaume de Naples, prit et brûla Reggio de Calabre, enleva cinq ou six mille habitants à Massa de' Lombardi, et menaça la Corse, Nice et Savonne. Toutefois cette alliance des musulmans avec les Français, et les horreurs qu'ils commettaient en Italie causaient aux derniers plus de honte que d'avantage (2). Tout le monde désirait alors la paix : cependant lorsqu'il fallut l'acheter par des concessions importantes, ceux même qui l'avaient le plus demandée, rougirent de l'accepter au prix de toutes les conquêtes de la France, d'autant plus qu'ils ne voulaient point

(1) De Thou, L. XX, p. 576. — *Belcarius*, L. XXVIII, p. 915. — Rabutin, T. XXXIX, p. 259. — *Mithana*, L. V, c. 8, p. 508.

(2) De Thou, L. XX, p. 578; L. XXI, p. 590. — *Belcarius*, L. XXVIII, p. 915. — *Muratorius*, *Annali*, T. XIV, p. 452.

tenir compte de ce qu'il en coûtait pour les conserver, de la misère du peuple, ou de la détresse des finances; et les deux factions se rejetèrent mutuellement le blâme d'avoir conseillé de céder. Le connétable de Montmorency et le maréchal Saint-André sentaient que tout leur crédit leur échappait pendant leur captivité. Le premier fut relâché sur parole par les Espagnols, pour qu'il hâtât les négociations; il s'entendit avec la duchesse de Valentinois, qui fut bien aise de voir revenir à la cour un grand seigneur en état de tenir tête aux Guises. Mais dans le même temps ceux-ci désiraient aussi la paix, et y travaillaient par l'entremise du Cardinal et de Christine, duchesse douairière de Lorraine. Emmanuel Philibert, duc de Savoie, général en chef de Philippe, ne la souhaitait pas moins vivement, car c'était pour lui le seul moyen de rentrer dans ses États. Les deux monarques s'étaient rapprochés de leurs armées; Henri II était à Pierrepont, et Philippe II à Arras. Enfin, le 17 octobre, une suspension d'armes jusqu'au 31 janvier fut signée entre eux, et ils congédièrent leurs armées, en convenant que leurs négociateurs se réuniraient à l'abbaye de Sercamp dans le Cambrésis (1).

Le cardinal de Lorraine, Montmorency, Saint-André, l'évêque d'Orléans, et le secrétaire d'État l'Aubépine, représentèrent la France au congrès de Sercamp. Le duc d'Albe, le prince d'Orange, Ruy Gomez de Sylva, et Granvelle, y représentèrent l'Espagne; la reine d'Angleterre et le duc de Savoie y avaient aussi des ambassadeurs. La France paraissait disposée à se désister de ses anciennes prétentions sur l'Italie, pourvu qu'elle obtint en retour des frontières compactes; et pour donner à cet abandon une couleur plus honorable, il était question d'un double mariage: Isabelle, fille aînée de Henri II, devait porter à D. Carlos, fils aîné de Philippe, les droits que prétendait la France sur le Milanais et le

(1) De Thou, L. XX, p. 581. — *Belcarius*, L. XXVIII, p. 914. — Villars, T. XXXVI, p. 195; et notes, p. 420. — Lettre du roi à M. de Noailles. Ribier, p. 769. — Traité de Paix, T. II, p. 283. — *Iacretelle*, p. 283.

royaume de Naples ; Marguerite , sœur du roi , devait porter de même à Philibert Emmanuel les droits prétendus de la France sur le Piémont. Henri II et Philippe II se rendraient réciproquement leurs conquêtes ; mais le premier voulait conserver les trois évêchés qu'il avait enlevés à l'empire , et Calais , qu'il avait conquis sur les Anglais. C'était à ces deux demandes que tenaient les plus graves difficultés pour conclure la paix , lorsque la nouvelle de la mort de Marie , reine d'Angleterre , en changeant la situation des deux parties , les fit résoudre à suspendre le congrès (1).

Marie , reine d'Angleterre , était au milieu de sa quarante-troisième année ; sa figure , qui avait toujours été peu avantageuse , ayant acquis plus de dureté par le progrès de l'âge ou des soucis , n'inspirait que de l'éloignement à un mari de onze ans plus jeune. Aussi Philippe était presque toujours loin d'elle. Cependant elle l'aimait avec passion , et elle ne paraissait accessible qu'à deux sentiments , l'amour conjugal , et le fanatisme , qui lui faisait redoubler sans cesse de cruauté dans la poursuite de l'hérésie. Elle avait pendant quelque temps attribué le déclin de sa santé à une grossesse , mais c'était une hydropisie , qui l'emporta le 17 novembre 1558. Son cousin et son ami le cardinal Pole , qui était malade en même temps qu'elle , mourut le lendemain. En trois ans et demi , elle avait fait mourir environ quatre cents religieux , dont deux cent quatre-vingt-dix périrent dans les flammes , et parmi ceux-ci on comptait soixante femmes et quarante enfants. Sa sœur Elisabeth courut , à plusieurs reprises , le risque d'être aussi sacrifiée , quoiqu'elle dissimulât sa religion : elle avait été retenue captive d'abord à Woodstock , puis au palais de Hatfield , et elle ne dut la vie qu'à la politique de Philippe II , qui s'inquiétait de voir qu'après elle l'héritière immédiate du trône serait Marie Stuart , femme du dauphin de France. Le parlement se trouvait assemblé au moment de la mort de Marie , et encore qu'il fût ou parût être tout catholique , il n'hésita pas à proclamer le droit hérédi-

(1) De Thou, L. XX, p. 584. — Rabulin, T. XXXIX, p. 264.

taire d'Élisabeth, qui avait déjà été réglé par le statut de Henri VIII. Élisabeth fut rappelée de Hattfield, et couronnée solennellement à Londres, le 15 janvier 1559 (1).

(1559.) Au moment où la mort de Marie Tudor fut annoncée en France, Marie Stuart, femme du dauphin, fit déployer, d'après le conseil des Guises, ses oncles, les titres et les armes de reine d'Angleterre sur ses meubles et ses équipages. Elle était petite-fille de Marguerite, reine d'Écosse, sœur aînée de Henri VIII. Après elle Françoise, duchesse de Suffolk, fille de Marie, sœur cadette du même roi, et mère de la malheureuse Jeanne Gray, pouvait seule avec ses filles élever des prétentions à la couronne d'Angleterre. Mais la cour de France ne se trouvait point en mesure pour faire valoir les titres de la dauphine; elle sentait qu'elle alarmerait en même temps les Anglais et le roi d'Espagne, qu'il importait à Henri II de tenir divisés, et que les Écossais eux-mêmes, chez lesquels la réforme faisait sans cesse des progrès, et qui avaient commencé à prendre les armes contre la reine régente, verraient avec effroi cette prétention. Philippe II, pour conserver le titre de roi d'Angleterre, avait déjà fait des démarches pour épouser Élisabeth; le cardinal de Tournon avertit le roi qu'il était à craindre que le pape n'accordât les dispenses nécessaires pour ce mariage, et tout le crédit de la France fut employé pour l'empêcher (2).

Élisabeth n'avait point encore refusé positivement les offres de Philippe, quand le congrès pour la paix se rouvrit au commencement de février 1559, à Cateau-Cambrésis, à six milles de Cambrai. Toutefois dès le 25 janvier Élisabeth avait assemblé un nouveau parlement où les protestants dominaient, et ils rétablissaient avec rapidité l'Église réformée telle qu'elle avait été instituée en Angleterre par Édouard VI. Philippe reconnut bien à ces démarches qu'Élisabeth ne l'épouserait jamais; il commença donc à soutenir ses intérêts

(1) De Thou, L. XX, p. 387; L. XXII, p. 660. — Mackintosh, p. 523, 541. — Rapin Thoyras, L. XVII, p. 139.

(2) Lettre du card. de Tournon au roi. Ribier, p. 777. — De Thou, L. XX, p. 387; L. XXI, p. 623. — Rapin Thoyras, L. XVII, p. 163.

au congrès avec beaucoup moins de zèle. Élisabeth sentit qu'il fallait céder ; elle entama des négociations particulières avec la France, par l'entremise de Guido Cavalcante, noble Florentin ; et le 2 avril 1559, la paix entre le roi de France, la reine d'Écosse et le roi dauphin d'une part, et la reine d'Angleterre de l'autre, fut signée à Cateau-Cambrésis. Pour calmer le ressentiment des Anglais, la France promettait de leur rendre Calais dans le terme de huit années, sous peine de leur payer cinq cent mille écus ; mais il était facile de comprendre que ce vague engagement était pris sans aucune intention de le remplir (1).

Les autres obstacles à la paix, entre Henri II et Philippe II, furent successivement écartés. Charles-Quint était mort le 21 septembre 1558, accablé d'infirmités, dans le couvent de Saint-Just, où il s'était retiré. Son frère Ferdinand fut reconnu comme empereur, même par le pape, qui avait si long-temps refusé d'admettre l'abdication de Charles-Quint. Ferdinand demanda, au nom de l'empire, la restitution des trois évêchés de Metz, Toul et Verdun ; et, dans une diète qu'il avait convoquée à Augsbourg pour le 25 février 1559, il répondit d'abord à Bourdillon et Marillac, ambassadeurs de France, que ce n'était qu'à ce prix que pourraient être rétablis les anciens liens d'amitié entre la France et l'Allemagne. Mais Ferdinand n'avait ni les talents ni la dignité de son frère, il était sans cesse menacé par les Turcs dans ses États héréditaires, les seuls auxquels il s'intéressât vivement ; il ne pouvait compter que faiblement sur l'appui de son neveu Philippe, et il finit par dire aux ambassadeurs français que, quelque déclaration publique qu'il se crût obligé de faire, il ne ferait pas la guerre pour recouvrer les trois évêchés (2).

Le pape Paul IV, dont les passions avaient tant contribué à allumer la guerre, venait de se brouiller avec les Caraffa ses

(1) De Thou, L. XXII, p. 660. — *Traité de Paix*, T. II, p. 284. — Rymer, T. XV, p. 503. — Rapin Thoyras, L. XVII, p. 174. — *Mackintosh*, p. 343. — *Robertson's Charles V*, B. XII, p. 297.

(2) De Thou, L. XXI, p. 617 ; L. XXII, p. 654, 656. — *Belcarius*, L. XXVIII, p. 916. — Ribier, p. 772, 785. — *Adriani*, L. XV, p. 1080.

neveux. Il les avait dépouillés, le 27 janvier 1559, de tous les emplois éminents dont jusque-là il prenait plaisir à les accabler ; dès lors il mit à les persécuter la même impétuosité de caractère avec laquelle il les avait d'abord comblés de biens ; il les exila de Rome, et il dispensa ainsi Henri II de ses précédents engagements de contribuer à leur grandeur (1). Les malheureux Siennois, qui avaient résisté si long-temps et avec tant d'héroïsme aux armes de l'empereur et du duc de Florence, et qui avaient fait une diversion si utile pour la France, conservaient toujours à peu près un tiers de leur territoire, et le siège de leur gouvernement était à Montalcino. Henri II s'était engagé envers eux à ne pas conclure la paix sans rétablir leur république ; mais les Valois n'avaient jamais cru que les traités pussent les lier envers des États faibles : le roi ne fit aucune difficulté de les livrer au duc de Florence leur ennemi. Auparavant le cardinal de Lorraine avait proposé de les donner au pape en échange contre Avignon. Le roi ne se fit pas plus de scrupule de rendre à leurs anciens maîtres les Corses, qu'il avait poussés à la révolte contre les Génois (2). La mort de Marie avait apporté un changement dans le projet de mariage qui devait unir les deux maisons de France et d'Espagne. Il fut d'abord question de marier don Carlos, fils de Philippe, avec Isabelle de France. Tous deux, nés en 1545, entraient dans leur quatorzième année. Philippe, qui était âgé de moins de trente-deux ans, se substitua à son fils, Neuf ans plus tard, quand don Carlos et Isabelle périrent d'une manière tragique, on parut croire qu'ils avaient regretté la rupture de ce lien d'abord formé entre eux (3).

Toutes les difficultés étant levées, la paix fut signée le 3 avril 1559, à Cateau-Cambrésis, entre Henri II et Philippe II. Les deux monarques convinrent de se rendre réciproquement toutes les places qu'ils avaient conquises l'un sur

(1) De Thou, L. XXII, p. 649. — *Belcarius*, L. XXVIII, p. 917. — *G. B. Adriani*, L. XV, p. 1000. — Ribier, p. 789.

(2) De Thou, L. XXII, p. 661. — Ribier, p. 728, 802.

(3) Tavannes, T. XXVII, p. 12. — *Lacretelle*, p. 290.

l'autre dans les Pays-Bas et la Picardie. La France devait encore rendre au duc de Savoie ses États en conservant seulement des garnisons dans Turin et quatre autres forteresses. Elle devait évacuer la Toscane, la Corse et le Montferrat, et donner 400,000 écus de dot à la fille du roi, 300,000 à sa sœur. Il semble que les négociateurs français ne sentirent pas immédiatement toute l'étendue des concessions qu'ils avaient faites. Ils rendaient quatre places du Luxembourg au roi d'Espagne ; ils en recevaient en retour trois de lui en Picardie. Ils consacraient les conquêtes importantes des trois évêchés et de Calais, et ils renonçaient à l'Italie, qu'on avait souvent nommée le tombeau des Français. Ce fut seulement lorsqu'on vit revenir les garnisons du Piémont et de la Toscane, qu'on fit le compte effrayant de cent quatre-vingt-neuf villes fortifiées que la France s'était obligée de rendre par cette paix, et qu'un déchainement universel contre ses négociateurs, contre Montmorency et Saint-André en particulier, qui, tous deux prisonniers, avaient fait payer plus cher leur rançon à la France que celle de François I^{er}, fit taire l'expression de la joie que la paix devait inspirer après une guerre si longue et si calamiteuse (1).

Mais quelles que fussent la tristesse et l'humiliation que les guerriers et les hommes d'État éprouvaient de cette paix, la cour ne songeait déjà plus qu'aux fêtes et aux réjouissances. Dès le 5 février 1559, la seconde fille de Henri II, Claude, avait été mariée au jeune Charles, duc de Lorraine. Les noces avaient été célébrées à Paris avec une grande magnificence, et elles liaient toujours plus intimement l'ambitieuse maison de Guise à la famille royale. Le contrat de mariage de Philippe avec Élisabeth de France fut signé le 20 juin ; celui de Philibert-Emmanuel avec Marguerite de France, le 27 ; et des fêtes splendides, des tournois, des réjouissances

(1) *Traité de Paix*, T. II, p. 287 et 293. — De Thou, L. XXII, p. 661. — *Belcarinus*, L. XXVIII, p. 918. — Montluc, T. XXIV, p. 137. — Tavannes, T. XXVII, p. 11. — *Adrian*, L. XV, p. 1099. — Vieilleville, T. XXXI, p. 227. — Villars, T. XXXVI, p. 203. — Rabutin, T. XXXIX, p. 290. — Ribier, p. 794. — *Lettre d'Et. Pasquier*, L. IV, p. 76.

de tout genre, devaient solenniser tous ces mariages (1).

Toutefois aux yeux de Henri II, comme à ceux de Philippe II, le traité qui venait de se conclure était moins encore une paix qu'une ligue entre ces deux potentats pour l'extirpation de l'hérésie. Les fanatiques, qui ne cessaient d'exhorter les monarques à venger la Divinité, comme si elle avait besoin de leurs bras ; les courtisans et les royalistes ardents, regardaient la liberté d'opinion des sectaires comme une révolte contre la souveraineté. Les Guises, animés par la jalousie contre la maison de Châtillon, affirmaient que l'hérésie ne serait réprimée que lorsqu'on frapperait les grands seigneurs rebelles à leur Dieu, au lieu de s'acharner contre des victimes obscures. La duchesse de Valentinois enfin voulait se venger du jugement que les réformés portaient sur ses mœurs, et s'enrichir en même temps par la confiscation de leurs biens. Philippe II était entouré de persécuteurs non moins ardents, et dont les motifs étaient tout semblables ; mais lui-même il était et plus fanatique qu'eux tous, et plus jaloux de son autorité. Déjà il avait commencé dans les Pays-Bas une persécution sanguinaire ; et, pour renforcer l'autorité ecclésiastique, il obtint du pape une bulle, en date du 19 mai 1559, qui soustrayait le clergé des Pays-Bas aux métropolitains de France et d'Allemagne, et qui instituait dans ces provinces trois archevêchés et treize évêchés. Les nouveaux prélats devaient prêter leur appui à l'établissement de l'inquisition. Celle-ci devait être organisée en France, en Écosse, dans les Pays-Bas, en Italie, comme elle l'était en Espagne. Paul IV attachait sa gloire à faire fleurir dans toute l'Europe cette institution. Les deux rois s'étaient promis de surprendre les protestants partout à la fois pour les exterminer. Quatre grands seigneurs de la cour de Philippe, le duc d'Albe, le prince d'Orange, le duc d'Arschott et le comte d'Egmont, se trouvaient alors auprès de Henri II, auquel ils avaient été remis comme otages de l'exécution du traité de Cateau-Cambrésis ; Henri, ne doutant point qu'ils ne fussent initiés à tous les

(1) Traité de Paix, T. II, p. 297, 298. — De Thou, L. XXII, p. 662.

secrets de leur maître, parla le premier au prince d'Orange de leur accord pour l'extermination des protestants; et celui-ci, qui dut à sa retenue le surnom de *Guillaume-le-Taciturne*, sut tout entendre en paraissant ne rien ignorer (1).

L'opposition du parlement de Paris avait jusqu'alors empêché l'établissement de l'inquisition en France; Henri II résolut de détruire cette opposition. Quelques conseillers courtisans, et à leur tête le premier président Gilles le Maître, lui dénoncèrent les opposants comme des partisans secrets de l'hérésie. La jurisprudence du parlement à l'égard des sectaires avait cessé d'être uniforme. La grande chambre les faisait brûler irrémissiblement; la Tournelle, présidée par Séguier et du Harlay, se montrait plus indulgente; elle venait encore d'en condamner quatre au simple bannissement. Dès le temps de Charles VIII, il avait été ordonné, en 1493, qu'une séance de chacune des cours supérieures du royaume serait consacrée à la censure de tous les membres de la cour. Cette institution, développée par Louis XII en 1498, et par Henri II en 1551, prit le nom de *mercuriale*, parce qu'une séance du mercredi, à une heure après midi, était consacrée tous les trois mois à cette censure. Le mercredi 14 juin, le parlement de Paris, étant assemblé pour la *mercuriale*, délibérait sur les moyens de rétablir l'uniformité dans le châtiment des hérétiques, lorsque Henri II s'y rendit inopinément, accompagné des princes de la maison de Bourbon, des cardinaux de Lorraine et de Guise, du connétable et du duc de Guise. Il annonça au parlement qu'ayant conclu la paix, et l'ayant cimentée par le mariage de sa sœur et de sa fille, il comptait que rien ne le détournerait plus de la répression de l'hérésie; qu'il savait que c'était ce jour-là même l'objet des délibérations de ses conseillers au parlement, et qu'il les invitait à continuer la séance devant lui (2).

(1) *Frà Paolo*, L. V, p. 422. — *Raynaldi*, *Ann. eccles.*, 1559, § 15, 16, 55-56. — De Thou, L. XXII, p. 666. — Apologie de Guillaume, prince d'Orange, 15 décembre 1580. — J. Dumont, *Corps diplom.*, T. V, P. I, p. 592.

(2) De Thou, L. XXII, p. 667. — *Belcarius*, L. XXVIII, p. 920. — *Mémoires de Condé*, T. I, p. 217. — Vieilleville, T. XXXI, p. 255. — Théod. de Bèze,

D'après les habitudes de soumission et de déférence des Français envers l'autorité royale, et d'après la doctrine de l'obéissance passive que professait le parlement de Paris, le roi et le cardinal de Lorraine s'étaient attendus que tous les conseillers parleraient dans le sens qu'ils savaient devoir plaire au maître; mais un profond sentiment religieux commençait à inspirer aux Français un esprit nouveau et un nouveau courage. Plusieurs magistrats osèrent opiner devant le roi avec une noble liberté, et accuser la dépravation de la cour romaine, ou les abus qu'elle avait introduits, comme étant la cause de toutes les dissensions qui troublaient alors l'Église. Ils demandèrent qu'on modérât les peines, et qu'on suspendit les exécutions jusqu'après l'assemblée d'un concile oecuménique qui ferait disparaître les abus, et qui éclaircirait les questions douteuses. Parmi les conseillers, quelques uns, remplis du zèle des réformateurs, ne craignirent pas de rejeter le blâme sur leurs persécuteurs. « Il faut bien entendre, dit du Faur, qui sont ceux qui troublent l'Église, » de peur qu'il n'advienne ce que Hélié dit à Achab : « C'est » toi qui troubles Israël. » Anne du Bourg dit : « Qu'on » voyoit commettre tous les jours des crimes dignes de mort » qu'on laissoit impunis, tels que des blasphèmes réitérés, » des adultères, d'horribles débauches, des parjures fréquents, » tandis qu'on inventoit tous les jours de nouveaux supplices » contre des gens à qui on ne pouvoit reprocher aucun » crime. » D'autre part les conseillers courtisans, Mynard, et surtout le premier président le Maistre, invoquaient contre les sectaires les peines les plus rigoureuses, et rappelèrent avec éloge l'exemple de Philippe Auguste qui, disaient-ils, avait fait brûler six cents Albigeois en un jour (1).

Pendant cette délibération Henri II pouvoit à peine contenir sa colère; il croyait avoir été désigné par du Faur, sous le nom d'Achab, et par du Bourg, comme un adultère. Il se

L. II, p. 168. — La Place, L. I, f. 13. Le 14 juin était un mercredi, mais plusieurs des historiens ci-dessus indiquent le 10 juin; d'autres le 15.

(1) De Thou, L. XXII, p. 669. — La Place, L. I, f. 18. — Théod. de Bèze, L. II, p. 191. — *Frà Paolo*, L. V, p. 423. — *Belcarii*, L. XXVIII, p. 921.

fit apporter le registre pour vérifier les noms de ceux qu'il venait d'entendre, puis il donna l'ordre au connétable d'arrêter ces deux conseillers; leurs fautes, dit-il, et celles de quelques autres, déshonoraient le parlement. Il les fit conduire à la Bastille. Peu d'heures après, comme il était à table, il ordonna qu'on arrêtât encore six autres conseillers: Paul de Foix, André Fumée, et Eustache de la Porte, furent saisis en effet; mais Ferricr, du Val, et Viole, s'étaient dérobés par la fuite. Le 19 juin le roi nomma les commissaires qui devaient faire le procès aux détenus; c'étaient l'évêque de Paris, l'inquisiteur Antoine de Mouchy, qui se faisait appeler Démocharès, et quatre conseillers au parlement, choisis parmi les plus fanatiques (1).

Mais Henri II n'était point destiné à voir s'effectuer la vengeance qu'il poursuivait avec tant d'acharnement. Paris était déjà au milieu des fêtes du double mariage qui devait consolider la paix. La séance du parlement avait même eu lieu au couvent des Augustins, parce que le Palais de Justice était embarrassé par les préparatifs des noces. Une lice était dressée depuis les Tournelles où logeait le roi, au travers de la rue Saint-Antoine, jusqu'aux écuries royales; des échafauds couverts de spectateurs la bordaient des deux côtés: chaque jour les seigneurs et le roi lui-même, armés de toutes pièces, y couraient les uns contre les autres. Le 29 juin, les quatre tenants étaient le roi, le duc de Guise, le prince de Ferrare et le duc de Nemours. Henri avait remporté tous les honneurs du combat, les courses avaient cessé, lorsqu'il aperçut deux lances encore entières; il ordonna au comte de Montgomeri, son capitaine des gardes, d'en prendre une et de courir contre lui. Les deux combattants se choquèrent; leurs lances se brisèrent, et l'un des éclats entra avec violence dans l'œil du roi. Un épanchement de sang dans le cerveau en fut la suite. Henri II perdit connaissance. Tandis qu'il était suspendu entre la vie et la mort, on se hâta de marier

(1) De Thou, L. XXII, p. 671. — Th. de Bèze, L. II, p. 194. — Mém. de Condé, T. I, p. 224. — La Place, L. I, p. 19. — Ribier, p. 803, 806.

sans cérémonie, dans la chapelle du Palais, sa sœur Marguerite avec le duc de Savoie. Le 10 juillet Henri II expira, âgé de quarante ans trois mois et onze jours, après un règne de douze ans et trois mois (1).

(1) De Thou, L. XXII, p. 673. — Brantôme, Henri II, T. II, p. 331. — Th. de Bèze, L. II, p. 193. — La Place, L. I, f. 27. — Ribier, p. 809. — *Belcarius*, L. XXVIII, p. 922. — Vieilleville, T. XXXI, p. 236. — Montluc, T. XXIV, p. 164. — Tavannes, T. XXVII, p. 17.

CHAPITRE XV.

Règne de François II. Rivalité entre les Bourbons et les Guises. Conjuratlon d'Amboise. Hostilités en Dauphiné et en Provence. Assemblée des notables à Fontainebleau. Arrestation du prince de Condé. Mort de François II.
— 1559-1560.

(1559.) HENRI II était encore dans la vigueur de l'âge lorsqu'il avait été frappé à mort, au milieu des fêtes, d'une manière inattendue, en sorte qu'il n'avait pu ni pourvoir à l'administration de son royaume après lui, ni prendre aucune disposition relative à sa famille. Celle-ci était fort nombreuse; Catherine de Médicis lui avait donné dix enfants, quoiqu'elle n'eût commencé à en avoir que dix ans après son mariage: quatre fils et trois filles survécurent à leur père. Les fils étaient âgés de quinze ans et demi, neuf ans, huit ans et cinq ans. L'aîné, qui était appelé à la couronne sous le nom de François II, était d'une santé délicate, et d'un esprit faible et lent. Il était marié depuis quinze mois à la jeune reine d'Écosse, Marie Stuart, princesse d'une grande beauté, qui n'avait pas encore dix-huit ans: il l'aimait tendrement, et était disposé à lui laisser prendre la plus grande autorité sur lui. D'après les lois du royaume, il était majeur et maître de former son conseil comme il le voudrait; mais cette fiction légale, qui donne à l'adolescent incapable de se commander à soi-même le droit de commander aux autres, toujours absurde et toujours démentie par les faits, au moment de l'application, le devenait surtout avec un prince dont la croissance et l'intelligence étaient

également retardées, qui ne demandait qu'à obéir, et qui n'avait pas seulement la pensée d'exercer lui-même le pouvoir royal.

Ainsi ce pouvoir était réellement abandonné à celle des factions qui aurait la force ou l'adresse de s'en saisir, encore que chacune de celles qui éclatèrent presque aussitôt, appuyât ses prétentions sur les lois, sur la coutume antique et les constitutions du royaume. Autour du jeune roi se pressaient, comme candidats au pouvoir qu'il devait déléguer, sa mère, les parents de sa femme, les ministres du feu roi, et les princes du sang. Sa mère, Catherine de Médicis, sur laquelle les historiens français se sont plu à rejeter toutes les fautes et les crimes des derniers Valois, était alors âgée de trente-neuf ans. Depuis vingt-six ans, elle était établie à la cour de France, et cependant elle avait réussi à y dissimuler en quelque sorte son existence. Son mari l'avait laissée sans crédit et sans pouvoir, mais elle avait trouvé moyen de vivre aussi sans ennemis. Humiliée par la domination insolente et le rang que s'attribuait une maîtresse, elle n'avait toutefois jamais rompu avec Diane, duchesse de Valentinois, ni laissé percer la haine qu'elle nourrissait contre cette rivale. Pendant la longue léthargie de son mari, on lui représenta cependant qu'il ne convenait pas qu'une maîtresse demeurât dans son palais, et l'ordre fut donné à Diane d'en sortir. « Le roi est-il mort ? » demanda-t-elle. — Non, il respire encore. — « Eh bien, personne que lui » n'a d'ordre à me donner ; » et elle resta jusqu'à sa mort (1). Catherine avait de même supporté avec patience les paroles rudes et hautaines du connétable de Montmorency, et son hostilité pour tout ce qui était Florentin. Elle n'ignorait pas que c'était à lui qu'elle devait attribuer toutes les injustices faites aux frères Strozzi, toutes les humiliations souffertes par les émigrés qui l'avaient suivie : elle savait que, pendant les premières années de son mariage, Montmorency avait

(1) Lacroix, T. I, p. 518, et tous les historiens modernes. Je n'ai pas trouvé l'anecdote dans les contemporains. Voyez Tavannes, T. XXVII, p. 19.

proposé à Henri II de la répudier comme stérile, et que lorsqu'enfin, après dix ans, elle avait commencé à lui donner des enfants, le connétable avait dit au roi qu'il était étrange qu'aucun de ses enfants ne lui ressemblât, excepté sa fille naturelle, Diane, que le fils du connétable avait épousée (1). Ce doute, élevé sur la fidélité de la reine, n'avait rien d'étrange dans la cour dissolue où elle vivait : cependant la médisance, qui ne l'a pas épargnée, ne lui désignait aucun amant, et tant que Henri II avait vécu, elle s'était conduite envers lui en femme soumise et fidèle. Forcée pendant si long-temps à se contraindre, elle s'était habituée à la dissimulation, mais elle y joignait un empire réel sur elle-même. La vengeance ou la haine avaient peu de part à ses actions ; le sentiment moral avait moins d'influence encore ; elle prévoyait, elle calculait, elle cherchait à maintenir l'équilibre entre des factions qu'elle voyait prêtes à en venir aux prises : du reste elle n'avait pas plus de répugnance à s'attacher aux Montmoreneys qu'aux Guises, aux protestants qu'aux catholiques. Ayant toujours été négligée, elle n'était point sûre de l'obéissance ou de l'affection de son fils ; elle sentait bien qu'elle ne gagnerait rien à lutter avec une épouse de près de dix-huit ans, belle et douée de toute la grâce et la séduction des manières les plus engageantes : cette épouse était sous l'influence des Guises ses oncles, les plus habiles et les plus ambitieux des courtisans ; et Catherine eut bientôt reconnu que c'était aux Guises qu'il lui convenait de s'unir (2).

Ces princes de la maison de Lorraine, qui avaient d'abord voulu fonder, avec l'appui de la France, leur grandeur hors du royaume, tournaient désormais toute leur ambition vers l'intérieur, et c'était à gouverner le roi qu'ils voulaient employer l'immense influence qu'ils tiraient de l'étranger. Leur sœur était reine régente d'Écosse ; leur neveu, beau-frère du

(1) De Thou, L. XXIII, p. 685. — Davila, *Historia delle guerre civili di Francia*, L. I, p. 20.

(2) Davila, L. I, p. 20.

roi, était due de Lorraine; deux des frères étaient cardinaux, et comptaient sur leur crédit à la cour de Rome; un autre était grand-prieur de Malte; une alliance intime avait été formée entre eux et le cabinet d'Espagne: comme ils s'étaient mis à la tête du parti catholique, et qu'ils voulaient passer pour les champions de l'ancienne religion, ils avaient les mêmes intérêts et la même politique que Philippe II. Le mariage du duc d'Aumale, le troisième des frères, avec une fille de la duchesse de Valentinois, pouvait seul mettre obstacle à leur alliance avec Catherine de Médicis; mais Diane était résignée à quitter une cour où elle ne pouvait plus régner, et Catherine n'avait point assez de ressentiment dans le cœur pour lui en demander davantage. Elle lui laissa ses diamants et ses richesses, dont la plus grande partie fut assurée au duc d'Aumale. Elle se fit seulement donner, comme dépouilles opimes de sa rivale, sa superbe maison de Chenonceaux sur le Cher, en échange de celle de Chaumont sur Loire, puis elle la laissa en paix (1).

Le connétable de Montmorency, accoutumé à brusquer tout le monde et à être obéi par tous, ne savait pas même que Catherine était irritée contre lui. Dès le moment où Henri II avait été blessé, il avait dépêché un courrier à Antoine de Bourbon, roi de Navarre, qui était alors en Béarn, pour le rappeler à la cour, et il avait proposé à la reine de joindre leur influence à celle des princes du sang pour soutenir le ministère, tel qu'il était alors constitué (2). Ce ministère était réellement concentré tout entier en sa personne, quoique Bochetel, l'Aubespine, Clausse et du Thier, portassent le titre de secrétaires des finances et du département des étrangers. Ce n'étaient que de simples commis qui, par eux-mêmes, n'avaient point de crédit, et qui étaient prêts à servir quiconque les emploierait. Jean Bertrandi, cardinal et garde des sceaux, était lui-même considéré comme un subal-

(1) De Thou, L. XXIII, p. 682. — Supplication au roi de Navarre pour la délivrance du royaume. Mém. de Condé, T. I, p. 318.

(2) De Thou, L. XXIII, p. 680.

terne ; sa déférence égale envers tous les grands et sa réputation d'être la créature de Diane , lui ôtèrent tout crédit. Le connétable croyait encore pouvoir se promettre l'appui du maréchal de Saint-André , qui avait partagé avec lui la faveur de Henri II ; mais Saint-André , qui avait toujours vécu en dissipateur , avait besoin des grâces de la cour , et il était prêt à se joindre au parti qui lui paraîtrait le plus fort. Le connétable , indépendamment de l'appui qu'il présentait par lui-même , par ses gouvernements , par ceux de ses fils , et par ses richesses , ne pouvait réellement offrir à la reine que le crédit de ses neveux de la maison de Châtillon. Ceux-ci étaient trois frères , Odet , cardinal de Châtillon , Coligni , amiral de France , et Dandelot , colonel général de l'infanterie. La cour de France n'avait point encore présenté une plus belle réunion de bravoure , de talents et de vertus. Leur mère , Louise de Montmorency , sœur du connétable , paraît avoir la première contribué à leur inspirer les idées de la réforme ; mais ce fut durant la captivité de Coligni et de Dandelot après la bataille de Saint-Quentin , qu'ils s'attachèrent à la lecture de la Bible et des livres de controverse , et qu'ils formèrent leur caractère d'après les principes de charité , de vertu , de désintéressement , auxquels le libertin Brantôme rend lui-même hommage. « On tenoit Coligni , dit-il , pour un seigneur » d'honneur , homme de bien , sage , mûr , avisé , politique , » brave censeur , pesant les choses , et aimant l'honneur et la » vertu , comme il avoit toujours fait paroître par ses belles » actions passées (1). »

Les princes du sang enfin étaient tous de la branche de Bourbon issue de Robert , comte de Clermont , fils cadet de saint Louis , et ils se trouvaient séparés du trône par une distance de trois cent trois ans depuis la naissance de ce chef de leur race. Long-temps cadets d'une nombreuse famille , ils avaient éprouvé toutes les vicissitudes de la fortune. Tous les rameaux aînés de leur branche s'étaient successivement desséchés ; et

(1) Mém. de Gaspard de Coligni , notice , T. XL , p. 183. — Brantôme , Vie de l'amiral de Châtillon , T. III , p. 269.

et la confiscation des biens du connétable de Bourbon, sous le règne de François I^{er}, ne leur avait pas permis de recueillir l'héritage de leurs aînés. Le chef de la famille, Antoine, duc de Vendôme, par son mariage avec Jeanne d'Albret, avait acquis le titre de roi de Navarre et la souveraineté du Béarn; mais c'était un homme faible et inconstant, conduit par des favoris qui le plus souvent se vendaient à ses ennemis: il était plus propre à perdre ceux auxquels il s'alliait qu'à les servir (1). Son frère Charles, archevêque de Rouen et cardinal de Bourbon, était d'un caractère non moins faible et d'un esprit bien plus obtus. Le troisième frère, Louis, prince de Condé, dans sa petite taille, plaisait fort aux dames de la cour. Il était bouillant, impétueux et plein de valeur; mais sa fortune était fort étroite, et il ne possédait ni grands fiefs ni place importante. Deux frères, cousins germains du roi de Navarre, portaient, l'un, le titre de duc de Montpensier, et l'autre, celui de prince de la Roche-sur-Yon. Ils avaient également peu de part au pouvoir. Tous les princes, à l'exception du cardinal, penchaient vers la religion protestante, pour laquelle la reine de Navarre, la princesse de Condé et la duchesse de Montpensier ressentaient un grand zèle; mais leurs époux étaient accusés d'écouter bien plus leur ambition que leur conscience (2).

Entre ces factions diverses qui se partageaient la cour de François II, il était facile de prévoir que le pouvoir resterait à celle qui mettrait le plus de diligence à s'en saisir, et l'étiquette pour les funérailles des rois de France seconda dans cette occasion l'ambition des Guises. Le soin de veiller sur le corps de Henri II, et de diriger ses obsèques, appartenait de droit au connétable de Montmorency, qui était en même temps grand-maître de la maison du roi. Il fut laissé pour cela au palais des Tournelles, où ces fonctions devaient l'occuper pendant plus d'un mois, et l'écarter tout aussi longtemps de la cour. Le duc de Guise cependant et le cardinal

(1) Tavannes, T. XXVII, c. 16, p. 41.

(2) Brantôme, T. III, p. 311.

de Lorraine avaient salué le dauphin du nom de roi au moment de la mort de son père, et l'avaient immédiatement conduit au Louvre. Catherine, qui sentait que c'était le moment où un cabinet nouveau se formerait, l'y avait suivi avec le duc de Nemours, malgré l'étiquette qui exigeait qu'elle demeurât quarante jours sans se montrer. Elle se mit bientôt d'accord avec les Guises, qui, de concert avec elle, envoyèrent aussitôt Claude de l'Aubespine, secrétaire d'État, redemander au connétable le cachet du feu roi. Ils convinrent que le cardinal de Lorraine prendrait l'administration des finances; que le duc de Guise serait chargé du département de la guerre, et que le cardinal de Tournon, dont on avait vanté l'ordre et l'économie dans les dernières années de François I^{er}, serait rappelé au conseil. La reine, qui le regardait comme un homme indépendant, avait confiance en lui, et comptait pouvoir au besoin l'opposer aux Guises; mais ceux-ci, qui connaissaient son esprit fanatique et persécuteur, croyaient de leur côté pouvoir compter sur lui. En même temps, pour capter l'opinion publique, la reine et les Guises convinrent qu'ils ôteraient les sceaux au cardinal Bertrandi, qu'ils rétabliraient François Olivier, qui était universellement estimé, dans ses fonctions de chancelier, et qu'ils chercheraient aussi à s'attacher le maréchal de Brissac, qui avait une grande réputation militaire, en lui donnant le premier gouvernement qui viendrait à vaquer (1).

Cependant le roi de Navarre, au lieu de se presser, venait à petites journées; il s'était même arrêté à Vendôme, où le prince de Condé, son frère, avait été au-devant de lui : ce prince avait déjà cherché à réunir les forces de l'opposition qui se formait contre les Guises; il avait réconcilié le prince de la Roche-sur-Yon, son cousin, avec Dandelot. De son côté, Coligni avait annoncé qu'il se déferait de son gouvernement de Picardie, pour que le roi pût le donner au prince

(1) De Thou, L. XXIII, p. 682. — Davila, L. I, p. 19. — Regnier de La Planché, Histoire de France sous François II, p. 12. — La Place, État de la Religion et République, L. II, p. 33.

de Condé. Il jugeait bien qu'il ne pourrait pas le conserver lui-même avec celui de l'Ile-de-France, dont il était aussi investi. Mais la lenteur et la mollesse du roi de Navarre déjouaient toutes ces combinaisons. Le connétable ne le voyant point arriver, quitta le corps de Henri II, qu'il devait garder, et vint au Louvre rendre hommage à François II. Celui-ci, que les Guises, ses oncles, avaient eu le temps de dresser, reçut Montmorency avec une froideur affectée; et, lui annonçant la formation du nouveau cabinet, il ajouta qu'il avait cru devoir à son âge avancé de lui accorder le repos. Montmorency avait alors soixante-six ans, et il ne ressentait encore aucun désir de se retirer. Il dut pourtant accepter son congé comme une grâce, et retourner s'enfermer à Chantilly. Peu après le roi lui fit redemander sa charge de grand-maitre comme incompatible avec celle de connétable; elle passa au duc de Guise. Il fit aussi demander à Coligni de se démettre d'un de ses deux gouvernements. Coligni abandonna celui de Picardie, dans l'espoir qu'il passerait au prince de Condé; mais ce fut le maréchal de Brissac qui en fut investi (1).

Le roi de Navarre arriva enfin à la cour avec tous les Bourbons; il commença par montrer du mécontentement de ce que le roi l'avait logé beaucoup plus petitement que les Guises; mais il n'était pas dans son caractère d'oser boudier long-temps; et, bientôt après, il accepta, aussi bien que tous les Bourbons, des missions qui leur furent données, sous prétexte de leur faire honneur, mais dans le seul but de les éloigner. Le roi de Navarre se chargea d'accompagner jusqu'aux frontières d'Espagne, Élisabeth, sœur du nouveau roi, qui avait été donnée en mariage à Philippe II, roi d'Espagne. Le prince de Condé dut se rendre auprès du même monarque, qui était encore en Flandre, pour jurer, au nom de François II, la paix de Cateau-Cambrésis; enfin le prince de la Roche-sur-Yon accompagnait son cousin pour porter à Philippe le cordon de l'ordre de Saint-Michel. Avant son départ, le roi de

(1) De Thou, L. XXIII, p. 685. — Davila, L. I, p. 20. — La Planche, p. 20. — La Place, L. II, f. 37.

Navarre suivit la cour à Reims, où François II fut sacré, le 20 septembre, par le cardinal de Lorraine. Le connétable se trouvait aussi avec ses fils et ses neveux à cette cérémonie ; mais les Montmorencys, comme les Châtillons et les Bourbons, semblaient n'y paraître que pour orner le triomphe des Guises (1).

La formation du nouveau cabinet, le triomphe des Guises et celui du cardinal de Tournon, l'association de la reine-mère avec eux, et la faiblesse des Bourbons, portaient le désespoir dans l'âme des religionnaires, qui se voyaient menacés d'une persécution plus cruelle encore que celle qu'ils avaient soufferte sous les deux règnes précédents : ils avaient jusqu'alors mis quelque espoir dans Catherine de Médicis, qui peut-être par aversion pour l'intolérante duchesse de Valentinois, avait paru pencher vers le protestantisme, et n'avait pris dans sa maison que des femmes protestantes (2) ; mais elle venait de se réunir à leurs plus cruels ennemis. En même temps ils apprenaient de toutes parts le renouvellement des persécutions dans les pays étrangers. Le roi Philippe s'était déterminé à quitter les Pays-Bas pour retourner en Espagne ; mais avant son départ, il avait autorisé le grand inquisiteur à faire arrêter, le 22 août 1559, l'archevêque de Tolède, primat d'Espagne, sur l'accusation d'avoir toléré des hérétiques dans sa province, et d'avoir même permis dans son catéchisme l'insertion de quelques phrases qui sentaient la réforme (3). C'était déclarer assez que ni rang, ni puissance, ni dignité ne pourraient dérober personne à la persécution. Le 6 août, il avait assemblé les états-généraux des Pays-Bas à Gand ; il leur avait annoncé qu'il leur donnait pour gouvernante sa sœur Marguerite, duchesse douairière de Parme, avec l'évêque d'Arras, Perrenot de Granvelle, pour conseiller ; qu'il retirait toutes ses troupes ; qu'il ne nommait que des Flamands pour gouverneurs

(1) De Thou, L. XXIII, p. 686-689. — Davila, L. I, p. 21. — La Planche, p. 24.

(2) Brantôme, Vie de l'amiral Coligni, T. III, p. 276.

(3) Ferreras, *Syn. historica de España*, T. XIV, p. 47. — Raynaldi, *Ann. ecclcs.*, 1559, § 20.

particuliers des provinces ; mais qu'en retour il attendait d'eux qu'ils maintinssent dans sa pureté l'antique religion catholique romaine, sans permettre à un seul individu infecté des nouvelles erreurs d'Allemagne de vivre dans leurs provinces. Il était ensuite parti le 20 août des ports de Zélande, et le 29 il était arrivé à Larédo, en Espagne. Aussitôt il donna une activité nouvelle aux procédures de l'inquisition ; et le 4 octobre il assista à Valladolid, avec toute sa cour, à un premier *auto-da-fé* où quarante réformés, hommes et femmes, furent brûlés. L'un d'eux, qui était connu de lui, ayant invoqué sa pitié, Philippe répondit à haute voix que si le prince son fils était hérétique impénitent, il le livrerait lui-même aux flammes (1).

En même temps, à Rome, le colérique Paul IV avait, au commencement de l'année, disgracié et exilé de sa cour les trois Caraffa ses neveux ; mais, comme pour se venger de cette violence qu'il avait cru devoir faire à son propre sang, il avait donné au tribunal de l'inquisition une nouvelle activité ; c'était déjà lui qui, sous le pontificat de Paul III, avait provoqué l'institution de cet odieux tribunal à Rome ; c'était lui encore qui en avait fait bâtir les prisons, qu'on voyait alors pleines de victimes, et où tous les jours des malheureux étaient conduits sur des dénonciations secrètes. Par sa bulle du 15 février, il soumit nominativement au tribunal de l'inquisition tous les évêques, archevêques, patriarches, primats, cardinaux, légats, comtes, barons, marquis, ducs, rois et empereurs qui dévieraient de la foi catholique ; et ce qu'on peut à peine concilier avec l'infailibilité du saint-siège, il ajouta « que si » jamais le pontife romain lui-même venait à tomber dans » l'hérésie ou le schisme, il serait à l'instant dépouillé de » toute dignité et de tout droit (2). » Au milieu des procédures qu'il accélérât et des exécutions qu'il ordonnait, la mort surprit, le 18 août de cette même année, le fougueux

(1) Ferreras, T. XIV, p. 43-49. — Miñana, L. V, c. 11, p. 318.

(2) Bullar. in Pauli IV constitut. 19, et apud Raynaldi, 1359, § 14. — Muratori, Annali, T. XIV, p. 439.

pontife, déjà âgé de quatre-vingt-quatre années. Pendant son agonie, le peuple se souleva avec fureur, força les prisons publiques, et en tira plus de quatre cents captifs. Il brisa ensuite les portes des cachots de l'inquisition, et délivra tous les prisonniers, dont le plus grand nombre n'avait pas même été examiné. Il livra aux flammes toutes les procédures; il brûla même une partie du palais, et poursuivit le grand-inquisiteur, cardinal Ghislieri, qui, sept ans plus tard, devait être pape. Lorsque l'insurrection fut calmée, les cardinaux entrèrent au conclave, et après quatre mois d'intrigues ils portèrent au saint-siège, la veille de Noël, Jean-Ange des Médicis de Milan, frère du féroce marquis de Marignan. Le nouvel élu prit le nom de Pie IV, et ne se montra pas moins zélé pour l'inquisition que ne l'avait été son prédécesseur (1).

Le cardinal de Lorraine, trop occupé de la direction des affaires de France, avait renoncé au pontificat, et n'était point allé à Rome avec les autres cardinaux français; mais il mit ceux-ci sous la direction du cardinal de Guise son frère, et du cardinal de Ferrare. Les Français avaient d'abord essayé de porter au saint-siège le cardinal de Tournon, et ils avaient même obtenu pour lui la promesse de vingt-huit voix; mais l'opposition de l'Espagne les força d'y renoncer (2).

Cependant les Guises voulaient que le jeune roi signalât les prémices de son règne par le renouvellement des persécutions. Dès le 19 août ils l'engagèrent à écrire au cardinal de Tournon « qu'il étoit après à faire continuer le plus vivement » et diligemment qu'il lui étoit possible les poursuites que le » roi son père lui avoit comme délaissées à faire par testament contre les hérétiques; » et en conséquence il lui demandait, comme archevêque de Lyon et primat des Gaules, d'autoriser le cardinal de Lorraine à nommer pour lui un vi-

(1) *Muratori, Annali*, p. 445. — *Raynaldi, Annales ecclesiastici*, 1539, § 36 et 39. — *Frà Paola Sarpi, Concilia di Trento*, L. V, p. 425.

(2) Voyez la suite de leurs lettres dans Ribier, p. 824-840.

caire à Paris, afin de vider plus vite les appels des hérétiques et *extirper ces maudites et réprouvées doctrines* (1). Trois lettres patentes du roi, du 4 septembre, du 1^{er} et du 14 novembre, furent successivement envoyées au parlement pour être enregistrées. François II ordonnait que toutes les maisons où il se serait fait des conventicules d'hérétiques seraient rasées, sans jamais pouvoir être rebâties; que tous ceux qui y auraient assisté seraient irrémissiblement punis de mort; qu'enfin un commissaire serait député pour faire sur tous ces cas des informations secrètes (2).

Ceux que l'on poursuivait avec tant d'acharnement étaient tour à tour désignés dans les édits royaux par les noms de luthériens et de sacramentaires. Cependant la communication journalière des protestants avec Genève, qui était en quelque sorte leur métropole, leur fit adopter vers cette époque le nom de huguenots, qui bientôt devint le nom des religionnaires dans toute la France. Dès l'an 1518 les partisans de la liberté dans la république de Genève avaient été désignés par le nom d'huguenots, parce que ce fut cette année qu'ils obtinrent d'être compris parmi les confédérés suisses, *eidgenossen*; qu'ils prenaient eux-mêmes ce nom de confédérés comme leur servant de protection contre le duc de Savoie; et que pour ceux qui n'entendaient pas l'allemand, ce nom d'*eidgnots* ou huguenots rappelait encore Besançon Hugues, le citoyen qui avait négocié cette alliance (3). Comme personne en France ne savait ni qui étaient les *eidgenossen*, ni qui était Besançon Hugues, on chercha d'autres explications au nom introduit par les missionnaires genevois, et chaque ville fournit la sienne (4). C'était, disait-on, un lutin nommé à Tours le roi *Hugon*, ou le *Chat-Huant*, ou les hérétiques *Huets*, ou *Hugues Capet*, qui devaient avoir donné leur nom à ces hommes qui se cachaient dans l'ombre.

(1) Ribier, p. 818.

(2) Voyez ces pièces dans les Mém. de Condé, T. I, p. 308.

(3) Spon, Hist. de Genève, T. I, L. II, p. 301.

(4) La Planche, p. 211. — De Thou, L. XXIV, p. 766. — Bèze, Hist. ecclés., L. III, p. 269. — Castelnau, L. II, c. 7, p. 45. — Mém. de Condé, T. I, p. 402.

Pour éveiller les passions et animer les haines populaires, des opinions abstraites sur des questions religieuses ne sauraient suffire : aussi, à la première apparition du protestantisme, la faveur publique semblait plutôt protéger les sectaires, qui ne se distinguaient des autres chrétiens que par une vie plus pure, et une piété plus ardente. Les prêtres et les moines avaient besoin d'exciter contre les huguenots les sentiments d'horreur que le peuple ne ressent guère que contre la magie ou contre la dépravation des mœurs. Les sectaires étaient forcés de ne se rassembler que la nuit et en cachette ; on en profita pour accumuler contre eux des calomnies qui, depuis dix-huit siècles, ont été répétées sans exception contre toutes les sectes persécutées, et qui, malgré leur absurdité, ont toujours trouvé des dupes. Deux apprentis qui avaient été maltraités par leurs maîtres, allèrent les dénoncer au président Saint-André, et à l'inquisiteur Démocharès, et ils prétendirent avoir été conduits par eux, le jeudi avant Pâques, dans une maison de la place Maubert, où, à minuit, les huguenots avaient fait leur sabbat, « après avoir prêché, » mangé un cochon au lieu de l'agneau pascal ; et la lampe » qui leur éclairait éteinte, chacun prit sa chacune... ; et » qu'entre autres femmes ils reconnurent celle de l'avocat » maître de la maison, et deux siennes belles et jeunes » filles (1). » Le cardinal de Lorraine se pressa de lire ces dénonciations à la reine-mère, d'y ajouter les explications les plus révoltantes, et de lui produire les deux témoins : le chancelier Olivier se chargea de faire les informations et donna aux accusations la plus grande publicité. Catherine se montra fort indignée : elle fit venir « quelques siennes de- » moiselles qui favorisoient ceux de la religion, leur déclara » le rapport à elle fait et les informations auxquelles elle » disoit ajouter foi ; que si elle savoit pour tout certain » qu'elles en fussent, elle les feroit mourir, quelque amitié » ou faveur qu'elle leur portât (2). » Cependant lorsque les

(1) Reg. de La Planche, p. 79. — De Thou, L. XXIII, p. 691.

(2) La Planche, p. 83. — De Thou, L. XXIII, p. 691.

deux apprentis furent confrontés à ceux qu'ils accusaient, leur embarras, leurs contradictions, leur ignorance ne laissèrent aucun doute sur la fausseté de leur déposition. Les jeunes filles dénoncées donnèrent enfin une preuve de plus à leur innocence ; elles se soumirent à la visite de matrones pour constater leur virginité ; mais le coup était porté ; les preuves les plus incontestables ne sauraient chasser la calomnie de l'imagination du peuple , quand elle y est une fois entrée. D'ailleurs, les poursuites qui se continuaient avec un redoublement de violence, servaient encore à accréditer ces contes. Un grand nombre de malheureux étaient arrêtés chaque jour sur l'accusation d'avoir assisté à des assemblées nocturnes ; un plus grand nombre était en fuite : aussitôt qu'on reconnaissait leur absence, leurs maisons étaient séquestrées, leurs meubles mis en vente sur la place publique ; dans toutes les rues on entendait le cri des huissiers qui les mettaient à l'enchère, ou l'on rencontrait des enfants abandonnés qui imploraient en vain la charité, car toute pitié qu'on montrait à la race huguenote était suspecte, et exposait les hommes bien-faisants de toute opinion à être arrêtés à leur tour (1).

Dès le 14 juillet, François II, qui ne régnait que depuis quatre jours, donna des lettres patentes pour recommencer le procès d'Anne du Bourg, et des autres conseillers au parlement que Henri II avait fait arrêter sous ses yeux aux dernières mercuriales. Du Bourg, dont le courage était inébranlable, croyait, dans sa conscience, ne pouvoir s'abstenir de confesser hautement sa foi ; et en même temps il se regardait comme tenu envers la justice de son pays, et le corps distingué dont il était membre, de défendre jusqu'au bout tous ses privilèges, de maintenir son droit de parler librement dans les délibérations où c'était son devoir de dire la vérité : il voulait épuiser enfin, pour la défense de sa vie, toutes les ressources légales. Condamné par l'official de l'évêque de Paris, il en appela comme d'abus au parlement ; débouté, il porta sa cause, par appel, devant l'archevêque de Sens ; condamné, il recourut de nou-

(1) Reg. de La Planche, p. 87.

veau au parlement, puis au primat des Gaules, le cardinal de Tournon, archevêque de Lyon. Ce ne fut qu'après avoir épuisé tous les degrés de juridiction, qu'il se soumit à son sort. Alors encore son avocat, Marillac, voulut recourir à la miséricorde du roi : il invitait seulement du Bourg à déguiser, par son silence, ses vrais sentiments; mais aucune suppression de la vérité ne pouvait s'accorder avec la conscience de l'accusé. Du Bourg, que ses juges, pour le sauver, n'avaient pas voulu entendre, ne fut pas plus tôt rentré dans sa prison qu'il écrivit une confession en tout conforme à celle de l'Église de Genève, et qu'il la leur envoya, demandant pardon à Dieu de n'avoir pas interrompu son avocat, lorsque celui-ci cherchait à dissimuler la vérité. Sa sentence fut alors prononcée; ses juges, autrefois ses collègues, lui accordèrent la grâce qu'il serait étranglé avant d'être brûlé : le 20 décembre il fut dégradé des ordres de diacre et de sous-diacre qu'il avait reçus, et le 23 il fut exécuté sur la place de Grève (1). Les autres conseillers qui avaient été arrêtés en même temps que lui, n'avaient pas une foi si ferme ou tant de constance; ils se rétractèrent en partie, ou ils dissimulèrent leur religion, et ils furent condamnés seulement à des interdictions temporaires ou à des amendes (2).

Les réformés continuaient cependant à gagner des prosélytes, avec une rapidité qui aurait dû faire comprendre à leurs adversaires à quel point les persécutions sont inutiles, quand elles sont opposées à l'enthousiasme. De nouvelles églises furent ouvertes à Chartres, à la Chastre, à Saint-Amand, à Mâcon, à Angoulême, à Agen, à Montauban, à Cahors, à Milhau, à Montpellier, dans les Cévennes; et dans la plupart de ces villes, quelques martyrs furent brûlés, avec des circonstances révoltantes de cruauté (3). Mais les hugue-

(1) Vraie histoire de la fausse procédure contre Anne du Bourg. *Mémoires de Condé*, T. I, p. 217-299. — *Théod. de Bèze*, L. III, p. 221-246. — *De Thou*, L. XXIII, p. 702. — *Reg. de La Planche*, p. 121. — *La Place*, L. I, f. 28-32.

(2) *De Thou*, L. XXIII, p. 703. — *Reg. de La Planche*, p. 95. — *Mém. de Condé*, T. I, p. 265-268.

(3) *Théod. de Bèze*, *Établissement des Églises*, L. III, p. 211-220. *Supplices*, p. 240.

nots ne parlaient que des triomphes de du Bourg et des trophées de leurs martyrs ; chaque supplice leur paraissait une victoire. Leur Église ne se recrutait déjà plus seulement d'hommes studieux, méditatifs, qui étaient entraînés par la controverse, ou d'âmes tendres, ardentes, et pieuses, qui n'avaient de passion qu'en Dieu : l'esprit de parti, l'ambition, le mécontentement, l'amour du danger, produisaient des conversions nouvelles ; c'était l'épée à la main que plusieurs des nouveaux religieux voulaient s'ouvrir le chemin du ciel ; et dans ce siècle de violence et de faux point d'honneur, où l'homicide était souvent une gloire, plusieurs d'entre eux commençaient à croire que tous moyens étaient bons pour se débarrasser de leurs ennemis. Peu de jours avant le supplice de du Bourg, le 18 décembre, le président Minard, qui avait été un de ses juges, et en même temps un de ses ennemis les plus acharnés, fut tué le soir, d'un coup de pistolet, comme il rentrait chez lui. Les protestants ont toujours nié d'avoir eu part à cet assassinat, tandis que les catholiques les en ont toujours accusés. Le vrai coupable ne fut point découvert (1). Dans le même temps, un Écossais, nommé Robert Stuart, que plusieurs croyaient être le meurtrier de Minard, fut accusé d'avoir formé une conspiration pour délivrer, à force ouverte, du Bourg et les autres conseillers prisonniers ; on prétendit que ses complices devaient mettre le feu aux divers quartiers de Paris, tandis qu'avec une troupe de gens armés il attaquerait les prisons. Il se réclama de la jeune reine, se prétendant issu de la même famille qu'elle. Marie ne voulut pas le reconnaître ; il fut alors mis à la torture où il n'avoua rien ; plus tard il s'évada, comme on le transférait d'une prison à une autre (2).

Les huguenots ne pouvaient supporter plus long-temps l'état d'oppression où ils vivaient. Le peuple s'entendait avec le pouvoir, pour leur tendre de toutes parts des pièges ; au coin de chaque rue il élevait des chapelles avec des madones

(1) Regnier de La Planche, p. 113. — De Thou, L. XXIII, p. 702. — Théod. de Bèze, L. III, p. 248. — Mém. de Castelnau, L. I, c. 3, p. 9.

(2) De Thou, L. XXIII, p. 705.

ornées de fleurs, et des hommes apostés épiaient ceux qui passaient, pour les outrager ou les dénoncer à la justice s'ils ne se découvraient pas, ou s'ils ne s'associaient pas aux litanies qu'on chantait sans cesse (1). Cependant l'obéissance passive avait été professée par Calvin, comme un devoir étroit : toute résistance à l'autorité légitime était à ses yeux un crime. Ce n'était pas seulement parce qu'il avait cru convenable de concilier à la religion nouvelle, au moyen de cette profession de foi, les pouvoirs temporels, qui ne lui en avaient point tenu compte ; son âme austère prenait sa règle dans les textes de l'Écriture, choisissait toujours ceux qui lui imposaient les plus grands sacrifices, et n'en déviait jamais. Une telle soumission ne pouvait convenir au corps bouillant et indiscipliné de la noblesse française, elle voulait repousser les affronts par des affronts, la force par la force, et, tout en professant son obéissance pour le roi, elle persistait dans son ancienne habitude de n'obéir à personne. Les Guises venaient de faire rendre un édit par lequel le jeune roi révoquait toutes les grâces et aliénations de domaines faites par son père ; et, en même temps, ils refusaient le paiement des dettes les plus légitimes contractées par la couronne. De toutes parts des solliciteurs étaient arrivés à la cour, pour demander, les uns, des grâces nouvelles ; d'autres, le redressement d'anciennes injustices ; d'autres, le paiement d'anciennes créances. Pour s'en débarrasser, le cardinal de Lorraine fit faire par le roi, alors à Fontainebleau, une proclamation par laquelle il fut enjoint à toutes personnes, de quelque condition qu'elles fussent, qui s'étaient rendues à la cour pour solliciter des paiements de dettes, des récompenses, ou des grâces, d'en sortir dans vingt-quatre heures, sous peine d'être pendues ; et, en même temps, pour donner une sanction à cette mesure, un gibet fut élevé dans un des lieux les plus apparents auprès du palais. Comme les solliciteurs étaient presque tous gentilshommes, cet édit fut dénoncé comme un affront fait à la noblesse de France, et les Guises proclamés étrangers,

(1) Reg. de La Planche, p. 124. — De Thou, L. XXIII, p. 703.

parvenus , usurpateurs , furent accusés d'exercer , au nom d'un roi mineur et incapable de se conduire , une tyrannie que cette noblesse ne devait pas supporter (1).

Les mécontents s'unissant alors aux huguenots , cherchaient une autorité légitime à opposer à celle du roi ; ils voulaient faire de la résistance , mais ils repoussaient toute idée de révolte ; ils admettaient l'autorité illimitée du roi , mais ils se refusaient à l'étendre , par une fiction légale , à la volonté d'un prince incapable de vouloir. On ne pouvait approcher de François II sans reconnaître que ce n'était pas lui qui prenait des résolutions ou qui donnait des ordres ; et , lorsque l'autorité royale était ainsi suspendue , les mécontents prétendaient que , par la constitution du royaume , elle était dévolue aux princes du sang et aux états-généraux. Ils invoquaient en particulier le souvenir des états de Tours , en 1484 , pendant la minorité de Charles VIII. Nous avons vu qu'à cette époque les états-généraux n'osèrent point décider entre la sœur du roi et le premier prince du sang , et qu'ils abandonnèrent en quelque sorte l'autorité aux hasards des intrigues de cour , en sorte que l'exemple du passé ne justifiait point les prétentions des princes du sang et de leurs adhérents (2).

L'animosité que toute la noblesse semblait ressentir contre les Guises aurait cependant offert de belles chances aux Bourbons pour se mettre à la tête du gouvernement , si le chef de cette famille avait été plus capable d'en profiter. Mais Antoine de Vendôme , roi de Navarre , était un homme sans cœur et sans consistance ; son chambellan , d'Escars , et son confident , l'évêque de Mende , fils naturel du chancelier Duprat , étaient secrètement vendus aux Guises auxquels ils rendaient compte de toutes les démarches de leur maître (3). Le sire de Jarnac , qui leur était attaché , après avoir vu avec quelle lâcheté il avait souffert tous les affronts qu'on lui avait faits à la cour , l'avait quitté pour entrer dans la faction des Guises. Le roi de

(1) Reg. de La Planche , p. 59. — De Thou , L. XXIII , p. 699. — Brantôme , T. III , p. 210.

(2) Ci-devant , T. X , p. 246.

(3) Reg. de La Planche , p. 49.

Navarro était bien en correspondance habituelle avec les réformés, il gardait bien plusieurs ministres auprès de lui, il avait bien donné audience à ceux des provinces qu'il traversait; mais, en leur promettant son appui, il s'était excusé de ce qu'il allait toujours à la messe; car, disait-il, c'était pour les mieux servir. Il avait aussi cherché à voir à Paris les conseillers les plus influents au parlement, et il les avait entretenus de ce qu'il appelait ses droits; mais comme il ne voulait point s'exposer, il ne trouvait personne qui voulût s'exposer pour lui (1).

Les mécontents ne pouvant confier leur destinée à un pareil chef, cherchaient du moins à préparer, par des écrits anonymes, l'opinion publique à la résistance qu'ils méditaient: dans celui qui fut le plus répandu on représentait que, s'il était vrai que le roi, d'après son âge, ne fût pas en état de gouverner lui-même, il était absurde de lui laisser choisir lui-même ses gouverneurs; qu'il était dangereux de confier son autorité à ceux qui avaient les intérêts les plus contraires à cette autorité; que les Guises prétendaient avoir des droits à la Provence et à l'Anjou; que c'était donc contre eux qu'il fallait assurer les droits de la couronne; qu'ils se disaient issus de Charlemagne, et qu'ils parlaient de faire revivre les titres des Carlovingiens; qu'il était donc imprudent de mettre entre leurs mains l'héritier des Capétiens dont on les accusait de vouloir dépouiller la race. Le greffier du parlement, Jean du Tillet, répondit à ce mémoire par un écrit *sur la majorité des rois*, qui, depuis, fut inséré au recueil des ordonnances, comme fixant le droit public de France. Il affirmait que dès qu'un roi de France est âgé de treize ans et un jour, il est en possession de toutes les prérogatives royales; qu'il peut former son conseil comme il veut, sans être astreint à y appeler plutôt ses parents qu'aucun autre de ses ministres. Cette doctrine pouvait être absurde ou dangereuse; mais on ne saurait nier qu'elle ne fût ou ne parût la plus conforme aux lois (2).

(1) Reg. de La Planche, p. 45-52.

(2) Voyez ces divers écrits dans les *Mém. de Condé*, T. I, p. 321 à 435, 457

Les Guises repoussaient comme destructive de l'autorité royale la proposition mise en avant par tous les mécontents, de convoquer les états-généraux. « Ils donnoient à entendre » au roi, dit La Planche, que quiconque parloit de cette convocation étoit son ennemi mortel et coupable de lèse-majesté ; car, donnant cette ouverture, son peuple voudroit » bailler la loi à celui duquel ils la doivent prendre, et seroit » son conseil tellement changé, que on le tiendrait à jamais » comme sous la verge ; tellement, qu'il ne lui resteroit rien » d'un roi, sinon le titre seulement (1). De son côté la » reine-mère, au même temps qu'elle faisoit bon visage aux » princees, et entretenoit ceux de la religion de bonnes espérances, en écrivoit à bon escient au roi d'Espagne, son » gendre, se plaignant du roi de Navarre et des princees, » comme la voulant, par le moyen desdits états, réduire à » la condition d'une chambrière. » En réponse Philippe écrivit au roi son beau-frère : « Qu'aucuns mutins et rebelles » s'efforçoient d'émouvoir des troubles pour échanger le gouvernement du royaume.... Comme si le roi son beau-frère » n'étoit capable de lui-même administrer, et en bailler la » charge à ceux que bon lui sembleroit, sans y interposer » autre consentement, ne recevoir loi de ses sujets, ce qu'il » ne devoit aucunement souffrir. Que de sa part, il employeroit volontiers toutes ses forces à maintenir l'autorité d'icelui » et de ses ministres. Voire lui coûteroit sa vie et à quarante » mille hommes qu'il avoit tout prêts, si aucun étoit si hardi » d'attenter au contraire (2). » Le roi de Navarre, intimidé par cette lettre qui lui fut communiquée avant son départ pour le Béarn, ne s'en montra que plus souple et plus humble envers les Guises.

(1560.) Ce fut après avoir donné ainsi la mesure de sa pusillanimité que le roi de Navarre partit avec Élisabeth de France pour la conduire au roi Philippe, jusqu'à la frontière

à 448. — De Thou, L. XXIII, p. 692, 697. — Reg. de La Planche, p. 365. — Brantôme, T. III, p. 209.

(1) Reg. de La Planche, p. 89.

(2) *Ibid.*, p. 61.

de ses États. Le cardinal de Bourbon, son frère, l'accompagnait. Le cardinal archevêque de Burgos et le duc de l'Infantado les attendaient à la frontière de Roncevaux, où la princesse arriva le 4 janvier 1560. Elle y fut remise à ses nouveaux sujets. Les deux princes du sang ses parents, et tous les Français de sa suite, ne passèrent pas la frontière. Philippe, avec son fils D. Carlos et une brillante assemblée de grands d'Espagne, l'attendaient à Guadalaxara, où Élisabeth arriva le 1^{er} février. Elle fut mariée le 2 par l'archevêque de Burgos (1).

Pendant l'absence des deux princes de Bourbon, les protestants et les mécontents, laissés à eux-mêmes, renouvelèrent leurs demandes pour la convocation des états-généraux, et pressèrent le prince de Condé de se mettre à leur tête, en acceptant la direction d'un parti puissant, direction qui dépassait les forces du roi de Navarre, son frère. « On tenoit Condé, dit » Brantôme, pour plus ambitieux que religieux; car le bon » prince étoit bien aussi mondain qu'un autre, et aimoit aussi » tant la femme d'autrui que la sienne, tenant fort du naturel » de la race de Bourbon, qui sont fort d'amoureuse complexion (2). » Condé, qui avait été laissé absolument de côté dans la distribution des grâces, qui n'avait point de gouvernement et presque rien à perdre, se montra disposé à accepter la direction du parti, pourvu que ce parti le dispensât de se compromettre dès le commencement, et que, par quelque acte de vigueur, il donnât la preuve qu'il était en état de se mesurer avec l'autorité royale.

Les affaires d'Écosse donnaient en ce temps-là un exemple et un encouragement à ceux qui proposaient d'assurer par les armes la liberté de conscience, et de mettre des bornes à l'autorité royale. Les deux royaumes étaient alors intimement unis par le mariage de Marie Stuart avec François II; leur situation était précisément la même : la reine, dans l'un,

(1) *Ferreras*, T. XIV, p. 51. — *Mihana*, L. V, c. 11, p. 321. — R. de La Planche, p. 91. — Brantôme, T. V, Disc. 4, p. 138.

(2) Brantôme, T. III, p. 313.

comme le roi, dans l'autre, étaient majeurs suivant la loi, mineurs suivant la nature. Tandis qu'en France toute l'autorité du roi était dévolue aux Guises, en Écosse elle était dévolue à la sœur des Guises, la reine donairière. Dans l'un et l'autre pays, le parti nombreux des protestants recourait à l'appui des princes du sang ; et des troupes françaises étant sans cesse employées en Écosse pour combattre la réforme, les affaires du royaume étaient beaucoup mieux connues, beaucoup plus familières à tous les Français que celles d'aucun autre pays d'Europe.

Déjà, avant la mort de Henri II, les protestants d'Écosse avaient été forcés de prendre les armes. La reine régente avait, à la suggestion des Guises ses frères, supprimé tout à coup la tolérance religieuse à laquelle elle avait précédemment consenti, et tous les ministres de l'Église réformée avaient été traduits en jugement. A cette nouvelle, trois cents protestants seulement se mirent en marche de Perth pour se rendre à la cour, sous les ordres du comte d'Argyle et du pricur de Saint-André, un des bâtards du dernier roi ; mais à mesure qu'ils avançaient, de toutes parts des renforts se joignaient à eux ; toutes les villes ouvraient leurs portes pour les recevoir ; toutes les églises, tous les monastères, étaient dépouillés de leurs ornements par le peuple en fureur ; et, le 29 juin 1559, ils entrèrent sans coup férir à Édimbourg. Le duc de Châtelleraut et le comte d'Arran son fils, les plus prochains héritiers de la couronne, se mirent alors à la tête des protestants. Tel était l'exemple qu'on proposait aux Bourbons, dont la position en France paraissait en tout semblable à celle des princes du sang d'Écosse (1).

Cependant la reine-régente avait reçu des renforts de France ; elle avait fait occuper Leith, port d'Édimbourg, par une garnison de mille Français ; elle faisait fortifier cette ville ; elle y attendait de nouvelles troupes que ses frères lui avaient promises, et elle avait profité de ces forces étrangères pour violer les conventions qu'elle venait de conclure avec les

(1) *Robertson's History of Scotland*, t. II, p. 113.

protestants. A cette nouvelle, les pairs, les barons et les représentants des bourgs d'Écosse s'assemblèrent; et sur la proposition de Knox, ministre écossais élevé à Genève, ils déclarèrent, le 21 octobre, que des sujets avaient le droit de résister à des princes tyranniques et de les déposer; en conséquence, à l'unanimité, ils privèrent Marguerite de Guise de la régence d'Écosse. C'était encore un précédent qui indiquait ce que les protestants se disposaient à faire peut-être en France (1). Il est vrai qu'à la fin de l'année la fortune se déclara complètement contre les protestants écossais. Ils furent repoussés deux fois devant Leith; leurs finances étaient épuisées; les milices nationales, après avoir servi quelque temps sans solde, les avaient abandonnés; ils se virent enfin forcés d'évacuer Édimbourg, de se réfugier à Stirling, et ils n'avaient plus de ressource que dans la protection d'Élisabeth, reine d'Angleterre.

Élisabeth, qui connaissait les prétentions de Marie Stuart à la couronne d'Angleterre, qui savait que dans l'occasion elles seraient appuyées par un grand nombre de ses propres sujets catholiques, et que les Français établis en Écosse s'y trouveraient dans l'avant-poste le plus favorablement placé pour l'attaquer elle-même, résolut de donner l'assistance la plus efficace aux protestants, ou aux lords de la congrégation, comme on les appelait. Avant même qu'elle eût signé un traité avec eux, sa flotte parut, le 23 janvier, dans le Frith of Forth, et força les Français à évacuer le comté de Fife. Par le traité qui fut signé ensuite le 27 février, entre les Écossais et l'Angleterre, Élisabeth leur promit d'assurer le maintien de leur religion et de leur liberté, et de retirer ses propres troupes dès que les Français auraient évacué l'Écosse. Le 2 avril, une armée Anglaise vint mettre le siège devant Leith. Le sieur de Martigues, qui commandait dans cette ville près de trois mille Français, lui opposa une vigoureuse résistance. Mais pendant le siège, la reine douairière Marguerite mourut au château d'Édimbourg, le 10 juin.

(1) *Robertson's*, L. II, p. 121.

Les Guises ses frères, qui voyaient en France surgir tous les jours de nouvelles difficultés, s'étaient dégoûtés de la guerre d'Écosse, et n'envoyèrent point de renfort aux assiégés de Leith. Bientôt ils se montrèrent disposés à entrer avec les Anglais dans des négociations, dont Montluc, évêque de Valence, et Randan, furent chargés; et le 6 juillet un traité fut signé, en vertu duquel toutes les troupes, tant françaises qu'anglaises, évacuèrent l'Écosse. Les prérogatives du parlement écossais furent non seulement reconnues, mais augmentées; l'administration du royaume fut laissée sans partage aux Écossais, et une amnistie fut accordée par François II et Marie pour tout ce qui avait été fait de répréhensible contre leur autorité en Écosse dans le cours des deux dernières années (1).

L'abandon que faisait François II d'une partie si considérable de l'autorité de la reine sa femme en Écosse, et son désistement des projets qu'il avait formés pour y extirper aussi bien qu'en France la réforme, n'étaient probablement pas bien sincères; il voulait gagner du temps, et se défaire d'abord des ennemis plus rapprochés de lui; car à la même époque l'exemple des Écossais avait été suivi en France, et une première attaque avait été faite, quoique sans succès, contre l'autorité royale.

L'homme qui se mit à la tête du complot formé pour écarter les Guises du gouvernement, était un gentilhomme d'une bonne maison du Périgord, nommé Godefroi de Barri, seigneur de La Renaudie et de la Forêt. Personne n'aurait pu apporter plus de résolution, d'activité et d'intelligence à la direction d'une conspiration; mais l'on ne pouvait guère s'attendre qu'un homme absolument irréprochable se mit à la tête d'une entreprise aussi hasardeuse. La Renaudie avait été emprisonné et jugé par arrêt du parlement de Dijon, pour avoir produit des pièces fausses dans un procès

(1) *Robertson's Hist. of Scotland*, B. III, p. 126-141. — *Euchanan, Rerum scoticarum*, L. XVI, p. 348; L. XVII, p. 555. — *Reg. de La Planche*, p. 265-286, et 507. — *Mém. de Condé*, T. I, p. 329. — *Bapin Thoyras*, T. VII, p. 194, 198. — *Rymer, Acta Pub.*, T. XV, p. 569 à 593.

qu'il soutenait contre du Tillet, greffier du parlement de Paris ; les gentilshommes d'épée étaient fort peu scrupuleux sur les moyens de vaincre les gens de plume , et il est assez probable que La Renaudie était coupable, encore qu'il n'eût point perdu la considération dont il jouissait parmi les nobles de sa province. Brantôme assure que ce fut le duc de Guise qui fournit à La Renaudie les moyens de s'évader de sa prison , et de s'enfuir à Berne ; mais le ressentiment avait succédé chez lui à la reconnaissance depuis que le duc de Guise, après avoir fait donner la question à Gaspard de Heu, beau-frère de La Renaudie, l'avait fait pendre ensuite (1).

La Renaudie vit à Genève, à Lauzanne, à Berne, les religieux réfugiés, et il leur offrit de concerter leurs moyens de résistance avec ceux des huguenots répandus dans toutes les provinces : il avait obtenu des lettres de révision pour son procès, qui l'autorisaient à rentrer en France ; il était persuadé que, comme en Écosse, dès que l'étendard de la religion serait levé, dès que chacun pourrait confesser ses opinions secrètes, les huguenots se trouveraient plus nombreux que les catholiques. Seulement il fallait justifier la résistance à l'autorité royale, aux yeux de ceux qui, adoptant les principes austères de Calvin, avaient prêché jusqu'alors l'obéissance passive au droit divin des gouvernements. La Renaudie, et les autres meneurs qu'il avait rencontrés en Suisse, protestèrent qu'ils ne voulaient point attaquer l'autorité royale, mais que celle-ci, de l'aveu de chacun, était alors suspendue sous un roi si jeune qu'il se trouvait hors d'état de se conduire lui-même. Ce n'était qu'aux Guises qu'ils en voulaient ; ils les qualifiaient d'usurpateurs, d'étrangers, de tyrans, ils proposaient de les écarter du trône, de les arrêter et de les mettre en jugement. Ils s'adressèrent aux théologiens et aux jurisconsultes célèbres de Suisse et d'Allemagne : ils leur demandèrent si dans une telle circonstance ils

(1) Brantôme, T. III, p. 212. — Tumulte d'Amboise, dans les Mém. de Condé, T. I, p. 332. — Reg. de La Plache, p. 129.

avaient droit d'en appeler aux armes, et ils obtinrent ce qu'on peut toujours obtenir en s'adressant aux théologiens d'un parti, des mémoires approbatifs de leur conduite (1).

La Renaudie était rentré en France sous un nom supposé, et il avait déjà parcouru plusieurs des provinces où les protestants étaient le plus nombreux; il engagea tous les hommes influents du parti à se réunir à Nantes le 1^{er} février 1560, pour y concerter avec lui de dernières mesures. Quelques procès importants qui devaient à cette époque être jugés au parlement de Bretagne, et quelques mariages dans la haute noblesse, donnaient occasion aux conjurés de s'y rassembler sans exciter de soupçons. Un gentilhomme Breton, nommé La Garaye, les reçut de nuit dans sa maison, tandis qu'ils avaient soin, s'ils se rencontraient le jour dans les rues, de ne point se parler, et de ne point paraître se connaître. Dans cette assemblée se trouvèrent plusieurs des gentilshommes les plus considérés dans chaque province, mais il n'y parut aucun des princes ou des seigneurs de la cour; cependant La Renaudie donnait à entendre aux conjurés que le prince de Condé était le chef de leur entreprise, et qu'il se démasquerait dès qu'il en serait temps.

L'année précédente, quand la reine d'Écosse avait voulu faire juger les ministres à Stirling, tous leurs paroissiens avaient résolu de les suivre dans cette ville; et quoique sans armes, ce grand mouvement de la population avait suffi pour intimider la régence et la faire renoncer à la violence qu'elle méditait. La Renaudie proposa qu'en France on commençât de même, qu'une grande multitude de religionnaires se dirigeât vers Blois où devait être alors le roi, qu'elle s'y présentât sans armes pour lui remettre une pétition par laquelle il serait supplié de supprimer les édits de persécution et d'accorder aux réformés le libre exercice de leur religion; et, puisque leurs assemblées nocturnes et secrètes avaient été ca-

(1) Reg. de La Planchette, p. 129, 150. — La place, L. II, p. 46. — De Thou, L. XXIV, p. 765. — Mém. de Michel de Castelnau, L. I, c. 8, p. 15. — *Davila, Guerre civile de France*, L. I, p. 34. — Théod. de Bèze, Hist. ecclés., L. III, p. 255.

lomniées, de leur permettre de s'assembler dans des temples sous les yeux de l'autorité. Mais les huguenots ne mettaient que peu de confiance dans les pétitions qu'ils se proposaient de faire présenter ainsi au roi. Tandis que l'attention aurait été distraite par cette foule de pétitionnaires timides et sans armes qui devaient en suppliants s'approcher du trône, cinq cents cavaliers et mille fantassins, choisis parmi les gentilshommes les plus résolus et les plus dévoués au protestantisme et aux Bourbons, devaient se réunir des diverses provinces, s'avancer en silence, surprendre la ville de Blois, enlever les Guises, les mettre en jugement, engager François II à suivre désormais les conseils des Bourbons ses parents, et à convoquer les états-généraux. Tels étaient les projets qu'on avouait; mais il était facile de prévoir qu'on ne s'en tiendrait pas là, que les Guises se défendraient, qu'ils se feraient tailler en pièces; et que si le roi confiait son pouvoir au prince de Condé, ce ne serait que par l'effet de la violence. Le plan général ainsi arrêté, les petites bandes de religionnaires, parties de toutes les provinces de France, devaient se réunir autour de Blois le 15 mars. Castelnau de Chalosse se chargea d'y conduire les gentilshommes de Gascogne, Mazères ceux du Béarn, du Mesnil ceux du Limousin et du Périgord, Maillé de Brezé ceux du Poitou, de la Saintonge et de l'Angoumois, La Chesnaye ceux de l'Anjou et du Maine, Sainte-Marie ceux de la Normandie, Cocqueville ceux de Picardie, de Ferrières-Mailligny ceux de Champagne, de la Brie et de l'Ile-de-France, et Chateaufieux enfin ceux de Provence. En même temps que toutes ces bandes devaient se diriger vers Blois, d'autres chefs dans chaque province devaient se tenir prêts pour réprimer tout mouvement qui pourrait s'y faire en faveur des Guises (1).

La Renandie vint trouver le prince de Condé sur la fin de février, et lui rendit compte de ce dont il était convenu avec

(1) De Thou, L. XXIV, p. 762. — Davila, L. I, p. 35. — La Planche, p. 134. — La Place, L. II, p. 46. — Castelnau, L. I, c. 8, p. 16. — Hist. de Bretagne, de D. Taillandier, L. XVIII, p. 272. — Tumulte d'Amboise, Mém. de Condé, T. I, p. 524.

les autres gentilshommes; il travailla ensuite avec diligence à se pourvoir d'armes et de chevaux : tons les autres chefs étaient rentrés dans leur province sans avoir été soupçonnés, et ils agissaient de même. La Renaudie était venu loger à Paris, au faubourg Saint-Germain, chez un avocat de la religion, nommé Avenelles, qu'il fut obligé de mettre dans son secret, parce que cet avocat s'inquiétait du grand nombre de visites qu'il lui voyait recevoir. Avenelles avait paru d'abord concourir avec joie aux projets de La Renaudie; mais ensuite, soit qu'il fût frappé de terreur ou de remords, ou soit qu'il fût séduit par l'espoir des récompenses, il alla dénoncer au cardinal de Lorraine tout ce qu'il savait de la conspiration. Quelques autres indices étaient déjà parvenus au duc de Guise et l'avaient déterminé à conduire le roi et toute sa cour de Blois à Amboise, ville plus forte, munie d'un bon château, et que peu de troupes pourraient défendre.

Brantôme, vrai courtisan d'une cour corrompue, homme de plaisir, se complaisant dans les images du vice, avide, non pas pour lui-même seulement, mais pour tous les courtisans, des largesses du prince, trouvant l'oppression du pauvre un bon sujet de plaisanterie, et ne connaissant ni la pitié ni le remords, estimait toujours que la meilleure politique était comme il le dit de *jouer des mains basses*, et qu'en détruisant tous les huguenots « on n'auroit pas eu les troubles et guerres civiles qui se sont vus; » aussi ne trouve-t-il dans les malheurs de la France d'autre reproche à faire au duc de Guise, « ce bon et brave prince, que d'être trop consciencieux et de n'avoir pas eu assez d'ambition. Mais, » poursuit-il, M. le cardinal son frère, tout ecclésiastique » qu'il étoit, n'avoit pas l'âme si pure, mais fort barbouillée; » que s'il eût été plein de valeur comme M. son frère, et » qu'il en avoit la volonté, il eût levé la bannière et se fût » fait chef de parti. Mais de nature il étoit fort timide et poltron, même il le disoit (1). »

Pour déjouer la conspiration, les deux frères, au moment

(1) Brantôme, T. III, Disc. 78, p. 215.

où ils en furent informés, agirent chacun suivant leur caractère. Le cardinal de Lorraine voulait faire des concessions aux mécontents pour les désarmer, et en même temps rassembler des troupes nombreuses pour les intimider. Guise voulait au contraire ne laisser voir ni mouvement ni alarme, et endormir les conjurés dans une fausse confiance, afin qu'ils manifestassent tous leurs projets, et lui donnassent l'occasion de les punir.

Le cardinal et le duc s'accordèrent enfin. Catherine, de concert avec eux, écrivit en termes affectueux aux trois frères de Châtillon pour les inviter à se rendre à la cour, et leur demander leurs conseils. Ils y vinrent sans crainte, et Coligni déclara que la paix du royaume ne pouvait être assurée, qu'autant que la rigueur des édits de persécution serait suspendue, et la liberté de conscience accordée à tous les Français, jusqu'à ce qu'un concile général eût terminé les dissentiments religieux. Le chancelier Olivier, qui était modéré par caractère, et qui voyait à regret ordonner tant de supplices, appuya Coligni; un édit fut en conséquence dressé le 2 mars : il accorda amnistie pour le passé, et permit le libre exercice de la religion jusqu'à l'assemblée d'un concile; les prédicateurs, et tous ceux qui seraient entrés dans des complots contre le roi, les reines, les princes et les ministres; ceux enfin qui auraient résisté à la force ouverte au souverain furent exclus de l'amnistie; mais le parlement, qui enregistra cet édit le 12 mars, fut invité à faire des réserves secrètes fort étendues, de manière à rendre et l'amnistie et la liberté de conscience entièrement illusoirs (1).

Le duc de Guise avait pris des précautions militaires suffisantes, pour se trouver plus fort que les conjurés, sans les alarmer d'avance. Il avait donné aux troupes des commandants dont il était assuré, et les distribuant sans bruit dans le pays environnant, il leur avait ordonné d'attaquer immé-

(1) Reg. de La Plancher, p. 163. — De Thou, L. XXIV, p. 764. — Th. de Bèze, L. III, p. 263. — Journal de Bruslart, dans les Mém. de Condé, T. I, p. 9, 11. — Arrêt du parlement, *ib.*, p. 333. — Davila, L. I, p. 56. — Isambert, T. XIV, p. 22.

diatement tout corps armé qu'ils verraient se diriger sur Amboise. Quoiqu'il évitât tout élat, le bruit se répandit bientôt que la conjuration était découverte. Le prince de Condé averti à temps, se rendit cependant auprès du roi à Amboise, pour écarter les soupçons. La Renaudie fut aussi averti, mais il jugea que les conspirateurs arrivant de provinces éloignées étaient déjà assez compromis pour ne pouvoir trouver de salut que dans leur audace. Il était depuis le 4 mars à la Carrelière en Vendômois; sans se décourager, parce que la cour avait passé de Blois à Amboise, il trouva soixante gentilshommes qui lui promirent de se glisser de nuit dans Amboise, et trente de pénétrer dans le château. Ces gentilshommes devaient lui livrer les portes au moment où il se présenterait; tous les autres devaient se réunir, le soir du 15 mars, au château de Noizai près d'Amboise, et l'attaque sur la ville était remise au lendemain à midi. Mais le duc de Guise avait changé la garde du roi, muré la porte que les conjurés avaient compté surprendre, et distribué des troupes dans la forêt qui tombèrent sur tous les partis détachés à mesure qu'ils se présentèrent. Ceux qui comptaient surprendre furent surpris; les petites troupes qui arrivaient des provinces, furent pour la plupart attaquées à l'improviste dans leur marche; beaucoup d'entre les conjurés furent tués sur place; beaucoup d'autres furent amenés à Amboise, où, sans forme de procès, ils furent pendus aux érèneaux, bottés et éperonnés comme ils étaient. Castelnau, Mazère et Rauuai étaient arrivés dans la nuit du 15 à Noizai; mais les deux derniers se laissèrent surprendre le lendemain matin sur la terrasse du château par le duc de Nemours, qui, avec des forces supérieures, attaqua ensuite Castelnau. Celui-ci reconnaissant que la résistance était impossible, se rendit sur parole au duc de Nemours; ce duc lui promit qu'il l'introduirait auprès du roi, avec ses gentilshommes, et qu'après avoir exposé ses demandes, il lui laisserait la liberté de se retirer (1).

(1) Reg. de La Planché, p. 171. — Tumulte d'Amboise, p. 326, dans les

Le nombre des conjurés paraissait cependant plus grand qu'on ne s'y était attendu, et La Renaudie se trouvait toujours à leur tête ; le roi était vivement alarmé, et le duc de Guise profita de son effroi pour se faire donner, le 17 mars, le titre de lieutenant-général du royaume. Catherine voyait avec beaucoup de chagrin tout le pouvoir passer ainsi aux mains d'un sujet ambitieux et dangereux pour son maître. Le chancelier Olivier refusa d'abord de sceller les lettres patentes, qui lui conféraient l'absolu pouvoir (1) ; mais il céda lorsqu'il fut averti que les combats continuaient. Le 18 mars, La Renaudie, à la tête de sa troupe, fut rencontré dans la forêt de Château-Renaud, par une troupe royale égale en force, que commandait Pardaillan, qui était son parent ; les deux chefs s'élancèrent l'un sur l'autre. La Renaudie fut tué dans le combat ; deux de ses domestiques, chargés de tous ses papiers, furent arrêtés et réservés en vie pour être interrogés par la torture. Malgré ces échecs répétés, La Mothe, des Champs, et Cocqueville, avec les conjurés de Pieardie, qui étaient arrivés seulement le 19 mars, tentèrent encore une attaque sur Amboise, dans l'espérance que leurs ennemis, se croyant bien sûrs de la victoire, auraient renoncé à toute précaution. Brantôme assure que Condé, et le cardinal de Châtillon, pour détourner tout soupçon qu'ils fussent entrés eux-mêmes dans la conspiration, se rangèrent à la porte auprès du duc d'Aumale, et contribuèrent à repousser les conjurés (2).

Quoique les conjurés eussent inséré, dans le manifeste qu'on saisit dans les papiers de La Renaudie, une protestation « de n'attenter aucune chose contre la majesté du roi, ni » les princes de son sang, ni l'état du royaume, » ils n'en étaient pas moins en révolte ouverte, et devaient s'attendre

Mém. de Condé, T. I. — De Thou, L. XXIV, p. 767. — Vieilleville, T. XXXI, p. 270.

(1) Reg. de La Planché, p. 178, 182. — Davila, L. I, p. 38. — Mém. de Condé, L. I, p. 342.

(2) Reg. de La Planché, p. 177, 184, 191. — Brantôme, T. III, p. 269, 314. — Davila, L. I, p. 40.

à subir le sort des vaincus dans les guerres civiles. La manière dont les religionnaires avaient été traités, lorsqu'ils se conduisaient en sujets pacifiques et soumis, devait leur laisser peu d'espoir de grâce. En effet, il fut procédé, dit La Planché, à leur exécution, « en la plus grande diligence qu'il » étoit possible; car il ne se passoit jour ni nuit que l'on » n'en fit mourir fort grand nombre, et tous personnages de » grande apparence. Les uns étoient noyés, les autres pendus, et les autres décapités. Mais ce qui étoit étrange à voir, » et qui jamais ne fut usité en toutes formes de gouvernement, on les menoit au supplice sans leur prononcer en public aucune sentence, ni aucunement déclarer la cause de leur mort, ni même nommer leurs noms... Une chose, observoit-on à l'endroit de quelques-uns des principaux, c'est qu'on les réservait pour après le dîner, contre la coutume; mais ceux de Guise le faisoient expressément pour donner quelque passe-temps aux dames, qu'ils voyoient s'ennuyer si longuement en ce lieu. Et de vrai eux et elles étoient arrangés aux fenêtres du château comme s'il eût été question de voir jouer quelque momerie, sans être aucunement émus de pitié ni compassion, au moins qu'ils en fissent le semblant. Et qui pis est, le roi et ses jeunes frères comparoisoient à ces spectacles, comme qui les eût voulu acharner; et leur étoient les patients montrés par le cardinal, avec des signes d'un homme grandement réjoui, pour d'autant plus animer ce prince contre ses sujets; car lorsqu'ils mouroient plus constamment, il disoit : Voyez, sire, ces effrontés et enragés, voyez que la crainte de mort ne peut abattre leur orgueil et félonie; que feroient-ils donc s'ils vous tenoient (1)! » Le prince de Condé n'osa pas refuser de voir quelques-uns de ces exécutions. La duchesse de Guise, fille du duc de Ferrare et de Renée de France, ayant été, dit le même historien, « trainée comme par force, » à l'exécution de ces notables personnages, elle en retourna tellement éplorée et fondant en larmes, que entrant dans

(1) Reg. de La Planché, p. 214.

» la chambre de la reine-mère, ses sanglots redoublèrent
» d'autant plus aigrement qu'elles deux ensemble avoient
» fort privéement devisé de l'innocence de ceux de la religion. La reine, la voyant ainsi contristée, lui demanda ce
» qu'elle avoit, et ce qui lui étoit survenu pour s'attrister et
» complaindre de si étrange façon ? J'en ai, répondit-elle,
» toutes les occasions du monde ; car je viens de voir la plus
» piteuse tragédie et étrange cruauté à l'effusion du sang
» innocent, et des bons sujets du roi, que je ne doute point
» qu'en bref un grand malheur ne tombe sur notre maison,
» et que Dieu ne nous extermine du tout, pour les cruautés
» et inhumanités qui s'exercent. Ce qui fut soigneusement
» remarqué ; comme aussi ce bruit étant venu aux oreilles
» de ceux de Guise, elle en reçut très rude traitement. L'une
» et l'autre de ces dames a bien changé d'opinion et de conscience depuis (1). »

Tous les condamnés qui avaient fait quelques aveux, toute la correspondance des conjurés qui avait été saisie, chargeaient le prince de Condé, comme étant le chef occulte, le *Capitaine muet*, ainsi qu'on l'appelait, qui devait se déclarer après le premier succès ; le soin qu'il prit de faire évader le jeune Maligni, augmentait encore les présomptions contre lui. Le cardinal de Lorraine insistait pour qu'on l'arrêtât, et qu'on fit tomber sa tête, pour épouvanter les autres factieux. Le duc de Guise ne voulait pas qu'on punit un seul des princes avant de les tenir tous. Condé lui-même, quoique inquiet, ne croyait pas qu'un gouvernement faible osât condamner un prince du sang tel que lui. Toutefois, redoutant les informations judiciaires, il voulut en finir par une scène chevaleresque. Il demanda une audience publique au roi ; et là, au lieu d'entrer dans le détail des accusations, il déclara que s'il se trouvait
« homme, de quelque qualité qu'il fût, qui voulût maintenir
» qu'il étoit auteur de ladite entreprise, il s'offroit de le combattre, et là où il lui seroit inégal, de s'égaliser à lui en toute
» chose pour cet effet. » C'étoit le duc de Guise qu'il croyait

(1) R. de La Planche, p. 224.

provoquer ainsi, mais le due de Guise dit aussitôt : « Qu'il
 » lui étoit tant serviteur, ayant cet honneur de lui être parent,
 » que lui-même prendroit les armes pour le seconder en une
 » si juste défense (1). »

Après une telle déclaration du due de Guise, personne ne pouvait plus songer à soutenir l'accusation, et le prince de Condé se retira dans ses terres sans empêchement. Mais les Guises n'entendaient pas étendre plus loin l'impunité qu'ils accordaient encore à la haute naissance. Le baron de Castelnau, surpris au château de Noizai, ne s'était rendu qu'après que le due de Nemours, en le pressant de poser les armes, « lui eut juré en
 » foi de prince, sur son honneur et damnation de son âme, et
 » outre ce, signé de sa propre main *Jacques de Savoie*, qu'il
 » le ramèneroit avec ses amis sains et saufs, et n'auroient aucun mal; quinze des principaux et micux parlant d'iceux...
 » sortirent avec lui... Mais étant arrivés à Amboise, ils furent
 » incontinent resserrés en prison, et tourmentés par cruelles
 » géhennes. Ce que voyant M. de Nemours, il entra en une
 » merveilleuse colère et désespoir, du grand tort fait à son
 » honneur, et poursuivit à toutes instances et sollicitations
 » leur délivrance, par l'entremise et intercession même de la
 » reine régnante, de madame de Guise, et autres grandes dames de la cour; mais en vain, car à lui et à elles toutes fut
 » répondu par le chancelier Olivier, que un roi n'est nullement tenu de sa parole à son sujet rebelle, ni de quelque
 » promesse qu'il lui ait faite, ni semblablement pour qui que
 » ce soit de sa part; et défense faite générale et par eri public,
 » à tous et à toutes de n'en plus importuner Sa Majesté, sur peine
 » d'encourir son indignation. Qui fut cause que cette sollicitation cessa, au grand crève-cœur et mécontentement du
 » due de Nemours, qui ne se tourmentoit que pour sa signature; car pour sa parole, il eût toujours donné un démenti
 » à qui la lui eût voulu reprocher, sans nul excepter, fors Sa
 » Majesté seulement, tant étoit vaillant prince et généreux.

(1) La place, L. II, p. 50. — Davila, L. II, p. 43, 44. — De Thou, L. XXIV, p. 773. — La Planche ne parle point de l'offre du due de Guise, p. 253.

» Cependant ces quinze misérables furent exécutés à mort...
» Les uns furent décapités, les autres pendus aux fenêtres du
» château d'Amboise, et trois ou quatre roués (1). »

Pendant que ces violences se répétaient chaque jour, le vieux chancelier Olivier, qui les voyait avec une grande douleur, mais qui cependant y prenait part, mourut en témoignant au cardinal de Lorraine, sur son lit de mort, combien il désapprouvait le système qu'il voyait prévaloir. Il avait toujours montré qu'il avait à cœur l'indépendance de la magistrature, et au commencement de l'année il avait encore donné un édit pour réserver aux parlements et autres tribunaux le droit de présenter, en cas de vacance dans leur corps, trois sujets, entre lesquels le roi serait tenu de choisir le nouveau juge (2). Olivier avait le caractère des grands magistrats de cette époque. Il était studieux, vertueux, austère; il désirait le rétablissement de l'ordre et de l'économie; il éprouvait de la jalousie contre le clergé, et il était choqué des abus de l'Église; mais en même temps il professait une obéissance sans bornes à l'autorité royale, et il admettait les moyens les plus rigoureux pour la répression des délits; aussi il n'avait jamais tenté d'opposer une barrière suffisante aux crimes de la puissance, tandis qu'il avait quelquefois donné son assentiment à des édits sanguinaires, contre les délinquants. Les Guises offrirent d'abord la place de chancelier à Jean de Morvilliers, évêque d'Orléans, qui avait été longtemps ambassadeur à Venise, et qui s'y était fait remarquer par son adresse, son amour pour les lettres et l'étendue de ses connaissances; il était d'une disposition tolérante; d'un caractère doux et timide; il refusa. Catherine proposa alors Michel de l'Hospital qui, à cette époque, était à Nice, chancelier de la duchesse de Savoie, sœur de Henri II, et épouse d'Emmanuel-Philibert. L'Hospital avait été l'ami du chancelier Olivier, et lui devait son avancement; déjà dans les fonctions qu'il avait remplies successivement, de conseiller au parle-

(1) Mém. de Vicilleville, T. XXXI, L. VIII, c. 5, p. 271.

(2) De Thou, L. XXIV, p. 752.

ment, de président de la chambre des comptes, de maître des requêtes et de conseiller d'état, il avait acquis une assez haute réputation de science et de vertu, pour honorer et le rang auquel il fut élevé, et le parti qui lui confia des fonctions si importantes (1).

Les Guises voulaient que la conjuration d'Amboise leur servît non seulement à perdre ceux qui s'y trouvaient impliqués, mais encore à compromettre tous leurs rivaux, tous les autres mécontents, en les brouillant avec leur parti : dans ce but, ils chargèrent le connétable de Montmorency de se rendre, le 28 mars, au parlement de Paris, pour y annoncer comment le roi avait échappé à la conspiration d'Amboise. Ils prétendaient faire croire que le but des conjurés avait été, après avoir massacré le roi et les princes, d'établir en France une république, et ils pensaient que Montmorency, pour écarter de lui-même tout soupçon, enchérirait sur les accusations. Mais le connétable, en se chargeant du message, ne voulut point se prêter à cette odieuse politique. Il dit seulement aux magistrats réunis, que, si un particulier se tenait pour offensé de ce qu'on pénétrait dans sa maison pour maltraiter ses domestiques, autant et plus un roi devait l'être de ce qu'on venait attaquer ses ministres jusque dans sa demeure. Les Guises, mécontents de ce que Montmorency n'avait point outrepassé la vérité, firent écrire par le roi au parlement, pour représenter la conjuration d'Amboise comme une attaque contre sa vie et contre celle de la famille royale (2). François II écrivit, dans le même esprit, au roi de Navarre, qu'il appelait son oncle, parce que ce prince avait épousé la fille de sa grand'tante. Le roi de Navarre, sans égard pour les intérêts de sa maison et pour l'attachement de ses partisans, se mit à la tête d'un corps de troupes, tomba sur les insurgés

(1) De Thou, L. XXIV, p. 773. — Davila, L. II, p. 43. — Président de La Place, L. II, p. 51, 53. — La Planché, p. 228. — Additions aux Mémoires de Castelnau, T. I, p. 484-496. — Brantôme, T. II, p. 581, Disc. 62. — L'Hospital fut nommé par le roi, le 1^{er} avril, étant encore alors à Nice; ses lettres de provision sont du 30 juin. Elles sont dans Isambert, T. XIV, p. 35.

(2) De Thou, L. XXV, p. 778. — Mém. de Condé, T. I, p. 347 et 352.

répandus dans l'Agenois et les tailla en pièces (1). Coligni et Dandelot, auxquels les conjurés n'avaient osé communiquer leurs projets, forts de leur bonne conscience, vinrent de nouveau déclarer au roi que le seul moyen de pacifier le royaume, était d'y établir la tolérance religieuse : après quoi ils se retirèrent de la cour. Les Guises, et surtout le cardinal de Lorraine, pressaient au contraire François II d'introduire en France l'inquisition d'Espagne, ainsi qu'ils l'avaient déjà proposé à son père. De Thou assure que le chancelier de l'Hospital voyant qu'entre la terreur du roi, le triomphe des Guises et le fanatisme de la populace, il n'y avait pas moyen de sauver la France d'une nouvelle persécution, voulut du moins la sauver des mains des dominicains, en déférant exclusivement aux évêques la connaissance du crime d'hérésie, qui fut interdite aux tribunaux séculiers. L'historien ajoute que, suivant l'opinion générale, le chancelier, en publiant au mois de mai l'édit de Romorantin, n'avait fait que choisir de deux maux le moindre ; qu'il recueillit la reconnaissance et des protestants, sur lesquels il appelait cependant, dans certains cas, la peine de mort, et des parlements qui depuis cinq ans combattaient pour défendre contre les prélats une juridiction que l'Hospital les forçait de leur abandonner (2). Mais, à l'époque de l'édit de Romorantin, l'Hospital n'était pas encore chancelier, peut-être toutefois en faisait-il les fonctions avant d'avoir reçu ses lettres de provision.

Cependant la reine-mère commençait à s'inquiéter du pouvoir que s'arrogeaient les Guises et à s'indigner de leur insolence ; tous les Français se montraient serviteurs, ou des Bourbons, ou des Montmorencys, ou des Guises. Étrangère au milieu d'eux, et n'ayant eu aucun crédit sous le règne précédent, elle n'avait point de parti qui lui fût propre, et elle pouvait craindre d'être tout à fait sacrifiée si elle ne trouvait pas moyen de balancer tous ces ambitieux les uns

(1) *Mém. de Condé*, T. I, p. 398. — *De Thou*, L. XXV, p. 780.

(2) *La Place*, L. II, p. 64, 65. — *La Planche*, p. 339. — *Théod. de Bèze*, *Hist. ecclés.*, L. III, p. 274. — *De Thou*, L. XXV, p. 781. — *Isambert*, T. XIV, p. 51 et 53.

par les autres. Elle fit quelques avances aux protestants, qu'il ne lui convenait pas de laisser éraiser; elle fit même demander une conférence à Antoine de Chandieu, un des ministres les plus distingués de la nouvelle religion; mais Chandieu était alors hors du royaume. Catherine demanda du moins un mémoire sur leurs griefs, qui fut rédigé pour elle par Regnier de La Planehe, lequel en a donné un extrait dans son histoire de François II. La Planehe fut même introduit dans le cabinet de la reine, et lui parla librement de la colère que causait l'élévation des Guises à toute la noblesse française. Mais déjà la reine mère avait craint de se compromettre par ses relations avec lui, et elle avait caché le cardinal de Lorraine dans son cabinet pour qu'il fût témoin de cette conférence. Le mémoire passa aux mains des Guises; La Planehe fut menacé et mis en prison, et les religionnaires virent bien qu'ils ne pouvaient reposer aucune confiance en Catherine (1).

Mais de leur côté les Guises commençaient à ressentir quelque inquiétude; la santé du roi était assez chancelante pour qu'ils pussent redouter les chances qu'ils devaient courir à sa mort. L'opinion de l'illégalité de leur pouvoir et de l'obligation où était le gouvernement de convoquer les états-généraux, semblait devenir universelle. Le prince de Condé se mettait toujours plus ouvertement à la tête des mécontents; les Guises étaient avertis qu'avant de partir pour la Guienne il avait eu, à Montlhéry, une conférence avec Damville, un des fils du connétable (2); qu'arrivé ensuite à Nérac, où le roi de Navarre, son frère tenait sa petite cour, il y avait reçu un fort long mémoire, présenté par des gentilshommes de la religion nouvelle, où on le sommait de requérir la convocation des états-généraux, afin de délivrer le royaume de l'usurpation des Guises (3). D'Escars, domestique du roi de Navarre, qui s'était vendu aux Guises, leur rendait

(1) La Planehe, p. 336-336; et p. 397-404. — De Thou, L. XXV, p. 783

(2) La Planehe, p. 393. — De Thou, L. XXV, p. 788.

(3) La Planehe, p. 406-474. — Mém. de Condé, T. I, p. 490.

compte de tout ce que faisaient les Bourbons. Ils commencèrent à considérer si ces états-généraux dont on les menaçait, ne pourraient pas au contraire devenir un instrument entre leurs mains dont ils se serviraient pour écraser leurs ennemis, s'il était probable que les huguenots et les mécontents eussent déjà la majorité dans la nation, et si l'on ne pourrait pas former un parti de catholiques ardents qui légitimeraient toutes les proscriptions par la sanction de la plus haute autorité nationale. Dans ce but, et pour pressentir en quelque sorte l'opinion publique, ils convoquèrent pour le 15 août, à Fontainebleau, les personnages les plus marquants de l'État, ou ce qu'on a appelé depuis une assemblée des notables (1).

L'amiral de Coligni et le chancelier avaient de leur côté conseillé au roi cette assemblée. Des lettres de convocation furent donc adressées « à tous les princes et seigneurs du » royaume, chevaliers de l'ordre et gens d'autorité. » Quoique sous une désignation aussi vague il fût facile aux Guises de s'assurer la majorité dans l'assemblée qu'ils formaient, ils ne négligèrent pas quelques artifices pour en écarter ceux de leurs ennemis qu'ils n'avaient pu se dispenser de convoquer. Ils firent entr'autres avertir sous main le roi de Navarre que cette assemblée n'était qu'un leurre pour l'attirer à la cour, ainsi que son frère, et les arrêter tous les deux; ce qui, en effet, les empêcha d'y venir (2).

Ce fut le 21 août seulement que les notables se réunirent dans les appartements de la reine-mère, à Fontainebleau. François II avait auprès de lui Catherine de Médicis, Marie Stuart, et les princes ses frères; au-dessous d'eux étaient assis les cardinaux de Bourbon, de Lorraine, de Tournou, de Châtillon et de Guise; les ducs de Guise et d'Aumale, le connétable, le chancelier de l'Hospital, l'amiral Coligni, les maréchaux de Saint-André et de Brissac; puis les membres du

(1) De Thou, L. XXV, p. 795. — La Planche, p. 515. — Davila, L. II, p. 44.

(2) La Planche, p. 512.

conseil privé, André Guillard du Mortier et d'Avanson, que les Guises avaient fait entrer au conseil d'État; Jean de Marillac, archevêque de Vienne, Jean de Morvilliers, évêque d'Orléans, et Montluc, évêque de Valence, qui, tous trois, avaient été chargés de plusieurs ambassades; ensuite tous les chevaliers de l'ordre, tous les maîtres des requêtes, secrétaires d'État, trésoriers de l'épargne et trésoriers généraux (1).

Le roi, et après lui la reine mère, adressèrent les premiers la parole à cette assemblée, en engageant tous ses membres à dire librement leur avis, sans partialité, sur les moyens de soulager le peuple et de ramener la noblesse à son devoir. Le chancelier, fils d'un médecin, et qui, en toute occasion, empruntait ses exemples et ses comparaisons à la médecine, représenta la France comme un malade qu'il serait aisé de guérir si l'on connaissait bien son mal; et il invita tous les assistants à en signaler soigneusement tous les symptômes. Le duc de Guise rendit compte de la situation de l'armée dont l'administration lui était confiée, et le cardinal de Lorraine de l'état des finances qui étaient sous sa direction. Il annonça que les charges et les dépenses excédaient de deux millions et demi les revenus annuels. Avant même qu'on fût entré en matière, Coligni avait présenté à l'assemblée une pétition des religionnaires qui demandaient qu'on suspendit la rigueur des peines prononcées contre eux, et qu'on leur accordât des temples pour qu'ils ne fussent plus réduits à former des assemblées secrètes et illicites. Les notables furent ensuite ajournés au 23, et chacun d'eux reçut un bulletin des objets qui devaient ce jour-là être mis en délibération (2).

Huit cents gentilshommes avaient accompagné le connétable quand il se rendit à l'assemblée de Fontainebleau, et leur présence servit de contre-poids au pouvoir des Guises, et aux terreurs de l'autorité royale; aussi la délibération fut-elle poursuivie, le 23, avec une grande indépendance. Coligni,

(1) La Planche, p. 318. — La Place, L. III, p. 75. — Bize, L. III, p. 273. — Castelnau, L. II, c. 8, p. 43. — De Thou, L. XXV, p. 790.

(2) La Planche, p. 318-323.

qu'aucune passion ne séduisait, qu'aucune crainte ne pouvait atteindre, qu'aucune pensée secrète ne détournait jamais de ce qu'il regardait comme l'accomplissement de son devoir, indiqua, comme remède aux maux de l'État, de bannir les erreurs introduites dans la maison de Dieu, de renvoyer les gardes qu'on avait données au roi, parce qu'elles semblaient indiquer qu'il se défiait du peuple, et d'assembler enfin au plus tôt les états-généraux. Marillac, archevêque de Vienne, et Montluc, évêque de Valence, qui tous deux penchaient secrètement vers la réforme et qui avaient vécu long-temps en mission dans des pays protestants, exposèrent, dans de très longs discours, les abus qui s'étaient introduits dans l'Église romaine, et représentèrent la convocation des états comme le moyen le plus propre à y porter remède. Le cardinal de Tournon leur répondit : il déclara que, pendant les vingt ans qu'il avait servi le roi François I^{er}, « il avait travaillé pour abolir la liberté et assemblée des états, qui mettent les rois en tutelle, et qu'iceux favoriseroient les princes du sang plutôt que les Guises (1). »

Ces derniers parlèrent à leur tour; le duc releva ce qu'avait affirmé Coligni, que la pétition par lui présentée aurait pu en peu de jours être signée par cinquante mille personnes; ce propos lui paraissait être une menace faite au roi, et il déclara qu'en moins de temps encore un nombre double de pétitionnaires signeraient le maintien de l'ancienne religion. Il déclara ne rien entendre à la controverse, n'avoir jamais voulu s'en occuper, et sentir seulement que rien au monde ne le ferait renoncer à la foi de ses pères; quant à la garde dont le roi s'était entouré, il n'en fallait chercher d'autre raison que l'attaque violente et criminelle à laquelle sa demeure avait été exposée à Amboise. De son côté, le cardinal de Lorraine entreprit de réfuter Coligni. Il déclara que donner des temples et des lieux d'assemblée aux protestants, ce serait approuver leur idolâtrie; que le roi ne pourrait le faire sans être éternellement damné; que tout ce qui regardait l'Église et la foi

(1) Mém. de Tavannes, T. XXVII, p. 39.

avait été décidé depuis si long-temps, qu'il n'y avait plus besoin d'assembler de nouveaux conciles ; mais seulement de faire exécuter à la rigueur ce qui était ordonné. Cependant, soit le cardinal de Lorraine, soit le duc de Guise, déclarèrent qu'ils consentaient à ce qu'on traitât avec douceur les religionnaires qui s'assembleraient sans armes, et qu'ils souhaitaient, par des motifs de piété, que les évêques et les curés fussent chargés seulement de les faire rentrer, par la douceur, dans le sein de l'Église. Les deux frères annoncèrent enfin qu'ils consentaient aussi, puisque la noblesse paraissait le désirer, à la convocation des états-généraux. Tous les chevaliers de l'ordre appelés ensuite à donner leur avis, s'abstinrent de parler, et déclarèrent seulement qu'ils se rangeaient à l'avis de M. le cardinal (1).

Le 26 août parut l'édit qui était, en quelque sorte, le résumé des délibérations des notables. Cet édit annonçait le désir du roi de consulter les états-généraux sur les affaires du royaume, et de demander au pape la convocation d'un concile oecuménique pour les affaires de la religion. Les baillis et sénéchaux étaient chargés en conséquence de convoquer au mois d'octobre suivant, chacun dans leur ressort, les trois états du bailliage. « Pour s'accorder ensemble, tant des remontrances, » plaintes et doléances qu'ils auront à proposer et faire entendre, que pour élire certains personnages d'entre eux, et » pour le moins un de chacun état, qui auroit la charge de » proposer ce qui leur auroit semblé tourner au bien public, » soulagement et repos d'un chacun. » Ces députés devaient se rassembler à Meaux le 10 décembre ; un édit postérieur substitua la ville d'Orléans à celle de Meaux (2). En attendant leur décision, le roi suspendait la punition des sectaires, mais il réservait à ses juges le droit de châtier sévèrement ceux qui auraient appelé le peuple aux armes ou excité des séditions.

(1) De Thou, L. XXV, p. 802. — R. de La Planche, p. 524-560. — La Place, L. III, f. 75-95. — Davila, L. II, p. 47, 48. — Mém. de Condé, T. I, p. 555, 569.

(2) La Planche, p. 562. — La Place, L. III, f. 98. — Davila, L. II, p. 48. — De Thou, L. XXV, p. 803.

Tandis que les Guises paraissaient vouloir donner par cet édit quelque satisfaction aux mécontents, ils prenaient les mesures qu'ils jugeaient les plus efficaces pour demeurer les maîtres dans la lutte à laquelle ils s'attendaient. Ils distribuaient la gendarmerie dans le royaume de manière à séparer de leurs soldats les officiers dont ils se défiaient, et à éloigner les uns et les autres des villes qui auraient pu partager leurs sentiments (1). Ils surveillaient attentivement toutes les correspondances des religionnaires. Avertis que la Sague, gentilhomme du prince de Condé, lui portait des lettres des Montmoreneys et du vidame de Chartres, ils le firent arrêter, lui enlevèrent ses papiers, et le soumirent à la question. Après plus d'un mois de captivité, la Sague avoua que, parmi les lettres dont il était chargé, quelques unes étaient écrites en euvre sympathique. Alors on y vit que le connétable promettait aux princes d'employer toute son influence sur les états, dès qu'ils seraient assemblés, pour faire condamner les Guises à mort; que le vidame de Chartres, qui s'était jeté dans le parti huguenot, plus, disait-on, par esprit d'intrigue que par conviction religieuse, après avoir mangé tout son bien, pressait les Bourbons de lever l'étendard de la guerre civile. Le 27 août, le vidame fut arrêté et conduit à la Bastille. Trois jours après, le roi envoya le comte de Crussol au roi de Navarre pour l'inviter à assister, avec le prince de Condé son frère, aux états-généraux qu'il avait convoqués. D'autre part, les Châtillons, avant de quitter la cour, écrivirent à leur sœur la douairière de Roye, dont le prince de Condé avait épousé la fille, que ce prince était accusé de comploter contre la sûreté de l'État, et que s'il jugeait à propos d'obtempérer à la sommation qui lui était adressée, il devait se préparer à justifier son innocence (2).

Une des conséquences de la conjuration d'Amboise avait été d'allumer un commencement de guerre civile dans les pro-

(1) La Planché, p. 565. — De Thou, L. XXV, p. 805.

(2) R. de La Planché, p. 498. — La Place, L. III, p. 96. — Mém. de Condé, L. I, p. 872. — Davila, L. I, p. 35; L. II, p. 49. — De Thou, L. XXV, p. 805-809.

viuces. Des ordres avaient été donnés par les Guises pour courir sus à toutes les troupes de mécontents qui paraîtraient en armes; et cependant les religionnaires s'étaient crus plus en sûreté en se réunissant autour de quelques uns de leurs chefs qu'en attendant, dans leurs demeures, les archers des tribunaux qui voulaient les traîner au supplice. De Ferrières-Maligni, que Condé avait aidé à s'échapper d'Amboise, arrivé dans le Midi, y rassembla quelques aventuriers avec lesquels il se flattait de s'emparer de Lyon, où il savait que les réformés étaient en assez grand nombre. Déjà il les avait introduits dans la ville, et il avait formé un dépôt d'armes dans la maison d'un de ses partisans, quand le roi de Navarre lui fit donner l'ordre de s'abstenir de tout mouvement. Le maréchal de Saint-André était gouverneur de Lyon; mais il suivait toujours la cour, et il était représenté dans son gouvernement par son neveu l'abbé d'Apehon. Celui-ci ayant eu connaissance du dépôt d'armes des réformés, voulut le saisir le 5 septembre. Maligni le repoussa à force ouverte. Il demeura maître des ponts et de toute la partie de la ville à droite de la Saône. Il se flattait que ses partisans viendraient l'y joindre; mais ne voyant arriver personne, il fit sa retraite en bon ordre. Cependant Saint-André était accouru à Lyon. Une révolte dans son gouvernement était pour lui une bonne fortune. Il commença par ordonner quelques supplices pour répandre la terreur; puis il traita avec tous les riches qui se croyaient suspects, et il en tira beaucoup d'argent par la menace de les livrer aux tribunaux (1).

Dans le Dauphiné, les protestants se sentaient assez nombreux pour se mettre au-dessus des lois; ils se rendaient en armes à leurs assemblées, et ils se conduisaient en maîtres dans les deux villes de Valence et de Montélimart. Maugiron, lieutenant du roi, qui y fut envoyé par le duc de Guise, trompa les habitants de ces deux villes par de fausses promesses, et réussit ainsi à se rendre maître de leurs portes; alors il livra les maisons des réformés au pillage, et fit mou-

(1) De Thou, L. XXV, p. 806. — Davila, L. II, p. 51.

ter sur l'échafaud deux de leurs ministres avec plusieurs religieux. Ces violences et ce manque de foi déterminèrent Charles du Puy-Montbrun, gentilhomme d'une bonne famille de Dauphiné, à former une petite troupe avec laquelle il commença à tenir la campagne; et comme il ne pouvait laisser sa jeune femme en aucun lieu où elle fût en sûreté, il la retint toujours auprès de lui au milieu de ses soldats. Il remporta tant d'avantages sur les troupes du roi qui lui étaient opposées, qu'on ne le connaissait plus dans la province que sous le nom du brave Montbrun. Il fit aussi la guerre dans le comtat d'Avignon, où les religieux étaient également nombreux et également persécutés par le pape. Enfin, voyant que de toutes parts des forces supérieures se rassemblaient contre lui, il trouva moyen de leur échapper avec sa femme, et de se réfugier à Genève (1). En Provence, les deux frères Mouvans soutinrent plus long-temps encore une guerre de partisans; enfin l'un d'eux fut massacré à Draguignan, et l'autre se retira aussi à Genève (2).

Le roi de Navarre et le prince de Condé se trouvèrent dans un grand embarras lorsqu'ils reçurent l'invitation du roi de se rendre aux états-généraux, et quand le cardinal de Bourbon, leur frère, vint encore les presser de s'y conformer. Ils n'avaient cessé de réclamer cette assemblée, et d'annoncer que c'était devant les députés de toute la France qu'ils voulaient faire valoir leurs droits; d'autre part, la dame de Roye, sœur des Châtillons; Éléonore, princesse de Condé, sa fille, et Jacqueline de Longvic, duchesse de Montpensier, favorite de la reine mère, s'étaient hâtées de les avertir qu'on en voulait à leur liberté, peut-être à leur vie, et qu'ils devaient bien plus songer à s'assurer de quelque place forte ou de l'alliance d'Élisabeth d'Angleterre et des princes allemands, qu'à venir délibérer et voter avec leurs ennemis (3). Tous les hommes de leur parti s'éloignaient de la cour les uns après

(1) La Planché, p. 286, 474-496, et 568-584. — Tavannes, T. XXVII, p. 35. — De Thou, L. XXV, p. 810-817.

(2) La Planché, p. 503. — De Thou, L. XXV, p. 817-820.

(3) De Thou, L. XXVI, p. 824, 825. — La Planché, p. 597, 604.

les autres. Dandelot, qui en partit le dernier, n'évita d'être arrêté que parce que les Guises craignirent de donner ainsi l'éveil aux craintes des Bourbons. Mais le roi de Navarre avait trop de nonchalance et de pusillanimité pour oser se rendre compte à lui-même du danger qu'il courait. D'ailleurs D'Escars, son confident, était gagné par les Guises, et le pressait d'avancer. Les amis du prince de Condé lui représentaient qu'il devait rester en arrière, parce qu'on n'arrêterait point son frère tant que lui-même serait libre et prêt à le venger. Mais Condé n'était pas capable d'entendre un conseil dont la prudence aurait ressemblé à la peur. Les deux frères partirent de Nérac avec une escorte peu nombreuse, et se mirent à petites journées en marche vers Orléans (1).

De son côté, le roi était parti de Fontainebleau pour se rendre dans cette ville et y rencontrer les députés. Depuis la conjuration d'Amboise, il ne voyageait plus sans une escorte formidable. Elle était formée de mille lances de cavalerie et de deux régiments des vieilles bandes d'infanterie récemment revenus d'Écosse. L'attaque à laquelle il avait été exposé, et les troubles qui continuaient dans plusieurs provinces, justifiaient cet appareil militaire tout à fait inusité en France; mais dans le vrai ces troupes avaient été rassemblées en vue de ce qui devait encore se faire, et non de ce qui s'était déjà fait. Les députés arrivaient à la file à Orléans, où ils devaient tous être rendus pour le 10 décembre. Les Guises avaient eu grand soin de faire présider par des catholiques les états provinciaux qui s'étaient tenus au mois d'octobre; ils avaient « averti » tous leurs amis de s'y trouver, et les juges d'empêcher que « rien n'y fût proposé contre leur autorité et celle de l'Église, » et surtout que nul ne fût député pour aller aux états-généraux duquel ils n'eussent bon et assuré témoignage de sa « religion catholique romaine, afin que cette assemblée ne fût aucunement bigarrée, et que le roi les pût voir de meilleur œil (2). » Lorsqu'ils se crurent assurés d'avoir la ma-

(1) Davila, L. II, p. 55.

(2) La Planché, p. 643.

jointé, ils firent un pas de plus. « Il fut lors délibéré et con-
 » elu, dit la Place, que chaeun seroit contraint de faire
 » confession de foi selon les articles dressés par la Sorbonne
 » en l'an 1542, et vérifiés en la cour du parlement, sous
 » peine de confiscation de corps et de biens (1). » Avec une
 assemblée qui aurait donné un tel gage de son dévouement à
 la foi catholique, les Guises étaient décidés à pousser à bout
 leurs ennemis. Cette même confession de foi devait être pré-
 sentée par le roi, en plein temple, à tous les chevaliers de
 son ordre. Il devait, le premier, la signer de sa main, puis
 leur demander d'en faire autant. Si quelqu'un refusait, le roi
 devait le dégrader à l'instant; et sans autre forme de procès,
 le chapitre de l'ordre l'aurait livré au bras séculier pour qu'il
 fût brûlé dès le lendemain. On était sûr que Coligni et Dan-
 delot seraient des premiers à refuser cette signature; ils de-
 vaient aussi être les premières victimes du parti. Après eux,
 tous les hérétiques devaient être exterminés en France. L'exé-
 cution devait même s'étendre jusqu'aux États voisins. Le roi
 écrivit à Bourdillon, son lieutenant-général en Piémont, de
 remettre à Maugiron un corps de troupes avec lequel celui-ci
 seconderait le duc de Savoie, qui s'était chargé de faire main-
 basse sur les hérétiques dans les vallées des Vaudois et à Ge-
 nève (2).

Mais le commencement de toutes ces violences devait être
 l'arrestation et la condamnation des Bourbons. Les Guises en
 demandèrent l'ordre au conseil, tout en refusant de le signer
 eux-mêmes, pour qu'on ne les accusât pas de n'avoir songé
 qu'à se venger de leurs ennemis. Le roi signa cet ordre, avec
 tous les seigneurs de la cour; et le chancelier de l'Hospital lui
 même (3). Cependant les Bourbons avançaient; ils avaient
 été rencontrés par le maréchal de Termes, qui, à la tête d'un
 corps nombreux de troupes, les escorta sous prétexte de leur

(1) La Place, L. III, p. 102, v. — La Planche, p. 712. — Bèze, L. III, p. 388.

(2) La Planche, p. 717. — Mém. de Tavannes, T. XXVII, c. 16, p. 44.

(3) De Thou, L. XXVI, p. 823. — La Place, L. III, p. 103. — Mém. de Castelnau, L. II, c. 10, p. 51.

faire honneur, mais dans le fait pour ne plus leur permettre de reculer; et le 29 octobre, ils entrèrent dans Orléans, sans que personne allât, selon la coutume, au-devant d'eux, à la réserve de leurs deux cousins, Montpensier et la Roche-sur-Yon (1).

« Ils trouvèrent, dit Davila, que la cour royale étoit, contre
» l'usage, même en temps de guerre, entourée d'un nombre
» considérable de soldats; les portes de la ville, les lieux les
» plus forts, les places, l'entrée de chaque rue étoient occu-
» pées; de toutes parts, ils voyoient étaler l'artillerie et les
» drapeaux; c'est entre eux qu'ils durent passer pour arriver
» au logis du roi, qui étoit plus fortement gardé encore. Par-
» venus à la porte, et comptant, selon l'usage des princes du
» sang, entrer dans la cour à cheval, on ne voulut leur ouvrir
» que le guichet; il fallut descendre au milieu de la rue,
» sans être salués ni reçus par personne; ils furent conduits
» en la présence du roi, qu'ils trouvèrent entre le duc de Guise
» et le cardinal de Lorraine, entouré des capitaines de sa garde.
» Leur accueil fut bien différent de cette familiarité dont les
» rois de France ont coutume d'user envers chacun, mais
» surtout envers les princes de leur sang. Le roi les con-
» duisit ensuite lui-même dans la chambre de la reine,
» sa mère, où les Guises ne les suivirent pas. Celle-ci,
» fidèle à son plan de se conserver indépendante, et de
» se montrer étrangère aux partis, les reçut avec les mar-
» ques d'honneur accoutumées, et tant d'apparence de tris-
» tesse qu'on lui vit tomber des larmes des yeux. Mais le roi
» poursuivant comme il avoit commencé, se tourna vers le
» prince de Condé, et se plaignit avec des paroles amères,
» que sans lui avoir fait jamais aucune injure ou mauvais trai-
» tements, le prince, au mépris de toute loi divine et humaine,
» eût soulevé plusieurs fois ses soldats contre lui, eût com-
» mencé la guerre civile dans plusieurs parties du royaume,
» eût tenté de surprendre ses principales cités, et eût machiné
» enfin contre sa propre vie et celle de ses frères. Le prince,
» sans se troubler le moins du monde, ayant répondu hardi-

(1) La Planche, p. 619. — Théod. de Bèze, L. III, p. 290.

» ment que tout cela n'étoit que calomnies inventées par ses
 » ennemis, et qu'il feroit clairement constater son innocence :
 » Eh bien, reprit le roi, pour découvrir la vérité, il faut y
 » procéder par les voies ordinaires de la justice; et sortant
 » aussitôt de la chambre, il ordonna aux capitaines de ses
 » gardes d'y retenir Condé prisonnier. Alors la reine-mère,
 » qui laissoit faire par nécessité, mais qui n'oublioit point les
 » vicissitudes des choses humaines, adressa au roi de Navarre
 » des paroles affectueuses pour le consoler; tandis que le
 » prince, qui ne dit autre chose sinon qu'il étoit dur d'avoir
 » été trompé par le cardinal son frère, fut conduit dans une
 » maison voisine, qu'on avoit préparée pour cet effet, en
 » murant les fenêtres, doublant les portes, et l'armant enfin
 » comme une forteresse, avec de l'artillerie et des gardes
 » nombreuses de tous les côtés. Le roi de Navarre, étonné de
 » l'arrestation de son frère, adressoit à la reine-mère beau-
 » coup de plaintes et de longues justifications, auxquelles
 » elle répondit en rejetant sur le duc de Guise, lieutenant-
 » général du royaume, tous les soupçons et toute la malveil-
 » lance. Le roi de Navarre fut conduit dans une maison con-
 » tiguë au palais royal, où on lui donna des gardes, et à la
 » réserve de ce qu'on lui permit de parler avec qui il vouloit,
 » on le traita en tout comme prisonnier. En même temps
 » on arrêta Amérie Bouchard, secrétaire du roi de Navarre,
 » et l'on saisit toutes ses lettres et tous ses papiers; et le même
 » soir, Tannegui de Carouge partit pour la Picardie, afin
 » d'arrêter et de conduire à Saint-Germain, Madeleine de
 » Royc, belle-mère du prince, qui, comme femme, étoit
 » demeurée sans soupçon dans son château (1). »

Après un éclat tel que l'arrestation des premiers princes du sang, les Guises ne pouvaient s'arrêter. Il fallait faire périr de tels prisonniers, et c'est dans ce but qu'ils nommèrent la commission chargée de juger le prince de Condé. Ils la composèrent de Christophe de Thou, père de l'historien, président, de Barthélemy Faye, et Jacques Viole, conseillers, de Gilles

(1) Davila, L. II, p. 57.

Bourdin, procureur général, et de Jean du Tillet, greffier du parlement : de Thou avait déjà présidé la commission nommée contre le vidame de Chartres. L'habitude avait faussé l'esprit de ces magistrats si savants et si vertueux; ils n'osaient jamais à se refuser à siéger dans les commissions; ils arrivaient là tout prêts à condamner et à envoyer au supplice les prévenus, pourvu qu'ils pussent réunir suffisamment de preuves judiciaires pour motiver convenablement leur arrêt. Le chancelier de l'Hospital accompagna la commission, lorsqu'elle se rendit, le 13 novembre, dans la prison du prince de Condé pour l'interroger. Le prince protesta qu'il ne reconnaissait pour juges que le roi, les pairs, et toutes les chambres du parlement assemblées. Il en appela à eux; mais cet appel fut déclaré, par le conseil privé, nul et frivole, et on lui annonça que s'il refusait plus long-temps de répondre, il serait regardé comme convaincu du crime de lèse-majesté (1).

Les appels du prince de Condé avaient bien apporté quelque retard à la procédure; mais les Guises étaient résolus à ce qu'ils ne se prolongeassent pas plus long-temps : « Il ne » faut pas tolérer, disait le duc de Guise, qu'un petit galant, » pour prince qu'il soit, fasse de telles bravades (2). » Le 26 novembre était le jour fixé d'avance pour sa condamnation et pour son supplice; on avait voulu attendre jusqu'alors, pour tâcher auparavant d'attirer aussi le connétable dans le piège; mais celui-ci, averti de l'arrestation du prince, n'avait garde de se mettre entre les mains de ses ennemis. Coligni, au contraire, quoiqu'il sût avec certitude qu'on en voulait à sa vie, jugea que, convoqué aux états-généraux qu'il avait demandés, c'était son devoir de s'y rendre; que c'était son devoir de se trouver auprès du prince de Condé, tandis que celui-ci s'exposait pour la religion : il prit congé de sa femme; il lui dit ce qu'elle aurait à faire quand elle serait avertie de sa captivité ou de sa mort, et il se rendit à Orléans. En chemin,

(1) De Thou, L. XXVI, p. 850. — Arrêt du conseil du 20 novembre, Mém. de Condé, T. I, p. 619. — Tavannes, notes, T. XXVII, p. 293.

(2) Vieilleville, T. XXXI, p. 313.

il apprit « que déjà étoient arrivés à Orléans trente ou quarante des plus experts bourreaux des villes circonvoisines ,
» qu'on les avoit habillés d'une même livrée et parure , que
» l'échafaud pour trancher la tête au prince de Condé , la
» femme duquel étoit sa nièce , s'en alloit jà dressé devant le
» logis du roi ; que la délibération étoit de le faire ainsi mourir ignominieusement à l'entrée des états , pour d'autant
» plus les tenir en crainte , et leur faire approuver la mort
» des autres , dont il étoit au nombre , et des plus recommandés par ceux de Guise , ennemis de ses vertus ; que l'on
» avoit accoutré une prison , qui jà étoit dédiée et consacrée
» à lui et à ses frères ; qu'il n'y avoit doute que l'on ne vit en
» bref la plus grande effusion de sang qui jamais fût vue et
» ouïe en France ; bref , que déjà défenses avoient été faites
» aux habitants d'Orléans et tous autres , hormis les gens de
» guerre qui seroient de garde , de sortir de leurs maisons
» midi sonné , voire de regarder par leurs fenêtres , sur peine
» d'y être sur l'heure pendus et étranglés , sans autre forme
» de procès , et que le sac de la ville avoit été accordé aux
» gens de guerre.... Toutes ces choses ne purent aucunement
» démouvoir l'amiral... , remettant l'événement à Dieu (1). »
Il avoit l'intention de faire une entière confession de sa foi devant le roi ; il le dit à la reine-mère qui , selon sa coutume , lui fit l'accueil le plus amical , et c'étoit sur cette confession même que le cardinal de Lorraine comptait pour lui faire son procès. Quant au roi de Navarre , qui manquait également de talent et de caractère , il pouvait être difficile de le faire condamner à mort. Cependant les Guises craignaient de laisser survivre en lui un vengeur de la mort de son frère. On assure qu'ils avaient résolu de lui faire chercher querelle par le jeune roi , qui , feignant d'être saisi d'un mouvement de colère , mettrait l'épée à la main ; aussitôt tous les courtisans , comme pour défendre François II , se précipitèrent sur Autoine et l'achèveraient. C'étoit l'exemple de Valentinien III , tuant de sa débile main , onze siècles aupara-

(1) Reg. de La Planché , p. 725.

vant, le patrice Aëtius, qu'on s'était proposé d'imiter (1).

Ainsi les Bourbons, les Châtillons, tout le parti protestant, approchaient rapidement de leur dernière heure, pourvu que François II vécut encore quelques mois; sa mère, Catherine de Médicis, se montrait, il est vrai, vivement alarmée de l'ascendant des Guises; elle aurait voulu sauver les Bourbons, pour servir de contre-poids à une famille trop puissante, les Guises craignaient même qu'elle ne se jetât tout à fait dans leurs bras, si elle devenait régente au nom de son second fils, âgé seulement de dix ans.

Cependant François II, qui avait toujours été d'une santé faible et malade, qui était tourmenté par une humeur scrofuleuse, et qu'on avait cru déjà une fois atteint d'une fièvre lente, se plaignit, le 16 novembre, de vives douleurs à la tête. Un abcès s'était formé derrière l'oreille, et ce fut dans l'oreille même, et ensuite dans la gorge que se manifesta un écoulement purulent, bientôt accompagné de gangrène; alors les médecins déclarèrent qu'ils ne conservaient aucune espérance de sauver le jeune roi. Pendant qu'il respirait encore, les Guises auraient voulu faire arrêter le roi de Navarre, et le faire périr avec le prince de Condé, son frère. En même temps ils refusaient tous les secours de la médecine au vidame de Chartres, qu'ils savaient être gravement malade à la Bastille, et qui y expira avant le roi (2). Ils s'adressèrent à la reine-mère avec la plus humble soumission; ils l'assurèrent qu'elle n'était pas moins qu'eux en péril; ils s'engagèrent en même temps à aplanir pour elle tous les obstacles, et à la mettre en possession de la régence et de l'autorité souveraine. Mais Catherine avait trop éprouvé leur arrogance, pendant le règne qui allait finir, pour se fier de nouveau à eux. Elle fit appeler le chancelier de l'Hôpital, qui la trouva fondant en larmes au milieu de ses femmes. L'Hôpital la confirma dans sa répugnance aux actes de

(1) La Planche, p. 768. — Théod. de Bèze, L. III, p. 390. — De Thou, L. XXVI, p. 830.

(2) Reg. de La Planche, p. 738. — Le Laboureur, note sur Castelneau, T. I, p. 431-438.

CHAPITRE XVI.

Minorité de Charles IX. États-généraux d'Orléans et de Pontoise. Catherine de Médicis hésite entre les partis. Édit de juillet. Tolérance du culte domestique. Colloque de Poissy. Édit de janvier. Tolérance du culte hors des villes. L'édit est repoussé par le triumvirat, les parlements et la populace. Massacre de Vassy. — 1560-1562.

(1560.) LA mort de François II laissait la France sans gouvernement. Le jeune prince qui n'avait jamais exercé lui-même le pouvoir pendant sa vie, avait moins encore eu la pensée de le déléguer pour après sa mort, ou de nommer une régence qui administrerait au nom de son successeur. L'héritier du trône, Charles IX, second fils de Henri II, était né le 27 juin 1550, il était donc à la mort de son frère âgé seulement de dix ans et demi; personne ne pouvait songer à le déclarer en état, à cet âge, de gouverner les autres et lui-même, ou d'avoir une volonté. Cependant ni les lois de la monarchie, ni ses usages, ne désignaient celui qui devait gouverner à sa place. Ces lois invoquées par tous les partis, recevaient les interprétations les plus opposées : l'histoire attestait qu'il n'y avait eu aucune uniformité dans l'institution des régences; elle démentait les droits prétendus ou des reines mères, ou des princes du sang, et elle indiquait que l'autorité royale appartenait, dans les minorités, à celui qui savait le premier s'en saisir.

Le nouveau roi se trouvait cependant isolé au milieu des partis. Les Guises, tout puissants à la cour de son frère, comme oncles et confidents de l'épouse qu'il chérissait, n'avaient au-

cun titre pour prétendre au même pouvoir sur Charles IX. Le roi de Navarre et le prince de Condé, plus prochains héritiers du trône, étaient alors captifs sous le poids d'une accusation capitale; leur religion, proscrire par les lois, les rendait suspects à la grande majorité des Français; la reine mère enfin, Catherine de Médicis, qui, depuis vingt-sept ans qu'elle était en France, avait toujours été écartée du pouvoir, loin d'être reconnue comme ayant un droit à la tutelle ou à la régence de son fils, se voyait, comme femme et comme étrangère, l'objet d'une violente jalousie. On prétendait que la loi salique, qui avait écarté du trône les princesses françaises, n'avait pu réserver le pouvoir royal aux princesses étrangères que leur naissance rendait ennemies de la France (1).

Le chancelier de l'Hospital, qui regardait sans doute Catherine ou comme ayant le plus de droits à l'autorité, ou comme devant causer le moins de trouble en s'en saisissant, lui conseilla de profiter de la déférence de son jeune fils pour s'en mettre immédiatement en possession. Le 6 décembre 1560, lendemain de la mort de François II, Catherine, prenant par la main son fils Charles IX, le conduisit à la salle du conseil d'État, où entrèrent successivement le roi de Navarre et le prince de la Roche-sur-Yon, cinq cardinaux, les ducs de Guise, d'Aumale et d'Étampes, le chancelier, les maréchaux de Saint-André et de Brissac, l'amiral et les autres membres du conseil privé, qui tous saluèrent le jeune prince du nom de roi : celui-ci en retour, répétant la leçon qu'il avait apprise, les remercia du bon service qu'ils avaient fait à son frère, les pria de continuer de même, et d'obéir désormais à ce que leur commanderait la dame reine sa mère. Le cardinal de Lorraine rendit le sceau du feu roi, qui fut rompu immédiatement; on en fit graver un second qui fut remis à Catherine (2).

La reine mère ne s'était point flattée de trouver un tel ac-

(1) Le Laboureur, notes aux Mém. de Castelnau, T. I, p. 739. Il rapporte beaucoup d'écrits en prose et en vers publiés alors contre elle.

(2) Mémoires de Condé, T. II, p. 211, d'après le Journal de l'Aubespine, secrétaire d'État.

cord, une telle promptitude d'obéissance; accoutumée à être peu consultée, peu ménagée, à ce que sa qualité d'étrangère excitât contre elle la défiance et la haine, loin de compter sur ses droits, elle ne comptait pas même sur ceux de son fils (1). Aussi, se défiant de tous, cherchait-elle à ménager tout le monde, et n'espérait-elle se maintenir que par l'opposition et l'équilibre des factions qui l'avaient tour à tour fait trembler. Elle avait éprouvé l'insolence des Guises, la brutalité du connétable, les entreprises factieuses des Bourbons; elle n'aimait personne et n'était aimée de personne; mais elle était résolue aussi à ne point écouter ses ressentiments. Déjà, avant la mort deson fils, elle avait fait introduire dans son cabinet le roi de Navarre, et en présence du cardinal de Lorraine, du duc de Guise et du chancelier, elle lui avait reproché la part qu'il avait eue aux derniers troubles, elle lui avait fait sentir que sa vie était encore aux mains des Guises et aux siennes, et elle avait obtenu la promesse qu'il se réconcilierait avec ces chefs d'un parti puissant; qu'il ne prétendrait point à la régence comme premier prince du sang; et que si elle lui était déférée par les états-généraux, il la refuserait (2). Pour confirmer ce prince faible, inconséquent et livré au plaisir, dans l'engagement qu'elle venait de lui faire prendre, la reine fit agir encore mademoiselle de Rouhet, une de ses filles d'honneur, dont il était amoureux (3): celle-ci promit au roi de Navarre, de la part de la reine, qu'elle appuierait auprès de Philippe II d'Espagne les réclamations qu'il n'avait cessé de faire pour obtenir la restitution de la Navarre.

Le connétable Anne de Montmorency n'avait point voulu se rendre à la cour à Orléans, malgré les invitations répétées de François II; il s'était arrêté à Étampes où il feignait d'être malade; mais dès qu'il sut la mort du roi, il accourut, et se remettant avec sa hauteur accoutumée, en possession de toutes

(1) Davila, *Guerre civile di Francia*, L. II, p. 62. — De Thou, L. XXVI, p. 835.

(2) La Planche, p. 744. — Tavannes, T. XXVII, p. 47. — Vieilleville, T. XXXI, p. 321.

(3) Tavannes, T. XXVII, p. 30.

les prérogatives de sa charge, comme chef de toute la force armée du royaume, il licencia, à l'entrée même de la ville, la garde qu'il y rencontra, déclarant qu'il était indécent que le roi ne se confiât pas uniquement à l'amour de son peuple (1). Il s'était ensuite présenté à la reine et au jeune roi avec des professions de dévouement et d'obéissance qui flattèrent Catherine. En effet, le connétable, trop orgueilleux pour vouloir paraître rangé sous les drapeaux de l'un ou de l'autre parti, avait résolu de s'attacher à la reine seule, pour tenir la balance entre les Bourbons et les Guises (2).

Le maréchal de Saint-André avait déjà été employé par Catherine pour pacifier les Guises, et les réconcilier aux négociations où elle allait entrer avec les Bourbons. Quoique le cardinal de Lorraine se fût d'abord récrié que c'était mettre en danger la foi catholique et livrer la royauté à l'hérésie; quand les Guises apprirent que l'intention de la reine était de conserver à chacun toutes les dignités, tous les gouvernements dont il avait été investi par les précédents rois, ils sentirent bien qu'ils n'avaient aucun titre pour en demander davantage, et ils se déclarèrent disposés à une réconciliation; ainsi Catherine, au milieu de ces chefs audacieux, chacun appuyé par un parti puissant, tandis qu'elle n'avait elle-même aucun parti, aucun pouvoir, ou même aucun droit reconnu, réussit par son adresse à se mettre, avec leur consentement à tous, à la tête du gouvernement (3).

Ce fut dans le conseil d'État tenu le 21 décembre que ce gouvernement acheva de se constituer. Le jeune roi y était présent avec la reine sa mère, mais il en déféra la présidence au chancelier : tous les princes y assistaient, à la réserve du prince de Condé auquel on avait fait entendre que son honneur exigeait qu'il fût déclaré innocent avant d'être réinstallé dans ses emplois; on l'avait transféré le 17 décembre à Ham, puis à la Fère, villes appartenant à son frère, pour y tenir,

(1) De Thou, L. XXVI, p. 836. — Tavannes, T. XXVII, p. 48.

(2) Davila, L. II, p. 67.

(3) *Ibid.*, p. 65.

disait-on, prison gracieuse jusqu'à sa justification. Le conseil d'État prit donc, quatre jours après le départ du prince, un arrêté dans lequel, évitant soigneusement les titres de régente et de lieutenant-général du royaume, il partageait la direction des affaires entre les deux personnages qui remplissaient réellement ces fonctions; tous les gouverneurs de provinces et capitaines de places qui se trouvaient à la cour, devaient s'adresser, pour les affaires de leur charge, au roi de Navarre qui en ferait son rapport à la reine mère; toutes les lettres des provinces, au contraire, devaient être adressées à la reine, qui les communiquerait au roi de Navarre. Cependant le connétable demeurerait chef de l'armée, le duc de Guise grand-maitre et gardien du palais, le cardinal de Lorraine directeur des finances, et l'amiral, les maréchaux, les grands officiers, et les gouverneurs de provinces, étaient tous confirmés dans leurs emplois (1).

Les états-généraux étaient déjà assemblés, au moment où les grands se partageaient ainsi le pouvoir; toutefois ces derniers ne recoururent pas à la seule autorité nationale, pour qu'elle décidât à qui ce pouvoir devait appartenir. Il est vrai que les états ne semblaient guère eux-mêmes avoir le sentiment de leur importance, ou se rendre compte de la manière dont ils pouvaient agir. Le 13 décembre, ou huit jours après la mort de François II, dont les funérailles furent presque oubliées au milieu de toutes ces intrigues, Charles IX fit l'ouverture des états. Autour de son trône s'étaient rangés, Catherine de Médicis, sa mère, le duc d'Orléans, Marguerite de France, sa sœur, Antoine de Bourbon, roi de Navarre, Renée duchesse de Ferrare, fille de Louis XII, les cardinaux de Bourbon, de Tournon, de Lorraine, de Châtillon et de Guise, le prince de la Roche-sur-Yon, le duc de Guise, le connétable, le chancelier, les deux maréchaux de Saint-André et de Brissac, l'amiral de Coligni, et la plupart des chevaliers de l'ordre et des conseillers. Au-dessous d'eux étaient dans leurs

(1) L'arrêté est dans La Place, L. III, p. 109. — Bèze, Hist. ecclési., L. IV, p. 403. — De Thou, L. XXVI, p. 837. — Davila, L. II, p. 63-68.

banes, les députés des trois ordres : des listes qui n'ont pas un grand caractère d'authenticité, donnent cent sept députés au clergé, à peu près autant à la noblesse, et deux cent vingt-quatre au tiers-état (1). Le chancelier ouvrit l'assemblée par un fort long discours, qui nous a été soigneusement conservé, mais qui ne nous apprend absolument rien ; les citations, l'érudition antique, les conseils vagues, et les généralités dont il est rempli, semblent peu dignes de l'esprit juste qui distinguait l'Hospital, et ne pouvaient préparer l'assemblée aux travaux qu'on aurait dû attendre d'elle. Il les invita ensuite à se rassembler le lendemain dans trois églises différentes, « pour communiquer ensemble, et faire une résolution de ce qu'ils avoient à proposer, puis choisir un » d'entre eux pour porter la parole (2). »

Les Guises, pendant leur toute-puissance sous François II, avaient pris à tâche d'empêcher qu'aucun protestant ne fût élu pour représenter les bailliages ; quoiqu'ils n'y eussent point réussi, les députés huguenots se flattaient qu'ils auraient une chance bien meilleure encore, s'il se faisait une élection nouvelle, à présent que le roi de Navarre, qu'ils regardaient comme un de leurs chefs, avait une si grande part dans le gouvernement ; ils déclarèrent donc qu'ils regardaient leurs pouvoirs comme expirés par la mort du roi qui les avait convoqués. Leur objection ne fut point accueillie par le conseil d'État, qui leur répondit par la bouche du roi de Navarre lui-même, qu'en France, selon la loi de l'État, le roi ne meurt jamais (3).

Les députés avaient été nommés par chaque bailliage, puis tous ceux de chacun des treize gouvernements s'étaient réunis : ils apportaient de leurs provinces des cahiers de doléances, dont les uns avaient été adoptés par tout le gouvernement, d'autres avaient été rédigés dans le bailliage. La

(1) Recueil de pièces originales sur les états-généraux, 1780, T. I, p. 1-35. — Isambert, T. XIV, p. 36.

(2) Isambert, T. XIV, p. 52. — De Thou, T. III, L. XXVII, p. 2-6. — Bèze, Hist. ecclési., L. IV, p. 407-425. — La Place, L. IV, p. 112-124.

(3) La Place, L. IV, p. 132. — Th. de Bèze, L. IV, p. 427.

cour avait compté que, dans des assemblées préparatoires, les députés réuniraient d'abord tous les cahiers de chaque ordre en un cahier général de l'ordre ; puis, qu'ils fonderaient dans une assemblée générale les cahiers des trois ordres en un seul ; que les ordres se réuniraient aussi pour nommer un seul orateur, pris dans le clergé, qui parlerait au nom de tous, et présenterait le cahier général d'après lequel le roi apporterait aux lois les modifications plus universellement demandées. On alléguait, pour déterminer les ordres à procéder ainsi, un usage ancien dont nous ne voyons point de traces dans l'histoire. Le cardinal de Lorraine avait l'assurance d'être nommé orateur du clergé, et comme il comptait être reconnu également par les deux autres ordres, il se flattait de se trouver ainsi investi de presque toute la puissance de la représentation nationale. Mais lorsque le clergé eut, dans sa séance du 17 décembre, nommé le cardinal pour être son orateur, *s'il lui plaît en prendre la peine*, et eut communiqué cette élection aux deux autres ordres, ceux-ci répondirent : « Que pour la grandeur et hauteesse du seigneur » cardinal, et parce qu'il étoit au nombre de ceux qui examinent et jugeront les remontrances des états, ils n'osoient » entreprendre de le requérir de prendre cette charge, et » nommeroient un de leur état, pour faire leur remontrance » particulière (1). » Le cardinal ne pouvant plus être l'homme des états, ne voulut pas être celui du clergé ; et cette fonction fut abandonnée à un homme d'un rang très inférieur, mais qui passait pour fort savant : c'étoit Jean Quintin, professeur en droit canon, et député de l'université de Paris.

La cour pressait cependant les députés de présenter leurs cahiers, et ce ne fut que sur leurs instances réitérées qu'elle leur accorda jusqu'au 1^{er} janvier pour s'y préparer ; cependant le travail matériel qu'ils devaient faire étoit très long ; il s'agissoit de comparer les vœux de toutes les provinces, dans quelques cas, de tous les bailliages, de leur donner, s'il étoit possible, une rédaction commune ; mais sans que les députés

(1) Procès-verbaux du clergé, états-gén., T. I, p. 119, 128, 137, 143.

se considérassent comme appelés à prendre eux-mêmes une décision, à délibérer ou à voter ; ils n'étaient que rapporteurs. Le clergé réussit cependant à faire entrer tous ses vœux dans un seul cahier, et le tiers-état tous les siens dans un seul ; mais au sein de la noblesse, des opinions si contradictoires se manifestèrent, qu'elle finit par rédiger quatre cahiers différents qui furent présentés en même temps (1).

Le clergé en reconnaissant la corruption qui s'était introduite dans l'Église, demandait, pour y remédier, que l'élection des pasteurs fût rendue au peuple ; que les écoles fussent remises sous l'inspection des évêques diocésains ; il demandait, quant à la répression de l'hérésie, la mise en vigueur des ordonnances de François I^{er} et de Henri II, et l'interdiction aux tribunaux civils de recevoir aucun appel en matière de religion ; il se plaignait d'être ruiné par la levée des décimes, et les logements des gens de guerre ; il représentait que les deux autres ordres étaient également appauvris, et il en concluait, qu'il ne fallait songer à soulager l'État de ses dettes que par l'économie ; mais en même temps il donnait son adhésion à l'établissement du gouvernement de la reine et de son conseil, selon le plan qui lui avait été communiqué (2).

Les quatre cahiers différents présentés par la noblesse étaient surtout en opposition, quant aux conseils qu'ils donnaient pour remédier aux dissensions religieuses, car les uns demandaient au roi de ne jamais déroger à sa qualité de très chrétien, et de fils aîné de l'Église, qui l'obligeait, selon eux, à la répression de l'hérésie ; d'autres le priaient de renoncer à toute contrainte en fait de croyance ; d'autres demandaient l'entrée des ministres de l'Église réformée, dans le concile national qui devait s'assembler, et proposaient déjà l'adoption de quelques mesures de discipline empruntées de Genève ; tous cependant reconnaissaient les abus de l'Église, et le besoin qu'elle avait de réforme ; et tandis que les uns voulaient rendre l'élection des prélats aux trois ordres, que d'au-

(1) Procès-verbaux, p. 118-180, états-gén., T. I.

(2) Analyse de ces cahiers dans Garnier, T. XV, p. 65-75.

tres demandaient la destitution des ecclésiastiques corrompus, que les troisièmes attendaient la réforme d'une meilleure éducation, tous appelaient l'intervention d'une autorité nationale dans la constitution de l'Église. Une partie de la noblesse demanda des états provinciaux tous les cinq ans, des états-généraux tous les dix ans; une autre remercia la reine-mère de s'être chargée de la souveraine puissance, en s'aidant des conseils du roi de Navarre. Des vœux assez uniformes se retrouvaient dans tous les cahiers, sur la régularisation du service de l'arrière-ban, sur la simplification des lois, sur la diminution des offices de judicature, enfin, sur les moyens de marquer davantage la séparation entre la roture et la noblesse (1).

Le cahier du tiers-état, plus long que tous les autres et divisé en trois cent cinquante articles, appelait d'une manière plus spéciale et plus pratique la réforme sur toutes les parties de la législation; il demandait que le clergé fût épuré par des élections populaires; que ses fonctions, dont il se dispensait le plus souvent, fussent mieux remplies ou par lui-même ou par des vicaires qu'il paierait; qu'une partie de ses biens fût consacrée au soulagement des pauvres, une autre aux institutions d'éducation; qu'enfin il ne persécutât plus personne pour la foi, et que ceux qui étaient accusés d'erreur fussent relâchés de leur prison, ou rappelés de leur exil, sous la seule obligation de ne pas troubler l'ordre public.

Le tiers-état demandait encore des lois nouvelles pour remédier aux vexations qu'il éprouvait de la part de la noblesse; une réforme dans les tribunaux; la suppression tant de la vénalité des charges, que des lettres d'évocation et des commissions extraordinaires: il demandait que le roi acquittât ses dettes par son économie, et non en les rejetant sur le peuple, car il affirmait qu'une partie des campagnes était en friche et les laboureurs en fuite, parce qu'ils n'avaient pu supporter le fardeau dont ils étaient déjà accablés: il demandait que toutes les nations étrangères trafiquant en France

(1) Analyse des cahiers. Garnier, T. XV, p. 73-79.

fussent soumises à des droits uniformes, que les bureaux de douane à l'intérieur fussent supprimés, que les marchands voyageurs fussent autorisés à porter des armes pour leur défense. Enfin il demandait que, pour maintenir toutes ces réformes et pour empêcher l'introduction de nouveaux abus, le roi convoquât, tous les cinq ans, les états-généraux (1). Le tiers-état n'avait point voulu se prononcer sur l'organisation nouvelle du gouvernement : il consentit cependant à ajouter à son cahier une phrase entortillée adressée à la reine, par laquelle il promettait sa reconnaissance pour les soins qu'elle prendrait des affaires que Dieu lui avait mises en main; ce qui pouvait s'entendre de l'éducation de son fils, aussi bien que du gouvernement (2).

(1561.) Avant même que les cahiers fussent entièrement rédigés et signés par les députés, le roi avec toute sa cour vint, le 1^{er} janvier 1561, présider une seconde séance publique. Les députés des trois ordres y étaient rangés comme dans la précédente, mais en avant et en face du trône les orateurs de ces ordres avaient une place réservée : Jean Quintin pour le clergé, au milieu; Jacques de Silly, baron de Rochefort, pour la noblesse, à droite; Jean Lange, avocat de Bordeaux, pour le tiers-état, à gauche. Chacun à son tour se mit à genoux, se releva par ordre du chancelier, lut son discours, à la réserve de Lange qui avait appris le sien par cœur, puis retourna s'asseoir. Ces discours nous ont été conservés par La Place, par Bèze et par de Thou, quoiqu'on n'y trouve guère que des déclamations pédantesques et ampoulées, tandis que ces historiens n'ont accordé aucune attention aux cahiers, vraie expression des vœux de la nation; c'est qu'en effet ces discours répondaient alors au goût national, gâté par les sermons et les amplifications de l'école; aussi toute éloquence politique était impossible, et tout débat, dans une assemblée délibérante, devait demeurer sans résultat. Lange et Rochefort attaquèrent, avec beaucoup d'amertume, et la conduite du clergé et

(1) Analyse des cahiers. Garnier, T. XV, p. 79-92.

(2) Procès-verbal du tiers-état, p. 188.

les abus de l'Église. Quintin, au contraire, parla des novateurs avec mépris, demanda contre eux le renouvellement des persécutions, et parut même désigner Coligni à la vindicte publique; mais il fut réprimandé avec tant de vivacité, qu'il dut, dans un autre discours, se rétracter en quelque sorte. Aussi cette séance put convaincre la cour que, malgré les intrigues des Guises pour écarter les huguenots des élections, toute la partie éclairée et intelligente de la nation voulait la tolérance, et penchait vers la réforme (1).

Les trois ordres également avaient, dans leurs cahiers, proposé l'économie et les retranchements de traitements et de pensions, comme les seuls moyens de subvenir au désordre des finances. Le conseil d'État, pour se conformer à leurs vœux, ayant examiné quelles économies il pouvait faire, sans offenser aucun des personnages puissants, qui ne laissaient pas toucher à leurs revenus, supprima la vénerie et quelques offices domestiques, et retint un quartier sur tous les gages et pensions; mais il s'en fallait de beaucoup que de telles réformes fussent suffisantes pour rétablir l'ordre. Les dettes montaient à 43,484,000 livres; savoir : 15,926,000, empruntées à diverses banques à gros intérêt; 14,961,000, pour lesquelles les prêteurs avaient en gage des domaines ou les aides et gabelles; 5,580,000, promises en dot à la tante et aux deux sœurs du roi; enfin 2,312,000 dépensées en anticipation sur les revenus de l'année courante. Ces revenus montaient à 12,260,000 livres, et étaient entièrement absorbés par les dépenses courantes, sans qu'il restât rien pour le paiement des intérêts. Ce fut ce que le chancelier annonça aux états assemblés dans la salle commune le 13 janvier, en présence de la reine et du roi de Navarre, leur demandant de décharger le roi de ce fardeau, qui lui avait été laissé par ses prédécesseurs, et promettant, quant aux dépenses courantes et aux impôts, de les réduire au même pied où ils étaient du temps

(1) La Place, L. III, f. 112; L. IV, f. 124-151. — Théod. de Bèze, L. IV, p. 428-436. — De Thou, L. XXVII, p. 7-12. — Procès-verbal du tiers-état, p. 179.

du bon roi Louis XII (1). Les députés parurent étonnés, mais ils déclarèrent qu'ils étaient sans instructions de leurs commettants, et ils demandèrent au roi de les renvoyer dans leurs provinces avec les états de finance qui leur avaient été communiqués, pour qu'après en avoir pris connaissance, les bailliages, sur une nouvelle convocation du roi, les renvoyassent avec des pouvoirs suffisants (2).

Après avoir vainement cherché à obtenir des états une aide plus efficace, la reine vint tenir le 31 janvier 1561, à une heure après midi, une séance royale de clôture. Les mêmes seigneurs et les mêmes dames qu'à la séance d'ouverture y entouraient le jeune roi; le duc de Guise, comme grand-maitre, avait fait placer chacun à son rang, et le chancelier adressa la parole à l'assemblée. Les états, dit-il, avaient demandé la suppression des offices nouveaux; la reine, dont il fit l'éloge en rappelant combien elle s'était montrée à eux d'un facile accès, approuvait cette demande; mais elle ne pouvait y satisfaire qu'après que les états l'auraient aidée à rembourser ceux qui avaient acheté ces charges. Elle avait, dit-il, déjà retranché 2,300,000 livres sur les dépenses courantes; elle espérait faire de plus grandes économies encore; mais elle ne pouvait rien par elle-même si les états ne venaient pas à l'aide de leur prince dans son urgente nécessité. Pour cela, le chancelier demandait que le clergé se chargeât de racheter en six années le domaine du roi, ses aides et ses gabelles, déjà aliénés par ses prédécesseurs; que la noblesse consentit à payer sa part dans quelque impôt nouveau, qui, établi sur la consommation, atteindrait tous les ordres également. Il proposait un droit additionnel de 15 sous par muid de sel dans les pays de gabelles, et un droit sur les vins dans les autres provinces. Enfin il demandait au tiers-état de consentir à l'augmentation des tailles et à celle des droits sur le vin, mais pour six ans seulement, et avec promesse que, ce terme passé, toutes les impositions seraient ramenées au taux où elles

(1) Procès-verbal du clergé, p. 152. — Garnier, T. XV, p. 95.

(2) Procès-verbal du clergé, p. 158.

étaient sous Louis XII. Il offrait aux états la garantie que l'argent provenant de ces levées extraordinaires resterait entre leurs mains jusqu'au moment où ils acquitteraient eux-mêmes les dettes que cet argent devait éteindre. Il demandait enfin que, pour plus d'économie, chacun des treize gouvernements se contentât d'envoyer à Melun, pour le 1^{er} de mai suivant, un seul député qui serait chargé d'apporter la réponse de sa province à ces propositions. Les députés des trois ordres répondirent ensuite chacun par un discours qui n'engageait à rien, et l'assemblée fut dissoute (1).

Les cahiers cependant avaient servi de base à un long travail qu'avait fait le chancelier, et qu'il adressa au parlement de Paris, sous le titre d'ordonnance d'Orléans, pour le faire enregistrer. Dans les chapitres intitulés : De l'état ecclésiastique, de la justice, de la noblesse, des tailles et subsides, et de la marchandise, il avait inséré presque toutes les réformes sages et utiles qu'avaient proposées les différents ordres ; il avait rendu, soit au clergé inférieur, soit aux laïques, une grande part dans l'élection aux dignités ecclésiastiques ; il avait pourvu à la suppression successive des offices surabondants de judicature, et à la réduction des frais de justice ; il avait réprimé les vexations de la noblesse dont le tiers-état s'était plaint, apporté quelque modération à l'assiette toujours arbitraire de la taille, et remédié à quelques abus que le commerce avait signalés (2). Mais le parlement de Paris se défiait du chancelier, qu'il croyait être son ennemi ; il était jaloux en même temps de l'autorité des états-généraux, auxquels il prétendait ne pouvoir être soumis ; il était blessé dans ses intérêts par les réformes de la justice ; il ne l'était pas moins par la suppression d'un quartier de ses gages qui l'avait atteint comme tous les autres pensionnaires de l'État ; et s'attribuant un contrôle sur le résultat des travaux des états que le chan-

(1) Procès-verbal, p. 189. États-général., T. I. — Garnier, T. XV, p. 98. — Mém. de Castelnau, L. III, c. 2, p. 63. — La Place, L. IV, f. 154. — De Thou, L. XXVII, p. 13. — Davila, L. II, p. 69. — Th. de Bèze, L. IV, p. 445.

(2) Ordonnance d'Orléans, Recueil des états-généraux, T. I, p. 287-329. — Isambert, T. XIV, p. 63.

celier avait agréés, il avait sanctionné seulement quelques-uns des articles, et rejeté le plus grand nombre. Des négociations avec cette assemblée pour l'enregistrement de l'ordonnance d'Orléans se prolongèrent pendant la plus grande partie de l'année (1).

On avait lieu de croire que le chancelier, ou penchait intérieurement vers la réforme, ou du moins croyait la tolérance la politique la plus convenable à l'État. L'édit de Romorantin, qu'il avait fait enregistrer au parlement le 16 juillet de l'année précédente, quoiqu'il menacât du dernier supplice, soit les membres des assemblées qui se rendaient coupables de quelque violence, soit les ministres du culte réformé, avait eu pour conséquence de soumettre seulement aux peines canoniques les simples erreurs de la foi (2). Cet édit n'avait été enregistré que provisoirement par le parlement de Paris, et encore après plusieurs lettres de jussion. Le chancelier adressa, le 7 janvier, des lettres closes au parlement pour lui ordonner de publier l'édit de Romorantin, et d'ouvrir les prisons à tous ceux qui s'y trouvaient détenus pour cause de religion. Mais le parlement, depuis le supplice d'Anne du Bourg, s'était jeté entièrement entre les bras des fanatiques, soit en haine des députés aux états et du chancelier qui se montraient tolérants, soit pour demeurer conséquent avec lui-même, et continuer à punir ce qu'il avait toujours puni. Tandis que le conseil d'État, dirigé par le chancelier, interdisait sous des peines sévères aux sujets du roi de s'injurier par les noms de huguenots et de papistes, et répétait l'ordre de rendre tous les religionnaires à la liberté, le parlement menaçait du dernier supplice, soit ceux qui assisteraient au prêche, soit ceux qui vendraient des livres défendus (3).

Catherine, autant qu'on peut le présumer, était indifférente en matière de religion, et ne considérait l'Église que sous le rapport politique. La plupart des dames de sa maison, et

(1) Isambert, p. 330-384.

(2) Voyez le texte dans La Place, L. II, f. 65.

(3) De Thou, L. XXVII, p. 15. — Th. de Bèze, L. IV, p. 458. — Davila, L. II, p. 70. — Garnier, T. XV, p. 107.

celles auxquelles elle accordait le plus de confiance, étaient dévouées aux huguenots. Après le chancelier l'Hospital, un de ses conseillers les plus intimes était Jean de Montluc, évêque de Valence, qui penchait assez ouvertement pour la réforme. L'esprit manifesté par les états-généraux, malgré les efforts des Guises pour les peupler de fanatiques, avait fait conclure que la grande majorité dans la nation, tant parmi la noblesse que parmi ceux du tiers-état qui avaient obtenu quelque éducation, était gagnée à la réforme. Coligni faisait entrevoir à l'avenir le moment prochain où, la réforme triomphant dans toute la France, les biens immenses du clergé pourraient être appliqués à payer les dettes dont elle était accablée, et la laisser encore dans l'aisance. Ni les uns ni les autres n'apercevaient cette classe si nombreuse du peuple, vivant dans une profonde ignorance, qui pendant longtemps ne paraît prendre aucun intérêt aux affaires publiques, mais qui, lorsque tout à coup elle se livre à ses passions, fait taire toute autre voix que la sienne. Ils ne ménageaient point non plus assez les vieux capitaines qui, sous le règne de François I^{er} et de Henri II, avaient reçu leur religion des ordres de la cour, et détestaient l'hérésie comme une désobéissance contraire à la discipline militaire. Le connétable de Montmorency, parent du prince de Condé, oncle et protecteur des Châtillons, et ennemi des Guises, avait jusqu'alors donné indirectement son appui au parti protestant ; mais lorsqu'il le vit triomphant à la cour, surtout lorsqu'il entendit prêcher Montluc, évêque de Valence, il protesta avec sa brutale énergie qu'on ne lui ferait pas écouter une autre fois des opinions que ses maîtres, François I^{er} et Henri II, avaient condamnées (1).

Le 5 février, le roi, avec toute la cour, quitta Orléans pour revenir à Fontainebleau, et le cardinal de Lorraine retourna dans son archevêché de Reims. Il conduisit avec lui la veuve du dernier roi, Marie Stuart, reine d'Écosse, qu'il mena d'abord à Joinville chez son aïeule, Antoinette de Bourbon, d'où elle passa chez sa belle-sœur, à la cour de Lorraine, pendant

(1) De Thou, L. XXVII, p. 42. — Davila, L. II, p. 70.

qu'on réglait son douaire. Le prince de Condé était revenu à Fontainebleau, et au moment où il entra dans la salle du conseil, il somma le chancelier de déclarer s'il existait entre ses mains quelque pièce qui le chargeât des crimes pour lesquels il avait été récemment arrêté; le chancelier répondit qu'il n'y en avait aucune, et le prince fut, par arrêt du conseil, déchargé de toute accusation (1).

Les Bourbons se trouvaient dès lors au conseil associés au duc de Guise; et le roi de Navarre, qui se reprochait de n'avoir pas profité davantage de la faveur de la noblesse pour se faire déférer la régence, pressait Catherine de disgracier les Guises et de les forcer à se retirer. Il menaça la reine de quitter la cour avec tous les princes du sang, le connétable, les Châtillons, et toute leur suite, qui semblait comprendre presque toute la noblesse. Mais le connétable, mandé immédiatement par la reine, reçut de l'enfant roi l'ordre de ne pas s'éloigner, car sa présence était nécessaire à la sûreté de la couronne.

Montmorency déclara qu'il obéirait quoiqu'il fût alors même au moment de monter à cheval. Il souffrait dans son orgueil de jouer un rôle secondaire, tandis qu'en restant auprès de la reine et du roi, comme leur protecteur, il lui semblait devenir l'arbitre entre les deux partis. Le roi de Navarre ne partit point de Fontainebleau, et la reine, pour acheter sa réconciliation, lui accorda le titre de lieutenant-général du royaume, et partagea son autorité avec lui. Elle en donna avis le 30 mars au parlement de Paris, l'assurant en même temps que le plus parfait accord régnait entre elle et tous les princes du sang. Elle avait appris que dans les états de l'île de France, tenus à Paris le 20 mars, on avait refusé les subventions demandées par les états-généraux, jusqu'à ce que le roi de Navarre fût investi de la régence (2). Ce fut un motif pour elle de convoquer de nouveau tous les états provinciaux pour le 25 mai, en les prévenant qu'ils n'avaient point à s'occuper de la con-

(1) De Thou, L. XXVII, p. 38. — Th. de Bèze, L. IV, p. 435. — La Place, L. V, p. 167.

(2) Journal de Bruslart. Mém. de Condé, T. I, p. 24, 25.

stitution du gouvernement, sur laquelle tonte la famille royale était bien d'accord, mais seulement des moyens d'acquitter la dette publique, et de la nomination de trois députés, un par chaque ordre, dans chacun des treize gouvernements, pour lui porter à Melun la réponse de la France. Elle l'attendait le 1^{er} août, jour auquel elle ajournait la reprise des états-généraux (1).

Si la reine avait vu avec inquiétude les états provinciaux de la ville de Paris agiter la question de la régence, et donner ainsi un exemple qui pouvait être suivi dans toutes les autres provinces, les anciens favoris avaient été plus troublés encore par la demande faite au roi de Navarre dans ces mêmes états de faire rendre gorge à tous ceux qui avaient été enrichis par les prodigalités des derniers règnes; le connétable de Montmorency, la duchesse de Valentinois et le maréchal Saint-André en conçurent autant d'alarme que d'irritation. Ce dernier, qui s'était plus illustré encore par sa prodigalité et ses vices que par ses talents, avait dissipé les immenses bienfaits qu'il tenait de Henri II, et en particulier la part qu'il s'était fait attribuer dans toutes les confiscations des protestants. Il avait un égal intérêt à ce qu'on ne pût point éclaircir les comptes du passé, et à ce que les huguenots n'arrivassent jamais au pouvoir. Ce fut lui qui fit au connétable de premières ouvertures pour le réconcilier avec les Guises, et réunir dans le même parti tous ceux qui étaient attachés à l'ancienne foi catholique; la duchesse de Valentinois, s'aidant du souvenir de ses liaisons galantes avec le connétable, et du mariage de sa fille avec le duc d'Anjou, regagna bientôt son ancienne intimité dans les deux familles: la seconde femme du connétable, fille de René, bâtard de Savoie et comte de Villars, était également jalouse et de ses fils du premier lit et de ses neveux; elle piqua d'honneur son mari en le suppliant de ne pas démentir le grand nom qu'il portait ou son titre de premier baron chrétien, et de ne pas se faire désigner comme fauteur de

(1) Mém. de Condé, T. II, p. 279.

l'hérésie. Le vieillard, irritable et jaloux, était blessé de ne jouer qu'un rôle secondaire dans le parti de ses neveux ; il se croyait menacé dans ses richesses, qu'il avait toute sa vie aimées plus que toute chose au monde. Pendant la semaine sainte, il se rapprocha du duc de Guise, qu'il rencontrait chaque jour presque seul à la chapelle catholique du château, tandis que la foule des courtisans suivait le prêche des huguenots. Ils communiaient ensemble le jour de Pâques, 6 avril 1561, après quoi une intime alliance pour la défense de la religion catholique, et le maintien des libéralités du feu roi, fut jurée entre le connétable de Montmorency, le duc de Guise et le maréchal Saint-André ; on la nomma le triumvirat (1).

Cependant, le jeune roi Charles IX fut sacré à Reims le 15 mai par les mains de l'archevêque, cardinal de Lorraine, et l'on vit dans cette cérémonie le duc de Guise prendre le pas sur le duc de Montpensier, quoique celui-ci fût prince du sang. Le prince de Condé n'y assista pas ; il était alors occupé de faire prononcer par le parlement la nullité du procès qui lui avait été intenté, et d'en faire anéantir toutes les pièces. L'arrêt qu'il sollicitait fut rendu le 13 juin ; en même temps la cour prononça aussi l'innocence de la dame de Roze, belle-mère du prince, du sieur de Cani et du vidame de Chartres. Ce dernier, seul rejeton de l'ancienne maison de Vendôme, était mort en prison, et ses biens et ses titres passèrent à la Ferrière Maligni, son beau-frère, un des chefs les plus hardis des protestants (2).

Cependant le parlement, qui avait déclaré innocent le second des princes du sang, plus encore par jalousie de ce qu'on avait voulu le faire juger par des commissaires que par conviction, s'engageait en même temps toujours plus vivement dans le parti du catholicisme et de l'intolérance. Il

(1) De Thou, L. XXVII, p. 42. — Davila, L. II, p. 72, 73. — La Place, L. V, p. 170. — Bèze, L. IV, p. 436. — Le Laboureur, T. I, p. 745, addit. à Castelnau.

(2) Les arrêts dans les Mémoires de Condé, T. II, p. 391. — De Thou, L. XXVII, p. 47. — La Place, L. V, p. 181.

répétait ses remontrances contre l'édit de Romorantin; il rendait arrêt sur arrêt pour interdire, sous peine de mort, les assemblées des protestants; il ne se contentait pas de les publier à Paris, il les faisait publier aussi dans les principales villes de son ressort; il avait témoigné un vif mécontentement de ce que le chancelier avait adressé directement aux sièges inférieurs son édit du 19 avril, qui défendait de s'entr'injurier par les noms de huguenots et de papistes (1). Loin de vouloir établir la paix entre les orthodoxes et les hérétiques, il se faisait un devoir de maintenir contre les derniers toute la rigueur des anciennes ordonnances, et il accusait secrètement la reine de trahir également, et la religion, et les lois du royaume, lorsqu'elle permettait à des hommes qui avaient abjuré la foi de leurs pères, d'entrer encore dans ses conseils.

Philibert-Emmanuel, duc de Savoie, travaillait alors même à l'accomplissement des projets pour l'extirpation de l'hérésie, que le parlement regrettait de voir ajournés en France; ces projets avaient été arrêtés de concert entre les souverains de la France, de l'Italie et de l'Espagne; mais la mort inattendue de François II les avait déjoués dans le premier de ces pays. Le duc de Savoie s'était chargé de détruire les Vaudois qui vivaient sous sa domination, et les nids d'hérétiques placés sur ses frontières à Genève et à Lausanne. Hubert de la Platière de Bourdillon, qui avait succédé à Brissac dans le gouvernement de Turin, devait lui fournir pour cela des troupes détachées des garnisons françaises qu'il commandait en Piémont, service pour lequel ce général avait montré cependant beaucoup de répugnance, parce qu'il craignait de compromettre ainsi les places qu'il était chargé de garder (2).

Dès le mois de mars 1560, le duc de Savoie avait interdit de continuer leur culte hérétique aux Vaudois qui, depuis plus de quatre cents ans, professaient dans les vallées de la Pérouze, d'Angrogne, de Luzerne et de Saint-Martin, une

(1) Mém. de Condé, T. II, p. 333, 343, 350, 369, etc. — La Place, L. V, p. 173.

(2) La Poplinière, Hist. de France, L. VII, fol. 249.

religion presque en tout semblable à celle des réformés. Pour les effrayer, il en avait fait brûler trois, il en avait envoyé une soixantaine aux galères; mais les Vaudois Piémontais, sans résister et sans abandonner leur foi, n'avaient opposé à ses ordres que des supplications. La duchesse Marguerite, sœur de Henri II, avait été touchée de leurs prières, elle pressa le duc de les laisser vivre en paix; le légat du pape au contraire insista pour leur extermination: c'était le moment où l'on tendait des embûches en France aux Bourbons et aux Châtillons; tous les hérétiques devaient périr en même temps. Le duc permit, pendant l'été, aux gentilshommes piémontais du voisinage d'aller saccager les quatre vallées; les moines d'un couvent de Pignerol prirent à leur solde des gens de guerre qui se joignirent à eux. Les uns et les autres en rapportèrent de grandes richesses; car les Vaudois, qui depuis plusieurs siècles s'étaient distingués par leur patiente industrie et leur abstinence de tous les vices, avaient prospéré dans ces belles vallées et y avaient multiplié les biens de la terre et les troupeaux (1).

Les pasteurs des Vaudois Piémontais décidèrent que des sujets n'avaient pas le droit de défendre même leur vie contre leur souverain; aussi ces malheureux n'opposèrent alors aucune résistance; mais après avoir célébré un jeûne solennel pour implorer la miséricorde de Dieu, ils se réfugièrent dans les gorges les plus ignorées et les plus sauvages de leurs montagnes, et dans quelques vastes cavernes, qui leur avaient déjà servi d'asile, ainsi qu'à leurs troupeaux, durant de précédentes persécutions; d'autres toutefois traversèrent le sommet des Alpes, et vinrent chercher un refuge chez leurs voisins les Vaudois des diocèses d'Embrun et de Briançon en Dauphiné. Ceux-ci habitaient les vallées de Fraisinières et de Quéras, et une vaste étendue de pays stérile entre la Durance et le sommet des Alpes. Ils ne vivaient que de la chasse et du pâturage; leur pauvreté était extrême, mais leurs corps étaient plus endurcis à la fatigue que ceux des Vaudois Piémontais, et

(1) La Poplinière, L. VII, f. 245.

leur courage plus exalté. D'ailleurs le brave Mouvans s'était réfugié au milieu d'eux, à Pragela, avec un assez grand nombre de protestants provençaux accoutumés aux armes; ils offrirent leur aide aux Vaudois du Piémont. Les ministres, consultés de nouveau et éclairés par leurs collègues de France, reconnurent que les peuples, dans une nécessité extrême et surtout lorsqu'il s'agit de leur foi, ont le droit de se défendre contre leurs tyrans. Le 2 novembre, les comtes de Raconis et de la Trinité entrèrent dans la vallée de Luzerne avec une petite armée piémontaise, qui accompagnait Thomas Jacquemelle, inquisiteur de la foi : celui-ci avait déjà, pendant l'été, envoyé un grand nombre de Vaudois au supplice. Mais les religionnaires avaient cessé de fuir; s'animant par le chant des psaumes et se regardant comme déjà dévoués à Dieu, ils ne connaissaient plus de périls, ils ne comptaient plus les ennemis; leurs habiles chasseurs, leurs bergers, accoutumés à gravir les rochers, déployaient une vigueur et une adresse égales à leur audace. Le brave Mouvans, avec ses réfugiés, les dirigeait et les secondait par son intelligence supérieure et sa connaissance de l'art de la guerre. Les Piémontais éprouvèrent des échecs multipliés; quelques bandes espagnoles arrivèrent à leur secours et leur enseignèrent des supplices plus cruels et plus prolongés à infliger à leurs captifs. Plusieurs martyrs périrent dans des souffrances sur lesquelles l'imagination ne peut s'arrêter sans horreur. La guerre n'avancait point cependant, et le duc de Savoie se dégoûtait de sacrifier tant d'argent et de sang pour détruire ses propres sujets. La cour de France l'abandonnait. Catherine, au lieu d'exterminer les protestants, les admettait dans sa confiance. Philibert-Emmanuel céda enfin aux instances de sa femme. Par un traité conclu avec les syndics et députés des quatre vallées, le 5 juin 1561, il accorda la paix aux Vaudois ses sujets, et la tolérance religieuse fut légalement établie dans les vallées des Hautes-Alpes (1).

(1) La Poplinière, L. V, f. 243-254. — La Place, L. V, p. 184-191. — De Thou, L. XXVII, p. 14-35.

En France, les protestants demandaient à obtenir de même la garantie des lois pour leur culte. Si les parlements et toutes les cours de justice leur étaient contraires, ils avaient pour eux le conseil du roi ; les Châtillons, plus puissants que jamais à la cour, insistaient pour une tolérance réelle ; les réformés demandaient que leur doctrine fût examinée avant d'être condamnée comme hérétique. Il n'était guère possible de les renvoyer au concile que le pape Pie IV, par une bulle du 29 novembre dernier, venait de convoquer de nouveau à Trente, mais qui ne s'ouvrit pas jusqu'à l'année suivante. Ce concile, objet de tant de brigues et de contradictions, même entre les princes catholiques, n'inspirait de confiance à personne (1).

Le cardinal de Lorraine, que tout le clergé de France regardait comme son chef, consentit à une conférence avec les chefs des réformés. Séduit, à ce que l'on assure, par sa vanité et par l'espoir de faire briller son érudition et son éloquence, il déclara qu'il serait prêt à disputer, fût-ce avec Calvin lui-même. En attendant la décision qui serait prise à la suite de cette conférence, le gouvernement sentit qu'il devait donner une règle commune aux tribunaux, et le chancelier résolut de faire délibérer ensemble le conseil d'État avec le parlement pour tracer cette règle. Les deux corps se réunirent le 19 juin, à sept heures du matin, sous la présidence du chancelier ; on y voyait les cardinaux, les princes du sang, les ducs, le connétable, les maréchaux de France, l'amiral, l'évêque de Paris, et tous les conseillers d'État. Mais quoique ceux-ci fussent nombreux, les membres du parlement, parmi lesquels il y en avait cent vingt-deux qui portaient le titre de conseillers, étaient plus nombreux encore. Le chancelier, qui avait reconnu dans le conseil d'État un esprit de paix, une juste appréciation de la force des partis, et un penchant vers la tolérance, ne retrouva point ces dispositions dans le parlement. Ce corps était au contraire indisposé contre lui, jaloux des états-généraux, que Pasquier appelle « une vieille folie qui court

(1) *Frà Paolo Sarpi, Concilio di Trento, l. V, p. 444.*

» en l'esprit des plus sages Français (1), » et attaché surtout à maintenir sa vieille jurisprudence. Les discussions se prolongèrent pendant vingt jours entiers. Plusieurs proposèrent de remettre en vigueur les anciens édits qui punissaient de mort et de confiscation de biens le crime d'hérésie ; d'autres demandaient qu'on sursît à toute punition jusqu'à ce qu'un concile, soit oecuménique, soit national, eût prononcé ; un troisième avis qui l'emporta de trois voix seulement sur les deux autres, entre lesquels il tenait le milieu, se rapprochait de l'édit de Romorantin, en laissant aux évêques la connaissance du crime d'hérésie et sa punition, qui ne devait pas excéder le bannissement ; mais il punissait de la confiscation de corps et de biens la célébration de toute assemblée religieuse ; c'était le triomphe du système que depuis le commencement de l'année le parlement avait opposé au conseil d'État. Le chancelier essaya encore d'apporter sur la minute de l'édit qui fut publié le 26 juillet, quelques adoucissements ; le parlement les repoussa comme des infidélités, et ne voulut accorder à l'édit de juillet qu'un eregistrement provisoire (2). La seule clause qu'il contint de favorable aux protestants, clause que Pasquier, tout empreint de l'esprit du parlement, regardait comme révolutionnaire, c'est qu'il était prohibé à tout homme de s'enquérir de ce qui se ferait dans la maison de son voisin.

La publication de l'édit de juillet fut un grand triomphe pour le parti catholique ; d'autre part, l'amiral Coligni et tous les protestants se plaignaient hautement qu'on leur enlevait une tolérance dont ils étaient en jouissance depuis le commencement de l'année. Guise répondait de son côté « que son » épée ne tiendrait pas au fourreau, quand il seroit question » de faire sortir effet à cet arrêté (3). » Le chancelier voyait

(1) Lettre à M. de Fonsomme, L. IV, lett. 9, p. 84.

(2) Mém. de Condé, T. I, p. 42; et T. II, p. 115. *Ib.*, p. 401-409. — Légende du card. de Lorraine, *Ib.*, T. VI, p. 63. — Lettres de Pasquier, T. IV, L. X, p. 85. — La Place, l. V, f. 182. — Édit de juillet, Isambert, T. XIV, p. 109. — La Poplinière, L. VII, f. 239.

(3) Pasquier, Lettre à M. de Fonsomme, p. 83.

cependant que rien n'était encore décidé, et qu'une autre puissance nationale commençait à se montrer dans le royaume, en opposition avec celle du parlement de Paris. Il avait été instruit sans doute de l'esprit qui avait dominé dans les états provinciaux assemblés le 25 mai, et il pouvait prévoir quel serait le résultat des états-généraux convoqués pour le 1^{er} août. Ces états, au lieu de se composer, comme ceux qui s'étaient assemblés à Orléans huit mois auparavant, de plusieurs centaines de personnes, ne devaient plus comprendre que trois mandataires de chacun des treize gouvernements; mais leur puissance était celle des états provinciaux dont ils apportaient les cahiers, et comme le chancelier était suffisamment averti de l'extrême animosité que les deux autres ordres avaient manifestée contre le clergé, il ne voulut pas même les mettre en présence les uns des autres; il ordonna que les députés du clergé se réuniraient à Poissy et ceux des deux ordres séculiers à Pontoise. Pendant ce temps la cour était à Saint-Germain, à peu de distance de l'une et de l'autre ville (1).

Le roi fit à Pontoise l'ouverture de ces états-généraux par gouvernement, composés seuls de vingt-six députés, et sur lesquels les écrivains contemporains gardent presque tous le plus étrange silence. Les députés commencèrent par exiger que l'ordonnance d'Orléans, résultat des travaux de leurs prédécesseurs aux états de l'année précédente, fût enregistrée. Le roi de Navarre en fit la demande au parlement qui, par la bouche du premier président Le Maistre, lui répondit d'une manière si blessante, que celui-ci, par ordre du chancelier, fut suspendu de ses fonctions. Après des contestations assez vives, et après que le chancelier eut apporté, sur les observations de la cour, quelques modifications à son ordonnance, elle fut enfin enregistrée (2).

Les états présentèrent alors leurs cahiers, tels qu'ils les avaient formés par la réunion de ceux de chaque gouvernement. Ils roulaient sur trois objets principaux, la formation

(1) *Forme générale des états-généraux*, T. I, pièces justific. p. 8 et 10.

(2) Garnier, T. XV, p. 150-160.

du conseil d'administration, la pacification des troubles de religion, et la liquidation des dettes. Quant au premier objet, ils ratifiaient l'accord déjà subsistant entre la reine mère et le roi de Navarre, mais en réservant le droit des princes et celui des états-généraux; ils exigeaient de plus que les cardinaux attachés par leur serment à un autre souverain, les évêques obligés à la résidence dans leurs diocèses, et les princes étrangers (les Guises), fussent exclus du conseil d'État, et remplacés par un nombre égal de gentilshommes, dont les états laissaient le choix à la reine mère et aux princes. Ils voulaient aussi que, par un arrêt perpétuel et irrévocable, toutes les fois que le sceptre tomberait aux mains d'un roi âgé de moins de vingt ans, les états-généraux ou fussent convoqués, ou s'assemblaient d'eux-mêmes à Paris, dès le quatrième mois du nouveau règne, et que désormais dans tous les temps ils s'assemblaient tous les deux ans. Quant aux troubles de religion, les deux ordres demandaient que tous les édits contraires à la liberté religieuse, et notamment celui qui venait d'être rendu en juillet, fussent cassés et annulés; que dans chaque ville on cédât aux réformés, ou une église vacante, ou un lieu propre à bâtir un temple; qu'enfin un concile national fût assemblé pour ramener l'accord entre les croyances opposées. Quant aux dettes, les deux ordres en repoussaient également le fardeau sur le clergé; ils proposaient la spoliation complète de cet ordre, et ils mettaient en avant divers plans d'après lesquels tous ses biens auraient été ou séquestrés ou vendus; leur produit aurait servi non seulement à acquitter toutes les dettes, mais encore à procurer un fonds qui aurait soulagé le tiers-état d'une grande partie de ses charges. L'ordre judiciaire n'était guère plus ménagé que le clergé; les états proposaient de supprimer tous les offices de judicature, de police et de finances sans remboursement, et de faire remplir désormais tous ces emplois par des hommes amovibles, et réélus tous les trois ans (1).

(1) Garnier, T. XV, p. 160-170.

Le chancelier ne vit sans doute pas sans alarme des propositions qui auraient si complètement échangé la constitution de l'État, présentées par les députés des deux ordres réunis à Pontoise : heureusement que l'importance qu'attachaient alors tous les corps délibérants à bien garder leur secret, et le très petit nombre des commissaires, lui permirent de ne point ébruiter des propositions aussi menaçantes. Ces cahiers de Pontoise ne se trouvent point dans la collection des états-généraux ; ils ne sont donnés que d'une manière fort abrégée par la Place (1). Mais le discours de l'orateur du tiers-état, Jean Bretagne, premier magistrat d'Autun, qui en contenait le résumé, suffit pour répandre l'alarme parmi les prêtres comme parmi les juges, et c'était peut-être ce que voulait la cour.

Après que les députés de la noblesse et du tiers-état eurent annoncé que leurs cahiers étaient rédigés, ils furent convoqués pour le 27 août à Saint-Germain-en-Laye, et les députés du clergé qui étaient réunis à Poissy furent invités à s'y rencontrer aussi. C'était la première fois que ces derniers se trouvaient en présence des deux autres ordres. Ils virent avec étonnement que, dans le conseil royal qui les recevait, les rangs étaient intervertis. Les princes du sang n'avaient point voulu consentir à ce que les cardinaux se plaçassent au-dessus d'eux ; aussi celui de Bourbon avait pris place entre le roi de Navarre et le prince de Condé son frère ; ceux de Châtillon et d'Armagnac s'étaient résignés à se mettre après le prince de la Roche-sur-Yon. Les cardinaux de Tournon, de Lorraine et de Guise étaient sortis de l'assemblée (2). Le chancelier rappela aux états de Pontoise qu'ils n'étaient que la continuation de ceux d'Orléans ; il récapitula brièvement les questions qui leur étaient soumises, et invita les orateurs à parler avec liberté ; ensuite le député de la noblesse, qui n'est pas nommé par les historiens du temps, présenta modestement son cahier, en

(1) Lib. VI, f. 210 suiv. — La Poplinière, l. VII, f. 256 et 267.

(2) De Thou, l. XXVIII, p. 57. — La Place, l. VI, f. 196. — *Belcartus*, l. XXIX, p. 963.

priant le roi d'accueillir favorablement les demandes de son ordre ; mais le jurisconsulte Bretagne , qui se faisait nommer Vierge d'Autun , parce que du temps de César le premier magistrat de cette ville se nommait Vergobète , commença par la prière un discours fort semblable à un sermon , qui nous a été conservé fidèlement , et qui ne dut pas durer moins d'une heure. Il exposa quelles étaient les richesses du clergé , comment elles corrompaient ses mœurs , comment ses possessions territoriales , ayant droit de haute justice , lui imposaient des fonctions contraires à ses devoirs ; il dit que , déposées entre ses mains pour l'usage des pauvres et l'entretien des églises , ces richesses n'avaient pu être usurpées par lui sans infidélité , et il invita le roi en conséquence à s'en emparer pour subvenir aux pertes et aux embarras de l'État. Il représenta en effet que le peuple avait été si ruiné par les impôts précédents , qu'il était impossible de lui rien demander de plus pour acquitter les dettes dont le fisc était accablé (1). En même temps l'orateur recommanda la tolérance réciproque , et s'efforça de faire voir que les bases des deux religions étant les mêmes , ceux qui les professaient n'avaient point de motifs pour se haïr ou se persécuter.

L'humiliation éprouvée par les cardinaux , la faveur que la cour montrait aux Châtillons et aux prédicateurs huguenots , les harangues de la noblesse et du tiers-état , et les cahiers que présentaient ces deux ordres , donnaient lieu de croire que la révolution était déjà accomplie , et que la réforme était adoptée. Catherine , qui était principalement entourée de dames protestantes , ne doutait plus que leur parti ne fût le plus fort en France , et l'idée de voir acquitter toutes ses dettes , de rentrer tout à coup dans l'affluence , par la saisie des biens du clergé , lui souriait fort. Elle écrivit au pape une lettre artificieuse , dans laquelle , en demandant des réformes , en laissant entrevoir des projets ultérieurs , elle préparait une rupture avec la cour de Rome ,

(1) La Place, L. VI, f. 197-210. — Mém. de Condé, L. II, p. 437. — De Thou, L. XXVIII, p. 37. — La Poplinière, L. VII, f. 263.

pour le moment où il lui aurait convenu de la déclarer (1).

L'assemblée du clergé à Poissy ne se composait pas, cependant, comme celles des deux autres ordres, de treize membres seulement, dont un pour chaque gouvernement; la cour avait compté en faire une sorte de concile national, pour qu'il pût prononcer sur la controverse qui divisait toute la France, et s'engager au nom de l'ordre, si l'on parvenait à le déterminer à quelque grand sacrifice. Tous les évêques français y avaient été convoqués; par diverses causes cependant, il ne s'en trouva qu'une cinquantaine de présents. Ils avaient été appelés à s'occuper d'abord de la réformation des mœurs et de la discipline, tandis que les députés des deux autres ordres rédigeaient leurs cahiers; mais bientôt ils furent avertis qu'ils devaient entrer en conférence avec les principaux ministres de la réforme.

Avant le commencement de ces conférences, où le cardinal de Lorraine devait jouer le premier rôle, les Guises étaient revenus à la cour. Marie Stuart, reine d'Écosse et veuve de François II, avait passé quelque temps en Champagne avec son oncle le cardinal; le duc de Guise s'était ensuite chargé de l'accompagner jusqu'à Calais, avec ses frères, le duc d'Aumale et le marquis d'Elbeuf. Elle avait pris congé de la reine mère à Saint-Germain, et elle avait obtenu dans cette occasion, de toute la cour, des marques d'attachement qui redoublaient son regret de quitter la France, pour aller habiter l'Écosse encore sauvage. Son douaire, assigné sur la Touraine et le Poitou, avait été fixé à 20,000 livres de rente; elle emportait de riches bijoux; cette proie pouvait tenter quelque écumeur de mer; on craignait aussi pour elle quelque violence de la part d'Élisabeth d'Angleterre, qui voyait dans la reine d'Écosse une rivale. Beaucoup de jeunes gentilshommes s'offrirent à escorter Marie jusque dans son pays natal, et entre eux tous se distinguait Damville, le second fils du connétable, qui paraissait animé par un sentiment plus tendre qu'une simple

(1) De Thou, L. XXVIII, p. 60. — Davila, L. II, p. 82. — Th. de Bèze, L. IV, p. 645. — *Frà Paolo Sarpi*, L. V, p. 460.

galanterie envers une reine jeune et belle. Trois de ses oncles, d'Aumale, le grand-prieur et d'Elbeuf, s'embarquèrent avec elle; les trois autres prirent congé de leur nièce à Calais. La malheureuse princesse, les deux bras appuyés sur la poupe de la galère, du côté du timon et fondant en larmes, répétait sans cesse : *Adieu, France! adieu, France!* aussi long-temps qu'elle vit les côtes de ce pays, qu'elle quittait avec tant de regrets. Elle passa à portée de la flotte anglaise, qui ne lui donna aucun empêchement, et le 19 août elle entra dans le port de Leith, au-dessous d'Édimbourg (1).

Le duc de Guise, et les deux cardinaux ses frères, étant revenus à la cour, leur rencontre avec les Bourbons et surtout avec le prince de Condé pouvait chaque jour amener des batailles que Catherine de Médicis voulait éviter. Elle les fit donc consentir l'un et l'autre à une réconciliation solennelle, dans laquelle les paroles dont ils feraient usage avaient été réglées d'avance par le connétable. Ils furent introduits le 28 août dans la chambre du roi, où se trouvaient les principaux personnages de l'État. Le jeune monarque annonça qu'il voulait terminer leur différend, sur quoi le duc de Guise se déclara prêt à obéir au roi, et se tournant vers le prince, il lui protesta qu'il n'était point l'auteur de son emprisonnement, et qu'il ne l'avait pas même conseillé. « Qui que ce soit qui m'ait fait cette injure, répondit le prince, je le tiendrai toujours pour un malhonnête homme. — Je pense comme vous, répliqua le duc; mais cela ne me regarde point. » Et après ces paroles peu amicales, ils s'embrassèrent. En même temps, Catherine répara l'injustice dont Condé s'était plaint sous le règne précédent, en engageant le maréchal de Brissac à résigner en sa faveur le gouvernement de Picardie (2).

A peine une apparence de tranquillité avait été rendue à la cour par la réconciliation de ces deux princes, lorsque les

(1) Brantôme (qui l'accompagna dans ce voyage), T. V, p. 92. — La Place, L. VI, f. 194. — Castelnau, L. III, c. 1, p. 59. — Buchanan, L. XVII, p. 557, 559. — *Robertson's Hist. of Scotland*, B. III, p. 158.

(2) De Thou, L. XXVIII, p. 56. — Le procès-verbal dans Bèze, Hist. ecclési., L. IV, p. 472. — Le Labour., L. I, p. 745.

conférences de Poissy commencèrent. Dix ministres du saint Évangile, estimés les plus habiles de France, étaient arrivés à Saint-Germain, chacun accompagné par deux gentilshommes de sa province; en même temps deux illustres réfugiés, Théodore de Bèze, gentilhomme de Vézelay en Bourgogne, l'ami de Calvin, et le chef, après lui, de l'Église de Genève, et Pierre Martyr Vermiglio de Florence, qui, après avoir eu une grande part à la réformation d'Angleterre, était alors le chef de l'Église de Zurich, avaient été appelés par les ministres français, pour les diriger par leur prudence et leur savoir. Le réfectoire des religieux de Poissy avait été préparé pour les conférences, auxquelles le roi se rendit en cérémonie le 9 septembre à midi, accompagné de sa mère, du duc d'Orléans son frère, du roi et de la reine de Navarre, des princes et des grands officiers de la couronne. Six cardinaux, trente-six évêques, et un grand nombre de docteurs en théologie représentaient l'Église catholique. Le chancelier leur dit qu'il les regardait comme un concile national convoqué pour éclairer les novateurs par la persuasion, ou les convaincre de mauvaise foi, et après leur avoir recommandé la modération dans la dispute, il fit introduire les ministres de la réforme, qui se rangèrent derrière la balustrade.

Théodore de Bèze s'étant mis à genoux avec tous ses frères pour prier à haute voix, prit ensuite la parole, avec modération, avec méthode et avec éloquence. Il exposa quelle était cette foi pour laquelle on les avait crus dignes du supplice : il montra d'abord en quoi les novateurs s'accordaient avec l'Église romaine, puis en quoi ils différaient; il s'exprima sans amertume, et il fit évidemment une impression profonde sur ses auditeurs. Lorsqu'il arriva cependant à l'article de la présence réelle dans l'eucharistie, il déclara qu'il croyait le corps du Seigneur aussi éloigné de son symbole dans la sainte Cène, que le ciel est éloigné de la terre. C'était le point sur lequel les prélats catholiques s'étaient promis de faire porter surtout la controverse, car c'était celui sur lequel les réformés étaient le moins d'accord entre eux. Luther avait à peine introduit à cet égard quelque changement dans la doctrine

de l'Église ; il avait repoussé sous le nom d'hérétiques sacramentaires ceux qui niaient la transsubstantiation. Le cardinal de Lorraine avait annoncé à plusieurs princes allemands, qu'il n'était pas loin d'admettre pour ce dogme la confession d'Augsbourg, et ceux qui commençaient à circonvenir le roi de Navarre, pour le détacher de ses anciens alliés, lui présentaient aussi la confession d'Augsbourg comme la doctrine des plus sages entre les réformateurs eux-mêmes. Le cardinal de Tournon interrompit donc Théodore de Bèze, et releva ses paroles comme un blasphème dont il se montra vivement scandalisé. Il protesta de sa douleur de ce que le jeune roi avait été conduit à cette conférence, pour entendre de telles impiétés, et il le supplia du moins de suspendre son jugement, jusqu'à ce qu'elles eussent été victorieusement réfutées. Ce fut le cardinal de Lorraine qui se chargea de cette réfutation ; mais il l'ajourna jusqu'à la séance du 16, à laquelle toute la cour assista de la même manière. Il commença par déclarer que s'il professait avec tout le clergé une obéissance implicite à l'autorité royale dans toutes les matières temporelles, c'était à son tour le roi qui devait obéir à l'Église, et à ses seuls représentants les évêques, dans tout ce qui tenait à la foi. C'était aussi comme juges que les évêques devaient prononcer sur ces hommes qui s'étaient séparés de l'Église, et qui, annonçant leur repentir, se disaient disposés à y rentrer dès qu'on les aurait convaincus de leurs erreurs. Cependant il promettait que les évêques les considéreraient aussi comme frères, dès qu'ils se seraient soumis. Pour les convaincre de leurs erreurs, il ne s'attacherait point à les suivre dans tous leurs raisonnements ; il se contenterait seulement d'établir deux vérités. L'autorité de l'Église représentée par les évêques, en matière de foi, et la présence réelle du corps et du sang de Jésus-Christ dans le saint sacrement.

Le cardinal développa ensuite ces deux principes, dont l'un appelait les réformés à se soumettre à l'Église romaine au lieu de disputer contre elle, et l'autre appelait les réformés à se disputer entre eux ; ses raisonnements parurent convaincants aux évêques et aux docteurs de Sorbonne. Aussi le car-

dinal de Tournon se levant , déclara en leur nom à tous qu'il ne pouvait y avoir que des gens de mauvaise foi qui ne se rendissent pas à une telle évidence ; et que le roi devait exiger des ministres qu'ils signassent immédiatement ces deux articles , ou les chasser ignominieusement de sa présence. Théodore de Bèze demanda à répondre tout de suite , mais la cour était fatiguée du discours du cardinal de Lorraine qui avait duré deux heures , et elle s'ajourna à une autre séance.

Dans l'intervalle entre cette séance et la suivante , Hippolyte d'Este , cardinal de Ferrare , arriva en France , avec la qualité de légat du saint-siège. Quoique les états , toujours assemblés à Pontoise , et l'université de Paris elle-même s'opposassent à ce qu'il exercât ses pouvoirs en France , le légat , qui avait beaucoup d'adresse dans l'esprit , et bien plus de politique que de foi , ne s'arrêta point à l'étiquette ; il se présenta à la cour comme un homme en qui François I^{er} et Henri II avaient mis leur confiance , et il obtint bien vite un grand ascendant sur Catherine ; il commença par lui faire sentir qu'il n'y avait que du désavantage à la grande solennité qu'elle avait donnée aux conférences , ou colloque de Poissy ; qu'il valait mieux en écarter le roi et les jeunes princes qui ne pouvaient rien y entendre , et en faire retirer aussi le cardinal de Tournon et les plus violents des ecclésiastiques , qui ne faisaient qu'aigrir les esprits ; enfin il l'engagea à renvoyer les représentants du clergé aux états-généraux , car ils y seraient plus utilement occupés si , pendant la durée même du colloque , ils prenaient quelque décision avantageuse aux finances de l'État. En effet , à la troisième séance , le 24 septembre , la reine ne parut plus accompagnée que des princes du sang et de quelques conseillers d'État. Cinq évêques et quelques docteurs demeurèrent seuls chargés de soutenir la controverse contre les ministres , et le cardinal de Lorraine renonçant au rôle de champion , prit celui de président de la conférence.

Théodore de Bèze entreprit la réfutation du discours du cardinal de Lorraine : il fut secondé par Pierre Martyr ; tandis que deux docteurs de Sorbonne , Despence et Xaintes ,

soutinrent l'argumentation du côté catholique. Le cardinal de Lorraine avait engagé quelques théologiens allemands de la confession d'Augsbourg à se rendre en France pour les opposer aux calvinistes : ces Allemands s'aperçurent du rôle odieux qu'on voulait leur faire jouer, et ils ne parurent point. Toutefois la crainte de scandaliser cette Église et de se brouiller ouvertement avec elle, causait le plus grand embarras à Bèze, qui, ramené toujours à la doctrine de la transsubstantiation, s'efforçait de rédiger sa croyance dans les termes les plus rapprochés et de la confession d'Augsbourg et de celle de l'Église romaine. « La foi, disait-il, » rend présentes les choses promises, et fait reconnoître au » fidèle, par l'efficace de la parole, la présence du vrai corps » et du sang de Jésus-Christ dans la Cène. » Mais aucune explication rationnelle ne pouvait satisfaire les docteurs de Sorbonne; c'était la confession du mystère dans toute son apparente contradiction, qu'ils voulaient arracher aux réformés. Jacques Lainez, général des jésuites, qui avait suivi comme théologien le cardinal de Ferrare, mais dont la société était toujours repoussée de France par la défiance du parlement, fut admis à parler à son tour dans cette troisième conférence; il traita les réformés de singes et de renards, et il protesta que la controverse permise à Poissy était en scandale au monde chrétien, car la condamnation de l'hérésie nouvelle devait être renvoyée au concile de Trente rassemblé pour cet effet (1).

L'aigreur qui se manifestait dans cette conférence faisait perdre à Catherine l'espoir d'une conciliation; et l'on commençait à reconnaître que des antagonistes ne peuvent pas se convaincre par la dispute, et que la prétention des évêques d'être juges de la controverse était inconciliable avec celle des protestants qui voyaient en eux leurs adversaires. A la

(1) Tous les discours sont rapportés dans Théod. de Bèze, *Hist. ecclési.*, L. IV, p. 490-665, et plus en abrégé dans La Place, L. VI, f. 216-280. — De Thou, L. XXVIII, p. 65-76. — Castelnau, L. III, c. 4, p. 71. — Lettres de Catherine, dans les *addit. de Le Laboureur*, T. I, p. 732. — La Poplinière, L. VII, f. 299.

persuasion des Châtillons, Catherine fit choix de cinq des théologiens les plus modérés parmi les catholiques ; ceux-ci , réunis avec cinq des plus illustres ministres, dressèrent une confession de foi relative à la sainte Cène, qui, par son ambiguïté, semblait répondre aux opinions des deux partis. Le cardinal de Lorraine et l'assemblée du clergé de Poissy déclarèrent, à la première lecture, que cette confession signée par Bèze, Martyr, Marlorat, des Gallards et l'Espine, chefs du parti protestant, répondait pleinement à leurs opinions : mais la Sorbonne l'ayant examinée avec plus de critique, la condamna comme hérétique, captieuse et insuffisante(1). Cette dernière tentative de conciliation ayant échoué, les catholiques et les protestants ne furent plus mis en présence les uns des autres, après la conférence du 26 septembre.

Cependant les députés du clergé assemblés à Poissy avaient éprouvé une telle alarme, soit de l'unanimité des deux autres ordres contre eux, soit de la faveur que la reine montrait aux protestants, qu'ils crurent nécessaire de faire un grand sacrifice pécuniaire pour regagner la protection royale. On leur avait demandé de se charger seuls de racheter les domaines engagés pour un capital de quinze millions, et on leur avait proposé d'aliéner pour cela quelques unes des plus riches abbayes dans chaque province. Le clergé repoussa toute idée d'aliénation, mais il offrit de se substituer au roi pour le service des intérêts jusqu'à ce qu'il eût acquitté le capital, ce qu'il s'engageait à faire en seize ans. Sur cette ouverture, le connétable et le duc de Guise furent envoyés à l'assemblée de Poissy, pour la déterminer à payer cette dette dans un terme beaucoup plus court, soit pour laisser au roi la liberté d'engager de nouveau ses domaines, soit pour ne pas le priver si longtemps du revenu des décimes, dont chacune rapportait 100,000 écus. Enfin, il fut convenu le 21 octobre que le clergé, pendant les neuf années suivantes, acquitterait chaque année un capital de 1,600,000 livres, et à cette condition, Guise et Montmorency promirent que l'ancienne religion serait main-

(1) Théod. de Bèze, L. IV, p. 603.

tenue dans tout le royaume. En même temps l'amiral et Dandelot furent envoyés aux députés des deux autres ordres à Pontoise. Ils leur promirent de faire abroger l'édit de juillet, de faire accorder dans tout le royaume l'exercice de la nouvelle religion, et à ce prix ils obtinrent enfin leur consentement à l'établissement pour six ans d'un nouveau droit sur les boissons, qui devait rapporter annuellement 1,200,000 livres (1).

A cette époque Catherine paraissait se déterminer tous les jours plus ouvertement pour la réforme : le gouverneur de son fils, Marcilly de Sipierre, avait été choisi par les Guises, et c'était un zélé catholique ; mais elle plaça au-dessus de lui, comme surintendant de l'éducation du jeune roi, le prince de la Roche-sur-Yon, qui était favorable aux protestants. De toutes parts ceux-ci, assurés de la faveur de la cour, s'assemblaient publiquement pour leur culte, et dans plusieurs villes ils s'étaient emparés de force des églises des catholiques. Le prince de la Roche-sur-Yon avait exigé d'eux que du moins à Paris, dont il était gouverneur, ils ne s'assemblassent que les jours ouvriers, pour éviter les dimanches et les jours de fêtes toute collision avec une populace désœuvrée ; mais les ministres répondirent que leurs ouailles étaient affamées de la parole de Dieu, et ils obtinrent, peu avant les fêtes de Noël, la permission de prêcher aussi les dimanches ; en même temps on leur enjoignit de restituer aux catholiques toutes les églises qu'ils leur avaient usurpées. Au faubourg Saint-Marceau de Paris, ils avaient un lieu de réunion nommé le Patriarche, près de l'église de Saint-Médard. Ils y étaient rassemblés le 27 décembre au nombre de plus de deux mille personnes ; les catholiques se portèrent à la même heure à Saint-Médard et firent sonner le carillon avec tant d'obstination que les protestants ne pouvaient plus entendre leur prédicateur. Ils envoyèrent à la congrégation voisine lui demander de discontinuer ce bruit ; mais toute communication entre ces deux assemblées aigries l'une contre l'autre était dangereuse.

(1) Ces résultats ne se trouvent que dans Garnier, T. XV, p. 202 ; d'après le procès-verbal des assemblées. — La Place n'est point complet, L. VI, p. 214.

Les catholiques se prétendirent insultés ; ils tuèrent dans l'église même un des députés huguenots ; l'autre s'enfuit auprès des siens pour réclamer protection ou vengeance. Les huguenots se précipitèrent vers l'église de Saint-Médard, en enfoncèrent les portes, y blessèrent une cinquantaine de personnes, et en garottèrent quatorze qu'ils conduisirent à la prison publique, comme ayant troublé la paix. A leur tour les catholiques du quartier prirent les armes, attaquèrent la maison d'assemblée des protestants, y entrèrent de force, et y mirent le feu. La commission du parlement qui informa sur ces désordres, condamna à mort deux officiers des archers, qui étaient accusés d'avoir montré plus de faveur aux protestants qu'aux catholiques ; et la populace, qui, de même que le parlement, se prononçait tous les jours plus fortement en faveur de ces derniers, arracha les cadavres de ces malheureux des mains du bourreau, et les traîna dans les rues (1).

Les chefs des catholiques n'étaient pas moins furieux que la populace, de voir la reine accorder une faveur toujours croissante aux protestants, fermer les yeux sur les violences des huguenots, ordonner dans les grandes villes le désarmement de la bourgeoisie, pour empêcher que le peuple ne se fît justice à lui-même ; enfin, se préparer à faire une complète révolution dans la religion de l'État. *Le sage* Pasquier, comme on a coutume de l'appeler, parle avec horreur « de » telle débauche que dans une même ville il y eût exercice » de deux diverses religions (2). » Dans des conférences entre le connétable, Guise et Saint-André, qu'on nommait les triumvirs, le dernier proposa d'enfermer la reine Catherine dans un sac et de la jeter à la rivière (3). Sans prendre un parti si violent, les triumvirs résolurent au moins de quitter la cour ; et Jacques de Savoie, duc de Nemours, qui était en-

(1) De Thou, L. XXVIII, p. 100. — Bèze, L. IV, p. 671. — Castelnau, L. III, c. 5, p. 74. — Lettres de Pasquier, L. IV, lett. 13, p. 90. — La Poplinière, L. VII, f. 279.

(2) Lettre de Pasquier à M. de Fonsomme, 15, p. 89.

(3) Brantôme, T. III, p. 590. — Le Laboureur, addit. à Castelnau, L. II, p. 81.

tièrement dévoué au due de Guise, prévoyant le moment prochain où leur parti serait appelé à prendre les armes, voulut lui donner l'appui du frère du roi, Henri, due d'Orléans, alors âgé de dix ans, qu'il s'efforça de séduire. Il avait engagé le jeune prince à s'enfuir avec lui de Saint-Germain ; mais le soir Henri raconta son projet à sa mère ; aussitôt Lignerolles, écuyer de Nemours, qui était resté au château pour le conduire, fut mis en prison, tandis que Nemours partit le matin avec le due de Guise pour Nanteuil, d'où il passa ensuite en Lorraine. Catherine donna, le 3 novembre, avis de cette tentative d'enlèvement à son ambassadeur, M. de L'Isle, à Rome ; et la réponse de celui-ci fait voir que le pape n'y était pas étranger (1). En même temps les religieux cherchaient à amener le peuple ; un bachelier avait soutenu devant la Sorbonne, dans une thèse publique, que le pape avait le droit de déposer les rois pour désobéissance et pour hérésie. Le chancelier, il est vrai, le dénonça au parlement, et força la Sorbonne à le désavouer (2). Il voulut aussi faire mettre en prison un frère minime qui exhortait les bourgeois de Paris à ne pas souffrir que le guet, payé de leurs deniers, servit à protéger les hérétiques. La crainte d'un soulèvement força bientôt le gouverneur de Paris à le faire relâcher (3).

Le clergé catholique cherchait en même temps des secours au dehors pour se défendre contre la reine et ses conseillers huguenots. Il avait eu d'abord recours au pape Pie IV. Celui-ci, qui avait porté sur la chaire de saint Pierre les sentiments comme les habitudes d'un grand inquisiteur, voyait avec horreur l'indulgence accordée par la reine aux hérétiques ; il avait vivement approuvé le jésuite Laynez pour avoir, au colloque de Poissy, à l'exemple des antiques saints, et sans respect pour le roi ou les princes, soutenu la cause

(1) Mém. de Castelnau, L. III, c. 9, p. 88. — Observ. de Le Laboureur, T. I, p. 774. — Brantôme, T. III, p. 162. — Lettre de Chantonnay, ambassadeur d'Espagne, du 9 novembre. Mém. de Condé, T. II, p. 18.

(2) Journal de Brusart, Mém. de Condé, T. I, p. 60, 67. — *Frà Paolo*, L. V, p. 474.

(3) Mém. de Condé, T. II, p. 353.

de Dieu et reproché en face à la reine sa faiblesse. D'autre part, il avait trouvé de nombreux indices d'hérésie dans la harangue du chancelier, et il menaçait de le faire citer à l'inquisition (1). Mais le pape lui-même sentait que son pouvoir n'était plus égal à celui de ses prédécesseurs ; il se voyait placé dans une entière dépendance de la maison d'Autriche. Le faible empereur Ferdinand ne lui inspirait, il est vrai, ni crainte ni espérance ; mais Pie IV n'osait rien refuser à Philippe II d'Espagne. Ce dernier, tout en affectant avec le pontife le langage de la plus respectueuse déférence, le regardait comme un instrument dont il savait se servir pour arriver au grand but de sa politique. Pie IV, au commencement de cette année, avait donné la plus honteuse de toutes les marques de déférence aux ordres de la cour d'Espagne, celle de condamner et de faire périr les neveux de son prédécesseur, qu'il ne croyait point coupables. Philippe II n'avait point pardonné aux Caraffa la guerre qu'ils lui avaient faite ; et tandis qu'il leur témoignait de l'amitié, il avait exigé que le pape leur intentât un procès criminel à l'occasion de l'assassinat de la femme du duc de Palliano. Après neuf mois de prison, le cardinal Charles Caraffa fut étranglé dans la nuit du 3 au 4 mars 1561, dans son cachot, malgré les instances de tous ses collègues qui demandaient sa grâce ; son neveu, le cardinal Antonio Caraffa, reconnu pleinement innocent, fut condamné à une amende de 100,000 écus ; son frère, le duc de Palliano, avec deux de ses gentilshommes, furent décapités. Pie IV disait lui-même que de toutes les actions de sa vie c'était celle dont il ressentait le plus de regrets, quoiqu'il crût avantageux d'intimider ainsi les neveux des papes futurs. La mémoire des Caraffa fut réhabilitée sous le règne suivant, et leur juge puni de mort. Pie IV, d'autre part, qui prétendait à tant de zèle contre le népotisme, comblait de richesses et de grandeurs ses neveux, les comtes Borromei, anciens seigneurs d'Arona sur le lac Majeur (2).

(1) *Frà Paolo, Concilio di Trento*, L. V, p. 463.

(2) De Thou, L. XXVIII, p. 91, 94. — *Onofrio Panvinio, Vita di Pio IV.*

Le pape Pie IV avait repoussé avec horreur et comme une entreprise schismatique la proposition d'assembler un concile de l'Église gallicane, et de l'appeler à quelque arrangement avec les hérétiques, ainsi qu'on l'avait tenté à Poissy. Il avait toujours demandé que la cause en son entier fût renvoyée au concile œcuménique qu'il convoquait à Trente. Cependant il éprouvait déjà à l'occasion de ce concile d'extrêmes difficultés. La cour impériale et la cour de France avaient témoigné leur mécontentement de ce que la bulle de convocation donnait à entendre que le concile de Trente, au lieu d'être un concile nouveau, serait la continuation du précédent qui n'avait jamais été reconnu par les protestants. La cour d'Espagne ne montrait pas moins de mécontentement de ce que la même bulle ne déclarait pas expressément que le concile ne serait point un concile nouveau, mais la continuation du précédent (1). Les princes protestants d'Allemagne avaient enfin appris qu'ils ne pouvaient rien espérer d'un concile, aussi ne demandaient-ils que la conservation de la paix de Passaw, et avaient-ils refusé de recevoir les nonces du pape. Ces nonces avaient été également refusés par Élisabeth, reine d'Angleterre, et par les rois de Suède et de Danemarck; en sorte qu'il était déjà évident que l'autorité du concile qui allait se rassembler à Trente ne serait point reconnue par ceux qu'on voulait lui faire juger (2).

Le recours du clergé catholique de France au pape chef de l'Église était dans ses droits; mais ceux qui tentaient de correspondre avec Philippe II, roi d'Espagne, s'exposaient à être accusés de haute trahison. Cependant Philippe II, dont le fanatisme s'accordait avec la politique, aspirait à l'honneur d'être dans toute l'Europe le champion de l'inquisition encore plus que de l'Église. Il avait en horreur toute liberté politique comme toute indépendance de la pensée; la prétention d'un peuple à maintenir ses droits, à poser des bornes devant l'au-

p. 339. — *Muratorì, Ann. T. XIV, p. 447. — G. B. Adriani, L. XVI, p. 1179.*

(1) *Frà Paolo Sarpi, L. V, p. 431.*

(2) *De Thou, L. XXVIII, p. 81-87.*

torité royale, lui paraissait une révolte sacrilège. Mais cette même soumission à la volonté royale qu'il exigeait de tout sujet, il était prêt à la montrer lui-même envers ce qu'il croyait la loi divine; et toute résistance, toute hésitation à recevoir, ou la foi de l'Église, ou l'ordre du monarque, lui paraissaient également dignes du dernier supplice. Depuis que la crainte et la haine avaient éveillé le zèle fanatique des catholiques, c'était un tel chef qu'il leur fallait. Une requête, qu'on eut dressée par le cardinal de Lorraine et quelques docteurs de Sorbonne, fut expédiée au nom du clergé de France à Philippe II, pour implorer contre les protestants son aide comme celle du plus puissant et du plus religieux des princes. Un prêtre, nommé Arthur Didier, fut arrêté près d'Orléans, lorsqu'il se rendait en Espagne, porteur de cette requête et d'autres instructions secrètes. Il fut déféré au parlement et condamné, le 14 juillet, à faire amende honorable; après quoi il fut enfermé dans un couvent de chartreux, d'où ses partisans trouvèrent bientôt moyen de le faire évader (1).

D'autre part, Catherine, qui voulait se conserver sur un pied de bonne intelligence avec Philippe II son gendre, chargeait ses ambassadeurs en Espagne d'expliquer sa conduite, de protester de son attachement à la foi catholique, et de justifier d'après leur but les ménagements et la dissimulation où elle se voyait forcée de descendre; mais Philippe affecta dans ses réponses de prononcer comme un arbitre, presque comme un supérieur, sur les affaires de la religion en France. Il blâma le colloque de Poissy; il blâma le projet d'un concile national, et il fit dire aux ambassadeurs, par le duc d'Albe, « qu'il souhaitoit qu'on punit sans aucun » respect humain tous les sectaires de France, avec la » même rigueur dont le roi Henri II avoit usé....; et si » la reine manquoit à un si juste devoir, Sa Majesté Catho- » lique avoit résolu de sacrifier tous ses biens, et sa vie » même, pour arrêter le cours d'une peste qu'il regardoit

(1) Th. de Bèze, L. V, p. 750 et suiv. — *Frà Paolo Sarpi*, L. V, p. 458. — De Thou, L. XXVIII, p. 79.

» comme menaçant également la France et l'Espagne (1). »

L'ambassadeur de Philippe II en France, Perrenot de Chantonay, frère du cardinal Granvelle, était le confident de tous les chefs du parti catholique. Il n'était pas moins ardent que son maître à demander des persécutions et des supplices ; et dans ses lettres à son roi, il lui dénonçait chaque jour Catherine comme favorisant les protestants, ou comme les autorisant à prêcher publiquement au château de Saint-Germain. « Faites compte, écrivait-il, qu'aujourd'hui ce qui est » loisible à Genève, tant quant aux prêches, administration » des sacrements, que choses semblables, se peut faire au- » tant impunément par tout ce royaume, commençant dès » l'hôtel même du roi ; et est tenu pour bête qui n'y fait du » pis qu'il peut (2). »

Chantonay était cependant trop homme de parti pour réussir dans une négociation qui demandait de l'adresse, celle de rattacher le roi de Navarre au parti catholique. Ce fut le cardinal de Ferrare qui l'entreprit. Il avait commencé par se montrer plus courtisan que prélat ; par faire des avances à Odet, cardinal de Châtillon, qui n'était pas moins que son frère Coligni engagé dans le parti de la réforme ; par se déclarer prêt à tout entendre, à juger de tout favorablement. Il avait réussi à dissiper ainsi les préventions qu'excitait contre lui la pourpre romaine, et à reprendre les fonctions de conseiller d'État qu'il avait occupées sous François I^{er} et Henri II. Il avait bientôt remarqué que le roi de Navarre était blessé de demeurer sans crédit, malgré son titre de lieutenant général du royaume ; qu'il était jaloux de son frère le prince de Condé ; que, trop léger, trop inconséquent pour se placer à la tête d'un parti, il s'indignait cependant de ce que tous les chefs des huguenots l'abandonnaient pour s'attacher à Catherine. Les deux favoris de ce prince, Philippe de Lénoncourt, évêque d'Auxerre, et François d'Escars, hommes

(1) De Thou, L. XXVIII, p. 78.

(2) Lettre du 6 septembre 1561, p. 17. Recueil de ses lettres aux Mém. de Condé, T. II, p. 1-210.

méprisables et vicieux, qui s'étaient déjà vendus au duc de Guise, étaient plus disposés encore à s'attacher au roi d'Espagne ou au pape, qui étaient en état de les récompenser bien plus richement. Ils firent entrevoir à Antoine de Bourbon que Philippe II pouvait seul lui rendre ce royaume de Navarre, auquel il prétendait au nom de sa femme; mais qu'il ne pouvait espérer cette restitution qu'autant qu'il rendrait quelque service éclatant à la religion catholique. Ce prince, qui portait dans la dépendance le titre de roi, n'avait pas de plus ardent désir que de régner réellement. Il entra dans des négociations secrètes avec le cardinal de Ferrare, avec Prospero Santa Croce, nonce du pape, et avec Chantonnay, quoique ce dernier ne lui donnât jamais que le titre de duc de Vendôme. Chantonnay ne voulut lui reconnaître aucun droit à la couronne de Navarre; mais il l'assura que Philippe, par zèle pour la religion, était prêt à lui donner un autre royaume, celui de Sardaigne, d'où il lui serait ensuite facile d'étendre ses conquêtes sur Tunis et la côte d'Afrique. On lui proposa encore de faire prononcer son divorce d'avec Jeanne d'Albret, comme étant convaincue d'hérésie; alors il aurait épousé à sa place Marie Stuart, reine douairière de France, reine d'Écosse, prétendante au trône d'Angleterre, et il serait appuyé par la puissante alliance des Guises. Antoine de Bourbon, bercé par tous ces rêves de grandeur, commença dès lors à prêter l'oreille à ses ennemis, et à comploter secrètement la perte de ses amis les plus fidèles (1).

(1562.) Avant que Catherine se fût aperçue de cette défection, elle avait, de concert avec le chancelier de l'Hospital, cherché les moyens de remplacer l'édit de juillet qui lui avait été enlevé par l'influence des catholiques dans le parlement de Paris, et d'établir à sa place le système de tolérance que les états-généraux paraissaient demander. Elle convoqua à Saint-Germain, pour le commencement de janvier 1562, des

(1) De Thou, L. XXVIII, p. 96. — Davila, L. II, p. 80. — Castelnau, L. III, c. 6, p. 79. — Le Laboureur, *Ib.* T. I, p. 750. — Lettres de Chantonnay, Mém. de Condé, T. II, p. 20.

députés des huit parlements de France. Comme cependant c'était le chancelier qui avait désigné dans chaque parlement ceux qui devaient faire partie de la députation, il était assuré d'avance de leurs opinions et de leur caractère. Ces députés se réunirent à plusieurs reprises au conseil d'État, et l'Hospital ouvrit leurs conférences par la récapitulation de ce qui avait été fait en France pour la répression de l'hérésie depuis qu'elle y avait été prêchée pour la première fois. Il montra que les forces étaient désormais tellement balancées, que le seul parti sage pour le roi, c'était de se faire médiateur entre l'une et l'autre religion; car s'efforcer de faire triompher l'une ou l'autre, c'était la même chose que de se déclarer pour la guerre civile (1). Le cardinal de Tournon, le connétable, les maréchaux de Saint-André, de Brissac et de Termes, répondirent avec chaleur toute proposition tendante à la tolérance. Quant aux Guises, ils s'étaient absentés de la cour, et ils étaient alors en Lorraine ou en Alsace. Après plusieurs conférences, la reine proposa enfin les bases sur lesquelles fut rédigé l'édit du 17 janvier 1562 (2).

Par cet édit, l'obligation fut imposée aux protestants de rendre au culte catholique toutes les églises qu'ils lui avaient enlevées, et de laisser le clergé dans la jouissance de ses revenus et de ses dîmes. La peine de mort fut dénoncée contre ceux qui le troubleraient à l'avenir par des violences ou des profanations. Le culte protestant fut interdit dans les villes fermées, où l'on ne croyait guère possible de maintenir en paix, et l'une vis-à-vis de l'autre, les assemblées des deux religions hostiles; mais les protestants furent autorisés à s'assembler dans les campagnes, et ils y furent mis sous la protection de la loi. Pour garantir que rien ne se ferait de contraire à l'ordre public ni dans leurs prêches ni dans leurs synodes, il leur fut imposé l'obligation d'y admettre en tout temps les autorités locales. Cette transaction paraissait rai-

(1) Extrait des discours aux Mém. de Condé, T. II, p. 606. — De Thou, L. XXIX, p. 118.

(2) Théod. de Bèze, L. IV, p. 674. — Davila, L. II, p. 78.

sonnable, et les ministres rassemblés à Saint-Germain écrivirent des circulaires aux huguenots de toutes les églises de France pour les engager à la recevoir avec reconnaissance, et à s'y conformer. Mais dans le parti opposé, le parlement de Paris n'en jugea point ainsi, et il ne voulut enregistrer l'édit de janvier qu'après plusieurs lettres de jussion (1).

Ce fut le 23 janvier que le maréchal de Montmorency, gouverneur de l'Ile-de-France, présenta l'édit au parlement de Paris. Ce maréchal, intimement lié avec les Châtillons, ses cousins, et avec le prince de Condé, favorisait la nouvelle religion, encore qu'il n'en fit point ouvertement profession. Les gens du roi, après un examen sommaire, déclarèrent qu'ils trouvaient l'édit nouveau contraire en plusieurs points aux anciens édits et arrêts de la cour; car il tendait à établir une seconde religion dans l'État. Ils requièrent donc qu'il en fût fait remontrances au roi. Cependant la cour renvoya l'édit à l'examen d'une commission. Le lendemain, le roi de Navarre vint au parlement avec le maréchal de Montmorency, et demanda l'enregistrement de l'édit sans délibération, puisqu'il était en même temps le résultat des demandes des états-généraux et de la discussion approfondie du conseil d'État avec tous les parlements du royaume. En réponse, le parlement renvoya le président Christophe de Thou, et le conseiller Viole, porter à la reine, à Saint-Germain, des remontrances. Le parlement prétendait que les glorieux monarques François I^{er} et Henri II avaient, par leur sévérité, contenu l'hérésie; tandis qu'elle n'avait éclaté de partout que depuis qu'on avait accordé aux sectaires les premières lettres d'abolition. Il accusait le gouvernement de s'être montré plus indulgent encore qu'il ne l'avait promis par ses édits, et d'avoir empêché les bourgeois de Paris, en les désarmant, de se faire justice de ces novateurs, qui n'étaient qu'une poignée de mutins. Ils accusaient enfin l'édit de sanctionner expressément l'établissement d'une

(1) Le texte de l'édit de janvier, Bèze, L. IV, p. 674; et la circulaire des ministres, L. IV, p. 681. — Mém. de Condé, T. III, p. 8 et 21, et suiv. — De Thou, L. XXIX, p. 125. — Davila, L. II, p. 78. — Édit de janvier, Isambert, T. XIV, p. 124.

nouvelle religion lorsqu'il en permettait l'exercice hors des villes, et qu'il invitait les magistrats à inspecter les assemblées des sectaires. Il déclarait donc ne pouvoir en conscience procéder à l'enregistrement (1). Le conseil d'État, après avoir entendu les remontrances, rendit un arrêt pour ordonner que nonobstant ces remontrances il serait passé outre à l'enregistrement et à la publication de l'édit. Le chancelier, la reine Catherine, le jeune roi lui-même, parlèrent successivement aux députés pour répondre à leurs objections, pour leur faire sentir que toutes leurs difficultés avaient été pesées, pour montrer enfin que la paix du royaume exigeait la soumission du parlement. Celui-ci délibéra longuement, et répondit enfin, le 18 février, « qu'il ne pouvoit ni ne devoit en conscience procéder à l'enregistrement. » Le prince de la Rochesur-Yon fut alors chargé par la reine de prendre les moyens les plus expéditifs pour faire enregistrer l'édit. La fermentation n'avait cessé de s'accroître dans Paris par la résistance du parlement. Des bandes armées se présentaient de toutes parts; d'autres s'approchaient de la capitale. Il paraissait probable que les deux partis voulaient vider leur différend dans les rues. Enfin, sur les menaces du prince de la Rochesur-Yon et du maréchal de Montmorency, après quatre lettres-patentes du roi, le 6 mars, le parlement enregistra l'édit du 17 janvier, « attendu, dit-il, la nécessité urgente, sans approbation de la nouvelle religion; le tout par manière de provision, et jusqu'à ce qu'il en fût autrement ordonné(2). »

Pendant cette longue lutte avec le parlement, les événements avaient marché d'une manière toujours plus effrayante. L'Église réformée n'était point nombreuse à Paris; jamais on n'y avait rassemblé plus de huit ou dix mille personnes dans les temples, et encore ceux-là étaient pour la plupart étrangers à la bourgeoisie. Cependant les chefs de la réforme avaient senti la nécessité de se maintenir le plus long-temps

(1) Garnier, T. XV, p. 251. — D'après les registres du parlement, Mém. de Condé, T. III, p. 9 et suiv. jusqu'à 93.

(2) Extrait des registres, Mém. de Condé, T. III, p. 20. — De Thou, L. XXIX, p. 124.

qu'ils pourraient dans la capitale; et le prince de Condé, qui se mettait toujours plus ouvertement à la tête du parti, s'y était établi avec environ quatre cents gentilshommes : ceux-ci, secondés par trois cents vieux soldats que Dandelot avait amenés, trois cents étudiants, et trois ou quatre cents bourgeois, faisaient toute la force du prince; avec ces corps armés, il accompagnait les ministres, comme ils se rendaient au préche (1). Pendant ce temps, son frère, le roi de Navarre, avait ouvertement changé de parti. Il avait ordonné à sa femme, Jeanne d'Albret, de retourner en Béarn; il avait renvoyé de sa maison Bèze et les autres ministres, qui s'étaient réfugiés à Paris auprès de Condé; il avait chassé d'auprès de son fils ses anciens gouverneurs protestants, pour les remplacer par des catholiques; il avait pris querelle avec les Châtillons, à l'occasion de ce que Catherine avait appelé Dandelot au conseil d'État; et, de concert avec Chantonay, l'ambassadeur d'Espagne, il avait demandé l'éloignement des trois frères de la cour. Coligni, averti d'avance de la sommation qui allait être faite à la reine, et ne croyant pas le moment convenable pour faire un éclat, était parti pour sa terre de Châtillon-sur-Loing, avant que le ministre d'Espagne demandât audience. La reine repoussa avec hauteur cette intervention d'un monarque étranger dans ses affaires domestiques; elle déclara que le départ des Châtillons était volontaire; qu'elle entendait aussi que les évêques et les gouverneurs de province qui entraient au conseil, retournassent dans leur diocèse ou leur province. A ce titre, elle renvoya le cardinal de Tournon; mais quant au maréchal de Saint-André, qui d'après ses ordres aurait dû partir pour Lyon, il refusa d'obéir. Ne pouvant alors se débarrasser autrement de sa présence, elle emmena le roi au château de Monceaux, en Brie, trop petit pour y recevoir toute la cour, et elle n'y conduisit avec elle que le roi de Navarre, les secrétaires d'État et le légat (2).

(1) Davila, L. III, p. 83. — Bèze, L. IV, p. 721. — *Lettres de Chantonay*, p. 27.

(2) *Lettres de Chantonay*, du 25 février. — *Mém. de Condé*, T. II, p. 22.

Dans les provinces, l'édit de janvier avait été enregistré presque sans difficultés par les parlements de Rouen, Bordeaux, Toulouse et Grenoble. Celui de Dijon l'avait au contraire rejeté. Le duc d'Aumale était gouverneur de Bourgogne, et il y était représenté par Gaspard de Saulx-Tavannes, son lieutenant, qui n'était pas moins ardent que lui dans sa haine contre les huguenots. Loin de consentir à la tolérance que l'édit accordait aux sectaires, Tavannes chassa de Dijon plus de deux mille personnes, ordonnant aux paysans de leur courir sus, et défendant à tout sujet de les nourrir, de les loger, ou de leur donner aucun secours (1). Le parlement d'Aix repoussa également l'édit de janvier. Claude de Savoie, comte de Tende, qui depuis quarante-deux ans était gouverneur de Provence, favorisait les protestants; mais son fils aîné, le comte de Sommerive, se mettait à la tête des catholiques, et Pontevéz de Flassan, maire d'Aix, montrait plus d'ardeur encore à repousser toute tolérance comme une impiété. Un grand pin, planté hors de la ville, avait été choisi par les protestants pour leur lieu d'assemblée; c'était sous son ombre qu'ils faisaient leur prêche et qu'ils chantaient leurs psaumes; ce fut le même arbre que Flassan, suivi d'une populace fanatique, désigna pour le supplice de tous ceux qui lui étaient dénoncés comme professant la nouvelle religion. Chaque matin, pendant des semaines, on trouvait pendus aux branches de cet arbre les hommes et les femmes que ces furieux avaient enlevés de leurs maisons pendant la nuit. La reine envoya le comte de Crussol en Provence, pour seconder le gouverneur qu'on jugeait affaibli par l'âge. Flassan leur fit fermer les portes d'Aix, et braquer contre eux du canon. Lorsqu'il reconnut qu'il ne pouvait défendre la ville, il en sortit à la tête du parti catholique, mais il se fit précéder d'un étendard aux armes du saint-siège, avec deux clefs en sautoir, et d'un cordelier qui portait un grand crucifix de bois, tandis que chaque soldat avait à son cou un rosaire. Dans sa marche pour se rendre à Brignolles, puis à

(1) De Thou, L. XXXI, p. 213. — Mém. de Tavannes, T. XXVII, p. 79.

Barjols, il fit massacrer tous les protestants qu'il put atteindre, et il détruisit leurs maisons. Cependant les comtes de Crussol et de Tende entrèrent le 5 février à Aix, et y firent enregistrer l'édit de janvier (1). Le parlement de Bretagne enregistra aussi cet édit, après avoir fait quelques difficultés. Les protestants se multipliaient dans la province; ils y étaient protégés par le duc d'Étampes, gouverneur, et par Dandelot, qui y possédait des terres; mais plusieurs soulèvements de la populace contre eux à Rennes faisaient pressentir toute l'animosité du parti de l'intolérance (2).

La reine et le chancelier voyaient sans cesse s'accroître les difficultés et les dangers de leur situation; cependant ils persistaient dans leur système de balance entre les deux partis, de concession réciproque et de support, se flattant que l'habitude réconcilierait enfin les hommes de religion différente à se trouver en face les uns des autres, et que comme l'intolérance n'était en eux qu'une passion du moment, le bon sens public en triompherait. Mais d'autre part, le connétable de Montmorency et le maréchal Saint-André, se regardant désormais comme assurés de l'appui du roi de Navarre, jugèrent que le moment était venu de recourir à la force, pendant que le peuple, d'une extrémité à l'autre du royaume, semblait remué par une même fermentation, et ils écrivirent aux Guises de se mettre en route pour venir les joindre à Paris.

Le duc de Guise et le cardinal de Lorraine, pendant leur séjour en Champagne et en Lorraine, s'étaient de leur côté préparés à la guerre. Ils avaient rassemblé des soldats, et en même temps ils avaient négocié pour détacher les luthériens d'Allemagne de la cause des calvinistes de France. Le cardinal de Lorraine avait souvent répété, soit aux princes allemands, soit au roi de Navarre, qu'il n'aurait pas d'éloignement pour une réforme de l'Église, pourvu qu'on respectât le dogme de la transsubstantiation. Il avait appelé des théologiens luthé-

(1) De Thou, L. XXXI, p. 255. — Bouche, Hist. de Provence, T. II, p. 654.

(2) D. Taillandier, Hist. de Bretagne, L. XVIII, p. 285.

riens au colloque de Poissy, se flattant de les mettre aux prises avec les calvinistes, et quoiqu'il n'y eût pas réussi, il avait été chercher le duc de Wurtemberg, le 15 février, à Bergzabern, pour le remercier de lui avoir envoyé des docteurs. En ramenant sans cesse la controverse sur ce point comme fondamental, il engageait les théologiens des deux Églises réformées à se prononcer d'une manière toujours plus tranchée, à s'agrir les uns contre les autres, et à perdre de vue la cause de la liberté religieuse (1).

A peine le duc de Guise et le cardinal de Lorraine étaient de retour d'Alsace à leur terre de Joinville, lorsqu'ils reçurent les lettres du roi de Navarre qui les invitait à revenir à Paris. Le duc partit de sa terre de Joinville, le samedi 28 février, avec plusieurs gentilshommes et environ deux cents cavaliers, armés d'arquebuses et de pistolets; son frère le cardinal de Guise, et sa femme avec deux de ses enfants, le suivaient en litière. Il vint coucher à Dammartin, et le lendemain dimanche, 1^{er} mars, il devait passer à Vassy, petite ville de Champagne ayant prévôté et siège royal, où soixante hommes d'armes de la compagnie du duc de Guise et ses archers l'attendaient. Depuis six mois, une église protestante s'était formée à Vassy : elle comptait huit à neuf cents fidèles sur une population de trois mille âmes. Antoinette de Bourbon, mère des Guises, qui haïssait les protestants, se regardait comme personnellement offensée de ce que les hérétiques tenaient leurs assemblées si près de son château de Joinville, et elle avait souvent sollicité ses fils de l'en délivrer. Lorsque le duc de Guise approchait de Vassy, il entendit sonner des cloches. La Montagne, maître d'hôtel du duc d'Aumale, qui était à côté de Guise, ayant demandé ce que c'était, ou lui répondit que c'était le prêche des huguenots. « Par la mort Dieu ! » répliqua-t-il, on les hugueuotera bien tantôt d'une autre sorte ! »

Le duc de Guise descendit au Moutier de Vassy pour entendre la messe; mais il ressortit presque aussitôt en jurant

(1) De Thou, L. XXIX, p. 127. — Th. de Bèze, L. IV, p. 191.

et en mordant sa barbe, ce qui, chez lui, était le signe d'une grande colère; il se dirigea vers une grange où les huguenots avaient commencé leur prêche; déjà plusieurs hommes de sa suite étaient arrivés à cette grange: deux d'entre eux, La Montagne et La Brosse, y étaient entrés et avaient été invités à s'asseoir; au lieu de répondre, ils s'étaient écriés en jurant qu'il fallait tout tuer. La congrégation alarmée les avait poussés dehors, avait barricadé les portes, et s'était armée de pierres pour se défendre. Mais toute la troupe du duc de Guise s'y étant portée comme à un assaut, ces portes furent bientôt enfoncées et les soldats entrèrent dans la grange en tirant leurs pistolets et leurs arquebuses; beaucoup de huguenots furent tués sur la place, beaucoup furent blessés, plusieurs s'échappèrent par le toit, quoique les catholiques, dès qu'ils les y découvrirent, commençassent à tirer aussi sur eux; tout le reste de la congrégation fut chassé dans la rue où les attendaient deux haies de soldats entre lesquelles il fallait passer, et qui les pressaient d'avancer à coups de sabre. Pendant le massacre, qui dura une heure entière, la duchesse de Guise, qui de loin entendait les coups de pistolet, envoya supplier son mari d'épargner du moins les femmes grosses. Soixante personnes furent tuées, ou dans la grange, ou dans la rue; plus de deux cents furent grièvement blessés.

Le massacre de Vassy, c'est le nom sous lequel cet événement est connu dans l'histoire, fut le signal de la guerre civile. Toutes ces circonstances furent détaillées avec horreur par les protestants; les catholiques et le duc de Guise lui-même, effrayés de la responsabilité d'une première attaque, publièrent aussi des relations dans lesquelles ils s'efforcèrent de représenter cet événement comme fortuit. Malgré leur assertion, il est difficile de ne pas croire qu'au moment où ils se réunissaient en armes pour disputer aux protestants l'exercice public de leur culte que leur accordait l'édit de janvier, c'était un coup prémédité que l'attaque du duc de Guise contre une congrégation de huguenots, composée, à

ce qu'il assure, en partie de ses vassaux, et qui se trouvait la première sur son passage à peu de distance de ses terres (1).

(1) Voyez quatre relations du massacre de Vassy dans les *Mém. de Condé*, T. III, p. 111-149. — *Bèze*, L. IV, p. 721-726. — *Castelnau*, L. III, c. 7, p. 81. — *Le Laboureur*, T. I, p. 760. — *De Thou*, L. XXIX, p. 129. — *Davila*, L. III, p. 86. — *Brantôme*, T. III, p. 221.

FIN DU TOME DOUZIÈME.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ET ANALYTIQUE

DU TOME DOUZIÈME.

SUITE DE LA SEPTIÈME PARTIE.

LA FRANCE SOUS LE RÈGNE DE FRANÇOIS I^{er}.

CHAPITRE IX. *Dernière guerre de François I^{er}. Campagnes de Luxembourg et de Roussillon. Barberousse, appelé en Provence, assiège Nice avec les Français. Abandon du duc de Clèves. Défense de Landrecies. Victoire de Cérisoles. Danger de Paris, menacé par Charles V et Henri VIII. Paix de Crépy. — 1542-1544. Page 1*

1542. Depuis la rupture des négociations de Bruxelles, François était résolu à la guerre.	ib.
Charles V désirait la paix avec la France ; François voulait se relever d'une humiliation.	2
François aurait dû sentir qu'il pouvait se défendre, et non attaquer.	3
Février. Diète de Spire; discours de l'ambassadeur français; soupçons qu'il excite.	ib.
Le capitaine Paulin envoyé à Constantinople; ses négociations avec Soliman.	4
Traités d'alliance avec le Danemarck, 29 novembre 1541, et avec la Suède, 10 juillet 1542.	5
Alliance intime avec Guillaume de La Marck, duc de Clèves, prétendant à la Gueldre.	7
Le maréchal de Gueldre attaque les Pays-Bas; le roi déclare la guerre après l'avoir commencée.	8
Rassemblement simultané de cinq armées différentes.	9

1542.	Armée du dauphin, destinée au Roussillon, et du duc d'Orléans au Luxembourg.	Page 10
	10 juin, fin août. Conquête du duché de Luxembourg par le duc d'Orléans.	ib.
	Septembre. Orléans licencie son armée, et accourt dans le Midi; le Luxembourg reperdu.	12
	26 août. Le dauphin investit Perpignan; les Espagnols, avertis d'avance, s'étaient préparés.	13
	4 octobre. Le dauphin forcé à lever le siège; il rentre en France.	14
	Humeur de François 1 ^{er} ; le cercle de ses confidents se resserre chaque jour.	15
	1 ^{er} août. Le chancelier Poyet arrêté en punition de ce qu'il avait fait son devoir.	ib.
	Réforme de la gabelle pour rendre le prix du sel égal dans tout le royaume.	16
	Mécontentement des provinces exemptes; privilèges de La Rochelle violés.	17
	Surprise de La Rochelle par Tavannes; le roi menace les mécontents.	18
	31 décembre. Jugement des habitants de La Rochelle et des îles; le roi leur fait grâce.	19
	Nouvelles persécutions contre les protestants.	21
	Le roi averti que Barberousse lui amènera en Provence la flotte turque.	22
	Préparatifs de l'empereur pour une nouvelle campagne, avant de quitter l'Espagne.	23
	Campagne de Henri VIII contre Jacques V; mort de celui-ci, le 14 décembre.	24
1543.	11 février. Traité d'alliance entre Charles V et Henri VIII.	25
	24 mars. Victoire de van Rossem à Sittard, dans le duché de Juliers.	26
	Fin mai, fin juillet. Campagne de François 1 ^{er} autour de Landrecies.	27
	Mai et juin, l'empereur en Italie; juillet et août, il traverse l'Allemagne; séjour à Spire.	ib.
	22 août. Charles attaque et prend d'assaut Dueren. Soumission du duc de Clèves.	28
	Septembre. Campagne de François en Luxembourg; le mariage de Jeanne d'Albret avec Clèves rompu.	29
	Charles assiège Landrecies; belle défense du capitaine Lalande.	31
	30 octobre. François ravitaille Landrecies, puis il se retire de nuit le 2 novembre.	ib.
	Succès des Turcs en Hongrie; le comte d'Enghien vient attendre Barberousse en Provence.	32
	28 avril-juillet. La flotte de Barberousse ravage l'Italie; elle arrive à Marseille.	33

1543.	Les Français n'étaient point prêts à seconder les Turcs ; 10 août, ils attaquent Nice , de concert avec eux.	Page 34
	8 septembre. Le siège du château de Nice levé ; Barberousse passe l'hiver à Toulon.	35
	Indignation générale contre les Français , appelant les Turcs au sein de l'Europe.	36
1544.	Préparatifs en France pour une troisième campagne.	37
	Le roi n'estimait que les fantassins étrangers ; besoin d'argent pour en solder.	38
	Le roi crée de nouvelles charges de judicature, qu'il met en vente.	39
	20 février. Charles invite la diète de Spire à la guerre contre la France.	40
	La diète refuse les ambassadeurs français ; le Danemarck renonce à l'alliance de France.	41
	Succès du marquis del Guasto en Piémont ; projet d'une attaque sur Lyon par la Savoie.	42
	Le comte d'Enghien remplace Boutières en Piémont ; renforts qu'il reçoit.	43
	Enghien assiège Carignan ; efforts de del Guasto pour délivrer cette place.	44
	Enghien fait demander au roi la permission de livrer bataille.	45
	Montluc appelé à assister au conseil du roi , ses conseillers le dissuadent d'une bataille.	46
	Montluc presse le roi de permettre la bataille.	47
	Le roi consent à la bataille ; les jeunes courtisans courent en Piémont pour s'y trouver.	48
	15 avril. Del Guasto veut passer le Pô, d'Enghien se trouve sur son chemin, tous deux se retirent.	49
	14 avril. Bataille de Cérisoles ; del Guasto occupe le premier les hauteurs.	50
	Attaque des landsknechts de Guasto sur l'aile gauche et le centre d'Enghien ; ils sont rompus.	51
	D'Enghien , avec sa gendarmerie , traverse deux fois l'aile gauche ennemie.	52
	Fuite de l'aile droite française , cependant les Français gagnent la bataille.	53
	Projets d'Enghien et de Strozzi sur le Milanais. François rappelle ses troupes et perd les fruits de la victoire.	54
	Fin d'avril. Insolence de Barberousse en Provence ; il repart pour Constantinople.	55
	Fin mai. Charles va joindre en Lorraine son armée , portée à quarante mille hommes.	56
	Juin. Le duc de Norfolk , uni au comte de Bure , assiège Montreuil.	57
	8 juillet , 16 août. Siège de Saint-Dizier par l'empereur ; belle résistance de cette ville.	58

1344.	Fantassins brûlés à Vitry; mort du prince d'Orange et de Lande.	Page 59
	Charles V et Henri VIII disposés à traiter séparément avec François.	60
	Charles V s'approche de Paris; dangers de la France; terreur et fuite des Parisiens.	62
	18 septembre. La paix signée à Crépy en Valois.	63
	<i>CHAPITRE X. Paix de Crépy. Concile de Trente. Massacre des Vaudois de Provence à Mérindol et à Cabrières. Fin de la guerre d'Angleterre. Succès de l'empereur contre la ligue de Smolkaide. Renouveau des persécutions en France contre les protestants. Mort de François I^{er}. — 1544 à 1547.</i>	
1544.	Danger prodigieux dont la France avait été sauvée par la paix de Crépy.	ib.
	L'orgueil français se refuse à l'admettre, et voit une trahison dans cette paix.	63
	La paix de Crépy n'était que l'accomplissement du désir constant de Charles V.	66
	Elle n'était rien à la France, mais laissait Charles libre de se tourner contre les protestants.	ib.
	Conditions de la paix de Crépy; dot promise à la femme du duc d'Orléans.	67
	Tout honorable que fût cette paix, le dauphin proteste contre, le 12 décembre.	68
	Négociations avec Henri VIII pour une paix séparée, avant même celle de Crépy.	69
	20 septembre. Offres du roi, rupture des négociations avec l'Angleterre.	70
	30 septembre. Henri dissout son armée et quitte le continent; camisade de Boulogne.	71
	Les Français battus à Boulogne; ils n'ont que des revers contre les Anglais.	ib.
	Désorganisation de l'armée française; ruine de la Picardie.	73
	Conduite odieuse des soldats tant Français qu'Allemands, ruine de la Champagne.	74
	Novembre. Le duc d'Orléans à Bruxelles; intrigues pour grossir son apanage.	ib.
	Embarras que cause le pape à l'empereur, convocation du concile de Trente (22 mai 1542).	75
	23 août. Lettre hautaine du pape à l'empereur, en le pressant de faire la paix.	76
	19 novembre. Seconde convocation du concile de Trente pour détruire l'hérésie.	77
	L'empereur commence à sévir contre les hérétiques.	78
	Émulation de François dans la persécution; Vaudois établis en Provence.	79

1544.	Leurs rapports avec les réformateurs, leur proscription suspendue quatre ans.	Page 80
	Divers répit accordés par le roi aux Vaudois.	81
1545.	1 ^{er} janvier. Le roi ordonne au parlement de Provence de mettre son arrêt à exécution.	82
	Une expédition militaire préparée contre les Vaudois en secret par le baron d'Oppède.	ib.
	13 avril. Entrée des troupes dans le pays Vaudois ; massacre des habitants, destruction des richesses.	83
	18 et 19 avril. Massacres à Mérindol, Cabrières et la Coste. . . .	84
	24 avril. Le parlement défend de donner des vivres aux fugitifs; ils meurent de faim.	86
	Le roi approuve cette exécution; son humeur; poids des contributions.	87
	Soulèvement du Périgord, son châtiement; bandes de malfaiteurs dans les provinces.	ib.
	Procès du chancelier Poyet devant une commission.	88
	24 avril. Condamnation de Poyet.	89
	Colère du roi de ce qu'il n'est pas condamné à mort; François Olivier chancelier.	90
	Diète de Worms; mécontentement des protestants, Maurice de Saxe se sépare d'eux.	91
	Conduite des Français au concile de Trente et à la diète de Worms.	92
	François d'accord avec Charles V, sa jalousie du dauphin. . . .	93
	Sa colère contre le dauphin, qui avait promis des emplois à ses favoris.	ib.
	Factions à la cour de Marie, reine d'Écosse, appui que donne la France aux persécuteurs.	94
	De Lorge en Écosse, Annebault avec la flotte française menacent l'Angleterre.	95
	Les flottes anglaise et française se canonnent, puis rentrent dans leurs ports sans résultat.	96
	Campagne du maréchal du Biez autour de Boulogne.	97
	9 septembre. Le duc d'Orléans meurt de la peste.	98
	Novembre. Le roi fait proposer un nouveau traité à l'empereur, qui le refuse.	99
	François change de politique, et cherche à nuire à l'empereur. . .	ib.
1546.	Grande mortalité dans l'armée française devant Boulogne. . . .	100
	7 juin. Traité de paix entre la France et l'Angleterre.	101
	Divers édits sur les lieutenants-généraux, les suppressions d'office, le port d'armes.	102
	Trêve entre la maison d'Autriche et le sultan, décision du concile de Trente.	103
	18 février. Mort de Luther. 26 juin. Ligue du pape et de l'empereur contre les protestants.	104

1546.	Dé fiance des protestants, commencement des hostilités.	Page 106
	Zèle des peuples protestants, l'électeur de Saxe et le landgrave ne savent pas en profiter.	107
	Novembre. Maurice de Saxe trahit les protestants et les force à dissoudre leur armée.	108
	François renouvelle les persécutions en France; les protestants de Meaux.	109
	8 septembre. Arrestation de soixante réformés, leur procès au parlement de Paris.	110
	7 octobre. Supplice de quatorze d'entre eux; autres supplices dans toute la France.	111
1547.	Les protestants d'Allemagne se relèvent quelque peu pendant l'hiver.	112
	François songe de nouveau à les appuyer, mais son énergie était diminuée.	113
	Février. Mort du comte d'Enghien, qu'on crut victime de la jalousie du dauphin.	114
	Dernières cruautés de Henri VIII. Sa mort le 29 janvier. Chagrin de François.	ib.
	Activité des négociations pour seconder les protestants d'Allemagne.	115
	11 mars. Nouveau traité avec Édouard VI, roi d'Angleterre.	117
	Maladie du roi; ses voyages; sa mort à Rambouillet, le 31 mars.	ib.
	Caractère de François d'après Ferronius et d'après Tavannes.	118

RÈGNE DE HENRI II. CHAPITRE XI. Caractère du nouveau roi Henri II. Charles-Quint subjuge les protestants d'Allemagne. Complots en Italie. Guerres civiles d'Écosse. Persécutions en France. Révolte de la Guienne. Henri II recouvre Boulogne des mains des Anglais. — 1547-1550. 120

1547.	Prédilection des Français pour François I ^{er}	ib.
	Joie des courtisans du dauphin pendant l'agonie de François I ^{er}	121
	Exhortations de François à Henri II; caractère de celui-ci.	122
	Le jeune roi se livre le jour même au connétable; changement du ministère.	123
	Organisation des conseils; crédit de la grande-sénéchale, Diane de Poitiers.	124
	Prodigalités du roi à son avènement au trône. Renvoi des cardinaux à Rome.	125
	Nouveaux maréchaux et nouveaux cardinaux.	126
	Tableau hideux de la cour; avidité des favoris du roi, d'après Vieilleville.	127
	25 mai. Obsèques de François I ^{er} et de ses deux fils; sentiments de Henri II.	128
	La duchesse d'Étampes exilée de la cour; on lui reprend les présents du feu roi.	130
	10 juillet. Duel de Jarnac et de la Châtaigneraie, conséquence d'un propos du roi.	ib.

1347.	27 juillet. L'empereur sommé de paraître au sacre; jalousie du roi contre lui.	Page 131
	13 avril au 23. Campagne de l'empereur contre l'électeur de Saxe, qu'il fait prisonnier.	132
	18 juin. Soumission du landgrave de Hesse; Charles le retient aussi captif.	133
	Oppression de l'Allemagne par Charles V, et de la Bohême par Ferdinand son frère.	134
	Henri II presse Soliman d'attaquer de nouveau l'empereur; intrigues en Italie.	135
	2 janvier. Conjuraison de J.-L. de Fieschi à Gènes; il y périt.	136
	Mai. Soulèvement à Naples, que les Français excitent et ne secondent pas.	137
	Intrigues avec le pape; il transfère le concile de Trente à Bologne.	138
	10 septembre. Pierre-Louis Farnèse assassiné par des conjurés qu'appuie l'empereur.	139
	La France refuse de s'allier au pape pour venger son fils.	140
	Faveur des Guises; ils intéressent le roi aux affaires d'Ecosse, et contre l'Angleterre.	ib.
	Progrès de la réformation en Angleterre et en Écosse; les catholiques s'attachent aux Français.	141
	La France réduit en Écosse les meurtriers du cardinal Beaton; défaite des Écossais à Musselburg.	142
	Les Écossais proposent leur reine en mariage pour le fils aîné du roi de France.	143
	9 septembre. Charles V à la diète d'Augsbourg; elle promet de se soumettre au concile.	144
1348.	Le pape fait échouer les projets de l'empereur; celui-ci propose aux Allemands l'intérin.	145
	13 mai. Publication de l'intérin; cette transaction mécontente tous les partis.	146
	Fanatisme persécuteur de Henri II et de tous ses favoris.	147
	Henri II persécute les protestants en France, et leur offre son appui en Allemagne.	149
	Henri II à Turin; il saisit le marquisat de Saluces; complot de Jules Cibo; sa mort.	150
	Nombreux complots en Italie, favorisés par Henri II.	ib.
	Révolte de la Guienne à l'occasion de la gabelle; massacre des employés.	151
	Les violences des paysans effraient les bourgeois, qui se séparent des insurgés.	152
	Soulèvement de Bordeaux; massacre de Monneins; la ville se soumet d'elle-même.	153
	Durété de Montmorency; châtimement de la ville de Bordeaux; supplices horribles.	154

1548.	Impuissance d'une multitude pour se défendre quand elle s'est séparée des gens éclairés.	Page 136
	Premières théories de la liberté; ouvrage de la Boétie, encore jeune.	ib.
	Analyse du livre de la servitude volontaire; le peuple prête sa force aux tyrans.	137
	Recherche d'un pouvoir qui sache, qui puisse, et qui veuille faire avancer la société.	138
	Retour du roi en France; mariage de la princesse de Navarre; extinction des branches royales.	139
	Ambition des Guises; hostilités entre les Anglais et les Français autour de Boulogne.	160
	Les Écossais repoussent toutes les offres des Anglais, et veulent s'unir à la France.	161
	18 juin. Armée de Montalembert d'Essé en Écosse; la jeune Marie cummée en France.	162
	Mauvaise conduite des Français en Écosse; d'Essé rappelé.	163
	Charles V aspire à la monarchie universelle; état de l'Espagne, qui perd ses libertés.	164
	État de l'Italie, cupidité et cruauté des vice-rois de Charles V.	165
	Ménagements auxquels l'empereur était encore obligé pour l'Allemagne.	166
	Charles veut faire renoncer son frère au titre de roi des Romains pour le transmettre à son fils.	167
1549.	D. Philippe, appelé dans les Pays-Bas, offense les peuples par sa morgue.	168
	Juin. Couronnement de Catherine de Médicis; fêtes à Paris.	ib.
	Vœu de poursuivre l'hérésie; exécution où assiste le roi; procédures plus sévères.	169
	Comment les favoris du roi se disputaient les confiscations des hérétiques.	170
	21 décembre. Mort de Marguerite de Navarre; procès du maréchal du Biez.	171
	Le roi excite les juges contre du Biez et Vervins; leur condamnation à mort.	172
	Le chancelier Olivier; sévérité de ses ordonnances.	173
	Henri II profite des troubles d'Angleterre pour attaquer Boulogne sans déclaration de guerre.	174
	10 novembre. Mort du pape Paul III; élection de Jules III, le 8 février suivant.	175
1550.	24 mars. Paix avec l'Angleterre; Boulogne rendue à la France.	176
CHAPITRE XII. <i>Henri II se prépare à la guerre contre Charles-Quint; ses négociations avec les Turcs et les protestants. Guerre de Parme. Guerre en Piémont et en Alsace. Charles V, à Inspruck, échappe avec peine aux protestants. Paix publique de Passau.—1550-1552.</i>		

1550.	Incapacité de Henri II ; sa bonne grâce et son goût pour les exercices du corps.	Page 178
	Son activité ; manière dont il remplissait son temps.	179
	Montmorency, chef du gouvernement ; mort des deux anciens Guises.	180
	Les nouveaux Guises font disgracier le premier président Liset. .	181
	Disgrâce du chancelier Olivier ; abaissement du parlement ; lois d'Olivier.	182
	Il rend plus redoutable la justice prévôtale ; jalousie du roi contre les ministres de son père.	183
	Révocation de l'affaire des Vaudois de Provence ; leurs persécuteurs déclarés innocents.	184
	Dangers que cause à la France la grandeur croissante et l'ambition de Charles-Quint.	185
	Avances de Henri II aux protestants étrangers, aux Suisses, à Édouard VI d'Angleterre.	186
	Il recherche les protestants allemands ; persécutions de Charles V en Belgique.	187
	26 juillet. Diète armée d'Augsbourg ; Charles se confie en Maurice de Saxe ; mort de Grandville.	188
	Charles demande que le concile soit ramené à Trente ; Jules III y consent.	189
	Magdebourg rejette l'intérin ; Charles fait assiéger cette ville par Maurice.	190
	Danger du protestantisme dans toute l'Europe ; faiblesse de la plupart des princes.	191
	Charles veut en vain assurer la succession de son fils Philippe à l'empire.	192
1551.	Intrigues de la France en Turquie, pour rallumer la guerre ; affaires de Hongrie.	193
	Le roi presse Soliman d'attaquer l'Italie, de peur qu'une attaque en Allemagne n'y réunisse les partis.	193
	Situation critique d'Ottavio Farnèse, duc de Parme, menacé par l'empereur, abandonné par le pape.	196
	27 mai. Ce duc se met sous la protection de la France ; guerre contre le pape.	197
	Brissac, gouverneur de Piémont, chargé d'envoyer des secours à Parme.	198
	Les soldats qu'il y fait passer, massacrés ; 3 septembre, premières hostilités en Piémont.	199
	Arrivée de beaucoup de gentilshommes en Piémont ; désordre qu'ils y causent.	200
	La flotte turque brûle Agosta, menace Malte, et prend Tripoli. .	201
	Guerre maritime ; captures du baron de La Garde ; Léon Strozzi quitte le service de France.	202

1551.	1 ^{er} septembre. Henri II charge Jacques Amyot de protester contre le concile de Trente.	Page 203
	3 septembre. Trêve de Maurice avec Magdebourg; 5 octobre, son traité secret avec la France.	204
	Conditions du traité; le roi nommé vicaire de l'empire dans les villes weltches.	205
	Adresse de Maurice pour tromper l'empereur; ses négociations avec le concile.	206
	Charles-Quint à Inspruck; ses négociations avec le concile; affaires de Hongrie.	207
	18 décembre. Martinuzzi poignardé par ordre de Ferdinand; Charles V malade de la goutte.	208
1552.	18 mars. Maurice se met à la tête d'une armée qui marche contre l'empereur.	209
	Fuite des pères du concile de Trente; danger de Charles V; médiation de Ferdinand à Linz.	210
	23 mai. Maurice entre dans Inspruck, d'où l'empereur venait de s'enfuir.	211
	12 février. Lit de justice de Henri II, pour annoncer la guerre; 10 mars, il joint son armée à Châlons.	ib.
	Renouvellement des persécutions; édit de Chateaubriand contre les protestants.	213
	Grandes précautions pour arrêter l'introduction des livres hérétiques.	214
	10 avril. Henri II s'empare de Metz par trahison.	215
	Henri donne un gouverneur à Metz; il envoie en France le jeune duc de Lorraine, et chasse la duchesse.	216
	3 mai. Henri entre en Alsace par Saverne; il cherche à surprendre Strasbourg par tromperie.	217
	13 mai. Le roi n'ayant plus rien à espérer en Alsace, se retire en Lorraine.	219
	Diversion de Van Rossem en Champagne; conquêtes du roi dans le Luxembourg.	ib.
	Auteurs de mémoires sur cette époque, Vieilleville, Rabutin, Montluc et Villars.	220
	Faiblesse de Brissac en Piémont, que le connétable voulait affaiblir encore.	222
	Prise de Lanzo; défense de Casal; tentative sur le château de Milau, et sur Naples.	ib.
	Brissac engage Ferrand de Gonzaga à un compromis, pour faire bonne guerre en Piémont.	224
	29 avril. Trêve pour deux ans entre Henri II, Jules III, et le duc de Parme; le roi manque d'argent.	225
	Expédients de Brandi pour trouver de l'argent; présidiaux, recettes générales, don du clergé.	ib.

1552. 3 juin. L'évêque de Bayonne déclare à Passaw que le roi consent à la paix des princes. Page 227
 Conférences de Passaw; 17 juillet, Maurice renouvelle les hostilités. ib.
 2 août. Paix publique de Passaw; les deux religions en Allemagne sur un pied d'égalité. 228

CHAPITRE XIII. Suite de la guerre entre Henri II et Charles-Quint. Metz défendu par le duc de Guise. Strozzi et Montluc à Sienne. Brissac en Piémont. Le roi et le connétable dans les Pays-Bas. Revers et découragement de Charles V. Son abdication.—1552-1554. 230

1552. Confiance de Henri II en lui-même, dans sa lutte contre Charles V. ib.
 Politique de Maurice de Saxe; contraindre l'empereur sans affaiblir l'empire. 251
 Guerre de Maurice en Hongrie; puis contre Albert de Brandebourg; sa mort. 252
 Alliance de la France avec Albert de Brandebourg; marche de Charles-Quint vers le Rhin. ib.
 17 août. Le duc de Guise entre à Metz; ses préparatifs de défense. 254
 15 septembre. L'empereur passe le Rhin avec soixante mille hommes. 19 octobre, le duc d'Albe investit Metz. 255
 4 novembre. Aumale fait prisonnier par Albert de Brandebourg, qui se joint aux Impériaux. 256
 1553. 1^{er} janvier. Charles lève le siège; ruine de son armée; misère de ses soldats; humanité de Guise. 257
 1553. Détails minutieux sur la campagne de Piémont, dans Villars et Montluc. 258
 Union à Naples pour repousser l'inquisition; le prince de Salerne appuyé par la France. 259
 Les flottes turque et française envoyées pour le seconder ne se rencontrent pas. 260
 Oppression de Sienne par les Espagnols et D. Diégo de Mendoza. 261
 26 juillet. Révolution à Sienne; les Espagnols chassés. 11 août, entrée des Français dans Sienne. 262
 1553. Mort de D. Pedro de Tolède, chargé de soumettre Sienne; attaque des Espagnols; leur retraite. 265
 La flotte française, unie à la flotte turque, ravage les côtes de la Méditerranée. 266
 San Pietro Ornano engage les Français à attaquer la Corse; leurs succès; retraite des Turcs. 265
 Capitulation de bonne guerre en Piémont; mort de Charles III, duc de Savoie; pillage de Verceil. 266
 Fin d'avril. Charles V investit Téroouenne; 20 juin, la ville est prise et rasée. 267

1553.	<u>18 juillet. Prise et ruine de Hesdin; par le prince de Piémont. P.</u>	<u>249</u>
	<u>Le connétable menace Bapaume, puis Cambrai; il congédie son</u>	
	<u>armée le 21 septembre.</u>	<u>250</u>
	<u>6 juillet. Mort d'Édouard VI, roi d'Angleterre; événements de sa</u>	
	<u>minorité.</u>	<u>ib.</u>
	<u>Le duo de Northumberland fait appeler à la couronne Jeanne Grey,</u>	
	<u>sa belle-fille.</u>	<u>252</u>
	<u>Règne de dix jours, déposition et supplice de Jeanne Grey; Marie</u>	
	<u>Tudor lui succède.</u>	<u>253</u>
	<u>Marie promet sa main à son cousin Philippe d'Autriche; persécu-</u>	
	<u>tions en Angleterre et en France.</u>	<u>254</u>
	<u>Les protestants persécutent à leur tour; deux sociniens brûlés en</u>	
	<u>Angleterre, Michel Servet à Genève.</u>	<u>255</u>
	<u>Expédients ruineux de Bertrandi pour lever de l'argent; parlement</u>	
	<u>semestrier.</u>	<u>256</u>
	<u>Emprunts forcés; le roi se fait rembourser à lui-même les prêts d'au-</u>	
	<u>trui.</u>	<u>257</u>
1554.	<u>Embarras des finances de Charles-Quint, son administration ruine</u>	
	<u>tous ses États.</u>	<u>258</u>
	<u>État de santé de Charles-Quint; inquiétude que cause aux Anglais</u>	
	<u>le mariage de son fils.</u>	<u>259</u>
	<u>Conditions du mariage; Noailles pousse les Anglais à la révolte; 25</u>	
	<u>juillet, le mariage s'accomplit.</u>	<u>260</u>
	<u>Négociations du cardinal Pole pour la paix; désolation des fron-</u>	
	<u>tières qu'il traverse.</u>	<u>261</u>
	<u>Campagne de Henri II sur la Meuse; Charles V couvre les Pays-</u>	
	<u>Bas.</u>	<u>262</u>
	<u>Ravages et cruautés de Henri II dans le Hainaut, le Cambrésis et</u>	
	<u>l'Artois.</u>	<u>263</u>
	<u>Courage et dévouement des Siennois, les Français ne les regar-</u>	
	<u>dent que comme faisant diversion.</u>	<u>264</u>
	<u>Pierre Strozzi envoyé à Sienne; jalousie de Côme de Médicis, qui</u>	
	<u>recommence les hostilités.</u>	<u>265</u>
	<u>Guerre dans l'État de Sienne; férocité de Marignan, qui en détruit</u>	
	<u>la population.</u>	<u>266</u>
	<u>Montluc commandant à Sienne; mort de Léon Strozzi; défaite de</u>	
	<u>Pierre Strozzi, 2 août.</u>	<u>267</u>
	<u>Détresse des Siennois; Henri II ne permet pas à Brissac de mar-</u>	
	<u>cher à leur secours.</u>	<u>268</u>
1555.	<u>Montluc, accablé de maladie, vient au conseil des Siennois en</u>	
	<u>grande toilette.</u>	<u>269</u>
	<u>Après d'horribles souffrances, Sienne capitule le 21 avril.</u>	<u>271</u>
	<u>Faits d'armes en Flandre; complots des cordeliers de Metz, leur</u>	
	<u>supplice.</u>	<u>ib.</u>
	<u>Conférences de Marcq pour la paix, sous la médiation du cardi-</u>	
	<u>nal Pole.</u>	<u>273</u>

1553.	29 mars. Mort de Jules III; court pontificat de Marcel II; élection de Paul IV, Caraffa.	Page 274
	Suite de la guerre en Toscane et en Piémont, où Brissac prend Casal de Montferrat.	276
	12 juin. Le duc d'Albe en Italie; ses cruautés, ses revers; mort de Marignan.	ib.
	Juillet. Flotte des Turcs dans la mer de Toscane, unie au baron de la Garde en Corse.	278
	Campagne au nord, sous les ordres de Nevers et Saint-André, actions de Givet et de Germigny.	ib.
	Épuisement de la France; ruine plus grande encore des États de l'empereur.	279
	Déclin de l'Espagne, des Deux-Siciles, du Milanais; désolation des Pays-Bas; flotte hollandaise brûlée.	280
	La Hongrie soumise aux Turcs; Ferdinand se défie de son frère Charles V.	282
	Ferdinand recherche les protestants; diète d'Augsbourg, recez du 25 septembre pour la tolérance.	ib.
	Tous les projets de Charles V renversés; son état de maladie, son découragement.	284
	25 octobre. Assemblée des états de Flandre; Charles V abdique la souveraineté des Pays-Bas.	285
	Il abdique la couronne d'Espagne le 16 janvier, et celle de l'empire le 27 août 1556.	286

CHAPITRE XIV. *Trêve de Vaucelles. Henri II la rompt, à la sollicitation du pape, pour attaquer Philippe II. Expédition de Guise à Rome. Batailles de Saint-Quentin et de Gravelines. Persécutions. Paix de Cateau-Cambrésis. Mort de Henri II. — 1556-1559.* 287

1556.	Ardent désir de Charles V de laisser, en abdiquant, l'Europe en paix.	ib.
	5 février. Trêve de Vaucelles signée pour cinq ans entre Henri II et Philippe II.	288
	A la cour de Henri, Montmorency désirait la paix et les Guises la guerre.	289
	Ambition des Guises, leur alliance avec la maison Caraffa, leur zèle pour l'ancienne Église.	290
	Violences de Paul IV, guerres civiles qu'elles excitent dans les États de l'Église.	291
	Hostilités entre le pape et le vice-roi de Naples; secours offert par le cardinal de Lorraine au pape.	ib.
	Envoi de deux prélats aux deux cours, intrigues du pape pour rompre la trêve de Vaucelles.	292
	Procès contre Philippe II en cour de Rome, manifeste du duc d'Albe contre le pape.	294
	Septembre. Le duc d'Albe attaque le pape. Strozzi et Montluc le défendent.	ib.

1536.	8 novembre. Violences du pape dans une audience publique; ses menaces.	Page 295
	<u>19 novembre. Le pape signe une trêve de quarante jours avec le duc d'Albe.</u>	<u>297</u>
	<u>Favoritisme à la cour; mariage de Montmorency; détresse de l'armée de Piémont.</u>	<u>298</u>
	<u>Les courtisans demandent les confiscations des luthériens. Fanatisme croissant du peuple.</u>	<u>299</u>
	Enthousiasme des calvinistes; persécutions en Angleterre et en France.	ib.
	Il n'y avait point encore de culte protestant en France. Genève était la ville sainte de la réforme.	300
1535.	Septembre. Établissement de la première église réformée à Paris.	302
	Formation d'un grand nombre d'églises. Colonie protestante que Villegagnon conduit au Brésil.	ib.
1536.	17 septembre. Charles V s'embarque en Zélande; il va s'enfermer au couvent de Saint-Just.	303
1537.	6 janvier. Gaspard de Coligni rompt la trêve à Douai. Le duc de Guise entre en Piémont.	304
	20 janvier. Guise prend Valenza sur le Pô. Dispositions favorables des Italiens.	305
	Tous pressent Guise de conquérir la Lombardie; il préfère marcher sur Naples.	307
	La guerre se rallume autour de Rome; le duc d'Albe se retire dans le royaume de Naples.	308
	4 mars. Le duc de Guise présenté au pape; ardeur du pape, ses vœux mal préparés.	309
	24 avril-15 mai. Siège de Civitella par Guise; il est contraint de le lever; sa colère.	ib.
	<u>Hostilités dans toute l'Italie; nouveaux échecs reçus par Guise.</u>	<u>310</u>
	<u>Août. Guise rappelé par Henri II; le pape traite avec le duc d'Albe le 14 septembre.</u>	<u>312</u>
	<u>Le duc de Ferrare abandonné obtient la paix. Marie d'Angleterre déclare la guerre à la France.</u>	<u>313</u>
	<u>Juin. L'armée française opposée à celle de Philippe en Picardie, commandée par le duc de Savoie.</u>	<u>314</u>
28 juillet.	Le duc de Savoie investit Saint-Quentin. 2 août. Coligni entre dans cette place.	315
	État déplorable de la place de Saint-Quentin, négligence extrême du gouvernement.	ib.
	<u>Efforts de Montmorency pour envoyer des renforts à son neveu dans Saint-Quentin.</u>	<u>317</u>
	<u>10 août. Imprudence de Montmorency; bataille de Saint-Quentin.</u>	<u>ib.</u>
	Déroute de l'armée, captivité du connétable et de Saint-André. Philippe II ne poursuit pas sa victoire.	319

1337.	27 août. Prise de Saint-Quentin, de Ham, du Catelet; retraite des armées.	Page 319
	Projet d'attaque contre Calais, mûri pendant l'automne.	321
1338.	1 ^{er} janvier. Guise attaque Calais, il s'en rend maître le 8; Guines et Hames se rendent aussi.	ib.
	Joie que cause ce succès en France, désolation en Angleterre; les rois commencent à se rapprocher.	322
	Zèle de Paul IV pour l'inquisition espagnole; il veut la faire adopter par Henri II.	324
	Commission donnée à trois cardinaux pour l'inquisition; opposition du parlement.	325
	Nouvelles bulles du pape contre l'hérésie, fureur de la populace contre les hérétiques.	326
1337.	4 septembre. Assemblée des calvinistes surprise à la rue Saint-Jacques; arrestations et supplices.	ib.
	Peines atroces contre les faux monnayeurs, contre le réel de grossesse.	328
1338.	6-10 janvier. États-généraux de Paris, formation d'un ordre de magistrats.	329
	24 avril. Mariage du dauphin François avec Marie Stuart. Soupçons des Écossais.	330
	Conférence à Péronne du cardinal de Lorraine avec Granvelle. Les Guises se rapprochent de l'Espagne.	331
	La réforme commence à se répandre parmi la haute noblesse; conversion de Dandelot.	332
	Colère du roi contre Dandelot; il est arrêté. Préparatifs contre Thionville.	333
	2-22 juin. Siège et prise de Thionville. Guise s'arrête dans le Luxembourg.	334
	De Termes envahit la West-Flandre, 13 juillet; sa défaite à Gravelines par Egmont.	335
	Autres désastres des Français; tous les partis désirent la paix.	336
	17 octobre. Suspension d'armes. Premières conférences à Sercamp.	337
	17 novembre. Marie, reine d'Angleterre, meurt d'hydropisie. Élisabeth proclamée.	338
1339.	Février. Nouveau congrès à Cateau-Cambrésis. Philippe abandonne les intérêts de l'Angleterre.	339
	2 avril. Paix avec l'Angleterre; faiblesse de Ferdinand, changement du pape, abandon des Siennois.	340
	3 avril. Paix de Cateau-Cambrésis entre Henri II et Philippe II; double mariage.	341
	Mécontentement du peuple et de l'armée; fêtes à la cour pour les mariages.	342
	La paix était jointe à une ligue secrète pour l'extirpation de l'hérésie.	343
	14 juin. Mercuriale du parlement de Paris, à laquelle le roi vient assister inopinément.	344

1559.	Courage de plusieurs conseillers, colère du roi; il en fait arrêter cinq, et leur nomme des juges.	Page 345
	29 juin. Le roi blessé à la tête d'un éclat de lance, dans un tournoi; il meurt le 10 juillet.	346
CHAPITRE XV. Règne de François II. Rivalité entre les Bourbons et les Guises. Conjuraison d'Amboise. Hostilités en Dauphiné et en Provence. Assemblée des notables à Fontainebleau. Arrestation du prince de Condé. Mort de François II. — 1559-1560.		
1559.	Enfants que laissait Henri II; âge et incapacité de son fils François II.	ib.
	Prétendants divers au pouvoir; la reine mère Catherine de Médicis.	349
	Caractère de Catherine; offense que lui avait donnée le connétable; elle s'unit aux Guises.	ib.
	Puissance des six frères de Guise; retraite de Diane de Poitiers.	350
	Le connétable et les ministres; ses neveux les trois frères Châtillons; leurs vertus.	351
	Les princes du sang, issus de saint Louis en 1256. Caractère du roi de Navarre et du prince de Condé.	352
	Le roi conduit au Louvre par les Guises et sa mère, y forme un nouveau ministère.	353
	Les Bourbons perdent toute chance par la lenteur du roi de Navarre à se rendre à la cour.	354
	20 septembre. Sacre du roi; abatement des religionnaires; persécutions en Espagne.	356
	29 août. Retour de Philippe II en Espagne. Persécutions à Rome par Paul IV.	357
	18 août. Mort de Paul IV. Interrègne de quatre mois; élection de Pie IV.	ib.
	Persécutions en France; nom d'huguenots, <i>eidgenassen</i> , donné aux protestants.	358
	Accusations de mœurs infâmes accréditées contre les huguenots.	360
	14 juillet. François II fait poursuivre le procès d'Anne du Bourg.	361
	23 décembre. Supplée de du Bourg. Son courage à ne point dissimuler sa foi.	362
	18 décembre. Meurtre du président Minard; les huguenots commencent à vouloir se défendre.	363
	Mécontentement de la noblesse; les solliciteurs menacés de la potence.	364
	La noblesse nie l'autorité d'un roi à peine sorti de l'enfance.	365
	Hésitation du roi de Navarre; écrits anonymes contre les Guises.	ib.
	Aversion des Guises et de la reine mère pour les états-généraux. Lettre de Philippe II.	367
1560.	4 janvier. Elisabeth de France consignée par roi de Navarre aux Espagnols.	368
	Affaires d'Ecosse alors connues de toute la France; succès des protestants dans ce royaume.	369

1560. Les Écossais déposent Marguerite de Guise de la régence ; ils s'affaiblissent.	Page 370
23 janvier. Secours envoyés par Élisabeth aux protestants d'Écosse ; les Français se retirent d'Écosse.	ib.
Complot de La Renaudie contre les Guises ; il visite tous les mécontents réfugiés en Suisse.	371
1 ^{er} février. Assemblée des mécontents à Nantes ; mesures qu'ils prennent avec La Renaudie.	373
1500 gentilshommes de toutes les provinces devaient enlever les Guises à Blois.	374
La Renaudie dénoncé par Avenelle ; les Guises conduisent le roi à Amboise.	375
Opposition des deux frères de Guise ; les frères Châtillons appelés à la cour.	376
2 mars. Édit d'amnistie pour les huguenots ; mesures défensives du duc de Guise.	ib.
13 mars. Attaque des huguenots sur Amboise ; Guise lieutenant du royaume.	377
Défaite des conjurés d'Amboise, nombreux supplices ; les dames y assistent.	379
Douleur que témoigne la duchesse de Guise ; charges recueillies contre le prince de Condé.	380
Condé veut se justifier par les armes, le duc de Guise s'offre pour être son second.	ib.
Supplice de Castelnau et de ses amis ; mort du chancelier Olivier : ses ordonnances.	381
L'Hospital nommé chancelier ; le connétable annonce au parlement la conjuration d'Amboise.	382
Conduite opposée du roi de Navarre et des Châtillons ; la poursuite de l'hérésie déferée aux évêques.	384
Faibles efforts de Catherine pour relever les protestants ; inquiétude des Guises.	ib.
Ils songent aux états-généraux ; ils convoquent les notables à Fontainebleau.	386
21 août. Première assemblée des notables, les Guises lui exposent l'état de la France.	ib.
23. Seconde séance ; hardiesse de Coligni et de deux évêques ; Tournon repousse les états.	387
Réponse des Guises ; ils consentent à suspendre les supplices et assembler les états.	388
Octobre. États provinciaux ; mesures des Guises pour demeurer les plus forts.	390
Commencement de guerre civile dans les provinces ; 3 septembre, tentative des huguenots sur Lyon.	391
Supplice des huguenots à Valence et Montélimart ; le brave Montbrun en Dauphiné, les Mouvans en Provence.	392

1560.	Les Bourbons résolus de venir aux états, malgré le danger qui les menace.	Page 393
	Les Guises comptent demander une confession de foi aux députés, et punir qui la refuse.	ib.
	29 octobre. Les Bourbons entrent à Orléans, où le roi les attend entouré de soldats.	394
	Le prince de Condé arrêté dans la chambre de la reine mère.	396
	15 novembre. Condé traduit devant une commission décidée à le faire mourir.	ib.
	Coligni se rend à Orléans, quoiqu'il se crût assuré d'y périr.	397
	Les Bourbons, les Châtillons, les protestants, sur le point de périr quand le roi tombe malade.	399
	16 novembre au 8 décembre. Maladie et mort de François II après un règne de 17 mois.	400
CHAPITRE XVI. <i>Minorité de Charles IX. États-généraux d'Orléans et de Pontoise. Catherine de Médicis hésite entre les partis. Édit de juillet. Tolérance domestique. Colloque de Poissy. Édit de janvier. Tolérance hors des villes. Résistance du triumvirat, des parlements et de la populace. Massacre de Vassy. — 1560-1562.</i>		
1560.	François II n'avait point institué de régence pour Charles IX son successeur, âgé de dix ans.	ib.
	6 décembre. La reine mère conduit son fils au conseil d'État, et se trouve investie du pouvoir.	402
	Catherine se défiant de tous, et n'aimant personne, veut pourtant ménager tout le monde.	403
	Elle balance l'un par l'autre, le roi de Navarre, le connétable, Saint-André et les Guises.	ib.
	Confirmation de tous les grands officiers dans leurs fonctions, au conseil d'État du 21 décembre.	404
	15 décembre. Ouverture des états-généraux d'Orléans; les huguenots demandent une convocation nouvelle.	405
	Les ordres laïques ne veulent pas être représentés par l'orateur du clergé.	407
	Compilation des cahiers par les députés de chaque ordre; vœux du clergé, division dans la noblesse.	408
	Demandes du tiers-état; réformes dans l'Église et dans toute l'administration.	409
1561.	1 ^{er} janvier. Séance royale, discours des orateurs des trois ordres.	410
	15 janvier. Montant des dettes; les états se déclarent sans pouvoir pour les acquitter.	411
	31 janvier. Séance de clôture, demandes adressées aux états provinciaux.	412
	Ordonnance d'Orléans; résultat des cahiers; le parlement jaloux des états et du chancelier.	413
	Efforts du chancelier pour établir la tolérance; opposition du parlement de Paris.	414

1561. Catherine indifférente entre les religions; son motif pour favoriser la réforme.	Page 414
Toute la partie éclairée de la nation paraît pencher pour la réforme.	415
Février. Les Guises s'éloignent de la cour; Condé y revient; le connétable forme un tiers parti.	416
30 mars. Le roi de Navarre, déclaré lieutenant-général, partage l'autorité avec Catherine.	ib.
Les états veulent demander compte aux favoris; alarmes du connétable; le triumvirat.	417
13 juin. Le prince de Condé prononcé innocent; le parlement poursuit les huguenots.	418
Le duc de Savoie entreprend d'exterminer les Vaudois de Piémont.	419
Ils sont secourus par les Vaudois du Dauphiné conduits par Mouvans.	421
5 juin. Le duc de Savoie contraint de leur accorder la paix.	ib.
19 juin. Conférence du conseil d'État avec le parlement; édit de juillet; tolérance dans les maisons.	422
Mécontentement des huguenots; les états provinciaux demandent une tolérance entière.	423
1 ^{er} août. Les députés de la noblesse et du tiers-état assemblés à Pontoise, ceux du clergé à Poissy.	424
Cahiers des états de Pontoise; ils demandent la tolérance pour les huguenots, et les dépouilles du clergé.	425
27 août. Assemblée des trois ordres à Saint-Germain; présentation des cahiers.	426
Discours du député du tiers; la révolution religieuse paraît accomplie dans la nation.	427
La reine douairière Marie Stuart, accompagnée par trois de ses oncles, débarque à Leith le 19 août.	428
28 août. Le prince de Condé et le duc de Guise se réconcilient devant le roi.	429
9 septembre. Ouverture du colloque de Poissy, discours de Théodore de Bèze.	430
16 septembre. Controverse entamée par le cardinal de Lorraine sur la présence réelle.	431
A l'invitation du cardinal de Ferrare, le colloque continue avec moins d'appareil.	432
Efforts de Bèze pour présenter une confession sur la Cène qui satisfasse les catholiques.	433
26 septembre. Les conférences cessent, après que la Sorbonne a condamné cette confession.	434
21 octobre. Le clergé s'engage à acquitter 15 millions des dettes du roi.	ib.
27 décembre. Bataille à Saint-Médard de Paris entre les protestants et les catholiques.	435

1861.	Emportement des chefs des catholiques ; leur projet d'enlever le duc d'Orléans.	Page 436
	Les catholiques français recourent au pape ; celui-ci dépend de Philippe II.	437
	Pie IV venait d'accorder à Philippe II la condamnation des Caraffa.	438
	Pie IV avait convoqué de nouveau le concile à Trente ; obstacles qu'il rencontre.	439
	Recours des catholiques français à Philippe II ; leur agent arrêté. <i>ib.</i>	
	Menaces de Philippe II à Catherine si elle ne recommence pas les persécutions.	440
	Intrigues de l'ambassadeur Chantonay et du cardinal de Ferrare. 441	
	Le roi de Navarre est gagné à la cause catholique par l'offre de lui céder la Sardaigne.	442
1862.	Janvier. Conférences entre les députés des huit parlements ; édit du 17 janvier.	445
	L'édit de janvier accorde la tolérance hors des villes ; opposition du parlement de Paris.	<i>ib.</i>
	6 mars. Le parlement de Paris enregistre enfin l'édit de janvier après une résistance obstinée.	445
	Le prince de Condé armé dans Paris pour y maintenir le culte protestant.	446
	Le roi de Navarre se déclare catholique ; les Châtillons éloignés de la cour.	<i>ib.</i>
	Troubles en Bourgogne, en Provence, en Bretagne, à l'occasion de l'édit de janvier.	447
	Le connétable, le maréchal Saint-André et le roi de Navarre rappellent Guise pour résister par la force.	449
	28 février. Le duc de Guise se met en route pour Paris ; sa rancune contre les huguenots de Vassy.	<i>ib.</i>
	1 ^{er} mars. Massacre de Vassy ; signal de la guerre civile.	450

FIN DE LA TABLE DU DOUZIÈME VOLUME.

5632403

h-2.28
DH 24667

